JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU

CANADA

Depuis le jeudi 27 septembre 1962 jusqu'au mardi 5 février 1963,
inclusivement, durant la onzième année du règne de
Notre Souveraine Dame la Reine Élisabeth II

PREMIÈRE SESSION DU VINGT-CINQUIÈME PARLEMENT DU CANADA

L'HONORABLE MARCEL LAMBERT, ORATEUR

SESSION DE 1962-1963

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT

ROGER DUHAMEL, M.S.R.C.
IMPRIMEUR DE LA REINE ET CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
OTTAWA, 1963

VOLUME CIX

109e VOLUME

27510-7—1

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Proclamations	iii
Journaux de la Chambre des communes	1
Proclamation relative à la dissolution du 25e Parlement	477
Liste des appendices	478
Membres du ministère et Secrétaires parlementaires	479
Haut personnel de la Chambre des communes	480
Liste alphabétique des députés, répartie par circonscription électorale	481
Liste alphabétique des circonscriptions électorales et de leurs représentants	485
Index	489

PROCLAMATIONS

GEORGE-P. VANIER
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A Nos Très-aimés et Fidèles SÉNATEURS du Canada et aux MEMBRES élus pour servir à la Chambre des communes du Canada, ainsi qu'à tous les intéressés,—SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que Nous avons jugé à propos, sur l'avis et du consentement de Notre Premier Ministre du Canada, de DISSOUDRE la présente législature du Canada.

SACHEZ DONC QUE, à cette fin, Nous publions Notre présente proclamation royale et DISSOLVONS par les présentes ladite législature du Canada en conséquence, et les sénateurs et les membres de la Chambre des communes sont excusés de se réunir.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé major-général GEORGE-PHILIAS VANIER, Compagnon de Notre Ordre du Service Distingué, à qui Nous avons décerné Notre Croix Militaire et Notre Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN LA CITADELLE, en Notre Cité de Québec, ce dix-neuvième jour d'avril en l'an de grâce mil neuf cent soixante-deux, le onzième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État
JEAN MIQUELON

GEORGE-P. VANIER
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A TOUS CEUX À QUI les présentes parviendront,—SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et détermination de Nous rencontrer aussitôt que faire se pourra avec Notre peuple du Canada, et d'obtenir son avis au Parlement:

NOUS FAISONS CONNAÎTRE Notre volonté et plaisir royal de convoquer un parlement et Nous déclarons en outre que, de l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, Nous avons aujourd'hui même donné des ordres en vue de l'émission de Nos BREFS en due forme pour la convocation d'un PARLEMENT au Canada, lesquels Brefs porteront la date du dix-neuvième jour d'avril 1962 et seront rapportables le dix-huitième jour de juillet 1962.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé major-général GEORGE-PHILIAS VANIER, Compagnon de Notre Ordre du Service Distingué, à qui Nous avons décerné Notre Croix Militaire et Notre Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN LA CITADELLE, en Notre Cité de Québec, ce dix-neuvième jour d'avril en l'an de grâce mil neuf cent soixante-deux, le onzième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État
JEAN MIQUELON

GEORGE-P. VANIER
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A TOUS CEUX À QUI les présentes parviendront,—SALUT:

PROCLAMATION

SACHEZ que, désireux et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de Nous rencontrer avec Notre Peuple du Canada, et d'obtenir son avis au Parlement, Nous, sur l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, par les présentes convoquons la Chambre des communes dans et pour le Canada, et la sommons de se réunir en Notre CITÉ D'OTTAWA, le mercredi vingt-cinquième jour de juillet prochain pour, là et alors, entrer en conférence et traiter avec les hommes illustres et le Sénat du Canada.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé major-général GEORGE-PHILIAS VANIER, Compagnon de Notre Ordre du Service Distingué, à qui Nous avons décerné Notre Croix Militaire et Notre Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN LA CITADELLE, en Notre Cité de Québec, ce dix-neuvième jour d'avril en l'an de grâce mil neuf cent soixante-deux, le onzième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État
JEAN MIQUELON

GEORGE-P. VANIER
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A Nos bien-aimés et fidèles SÉNATEURS du Canada et aux MEMBRES élus pour servir dans la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous,—SALUT:

PROCLAMATION

VU le fait que Notre Parlement du Canada a été prorogé jusqu'au vingt-cinquième jour du mois de juillet 1962, date à laquelle il vous a été enjoint d'être présents, en Notre cité d'Ottawa:

SACHEZ DONC MAINTENANT que, pour des motifs et considérations variés, et eu égard au confort et au bien-être de Nos bien-aimés sujets, Nous avons jugé à propos, sur l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, de vous dispenser tous et chacun de vous, de vous présenter à l'époque susdite, vous convoquant expressément et, par ces présentes, vous enjoignant, à tous et à chacun de vous, de Nous rencontrer, le lundi troisième jour du mois de septembre 1962, en Notre Parlement du Canada, en Notre cité d'Ottawa, pour considérer la situation et le bien-être du Canada et pour y remplir les fonctions nécessaires en l'espèce. CE À QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé major-général GEORGE-PHILIAS VANIER, Compagnon de Notre Ordre du Service Distingué, à qui Nous avons décerné Notre Croix Militaire et Notre Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en notre cité d'Ottawa, ce seizième jour de juillet en l'an de grâce mil neuf cent soixante-deux, le onzième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État
JEAN MIQUELON

P. KERWIN,
Suppléant du Gouverneur général.
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A Nos bien-aimés et fidèles SÉNATEURS du Canada et aux MEMBRES élus pour servir dans la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous,—SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que Notre Parlement du Canada se trouve prorogé jusqu'au troisième jour du mois de septembre 1962; néanmoins, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé opportun de le proroger de nouveau jusqu'au jeudi vingt-septième jour du mois de septembre 1962; ainsi donc vous et chacun de vous n'êtes pas tenus et contraints d'être présents en Notre cité d'Ottawa ledit troisième jour de septembre 1962, et Nous voulons que vous et chacun de vous soyez entièrement exonérés à cet égard; vous commandant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous et à tous autres y intéressés, de vous trouver personnellement en Notre cité d'Ottawa susdite, le jeudi vingt-septième jour du mois de septembre 1962, à onze heures de l'avant-midi, pour L'EXPÉDITION DES AFFAIRES, et y traiter et conclure les matières qui, par la faveur de Dieu en Notredit Parlement du Canada, pourront, par le Conseil commun du Canada, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: L'honorable PATRICK KERWIN, juge en chef du Canada et suppléant de Notre fidèle et bien-aimé major-général GEORGE-PHILIAS VANIER, Compagnon de Notre Ordre du Service Distingué, à qui Nous avons décerné Notre Croix Militaire et Notre Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

A OTTAWA, ce dixième jour d'août en l'an de grâce mil neuf cent soixante-deux, le onzième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État
JEAN MIQUELON

DIEU SAUVE LA REINE

N° 1

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 1962

Onze heures du matin

Aujourd'hui est le premier jour de séance de la première session du vingt-cinquième Parlement, qui a été convoqué pour l'expédition des affaires. M. Léon-J. Raymond, O.B.E., greffier de la Chambre des communes, M. Thomas Russell Montgomery, greffier adjoint de la Chambre des communes, et le lieutenant-colonel David V. Currie, V.C., sergent d'armes de la Chambre des communes, commissaires nommés en vertu d'une ordonnance *dedimus potestatem* pour faire prêter serment aux membres de la Chambre des communes, sont présents dans l'exercice de leurs fonctions. Ledit M. Léon-J. Raymond, O.B.E., dépose sur le bureau la liste des députés qui ont été proclamés élus à ce Parlement, liste attestée et signée par M. N. Castonguay, directeur général des élections, et qu'il a reçue en sa qualité de greffier de la Chambre des communes. Lesdites attestation et liste sont ainsi conçues:

VINGT-CINQUIÈME ÉLECTION GÉNÉRALE

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

LES PRÉSENTES ATTESTENT que les brefs de Son Excellence le Gouverneur en conseil en vue de l'élection d'un député (ou de députés) à la Chambre des communes pour chaque district électoral du Canada, brefs émis le 19 avril 1962, jour de la dissolution du vingt-quatrième Parlement, et adressés aux divers officiers rapporteurs mentionnés sur la liste ci-jointe, ont ordonné, sous réserve des exceptions ci-dessous, la présentation des candidats pour le 4 juin 1962 et, le cas échéant, la tenue d'un scrutin le 18 juin 1962. Dans les districts électoraux de Cochrane, Kenora-Rainy-River, Port-Arthur, Chapleau, Saguenay, Bonavista-Twillingate, Burin-Burgeo, Grand-Falls-White-Bay-Labrador, Humber-St. George's, Trinity-Conception, Churchill, Mackenzie,

Meadow-Lake, Prince-Albert, Athabasca, Jasper-Edson, Peace-River Cariboo, Skeena, Yukon et Mackenzie-River, la présentation des candidats eut lieu le 22 mai 1962.

LES PRÉSENTES ATTESTENT EN OUTRE qu'une élection a été tenue dans chaque district électoral du Canada le 18 juin 1962, sauf dans le district électoral de Stormont, dans la province d'Ontario, où l'un des candidats décéda immédiatement avant le 18 juin et où il devint nécessaire, aux termes du statut, d'ajourner l'élection à une date postérieure. L'officier rapporteur ajourna, en conséquence, l'élection dans le district électoral de Stormont conformément au statut régissant le cas, jusqu'au 16 juillet 1962, et la nouvelle présentation des candidats fut fixée au 3 juillet de la même année.

LES PRÉSENTES ATTESTENT EN OUTRE que, d'après les rapports communiqués, les personnes nommées sur la liste ci-jointe ont été élues députés à la Chambre des communes, aux termes desdits brefs. Leurs noms ont été dûment inscrits, selon l'ordre de la réception des rapports, dans le livre tenu à cette fin, en vertu des dispositions du statut s'y rattachant. Avis de ces rapports a été dûment publié, à l'occasion, dans la *Gazette du Canada*.

Donné sous mon seing, à Ottawa, le 10 août 1962.

Le Directeur général des élections
N. CASTONGUAY

LISTE DES MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

VINGT-CINQUIÈME PARLEMENT

PROVINCE D'ONTARIO

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Algoma-Est	Lester B. Pearson	James H. Burt
Algoma-Ouest	George E. Nixon	Curtis Scott
Brantford o	James E. Brown	George Main
Brant-Haldimand	Larry T. Pennell	Doris L. Ashby
Bruce	Andy Robinson	P. S. R. Malcomson
Carleton	Richard Albert Bell	Thomas Davison
Cochrane	Joseph-Anaclet Habel	Frank J. Donahue
Dufferin-Simcoe	W. Earl Rowe	J. Ellwood Madill
Durham	Russell C. Honey	Carroll Nichols
Elgin	James A. McBain	Harry Clement Hunter
Essex-Est	Paul Martin	Barry E. Atkinson
Essex-Sud	Eugene F. Whelan	John Murray Shaw
Essex-Ouest	Herb Gray	Walter H. Prince
Fort-William	Hubert Badanai	James Hugh Jessiman
Glengarry-Prescott	Viateur Ethier	Roch Greffe
Grenville-Dundas	Jean Casselman	Joseph R. Patterson
Grey-Bruce	Eric Alfred Winkler	Robert A. Park
Grey-Nord	Percy Verner Noble	Clarence O. Hanbidge
Halton	Harry C. Harley	John Richard West
Hamilton-Est	John Carr Munro	Alfred Hobson
Hamilton-Sud	Robert M. T. McDonald	Fred Whitehouse
Hamilton-Ouest	Ellen L. Fairclough	Harry Leyshon
Hastings-Frontenac	Rod Webb	Theodore Tryon
Hastings-Sud	Lee Grills	William A. Van Tassel
Huron	Elston Cardiff	Russell T. Bolton
Kenora-Rainy River	William Moore Benidickson	W. J. Gray
Kent	Sidney LeRoi Clunis	Frederick B. Brisco
Kingston	Edgar John Benson	Stuart M. Jenkins
Lambton-Kent	John W. Burgess	Lorne Henderson
Lambton-Ouest	Walter Frank Foy	Fred J. Northcott
Lanark	George H. Doucett	Edwin M. James
Leeds	John R. Matheson	William John Jelly
Lincoln	James C. McNulty	Edith R. Rymer
London	G. Ernest Halpenny	C. F. MacKewn

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Middlesex-Est	Campbell E. Millar	Richard Hedley Fisher
Middlesex-Ouest	W. H. A. Thomas	Freeman Hodgins
Niagara Falls	Judy V. LaMarsh	Charles McClive Jacklin
Nickel Belt	O.-J. Godin	William N. Gemmell
Nipissing	Jack Garland	J. I. Martyn
Norfolk	John Maxwell Roxburgh	William A. Wingfield
Northumberland	Harry Bradley	Alan Buchanan
Ontario	Michael Starr	Henry Warburton Jermyn
Ottawa-Est	J.-T. Richard	Marcel Lavigne
Ottawa-Ouest	George J. McIlraith	Fred B. Salhany
Oxford	Wally Nesbitt	W. David Richards
Parry-Sound-Muskoka	Gordon Harvey Aiken	Edward V. Elliott
Peel	Bruce Beer	John Louis Hare
Perth	J. Waldo Monteith	Robert J. Crocker, Sr.
Peterborough	Fred Stenson	Amy Brooks Curtis
Port-Arthur	Douglas M. Fisher	Joseph L. McCormack
Prince-Edward-Lennox	A. Douglas Alkenbrack	James A. Clark
Renfrew-Nord	James M. Forgie	Donald A. Simpson
Renfrew-Sud	James William Baskin	N. Alan Campbell
Russell	Paul Tardif	Wendell M. Stanley
Simcoe-Est	P. B. Rynard	Frank Doherty
Simcoe-Nord	Heber Smith	Edward Robert Crowe
Stormont	Lucien Lamoureux	Alphonse-H. Charron
Sudbury	Rodger Mitchell	W. E. W. Cressey
Timiskaming	Arnold Peters	James R. McDougall
Timmins	Murdo Martin	Wyman E. Brewer
Victoria	Clayton W. Hodgson	Cecil H. Pardy
Waterloo-Nord	O. W. Mike Weichel	Frank L. Barrett
Waterloo-Sud	Gordon Chaplin	William C. Woods
Welland	William H. McMillan	Campbell L. Grundy
Wellington-Huron	Marvin Howe	Brock B. Davis
Wellington-Sud	Alfred Dryden Hales	Hugh Bertram Gibson
Wentworth	Joseph Reed Sams	Harold A. Thompson
York-Centre	James E. Walker	Dean L. Richardson
York-Est	Steve Otto	Hilda Clarke
York-Humber	Ralph B. Cowan	R. J. Elgar
York-Nord	John Addison	Warren Robert Bailie
York-Scarborough	Frank McGee	Rosemary L. Clark
York-Sud	David Lewis	Charles H. Reid
York-Ouest	Red Kelly	John J. McCloskey
	CITÉ DE TORONTO	
Broadview	George Hees	James R. N. Sintzel
Danforth	Reid Scott	Charles H. Daw
Davenport	Walter L. Gordon	Bruce Leighton
Eglinton	Donald M. Fleming	Alfred George Hovey
Greenwood	Andrew Brewin	C. H. Lemmer
High Park	Alan John Patrick Cameron	Emma D. Elrick
Parkdale	Stanley Haidasz	William A. Goddard
Rosedale	Donald S. Macdonald	James A. Traviss
Saint-Paul's	Ian Grant Wahn	William Fraser Lamson
Spadina	Perry Ryan	Murray Caplan
Trinity	Paul Hellyer	Henry L. McKinstry
	PROVINCE DE QUÉBEC	
Argenteuil-Deux-Montagnes	Vincent Drouin	Jean-Paul Dorion
Beauce	Gérard Perron	Roger Bolduc
Beauharnois-Salaberry	Gérald Laniel	Joseph Primeau
Bellechasse	Bernard Dumont	Gérard Labrecque
Berthier-Maskinongé-Delanaudière	Rémi Paul	Henri-R. Béland
Bonaventure	Albert Béchard	Alexandre Duguay
Brome-Missisquoi	Heward Grafftey	J.-Rodolphe Arsenault
Chambly-Rouville	Bernard Pilon	André Antonuk
Champlain	Jean-Paul Matte	Léovide Francœur
Chapleau	Gérard Laprise	Hilaire LeBlanc
Charlevoix	L.-P.-Antoine Bélanger	Sam Warren
Châteauguay-Huntingdon-Laprairie	Jean Boucher	Roland Page
Chicoutimi	Maurice Côté	Léon-Georges Gauthier
Compton-Frontenac	Henry Latulippe	Paul Beaudoin
Dorchester	Pierre-André Boutin	John H. O'Farrell
Drummond-Arthabaska	David Ouellet	J.-André Vanasse
Gaspé	Roland-Léo English	Frederick R. Sams

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Gatineau	Rodolphe Leduc	Réjean Patry
Hull	Alexis Caron	Jean-Louis Garneau
Îles-de-la-Madeleine	Maurice Sauvé	Arnold-L. Deraspe
Joliette-L'Assomption-Montcalm	Louis-Joseph Pigeon	Maurice Majeau
Kamouraska	Chs-Eug. Dionne	Benoît Dubé
Labelle	Gaston Clermont	André Dufresne
Lac-Saint-Jean	Marcel Lessard	Fernand Côté
Lapointe	Gilles Grégoire	J.-Ovide Bradet
Lévis	J.-A. Roy	Julien Dumont
Longueuil	Pierre Sévigny	Roma Gravel
Lotbinière	Raymond O'Hurley	Wilfrid Desruisseaux
Matapédia-Matane	J.-Alfred Belzile	André-A. Lévesque
Mégantic	Raymond Langlois	Edmond Beaudoin
Montmagny-L'Islet	Jean-Paul Cook	Gonzague Bélanger
Nicolet-Yamaska	Clément Vincent	Pierre Smith
Pontiac-Témiscamingue	Paul Martineau	J. Denzil Moodie
Portneuf	Jean-Louis Frenette	François Denis
Québec-Est	Robert Beaulé	J.-Armand Dufresne
Québec-Sud	Jean-Charles Cantin	Rolland Legendre
Québec-Ouest	Lucien Plourde	Roland Savard
Québec-Montmorency	Guy Marcoux	René-B. Robert
Richelieu-Verchères	Louis-Joseph-Lucien Cardin	Roger Gagné
Richmond-Wolfe	André Bernier	Jean-Guy Lemieux
Rimouski	Gérard Legaré	Dérome Asselin
Roberval	Charles-Arthur Gauthier	Édouard Duchesne
Rivière-du-Loup-Témiscouata	Philippe Gagnon	Jacques Miville
Saint-Hyacinthe-Bagot	J.-H.-Théogène Ricard	A.-J. Archambault
Saint-Jean-Iberville-Napierville	Yvon Dupuis	Georges-H. Rainville
Saint-Maurice-Laflèche	Gérard Lamy	Paul-Émile Dessureault
Saguenay	Lauréat Maltais	Roger Savard
Shefford	Gilbert Rondeau	Paul Langlois
Sherbrooke	Gérard Chapdelaine	J.-Nestor Boucher
Stanstead	René Létourneau	Louis Gérin
Terrebonne	Léo Cadieux	Paul-Émile Brunet
Trois-Rivières	Léon Balcer	Pierre Grenier
Vaudreuil-Soulanges	J.-Marcel Bourbonnais	Jean-Louis Jeannotte
Villeneuve	Réal Caouette	Clément-E. Fontaine

ÎLE DE MONTRÉAL ET ÎLE JÉSUS

Cartier	Leon David Crestohl	Jeanne Bouchard
Dollard	Guy Rouleau	Renaud Masson
Hochelaga	Raymond Eudes	Maurice Lamoureux
Jacques-Cartier-Lasalle	Raymond Rock	Gérard Tardif
Lafontaine	Georges-C. Lachance	Fernand Auger
Laurier	Lionel Chevrier	Ruben Lévesque
Laval	Jean Rochon	Jean-Noël Lanctôt
Maisonneuve-Rosemont	Jean-Paul Deschatelets	Marcel Allaire
Mercier	Prosper Boulanger	Lévis Gagnon
Mont-Royal	Alan Macnaughton	Wilfred G. Brown
Notre-Dame-de-Grâce	Edmund Tobin Asselin	Brodie J. Snyder
Outremont-Saint-Jean	Romuald Bourque	Jules Dupré
Papineau	Adrien Meunier	Antonio Nadeau
Sainte-Anne	Gérard Loiselle	Donald William Donovan
Saint-Antoine-Westmount	Charles Mills Drury	Graham Gould
Saint-Denis	Azellus Denis	Armand Laurencelle
Saint-Henri	H.-Pit Lessard	Germain Angrignon
Saint-Jacques	Maurice Rinfret	Yves Mayrand
Saint-Laurent-Saint-Georges	John N. Turner	Edmund D. McCaffrey
Sainte-Marie	Georges-J. Valade	Albert Trudeau
Verdun	Bryce Stuart Mackasey	Edmond Beaudin

PROVINCE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Antigonish-Guysborough	John B. Stewart	Donald P. Chisholm, Sr.
Cap-Breton-Nord et Victoria	Robert Muir	J. Peter Gouthro
Cap-Breton-Sud	Malcolm Vic MacInnis	J. F. Chiasson
Colchester-Hants	Cyril F. Kennedy	Andrew Reginald Denney
Cumberland	Robert C. Coates	William H. Wasson
Digby-Annapolis-Kings	George C. Nowlan	Wilfred David Wetmore
Halifax	Robert McCleave	William Joseph Dalton
Halifax	Edmund Morris	
Inverness-Richmond	Allan Joseph MacEachen	Hector MacKinnon

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Pictou	Russell MacEwan	David R. Hayman
Queens-Lunenburg	Lloyd R. Crouse	Kendall James Kenney
Shelburne-Yarmouth-Clare	Felton Fenwick Legere	C. Lawrence Murphy

PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Charlotte	Allan M. A. McLean	Frederick Garcelon
Gloucester	Hédard-J. Robichaud	Ernest J. Aubé
Kent	Guy Crossman	Louis Félix LeBlanc
Northumberland-Miramichi	George Roy McWilliam	J. Leroy Betts
Restigouche-Madawaska	Jean-Eudes Dubé	Dillon Arseneau
Royal	Gordon Fairweather	Harry M. Burgess
Saint-Jean-Albert	Thomas M. Bell	Kenneth E. Walls
Victoria-Carleton	Hugh John Flemming	William K. Davis
Westmorland	Sherwood H. Rideout	Douglas E. Rice
York-Sunbury	J. Chester MacRae	Norman D. Pearson

PROVINCE DE TERRE-NEUVE

Bonavista-Twillingate	John W. Pickersgill	Levi Sweetland
Burin-Burgeo	Chesley William Carter	Philip R. Hollett
Grand-Falls-White-Bay-Labrador	Charles Ronald Granger	Joseph Yetman
Humber-St. George's	Herman Maxwell Batten	Ralph MacGillivray
Saint-Jean-Est	James Aloysius McGrath	Louise M. Saunders
Saint-Jean-Ouest	Richard Cashin	William J. Stoyles
Trinity-Conception	James R. Tucker	Willis White

PROVINCE DE L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD

Kings	Margaret Mary Macdonald	Daniel Michael MacLean
Prince	Orville H. Phillips	J. Frank Bryan
Queens	J. Angus MacLean	A. Walthen Gaudet
Queens	Heath Macquarrie	

PROVINCE DU MANITOBA

Brandon-Souris	Walter Gilbert Dinsdale	Ellis David Alder
Churchill	Robert Simpson	William George Thompson
Dauphin	R. Elmer Forbes	Vernon H. Rampton
Lisgar	George Muir	Cecil D. Treble
Marquette	Nick Mandziuk	J. Morris Lavery
Portage-Neepawa	Siegfried J. Enns	Charles W. Sing
Provencher	Warner H. Jorgenson	Abram K. Braun
Saint-Boniface	Roger-J. Teillet	Armand Dureault
Selkirk	Eric Stefanson	Harold Johnson
Springfield	Joe Slogan	W. Horodyski
Winnipeg-Nord	David Orlikow	John Hunter Restall
Winnipeg-Nord-Centre	Stanley H. Knowles	Sam Minuk
Winnipeg-Sud	Gordon Chown	Walter Legget Ritchie
Winnipeg-Sud-Centre	Gordon Churchill	J. T. Bourke

PROVINCE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Burnaby-Coquitlam	Erhart Regier	Laura Grier
Burnaby-Richmond	R. W. Bob Prittie	Frank P. Tofin
Cariboo	Bert Raymond Leboe	Kenneth G. Robinson
Coast-Capilano	Jack Davis	Douglas Vernon Whitworth
Comox-Alberni	Thomas Speakman Barnett	L. Wilfred Anderton
Esquimalt-Saanich	George Louis Chatterton	John S. Davies
Fraser-Valley	A. B. Patterson	Thomas E. Heaton
Kamloops	Edmund Davie Fulton	Helen Joy Millward
Kootenay-Est	Jim Byrne	Aaron Walde
Kootenay-Ouest	Herbert W. Herridge	F. J. Plester
Nanaïmo-Cowichan-Les Îles	Colin Cameron	Frederick George Spencer
New-Westminster	Barry Mather	William Lefley
Okanagan-Boundary	David Pugh	Stuart R. Hawkins
Okangan-Revelstoke	Stuart A. Fleming	P. A. Woods
Skeena	Frank Howard	Alek S. Bill
Vancouver-Burrard	Tom Berger	William R. Long
Vancouver-Centre	Jack R. Nicholson	P. H. L. Seeley
Vancouver-Est	Harold Edward Winch	Sidney Lewis Beyer
Vancouver-Kingsway	Arnold Alexander Webster	Arthur Walker
Vancouver-Quadra	Howard Charles Green	Horatio Beverley Smith
Vancouver-Sud	Arthur Laing	G. B. Anderson
Victoria	Albert DeBurgo McPhillips	Edmond D. Jorre de St. Jorre

PROVINCE DE SASKATCHEWAN

Districts électoraux	*Députés élus*	*Officiers rapporteurs*
Assiniboia	Hazen Argue	Jack Vennard
Humboldt-Melfort-Tisdale	Reynold Rapp	W. B. Woolard
Kindersley	Robert L. Hanbidge	James Patrick Duncan
Mackenzie	Stanley James Korchinski	L. A. Yaworski
Meadow-Lake	Bert Cadieu	Frank Buchan Milne
Melville	James N. Ormiston	William Hall
Moose Jaw-Lake Centre	J. Ernest Pascoe	Lyle Oswald Phillips
Moose-Mountain	R. R. Southam	Herbert C. Sawyer
Prince-Albert	John George Diefenbaker	Clifford E. Galloway
Qu'Appelle	Alvin Hamilton	F. Clifford Armstrong
Regina-City	Ken More	Arthur Roy Lucas
Rosetown-Biggar	C. O. Cooper	Arthur J. Flach
Rosthern	Edward Nasserden	George A. Birtles
Saskatoon	Henry Frank Jones	Charles T. Fitzpatrick
Swift-Current-Maple Creek	Jack McIntosh	Irving Hansen
The Battlefords	Albert R. Horner	A. Millar Craig
Yorkton	Gordon Drummond Clancy	H. W. Vaughan

PROVINCE DE L'ALBERTA

Acadia	Jack H. Horner	Maxwell E. Taylor
Athabasca	Jack Bigg	Frank P. Appleby
Battle-River-Camrose	Clifford S. Smallwood	Charles T. Heckbert
Bow-River	Eldon M. Woolliams	John Davis
Calgary-Nord	Douglas Scott Harkness	Alfred T. Godwin
Calgary-Sud	Art Smith	Leishman McNeill
Edmonton-Est	William Skoreyko	Stewart Allan Graham
Edmonton-Strathcona	Terry Nugent	Robert Vernon Johnson
Edmonton-Ouest	Marcel Lambert	Alex S. MacRae
Jasper-Edson	Hugh M. Horner	Chris Nielsen
Lethbridge	Deane R. Gundlock	Donald Edward Rossiter
Macleod	Lawrence E. Kindt	John Arnoll Moorey
Medicine-Hat	Horace A. Bud Olson	Peter J. Keller
Peace-River	Ged Baldwin	Thomas Henri Therriault
Red-Deer	Robert N. Thompson	N. J. McPhee
Vegreville	Frank J. W. Fane	Terence Kenneth Cole
Wetaskiwin	Harry A. Moore	Harry J. Noble

TERRITOIRE DU YUKON

Yukon	Erik Nielsen	Charles Thomas Ravenhill

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Territoires du Nord-Ouest	I. J. Tibbie Hardie	L. F. G. Borden

---

Les députés qui ont prêté et souscrit le serment d'office prescrit par la loi prennent séance.

Le greffier donne communication de la lettre ci-après:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 27 septembre 1962

Monsieur,

Je suis chargé de vous faire part que l'honorable Patrick Kerwin, C.P., juge en chef du Canada, en sa qualité de suppléant de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat, à onze heures du

matin, aujourd'hui le 27 septembre 1962, afin d'ouvrir la première session du vingt-cinquième Parlement du Canada.

Veuillez agréer, Monsieur le Greffier, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire adjoint du Gouverneur général
A.-G. CHERRIER

Monsieur le Greffier
de la Chambre des communes
Ottawa.

Le gentilhomme huissier de la verge noire apporte le message suivant:

Membres de la Chambre des communes,

Son Honneur le suppléant de Son Excellence le Gouverneur général désire la présence immédiate des honorables députés dans la salle de l'honorable Sénat.

En conséquence, les députés se rendent à la salle du Sénat; et le président du Sénat prononce les paroles suivantes:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Je suis chargé de vous informer que Son Excellence le Gouverneur général ne juge pas à propos de faire connaître les motifs qui l'ont porté à convoquer le présent Parlement du Canada avant que la Chambre des communes ait choisi son Orateur, conformément à la loi; mais, cet après-midi même, à trois heures, Son Excellence fera connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Au retour des députés;

Le très honorable John G. Diefenbaker, s'adressant au greffier, propose, avec l'appui de l'honorable Léon Balcer: Que M. Marcel-Joseph-Aimé Lambert, député du district électoral d'Edmonton-Ouest, prenne le fauteuil de cette Chambre en qualité d'Orateur.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Le greffier ayant déclaré M. Marcel-Joseph-Aimé Lambert dûment élu, celui-ci est conduit au fauteuil par le très honorable John G. Diefenbaker et l'honorable Léon Balcer; et il exprime à la Chambre ses humbles remerciements pour le grand honneur qu'il lui a plu de lui conférer en le choisissant comme Orateur.

La masse est posée sur le bureau.

A midi douze, la séance est suspendue jusqu'à trois heures, cet après-midi même.

Trois heures de l'après-midi

La Chambre reprend sa séance.

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

OTTAWA

Le 27 septembre 1962

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que Son Excellence le Gouverneur général arrivera à l'entrée principale de l'Hôtel du Parlement à trois heures de l'après-midi, aujourd'hui, le jeudi 27 septembre 1962, et que, lorsqu'on l'aura avisé que tout est prêt, Son Excellence se rendra à la salle des séances du Sénat pour ouvrir officiellement la première session du vingt-cinquième Parlement du Canada.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire du Gouverneur général
ESMOND BUTLER

L'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

Le gentilhomme huissier de la verge noire apporte le message suivant:

M. l'Orateur,

Son Excellence le Gouverneur général désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances de l'honorable Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend à la salle des séances du Sénat. Puis M. l'Orateur dit:

Qu'il plaise à Votre Excellence,

La Chambre des communes m'a élu son Orateur, bien que je sois peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont par là assignés.

Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive en aucun temps de faire erreur, je demande que la faute me soit imputée et non aux Communes, dont je suis le serviteur et qui, par ma voix, en vue de s'acquitter le mieux possible de leur devoir envers leur Reine et le Pays, réclament humblement la reconnaissance de leurs droits et privilèges incontestables, notamment la liberté de parole dans leurs débats ainsi que l'accès auprès de la personne de Votre Excellence en tout temps convenable, et demandent que Votre Excellence veuille bien interpréter de la manière la plus favorable leurs délibérations.

L'honorable président du Sénat répond en ces termes:

M. l'Orateur,

J'ai ordre de Son Excellence le Gouverneur général de vous déclarer qu'il a pleine confiance dans la loyauté et l'attachement de la Chambre des communes envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté; et ne doutant nullement que ses délibérations seront marquées au coin de la sagesse, de la modération et de la prudence, Il lui accorde, et en toute occasion saura reconnaître, ses privilèges constitutionnels.

J'ai également ordre de vous assurer que les Communes auront, en toute occasion convenable, libre accès auprès de Son Excellence, et que leurs délibérations, ainsi que vos paroles et vos actes, seront toujours interprétés par Elle de la manière la plus favorable.

Et au retour de la Chambre;

M. l'Orateur fait connaître que les Communes se sont rendues au Sénat et qu'en leur nom il a réclamé les privilèges accordés d'ordinaire, qu'il a plu à Son Excellence de bien vouloir leur confirmer.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-1, Loi concernant la prestation des serments d'office, qui est lu une première fois.

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de Son Excellence le Gouverneur général aujourd'hui, dans la salle des séances du Sénat, il a plu à Son Excellence de prononcer un discours devant les deux Chambres du Parlement. Afin d'éviter les erreurs, il en a obtenu le texte, qui est ainsi conçu:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Je vous souhaite la bienvenue à cette première session de la vingt-cinquième législature du Canada.

J'ai conscience d'exprimer le sentiment de tous les Canadiens lorsque je dis combien nous avons été heureux d'avoir eu la visite de Sa Majesté la Reine Mère Élisabeth. Sa grâce et son charme ont avivé en nous le sentiment de loyauté et d'affection que nous éprouvons pour la Couronne et pour la Reine.

Le printemps dernier, Son Altesse Royale le duc d'Edimbourg a passé plusieurs semaines parmi nous à l'occasion de sa Deuxième conférence d'études sur les conséquences humaines des changements dans le milieu industriel dans le Commonwealth et l'Empire. Son Altesse la Princesse Royale, au cours de son séjour au Canada en juin dernier, a rempli ses engagements avec simplicité et avec grâce.

Le Canada a été honoré, ces jours derniers, par la visite de Son Excellence Ayub Khan, président du Pakistan, qui a accompagné mon Premier Ministre à

son retour de la conférence du Commonwealth. Nous avons été heureux d'accueillir ce chef distingué d'un grand pays du Commonwealth et de discuter avec lui de questions d'intérêt commun.

Depuis la dernière fois que j'ai porté la parole en cette enceinte, ma femme et moi avons visité de nombreux endroits au Canada et nous avons accueilli à la Résidence du Gouverneur un grand nombre de sociétés et organisations, y compris des représentants de groupes d'étudiants et de mouvements de la jeunesse. Nous avons été profondément impressionnés par les expressions de loyauté envers la Couronne qui nous sont venues de personnes représentant tous les milieux de la société.

La réunion des premiers ministres du Commonwealth, qui vient de prendre fin, a été de nouveau l'occasion de franches discussions à l'échelon le plus élevé et a fait ressortir une fois de plus les liens étroits qui sont la marque distinctive de cette association unique de pays libres. Le Canada, avec les autres pays membres du Commonwealth, a accueilli quatre nouveaux membres autonomes: le Sierra Leone, le Tanganyika, la Jamaïque et la Trinité et Tobago.

Les négociations de la Grande-Bretagne avec la Communauté économique européenne et les répercussions économiques et politiques, pour le Commonwealth et ses membres, de l'adhésion possible de la Grande-Bretagne à la Communauté, ont fait l'objet des discussions qui ont eu lieu à la conférence du Commonwealth. Ces questions sont d'un intérêt capital pour le Canada; le Gouvernement entend donc faire tout ce qu'il peut pour sauvegarder les intérêts du Canada tout en préservant l'unité et la vitalité de l'ensemble du Commonwealth.

Des transformations lourdes de conséquences sont en voie de s'opérer dans les relations commerciales entre nations et groupes de nations. De nouvelles occasions se présentent d'engager des négociations fructueuses en vue de réduire les obstacles au commerce, d'après des normes d'application générale et uniforme. Mon Gouvernement estime que ces questions importantes devraient être étudiées à fond au cours d'une conférence groupant des représentants de nations animées du même esprit, et il a formulé une proposition en ce sens.

Le Canada a continué de jouer un rôle de plus en plus fécond sur la scène internationale. La division de l'Allemagne et la situation de Berlin demeurent une source de désaccord en dépit d'efforts soutenus pour trouver un terrain d'entente propice à un règlement par voie de négociations. Tant que les puissances communistes continueront, par leur comportement, à créer un climat de tension et de méfiance, il faudra maintenir les moyens de défense du Canada tant sur notre territoire qu'aux frontières de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord en Europe et dans l'Atlantique.

La menace de guerre ne sera écartée que si l'on en arrive à un accord international réel sur le désarmement, un accord dont l'exécution serait vérifiée par des moyens qui inspirent confiance. Le Canada va persister dans ses efforts pour atteindre cet objectif.

Les Canadiens ont salué avec satisfaction l'établissement, par les Nations Unies et par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, d'un programme alimentaire mondial fondé sur une proposition de mes Ministres. Vous serez invités à autoriser la participation du Canada à ce programme.

Mon Gouvernement vous demandera d'étudier, à titre de mesure importante en vue de réaliser pleinement le concept de la Confédération, un projet de résolution prévoyant le «rapatriement» de la constitution du Canada et invitant les provinces à donner leur accord à cette fin.

Comme autre moyen d'identifier clairement la nationalité canadienne, mon Gouvernement invitera les provinces à une conférence où il les consultera sur le choix d'un drapeau national et d'autres symboles nationaux.

Vous serez saisis de mesures pourvoyant à la division des Territoires du Nord-Ouest en deux territoires et tendant à assurer un gouvernement plus autonome aux habitants de cette région. Ce sera là un premier pas vers la création ultérieure de nouvelles provinces dans le grand Nord canadien.

Vous serez appelés à adopter des mesures destinées à donner suite, après modification, à certaines des recommandations de la Commission royale d'enquête sur les publications.

Un projet de loi relatif au Sénat vous sera présenté.

Afin d'assurer que le remaniement de la carte électorale s'opère de façon objective et impartiale, vous serez invités à approuver un bill tendant à établir une commission indépendante chargée de recommander un remaniement.

Il vous sera soumis une mesure visant à établir une Commission des réclamations indiennes qui examinera les réclamations de diverses tribus et bandes, selon lesquelles certains de leurs droits auraient été restreints ou abrogés, et présentera des recommandations en vue du règlement équitable et final de ces réclamations.

L'activité économique du Canada a progressé rapidement. Ce progrès marqué s'est traduit par plus de 200,000 nouveaux emplois au cours des douze derniers mois. Mon Gouvernement a pour objectif d'accélérer ce rythme de progrès, ce qui veut dire la création, au cours des cinq prochaines années, de plus d'un million de nouveaux emplois, doublée d'un accroissement correspondant du produit national brut et de la production destinée à l'exportation aussi bien qu'au marché intérieur, secteurs qui atteignent déjà des niveaux sans précédent.

Une activité si intense n'a pas empêché que surviennent des difficultés de change semblables à celles qui avaient atteint les proportions d'une crise au Canada en 1947 et à celles qui ont affligé d'autres grands pays commerçants à des dates plus récentes. En juin, mon Gouvernement a jugé qu'il fallait appliquer immédiatement un vaste programme destiné à raffermir les réserves de devises du Canada. Depuis, ces réserves se sont accrues sensiblement. Mon Gouvernement a la ferme intention d'abolir, aussitôt que les circonstances le permettront, les surtaxes à l'importation qui figurent dans ce programme.

Mon Gouvernement continuera de prendre des mesures concrètes, pratiques, en vue de redresser la balance des paiements internationaux du Canada. Le taux de change du dollar canadien, qui a été stabilisé dernièrement, a beaucoup aidé les producteurs dans toutes les parties du Canada, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. De plus, le nouveau taux de change favorise une grande expansion dans l'industrie touristique du Canada, à laquelle une action concertée des gouvernements fédéral et provinciaux a aussi concouru.

La mise en valeur du Canada continuera d'exiger des importations de capitaux. A cette fin, mon Gouvernement entretiendra au Canada un climat propice aux placements étrangers.

Vous serez invités à approuver, parmi les dispositions de mon Gouvernement en vue de développer l'économie du Canada, de maintenir un niveau élevé d'emploi et de raffermir la balance des paiements, un texte législatif établissant un Office national du développement économique. Cet Office serait largement représentatif et ferait enquête et rapport sur l'état de l'économie et sur les programmes économiques. Il serait aussi chargé de recommander au

Gouvernement des entreprises ou mesures particulières qui, à son avis, favoriseraient l'expansion nationale, y compris des projets qui pourraient exiger la participation directe de l'État, sous forme de concours financier ou autrement.

Mes Ministres ont pour objectif d'équilibrer le budget. A cette fin il importera de limiter les dépenses facultatives et de consacrer une plus grande part des ressources disponibles à la réalisation des entreprises nationales essentielles qui sont conçues en vue d'assurer l'expansion de l'économie canadienne. Des mesures seront prises en vue de rendre encore plus efficace le fonctionnement du gouvernement. Le rapport de la Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement va aider à améliorer l'administration, tout en maintenant le haut degré d'excellence de la fonction publique du Canada. Un programme d'économies dans les dépenses de l'État se fera sentir dans le Budget revisé des dépenses dont vous serez saisis.

Une Commission royale d'enquête a été établie en vue d'examiner tout le domaine de l'imposition fédérale, ainsi que ses répercussions sur l'économie canadienne, et de recommander des réformes et des améliorations.

Les mesures d'ordre fiscal dont vous serez saisis au cours de la présente session auront pour objet de créer de meilleures possibilités d'emploi pour les Canadiens, de favoriser la croissance de l'économie à un rythme élevé, d'affermir la balance des paiements internationaux du Canada et de maintenir la stabilité des prix. De nouvelles mesures budgétaires seront présentées afin d'offrir d'autres solutions aux problèmes de longue durée.

Mes Ministres vont présenter de nouveau les résolutions que renfermait le dernier budget, dont le principal objectif était de stimuler la croissance économique. Cela comprendra le stimulant à la production offert aux entreprises de fabrication et de transformation par la suppression de la moitié de l'impôt sur la première tranche de $50,000 de revenu imposable provenant de ventes accrues, et du quart de l'impôt accru sur tout revenu additionnel résultant de l'augmentation des ventes. Cela comprendra aussi la mesure visant à accorder aux sociétés et aux particuliers le droit de déduire du revenu découlant de la production du pétrole et du gaz les frais de forage et d'exploration, et à permettre que soient déduites aux fins de l'impôt sur le revenu certaines dépenses faites pour acquérir des droits d'exploitation relatifs au pétrole et au gaz. La mesure tendant à accorder un dégrèvement d'impôt spécial à l'égard des impôts provinciaux sur l'exploitation forestière sera également présentée de nouveau en vue de faire disparaître toute distinction injuste dans l'impôt sur l'abattage du bois. Les sociétés qui extraient le minerai de fer viendront s'ajouter à la liste de celles qui sont exemptes de l'impôt spécial sur le revenu réalisé au Canada par les succursales de corporations non résidantes. Vous serez saisis de nouveau de la mesure visant à augmenter de $50 par année les déductions d'impôt accordées pour les enfants.

Mon Gouvernement entend s'efforcer, de concert avec l'industrie canadienne, d'accroître et d'accélérer l'application des ressources de la science à la production industrielle. Il vous sera demandé d'approuver le nouveau stimulant fiscal, annoncé dans le dernier exposé budgétaire, à l'adresse des entreprises qui augmenteront les sommes qu'elles affectent à la recherche scientifique au Canada. L'ouverture cette semaine au Canada de la première station nucléaire d'énergie électrique a fourni une preuve éloquente de la belle coopération qui existe au Canada entre la science et l'industrie.

La prospérité et le progrès du Canada, en fin de compte, doivent s'appuyer dans une grande mesure sur ses exportations. Pour que celles-ci atteignent des niveaux satisfaisants, il faut accroître encore la capacité de concurrence des produits canadiens sur les marchés extérieurs. Tels sont les buts des programmes industriels du Gouvernement. Ses négociations commerciales visent à ouvrir

de nouveaux débouchés aux producteurs canadiens, en retour des possibilités offertes aux producteurs étrangers d'écouler leurs produits au Canada. La vigoureuse campagne d'expansion du commerce d'exportation va revêtir une ampleur nouvelle afin d'accroître les ventes des produits canadiens sur les marchés extérieurs. Il vous sera demandé de voter les fonds nécessaires à l'accomplissement de cette tâche grandissante. Vous serez également saisis de modifications à la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, modifications destinées à doubler le montant des engagements que la Société d'assurance des crédits à l'exportation peut assumer et à améliorer les arrangements de financement à longue échéance.

Vous serez priés d'autoriser l'institution d'un Office d'expansion atlantique qui sera appelé à donner son avis sur les mesures à prendre et les programmes à établir pour favoriser le développement économique de la région atlantique du Canada.

Des modifications seront proposées à la Loi sur la Banque d'expansion industrielle, qui tendront à donner plus d'envergure encore au rôle important que joue cette banque dans l'expansion nationale.

Une agriculture prospère demeure essentielle au bien-être de l'ensemble de l'économie canadienne. Le Canada est gratifié cette année de très riches récoltes de bonne qualité, et les marchés d'exportation des produits agricoles canadiens se sont considérablement élargis.

Mes Ministres se rendent compte que l'élevage du bétail occupe une place de plus en plus importante dans l'agriculture canadienne. Ils proposent qu'un programme soit mis au point en vue d'assurer l'aménagement d'un nombre suffisant d'entrepôts afin qu'il y ait toujours assez de céréales de provende pour répondre aux besoins croissants des éleveurs de bétail, surtout dans les régions de la Colombie-Britannique et de l'Est canadien qui en manquent ordinairement.

Le programme d'assainissement et de mise en valeur des terres agricoles se poursuit activement et il vous sera demandé de lui voter les fonds nécessaires.

Il sera proposé un projet de loi visant à accroître les fonds de la Société du crédit agricole et à en assurer une utilisation plus souple.

On a également étudié le besoin d'apprentissage agricole et examiné les moyens qui existent à l'heure actuelle; pour faire suite à cette étude, il y aura, à l'automne, une conférence nationale sur l'apprentissage agricole.

La mise en valeur et l'utilisation des ressources énergétiques du Canada doivent occuper une place de premier plan dans le programme de croissance économique nationale. La vingt-quatrième législature a jeté les bases voulues en adoptant la Loi sur l'Office national de l'énergie et d'autres mesures.

Il est à espérer que des ententes seront bientôt conclues, qui permettront de soumettre à votre approbation le traité du Columbia et toute mesure législative que doit adopter le Parlement pour y donner suite.

Le programme national que mon Gouvernement a présenté, voici deux ans, à l'égard du pétrole, a fait augmenter de façon satisfaisante la production et la vente du pétrole canadien.

Des études se poursuivront en collaboration avec les provinces, sur la transmission à grande distance et à haute tension de l'énergie électrique ainsi que sur l'aménagement de sources d'énergie hydro-électrique en vue d'en arriver à la création d'un réseau national d'énergie, qui permettra une utilisation rationnelle des ressources hydro-électriques du Canada afin de mieux servir la mise en valeur et le progrès du pays. Des pourparlers sont en cours avec le gouvernement du Manitoba au sujet d'études du réseau fluvial du Nelson.

Mes Ministres ont décidé qu'il faut favoriser la signature de contrats à long terme relatifs à l'exportation massive des excédents d'énergie du Canada, d'après ses besoins actuels et futurs, afin d'accélérer l'aménagement au Canada de centrales d'une envergure telle que le marché national ne pourrait en faire les frais. Ces exportations peuvent aussi contribuer à raffermir notre balance des paiements.

Vu le rôle important des transports dans l'économie canadienne, vous serez invités à approuver des mesures tendant à donner suite aux recommandations de la Commission royale d'enquête sur les transports, qui a maintenant terminé une analyse complète du problème des chemins de fer au Canada. Ces mesures tendront à supprimer la nécessité de mettre en vigueur des majorations générales et uniformes du tarif-marchandises qui, par le passé, ont constitué un si lourd fardeau pour certaines régions et certains groupes de producteurs. Vous serez invités à approuver une prolongation de la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises et la continuation des autres subventions provisoires accordées aux chemins de fer en vertu de crédits prévus au budget.

Il sera proposé des modifications à la Loi sur la marine marchande du Canada en vue de réserver aux navires canadiens le commerce de cabotage du Saint-Laurent et des Grands lacs. Il vous sera demandé des fonds afin d'assurer l'exécution du programme de subventions à la construction maritime annoncé il y a quelques mois.

Vous serez priés de pourvoir à la continuation du programme des travaux d'hiver en vue d'aider les municipalités à faire face au chômage saisonnier.

Il se produit des transformations profondes dans les besoins de main-d'œuvre des industries canadiennes, par suite de l'automatisation, d'autres innovations technologiques et des pressions de la concurrence mondiale. Vous serez saisis d'une mesure tendant à aider les employeurs, les travailleurs et leurs associations à parer le contre-coup de l'évolution industrielle.

Mon Gouvernement vous présentera également un texte législatif en vue d'assurer la protection contre les accidents et les dangers dans les travaux et les entreprises qui relèvent de la compétence du Gouvernement fédéral.

Le Comité chargé d'étudier les questions relatives à la Caisse d'assurance-chômage est censé présenter son rapport au cours de l'automne. Lorsque le rapport aura été étudié, vous serez saisis de dispositions pertinentes.

Pour qu'il soit possible d'instaurer un régime national de pension de vieillesse à participation, avec prestations aux invalides et aux survivants, il faut modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Les gouvernements de toutes les provinces, sauf ceux du Québec et de Terre-Neuve, se sont prononcés en faveur d'une telle modification. Mon Gouvernement est disposé à vous recommander d'approuver une Adresse à Sa Majesté pour demander la modification, dès que nous aurons reçu l'assentiment des deux autres provinces.

A mesure que les régimes de pension se sont généralisés dans les entreprises canadiennes, il est devenu de plus en plus évident qu'il faudrait prendre des dispositions pour protéger les intérêts des intéressés, et notamment pour assurer que la pension accumulée soit transférable lorsque les travailleurs changent d'emploi. Dans la plupart des cas, les provinces doivent légiférer à cette fin; du reste, plusieurs d'entre elles sont à étudier des propositions dans ce sens. Mon Gouvernement sera disposé à vous soumettre des mesures législatives complémentaires visant les industries qui relèvent de la compétence fédérale, une fois que les provinces auront réalisé, à cet égard, suffisamment de progrès.

Vous serez saisis d'une mesure visant à autoriser l'institution d'un Conseil national du bien-être afin de rendre plus efficace l'activité du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux dans ce domaine.

Vous serez invités à approuver des modifications à la Loi sur les aliments et drogues afin d'assurer une réglementation plus efficace de la distribution et de la vente des médicaments, dans l'intérêt de la santé publique.

Vous serez invités à adopter une loi tendant à permettre l'institution d'un Conseil national de la recherche médicale.

Vous serez saisis de nouveau d'une mesure législative tendant à autoriser le versement par les sociétés fédérales de la Couronne de certains impôts et droits provinciaux sur les denrées.

Il sera proposé, dans le cadre des subventions aux universités, des mesures législatives qui comporteront l'autorisation de verser les subventions plus élevées annoncées il y a déjà quelques mois, et qui pourvoiront à des arrangements de rechange là où des subventions provinciales supplémentaires sont versées en remplacement des subventions fédérales.

Il sera présenté un projet de loi visant à autoriser la révision et la codification de tous les statuts fédéraux.

Des bills seront présentés en vue de modifier la Loi sur les juges, la Loi sur l'aéronautique, la Loi sur la faillite, la Loi sur l'aide à la production du charbon et la Loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies et le fonds des changes, ainsi que d'autres lois.

Membres de la Chambre des communes,

Vous serez invités à voter les fonds requis pour le service public et pour les versements autorisés par le Parlement.

Vous serez invités à abolir la clôture et à rétablir le comité spécial de la procédure de la Chambre.

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Je prie Dieu dans Sa sagesse de vous éclairer dans l'accomplissement de votre tâche au service de la nation.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, il est ordonné,— Que le discours de Son Excellence aux deux Chambres du Parlement soit pris en considération à la prochaine séance de la Chambre.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, remet un message de Son Excellence le Gouverneur général, que M. l'Orateur lit ainsi qu'il suit:

GEORGE-P. VANIER

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes une copie authentique du décret du conseil nommant l'honorable Léon Balcer, ministre des Transports, l'honorable Gordon Churchill, ministre des Affaires des anciens combattants, l'honorable George Clyde Nowlan, ministre des Finances, et l'honorable Ellen Louks Fairclough, ministre des Postes, pour agir avec l'Orateur de la Chambre des communes à titre de commissaires aux fins et en vertu des dispositions du chapitre 143 des Statuts revisés du Canada, 1952, intitulé: Loi concernant la Chambre des communes.

Ottawa

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, M. Gordon Campbell Chown, député du district électoral de Winnipeg-Sud, est nommé président des comités pléniers de la Chambre.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, M. Rémi Paul, député du district électoral de Berthier-Maskinongé-Delanaudière, est nommé vice-président des comités pléniers de la Chambre.

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, il est ordonné,—Que cette Chambre s'ajourne jusqu'à demain, à deux heures et demie de l'après-midi, nonobstant les dispositions de l'article 2(1) du Règlement.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. l'Orateur,—Rapport (en français et en anglais) des délibérations de la Commission de la régie intérieure de la Chambre des communes pour la période allant du 18 janvier au 26 septembre 1962, conformément aux dispositions de l'article 81 du Règlement.

Par M. l'Orateur,—Rapport (en français et en anglais) du Bibliothécaire parlementaire, conformément à l'article 2 du Règlement concernant la Bibliothèque du Parlement. Voici le texte dudit rapport:

A l'honorable Président de la Chambre des communes,

Le Bibliothécaire parlementaire a l'honneur de soumettre le rapport suivant sur les huit premiers mois de l'année 1962. Le dernier rapport a été présenté aux deux Chambres le 18 janvier 1962.

Le Comité mixte a tenu une réunion au cours de la dernière session, le 13 mars 1962, pour étudier les problèmes de la Bibliothèque.

La «Liste bi-mensuelle d'acquisitions récentes» publiée en vue d'attirer l'attention des sénateurs et des députés sur des livres récents particulièrement intéressants a paru tout au long de l'année. Une édition revisée de la brochure «Comment la Bibliothèque du Parlement peut aider les Sénateurs et Députés» sera distribuée prochainement.

Du 1er janvier au 31 août 1962 notre personnel a répondu à 2,540 questions de référence et prêté 15,869 livres et périodiques. Au cours de la même période 13,892 volumes ont été catalogués et classifiés, ce qui porte à 181,687 le nombre de volumes recatalogués depuis l'incendie de 1952.

Le 7 juillet 1962, M. Frank W. Matley s'est noyé alors qu'il était en vacances. Il avait servi la Bibliothèque fidèlement depuis plus de trente ans et sa perte est vivement regrettée.

Le 26 février 1962, Mlle A. Pamela Hardisty, directrice adjointe des services de référence de la Bibliothèque nationale, a été nommée bibliothécaire adjointe par la Commission du Service civil. Elle remplace M. R. M. Hamilton qui a résigné l'an dernier.

Les sénateurs et députés seront heureux d'apprendre qu'il nous a été possible de convertir un de nos bureaux en une salle d'étude silencieuse réservée à leur usage exclusif.

Nous avons continué à collaborer étroitement avec la Bibliothèque nationale tant officieusement que par l'entremise du Conseil consultatif de la Bibliothèque nationale dont le Bibliothécaire parlementaire est secrétaire.

M. Guy Sylvestre, bibliothécaire associé du Parlement, a eu l'honneur de servir comme président du Comité des Prix du Gouverneur général pour la littérature et est vice-président du Conseil de la Semaine des Bibliothèques canadiennes.

En juin, le Bibliothécaire parlementaire a accepté de servir comme correspondant canadien de la Commission des Bibliothèques parlementaires et administratives de la Fédération internationale des Associations de bibliothèques.

Respectueusement soumis,

ERIK J. SPICER
Bibliothécaire parlementaire

Bibliothèque du Parlement,
Ottawa, ce 26 septembre 1962.

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) du Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la reine Élisabeth II sur les maladies de l'enfance, y compris le rapport de l'auditeur général concernant les états financiers du Conseil, pour l'année close le 31 mars 1962, conformément à l'article 15 de la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la reine Élisabeth II, chapitre 33, Statuts du Canada 1959.

Par M. Diefenbaker,—Sommaires des arrêtés en conseil adoptés durant les mois de mars, avril, mai, juin, juillet et août 1962. (Texte anglais).

Par M. Diefenbaker,—Exemplaires (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* des mercredis 25 avril, 9 et 23 mai, 13 et 27 juin, 11 et 25 juillet, 8 et 22 août et 12 septembre 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952.

Par M. Diefenbaker,—Index codifié et Tableau des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada,* visant les périodes allant du 1er janvier 1955 au 31 mars 1962 et du 1er janvier 1955 au 30 juin 1962. (Version française et anglaise).

Par M. Diefenbaker, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement (présidence de M. J. Grant Glassco), volume I, La gestion de la fonction publique, présenté le 18 juillet 1962. (Version française et anglaise).

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Société canadienne des télécommunications transmarines, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément aux articles 22 et 23(1) de la Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines, chapitre 42, et aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Par M. Balcer,—Arrêtés en conseil (textes anglais), conformément à l'article 19 de la Loi sur les chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29 des Statuts du Canada, 1955, comme il suit:

1) Arrêté en conseil C.P. 1962-893, en date du 20 juin 1962, retirant de la direction de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada une

certaine parcelle de terrain des chemins de fer de l'État, située à Amos (Québec), et autorisant la cession à la ville d'Amos, par lettres patentes, de ladite parcelle de terrain pour la somme nominale de $1.00.

2) Arrêté en conseil C.P. 1962-944, en date du 4 juillet 1962, retirant de la direction de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada une certaine parcelle de terrain des chemins de fer de l'État, située à Moncton (Nouveau-Brunswick), et autorisant la cession, par lettres patentes, à la *Canadian Liquid Air Properties Limited* dudit terrain pour la somme de $10,000.

3) Arrêté en conseil C.P. 1962-1017, en date du 18 juillet 1962, confiant à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada la gestion et l'exploitation du *n.m. Confederation* à compter du 16 avril 1962.

4) Arrêté en conseil C.P. 1962-1123, en date du 8 août 1962, retirant de la direction de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada deux parcelles de terrain appartenant aux chemins de fer de l'État et situées dans la province du Manitoba, et autorisant le transfert de l'administration et de la gestion desdits terrains à Sa Majesté du chef de la province du Manitoba.

Par M. Bell (Carleton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de l'Office national du film pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 20(2) de la Loi nationale sur le film, chapitre 185, S.R.C., 1952, y compris le rapport de l'auditeur général concernant les comptes dudit Office.

Par M. Bell (Carleton),—Rapport (en français et en anglais) du Bibliothécaire national pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 13 de la Loi sur la Bibliothèque nationale, chapitre 330, S.R.C., 1952.

Par M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire des Ordonnances, chapitres 1 à 17, édictées par le commissaire en conseil des territoires du Nord-Ouest et sanctionnées le 4 août 1962, conformément à l'article 15 de la Loi sur les territoires du Nord-Ouest, chapitre 331, S.R.C., 1952, modifié en 1953-1954, et exemplaire de l'arrêté en conseil C.P. 1962-1193, en date du 22 août 1962, approuvant lesdites Ordonnances. (Texte anglais).

Par M. Dinsdale,—Exemplaire des Ordonnances, chapitres 1 à 27, édictées par le commissaire en conseil du territoire du Yukon et sanctionnées les 30 avril et 11 mai 1962, conformément à l'article 20 de la Loi sur le Yukon, chapitre 53, Statuts du Canada, 1952-1953, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-859, en date du 12 juin 1962, approuvant lesdites ordonnances. (Texte anglais).

Par M. Dinsdale,—Exemplaire d'une ordonnance, chapitre 1, édictée par le commissaire en conseil du territoire du Yukon et sanctionnée le 5 juillet 1962, conformément à l'article 20 de la Loi sur le Yukon, chapitre 53, Statuts du Canada, 1952-53, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-1289, en date du 12 septembre 1962, approuvant ladite ordonnance. (Texte anglais).

Par M. Dinsdale,—Exemplaire d'une ordonnance, chapitre 1, édictée par le commissaire en conseil du territoire du Yukon et sanctionnée le 24 juillet 1962, conformément à l'article 20 de la Loi sur le Yukon, chapitre 53, Statuts du Canada, 1952-53, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-1289, en date du 12 septembre 1962, approuvant ladite ordonnance. (Texte anglais).

Par M. Dinsdale,—Liste des répartitions et mises à point des dettes contractées pour avances de graines de semences, de fourrage pour les animaux et pour aide sous toute autre forme, effectuées durant la période allant du 19 janvier au 27 septembre 1962, conformément à l'article 2 de la Loi concernant certaines créances de la Couronne, chapitre 51, Statuts du Canada, 1926-27. (Version anglaise).

Par M. Dinsdale,—Rapport concernant les deniers remboursés sous le régime de la Loi des remboursements (ressources naturelles), durant la période allant du 18 janvier au 27 septembre 1962, conformément à l'article 3 de ladite loi, chapitre 35, Statuts du Canada, 1932. (Version anglaise).

Par M. Dinsdale,—Rapport de la Commission d'énergie du Nord canadien, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 24 de la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien, chapitre 196, modifié en 1956, et aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Dinsdale,—Budget d'établissement de la Commission d'énergie du Nord canadien pour l'année expirant le 31 mars 1963, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-611, en date du 19 avril 1962, approuvant ledit budget. (Texte anglais).

Par M. Dinsdale,—Rapport de l'auditeur général concernant la vérification des comptes et des états financiers de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'année close le 31 mars 1962, conformément à l'article 12 de la Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec, chapitre 57, Statuts du Canada, 1907-1908, et aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Dinsdale,—Prévisions de dépenses et budget d'exploitation de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'année expirant le 31 mars 1963, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-502, en date du 9 avril 1962, approuvant lesdits budget et précisions. (Texte anglais).

Par M. Dinsdale,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi canadienne sur l'aide à la conservation des eaux pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 8 de ladite loi, chapitre 21, Statuts du Canada, 1952-1953. (Version anglaise).

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport du directeur des enquêtes et des recherches, Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 44 de ladite loi, chapitre 314, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Fleming (Eglinton),—Rapport concernant la fabrication, la distribution et la vente de boîtes de carton d'emballage et des produits connexes, présenté le 2 août 1962, par la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions. (Version anglaise).

Par M. Fleming (Eglinton),—Rapport concernant l'acquisition des actions communes de la *Hendershot Paper Products Limited* par la *Canadian International Paper Company,* présenté le 2 août 1962, par la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions. (Version anglaise).

Par M. Fleming (Eglinton),—Rapport concernant l'acquisition par la *Bathurst Power & Paper Company Limited* de la *Wilson Boxes, Limited,* présenté le 2 août 1962, par la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions. (Version anglaise).

Par M. Fleming (Eglinton),—Rapport concernant la fabrication, la distribution et la vente du lait évaporé et des produits connexes, présenté le 28 août 1962, par la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions. (Version anglaise).

Par M. Flemming (Victoria-Carleton), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français) du ministère des Forêts pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 12 de la Loi sur le ministère des Forêts, chapitre 41, Statuts du Canada, 1960.

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) concernant les travaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour l'année 1961-1962, conformément à l'article 3 de la Loi sur l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies, chapitre 122, S.R.C., 1952.

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 19 de la Loi sur la radiodiffusion, chapitre 22, Statuts du Canada, 1958.

Par M. Halpenny,—Rapport (en français et en anglais) de la Société Radio-Canada, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 36 de la Loi sur la radiodiffusion, chapitre 22, Statuts du Canada, 1958, et aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Par M. Halpenny, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission du service civil du Canada pour l'année close le 31 décembre 1961, conformément à l'article 76(1) de la Loi sur le service civil, chapitre 57, Statuts du Canada, 1960-1961.

Par M. Halpenny,—Arrêté en conseil C.P. 1962-533 (en français et en anglais) en date du 12 avril 1962, révoquant le tarif des honoraires d'élection dans les districts électoraux du Yukon et de Mackenzie-River, établi par le décret du conseil C.P. 1961-436, en date du 23 mars 1961, conformément à l'article 60(2) de la Loi électorale du Canada, chapitre 39, Statuts du Canada, 1960.

Par M. Halpenny, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,— Rapport (en français et en anglais) du secrétaire d'État du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 8, Loi sur le secrétariat d'État, chapitre 77, S.R.C., 1952.

Par M. Hamilton, membre du conseil privé de la reine,—Budget d'établissement de la Société du crédit agricole pour l'année expirant le 31 mars 1963, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-487, en date du 5 avril 1962, approuvant ledit budget. (Texte anglais).

Par M. Hamilton,—Rapport (en français et en anglais) de l'Office des produits agricoles pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 7 de la Loi sur l'Office des produits agricoles, chapitre 4, S.R.C., 1952.

Par M. Hamilton,—Rapport (en français et en anglais) de l'Office de stabilisation des prix agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 14 de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, chapitre 22, Statuts du Canada, 1957-1958.

Par M. Hamilton,—Rapport de la Commission des grains du Canada pour l'année 1961. (Version anglaise).

Par M. Hamilton,—Rapport sur le rétablissement agricole des Prairies et les opérations s'y rattachant, pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 12 de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, chapitre 214, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Hamilton,—Rapport de la Société du crédit agricole, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année close le 31 mars 1962, conformément aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. MacLean (Queens), membre du conseil privé de la reine,—Rapport de l'Office des prix des produits de la pêche pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, chapitre 120, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. MacLean (Queens),—Arrêté en conseil C.P. 1962-299, en date du 8 mars 1962, autorisant le mode d'affection des primes de pêche à verser pour l'année terminée le 31 mars 1962, et exposé de la manière dont les versements ont été autorisés durant ladite année, conformément à l'article 4 de la Loi sur les pêches maritimes, chapitre 61, S.R.C., 1962. (Texte anglais).

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—État (en français et en anglais) concernant les recettes et les dépenses en application de la Partie V de la Loi sur la marine marchande du Canada (Marins malades) pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 321 de ladite loi, chapitre 29, S.R.C., 1952.

Par M. Monteith,—Rapport sur le fonctionnement des accords conclus avec les provinces aux termes de la Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 9 de ladite loi, chapitre 28, Statuts du Canada, 1957. (Version anglaise).

Par M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) concernant l'application de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 13 de ladite loi, chapitre 110, S.R.C., 1952.

Par M. Nowlan, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) concernant l'application de la Loi sur les prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 13 de ladite loi, chapitre 278, S.R.C., 1952.

Par M. Nowlan, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) concernant l'application de la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 12(2) de ladite loi, chapitre 46, Statuts du Canada, 1955.

Par M. Starr, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaire du rapport concernant l'application de la Loi des rentes sur l'État pour l'année close le 31 mars 1962, conformément à l'article 16 de ladite loi, chapitre 132, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Starr,—Rapport concernant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 68 de ladite loi, chapitre 152, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Starr,—Rapport concernant l'application de la Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 13 de ladite loi, chapitre 6, Statuts du Canada, 1960-1961. (Version anglaise).

Par M. Starr, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du Comité consultatif de l'assurance-chômage pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 90(2) de la Loi sur l'assurance-chômage, chapitre 50, Statuts du Canada, 1955. (Version anglaise).

Par M. Starr,—Rapport de la Commission d'assurance-chômage pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 95(2) de la Loi sur l'assurance-chômage, chapitre 50, Statuts du Canada, 1955. (Version anglaise).

Procès-verbaux (en français et en anglais) de la Société royale du Canada pour l'année 1961, conformément à l'article 9 de la Loi constituant en corporation la Société royale du Canada, chapitre 46, Statuts du Canada, 1883.

État financier de la Société royale du Canada, certifié par les vérificateurs, pour l'année terminée le 31 mars 1962. (Texte anglais).

A cinq heures deux minutes du soir, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain à 2 h. 30 de l'après-midi, conformément à l'ordre adopté aujourd'hui.

N° 2

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 28 SEPTEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Il est donné lecture de l'ordre relatif à la prise en considération du discours de Son Excellence le Gouverneur général aux deux Chambres du Parlement.

M. Chaplin, appuyé par M. Vincent, propose,—Que l'adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada.

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Il s'élève un débat et ledit débat est ajourné sur motion de M. Pearson, appuyé par M. Chevrier.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) de la

Commission royale d'enquête sur les transports (présidence de M. M. A. MacPherson, C.R.), 3e et dernier volume, en date de juillet 1962, accompagné d'un résumé dudit rapport.

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission de la Capitale nationale, Partie I, pour l'année close le 31 mars 1962, conformément à l'article 85(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Par M. Fulton,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission de la Capitale nationale, Partie II—Comptes et états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—État concernant les sommes reçues et déboursées dans le fonds spécial affecté au remplacement du matériel pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 11(4) de la Loi sur la défense nationale, chapitre 184, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Harkness,—États concernant la situation et les transactions du Compte de pension de retraite des forces canadiennes au 31 mars 1962, et état concernant les annuités, les allocations annuelles, les allocations de cessation en espèces et les remboursements de contributions, pour l'année close le 31 mars 1962, conformément à l'article 26 de la Loi sur la pension de retraite des forces canadiennes, chapitre 21, Statuts du Canada, 1959. (Version anglaise).

A 4 h. 17 du soir, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 3

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 1er OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-2, Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) en ce qui concerne le Sénat, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Monteith, appuyé par M. Fulton, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-3, Loi modifiant la Loi des aliments et drogues, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Monteith, appuyé par M. Fulton, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Mme Fairclough, appuyée par M. MacLean (Queens), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-5, Loi modifiant la Loi sur les postes, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Nowlan, appuyé par M. Harkness, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-6, Loi abrogeant The Newfoundland Savings Bank Act, 1939, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

27510-7—4

DÉCLARATION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: J'aimerais signaler à la Chambre que tous les bills qui suivent sont d'initiative parlementaire. Étant donné que je ne les ai pas encore vus, je n'en connais ni la teneur ni l'ampleur et je ne saurais dire s'ils sont conformes aux exigences du Règlement quant au fond. Je dois donc faire une mise en garde et annoncer que les mesures en question seront étudiées soigneusement d'ici leur deuxième lecture. Si l'une d'entre elles renferme un vice de fonds, la Chambre en sera avisée avant que le bill subisse la deuxième lecture.

Je comprends que la Chambre ne peut pas non plus décider si un bill est recevable ou non, puisqu'elle en est saisie pour la première fois. L'adoption d'une motion à l'étape de la première lecture ne constitue qu'une directive portant que le bill soit imprimé pour permettre aux députés d'en prendre connaissance.

Avec l'assentiment unanime, M. Knowles, au nom de M. Orlikow, appuyé par M. Howard, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-7, Loi modifiant la Loi sur la faillite (Cessions des salariés), qui est lu pour la première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Peters, appuyé par M. Martin (Timmins), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-8, Loi concernant la juridiction de la Cour de l'Échiquier du Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fisher, appuyé par M. Winch, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-9, Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1960) en ce qui concerne le rajustement de la représentation à la Chambre des communes, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles, appuyé par M. Howard, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-10, Loi établissant un salaire minimum pour les employés des ouvrages, entreprises et affaires du gouvernement fédéral, qui est lu pour une première fois, et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Martin (Timmins), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-11, Loi modifiant la Loi sur la route transcanadienne (Grandes routes du Canada), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Peters, appuyé par M. Fisher, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-12, Loi concernant la dissolution et l'annulation du mariage au Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Fisher, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-13, Loi concernant la Loi sur le solliciteur général, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Peters, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-14, Loi concernant les Indiens, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles, appuyé par M. Winch, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-15, Loi accordant aux employés des jours de fête statutaires payés, ainsi qu'une rémunération pour le travail accompli lesdits jours sur les ouvrages, entreprises et affaires du gouvernement fédéral, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. More, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-16, Loi prévoyant l'établissement d'une Commission des sweepstakes au bénéfice des hôpitaux, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Caron, appuyé par M. Batten, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-17, Loi modifiant la Loi sur le service civil (Négociation et arbitrage), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Peters, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-18, Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes (Autonomie en matière de régie intérieure), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Fisher, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-19, Loi concernant la Cour des réclamations des Indiens au Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Fisher, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-20, Loi modifiant le Code criminel (Bons-primes), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Lewis, appuyé par M. Fisher, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-21, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Âge des votants), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

27510-7—4½

M. Fisher, appuyé par M. Martin (Timmins), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-22, Loi modifiant la Loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles (Réserves indiennes), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Peters, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-23, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles, appuyé par M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-24, Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des Communes, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Carter, appuyé par M. Nixon, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-25, Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins marchands, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fisher, appuyé par M. Barnett, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-26, Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer (Responsabilité en matière d'indemnisation du personnel), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Herridge, appuyé par M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-27, Loi modifiant le Code criminel (Atteinte aux droits du public), qui est lu pour une première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Mlle LaMarsh, appuyée par M. Laing, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-28, Loi statuant sur le droit d'auteur au Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Bourbonnais, appuyé par M. Vincent, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-29, Loi concernant la souveraineté du Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Peters, appuyé par M. Lewis, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-30, Loi ayant pour objet la création d'un poste d'avoué parlementaire et régissant la taxation des frais, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Barnett, appuyé par M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-31, Loi modifiant la Loi sur les Indiens (Droits relatifs aux spiritueux), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Prittie, appuyé par M. Lewis, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-32, Loi modifiant la Loi sur le service civil (Négociation collective et arbitrage), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Mather, appuyé par M. Prittie, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-33, Loi modifiant la Loi sur la protection des pêcheries côtières (Zone de pêche de douze milles), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. MacInnis, appuyé par M. Mather, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-34, Loi modifiant la Loi sur l'aide aux améliorations municipales, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Argue, appuyé par M. Byrne, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-35, Loi modifiant la Loi sur les petits prêts (Annonces), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Argue, appuyé par M. Byrne, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-36, Loi pourvoyant à la communication de renseignements sur les frais de financement, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Bourbonnais, appuyé par M. Vincent, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-37, Loi concernant l'administration de certaines corporations de la Couronne, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Berger, appuyé par M. Prittie, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-38, Loi ayant pour objet de permettre aux fonctionnaires de l'État de se livrer à une activité politique, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Berger, appuyé par M. Mather, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-39, Loi prévoyant la réglementation du crédit aux consommateurs, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Argue, appuyé par M. Gordon, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-40, Loi modifiant la Loi sur l'intérêt, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Rynard, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-41, Loi désignant une semaine consacrée chaque année à l'exaltation des mérites de la jeunesse, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Peters, appuyé par M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-42, Loi modifiant la Loi sur les lettres de change (Achats à tempérament), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Mather, appuyé par M. Prittie, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-43, Loi modifiant la Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi (Différenciation suivant l'âge), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Thomas, appuyé par M. Aiken, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-44, Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer (Abandon d'exploitation), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Thomas, appuyé par M. Aiken, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-45, Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie (Travaux d'irrigation), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Herridge, appuyé par M. Winch, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-46, Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (Recours contre les violateurs des droits de l'homme), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. McIntosh, appuyé par M. Nugent, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-47, Loi modifiant la Loi sur les pensions (Appel judiciaire), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'avis de motion qui suit est appelé, reporté aux ordres inscrits au nom du Gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, conformément à l'article 21(2) du Règlement:

Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté la Reine dans les termes suivants:

A Sa Très Excellente Majesté la Reine.

Très Gracieuse Souveraine,

Nous, sujets très dévoués et très fidèles de Votre Majesté, le Sénat et les Communes du Canada assemblés en Parlement, nous adressons humblement à Votre Majesté pour lui demander de daigner faire présenter au Parlement du Royaume-Uni un texte législatif ainsi conçu:

Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867)

Considérant que le Sénat et les Communes du Canada, assemblés en Parlement, ont soumis des adresses à Sa Majesté, lui demandant de daigner faire présenter au Parlement du Royaume-Uni un texte législatif établissant les dispositions ci-après énoncées;

A ces causes, Sa Très Excellente Majesté la Reine, sur l'avis et du consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes, réunis en session du présent Parlement, et sur l'autorité de celui-ci, décrète:

Modification relative à la législation concernant les pensions de vieillesse. 30 et 31 Vict., c. 3

1. L'article quatre-vingt-quatorze A de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) est par les présentes abrogé et remplacé par ce qui suit:

Législation concernant la vieillesse et les pensions y relatives.

«94A. Il est déclaré, par les présentes, que le Parlement du Canada peut, à l'occasion, légiférer

a) sur les pensions de vieillesse, et

b) sur les pensions et autres prestations relatives à un plan de pension de vieillesse, ou propres à faciliter l'application et l'administration d'un tel plan,

mais aucune loi édictée par le Parlement du Canada sous l'autorité du présent article n'atteint l'application d'aucune loi édictée par la législature d'une province relativement à tout sujet visé par les alinéas *a*) et *b*) du présent article.»

Titre abrégé et citation.

2. La présente loi peut être citée sous le titre: Acte de l'Amérique du Nord britannique (1963). Les Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1962) et la présente loi peuvent être cités ensemble sous le titre: Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1963).—*Le premier ministre.*

M. Balcer, appuyé par M. Hees, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à modifier la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises en vue de prolonger, mais non au-delà de douze mois, la période durant laquelle les taux revisés selon ladite loi seront applicables, et en vue d'augmenter d'une somme additionnelle de vingt millions la dépense autorisée aux termes de la loi.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Nowlan, appuyé par Mme Fairclough, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative aux fins suivantes: autoriser la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à faire des dépenses d'établissement dans l'année 1962 n'excédant pas $156,500,000 et à faire certaines dépenses d'établissement et à conclure certains contrats avant le 1er juillet 1963; autoriser la Compagnie du National à émettre des valeurs afin de pourvoir aux montants requis pour les dépenses autorisées; stipuler que, sauf disposition expresse, le principal global des valeurs, non encore remboursées à quelque époque, ne devra pas excéder $57,700,000; autoriser le gouverneur en conseil à garantir le principal et l'intérêt des valeurs émises par la Compagnie pour la fin susdite; autoriser le ministre des Finances à consentir à ladite Compagnie des prêts garantis par ces valeurs et dont le principal ne doit pas excéder la somme de $57,700,000 afin de permettre à ladite Compagnie de couvrir de telles dépenses et permettre d'aider et d'assister financièrement d'autres compagnies du réseau national; et pourvoir, en outre, en ce qui a trait au remboursement des obligations échues, arrivant à échéance et rachetables par anticipation, de ladite Compagnie, à l'émission de valeurs garanties par le Dominion du Canada, s'élevant à un principal global n'excédant pas $480,000,000, au lieu du montant actuel de $230,000,000.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Green, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative concernant l'établissement d'une Commission de délimitation des circonscriptions électorales, chargée du rajustement de la représentation à la Chambre des communes; de prescrire que certains membres de la Commission peuvent recevoir l'allocation quotidienne que détermine le gouverneur en conseil; de pourvoir au paiement des frais raisonnables de déplacement et de subsistance des membres de la Commission; et de prescrire aussi que la Commission peut retenir les services des conseillers techniques et des autres employés, y compris une personne agissant à titre de son secrétaire, qu'elle estime nécessaires.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue de pourvoir au paiement, sur le Fonds du revenu consolidé, à toute personne qui était membre du Sénat le 6 avril 1962, mais qui cesse d'en être membre à l'âge de 75 ans ou plus en raison d'un amendement à l'article 29 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867), d'une pension de retraite durant la vie, équivalente aux trois quarts du montant annuel de l'indemnité de session qu'elle recevait selon la loi sur le Sénat et la Chambre des communes à l'époque où elle a cessé d'être membre du Sénat.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Hamilton, appuyé par M. Monteith, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur le crédit agricole afin de porter de douze millions de dollars à seize millions de dollars le capital de la Société du crédit agricole en vue de porter de trois cents millions de dollars à quatre cents millions de dollars le pouvoir d'emprunt de la Société; et de prescrire, en outre, certains autres changements en ce qui concerne l'application de la loi.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Nowlan, appuyé par M. Harkness, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier La Loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies et le fonds des changes, afin d'autoriser le ministre des Finances à acheter, sur le Compte du fonds des changes établi en conformité de la loi, des valeurs du Fonds monétaire international.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Nowlan, appuyé par M. Harkness, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces en vue de prévoir un arrangement applicable aux années financières commençant le ou après le 1er avril 1962 et semblable à celui que la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts a établi à l'égard des années financières antérieures; en vue de prévoir, en outre, dans ledit amendement, que le montant de la subvention soit porté de un dollar et cinquante cents à deux dollars par tête.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Nowlan, appuyé par Mme Fairclough, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue de prescrire le paiement de certains impôts et droits provinciaux par les corporations de la Couronne le ou après le 1er jour d'avril 1962.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Chaplin, appuyé par M. Vincent: Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit;

M. Pearson, appuyé par M. Chevrier, propose l'amendement suivant: Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

«Nous affirmons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne jouissent pas de la confiance de cette Chambre.»

Il s'élève un débat et ledit débat est interrompu.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fulton, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français) concernant les opérations relevant de la Loi sur la route transcanadienne, pour l'année terminée le 31 mars 1961, conformément à l'article 9 de ladite loi, chapitre 269, S.R.C., 1952.

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Arrêtés en conseil (textes anglais), conformément à l'article 21B de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, chapitre 105, S.R.C., 1952, modifié en 1960-1961 ainsi qu'il suit:

(1) Arrêté en conseil C.P. 1962-1192, en date du 22 août 1962, autorisant, en vertu de l'article 21 de ladite Loi, un contrat d'assurance par la Société d'assurance des crédits à l'exportation en vue de l'expédition d'à peu près 500,000 tonnes de blé canadien à la Pologne.

(2) Arrêté en conseil C.P. 1962-753, en date du 22 mai 1962, autorisant, en vertu de l'article 21A de ladite Loi, le financement à long terme par la Société d'assurance des crédits à l'exportation pour la vente, par *The Dominion Road Machinery Co., Limited,* de Goderich (Ontario), de 45 niveleuses *Champion* et de pièces de rechange à la province de la Pampa, République argentine.

(3) Arrêté en conseil C.P. 1962-1175, en date du 22 août 1962, autorisant, en vertu de l'article 21A de ladite Loi, le financement à long terme par la Société d'assurance des crédits à l'exportation pour la vente d'outillage en vue de l'expansion de la papeterie Khulna par *Canadian General Electric Company, Limited,* de Toronto (Ontario), et en vue de services de génie de la part de *Sandwell Consultants Limited,* de Vancouver (C.-B.), à la *East Pakistan Industrial Development Corporation,* de Dacca, Pakistan de l'Est.

(4) Arrêté en conseil C.P. 1962-1293, en date du 14 septembre 1962, autorisant, en vertu de l'article 21 de ladite Loi, un contrat d'assurance par la Société d'assurance des crédits à l'exportation pour la vente par *Canadair Limited,* Montréal, de deux aéronefs CL-44D-4 et de pièces de rechange à *The Slick Corporation,* de San-Francisco, Californie, États-Unis d'Amérique, et approuvant la revision des conditions de paiement à l'égard du contrat d'assurance par ladite société qui avait été autorisé par l'arrêté en conseil C.P. 1960-801, en date du 11 juillet 1960.

Par M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) concernant l'application de la Loi sur les prêts aux petites entreprises pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 11 de ladite loi, chapitre 5, Statuts du Canada, 1960-1961.

Par M. Nowlan, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport concernant l'application de la Partie II de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 27 de ladite loi, chapitre 105, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Nowlan, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport sur la situation de la Caisse d'assurance-chômage et sur les opérations faites en vertu de l'article 86 de la Loi sur l'assurance-chômage, pour l'année close le 31 mars 1962, conformément à l'article 87 de ladite loi, chapitre 50, Statuts du Canada, 1955. (Version anglaise).

Par M. O'Hurley, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Corporation commerciale canadienne, y compris les comptes et les états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Par M. O'Hurley,—Rapport (en français et en anglais) de la *Defence Construction (1951) Limited,* y compris les comptes et les états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Par M. O'Hurley,—Rapport (en français et en anglais) de la Corporation de disposition des biens de la Couronne, y compris les comptes et états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 14 de la Loi sur les biens de surplus de la Couronne, chapitre 260, et aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Par M. O'Hurley,—Rapport (en français et en anglais) de la *Canadian Arsenals Limited,* y compris les comptes et les états financiers certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 4

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 2 OCTOBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Mandziuk, appuyé par M. Forbes, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat afin de lui retourner les témoignages recueillis et les pièces produites devant le comité permanent sénatorial des divorces, durant la dernière session du vingt-quatrième Parlement, à l'égard des bills SD-1 à SD-327 inclusivement.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-48, Loi revisant et codifiant la Loi d'interprétation, avec les modifications y apportées, et changeant en conséquence certaines dispositions de la Loi sur la preuve au Canada et de la Loi sur les lettres de change, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-49, Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les juges en vue de pourvoir aux traitements de deux autres juges de la

Cour suprême de la Nouvelle-Écosse, y compris un juge en chef, et d'un autre juge de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de modifier la Loi sur l'Amirauté afin de permettre au gouverneur en conseil d'autoriser le paiement d'honoraires n'excédant pas quatre cents dollars par année à un juge subrogé et n'excédant pas trois cents dollars par année à un registraire.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Chaplin, appuyé par M. Vincent: Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Pearson, appuyé par M. Chevrier: Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

«Nous affirmons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne jouissent pas de la confiance de cette Chambre.»

Le débat se poursuit;

M. Thompson, appuyé par M. Caouette, propose le sous-amendement suivant: Que l'amendement soit modifié en insérant ce qui suit après le mot «Excellence» et avant le mot «ne»:

> «n'ayant pas poursuivi un programme économique et financier, fondé sur les principes du Crédit social, conçus pour établir une économie équilibrée et soulager le fardeau de la dette publique et de ses intérêts, de façon à assurer ainsi aux Canadiens un niveau de vie compatible avec la capacité nationale de production,»

Après discussion, ladite proposition de sous-amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Beaulé,
Bélanger,
Bernier,
Boutin,
Caouette,
Chapdelaine,
Cook,
Côté,
Dionne,
Dumont,
Frenette,
Gagnon,
Gauthier,
Grégoire,
Lamy,
Langlois,
Laprise,
Latulippe,
Leboe,
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Maltais,
Marcoux,
Olson,
Ouellet,
Patterson,
Perron,
Plourde,
Rondeau,
Roy,
Thompson—30.

CONTRE

Messieurs

Addison,
Aiken,
Alkenbrack,
Argue,
Asselin,
Badanai,
Balcer,
Baldwin,
Barnett,
Baskin,
Batten,
Béchard,
Beer,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Benidickson,
Benson,
Berger,
Bigg,
Boucher,
Boulanger,
Bourbonnais,
Bourque,
Bradley,
Brewin,
Brown,
Burgess,
Byrne,
Cadieu (Meadow Lake),
Cadieux (Terrebonne),
Cameron (High Park),
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles),
Cantin,
Cardiff,
Cardin,
Caron,
Carter,
Cashin,
Casselman (Mme),
Chaplin,
Chatterton,
Chevrier,
Chown,
Churchill,
Clancy,
Clermont,
Clunis,
Coates,
Cooper,
Cowan,
Crestohl,
Crossman,
Crouse,
Davis,
Denis,
Deschatelets,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Doucett,
Drouin,
Drury,
Dubé,
Dupuis,
English,
Enns,
Éthier,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fairweather,
Fane,
Fisher,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Victoria-Carleton),
Forbes,
Forgie,
Foy,
Fulton,
Garland,
Godin,
Gordon,
Grafftey,
Granger,
Gray,
Green,
Grills,
Gundlock,
Habel,
Haidasz,
Hales,
Halpenny,
Hamilton,
Hanbidge,
Hardie (Mme),
Harkness,
Harley,
Hees,
Hellyer,
Herridge,
Hodgson,
Honey,
Horner (Acadia),
Horner (Jasper-Edson),
Horner (The Battlefords),
Howard,
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Kelly,
Kennedy,
Kindt,
Knowles,
Korchinski,
Lachance,
Laing,
LaMarsh (Mlle),
Lamoureux,
Laniel,
Leduc,
Legaré,
Legere,
Lessard (Saint-Henri),
Létourneau,
Lewis,
Loiselle,
Macdonald (Mme),
Macdonald (Rosedale),
MacEachen,
MacEwan,
MacInnis,
Mackasey,
MacLean (Queens),
Macnaughton,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McIlraith
McIntosh,
McLean (Charlotte),
McMillan,
McNulty,
McPhillips,
McWilliam,
Mandziuk,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Martineau,
Mather,
Matheson,
Matte,
Meunier,
Millar,
Mitchell,
Monteith,
Moore (Wetaskiwin),
More (Regina City),
Morris,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Munro,
Nasserden,

Nesbitt,
Nicholson,
Nielsen,
Nixon,
Noble,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Orlikow,
Ormiston,
Otto,
Pascoe,
Paul,
Pearson,
Pennell,
Peters,
Phillips,
Pickersgill,
Pigeon,
Pilon,
Prittie,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Richard,
Rideout,
Rinfret,
Robichaud,
Robinson,
Rochon,
Rock,
Rouleau,
Rowe,
Roxburgh,
Ryan,
Rynard,
Sams,
Sauvé,
Scott,
Sévigny,
Simpson,
Skoreyko,
Slogan,
Smallwood,
Smith
(Calgary-Sud),
Smith
(Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Stenson,
Stewart,
Tardif,
Teillet,
Thomas,
Tucker,
Turner,
Valade,
Vincent,
Wahn,
Walker,
Webb,
Webster,
Weichel,
Whelan,
Winch,
Winkler,
Wooliams—233.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 26 septembre 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952.

Par M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine,—État concernant l'application de la Loi sur l'assurance du service civil pour l'année close le 31 mars 1962, conformément à l'article 21(2) de ladite loi, chapitre 49, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Nowlan, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport concernant les opérations découlant de la Loi sur les accords de Bretton Woods (le Fonds monétaire international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et la Société financière internationale), et rapport concernant les opérations découlant de la Loi sur l'Association internationale de développement, pour l'année close le 31 mars 1962, conformément à l'article 7 de la première loi susmentionnée, chapitre 19, S.R.C., 1952, et à l'article 5 de l'autre loi, chapitre 32, Statuts du Canada, 1960. (Version anglaise).

A dix heures treize minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 5

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 3 OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, il est ordonné,—Que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera à six heures vendredi prochain, reste ajournée jusqu'au mardi 9 octobre 1962, à onze heures du matin, et que l'application des articles 2 et 6 du Règlement soit suspendue à cet égard.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-50, Loi concernant les expropriations de biens-fonds, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Orlikow, appuyé par M. Knowles, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-51, Loi modifiant la Loi sur les petits prêts, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Orlikow, appuyé par M. Knowles, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-52, Loi modifiant la Loi sur les petits prêts (Annonces), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Orlikow, appuyé par M. Knowles, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-53, Loi modifiant la Loi sur l'intérêt, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Chaplin, appuyé par M. Vincent: Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Pearson, appuyé par M. Chevrier: Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

«Nous affirmons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne jouissent pas de la confiance de cette Chambre.»

Il s'élève un débat et ledit débat est interrompu.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) du Conseil national de recherches, y compris le rapport du Conseil des recherches médicales, pour l'année close le 31 mars 1962, conformément à l'article 16(3) de la Loi sur le Conseil de recherches, chapitre 239, et rapport de la *Canadian Patents and Development Limited* pour la même période, certifié par l'auditeur général, conformément aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) concernant l'application de la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers durant l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 41(2) de ladite loi, chapitre 111, S.R.C., 1952.

Par M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) du surintendant des assurances du Canada, volume I—Précis des rapports des compagnies d'assurance au Canada, pour l'année close le 31 décembre 1961, conformément à l'article 9 de la Loi sur le département des assurances, chapitre 70, S.R.C., 1952.

Par M. Nowlan,—Rapport (en français et en anglais) du surintendant des assurances du Canada, volume III—États annuels relatifs aux compagnies d'assurance-vie et aux sociétés de secours mutuel, pour l'année close le 31 décembre 1960, conformément à l'article 9 de la Loi sur le département des assurances, chapitre 70, S.R.C., 1952.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 6

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 4 OCTOBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Chaplin, appuyé par M. Vincent: Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Pearson, appuyé par M. Chevrier: Que l'on ajoute ce qui suit à l'Adresse:

«Nous affirmons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne jouissent pas de la confiance de cette Chambre.»

Le débat se poursuit;

M. Lewis, appuyé par M. Barnett, propose le sous-amendement suivant: Que l'amendement soit modifié par l'insertion, après les mots «les conseillers de Votre Excellence», de ce qui suit: «n'ayant pas proposé une planification économique qui conduise à l'expansion économique et au plein emploi».

Il s'élève un débat; à 9 h. 30 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant la disposition du paragraphe (4) de l'article 38 du Règlement.

Ladite proposition de sous-amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Addison,
Argue,
Asselin,
Badanai,
Barnett,
Batten,
Béchard,
Beer,
Benidickson,
Benson,
Berger,
Boucher,
Boulanger,
Bourque,
Brewin,
Brown,
Burgess,
Byrne,
Cadieux,
Cameron (High Park),
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles),
Cantin,
Cardin,
Caron,
Carter,
Cashin,
Chevrier,
Clermont,
Clunis,
Cowan,
Crestohl,
Crossman,
Davis,
Denis,
Deschatelets,
Drouin,
Drury,
Dubé,
Dupuis,
Éthier,
Eudes,
Fisher,
Forgie,
Foy,
Garland,
Godin,
Gordon,
Granger,
Gray,
Habel,
Haidasz,
Hardie (Mme),
Harley,
Hellyer,
Herridge,
Honey,
Howard,
Kelly,
Knowles,
Lachance,
Laing,
LaMarsh (Mlle),
Lamoureux,
Laniel,
Leduc,
Legaré,
Lessard (Saint-Henri),
Lewis,
Loiselle,
Macdonald (Rosedale),
MacEachen,
MacInnis,
Mackasey,
Macnaughton,
McIlraith,
McLean (Charlotte),
McMillan,
McNulty,
McWilliam,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Mather,
Matheson,
Matte,
Meunier,
Mitchell,
Munro,
Nicholson,
Nixon,
Orlikow,
Otto,
Pearson,
Pennell,
Peters,
Pickersgill,
Pilon,
Prittie,
Richard,
Rideout,
Rinfret,
Robichaud,
Rochon,
Rock,
Rouleau,
Roxburgh,
Ryan,
Sauvé,
Scott,
Stewart,
Tardif,
Teillet,
Tucker,
Turner,
Wahn,
Walker,
Webster,
Whelan,
Winch—118.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Alkenbrack,
Balcer,
Baldwin,
Baskin,
Beaulé,
Bélanger,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Bernier,
Bigg,
Bourbonnais,
Boutin,
Bradley,
Cadieu,
Cardiff,
Casselman (Mme),
Chaplin,
Chatterton,
Chown,
Churchill,
Clancy,
Coates,
Cook,
Cooper,
Côté,
Crouse,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dionne,
Doucett,
Dumont,
English,
Enns,
Fairclough (Mme),
Fairweather,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Victoria-Carleton),
Forbes,
Frenette,
Fulton,
Gagnon,
Grafftey,
Green,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Hamilton,
Hanbidge,
Harkness,
Hees,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (Jasper-Edson),

Horner (The Battlefords), Howe, Jones, Jorgenson, Kennedy, Kindt, Korchinski, Langlois, Laprise, Latulippe, Leboe, Legere, Lessard (Lac-Saint-Jean), Létourneau, Macdonald (Mme), MacEwan, MacLean (Queens), Macquarrie, MacRae, McBain, McCleave, McDonald (Hamilton-Sud), McGee, McGrath, McIntosh, McPhillips, Maltais, Mandziuk, Marcoux, Martineau, Millar, Monteith, Moore, More, Morris, Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria), Muir (Lisgar), Nasserden, Nesbitt, Nielsen, Noble, Nowlan, Nugent, O'Hurley, Olson, Ormiston, Ouellet, Pascoe, Patterson, Paul, Perron, Phillips, Pigeon, Plourde, Pugh, Rapp, Ricard, Robinson, Rondeau, Rowe, Roy, Rynard, Sams, Sévigny, Simpson, Skoreyko, Slogan, Smallwood, Smith (Calgary-Sud), Smith (Simcoe-Nord), Southam, Starr, Stefanson, Stenson, Thomas, Thompson, Valade, Vincent, Webb, Weichel, Winkler, Woolliams—140.

La proposition d'amendement à la motion principale, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Addison, Argue, Asselin, Badanai, Barnett, Batten, Béchard, Beer, Benidickson, Benson, Berger, Boucher, Boulanger, Bourque, Brewin, Brown, Burgess, Byrne, Cadieux, Cameron (High Park), Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles), Cantin, Cardin, Caron, Carter, Cashin, Chevrier, Clermont, Clunis, Cowan, Crestohl, Crossman, Davis, Denis, Deschatelets, Drouin, Drury, Dubé, Dupuis, Éthier, Eudes, Fisher, Forgie, Foy, Garland, Godin, Gordon, Granger, Gray, Habel, Haidasz, Hardie (Mme), Harley, Hellyer, Herridge, Honey, Howard, Kelly, Knowles, Lachance, Laing, LaMarsh (Mlle), Lamoureux, Laniel, Leduc, Legaré, Lessard (Saint-Henri), Lewis, Loiselle, Macdonald (Rosedale), MacEachen, MacInnis, Mackasey, Macnaughton, McIlraith, McLean (Charlotte), McMillan, McNulty, McWilliam, Martin (Essex-Est), Martin (Timmins), Mather, Matheson, Matte, Meunier, Mitchell, Munro, Nicholson, Nixon, Orlikow, Otto, Pearson, Pennell, Peters, Pickersgill, Pilon, Prittie, Richard, Rideout, Rinfret, Robichaud, Rochon, Rock, Rouleau, Roxburgh, Ryan, Sauvé, Scott, Stewart, Tardif, Teillet, Tucker, Turner, Wahn, Walker, Webster, Whelan, Winch—118.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Alkenbrack,
Balcer,
Baldwin,
Baskin,
Beaulé,
Bélanger,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Bernier,
Bigg,
Bourbonnais,
Boutin,
Bradley,
Cadieu,
Cardiff,
Casselman (Mme),
Chaplin,
Chatterton,
Chown,
Churchill,
Clancy,
Coates,
Cook,
Cooper,
Côté,
Crouse,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dionne,
Doucett,
Dumont,
English,
Enns,
Fairclough (Mme),
Fairweather,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Victoria-Carleton),
Forbes,
Frenette,
Fulton,
Gagnon,
Grafftey,
Green,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Hamilton,
Hanbidge,
Harkness,
Hees,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (Jasper-Edson),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Kindt,
Korchinski,
Langlois,
Laprise,
Latulippe,
Leboe,
Legere,
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Létourneau,
Macdonald (Mme),
MacEwan,
MacLean (Queens),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McIntosh,
McPhillips,
Maltais,
Mandziuk,
Marcoux,
Martineau,
Millar,
Monteith,
Moore,
More,
Morris,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nesbitt,
Nielsen,
Noble,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Olson,
Ormiston,
Ouellet,
Pascoe,
Patterson,
Paul,
Perron,
Phillips,
Pigeon,
Plourde,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Robinson,
Rondeau,
Rowe,
Roy,
Rynard,
Sams,
Sévigny,
Simpson,
Skoreyko,
Slogan,
Smallwood,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Stenson,
Thomas,
Thompson,
Valade,
Vincent,
Webb,
Weichel,
Winkler,
Woolliams—140.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission maritime canadienne pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 13 de la Loi sur la Commission maritime canadienne, chapitre 38, S.R.C., 1952.

Par M. Balcer,—Liste des baux de quais, jetées et brise-lames, pour l'année terminée le 31 décembre 1961, consentis en vertu des dispositions de la Loi sur les ports et jetées de l'État, conformément à l'article 18 de ladite loi, chapitre 135, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Balcer,—Arrêté en conseil C.P. 1962-1357, en date du 27 septembre 1962, retirant de la direction de la Compagnie des chemins de fer nationaux du

Canada une certaine parcelle de terrain appartenant aux chemins de fer de l'État, située dans le village de Parent (Québec), conformément à l'article 19(3) de la Loi sur les chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29, Statuts du Canada, 1955. (Texte anglais).

Par M. Bell, membre du conseil privé de la reine,—Rapport indiquant le nombre et le montant des prêts consentis aux immigrants en vertu de l'article 69(1) de la Loi sur l'immigration pendant l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 69(6) de ladite loi, chapitre 325, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Rapport de la Commission du Fonds de bienfaisance de l'armée pour l'année close le 31 mars 1962, conformément à l'article 13 de la Loi sur le Fonds de bienfaisance de l'armée, chapitre 10, S.R.C., 1952, ainsi que les comptes et états financiers de ladite Commission certifiés par l'auditeur général. (Version anglaise).

Par M. Churchill,—État financier relatif aux opérations découlant de la Loi sur l'assurance des anciens combattants pour l'année close le 31 mars 1962, conformément à l'article 20 de ladite loi, chapitre 279, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Churchill,—État financier relatif aux opérations de la Loi sur l'assurance des soldats de retour au pays pour l'année close le 31 mars 1962, conformément à l'article 17(2) de ladite loi, chapitre 54, Statuts du Canada, 1920, modifié en 1951. (Version anglaise).

Par M. Churchill,—État relatif aux engagements financiers conclus et aux dépenses faites sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 42 de ladite loi, chapitre 280, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

A dix heures onze minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 7

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 5 OCTOBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Accord conclu le 28 mai 1962 entre les gouvernements du Canada et de la province du Manitoba, en vue de l'aménagement du canal régulateur de crue de la région métropolitaine de Winnipeg, destiné à détourner les eaux de la rivière Rouge en amont de Winnipeg et à les acheminer en aval de cette ville, afin de régulariser la crue des eaux.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Chaplin, appuyé par M. Vincent: Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit;

M. MacEachen, appuyé par M. Cardin, propose l'amendement qui suit: Que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse:

«Nous faisons respectueusement observer à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence en omettant de soumettre aussitôt que

possible à cette Chambre une mesure approuvant la perception des impôts établis par un décret, dans le cadre du programme d'austérité, privent cette Chambre du droit exclusif que lui reconnaît la constitution d'approuver le prélèvement d'impôts additionnels et qui est à la base même de notre régime de gouvernement autonome responsable.»

Un débat s'élève et se poursuit, et ledit débat est interrompu.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. l'Orateur,—Rapport (en français et en anglais) du directeur général des élections, en date du 5 octobre 1962, conformément à l'article 58 de la Loi électorale du Canada, chapitre 39, Statuts du Canada, 1960.

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Arrêté en conseil C.P. 1962-1352, en date du 27 septembre 1962, approuvant les modifications apportées le 24 août 1962 au Tarif des honoraires que peuvent exiger les registraires, prévôts et hommes de loi, etc., en matière d'amirauté à la Cour de l'Échiquier du Canada, énoncé à l'Appendice II des Règles et ordonnances générales régissant la pratique et la procédure de la Cour de l'Échiquier du Canada dans des causes d'amirauté, conformément à l'article 31(4) de la Loi sur l'amirauté, chapitre 1, S.R.C., 1952. (Textes français et anglais).

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et anglais) des instruments diplomatiques suivants:

1) Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique autorisant ceux-ci à construire, à exploiter et à entretenir trois stations de pompes supplémentaires en territoire canadien près du pipe-line de Haines à Fairbanks; signé à Ottawa le 19 avril 1962; en vigueur le 19 avril 1962.

2) Modification de l'accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant les emplois civils de l'énergie atomique; signé à Washington le 25 mai 1962; en vigueur le 11 juillet 1962.

3) Échange de notes entre le gouvernement canadien et le gouvernement français concernant l'échange de renseignements scientifiques relatifs à la défense; signé à Paris le 25 mai 1962; en vigueur le 25 mai 1962.

4) Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique ayant pour objet de suspendre le péage au canal de Welland prévu par l'accord du 9 mars 1959 entre les deux pays; signé à Ottawa les 3 et 13 juillet 1962; en vigueur le 13 juillet 1962.

5) Échange de notes entre le gouvernement canadien et le gouvernement grec concernant l'échange de renseignements scientifiques relatifs à la défense; signé à Athènes les 17 et 18 juillet 1962; en vigueur le 18 août 1962.

6) Échange de notes entre le gouvernement canadien et le gouvernement norvégien élargissant la portée de l'accord d'entraînement aérien du 6 juillet 1960 entre les deux pays; fait à Oslo le 20 juillet 1962; en vigueur le 20 juillet 1962.

7) Échange de notes entre le Canada et le Mexique constituant un accord permettant aux stations radio d'amateurs des deux pays d'échanger des messages et autres communications avec des tiers; signé à Mexico le 30 juillet 1962; en vigueur le 29 août 1962.

8) Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Suède concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique; signé à Stockholm le 11 septembre 1962.

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) du Conseil national de la productivité aux ministres du Commerce et du Travail, y compris les états des finances du Conseil et le rapport de l'auditeur général à ce sujet, pour la période allant du 20 décembre 1960 au 31 mars 1962, conformément à l'article 19 de la Loi sur le Conseil national de la productivité, chapitre 4, Statuts du Canada, 1960-1961.

Par M. Hees, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du Bureau fédéral de la statistique pour l'année close le 31 mars 1962. (Version anglaise).

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à mardi prochain, à onze heures du matin, conformément à l'ordre adopté le mercredi 3 octobre 1962.

27510-7—5½

N° 8

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 9 OCTOBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. MacEachen, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-54, Loi modifiant la Loi sur les expropriations, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. MacEachen, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-55, Loi modifiant la Loi sur les mesures de guerre, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Chaplin, appuyé par M. Vincent: Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. MacEachen, appuyé par M. Cardin: Que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse:

«Nous faisons respectueusement observer à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence en omettant de soumettre aussitôt que possible à cette Chambre une mesure approuvant la perception des impôts établis par un décret, dans le cadre du programme d'austérité, privent cette Chambre du droit exclusif que lui reconnaît la constitution d'approuver le prélèvement d'impôts additionnels et qui est à la base même de notre régime de gouvernement autonome responsable.»

Le débat se poursuit; à 9 h. 30 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant la disposition du paragraphe (4) de l'article 38 du Règlement.

Ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Addison,
Argue,
Asselin,
Badanai,
Barnett,
Batten,
Béchard,
Beer,
Benidickson,
Benson,
Berger,
Boucher,
Boulanger,
Bourque,
Brewin,
Brown,
Burgess,
Byrne,
Cadieux,
Cameron (High Park),
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles),
Cantin,
Cardin,
Caron,
Carter,
Chevrier,
Clermont,
Clunis,
Cowan,
Crestohl,
Crossman,
Davis,
Denis,
Deschatelets,
Drouin,
Drury,
Dubé,
Dupuis,
Éthier,
Eudes,
Fisher,
Forgie,
Foy,
Garland,
Godin,
Gordon,
Granger,
Gray,
Habel,
Haidasz,
Hardie (Mme),
Harley,
Hellyer,
Herridge,
Honey,
Howard,
Kelly,
Knowles,
Lachance,
Laing,
LaMarsh (Mlle),
Lamoureux,
Laniel,
Leduc,
Legaré,
Lessard (Saint-Henri),
Lewis,
Loiselle,
Macdonald (Rosedale),
MacEachen,
MacInnis,
Mackasey,
Macnaughton,
McIlraith,
McLean (Charlotte),
McMillan,
McNulty,
McWilliam,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Mather,
Matheson,
Matte,
Mitchell,
Munro,
Nicholson,
Nixon,
Orlikow,
Otto,
Pearson,
Pennell,
Peters,
Pickersgill,
Pilon,
Prittie,
Richard,
Rideout,
Rinfret,
Robichaud,
Rochon,
Rock,
Rouleau,
Roxburgh,
Ryan,
Sauvé,
Scott,
Stewart,
Tardif,
Teillet,
Tucker,
Turner,
Wahn,
Walker,
Webster,
Whelan,
Winch—116.

CONTRE

Messieurs

Aiken
Alkenbrack,
Balcer,
Baldwin,
Baskin,
Beaulé,
Bélanger,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Bernier,
Bigg,
Bourbonnais,
Boutin,
Bradley,
Cadieu,
Caouette,
Casselman (Mme),
Chaplin,
Chown,
Churchill,
Clancy,
Coates,
Cook,
Cooper,
Côté,
Crouse,

Diefenbaker,
Dinsdale,
Dionne,
Doucett,
English,
Enns,
Fairclough (Mme),
Fairweather,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Victoria-Carleton),
Forbes,
Frenette,
Fulton,
Gagnon,
Gauthier,
Grafftey,
Green,
Grégoire,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Hamilton,
Hanbidge,
Harkness,
Hees,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (Jasper Edson),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Kindt,
Korchinski,
Langlois,
Laprise,
Leboe,
Legere,
Létourneau,
Macdonald (Mme),
MacEwan,
MacLean (Queens),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McIntosh,
McPhillips,
Maltais,
Mandziuk,
Marcoux,
Martineau,
Millar,
Monteith,
Moore,
More,
Morris,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nesbitt,
Nielsen,
Noble,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Olson,
Ormiston,
Ouellet,
Pascoe,
Patterson,
Paul,
Perron,
Phillips,
Pigeon,
Plourde,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Robinson,
Rondeau,
Rowe,
Roy,
Rynard,
Sams,
Sévigny,
Simpson,
Skoreyko,
Slogan,
Smallwood,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Stenson,
Thomas,
Thompson,
Valade,
Vincent,
Webb,
Weichel,
Winkler—137.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Flemming (Victoria-Carleton), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère du Revenu national contenant des relevés relatifs aux recettes des douanes et de l'accise et à d'autres services, par bureaux principaux, et à l'accise et aux impôts sur le revenu du Canada, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 5 de la Loi sur le ministère du Revenu national, chapitre 75, S.R.C., 1952.

Par M. Flemming (Victoria-Carleton),—Rapport de la Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 10 de la Loi sur la conservation des forêts des Rocheuses orientales, chapitre 59, Statuts du Canada, 1947. (Version anglaise).

Par M. Harkness, membre du conseil privé de la reine,—Rapport actuariel sur la situation du Compte de pension de retraite des forces canadiennes (*autrefois Compte de pension des services permanents*) au Fonds du revenu consolidé pour la période de cinq ans terminée le 31 décembre 1960, conformément à l'article 25 de la Loi sur la pension de retraite des forces canadiennes, chapitre 21, Statuts du Canada, 1959. (Version anglaise).

Par M. Martineau, membre du conseil privé de la reine,—Rapport concernant les opérations découlant de la Loi sur l'aide à la production du charbon pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 9 de ladite loi, chapitre 173, S.R.C., 1952, modifié en 1959. (Version anglaise).

Par M. Martineau, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport concernant l'application de la Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 10 de ladite loi, chapitre 95, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 9

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 10 OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer que les honorables sénateurs Aseltine, Cameron, Davies, Fergusson, Fournier (De Lanaudière), Gladstone, Gouin, Haig, Irvine, Lambert, Macdonald (Cap-Breton), MacDonald (Queens), O'Leary (Antigonish-Guysborough), Pouliot, Reid et Vien ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration de la bibliothèque du Parlement pour ce qui concerne les intérêts du Sénat et pour représenter le Sénat au comité mixte des deux Chambres à l'égard de ladite bibliothèque.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer que les honorables sénateurs Beaubien (Bedford), Blais, Bouffard, Bradley, Choquette, Comeau, Davies, Grosart, Isnor, McGrand, Pearson, Reid, Savoie, Smith (Kamloops), Stambaugh, Thorvaldson, Turgeon, Welch et Wood ont été constitués en un comité chargé de la surveillance des travaux d'impression du Sénat au cours de la présente session et pour représenter le Sénat au comité mixte des deux Chambres à l'égard des travaux d'impression du Parlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer que l'honorable Président et les honorables sénateurs Beaubien (Provencher), Fergusson, Inman, Macdonald (Cap-Breton), McLean et Reid ont été constitués en un comité chargé de diriger la gestion du Restaurant du Parlement pour ce qui concerne les intérêts du Sénat et pour représenter le Sénat au comité mixte des deux Chambres à l'égard dudit Restaurant.

27510-7—6

M. Valade, appuyé par M. McDonald (Hamilton-Sud), présente avec la permission de la Chambre, le Bill C-56, Loi modifiant le Code criminel (Loteries provinciales), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Chaplin, appuyé par M. Vincent: Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) du Conseil des Arts du Canada, y compris le rapport de l'auditeur général concernant les relevés financiers du Conseil, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 23 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada, chapitre 3, Statuts du Canada, 1957.

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et anglais) de la Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 21(1) de la Loi sur le contrôle de l'énergie atomique, chapitre 11, S.R.C., 1952.

Par M. Churchill,—Rapport de l'*Atomic Energy of Canada Limited,* ainsi que les comptes et états financiers de ladite société, certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément aux articles 85(3) et 87(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission du Tarif, présenté le 13 avril 1962, sur l'enquête demandée par le ministre des Finances au sujet des articles de table et de la verrerie destinés à être décorés—renvoi n° 129; et exemplaire du compte rendu des audiences publiques tenues au cours de l'enquête, conformément à l'article 6 de la Loi sur la Commission du tarif, chapitre 261, S.R.C., 1952.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 10

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 11 OCTOBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

Huit pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Scott, appuyé par M. Brewin, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-57, Loi modifiant le Code criminel (Peine capitale), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Balcer, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-58, Loi modifiant la Loi sur le transport aérien, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Balcer, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-59, Loi ayant pour objet d'approuver une Convention intervenue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la province d'Ontario relativement aux ports publics, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Hees, appuyé par M. Monteith, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation afin de porter de deux cents

millions de dollars à quatre cents millions de dollars la limite de la responsabilité de la Société d'assurance des crédits à l'exportation aux termes des contrats d'assurance conclus sous le régime de l'article 21 de la loi, et de pourvoir, en outre, à certains changements dans l'application de la loi.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Balcer, appuyé par M. Monteith, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur l'aéronautique aux fins suivantes: autoriser le ministre des Transports à établir des commissions chargées de faire enquête sur les accidents d'aéronefs, accorder à ces commissions les pouvoirs nécessaires pour s'acquitter de leurs fonctions, pourvoir aux dépenses des témoins qui comparaissent devant elles, et décréter, en outre, certains changements dans l'application de la loi.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Chaplin, appuyé par M. Vincent: Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le major-général George-P. Vanier, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, à qui ont été décernées la Croix Militaire et la décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit; à 9 h. 45 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant la disposition du paragraphe (5) de l'article 38 du Règlement.

Ladite motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,	Bigg,	Clancy,	Enns,
Alkenbrack,	Bourbonnais,	Coates,	Fairclough (Mme),
Balcer,	Boutin,	Cook,	Fairweather,
Baldwin,	Bradley,	Cooper,	Fane,
Baskin,	Cadieu,	Côté,	Fleming (Eglinton),
Beaulé,	Caouette,	Crouse,	Fleming (Okanagan-
Bélanger,	Cardiff,	Diefenbaker,	Revelstoke),
Bell (Carleton),	Casselman (Mme),	Dinsdale,	Flemming (Victoria-
Bell (Saint-Jean-	Chaplin,	Dionne,	Carleton),
Albert),	Chatterton,	Doucett,	Forbes,
Belzile,	Chown,	Dumont,	Frenette,
Bernier,	Churchill,	English,	Gagnon,

Gauthier,
Grafftey,
Green,
Grégoire,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Hamilton,
Hanbidge,
Harkness,
Hees,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (The Battlefords)
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Kindt,
Langlois,
Laprise,
Latulippe,
Leboe,
Legere,
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Létourneau,
Macdonald (Mme),
MacEwan,
MacLean (Queens),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McIntosh,
McPhillips,
Maltais,
Mandziuk,
Marcoux,
Martineau,
Millar,
Monteith,
Moore,
More,
Morris,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria)
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nesbitt,
Nielsen,
Noble,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Ormiston,
Ouellet,
Pascoe,
Patterson,
Paul,
Perron,
Phillips,
Pigeon,
Plourde,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Robinson,
Rondeau,
Rowe,
Roy,
Sams,
Sévigny,
Simpson,
Skoreyko,
Slogan,
Smallwood,
Smith (Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Stenson,
Thomas,
Thompson,
Valade,
Vincent,
Webb,
Weichel,
Winkler—136.

CONTRE

Messieurs

Addison,
Argue,
Asselin,
Badanai,
Barnett,
Batten,
Béchard,
Beer,
Benidickson,
Benson,
Berger,
Boucher,
Boulanger,
Bourque,
Brewin,
Burgess,
Byrne,
Cadieux,
Cameron (High Park),
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles),
Cantin,
Cardin,
Caron,
Carter,
Chevrier,
Clermont,
Clunis,
Cowan,
Crestohl,
Crossman,
Davis,
Denis,
Drouin,
Drury,
Dubé,
Dupuis,
Éthier,
Eudes,
Fisher,
Forgie,
Foy,
Garland,
Godin,
Gordon,
Granger,
Gray,
Habel,
Haidasz,
Hardie (Mme),
Harley,
Hellyer,
Herridge,
Honey,
Howard,
Knowles,
Lachance,
Laing,
LaMarsh (Mlle),
Lamoureux,
Laniel,
Legaré,
Lessard (Saint-Henri),
Loiselle,
Macdonald (Rosedale),
MacEachen,
MacInnis,
Mackasey,
McIlraith,
McLean (Charlotte),
McMillan,
McNulty,
McWilliam,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Mather,
Matheson,
Matte,
Mitchell,
Munro,
Nicholson,
Orlikow,
Otto,
Pearson,
Pennell,
Peters,
Pickersgill,
Pilon,
Prittie,
Richard,
Rideout,
Rinfret,
Robichaud,
Rochon,
Rock,
Rouleau,
Roxburgh,
Ryan,
Sauvé,
Scott,
Stewart,
Tardif,
Teillet,
Tucker,
Turner,
Wahn,
Walker,
Webster,
Whelan—108.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, il est ordonné que ladite Adresse soit grossoyée et présentée à Son Excellence le Gouverneur général par les membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil privé.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Nowlan, il est résolu,—Que cette Chambre se formera en comité, dans sa prochaine séance, pour examiner les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Nowlan, il est résolu,—Que cette Chambre se formera en comité, dans sa prochaine séance, pour examiner les voies et moyens d'obtenir les subsides à accorder à Sa Majesté.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Relevé des recettes de quayage et relevé des droits de mouillage pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 14 de la Loi sur les ports et jetées de l'État, chapitre 135, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Hamilton (Qu'Appelle), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministre de l'Agriculture du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 6 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, chapitre 66, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

A dix heures dix-huit minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(2) du Règlement.

N° 11

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 12 OCTOBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, il est résolu,—Qu'un comité spécial soit institué aux fins de dresser et présenter avec toute la diligence possible une liste des députés qui doivent composer les comités permanents de la Chambre, ledit comité se composant de Messieurs Churchill, Habel, Knowles, Marcoux, Pickersgill et Ricard, et que l'application des dispositions du paragraphe (1) de l'article 65 du Règlement concernant le nombre des députés du comité soit suspendue.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Communiqué publié le 29 août 1962 par les délégués des gouvernements des États-Unis et du Canada, à la suite des discussions de deux jours tenues à Ottawa sur les problèmes présents et futurs de l'industrie du bois tendre de construction en Amérique du Nord. (Textes français et anglais).

Avec l'assentiment unanime, M. Cardin, au nom de M. Deschatelets, appuyé par M. Habel, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-60, Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles, appuyé par M. Howard, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-61, Loi modifiant la Loi sur les vacances annuelles, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Howard, appuyé par M. Martin (Timmins), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-62, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Votes d'électeurs absents), qui est lu pour la première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation afin de porter de deux cents millions de dollars à quatre cents millions de dollars la limite de la responsabilité de la Société d'assurance des crédits à l'exportation aux termes des contrats d'assurance conclus sous le régime de l'article 21 de la loi, et de pourvoir, en outre, à certains changements dans l'application de la loi.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Hees, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-63, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills publics*)

Les ordres n°s 1 et 2 sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-9, Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1960) en ce qui concerne le rajustement de la représentation à la Chambre des communes;

M. Fisher, appuyé par M. Peters, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* du 10 octobre 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952.

Par M. Hamilton, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) concernant les conventions conclues sous le régime de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 7 de ladite loi, chapitre 5, S.R.C., 1952.

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) des dépenses et de l'administration relatives à la Loi sur les allocations familiales pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 14 de ladite loi, chapitre 109, S.R.C., 1952.

Par M. Monteith,—Rapport (en français et en anglais) des dépenses et de l'administration relatives à la Loi sur la sécurité de la vieillesse pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 12 de ladite loi, chapitre 200, S.R.C., 1952.

Premier rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants dont les noms suivent, déposées le 11 octobre, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement.

Wasyl Kushnir et dix-sept autres personnes, de Winnipeg (Manitoba), aux fins d'une loi constituant en société *Ukrainian Canadian Foundation of Taras Shevchenko.—M. Mandziuk.*

John Getgood et trois autres personnes, de Calgary (Alberta), et Charles F. Scott, d'Ottawa (Ontario), aux fins d'une loi constituant en société *Pacific Transmission Company.—M. Smith (Calgary-Sud).*

The North American General Insurance Company aux fins d'une loi les autorisant à exercer leur commerce sous le nom, en anglais, de *The North American General Insurance Company* et, en français, sous le nom de «La Nord Américaine, Compagnie d'Assurances Générales».—*M. Turner.*

William E. Drayton, de Montréal (Québec), et deux autres personnes aux fins d'une loi constituant en société *The Christian Brothers of Ireland in Canada.—M. Morris.*

Canadian Pacific Railway Company aux fins d'une loi autorisant la construction d'une ligne de chemin de fer sur une distance de 15.5 milles dans le voisinage de Bredenbury (Saskatchewan).—*M. Ormiston.*

Le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada et l'Exécutif du conseil d'administration de l'Église presbytérienne au Canada aux fins d'une loi tendant à modifier la loi constituant en société le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada.—*M. McIlraith.*

John Cameron Turnbull, de Toronto (Ontario), et deux autres personnes aux fins d'une loi constituant en société *The Pharmacy Examining Board of Canada.—M. Mitchell.*

Deuxième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition de la requérante ci-après mentionnée, déposée le 11 octobre, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

The Eastern Trust Company aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à exercer son commerce sous le nom, en anglais, de *The Eastern Trust Company* et, en français, sous le nom de «Le Trust de l'Est Canadien».—*M. Morris.*

A six heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 12

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 15 OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Deux cent vingt pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Hamilton, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Libellé (en français et en anglais) de la Convention générale entre le gouvernement du Canada et les gouvernements des provinces en vertu de la Loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles, approuvée par le décret du conseil C.P. 1962-1291 en date du 14 septembre 1962.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 2 par M. Knowles—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Certains ministères du gouvernement fédéral procèdent-ils à des enquêtes ou à des études sur les effets de la pulvérisation insecticide sur les animaux, les poissons et les oiseaux? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces ministères?

2. Quelles ont été les conclusions de ces enquêtes et de ces études et peut-on obtenir les rapports ou documents où elles figurent?

3. Quels sont les pouvoirs du gouvernement relativement au contrôle ou à la réglementation de la pulvérisation insecticide, de quelle façon et dans quelle mesure use-t-il de ces pouvoirs?

Question n° 3 par M. Herridge—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont le nom, le traitement annuel et les remboursements de frais du surintendant et du personnel administratif du parc national de Revelstoke, en ce qui a trait à l'année financière 1960-1961?

2. A-t-on construit des logements à l'intention du surintendant et du personnel administratif? Dans le cas de l'affirmative, *a*) combien, *b*) quelle en est la dimension moyenne de l'aire, *c*) quel en est le coût moyen par pied carré, *d*) quel a été le coût de terrassement de chacun, *e*) quelle a été, pour l'année financière 1960-1961, la somme dépensée pour chacun aux titres suivants: (i) huile, (ii) charbon, (iii) bois, (iv) gaz,(v) électricité et eau? (*Dans la réponse aux parties b) à e), donner la répartition relative 1) au surintendant, 2) au personnel administratif.*)

3. Quelles sont les dimensions des carreaux de pavage utilisés entre la maison du surintendant et la rue, et quel était le coût de chaque carreau?

4. Quel était le nombre de voitures particulières et autres à l'usage du surintendant et du personnel au parc de Revelstoke durant l'année financière 1960-1961?

5. Quel a été le coût d'exploitation de chaque voiture durant ladite année?

6. Quel était le règlement concernant l'usage des voitures par le personnel en dehors des heures de service, durant la même période?

7. Durant la même année financière, quel était l'outillage destiné à la voirie et d'autres fins, utilisé dans le parc de Revelstoke?

8. Durant l'année financière 1960-1961, quelles sommes a-t-on dépensées pour la réparation et le carburant de l'outillage?

9. Durant l'année financière 1960-1961, des employés du parc ont-ils participé à des entreprises exécutées à forfait?

Question n° 9 par M. Herridge—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: A-t-on reçu des demandes de la part du gouvernement de la Jamaïque en vue d'une augmentation des investissements canadiens? Dans le cas de l'affirmative, quelle a été la teneur de la réponse et quel encouragement, s'il en est, le gouvernement fédéral a-t-il offert aux particuliers intéressés?

*Question n° 11 par M. Herridge—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: A-t-on tenu un exercice, présumément de défense aérienne, le 3 septembre 1962, jour de la fête du Travail? Dans le cas de l'affirmative, *a*) pour quelle raison a-t-on choisi cette date, *b*) a-t-on reçu des plaintes au sujet de ce choix ou de l'exercice même et, dans le cas de l'affirmative, (i) de la part de qui, (ii) quelle en était la nature, (iii) quelle était la teneur des réponses du gouvernement; *c*) quelle était la puissance d'attaque de l'exercice relativement à ce qui suit: (i) bombardiers, réels ou simulés, (ii) engins balistiques intercontinentaux simulés, (iii) engins simulés lancés de sous-marins; *d*) combien de ces bombes ou engins simulés sont censés (i) avoir atteint la cible, (ii) ne l'avoir pas atteinte, (iii) avoir été détruits sans causer de dégâts sur le continent nord-américain?

Question n° 15 par M. Knowles—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Des membres du ministère sont-ils administrateurs de sociétés, de compagnies, etc.? Dans le cas de l'affirmative, quels sont-ils, de quelles sociétés ou compagnies sont-ils administrateurs et à quelle date ces ministres ont-ils été nommés administrateurs?

2. Des membres du Cabinet ont-ils résigné leurs fonctions d'administrateurs depuis qu'ils ont été assermentés comme membres du Conseil privé? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces ministres, quelles sont les dates en cause et quelles sont les sociétés ou compagnies visées?

Question n° 17 par M. Macnaughton—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle somme globale dépense-t-on en salaires pour tous les employés d'hôpitaux au Canada *a*) dans les hôpitaux généraux, *b*) dans les hôpitaux psychiatriques?

2. Quel est le nombre total des employés d'hôpitaux au Canada *a*) dans les hôpitaux généraux, *b*) dans les hôpitaux psychiatriques?

3. Quel est, par lit, le nombre des employés d'hôpitaux au Canada *a*) dans les hôpitaux généraux, *b*) dans les hôpitaux psychiatriques?

4. Quelle somme estimative a-t-on dépensée en 1959, 1960 et 1961, pour la construction *a*) d'hôpitaux généraux, *b*) d'hôpitaux psychiatriques, et quelle a été la contribution du gouvernement fédéral?

5. Quelle comparaison peut-on établir entre le salaire horaire moyen des employés ordinaires des hôpitaux et celui des employés de l'industrie du transport, des industries primaires et secondaires?

6. Quel est le salaire versé, dans les hôpitaux de l'État, aux personnes suivantes: *a*) infirmières, *b*) travailleurs sociaux, *c*) psychologues, *d*) aides-infirmières, *e*) nettoyeurs, *f*) préposés à la cuisine, comparativement à celui que l'on verse dans les hôpitaux locaux?

*Question n° 20 par M. MacInnis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Le gouvernement fédéral du Canada a-t-il offert une aide financière quelconque à la société *Hawker-Siddley of Canada Limited,* ou à l'une de ses succursales ou filiales, aux fins de permettre à la société de continuer l'exploitation de la houillère n° 16, à New Waterford, et dans ce cas, quel était le montant de l'aide offerte par le gouvernement à cette société?

*Question n° 21 par M. MacInnis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Des représentants de la société *Hawker-Siddley of Canada Limited,* ou des représentants de quelque succursale ou filiale de cette société, ont-ils demandé au gouvernement du Canada de l'aide financière aux fins de prévenir la fermeture récente de la houillère n° 16, à New Waterford, et dans un tel cas, quel est le montant d'aide demandé au gouvernement fédéral par cette société?

*Question n° 27 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis le 19 avril 1962, le ministre des Transports ou tout autre ministre ont-ils fait des déclarations publiques concernant la fusion ou le fonctionnement en commun d'Air-Canada et des Lignes aériennes du Pacifique-Canadien et, dans le cas de l'affirmative, à quelle date, à quel endroit et quel était l'objet de leurs déclarations?

Question n° 37 par M. Knowles—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 18 janvier 1962, combien de projets de construction le gouvernement fédéral, l'un de ses ministères ou organismes ont-ils *a*) annulés ou *b*) remis?

2. A quel endroit devait-on exécuter chaque projet de construction et quel en était le coût estimatif?

3. Donnera-t-on suite à certains des projets de construction annulés ou remis depuis le 18 juin 1962? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces projets, leur emplacement et leur coût estimatif?

*Question n° 51 par M. Chevrier—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de navires hauturiers, battant pavillon britannique, appartiennent encore à des entreprises canadiennes?

2. Considère-t-on ces navires comme les instruments d'une participation canadienne à des mesures concernant la navigation maritime que les alliés prendraient en cas d'urgence?

3. Combien de ces navires ont effectué des opérations commerciales entre des ports de l'Union soviétique et de Cuba?

4. Les propriétaires de ces navires ou les entreprises à qui ils appartiennent versent-ils l'impôt sur le revenu au Trésor fédéral?

*Question n° 63 par M. Rinfret—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. La Cité de Montréal, la Société Radio-Canada et la Société centrale d'hypothèques et de logement ont-elles accepté le plan de construction des immeubles de la Société Radio-Canada à Montréal, dans le quadrilatère des rues Papineau, Dorchester, Craig et Amherst?

2. Ce plan a-t-il été soumis au gouvernement et à quelle date?

3. Les propriétaires, les locataires, les marchands et les industriels de ce secteur seront-ils bientôt informés de la décision du gouvernement en regard de ce projet?

4. Quelle période de temps sera donnée aux résidents de ce secteur pour l'évacuation des lieux?

*Question n° 69 par M. MacEachen—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on autorisé un relèvement de salaire pour les employés du parc national de Cape Breton Highlands et du parc national de Louisbourg?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles étaient *a*) la nouvelle échelle de traitement, *b*) l'ancienne échelle de traitement, de chaque catégorie pour laquelle on a autorisé un tel relèvement?

3. Qu'est-ce qui explique la différence de salaire, s'il y a lieu, entre les employés des deux parcs?

M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 71 par M. McMillan—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelles sommes globales la trésorerie fédérale a-t-elle dépensées pour le festival de la ville de Dawson, compte tenu *a*) des subventions accordées au festival, *b*) du coût de reconstruction et de rénovation de tous les immeubles, tels que la morgue, deux anciens cabarets et le *Palace Grand* d'Arizona Charlie, *c*) de toutes autres dépenses de l'État connexes, y compris le coût des cérémonies d'inauguration, etc.?

2. Les gouvernements des Territoires du Nord-Ouest et du Territoire du Yukon ont-ils participé financièrement à la préparation et à la tenue de ce festival? Dans le cas de l'affirmative, quel est le montant de leur contribution?

Il est fait appel de la Question n° 73 ci-après, inscrite au nom de M. Caouette:

1. Quelles ont été les recettes de Radio-Canada en 1961-1962?

2. Combien a coûté au pays Radio-Canada, en 1961-1962?

3. Quelles mesures la Société adopte-t-elle en vue de faire disparaître les socialistes et les socialisants qui sont à la direction de la radio et de la télévision d'État?

4. De qui relève la direction du réseau d'État?

5. Qui est le président ou gouverneur de Radio-Canada? Quel est son traitement annuel?

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: A propos de cette question, le 4 octobre, l'honorable représentant de Port-Arthur (M. Fisher) a voulu savoir si elle était conçue en des termes convenables. Nous n'avons pas à revenir sur ce qui s'est dit ce jour-là,

sauf pour rappeler que j'avais décidé d'attendre avant de me prononcer sur la validité de l'assertion, mise en doute par l'honorable représentant de Port-Arthur, et sur le moyen à prendre pour faire disparaître la question du *Feuilleton,* au cas où elle était jugée offensante ou inconvenante, parce que je ne croyais pas alors qu'il appartenait à l'Orateur de donner ordre qu'une question demeure inscrite au *Feuilleton* ou en soit retirée.

Il semblerait que l'honorable représentant de Port-Arthur en a appelé au Règlement à deux titres: en premier lieu, du fait que la troisième partie de la question constituait l'affirmation d'un fait présumé ou d'une opinion; en second lieu, du fait que l'assertion pouvait aller à l'encontre des usages, des traditions et des convenances établis à la Chambre. Il suffirait de jeter un simple coup d'œil au *Feuilleton* pour se rendre compte que bien des questions y comportent des affirmations de fait implicites ou explicites. Le paragraphe 1 de l'article 39 du Règlement énonce clairement qu'on peut utiliser des faits dans toute question. Il peut y avoir doute quant à toute objection relative à l'exposé d'un prétendu fait. Cependant, vient ensuite la question d'opinion, et ici la distinction est très subtile. De toute façon, s'il s'agit d'une opinion et, par conséquent, que ce soit contraire au Règlement de la Chambre, on comprendra facilement, je crois—et d'ailleurs c'est la coutume—qu'une question peut être remaniée dans ses détails ou dans son ensemble, si c'est nécessaire, de manière à respecter le Règlement; par conséquent, il n'y a pas lieu de supprimer la question du *Feuilleton* pour cette raison.

Mais, à mon avis, un point beaucoup plus fondamental est ici en cause. Il s'agit de la deuxième objection de l'honorable député, quant à savoir si cette question va à l'encontre des convenances ou des traditions de la Chambre, étant donné qu'elle porte sur une affaire de conviction politique, de principes ou encore sur la philosophie d'un serviteur de l'État. Il semble qu'aucune autorité, à savoir ni Bourinot, ni Beauchesne, ni May, ne traite expressément d'une question de ce genre, et les recherches attentives que j'ai faites moi-même ainsi que mes auxiliaires, ne nous ont pas permis de trouver de décision bien tranchée qu'aurait rendue un orateur précédent à ce propos. Mais, en l'absence de tout précédent connu, et vu que les convictions politiques d'une personne, ou sa philosophie, sont une affaire privée qui d'ordinaire échappe à la responsabilité administrative du gouvernement ou de toute société ou de tout organisme de l'État, c'est dire que de telles convictions politiques, de tels principes, ou une telle philosophie, ne sont d'aucun intérêt pour le public et ne sont pas censés être connus officiellement, à moins que la personne en question ne participe activement et publiquement à un organisme politique. Dans ce cas-là, je suis d'avis que le fond de la 3e partie de la question n° 73 s'écarte des usages et traditions de la Chambre.

J'invite les honorables députés à se reporter à la page 313 de la quatrième édition de Bourinot, où l'on peut lire ce qui suit: «Si une irrégularité échappe à l'attention des greffiers, l'Orateur doit la signaler avant l'appel de la question, et, en général, le député est ensuite autorisé à poser sa question après en avoir supprimé tous termes auxquels on pourrait s'opposer.»

Le commentaire 172 de la quatrième édition de Beauchesne s'applique également dans ce cas, mais je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'en donner lecture à cette étape-ci.

Je puis soulever ce point plus tard aujourd'hui, quand la Chambre sera saisie d'autres questions. Je décide que le paragraphe 3 de la question 73 doit être biffé, et que l'honorable ministre peut répondre au reste de la question, s'il le juge à propos.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

*Question n° 77 par M. Prittie—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement fédéral verse-t-il, directement ou indirectement, des sommes pour des recherches sur les causes de l'alcoolisme et les moyens d'y porter remède?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels organismes touchent ces sommes et quels montants a-t-on affectés à cette fin, en 1960, 1961 et 1962?

Question n° 78 par M. Mather—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis le 17 juin 1962, combien de projets de construction ont été *a*) annulés, *b*) remis, dans les régions suivantes de la circonscription électorale de New-Westminster: les municipalités de Langley, Surrey et Delta, et les villes de New-Westminster, de Langley et de White-Rock, et quel est le coût estimatif des projets *a*) annulés, *b*) remis?

*Question n° 90 par M. Knowles—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de candidats défaits aux élections fédérales du 18 juin 1962 le gouvernement fédéral a-t-il subséquemment nommés à des postes comportant une rémunération?

2. Quels sont les noms de toutes ces personnes?

3. Quels postes occupent-elles et quel est leur traitement?

*Question n° 108 par M. Herridge—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant l'été de 1962, a-t-on tenu à Ottawa une réunion en vue d'étudier la question de l'élimination des déchets radioactifs, y compris leur déversement dans l'océan? Dans le cas de l'affirmative, quelles ont été les conclusions de la réunion?

2. Le gouvernement a-t-il étudié le rapport déposé par un groupe spécial nommé par l'Agence internationale de l'énergie atomique touchant l'élimination des déchets radioactifs?

3. Le gouvernement sait-il si, durant 1960 ou jusqu'à ce jour, on a jeté des déchets radioactifs dans un secteur situé à quelque 150 ou 200 milles au sud de Yarmouth? Dans le cas de l'affirmative, l'*Atomic Energy Commission* des États-Unis juge-t-elle encore cette zone comme un lieu propice à l'évacuation des déchets atomiques?

4. Le gouvernement est-il au courant de l'opinion officielle de la Grande-Bretagne, de la France et de l'URSS au sujet du déversement des déchets radioactifs dans l'océan? Dans le cas de l'affirmative, quelle est-elle?

*Question n° 114 par M. Cook—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Où en sont les pourparlers visant à accorder aux bûcherons canadiens travaillant dans l'État du Maine des prestations d'assurance-chômage, lorsqu'ils sont sans emploi?

M. Hales, secrétaire parlementaire du ministre du Travail, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 120 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes de renseignements ou d'assistance de la part du comité des forces armées du Sénat des États-Unis ou de l'un de ses sous-comités, au sujet de l'activité de M. George M. Humphrey dans l'industrie houillère et métallurgique ou au sujet de toutes sociétés faisant des affaires au Canada et dont M. Humphrey fait partie à titre de dirigeant ou d'administrateur?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelle est la teneur de sa réponse?

Question n° 123 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelles mesures, s'il en est, le gouvernement a-t-il prises en vue de constituer, dans les diverses armes des forces militaires canadiennes, une équipe exercée et outillée pour combattre les incendies de forêt au pays?

2. Pour qu'intervienne cette équipe, quelles sont, brièvement les conditions requises en matière de demande d'intervention et de gravité de la situation?

3. Quel régime de participation financière ou de paiements a-t-on institué en vue de défrayer les dépenses d'une telle équipe employée dans une province?

*Question n° 132 par M. Côté—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quel est le montant d'argent emprunté par le gouvernement canadien depuis le 18 juin 1962, en tenant compte des billets du Trésor, des émissions d'obligations, des emprunts aux banques commerciales et à l'étranger, en indiquant le taux d'intérêt moyen?

M. Grafftey, secrétaire parlementaire du ministre des Finances, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 136 par M. Pennell—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quel a été le coût global d'entreposage de l'huile de beurre et (ou) du beurre durant les années ci-après: *a*) 1958, *b*) 1959, *c*) 1960, *d*) 1961, *e*) 1962?

Question n° 148 par M. Barnett—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le Canada accorde-t-il une aide économique aux pays de l'Amérique du Sud, soit directement, soit indirectement par l'entremise d'organismes des Nations Unies ou autrement?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quels pays, pour quels montants et pour quelles périodes de temps?

3. Par l'entremise de quels ministères du gouvernement fédéral une telle aide est-elle fournie?

4. Si l'aide est fournie indirectement, par l'entremise des Nations Unies ou autrement, quels sont ces organismes, à quels pays est-elle destinée et quel en est le montant?

5. Si l'aide est fournie pour des entreprises particulières, quelles sont ces entreprises et quels sont les pays intéressés?

*Question n° 156 par M. Laprise—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. En 1959, le ministère de la Défense nationale a-t-il acquitté tous les frais de pavage de la route et d'aménagement de l'égout d'un mille dans les rues Principale et Saint-André de la municipalité de Parent, dont le contrat avait été adjugé à Paquin Construction Compagnie Limitée, de Val d'Or (P.Q.)?

2. Sinon, quel pourcentage des frais le ministère a-t-il acquitté, et qui devait verser le solde?

3. Un résident de Parent a-t-il réclamé du ministère des sommes pour des dommages causés par l'aménagement de l'égout?

M. Sévigny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 162 par M. Lewis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A quelle date et à quel titre M. A. S. Whiteley a-t-il été admis au service civil pour la première fois, et quels postes a-t-il occupés depuis cette date jusqu'à sa nomination à la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, en tenant compte notamment de ses services avec la Commission d'enquête sur

les écarts de prix, la Commission royale d'enquête sur l'industrie textile, la Commission d'enquête sur les coalitions et la Commission des prix et du commerce en temps de guerre?

2. M. A. S. Whiteley a-t-il représenté le Canada à des conférences internationales ou à d'autres assemblées, et plus précisément au sujet de pratiques restrictives des affaires ou du commerce? Dans le cas de l'affirmative, à quelles conférences ou assemblées, et à quelles dates ont eu lieu celles-ci?

M. Bell (Saint-Jean-Albert), secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 163 par M. Addison—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Le gouvernement ou certains de ses fonctionnaires ont-ils entamé des pourparlers avec le gouvernement des États-Unis au sujet des conséquences éventuelles sur le commerce canadien de la loi américaine concernant l'expansion commerciale? Dans le cas de l'affirmative, quels fonctionnaires canadiens ont participé à ces pourparlers et à quelles dates ceux-ci ont-ils eu lieu?

Question n° 174 par M. Mather—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Relativement à l'importation en Colombie-Britannique de fruits et de légumes en provenance des États-Unis, quelle quantité, en millions de livres, des produits suivants a-t-on importée au cours de 1961 et en 1962 jusqu'à ce jour: *a*) pommes, *b*) pêches, *c*) tomates, *d*) fraises, *e*) carottes, *f*) oignons, *g*) pommes de terre, *h*) tomates (en conserve)?

2. Durant les dix dernières années, combien d'industries de transformation et de mise en conserve dans la région d'Okanagan, en Colombie-Britannique, ont été achetées par des sociétés des États-Unis et fermées?

Question n° 175 par M. Cantin—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant l'année-récolte 1960-1961, quelles quantités *a*) de blé, *b*) d'avoine, *c*) d'orge, *d*) de seigle, *e*) de lin, *f*) quelle quantité globale de céréales, a-t-on exportées par chacun des ports ci-après: Vancouver-New-Westminster, Victoria, Prince-Rupert, Churchill, Fort-William-Port-Arthur, Toronto, Kingston, Montréal, Sorel, Trois-Rivières, Québec, Baie-Comeau, Saint John, West Saint John et Halifax?

2. Quelles quantités des céréales susdites a-t-on livrées pour la consommation domestique, durant chacune des onze années-récolte allant de 1950-1951 à 1960-1961 inclusivement, *a*) dans chacun des ports susmentionnés, *b*) dans chacun des autres endroits du pays non mentionnés ci-dessus?

Question n° 204 par M. McWilliam—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis le 1er juin 1962, des employés des divers ministères du gouvernement et des sociétés de la Couronne ont-ils été mis à pied temporairement ou congédiés? Dans le cas de l'affirmative, quel en est le nombre dans chaque ministère et société de la Couronne?

*Question n° 218 par M. Pickersgill—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on décidé avant le 18 juin 1962 de réduire les prévisions régulières de dépenses pour l'année financière 1962-1963, déposées à la Chambre lors de la dernière législature? Dans le cas de l'affirmative, à quelle date a-t-on pris cette décision et quel est le montant global en cause?

2. A-t-on demandé au Conseil national des recherches de réduire ses prévisions de dépenses?

*Question n° 220 par M. Ouellet—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle somme globale dépense-t-on annuellement pour l'ensemble des forces armées canadiennes en service au pays et à l'étranger?

2. Quelle somme globale verse-t-on annuellement en pensions à l'égard des anciens combattants de la première grande guerre et à l'égard des veuves et des personnes à charge des anciens combattants de la deuxième grande guerre?

Question n° 222 par M. Ouellet—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel est le montant de la dette nationale brute?

2. Quel est le montant de la dette des provinces?

3. Quel est le montant de la dette des villes et des municipalités du Canada?

4. Quel est le montant de la dette de toutes les commissions scolaires du Canada?

5. Quel est le montant dû par les Canadiens aux sociétés de finance?

Question n° 225 par M. Robichaud—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le 31 mars 1962, dans le comté de Gloucester, au Nouveau-Brunswick, *a*) quel était le nombre total de personnes touchant des prestations d'assistance sociale, *b*) quel était le nombre total de personnes touchant des prestations d'assurance-chômage, *c*) quel était le nombre total de personnes inscrites comme chômeurs?

2. Le 31 août 1962, dans le comté de Gloucester, au Nouveau-Brunswick, *a*) quel était le nombre total de personnes touchant des prestations d'assistance sociale, *b*) quel était le nombre total de personnes touchant des prestations d'assurance-chômage, *c*) quel était le nombre total de personnes inscrites comme chômeurs?

Question n° 228 par M. Clermont—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. En 1962, quels ont été, durant chaque mois, les achats et les ventes, par le gouvernement, *a*) de poudre de lait entier, *b*) de beurre, *c*) de fromage?

2. A l'égard de 1962, a-t-on fait don de produits laitiers à l'UNICEF ou à d'autres groupements de bienfaisance? Dans le cas de l'affirmative, *a*) quels sont ces produits, *b*) quelle en est la quantité?

Question n° 231 par M. Clermont—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis le 30 juin 1958, le gouvernement de la province de Québec a-t-il conclu des accords prévoyant des programmes conjoints au sujet des forêts avec les ministères des Forêts, de l'Agriculture ou du Nord canadien et des Ressources nationales? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces programmes conjoints et quels montants ont été versés à la province à cet égard?

Question n° 232 par M. Clermont—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Durant les neuf premiers mois des années 1961 et 1962, *a*) quelle a été la production du beurre au Canada, *b*) quelle a été la consommation du beurre, *c*) quel montant le gouvernement a-t-il versé en prime pour cette consommation?

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-63, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation;

M. Hees, appuyé par M. Monteith, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

M. Scott, appuyé par M. Prittie, propose l'amendement suivant: Que la motion soit modifiée en supprimant tout ce qui suit le mot «Que» et en y substituant les mots ci-après: «cette Chambre refuse d'étudier davantage le bill C-63 parce qu'il n'y est pas question de l'aide aux gouvernements des autres pays

prévue à l'article 23 de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.»

L'admissibilité dudit amendement fait l'objet d'un rappel au Règlement;

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

L'article n° 1 est appelé pour la 1re fois et, à la demande du gouvernement, est réservé.

M. Dumont, appuyé par M. Lessard (Lac-Saint-Jean), propose,—Que, de l'avis de la Chambre, on devrait étudier l'à-propos d'élargir les attributions de la Commission canadienne du blé, afin que les provinces de l'Est puissent jouir, à l'égal des provinces de l'Ouest, des avantages relatifs à la vente et au transport du blé, de sorte que le prix de cette céréale soit le même tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Canada.—(*Avis de motion n° 2*)

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur le rappel au Règlement concernant l'admissibilité de l'amendement de M. Scott à la motion de deuxième lecture du Bill C-63, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Et après plus ample débat;

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Je remercie les députés d'avoir formulé des opinions à ce propos. Tout d'abord, pour disposer de l'objection soulevée par le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), je rappellerai une décision rendue le 17 mai 1959 par Son Honneur l'Orateur Michener. Je signalerai à l'honorable député que l'Orateur a établi à ce moment-là une certaine distinction en montrant qu'elle était tout à fait appropriée à l'objet de l'amendement sur lequel il avait à se prononcer.

Je cite de la page 427 des *Journaux*, avant-dernier alinéa de la page. La première phrase se lit ainsi qu'il suit: «Il s'agit d'une résolution posant un principe contraire au principe fondamental dont s'inspire le bill».

A mon avis, cela ne s'applique pas dans le cas qui nous occupe. Par conséquent, c'est dire que le précédent invoqué n'est pas applicable. Considérant cette question en général, un député qui désire exprimer des raisons spéciales de s'opposer à la deuxième lecture d'un bill peut aussi proposer, à titre d'amendement, une résolution déclaratoire sur quelque principe contraire à ceux qui sont consacrés par le bill lui-même, à son opportunité ou à ses dispositions ou en différant ou exprimant certaines opinions sur les circonstances se rattachant à la présentation du bill, ou à son étude, ou autrement opposée à ce qu'il suive son cours. A mon avis, cette proposition d'amendement ne pose pas un principe contraire au bill mais s'oppose à ce qu'on en poursuive l'étude ou qu'on cherche à obtenir des renseignements sur l'étape où il en est rendu. On trouve ces mots dans le commentaire 382 de Beauchesne. Je signale aux honorables députés ce principe fondamental, à savoir qu'on ne peut soulever une question dans un

débat à propos d'une question qui ne serait pas pertinente si elle était proposée sous forme d'amendement, et qu'on ne peut se servir d'un amendement pour invoquer des arguments qui ne se rattacheraient pas à la question principale. A cet égard, je tiens à renvoyer les honorables députés à la 16e édition de May, page 421. Encore une fois, je cite May, page 531: «Le principe de la pertinence dans un amendement régit toute motion de ce genre. L'amendement en question doit «se rapporter strictement au bill que la Chambre, de par son ordre, a décidé d'étudier».»

La proposition d'amendement montre clairement qu'elle se rapporte à l'article 23 de la loi principale.

On ne peut trouver, dans le bill dont est saisie la Chambre, de disposition se rattachant à l'article en question. Par conséquent, si les dispositions de l'article 23 de la loi peuvent être présentées à la Chambre sous forme d'amendement, je dirai qu'il est possible de lui présenter de la même façon d'autres articles encore de la loi principale. Par conséquent, il me semble que l'amendement n'est contraire à aucun principe ni aucune disposition du projet de loi; autrement dit, l'objet de la proposition est une motion touchant la substance, et c'est donc une question entièrement nouvelle qui n'a rien à faire avec le bill dont nous sommes saisis. En l'occurrence, j'estime que la modification n'est pas pertinente au bill à l'étude; elle se rattache plutôt à la loi elle-même. Or, je dirais, avec tout le respect qui s'impose, que, pour l'instant, nous ne débattons pas la loi, mais le bill C-63. Je suis donc d'avis qu'on a passé outre à la règle de la pertinence. Si chaque bill débattu à la Chambre était assujéti à des modifications de cette nature, lesquelles stipuleraient que le projet de loi, ne renfermant pas assez, devrait contenir davantage, il n'y aurait plus de pertinence du tout.

A cet égard, je renverrai les députés à une décision de M. l'Orateur Macdonald, qui figure à la page 237 des *Journaux* de la Chambre du 14 novembre 1949. Voici ce qu'il dit: «A l'étape de la deuxième lecture d'un bill modificateur . . . c'est le principe du bill modificateur, et non le principe de la loi devant être modifiée, qui constitue «la question à l'étude». Le débat doit donc se rapporter exclusivement au principe du bill modificateur.» J'ajouterai ici, que là où nous parlons de «débat», nous entendons également «amendement». Ils doivent s'en tenir exclusivement au principe du bill modificateur.

En outre, si je puis citer une décision rendue par M. l'Orateur Michener le 13 décembre 1957, alors que la Chambre était en train d'étudier une motion tendant à la deuxième lecture du bill n° 232 modifiant la loi de l'impôt sur le revenu, l'Orateur, à ce moment-là, ainsi qu'en fait foi la page 2430 du hansard, a dit ceci: «Il s'agit d'une loi tendant à modifier la loi de l'impôt sur le revenu et il est à propos, selon ce qui s'est fait dans le passé, d'étudier les articles de la loi de l'impôt sur le revenu que le bill tend à modifier, mais non de passer toute la loi en revue.» Avec tout le respect qui s'impose envers les proposeurs de l'amendement, je suis d'avis que ce serait là l'objectif de la modification proposée, qui ne serait donc pas pertinente—voilà ma décision.

Après plus ample débat, la motion principale: Que le Bill C-63, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, soit maintenant lu pour une deuxième fois, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, et après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur l'application de la Partie I de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 25 de ladite loi, chapitre 34, Statuts du Canada, 1959. (Version anglaise).

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Arrêté en conseil C.P. 1962-1457, en date du 12 octobre 1962, autorisant, en vertu de l'article 21 de ladite loi, un contrat d'assurance par la Société d'assurance des crédits à l'exportation pour la vente par *Canadair Limited,* Montréal, d'un aéronef CL-44D-4 et de pièces de rechange à *Seaboard World Airlines, Inc.,* New York, N.-Y., États-Unis d'Amérique, conformément à l'article 21B de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, chapitre 105, S.R.C., modifié 1960-1961. (Texte anglais).

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 13

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 16 OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

DÉCLARATION DE M. L'ORATEUR

M. L'ORATEUR: Avant de passer à l'appel de l'ordre du jour, je prie les députés de bien vouloir me permettre de formuler une déclaration sur ce que je considère être les indicateurs qui peuvent nous guider dans l'ensemble des questions posées à la Chambre, et en particulier pour les questions orales posées à l'appel de l'ordre du jour. J'avais fait savoir vendredi dernier que je m'exécuterais aujourd'hui. Je tiens à signaler sans tarder qu'il s'agit, non pas d'une décision, mais bien d'une déclaration. Je constate qu'au cours des vingt dernières années ou plus, chacun de mes prédécesseurs, en sa qualité d'Orateur, a adopté la mesure que je prends en ce moment, au moins une fois, et certains d'entre eux, plus d'une fois, au cours de leur mandat.

Le problème des questions orales posées à l'appel de l'ordre du jour n'est pas nouveau, et les honorables députés en comprendront certaines des raisons à mesure que nous l'étudierons. Vu qu'un certain nombre de députés actuels faisaient partie de la Chambre en 1940, peut-être pourrais-je citer certaines observations du premier ministre de l'époque, M. Mackenzie King, telles qu'elles sont consignées au hansard du 12 juillet 1940, à partir de la page 1620: «Tel que je conçois les règlements, les membres de la députation n'ont pas la faculté de poser toutes sortes de questions au cabinet sans préavis et sans qu'ils se conforment aux autres règlements établis pour la demande et l'obtention de renseignements. Le Règlement de la Chambre pourvoit à divers moyens d'obtenir des renseignements et, comme de raison, le plus généralement employé consiste à communiquer les questions au greffier, ou à inscrire au *Feuilleton* les avis de motions pour le dépôt de documents et ainsi de suite. Mais en vertu de nos règlements, les demandes de renseignements adressées au cabinet, à l'appel de l'ordre du jour, sont restreintes à une certaine catégorie, celle des questions qui ne peuvent effectivement recevoir de réponse d'une autre façon.»

En outre, il semblait d'avis que l'Orateur devait formuler une déclaration à cet égard. M. Glen, qui était Orateur à l'époque, est entré dans le détail de cette question le 15 juillet 1940, comme en fait foi la page 1647 du hansard; après avoir donné lecture de l'article 44 du Règlement, article qui correspond à notre article 39 du Règlement actuel, il déclarait ce qui suit: «Si l'on interprète rigoureusement cet article du Règlement il saute aux yeux qu'un grand nombre des questions orales posées à l'appel de l'ordre du jour seraient irrégulières. De fait, les honorables députés ne se sont pas suffisamment prévalu des droits que leur assure l'article 44, mais ils ont trop souvent cherché à se procurer des renseignements à l'appel de l'ordre du jour.»

Il ajoutait ensuite, comme en fait foi la même page 1647: «En résumé, un seul article du Règlement régit les questions posées pour demander des renseignements aux ministres. C'est l'article 44 qui dispose qu'on marquera d'un astérisque les questions auxquelles on demande une réponse de vive voix. Un avis de quarante-huit heures concernant ces questions doit être déposé sur le bureau de la Chambre avant six heures du soir et paraître dans les procès-verbaux. A l'appel de l'ordre du jour, les députés peuvent demander aux ministres des précisions conformément à l'usage traditionnel exposé par Bourinot. Cela ne se fait pas en vertu du Règlement et l'Orateur peut donc autoriser ou interdire la question en jugeant la chose au fond, dans chaque cas.»

Et, un peu plus loin, il ajoutait ce qui suit: «Il me semble manifestement inéquitable d'obliger les ministres à répondre à des questions importantes, sans pouvoir consulter leurs chefs de service, et il serait arbitraire d'enlever aux simples députés le privilège de poser certaines questions d'intérêt immédiat, à l'appel de l'ordre du jour. Il faut observer le principe régissant l'usage toléré depuis quelques années, c'est-à-dire, la lecture d'une longue série de questions préparées avec soin ne sera pas autorisée à l'appel de l'ordre du jour.»

Et de nouveau, le 15 mars 1943, comme en font foi les pages 1256 et 1257 du hansard, M. Glen, Orateur de l'époque, déclarait ce qui suit: «Tant que le Règlement ne sera pas modifié, les seules questions permises à l'appel de l'ordre du jour doivent viser des sujets très urgents, une explication sur un fait personnel, une erreur dans le compte rendu, la réfutation d'une accusation, le retard apporté dans le dépôt d'un document et autres questions ayant directement trait à la routine de la Chambre. Ces questions doivent être brèves et libres de considérants. L'article 44 du Règlement accorde à tous les membres de la Chambre ample liberté d'inscrire au *Feuilleton* autant de questions qu'ils le désirent au sujet des affaires publiques. La lecture de télégrammes, de lettres ou d'extraits de journaux comme préambules à une question lorsque l'appel de l'ordre du jour a été fait est contraire au Règlement. Le fait de communiquer des allégations écrites à la Chambre puis de demander aux ministres de les confirmer ou de les nier n'est pas de bonne pratique parlementaire. Il incombe au député de s'assurer de la véracité d'une déclaration avant de porter celle-ci à l'attention du Parlement. Ce point a été tranché depuis longtemps aux Communes du Royaume-Uni. Le 14 juin 1882, M. l'Orateur Brand, en empêchant un député de lire un télégramme tiré d'un journal à l'appui d'une question, a fait ressortir l'extrême inconvenance de fonder des questions sur chaque télégramme qui paraîtra dans les journaux. «Je me vois contraint de dire, a-t-il ajouté, qu'un député avant de poser des questions d'une telle gravité, devrait s'assurer de la véracité de ce télégramme.» Cette citation est tirée des Décisions de Denison et Brand, à la page 230.»

Et voici la conclusion que tire M. l'Orateur Glen: «Il est de mon devoir d'expliquer à la Chambre la procédure à suivre au sujet des questions et j'espère que, dans son application, je recevrai la collaboration de tous les membres de la Chambre.»

Le 11 septembre 1945, ainsi qu'en fait foi la page 69 du hansard, M. l'Orateur Fauteux, après avoir cité la troisième édition de Beauchesne, ajouta ce qui suit: «Les honorables députés remarqueront que c'est par pure courtoisie qu'on leur permet de poser des questions et que celles-ci doivent se rapporter aux travaux de la Chambre ou à un sujet dont l'urgence et la gravité sollicitent l'attention publique. Je fais appel à la collaboration de tous les honorables députés et les prie de ne pas poser de questions orales sauf en cas d'urgence. Afin d'accélérer les travaux de la Chambre, il est préférable d'inscrire les questions au *Feuilleton*.»

Remontons le cours du temps. Le 29 mai 1951, ainsi que l'atteste la page 3582 du hansard, M. l'Orateur Macdonald a exposé les règles régissant les questions et a attiré l'attention des députés sur l'article 44 du Règlement. Je cite: «Néanmoins, comme il est d'usage à la Chambre de permettre de poser un certain nombre de questions de vive voix, je n'ai pas l'intention d'empêcher les députés de poser des questions pertinentes puisqu'elles contribuent à susciter un plus vif intérêt dans les travaux de la Chambre. Ces questions sont posées de vive voix à l'appel de l'ordre du jour et, bien souvent, sans préavis. Je tiens, toutefois, à préciser que ces interpellations doivent porter uniquement sur des questions urgentes et importantes, d'intérêt public, alors qu'il ne serait pas dans l'intérêt public de recourir au *Feuilleton* pour obtenir une réponse de la manière prévue par le Règlement. Ces questions doivent aussi être brèves. Aucun débat n'est permis et la réponse doit être aussi concise que possible. Les questions ne doivent pas être précédées de la lecture de lettres, de télégrammes, d'extraits de journaux ni d'exposés de quelque sorte que ce soit. (Alinéas 297 et 299 de la troisième édition de l'ouvrage de Beauchesne.)»

Le 16 mars 1956, M. l'Orateur Beaudoin, comme on peut le constater au hansard et au volume C des *Journaux* de la Chambre des communes, s'est étendu davantage sur la question. Il a rappelé les déclarations formulées par les orateurs précédents, dont certaines que je viens de citer, et s'est ensuite rapporté à d'autres autorités comme Beauchesne, Bourinot et May, ainsi qu'à des articles publiés par la Société du hansard. Je ne veux nullement donner un cours à la Chambre, mais je suis d'avis qu'on devrait inciter les députés, ainsi que ceux qui traitent des formalités qui guident la Chambre, à lire ce discours de M. l'Orateur Beaudoin. La déclaration est intervenue peu de temps après que le Règlement eût été modifié et adopté par la Chambre en 1955, à la suite de plusieurs années d'étude. Il y a de nombreux députés, des deux côtés de cette Chambre, qui faisaient partie des Communes en 1955 et qui ont pris part à la revision du Règlement, et je suppose qu'ils étaient d'accord sur l'adoption du Règlement.

Je ne céderai pas à la tentation de citer de larges extraits de cette longue déclaration, et j'ai confiance que les honorables députés seront indulgents pour moi quand je m'y reporte. A certains égards, la situation actuelle ressemble à celle qui existait il y a six ans: «Je voudrais signaler aux honorables députés qu'entre leurs conceptions du genre de questions qu'il convient de poser à la période réservée aux questions et la mienne, il y a une si grande différence que je crains que nous ne nous entendions pas sur ce point. Je pense qu'il convient que je précise la façon de procéder qui, à mon avis, est maintenant en vigueur. Je ne citerai pas tous ces commentaires, mais je prie les honorables députés de se reporter à ceux que voici:»

Puis, il cite un commentaire de Beauchesne. Il réfère la Chambre à la quatrième édition de Bourinot. Il en vient ensuite à citer en particulier le 140e commentaire de la troisième édition de Beauchesne, que voici: «Une question qui peut être inscrite au *Feuilleton* n'est pas permise à l'appel de l'ordre du jour.»

Soit dit en passant, le 140e commentaire est maintenant le 173e, sous-alinéa 2.

«Puis, le commentaire 297: Dans la pratique, les députés peuvent, sans préavis, poser de vive voix un certain nombre de questions avant l'appel de l'ordre du jour; c'est toutefois par pure courtoisie, et les questions doivent se rapporter aux travaux de la Chambre ou à un sujet dont l'urgence et la gravité sollicitent l'attention publique. Elles doivent être brèves, aucune discussion n'est permise, et les réponses sont aussi concises que possible. Le ministre interrogé peut répondre sur-le-champ, ou encore exiger que le préavis ordinaire soit donné. Ces questions sont soumises aux mêmes règlements d'ordre que celles dont il a été donné préavis.»

Ensuite, M. Beaudoin ajoute: «Autrement dit, si une question ne peut pas être insérée au *Feuilleton,* un député ne peut la poser avant l'appel de l'ordre du jour.»

On trouve ensuite une longue interprétation de divers commentaires de Beauchesne, que je ne crois pas nécessaire de répéter. Toutefois, au cas où on comprendrait mal cette déclaration sur le commentaire n° 203 de la troisième édition de Beauchesne, qui est devenu le commentaire n° 178 de la quatrième édition, je vous signale que M. Beaudoin l'a rectifiée lui-même par la suite, comme en fait foi le compte rendu officiel du 7 mai 1956 (volume 4, page 3754).

M. Beaudoin poursuit, à la page 2276, du hansard: «J'espère que tous les députés liront attentivement tous les extraits que j'ai cités. Je suis convaincu qu'ils le feront, sachant qu'ils s'intéressent à la question. Ils constateront que non seulement les premiers ministres, mais aussi les chefs de l'opposition, alors qu'ils siégeaient d'un côté ou l'autre de la Chambre au cours de leur carrière, ont été d'avis que les questions précédant l'appel de l'ordre du jour devaient se limiter aux questions urgentes et importantes, et ne devaient être posées à l'appel de l'ordre du jour que si elles ne pouvaient être inscrites au *Feuilleton* sans qu'il en résulte un préjudice. J'ai dit tout à l'heure que les honorables députés s'engagent dans une voie qui, à mon sens, n'est pas la bonne car, ainsi que les députés le savent, l'Orateur ne modifie pas le Règlement. Si les députés désirent une modification du Règlement, il y a une méthode appropriée à adopter, c'est d'établir un comité du Règlement, de lui faire trancher la question et présenter un rapport à la Chambre. Si je recevais un tel rapport je puis vous assurer que j'essaierais d'interpréter le nouveau Règlement le plus fidèlement possible. Au point où nous en sommes les députés essaient d'en arriver à une période de questions presque semblable à celle qui existe au Royaume-Uni et cela sans prendre les précautions qui s'imposent et sans conférer à l'Orateur l'autorité suffisante pour intervenir lorsqu'il juge une question irrecevable et aussi sans suivre la méthode du préavis qui est en honneur au Royaume-Uni.»

Il a alors comparé l'usage existant au Royaume-Uni et qui est fort éclairant. Je ne puis m'empêcher de signaler une citation de M. Beaudoin prise dans un commentaire relatif à «La période des questions au Canada» et qui a paru dans un article de la société Hansard. L'auteur disait: «Au Canada, la période des questions est un sujet si complexe et si peu défini que, chaque année, elle donne habituellement lieu à un chassé-croisé sur le parquet de la Chambre.»

Les députés qui siègent ici depuis un certain temps en savent quelque chose, je crois. Il poursuit en ces termes: «D'ordinaire, l'Orateur fait une brève déclaration...»

A l'instar de M. l'Orateur Beaudoin, je m'excuse de la longueur de ma déclaration: «... au tout début de la session pour rappeler aux députés la différence qui existe entre les deux manières de procéder dont il est question ci-après. L'Orateur s'efforce de convaincre les députés de ne pas poser trop de questions à «l'appel de l'ordre du jour».

Pour me reporter moins loin en arrière, j'aimerais citer deux déclarations faites par mon précédesseur, M. Michener, le 17 octobre 1957, qui figurent à la

page 65 du hansard de cette année-là. M. l'Orateur avait alors appelé l'attention des députés sur la longue déclaration de son prédécesseur immédiat, M. l'Orateur Beaudoin, et j'estime que M. l'Orateur Michener a fait siens les propos de M. l'Orateur Beaudoin.

De nouveau, le 26 février 1959 (page 1459 du hansard), M. l'Orateur Michener a fait, pour la gouverne des députés, avant l'appel de l'ordre du jour, dans une circonstance semblable à celle-ci, une mise au point sur l'interprétation de l'usage suivi à la Chambre à l'égard des questions orales. Sans vouloir provoquer un débat avec quiconque, soit au sein de la Chambre soit en dehors, pouvant croire que j'essaie d'apporter des changements au Règlement ou à son interprétation au sujet des questions orales, je me permets de rappeler ici les principes applicables aux questions orales, énumérés par M. l'Orateur Michener: «1. La question doit viser à obtenir des renseignements ou réclamer intervention au sujet de quelque affaire d'intérêt public et d'une telle urgence immédiate qu'il ne conviendrait pas de faire inscrire la question au *Feuilleton.*

«2. La question et la réponse doivent l'une et l'autre être concises, objectives, et exemptes d'opinion, d'argument ou d'observations qui pourraient donner lieu à un débat.

«3. Il est permis de demander au gouvernement de déclarer ses intentions, mais non d'exprimer une opinion sur des questions de politique ministérielle. C'est le commentaire 178 de la 4e édition de Beauchesne.

«4. D'autres limites précises, une quarantaine environ, se trouvent au commentaire 171 de la 4e édition de Beauchesne qui s'applique tant aux questions orales qu'aux questions écrites.

«5. Les questions supplémentaires sont accpetées à titre de faveur.

«6. Le ministre a droit au préavis; on ne peut insister pour obtenir des réponses et le Règlement n'autorise pas à faire des commentaires sur le refus de répondre à une question orale.

«J'ajouterai que ceci concerne les questions orales mais peut-être pas les questions figurant au *Feuilleton.*»

Je m'excuse auprès des honorables députés de la longueur de cet exposé qui, si j'avais cédé à la tentation, aurait pu être beaucoup plus long, mais il m'a semblé nécessaire de rappeler les événements historiques dont bon nombre des honorables députés ont été témoins. Malheureusement, la mémoire humaine peut avoir des défaillances ou estomper des événements relativement récents; toutefois, les *Journaux* de la Chambre et le hansard témoignent fidèlement des paroles qui ont été prononcées. Je laisse au soin des honorables députés de juger du bien-fondé de mon point de vue, à savoir qu'il s'établit, au cours des années, une ligne d'interprétation aisément discernable mais qu'il faut néanmoins se rafraîchir la mémoire de temps à autre pour établir nettement cette ligne d'interprétation.

Je n'ai pas l'intention de me lancer dans une longue dissertation philosophique sur le rôle de l'Orateur, vu que ses fonctions ont été exposées bien mieux par d'autres en maintes occasions. Je souscris de tout cœur à ce qu'on en a dit. Je crois que l'Orateur doit être l'arbitre impartial dans l'application des règles, vu que celles-ci s'adressent à lui-même et aux membres de la Chambre, telles qu'elles sont précisées dans le Règlement proprement dit, dans les décisions de ses prédécesseurs, ainsi que dans les décisions de la Chambre à la lumière de l'autorité bien étayée de commentaires tels que ceux de Beauchesne, Bourinot, May et autres. L'Orateur est le serviteur de la Chambre dans la mesure où celle-ci décide de la conduite des travaux et, à mon sens, l'Orateur manquerait gravement à son devoir si, de propos délibéré, il négligeait d'appliquer le Règlement par caprice ou par opportunisme.

Mais si le Règlement doit être interprété par l'Orateur, il doit être observé par les députés. Il n'appartient pas uniquement à l'Orateur de maintenir l'ordre, les traditions et la dignité de la Chambre, ni de protéger les députés contre des attaques sans scrupules. Je présume que le même devoir incombe à tous les députés. Puis-je me servir d'un exemple pour me faire mieux comprendre. Le manuel des règles ne s'adresse pas seulement aux arbitres de hockey, de football ou de baseball et ces titulaires ne sont pas les seuls qui doivent connaître les règles; les joueurs eux-mêmes, s'ils veulent remplir leur rôle convenablement, doivent non seulement connaître les règles du jeu mais aussi les observer.

Je ne vois pas le rôle de l'Orateur comme celui d'un officier de police faisant sa tournée dans un des secteurs les plus mal famés d'une grande agglomération métropolitaine et dont la principale fonction est de se tenir constamment aux aguets pour faire échec aux méfaits de la population dont la plupart des membres sont des suspects en puissance. Je n'estime pas non plus qu'il doive se contenter de désigner les gens, d'agir en quelque sorte à titre de garde-barrière pour les députés qui veulent poser des questions ou entamer des discussions dans le cadre des règles de la Chambre, selon son bon plaisir ou selon ce que lui dicte l'inspiration du moment. Voilà, à mon sens, des positions extrêmes.

Comme je l'ai déclaré déjà, suivant en cela mes prédécesseurs, les règles sur lesquelles je m'appuie sont consignées dans le Règlement, les décisions de la Chambre, celles des Orateurs qui m'ont précédé et les commentaires. Les députés s'attendent de me voir appliquer ces règles, mais, ainsi que l'a déclaré un ancien Orateur, M. Beaudoin: «Il semble que les députés tendent à vouloir adopter la procédure qui est en vigueur au Royaume-Uni, où le Règlement est différent». Si le Règlement actuel ne satisfait pas les députés, je ne m'oppose en rien à ce qu'ils modifient la façon de procéder, mais je n'admets pas qu'on s'attende à ce que je les laisse faire tant que je serai chargé d'appliquer le Règlement actuel. S'il y a lieu de modifier le Règlement, il me semble que les députés savent quelle procédure adopter à cette fin aux termes du Règlement actuel.

J'ajoute que bien des questions posées à l'ordre du jour ne pourraient être imprimées telles quelles dans le *Feuilleton*. Pour beaucoup d'entre elles, les députés seraient priés de les formuler différemment, de façon qu'elles correspondent aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 39 du Règlement.

Pour conclure brièvement, il semble que tous les Orateurs estimaient que les questions posées à l'ordre du jour devaient répondre aux conditions suivantes:

1. La forme des questions est régie par le paragraphe 1 de l'article 39 du Règlement qui dispose notamment qu'en posant des questions, il est irrégulier d'avancer des arguments ou des opinions, ou d'énoncer des faits autres que ceux qui sont indispensables pour expliquer la question.

2. Ces questions, d'une part, ne doivent se rapporter qu'à des affaires d'une importance publique pressante dans les cas où, vu l'urgence, la procédure régulière prévue pour les questions ne saurait permettre d'obtenir les renseignements désirés ou, d'autre part, à signaler une question au ministre.

Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 39 du Règlement sont assez claires et si l'Orateur pouvait compter sur la collaboration de tous les côtés de la Chambre pour ce qui est non seulement de la nature des questions, mais également de la nature des réponses, nous n'aurions pas de peine, à mon humble avis, à mettre de l'ordre dans le domaine des questions posées à l'ordre du jour.

J'offre respectueusement ma déclaration à la méditation des députés.

M. Grafftey, secrétaire parlementaire du ministre des Finances, dépose devant la Chambre,—Copie conforme d'un accord type relatif à cinq contrats d'achat individuels, datés chacun du 24 septembre 1962, comportant la vente du principal global de 250 millions de dollars d'obligations 5% émises à l'extérieur du Canada et échéant dans vingt-cinq ans, soit le 15 octobre 1987. (Renvoi: Réponse donnée le 15 octobre 1962 à la partie 2 de la question n° 38 inscrite au nom de M. Gordon.) (Texte anglais).

Le Bill C-63, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, est étudié de nouveau en comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

Une objection est formulée, dans le comité, contre la décision du président (M. Chown) sur une question de rappel au Règlement; et comme on en appelle à la Chambre;

M. l'Orateur reprend le fauteuil et le président du comité soumet le rapport suivant:

«Au cours de l'examen, en comité plénier, de l'article 3 du Bill C-63, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, l'honorable représentant de Danforth (M. Scott) a proposé l'amendement suivant:

«Que le paragraphe (1) de l'article 3 soit modifié par l'adjonction au paragraphe (2) de l'article 21A, ce dernier paragraphe étant ainsi remplacé, de l'alinéa suivant:

«*f*) afin d'aider au développement d'autres pays, prêter de l'argent au gouvernement de tout autre pays, ou à ses agents, à des conditions d'intérêt, s'il en est, et de remboursement ainsi qu'à d'autres conditions qui répondront le mieux à la véritable intention et au véritable esprit du présent alinéa».

«J'ai décidé que l'amendement était irrecevable parce que étranger à la question en ce qu'il vise à élargir les dispositions fondamentales du bill et qu'il empiète probablement sur la prérogative financière de la Couronne.

«Là-dessus, l'honorable représentant de Danforth en a appelé à la Chambre de cette décision.»

M. l'Orateur met aux voix la question suivante: «La décision du président doit-t-elle être confirmée?»—Et la décision est confirmée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Addison,	Bell (Saint-Jean-Albert),	Cadieux,	Clermont,
Aiken,	Belzile,	Cameron (High Park),	Clunis,
Alkenbrack,	Benson,	Cantin,	Cook,
Argue,	Bernier,	Cardiff,	Cooper,
Asselin,	Bigg,	Cardin,	Côté,
Badanai,	Boulanger,	Caron,	Cowan,
Balcer,	Bourbonnais,	Carter,	Crestohl,
Baldwin,	Bourque,	Cashin,	Crossman,
Baskin,	Boutin,	Casselman (Mme),	Crouse,
Batten,	Bradley,	Chaplin,	Denis,
Béchard,	Brown,	Chevrier,	Diefenbaker,
Beer,	Byrne,	Churchill,	Dinsdale,
Bélanger,	Cadieu,	Clancy,	Drouin,
Bell (Carleton),			Drury,

Dumont,
Dupuis,
English,
Enns,
Éthier,
Fairclough (Mme),
Fairweather,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Victoria-Carleton),
Forbes,
Forgie,
Foy,
Frenette,
Gagnon,
Garland,
Gauthier,
Godin,
Gordon,
Grafftey,
Granger,
Gray,
Green,
Grégoire,
Grills,
Gundlock,
Habel,
Haidasz,
Hales,
Halpenny,
Hamilton,
Hanbidge,
Hardie (Mme),
Harkness,
Harley,
Hees,
Hellyer,
Hodgson,
Honey,
Horner (Acadia),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jorgenson,
Kennedy,
Kindt,
Korchinski,
Lachance,
Laing,
LaMarsh (Mlle),
Lamoureux,
Lamy,
Langlois,
Laniel,
Laprise,
Latulippe,
Leboe,
Legaré,
Legere,
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Létourneau,
Loiselle,
Macdonald (Mme),
Macdonald (Rosedale),
MacEachen,
MacEwan,
Mackasey,
MacLean (Queens),
Macnaughton,
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McIlraith,
McIntosh,
McMillan,
McNulty,
McPhillips,
McWilliam,
Maltais,
Mandziuk,
Martin (Essex-Est),
Martineau,
Matheson,
Matte,
Millar,
Mitchell,
Monteith,
Moore,
More,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nesbitt,
Nicholson,
Nielsen,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Ormiston,
Ouellet,
Pascoe,
Patterson,
Paul,
Pennell,
Perron,
Phillips,
Pickersgill,
Pilon,
Plourde,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Richard,
Rideout,
Rinfret,
Robichaud,
Robinson,
Rock,
Rouleau,
Roxburgh,
Roy,
Ryan,
Rynard,
Sams,
Sévigny,
Simpson,
Skoreyko,
Smallwood,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Stenson,
Stewart,
Thomas,
Thompson,
Tucker,
Turner,
Valade,
Vincent,
Wahn,
Walker,
Webb,
Weichel,
Whelan,
Winkler,
Woolliams—206.

CONTRE

Messieurs

Barnett,
Berger,
Brewin,
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles),
Herridge,
Howard,
Knowles,
Lewis,
MacInnis,
Mather,
Orlikow,
Peters,
Prittie,
Scott—14.

(Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement.)

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-7, Loi modifiant la Loi sur la faillite (Cessions des salariés);

M. Orlikow, appuyé par M. Lewis, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;
L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill C-63, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, qui est rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur le crédit agricole et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—État indiquant les terrains vendus dont le transfert a été effectué par la Compagnie du Pacifique-Canadien durant l'année terminée le 30 septembre 1962, conformément à l'article 8 de la Loi modifiant de nouveau la Loi concernant le chemin de fer Canadien du Pacifique, chapitre 9, Statuts du Canada, 1886. (Version anglaise).

Troisième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des réquérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 15 octobre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Margaret Ellynore MacDougall Abbott, épouse de Ernest Kitson Abbott, de Montréal (P.Q.).

Carmen Lister Abrams, épouse de Theodore Martin Abrams, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Irene Marjorie Hunt Adams, épouse de Merrill Karn Adams, de Saint-Jean (P.Q.).

Agnes Blumenthal Agai, épouse de Nicolas Agai, de Montréal (P.Q.).

Demetre Almyriotis, de Montréal (P.Q.), époux de Evanthia Stamelos Almyriotis.

Betty Szlukier Ankhelyi, épouse de Gyorgy (George) Ankhelyi, de Montréal (P.Q.).

Anne Marie Perrozzino Asselin, épouse de Roger Asselin, de Montréal (P.Q.).

Sylvia Taliercio Aucoin, épouse de John Charles Aucoin, de Montréal (P.Q.).

Denise Vezeau Bachelder, épouse de Stanley John Arthur Bachelder, de Rougemont (P.Q.).

Sonja Swerzowa Bagry, épouse de Ignaz Bagry, de Montréal (P.Q.).

Alma Ivy Trineer Bankley, épouse de Gordon Lloyd Bankley, de Montréal (P.Q.).

Percy Beauvais, de Saint-Laurent (P.Q.), époux de Mary Letitia McKenzie Beauvais.

Paul Aimé Bédard, de la Province de Québec, époux de Jean Shirley Yvonne Carter Bédard.

Jacqueline Dumontet Bélanger, épouse de Marcel Bélanger, de Montréal (P.Q.).

Jeannie Kozak Belchik, épouse de Paul Belchik, de Montréal (P.Q.).

Aranka Ilona Paris Berendy, épouse de Bela Julius Berendy, de Montréal (P.Q.).

Gladys Ethel Sarah Baker Bergeron, épouse de Philip Joseph Bergeron, de Montréal (P.Q.).

Guy Bertrand, de Ville Saint-Laurent (P.Q.), époux de Colombe Grondin Bertrand.

June Grafton Blickstead, épouse de Ralph Blickstead, de Montréal (P.Q.).

Kenneth Allen Blight, de Saint-Eustache-sur-le-Lac (P.Q.), époux de Iris Maureen Barnett Blight.

Gizella Ethel Nagy Bogoly, épouse de Louis Bogoly, fils, de Montréal (P.Q.).

Simonne Michèle Mona Routier Bouchard, épouse de Jacques Bouchard, de Montréal (P.Q.).

Joseph Léo Gérard Bougie, de Montréal (P.Q.), époux de Madeleine Thériault Bougie.

James Robert Breslin, de Pierrefonds (P.Q.), époux de Mary Marlene Leona Beaudoin Breslin.

Shirley Anderson Brimacombe, épouse de Irving Brimacombe, de Montréal (P.Q.).

Klara Ary Brody, épouse de Otto Brody, de Montréal (P.Q.).

Marjorie McEachern Brown, épouse de Arnold Galbraith Brown, de Montréal (P.Q.).

Wilma Gloria Hill Bryson, épouse de Lloyd George Bryson, de Lachute (P.Q.).

Gerhard Hermann Buchholz, de Montréal (P.Q.), époux de Ingrid Koenig Buchholz.

Alexander Burke, de Pointe-aux-Trembles (P.Q.), époux de Émérantienne St-Pierre Burke.

Olga Antonina Safian Burkousky, épouse de Joseph Marion Burkousky, de Lachine (P.Q.).

Lorraine Bastien Burt, épouse de Harold Edmund Burt, de Montréal (P.Q.).

Bruce Reid Campbell, de Westmount (P.Q.), époux de June Ethel Phyllis Barton Campbell.

Judith Elizabeth Stacey Caron, épouse de Norman Michael Caron, de Montréal (P.Q.).

Nicholas Cimbru Chambers, de Montréal (P.Q.), époux de Germaine Leclerc Chambers.

Robert Charles Chapman, de Montréal (P.Q.), époux de Mary Jane Griffin Chapman.

Rosemary Beatrice Overett Clare, épouse de Derek Clare, de Outremont (P.Q.).

Alice Elizabeth Newman Clarke, épouse de Warren Clarke de Ville LeMoyne (P.Q.).

Anita Duguay Cleri, épouse de Vinicio Cleri, de Montréal (P.Q.).

Beverley Hayden Forman Crerar, épouse de Colin Douglas Crerar, de Beaconsfield (P.Q.).

Josephine Mary Holmes Croll, épouse de Donald Edmund Croll, de Montréal (P.Q.).

Sylvia Lipson Dankner, épouse de Philip Dankner, de Montréal (P.Q.).

Florence Patricia Finucane Da Silva, épouse de Aubrey Terrence Da Silva, de Montréal (P.Q.).

Joseph Fortin Decelles, de Montréal (P.Q.), époux de Simonne Létourneau Decelles.

Giuseppe de Cristofaro, de Montréal (P.Q.), époux de Brigide Roy de Cristofaro.

Elsie Jean Oakley Délisle, épouse de Léo Roger Délisle, de Montréal (P.Q.).

Alexandra Pantzaras Deliyannakis, épouse de Nicolas Deliyannakis, de Montréal (P.Q.).

Gladys Jean Assaf Desjardins, épouse de Joseph Julien Léopold Desjardins de Ste-Thérèse (P.Q.).

Hilda Copley Desjardins, épouse de Joseph Réal Robert Desjardins, de Montréal (P.Q.).

Anita Margaret Steele d'Esterre, épouse de Robert Duncan d'Esterre, de Beaconsfield (P.Q.)

Margaret Joan Parkinson Digby, épouse de George Arnold Digby, de Ville St-Michel (P.Q.).

Patricia Beverley Lang Dimeo, épouse de Alexander Hough Dimeo, de Montréal-Ouest (P.Q.).

John Donaldson, de Montréal (P.Q.), époux de Evelyn Mahaffey Donaldson.

Jean Helen Wales Donnan, épouse de James Stewart Donnan, de Montréal (P.Q.).

Brigitte Seidel Dophide, épouse de Wilfrid Dophide, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Louise Lamarre Doyle, épouse de John Harold Doyle, de Montréal (P.Q.).

Hazel Weir Durocher, épouse de Georges Durocher, de Montréal (P.Q.).

Rose Gratton Duval, épouse de Aurèle Duval, de Montréal (P.Q.).

Rosemary Louise di Gravina Eakins, épouse de Peter Russell Eakins, de Montréal (P.Q.).

William Rankin Edmondson, de Ville Mont-Royal (P.Q.), époux de Marjorie Beryl Blodgett Edmondson.

Joseph Arthur Norman William Edwards, de LaSalle (P.Q.) époux de Muriel Joyce Bray Edwards.

Ruth Iona Mickley Elkin, épouse de Sidney Elkin, de Montréal (P.Q.).

Léonard Émond, de Repentigny (P.Q.), époux de Bella Savard Émond.

Joyce Ethel Martin Empey, épouse de John Franklyn Empey, de Montréal (P.Q.).

Jean Alexandria MacPhail Etheridge, épouse de Kenneth Charles Etheridge, de St-Eustache-sur-le Lac (P.Q.).

John Faucher, de Montreal (P.Q.), époux de Marion Gardner Faucher.

Robert Fleischer, de Montréal (P.Q.), époux de Agnes Pataki Fleischer.

Mary Iris Neil Fournier, épouse de Jean Jacques Fournier, de Montréal (P.Q.).

Alethea Arnold Fowler, épouse de Irwin Fowler, de Baldwins Mills (P.Q.).

Haia (Clara) Weissman Fuchsman, épouse de Iosif (Josif) Fuchsman, de Châteauguay Gardens (P.Q.).

Margaret Elaine Arthur Gallagher, épouse de Raymond Hugh Gallagher, de Montréal (P.Q.).

Hervé Gauthier, de Montréal (P.Q.), époux de Carmen Sicard Gauthier.

Rosaire Gauthier, de Montréal (P.Q.), époux de Deane Auclair Gauthier.

Thérèse Lambert Genest, épouse de Claude Genest, de Westmount (P.Q.).

Nicole Marie Pineau Geoffroy, épouse de Bernard Marcel Geoffroy, de Montréal (P.Q.).

Mary Yvonne Agarand Giguère, épouse de Claude Giguère, de Montréal (P.Q.).

Marie Émilia Rolande Bernier Gittens, épouse de Kenneth Fitzgerald Gittens, de Montréal (P.Q.).

Lucille Isserman Goresky, épouse de Irving Goresky, de Montreal (P.Q.).

Nancy Ruth Romaniuk Grabina épouse de Jerry Grabina, de la Province de Québec.

Catherine Mildred Fogarty Gray, épouse de Joseph George Robert Gray, de Montréal (P.Q.).

Marie Albert Greensell, épouse de Rémi Greensell, de Montréal (P.Q.).

Barbara Gladys George Gregory, épouse de Marshall Donald Ward Gregory, de Lac Selby (P.Q.).

Wilhelmina Morrison Grundy, épouse de George William Grundy de Verdun (P.Q.).

Madeleine Françoise Patenaude Hankowski, épouse de Jan Paul Hankowski, de la Province de Québec.

John Harman, de Montréal (P.Q.), époux de Ann Frogley Harman.

Robert Harrison, de Montréal (P.Q.), époux de Rita Jeannette Nolan Harrison.

Doris Sibyl Jane Godsell Hassall, épouse de Frederick James Hassall, de Verdun (P.Q.).

René Hébert, de Montréal (P.Q.), époux de Carmen Labrecque Hébert.

Felix Hollinger, de Montréal (P.Q.), époux de Adeline Ruskin Hollinger.

Dorothy Doreen Bertram Howell, épouse de William Alfred Howell, de Westmount (P.Q.).

Nadia-Anne Lucyshyn Hruszij, épouse de Mycola Hruszij, de Montréal (P.Q.).

Lillian Florence Catherine Kaye Hurst, épouse de Douglas Charles Hurst, de Montréal (P.Q.).

Harry Hyman, de Montréal (P.Q.), époux de Rose Teresa Emond Hyman.

Ion Ignatescu, de Montréal (P.Q.), époux de Saveta Palagian Ignatescu.

Haidy Amalie Madelaine Vasesha Jack, épouse de John Thomas Jack, de Montréal (P.Q.).

Rosa Degen Jacobson, épouse de Michael Jacobson, de Montréal (P.Q.).

Zbigniew Stanislaw Janicki, de Montréal (P.Q.), époux de Vittorina Bernardi Janicki.

Marie Joan Patricia Romano Jeffries, épouse de Joseph William Jeffries, de Montréal (P.Q.).

Christine Viger Johnson, épouse de Harteny Lawrence Johnson, de Valois (P.Q.).

Phyllis Carol Green Johnston, épouse de William Johnston, de Montréal, (P.Q.).

Colleen Ann Sheen Kenny, épouse de William Harold Kenny, fils, de Verdun (P.Q.).

Margaret Anna Varga Kenwood, épouse de Ronald Albert Kenwood, de Montréal (P.Q.).

Karl Heinz Kerlikowsky, de Montréal (P.Q.), époux de Elisabeth Ingrid Lopinski Kerlikowsky.

Zelda Barbara Fine Kimberg, épouse de Irving Noah Kimberg, de Montréal (P.Q.).

Gabriela Meislova Kiwitt, épouse de Wiliam Kiwitt, de Beaurepaire (P.Q.).

Mildred Dishell Kligman, épouse de Sam Kligman, de Montréal (P.Q.).

Anita Guido Lorencin Knezevic, épouse de Zoran Mitar Knezevic, de Montréal (P.Q.).

Maureen Davies Knowles, épouse de Geoffrey Arnold Knowles, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Anne Hanley Kotania, épouse de Thaddeus Julian John Kotania, de LaSalle (P.Q.).

Dora Elfriede Elizabeth Christian Jacobi Kovacs, épouse de Lajos Louis Kovacs, autrement connu sous le nom de Kovac, de Montréal (P.Q.).

Joan Jeannette Hazlett Krautle, épouse de Karl Otto Krautle, de Arundel (P.Q.).

Joyce Irene Bernard Larocque, épouse de Andrew Joseph Larocque, de la province de Québec.

Constance Valerie McKnight Laurie, épouse de Norman Earl Laurie, de Verdun (P.Q.).

Paulyne Gagnon Leblanc, épouse de André Leblanc, de Montréal (P.Q.).

Guy Lefebvre, de Montréal (P.Q.), époux de Madeleine Bergeron Lefebvre.

Violet Pearl St. James Kerr Lemoine, épouse de Stanley Allen Lemoine, de Montréal (P.Q.).

Maria Jeney Lenkei, épouse de François Ferenc Lenkei, autrement connu sous le nom de Leichtag, de Montréal (P.Q.).

Celia Mucznik Lesnik, épouse de Borys Lesnik, de Montréal (P.Q.).

Jean Gold Letovsky, épouse de Louis Wolfe Letovsky, de Dorval (P.Q.).

Ines Barbara Harari Levy, épouse de Nessim (Nathan) Levy, de Montréal (P.Q.).

Margaret Ada Edwards Lewis, épouse de Gilbert Stephen Lewis, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Joseph Antonio Benoît Jacques L'Heureux, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Irène Jacqueline Cauvier L'Heureux.

Marsha Mendelman Liberman, épouse de Saul Liberman, de Montréal (P.Q.).

Sheila Izenberg Liebling, épouse de Gilbert Liebling, de Montréal (P.Q.).

Nathalie Katyk Longtin, épouse de Claude Valois Longtin, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Estelle Gibbons Lord, épouse de Richard Leslie Michael Lord, de Montréal (P.Q.).

Karl-Heinz Hans Luedders, de Laval des Rapides (P.Q.), époux de Irene Antonie Otten Luedders.

Frances Feldman Lyman, épouse de Harvey Lyman, de Montréal (P.Q.).

Phyllis Amber Manoah, épouse de Yaacov Manoah, de Montréal (P.Q.).

Edward Sidney Mansfield, de Bois de Filion (P.Q.), époux de Dorothea Lyon Innes Mansfield.

Léonard Marchand (Mihalcean), de Pont-Viau (P.Q.), époux de Gertrude Émond Marchand.

Dawn Dorothea Armstrong Marsden, épouse de Ross John Chambers Marsden, de St-Eustache-sur-le-Lac (P.Q.).

Sandra Mary Louise Deering Martin, épouse de Wallace Martin, de Ville LaSalle (P.Q.).

Anna Louella Zacharias Matthews, épouse de Ronald Rupert Matthews, de Montréal (P.Q.).

Beverley Ann Gall Maughan, épouse de John Frederick Maughan, de Westmount (P.Q.).

Mildred Dawson Larmonth Meakins, épouse de Jonathan Fayette Meakins, de Montréal (P.Q.).

Marie Aleta (Maude) Barker Meerovitch, épouse de Nathaniel Meerovitch, de Montréal (P.Q.).

Leslie Thomas Norval Modler, de Cartierville (P.Q.), époux de Nina Naomi March Modler.

William Henry Monaghan, de Hudson Heights (P.Q.), époux de JoAnn Carol Brown Monaghan.

Gladys Noreen Hill Monette, épouse de John James Monette, de Montréal (P.Q.).

Harold Moreau, de Montréal (P.Q.), époux de Suzanne Dragon Moreau.

Valerie Jean Arnott Morton, épouse de John Ure Morton, de Verdun (P.Q.).

Ruth Clark Moss, épouse de Harry Moss, de Montréal (P.Q.).

Elsa Trolle Munch, épouse de Arne Munch, de Dorval (P.Q.).

Ann Marguerite Barnett MacDonald, épouse de Russell Albert MacDonald, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Vera Irene Scott MacKenzie, épouse de William George MacKenzie, de Lachute (P.Q.).

Edith Rozel Dougan McDougall, épouse de David McDougall, de Montréal (P.Q.).

Angus McIntosh, de Verdun (P.Q.), époux de June Theresa Gearey McIntosh.

Ellen Chase Biggar McKellar, épouse de Bruce McKellar, de Montréal (P.Q.).

Sandra E. Haan McVety, épouse de John A. McVety, de Montréal (P.Q.).

Lajos (Louis) Nagy, de Lachine (P.Q.), époux de Ilonka Hajnal Nagy.

Josephine (Rose) Tworeck Nawrocki, épouse de Joseph John Nawrocki, de Montréal (P.Q.).

Frances Cynthia Beloff Nevitt, épouse de Joshua Nevitt, de Montréal (P.Q.).

Pawel Olejnik, de Montréal (P.Q.), époux de Maria Bzik Olejnik.

Jean Elizabeth Simmons O'Reilly, épouse de Michael Walter O'Reilly, de St-Laurent (P.Q.).

Charles Harold Page, de Montréal (P.Q.), époux de Carole Ann Gollan Page.

Clara Edith Laszlo Papp, épouse de Otto Papp, de Montréal (P.Q.).

Virginia Ruth Baker Parmiter, épouse de Douglas Parmiter, de Ville LaSalle (P.Q.).

Joan Mary Graham Pearson, épouse de Richard Hammond Pearson, de Montréal (P.Q.).

Maureen Mary Mears Piercey, épouse de William Frederick Piercey, de Verdun (P.Q.).

Madge Estelle Druce Pinkerton, épouse de Robert Pinkerton, de Ville Lemoyne (P.Q.).

Eva Florence Eigen Plaskett, épouse de Gordon Plaskett, de Montréal (P.Q.).

Georgine Jun Plzak, épouse de Bohumil Plzak, de Sutton (P.Q.).

Evelyn Frances Jordan Rae, épouse de Clifford Rae, de Montréal (P.Q.).

Patricia Rose Sheen Rankin, épouse de Allan Hugh Rankin, de Verdun (P.Q.).

Suzanne Markovits Reiner, épouse de Charles Reiner, de Montréal (P.Q.).

Monique Fournier Remy épouse de Edouard Remy de St-Marc-sur-Richelieu (P.Q.).

Réal Richard, de Montréal (P.Q.), époux de Marcella Levesque Richard.

Géraldine Ludgarde Pineault Romer, épouse de Joseph Frank Romer, de Chomedey-Sud (P.Q.).

Marcelle Guedj Rosenberg, épouse de Salomon Rosenberg, de Montréal (P.Q.).

Isadore Rosenblatt, de Montréal (P.Q.), époux de Sarah Molly Speevak Rosenblatt.

Rebecca Rafalkes Rosenstrauss, épouse de Eisig Rosenstrauss, de Montréal (P.Q.).

Irene Gargano Ross, épouse de Stanley Ross, de Montréal (P.Q.).

Nellie Rosen Rothman, épouse de Charles Rothman de Westmount (P.Q.).

Gerda-Sascha Slosarczyk Rozwadowski, épouse de Jerzy Rozwadowski, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Beverley Anne Bishop Runions, épouse de Harold Kenneth Runions, de Sherbrooke (P.Q.).

Kathleen Meades Ryan, épouse de Albert George Ryan, de Pointe St-Charles (P.Q.).

Jeannine Elizabeth Buchanan Sharpe, épouse de Theodore Sharpe, de Montréal (P.Q.).

Lorna Greenberg Scherzer, épouse de Paul Scherzer, de Montréal (P.Q.).

Marie Theresa Keefe Sckyra, épouse de Erwin Sckyra, de Longueuil (P.Q.).

Joseph Maurice Sealy, de Ville Jacques-Cartier, (P.Q.), époux de Clara Allan Godding Sealy.

Blima (Wendy) Weitzman Shapiro, épouse de Harry (Hirsch) Shapiro, de Montréal (P.Q.).

Ivy Elizabeth Jacques Sherry, épouse de Henry Edward Sherry, de Montréal (P.Q.).

Phyllis White Siev, épouse de Geoffrey Marshall Siev, de Montréal (P.Q.).

Lloyd James Simpson, de Ste-Anne-de-Bellevue (P.Q.), époux de Hazel Weston Kindred Simpson.

Marion Ruth Catherine Harding Slattery, épouse de Edward Michael Slattery, de Verdun (P.Q.).

Patricia Ann Nind Small, épouse de Leonard Edward George Small, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Lillian Banks Small, épouse de Richard William Small, de Châteauguay (P.Q.).

Ruby Rita Williams Smith, épouse de John Michael Smith, de Montréal (P.Q.).

Sylvia Bertha Schneider Spires, épouse de John Joseph Spires, de Montréal (P.Q.).

Bertha Bromirska Staruch, épouse de John Staruch, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Angela McMenamin Sterling, épouse de Alexander Stirling, de Dorval (P.Q.).

Adele Kathleen Paquin Strachan, épouse de Kenneth Alexander Strachan, de Montréal (P.Q.).

Leomay Marie Blanche Chouinard Chilco Stratton, épouse de James Martin Stratton, de Montréal (P.Q.).

Anna Elizabeth Bovingdon Strickland, épouse de Edward John Strickland, de Montréal (P.Q.).

Hyman Omri Tannenbaum, de Baie d'Urfé (P.Q.), époux de Elsie Sarah Kirouac Tannenbaum.

Marketa Langer Tata, épouse de Saam Tata, de Montréal (P.Q.).

Isadore Titleman de Outremont (P.Q.), époux de Marion Ganstil Titleman.

Glen Stewart Small Tornay, épouse de Edgar Tornay, de Montréal (P.Q.).

Beverley Maron Trachtenberg (Tratt), épouse de Arthur Trachtenberg (Tratt), de Montréal (P.Q.).

Doris Irene Moss Trerice, épouse de Nelson Webster Trerice, de Montréal (P.Q.).

Milton Lawrence Trickey, de Ville St-Constant (P.Q.), époux de Myrtle Ramona Feltham Trickey.

Irene Horianska Tyminski, épouse de Tadeusz Tyminski, de Montréal (P.Q.).

Lygery Papademetriou Varverikos, épouse de Emmanuel Varverikos, de Montréal (P.Q.).

Stasys Vysniauskas, de Montréal (P.Q.), époux de Zenta Bertulaite Vysniauskas.

Linnea Erna Barbara Gussow Walker, épouse de Henry Normand Walker, de Baie d'Urfé (P.Q.).

Barbara Ann Tivy Wallace, épouse de Kenneth William Wallace, de St-Lambert (P.Q.).

William Metcalfe Watt, de Laval-Ouest (P.Q.), époux de Rosemary Evelyn MacCartney Watt.

Toni Anna Lydia Mogroby Weiss (Weisz), épouse de Bernard Weiss (Weisz), de Montréal (P.Q.).

Anton Welte, de Longueuil (P.Q.), époux de Christina Mayer Welte.

Esther Sheps Wertheimer, épouse de William Wertheimer, de Montréal (P.Q.).

Miriam Fairbairn White, épouse de Mathew White, de Montréal (P.Q.).

James Richard Williamson, de Montréal (P.Q.), époux de Claire Morin Williamson.

Albert Henry Grabeldinger Willis, de Montréal (P.Q.), époux de Erna Margot Szlata Willis.

Helena Jadwiga Igiel Vel Frankel Wodnicki, épouse de Stanislaw Wodnicki, de Montréal (P.Q.).

Sheila Callan Wolofsky, épouse de Leib Wolofsky, de Montréal (P.Q.).

Shirley Margaret Bennett Woolley, épouse de Edward Brian Woolley, de Montréal (P.Q.).

Lily Heyes Worthington, épouse de Ronald Worthington, de Ville LaSalle (P.Q.).

Rachela Landau Zimber, épouse de Leo Zimber, de Montréal (P.Q.).

Jean Alice Besnick Rinder, épouse de Leonard Rinder, de Montréal (P.Q.).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Premier rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Wasyl Kushnir et dix-sept autres personnes, de Winnipeg (Manitoba), aux fins d'une loi constituant en société la *Ukrainian Canadian Foundation of Taras Shevchenko.*

The North American General Insurance Company aux fins d'une loi l'autorisant à exercer son commerce sous le nom, en anglais, de *The North American General Insurance Company* et, en français, sous le nom de «La Nord Américaine, Compagnie d'Assurances Générales».

La Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique aux fins d'une loi autorisant la construction d'une ligne de chemin de fer sur une distance de 15.5 milles dans le voisinage de Bredenbury (Saskatchewan).

John Cameron Turnbull, de Toronto (Ontario), et deux autres personnes aux fins d'une loi constituant en société *The Pharmacy Examining Board of Canada.*

The Eastern Trust Company aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à exercer son commerce sous le nom, en anglais, de *The Eastern Trust Company* et, en français, sous le nom de «Le Trust de l'Est Canadien».

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 14

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 17 OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Soixante et quatorze pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Martineau, appuyé par M. Dinsdale, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-64, Loi modifiant la Loi sur l'aide à la production du charbon, qui est lu pour la première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Balcer, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative concernant les Statuts revisés du Canada, en vue d'instituer une commission chargée de la revision desdits Statuts et d'autoriser la rémunération à verser à certains aides, fonctionnaires, commis et préposés.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 57 par M. Brewin—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis l'entrée en vigueur du Règlement sur l'immigration le 1er février

1962, combien d'immigrants ont été admis au Canada en vertu de l'article 31 dudit Règlement à titre de personnes qui, en raison de leur instruction, de leur formation, de leurs talents ou d'autres aptitudes spéciales, seront probablement capables de s'établir avec succès au Canada? Quelle était la nationalité des personnes admises aux termes de cet article et quel était le degré d'instruction, de formation, de talent ou d'autres aptitudes spéciales exigés dans ces cas?

M. McGee, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 187 par M. Marcoux—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il perçues, en 1961, à titre d'impôts des compagnies privées d'électricité de la province de Québec?

2. Quelles sommes le gouvernement prévoit-il percevoir en 1962?

3. Quel pourcentage de ces sommes est remis à la province de Québec, en vertu des accords fiscaux fédéraux-provinciaux?

Question n° 188 par M. Bernier—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle est la quantité de beurre présentement détenue dans les entrepôts?

2. Où sont situés ces entrepôts, quelle est la quantité de beurre dans chaque entrepôt, et quels sont le loyer et les autres frais mensuels à l'égard de chaque entrepôt?

3. Une quantité considérable de beurre est-elle transformée en huile? Dans le cas de l'affirmative, de quelle façon le gouvernement entend-il disposer de cette huile?

*Question n° 237 par M. Robichaud—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Les 31 juillet, 31 août et 30 septembre 1962, quel était le nombre total des réclamants de prestations d'assurance-chômage?

M. Hales, secrétaire parlementaire du ministre du Travail, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 240 par M. Laing—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. En ce qui concerne chaque parc national du Canada: *a*) quel en est le nom, *b*) à quelle date a-t-il été aménagé, *c*) dans quelle province est-il situé, *d*) quelle a été la mise de fonds globale, *e*) quels ont été les bénéfices ou les pertes d'exploitation, au cours de chaque année, depuis 1955 jusqu'à ce jour, *f*) combien (i) de véhicules, (ii) de personnes, ont pénétré dans chaque parc national, au cours de chaque année, depuis 1955 jusqu'à ce jour?

2. Le gouvernement du Canada et le gouvernement de la province de la Colombie-Britannique ont-ils entamé des pourparlers visant à l'aménagement d'un parc national sur la côte du Pacifique?

Question n° 255 par M. Caouette—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Selon les derniers renseignements, quel est le nombre de chômeurs inscrits *a*) au Canada, *b*) dans le Québec, *c*) à Rouyn-Noranda, *d*) à Val-d'Or?

M. Hales, secrétaire parlementaire du ministre du Travail, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Sur motion de M. Knowles, appuyé par M. Howard, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre un état indiquant, par circonscription électorale, le montant total des dépenses d'élection de chaque candidat aux élections générales du 18

juin 1962, selon qu'il figure dans le rapport des dépenses d'élection présenté par l'agent officiel de chaque candidat, conformément aux dispositions de l'article 63 de la Loi électorale du Canada, et indiquant aussi, par circonscription électorale, les noms de tous candidats dont l'état des dépenses n'a pas été présenté.—(*Avis de motion portant production de documents n° 1*).

Sur motion de M. Knowles, appuyé par M. Fisher, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1957 entre le gouvernement fédéral, l'un de ses ministères, services ou directions, et les fabricants de produits pharmaceutiques, les autres gouvernements et le personnel médical ou les associations médicales, au sujet de la drogue thalidomide (ou kevadon), et, en outre, tous mémoires ou rapports relatifs à ladite drogue que possède le gouvernement.—(*Avis de motion portant production de documents n° 2*).

Sur motion de M. Fane, appuyé par M. Fleming (Okanagan-Revelstoke), il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de toute correspondance et de tous documents relatifs au festival dit *Gold Rush Festival* échangés entre le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales ou des fonctionnaires de son ministère et le président du comité de ce festival ou le président de la fondation du festival de la ville de Dawson.—(*Avis de motion portant production de documents n° 3*).

Sur motion de M. Howard, appuyé par M. Peters, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie du rapport de M. W. J. Morris, de l'Université du Manitoba, au sujet d'une enquête sur les conditions régnant dans la réserve indienne de Red Lake.—(*Avis de motion portant production de documents n° 4*).

Sur motion de M. Fisher, appuyé par M. Peters, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de tous rapports, correspondance, etc., échangés depuis le 1er janvier 1962 entre le gouvernement, y compris le ministère des Transports et le bureau du premier ministre, et toutes personnes ou tous groupements, relativement à l'établissement de services à l'aéroport de Peterborough (Ont.).—(*Avis de motion portant production de documents n° 6*).

Les avis de motions portant production de documents (*n°s 7, 9, 11 et 13*) sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Sur motion de M. Knowles, appuyé par M. Peters, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de toute correspondance et de tous dossiers relatifs à des pourparlers échangés depuis le 18 juin 1962 entre le gouvernement ou l'un de ses ministres et la Fédération du service civil du Canada, l'Association du service civil du Canada et l'Institut professionnel du service public du Canada, relativement *a*) au relèvement de traitements dans le service public, et *b*) aux modes de négociation et aux moyens de résoudre les différends qui en découlent. —(*Avis de motion portant production de documents n° 10*).

M. Turner, appuyé par M. Pennell, propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production d'une copie d'un tableau indiquant les variations des avoirs officiels en or et en devises étrangères, y compris les dollars des États-Unis, détenus dans le compte du Fonds des changes et par la Banque du Canada, et indiquant «le montant global du change offert sur le marché en provenance des ventes de devises étrangères», chaque jour, depuis le 9 avril jusqu'au 24 juin 1962 inclusivement.—(*Avis de motion portant production de documents n° 12*).

La question est mise en délibération;

L'honorable ministre des Finances (M. Nowlan) fait connaître qu'il désire un débat sur ladite motion.

Il est ordonné,—Que le greffier reporte ladite motion à l'ordre relatif aux *Avis de motions* (*documents*), conformément à l'article 47 du Règlement.

M. Howard, appuyé par M. Martin (Timmins), propose,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie des procès-verbaux de toutes les séances du Conseil national de la productivité.—(*Avis de motion portant production de documents n° 14*).

La question est mise en délibération;

L'honorable ministre du Commerce (M. Hees) fait connaître qu'il désire un débat sur ladite motion.

Il est ordonné,—Que le greffier reporte ladite motion à l'ordre relatif aux *Avis de motions* (*documents*), conformément à l'article 47 du Règlement.

Sur motion de M. Knowles, appuyé par M. Peters, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse la priant de faire déposer à la Chambre une copie du certificat, approuvé par le ministre de la Justice et signé par le sous-ministre de la Justice, attestant que le décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-902, daté du 24 juin 1962, a été examiné comme le prescrit la Déclaration canadienne des droits, ainsi qu'une copie de tout rapport ou mémoire joint audit certificat ou transmis au greffier du Conseil privé, et, en outre, copie de la copie authentique dudit décret, indiquant toutes signatures ou tous paraphes y apposés.—(*Avis de motion portant production de documents n° 15*).

M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. MacEachen, propose,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre des copies de la correspondance ou de tous documents échangés entre le premier ministre ou le ministre des Finances ou tout autre ministre de la Couronne et les fonctionnaires du ministère de la Justice ou du Conseil privé ou de tout autre ministère ou organisme de l'État, au sujet du décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-902, daté du 24 juin 1962, et de la modification du décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-987, daté du 11 juillet 1962, et au sujet de la Liste de marchandises d'importation contrôlée, modifiée par le décret C.P. 1962-903, daté du 24 juin 1962, en ce qui concerne notamment la légalité desdits décrets.—(*Avis de motion portant production de documents n° 16*).

La question est mise en délibération;

L'honorable ministre de la Justice (M. Fleming (Eglinton)) fait connaître qu'il désire un débat sur ladite motion.

Il est ordonné,—Que le greffier reporte ladite motion à l'ordre relatif aux *Avis de motions* (*documents*), conformément à l'article 47 du Règlement.

Sur motion de M. Knowles, appuyé par M. Peters, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de toutes communications datées depuis le 13 avril 1962 et reçues par le premier ministre, relativement à la question des pensions des employés actuels et des anciens employés des chemins de fer Nationaux du Canada, et une copie des réponses du premier ministre à ce sujet.—(*Avis de motion portant production de documents n° 17*).

Sur motion de M. Knowles, appuyé par M. Fisher, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de toutes communications datées depuis le 13 avril 1962 et reçues par le ministre des Transports, relativement à la question des employés actuels et des anciens employés des chemins de fer Nationaux du Canada, et une copie des réponses du ministre des Transports à ce sujet.—(*Avis de motion portant production de documents n° 18*).

Sur motion de M. Knowles, appuyé par M. Fisher, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de toutes lettres, datées depuis le 9 août 1962, adressées par le ministre de la Justice au président et (ou) aux autres membres de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, ainsi qu'une copie de toutes lettres, depuis la même date, adressées par le président et (ou) les autres membres de ladite Commission au ministre de la Justice.—(*Avis de motion portant production de documents n° 20*).

Sur motion de M. Howard, appuyé par M. Martin (Timmins), il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de tous mémoires, lettres et communications, présentés au gouvernement ou à l'un de ses organismes ou services, depuis le 22 janvier 1962, au sujet du bill C-38 de la cinquième session du vingt-quatrième Parlement du Canada intitulé: Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers.—(*Avis de motion portant production de documents n° 21*).

Sur motion de M. Brewin, appuyé par M. Lewis, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le ministre de la Justice et les procureurs généraux ou les autres ministres des provinces, relativement au mode de modification de la Constitution du Canada, depuis le 2 avril 1962, date du dépôt du document parlementaire n° 227, qui contenait la correspondance échangée jusqu'à ce jour.—(*Avis de motion portant production de documents n° 22*).

A l'appel de l'ordre du jour, l'honorable député d'Essex-Est (M. Martin) pose une question concernant le chef de la Direction des parcs nationaux du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales.

M. l'Orateur déclare que la question n'est pas réglementaire en ce qu'elle exprime une opinion et que, par conséquent, elle contrevient aux dispositions du paragraphe (1) de l'article 39 du Règlement.

L'honorable député d'Essex-Est en appelle à la Chambre de cette décision.

Les députés sont convoqués à la Chambre;

M. l'Orateur fait connaître qu'il s'agit d'un appel à la Chambre de la décision susdite.

M. l'Orateur met aux voix la question suivante: «La décision de l'Orateur est-elle maintenue?»—Et la décision est maintenue par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,
Alkenbrack,
Balcer,
Baldwin,
Barnett,
Baskin,
Beaulé,
Bélanger,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Berger,
Bernier,
Bigg,
Bourbonnais,
Bradley,
Brewin,
Cadieu,
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles),
Caouette,
Cardiff,
Casselman (Mme),
Chaplin,
Chown,
Churchill,
Clancy,
Cook,
Cooper,
Côté,
Crouse,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dionne,
Dumont,
English,
Enns,
Fairclough (Mme),
Fairweather,
Fane,
Fisher,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Victoria-Carleton),
Forbes,
Frenette,
Fulton,
Gagnon,
Gauthier,
Grafftey,
Green,
Grégoire,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Hamilton,
Hanbidge,
Harkness,
Hees,
Herridge,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (The Battlefords),
Howard,
Howe,
Jorgenson,
Kennedy,
Kindt,
Knowles,
Kirchinski,
Lamy,
Langlois,
Laprise,
Latulippe,
Leboe,
Legere,
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Létourneau,
Lewis,
Macdonald (Mme),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McIntosh,
McPhillips,
Maltais,
Mandziuk,
Marcoux,
Martin (Timmins),
Martineau,
Mather,
Millar,
Monteith,
Moore,
More,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nesbitt,
Nielsen,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Orlikow,
Ormiston,
Ouellet,
Pascoe,
Patterson,
Paul,
Perron,
Phillips,
Plourde,
Prittie,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Robinson,
Rondeau,
Roy,
Rynard,
Sams,
Scott,
Sévigny,
Skoreyko,
Smallwood,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Stenson,
Thomas,
Thompson,
Valade,
Vincent,
Webb,
Webster,
Weichel,
Winkler,
Woolliams—147.

CONTRE

Messieurs

Addison,	Clermont,	Harley,	Matte,
Argue,	Clunis,	Hellyer,	Mitchell,
Asselin,	Cowan,	Honey,	Munro,
Badanai,	Crestohl,	Laing,	Nicholson,
Batten,	Crossman,	LaMarsh (Mlle),	Pearson,
Béchard,	Denis,	Lamoureux,	Pennell,
Beer,	Drouin,	Laniel,	Pickersgill,
Benson,	Drury,	Leduc,	Pilon,
Boulanger,	Dubé,	Legaré,	Richard,
Bourque,	Dupuis,	Lessard (Saint-Henri),	Rideout,
Brown,	Éthier,	Loiselle,	Rinfret,
Burgess,	Eudes,	Macdonald (Rosedale),	Robichaud,
Byrne,	Forgie,	Mackasey,	Rock,
Cadieux,	Foy,	Macnaughton,	Roxburgh,
Cameron (High Park),	Garland,	McLean (Charlotte),	Ryan,
Cantin,	Godin,	McMillan,	Stewart,
Cardin,	Gordon,	McNulty,	Tardif,
Caron,	Granger,	McWilliam,	Teillet,
Carter,	Gray,	Martin (Essex-Est),	Tucker,
Cashin,	Habel,	Matheson,	Turner,
Chevrier,	Haidasz,		Wahn,
	Hardie (Mme),		Walker—85.

Comme il est de nouveau fait appel de l'ordre du jour, il s'élève une discussion au sujet d'une déclaration faite par l'honorable représentant de Bow River (M. Woolliams).

Et l'honorable député de Port-Arthur (M. Fisher) ayant posé une question à propos de cette déclaration;

M. l'Orateur déclare la question irrégulière pour la raison que ce n'est pas le genre de question qui peut être posée à l'appel de l'ordre du jour.

L'honorable député de Port-Arthur en appelle à la Chambre de cette décision.

Les députés sont convoqués à la Chambre:

M. l'Orateur fait connaître qu'il s'agit d'un appel à la Chambre de la décision susdite.

M. l'Orateur met aux voix la question suivante: «La décision de l'Orateur est-elle maintenue?»—Et la décision est maintenue par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,	Bernier,	Clancy,	Fairclough (Mme),
Alkenbrack,	Bigg,	Cook,	Fairweather,
Balcer,	Bourbonnais,	Cooper,	Fane,
Baldwin,	Bradley,	Côté,	Fleming (Eglinton),
Baskin,	Cadieu,	Crouse,	Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Beaulé,	Caouette,	Diefenbaker,	
Bélanger,	Cardiff,	Dinsdale,	Flemming (Victoria-Carleton),
Bell (Carleton),	Casselman (Mme),	Dionne,	
Bell (Saint-Jean-Albert),	Chaplin,	Dumont,	Forbes,
	Chown,	English,	Frenette,
Belzile,	Churchill,	Enns,	Fulton,

Gagnon,
Gauthier,
Grafftey,
Green,
Grégoire,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Hamilton,
Hanbidge,
Harkness,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jorgenson,
Kennedy,
Kindt,
Korchinski,
Lamy,
Langlois,
Laprise,
Latulippe,
Leboe,
Legere,
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Létourneau,
Macdonald (Mme),
MacEwan,
MacLean (Queens),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McIntosh,
McPhillips,
Maltais,
Mandziuk,
Marcoux,
Martineau,
Millar,
Monteith,
Moore,
More,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nesbitt,
Nielsen,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Ormiston,
Ouellet,
Pascoe,
Patterson,
Paul,
Perron,
Phillips,
Plourde,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Robinson,
Rondeau,
Roy,
Rynard,
Sams,
Sévigny,
Skoreyko,
Smallwood,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Stenson,
Thomas,
Thompson,
Valade,
Vincent,
Webb,
Weichel,
Winkler,
Woolliams—130.

CONTRE

Messieurs

Addison,
Argue,
Asselin,
Badanai,
Barnett,
Batten,
Béchard,
Beer,
Benson,
Berger,
Boulanger,
Bourque,
Brewin,
Brown,
Burgess,
Byrne,
Cadieux,
Cameron (High Park),
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles),
Cantin,
Cardin,
Caron,
Carter,
Cashin,
Chevrier,
Clermont,
Clunis,
Cowan,
Crestohl,
Crossman,
Denis,
Drouin,
Drury,
Dubé,
Dupuis,
Éthier,
Eudes,
Fisher,
Forgie,
Foy,
Garland,
Godin,
Gordon,
Granger,
Gray,
Habel,
Haidasz,
Hardie (Mme),
Harley,
Hellyer,
Herridge,
Honey,
Howard,
Knowles,
Laing,
LaMarsh (Mlle),
Lamoureux,
Laniel,
Leduc,
Legaré,
Lessard (Saint-Henri),
Lewis,
Loiselle,
Macdonald (Rosedale),
MacInnis,
Mackasey,
Macnaughton,
McIlraith,
McLean (Charlotte),
McMillan,
McNulty,
McWilliam,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Mather,
Matheson,
Matte,
Mitchell,
Munro,
Nicholson,
Orlikow,
Pearson,
Pennell,
Peters,
Pickersgill,
Pilon,
Prittie,
Richard,
Rideout,
Rinfret,
Robichaud,
Rock,
Roxburgh,
Ryan,
Scott,
Stewart,
Tardif,
Teillet,
Tucker,
Turner,
Wahn,
Walker,
Webster—103.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

M. Orlikow, appuyé par M. Berger, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement fédéral devrait prendre l'initiative, par la convocation d'une

conférence des autorités fédérales, provinciales et municipales, de reviser les pouvoirs de chacun de ces gouvernements de même que leur possibilité financière de les exercer, aux fins de redistribuer le lourd fardeau des services tels que l'instruction et le bien-être d'une façon plus équitable.—(*Avis de motion n° 1*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Deuxième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Margaret Ellynore MacDougall Abbott, épouse de Ernest Kitson Abbott, de Montréal (P.Q.).

Carmen Lister Abrams, épouse de Theodore Martin Abrams, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Irene Marjorie Hunt Adams, épouse de Merrill Karn Adams, de Saint-Jean (P.Q.).

Agnes Blumenthal Agai, épouse de Nicolas Agai, de Montréal (P.Q.).

Demetre Almyriotis, de Montréal (P.Q.), époux de Evanthia Stamelos Almyriotis.

Betty Szlukier Ankhelyi, épouse de Gyorgy (George) Ankhelyi, de Montréal (P.Q.).

Anne Marie Perrozzino Asselin, épouse de Roger Asselin, de Montréal (P.Q.).

Sylvia Taliercio Aucoin, épouse de John Charles Aucoin, de Montréal (P.Q.).

Denise Vezeau Bachelder, épouse de Stanley John Arthur Bachelder, de Rougemont (P.Q.).

Sonja Swerzowa Bagry, épouse de Ignaz Bagry, de Montréal (P.Q.).

Alma Ivy Trineer Bankley, épouse de Gordon Lloyd Bankley, de Montréal (P.Q.).

Percy Beauvais, de Saint-Laurent (P.Q.), époux de Mary Letitia McKenzie Beauvais.

Paul Aimé Bédard, de la Province de Québec, époux de Jean Shirley Yvonne Carter Bédard.

Jacqueline Dumontet Bélanger, épouse de Marcel Bélanger, de Montréal (P.Q.).

Jeannie Kozak Belchik, épouse de Paul Belchik, de Montréal (P.Q.).

Aranka Ilona Paris Berendy, épouse de Bela Julius Berendy, de Montréal (P.Q.).

Gladys Ethel Sarah Baker Bergeron, épouse de Philip Joseph Bergeron, de Montréal (P.Q.).

Guy Bertrand, de Ville Saint-Laurent (P.Q.), époux de Colombe Grondin Bertrand.

June Grafton Blickstead, épouse de Ralph Blickstead, de Montréal (P.Q.).

Kenneth Allen Blight, de Saint-Eustache-sur-le-Lac (P.Q.), époux de Iris Maureen Barnett Blight.

Gizella Ethel Nagy Bogoly, épouse de Louis Bogoly, fils, de Montréal (P.Q.).

Simonne Michèle Mona Routier Bouchard, épouse de Jacques Bouchard, de Montréal (P.Q.).

Joseph Léo Gérard Bougie, de Montréal (P.Q.), époux de Madeleine Thériault Bougie.

James Robert Breslin, de Pierrefonds (P.Q.), époux de Mary Marlene Leona Beaudoin Breslin.

Shirley Anderson Brimacombe, épouse de Irving Brimacombe, de Montréal (P.Q.).

Klara Ary Brody, épouse de Otto Brody, de Montréal (P.Q.).

Marjorie McEachern Brown, épouse de Arnold Galbraith Brown, de Montréal (P.Q.).

Wilma Gloria Hill Bryson, épouse de Lloyd George Bryson, de Lachute (P.Q.).

Gerhard Hermann Buchholz, de Montréal (P.Q.), époux de Ingrid Koenig Buchholz.

Alexander Burke, de Pointe-aux-Trembles (P.Q.), époux de Émérantienne St-Pierre Burke.

Olga Antonina Safian Burkousky, épouse de Joseph Marion Burkousky, de Lachine (P.Q.).

Lorraine Bastien Burt, épouse de Harold Edmund Burt, de Montréal (P.Q.).

Bruce Reid Campbell, de Westmount (P.Q.), époux de June Ethel Phyllis Barton Campbell.

Judith Elizabeth Stacey Caron, épouse de Norman Michael Caron, de Montréal (P.Q.).

Nicholas Cimbru Chambers, de Montréal (P.Q.), époux de Germaine Leclerc Chambers.

Robert Charles Chapman, de Montréal (P.Q.), époux de Mary Jane Griffin Chapman.

Rosemary Beatrice Overett Clare, époux de Derek Clare, de Outremont (P.Q.).

Alice Elizabeth Newman Clarke, épouse de Warren Clarke de Ville LeMoyne (P.Q.).

Anita Duguay Cleri, épouse de Vinicio Cleri, de Montréal (P.Q.).

Beverley Hayden Forman Crerar, épouse de Colin Douglas Crerar, de Beaconsfield (P.Q.).

Josephine Mary Holmes Croll, épouse de Donald Edmund Croll, de Montréal (P.Q.).

Sylvia Lipson Dankner, épouse de Philip Dankner, de Montréal (P.Q.).

Florence Patricia Finucane Da Silva, épouse de Aubrey Terrence Da Silva, de Montréal (P.Q.).

Joseph Fortin Decelles, de Montréal (P.Q.), époux de Simonne Letourneau Decelles.

Giuseppe de Cristofaro, de Montréal (P.Q.), époux de Brigide Roy de Cristofaro.

Elsie Jean Oakley Délisle, épouse de Léo Roger Délisle, de Montréal (P.Q.).

Alexandra Pantzaras Deliyannakis, épouse de Nicolas Deliyannakis, de Montréal (P.Q.).

Gladys Jean Assaf Desjardins, épouse de Joseph Julien Léopold Desjardins de Ste-Thérèse (P.Q.).

Hilda Copley Desjardins, épouse de Joseph Réal Robert Desjardins, de Montréal (P.Q.).

Anita Margaret Steele d'Esterre, épouse de Robert Duncan d'Esterre, de Beaconsfield (P.Q.).

Margaret Joan Parkinson Digby, épouse de George Arnold Digby, de Ville St-Michel (P.Q.).

Patricia Beverley Lang Dimeo, épouse de Alexander Hough Dimeo, de Montréal-Ouest (P.Q.).

John Donaldson, de Montréal (P.Q.), époux de Evelyn Mahaffey Donaldson.

Jean Helen Wales Donnan, épouse de James Stewart Donnan, de Montréal (P.Q.).

Brigitte Seidel Dophide, épouse de Wilfrid Dophide, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Louise Lamarre Doyle, épouse de John Harold Doyle, de Montréal (P.Q.).

Hazel Weir Durocher, épouse de Georges Durocher, de Montréal (P.Q.).

Rose Gratton Duval, épouse de Aurèle Duval, de Montréal (P.Q.).

Rosemary Louise di Gravina Eakins, épouse de Peter Russell Eakins, de Montréal (P.Q.).

William Rankin Edmondson, de Ville Mont-Royal (P.Q.), époux de Marjorie Beryl Blodgett Edmondson.

Joseph Arthur Norman William Edwards, de LaSalle (P.Q.) époux de Muriel Joyce Bray Edwards.

Ruth Ilona Mickey Elkin, épouse de Sidney Elkin, de Montréal (P.Q.).

Léonard Émond, de Repentigny (P.Q.), époux de Bella Savard Émond.

Joyce Ethel Martin Empey, épouse de John Franklyn Empey, de Montréal (P.Q.).

Jean Alexandria MacPhail Etheridge, épouse de Kenneth Charles Etheridge, de St-Eustache-sur-le Lac (P.Q.).

John Faucher, de Montréal (P.Q.), époux de Marion Gardner Faucher.

Robert Fleischer, de Montréal (P.Q.), époux de Agnes Pataki Fleischer.

Mary Iris Neil Fournier, épouse de Jean Jacques Fournier, de Montréal (P.Q.).

Alethea Arnold Fowler, épouse de Irwin Fowler, de Baldwins Mills (P.Q.).

Haia (Clara) Weissman Fuchsman, épouse de Iosif (Josif) Fuchsman, de Châteauguay Gardens (P.Q.).

Margaret Elaine Arthur Gallagher, épouse de Raymond Hugh Gallagher, de Montréal (P.Q.).

Hervé Gauthier, de Montréal (P.Q.), époux de Carmen Sicard Gauthier.

Rosaire Gauthier, de Montréal (P.Q.), époux de Deane Auclair Gauthier.

Thérèse Lambert Genest, épouse de Claude Genest, de Westmount (P.Q.).

Nicole Marie Pineau Geoffroy, épouse de Bernard Marcel Geoffroy, de Montréal (P.Q.).

Mary Yvonne Agarand Giguère, épouse de Claude Giguère, de Montréal (P.Q.).

Marie Émilia Rolande Bernier Gittens, épouse de Kenneth Fitzgerald Gittens, de Montréal (P.Q.).

Lucille Isserman Goresky, épouse de Irving Goresky, de Montréal (P.Q.).

Nancy Ruth Romaniuk Grabina, épouse de Jerry Grabina, de la Province de Québec.

Catherine Mildred Fogarty Gray, épouse de Joseph George Robert Gray, de Montréal (P.Q.).

Marie Albert Greensell, épouse de Rémi Greensell, de Montréal (P.Q.).

Barbara Gladys George Gregory, épouse de Marshall Donald Ward Gregory, de Lac Selby (P.Q.).

Wilhelmina Morrison Grundy, épouse de George William Grundy de Verdun (P.Q.).

Madeleine Françoise Patenaude Hankowski, épouse de Jan Paul Hankowski, de la Province de Québec.

John Harman, de Montréal (P.Q.), époux de Ann Frogley Harman.

Robert Harrison, de Montréal (P.Q.), époux de Rita Jeannette Nolan Harrison.

Doris Sibyl Jane Godsell Hassall, épouse de Frederick James Hassall, de Verdun (P.Q.).

René Hébert, de Montréal (P.Q.), époux de Carmen Labrecque Hébert.

Felix Hollinger, de Montréal (P.Q.), époux de Adeline Ruskin Hollinger.

Dorothy Doreen Bertram Howell, épouse de William Alfred Howell, de Westmount (P.Q.).

Nadia-Anne Lucyshyn Hruszij, épouse de Mycola Hruszij, de Montréal (P.Q.).

Lillian Florence Catherine Kaye Hurst, épouse de Douglas Charles Hurst, de Montréal (P.Q.).

Harry Hyman, de Montréal (P.Q.), époux de Rose Teresa Emond Hyman.

Ion Ignatescu, de Montréal (P.Q.), époux de Saveta Palagian Ignatescu.

Haidy Amalie Madelaine Vasesha Jack, épouse de John Thomas Jack, de Montréal, (P.Q.).

Rosa Degen Jacobson, épouse de Michael Jacobson, de Montréal (P.Q.).

Zbigniew Stanislaw Janicki, de Montréal (P.Q.), époux de Vittorina Bernardi Janicki.

Marie Joan Patricia Romano Jeffries, épouse de Joseph William Jeffries, de Montréal (P.Q.).

Christine Viger Johnson, épouse de Harteny Lawrence Johnson, de Valois (P.Q.).

Phyllis Carol Green Johnston, épouse de William Johnston, de Montréal, (P.Q.).

Colleen Ann Sheen Kenny, épouse de William Harold Kenny, fils, de Verdun (P.Q.).

Margaret Anna Varga Kenwood, épouse de Ronald Albert Kenwood, de Montréal (P.Q.).

Karl Heinz Kerlikowsky, de Montréal (P.Q.), époux de Elisabeth Ingrid Lopinski Kerlikowsky.

Zelda Barbara Fine Kimberg, épouse de Irving Noah Kimberg, de Montréal (P.Q.).

Gabriela Meislova Kiwitt, épouse de William Kiwitt, de Beaurepaire (P.Q.).

Mildred Dishell Kligman, épouse de Sam Kligman, de Montréal (P.Q.).

Anita Guido Lorencin Knezevic, épouse de Zoran Mitar Knezevic, de Montréal (P.Q.).

Maureen Davies Knowles, épouse de Geoffrey Arnold Knowles, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Anne Hanley Kotania, épouse de Thaddeus Julian John Kotania, de LaSalle (P.Q.).

Dora Elfriede Elizabeth Christian Jacobi Kovacs, épouse de Lajos Louis Kovacs, autrement connu sous le nom de Kovac, de Montréal (P.Q.).

Joan Jeannette Hazlett Krautle, épouse de Karl Otto Krautle, de Arundel (P.Q.).

Joyce Irene Bernard Larocque, épouse de Andrew Joseph Larocque, de la province de Québec.

Constance Valerie McKnight Laurie, épouse de Norman Earl Laurie, de Verdun (P.Q.).

Paulyne Gagnon Leblanc, épouse de André Leblanc, de Montréal (P.Q.).

Guy Lefebvre, de Montréal (P.Q.), époux de Madeleine Bergeron Lefebvre.

Violet Pearl St. James Kerr Lemoine, épouse de Stanley Allen Lemoine, de Montréal (P.Q.).

Maria Jeney Lenkei, épouse de François Ferenc Lenkei, autrement connu sous le nom de Leichtag, de Montréal (P.Q.).

Celia Mucznik Lesnik, épouse de Borys Lesnik, de Montréal (P.Q.).

Jean Gold Letovsky, épouse de Louis Wolfe Letovsky, de Dorval (P.Q.).

Ines Barbara Harari Levy, épouse de Nessim (Nathan) Levy, de Montréal (P.Q.).

Margaret Ada Edwards Lewis, épouse de Gilbert Stephen Lewis, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Joseph Antonio Benoît Jacques L'Heureux, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Irène Jacqueline Cauvier L'Heureux.

Marsha Mendelman Liberman, épouse de Saul Liberman, de Montréal (P.Q.).

Sheila Izenberg Liebling, épouse de Gilbert Liebling, de Montréal (P.Q.).

Nathalie Katyk Longtin, épouse de Claude Valois Longtin, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Estelle Gibbons Lord, épouse de Richard Leslie Michael Lord, de Montréal (P.Q.).

Karl-Heinz Hans Luedders, de Laval des Rapides (P.Q.), époux de Irene Antonie Otten Luedders.

Frances Feldman Lyman, épouse de Harvey Lyman, de Montréal (P.Q.).

Phyllis Amber Manoah, épouse de Yaacov Manoah, de Montréal (P.Q.).

Edward Sidney Mansfield, de Bois de Filion (P.Q.), époux de Dorothea Lyon Innes Mansfield.

Léonard Marchand (Mihalcean), de Pont-Viau (P.Q.), époux de Gertrude Émond Marchand.

Dawn Dorothea Armstrong Marsden, épouse de Ross John Chambers Marsden, de St-Eustache-sur-le-Lac (P.Q.).

Sandra Mary Louise Deering Martin, épouse de Wallace Martin, de Ville LaSalle (P.Q.).

Anna Louella Zacharias Matthews, épouse de Ronald Rupert Matthews, de Montréal (P.Q.).

Beverley Ann Gall Maughan, épouse de John Frederick Maughan, de Westmount (P.Q.).

Mildred Dawson Larmonth Meakins, épouse de Jonathan Fayette Meakins, de Montréal (P.Q.).

Marie Aleta (Maude) Barker Meerovitch, épouse de Nathaniel Meerovitch, de Montréal (P.Q.).

Leslie Thomas Norval Modler, de Cartierville (P.Q.), époux de Nina Naomi March Modler.

William Henry Monaghan, de Hudson Heights (P.Q.), époux de JoAnn Carol Brown Monaghan.

Gladys Noreen Hill Monette, épouse de John James Monette, de Montréal (P.Q.).

Harold Moreau, de Montréal (P.Q.), époux de Suzanne Dragon Moreau.

Valerie Jean Arnott Morton, épouse de John Ure Morton, de Verdun (P.Q.).

Ruth Clark Moss, épouse de Harry Moss, de Montréal (P.Q.).

Elsa Trolle Munch, épouse de Arne Munch, de Dorval (P.Q.).

Ann Marguerite Barnett MacDonald, épouse de Russell Albert MacDonald, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Vera Irene Scott MacKenzie, épouse de William George MacKenzie, de Lachute (P.Q.).

Edith Rozel Dougan McDougall, épouse de David McDougall, de Montréal (P.Q.).

Angus McIntosh, de Verdun (P.Q.), époux de June Theresa Gearey McIntosh.

Ellen Chase Biggar McKellar, épouse de Bruce McKellar, de Montréal (P.Q.).

Sandra E. Haan McVety, épouse de John A. McVety, de Montréal (P.Q.).

Lajos (Louis) Nagy, de Lachine (P.Q.), époux de Ilonka Hajnal Nagy.

Josephine (Rose) Tworeck Nawrocki, épouse de Joseph John Nawrocki, de Montréal (P.Q.).

Frances Cynthia Beloff Nevitt, épouse de Joshua Nevitt, de Montréal (P.Q.).

Pawel Olejnik, de Montréal (P.Q.), époux de Maria Bzik Olejnik.

Jean Elizabeth Simmons O'Reilly, épouse de Michael Walter O'Reilly, de St-Laurent (P.Q.).

Charles Harold Page, de Montréal (P.Q.), époux de Carole Ann Gollan Page.

Clara Edith Laszlo Papp, épouse de Otto Papp, de Montréal (P.Q.).

Virginia Ruth Baker Parmiter, épouse de Douglas Parmiter, de Ville LaSalle (P.Q.).

Joan Mary Graham Pearson, épouse de Richard Hammond Pearson, de Montréal (P.Q.).

Maureen Mary Mears Piercey, épouse de William Frederick Piercey, de Verdun (P.Q.).

Madge Estelle Druce Pinkerton, épouse de Robert Pinkerton, de Ville Lemoyne (P.Q.).

Eva Florence Eigen Plaskett, épouse de Gordon Plaskett, de Montréal (P.Q.).

Georgine Jun Plzak, épouse de Bohumil Plzak, de Sutton (P.Q.).

Evelyn Frances Jordan Rae, épouse de Clifford Rae, de Montréal (P.Q.).

Patricia Rose Sheen Rankin, épouse de Allan Hugh Rankin, de Verdun (P.Q.).

Suzanne Markovits Reiner, épouse de Charles Reiner, de Montréal (P.Q.).

Monique Fournier Remy, épouse de Edouard Remy de St-Marc-sur-Richelieu (P.Q.).

Réal Richard, de Montreal (P.Q.), époux de Marcella Levesque Richard.

Géraldine Ludgarde Pineault Romer, épouse de Joseph Frank Romer, de Chomedey-Sud (P.Q.).

Marcelle Guedj Rosenberg, épouse de Salomon Rosenberg, de Montréal (P.Q.).

Isadore Rosenblatt, de Montréal (P.Q.), époux de Sarah Molly Speevak Rosenblatt.

Rebecca Rafalkes Rosenstrauss, épouse de Eisig Rosenstrauss, de Montréal (P.Q.).

Irene Gargano Ross, épouse de Stanley Ross, de Montréal (P.Q.).

Nellie Rosen Rothman, épouse de Charles Rothman, de Westmount (P.Q.).

Gerda-Sascha Slosarczyk Rozwadowski, épouse de Jerzy Rozwadowski, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Beverley Anne Bishop Runions, épouse de Harold Kenneth Runions, de Sherbrooke (P.Q.).

Kathleen Meades Ryan, épouse de Albert George Ryan, de Pointe-St-Charles (P.Q.).

Jeannine Elizabeth Buchanan Sharpe, épouse de Theodore Sharpe, de Montréal (P.Q.).

Lorna Greenberg Scherzer, épouse de Paul Scherzer, de Montréal (P.Q.).

Marie Theresa Keeke Sckyra, épouse de Erwin Sckyra, de Longueuil (P.Q.).

Joseph Maurice Sealy, de Ville Jacques-Cartier (P.Q.), époux de Clara Allan Godding Sealy.

Blima (Wendy) Weitzman Shapiro, épouse de Harry (Hirsch) Shapiro, de Montréal (P.Q.).

Ivy Elizabeth Jacques Sherry, épouse de Henry Edward Sherry, de Montréal (P.Q.).

Phyllis White Siev, épouse de Geoffrey Marshall Siev, de Montréal (P.Q.).

Lloyd James Simpson, de Ste-Anne-de-Bellevue (P.Q.), époux de Hazel Weston Kindred Simpson.

Marion Ruth Catherine Harding Slattery, épouse de Edward Michael Slattery, de Verdun (P.Q.).

Patricia Ann Nind Small, épouse de Leonard Edward George Small, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Lillian Banks Small, épouse de Richard William Small, de Châteauguay (P.Q.).

Ruby Rita Williams Smith, épouse de John Michael Smith, de Montréal (P.Q.).

Sylvia Bertha Schneider Spires, épouse de John Joseph Spires, de Montréal (P.Q.).

Bertha Bromirska Staruch, épouse de John Staruch, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Angela McMenamin Sterling, épouse de Alexander Stirling, de Dorval (P.Q.).

Adele Kathleen Paquin Strachan, épouse de Kenneth Alexander Strachan, de Montréal (P.Q.).

Leomay Marie Blanche Chouinard Chilco Stratton, épouse de James Martin Stratton, de Montréal (P.Q.).

Anna Elizabeth Bovingdon Strickland, épouse de Edward John Strickland, de Montréal (P.Q.).

Hyman Omri Tannenbaum, de Baie d'Urfé (P.Q.), époux de Elsie Sarah Kirouac Tannenbaum.

Marketa Langer Tata, épouse de Saam Tata, de Montréal (P.Q.).

Isadore Titleman de Outremont (P.Q.), époux de Marion Ganstil Titleman.

Glen Stewart Small Tornay, épouse de Edgar Tornay, de Montréal (P.Q.).

Beverley Maron Trachtenberg (Tratt), épouse de Arthur Trachtenberg (Tratt), de Montréal (P.Q.).

Doris Irene Moss Trerice, épouse de Nelson Webster Trerice, de Montréal (P.Q.).

Milton Lawrence Trickey, de Ville St-Constant (P.Q.), époux de Myrtle Ramona Feltham Trickey.

Irene Horianska Tyminski, épouse de Tadeusz Tyminski, de Montréal (P.Q.).

Lygery Papademetriou Varverikos, épouse de Emmanuel Varverikos, de Montréal (P.Q.).

Stasys Vysniauskas, de Montréal (P.Q.), époux de Zenta Bertulaite Vysniauskas.

Linnea Erna Barbara Gussow Walker, épouse de Henry Normand Walker, de Baie d'Urfé (P.Q.).

Barbara Ann Tivy Wallace, épouse de Kenneth William Wallace, de St-Lambert (P.Q.).

William Metcalfe Watt, de Laval-Ouest (P.Q.), époux de Rosemary Evelyn MacCartney Watt.

Toni Anna Lydia Mogroby Weiss (Weisz), épouse de Bernard Weiss (Weisz), de Montréal (P.Q.).

Anton Welte, de Longueuil (P.Q.), époux de Christina Mayer Welte.

Esther Sheps Wertheimer, épouse de William Wertheimer, de Montréal (P.Q.).

Miriam Fairbairn White, épouse de Mathew White, de Montréal (P.Q.).

James Richard Williamson, de Montréal (P.Q.), époux de Claire Morin Williamson.

Albert Henry Grabeldinger Willis, de Montréal (P.Q.), époux de Erna Margot Szlata Willis.

Helena Jadwiga Igiel Vel Frankel Wodnicki, épouse de Stanislaw Wodnicki, de Montréal (P.Q.).

Sheila Callan Wolofski, épouse de Leib Wolofsky, de Montréal (P.Q.).

Shirley Margaret Bennett Woolley, épouse de Edward Brian Woolley, de Montréal (P.Q.).

Lily Heyes Worthington, épouse de Ronald Worthington, de Ville LaSalle (P.Q.).

Rachela Landau Zimber, épouse de Leo Zimber, de Montréal (P.Q.).

Jean Alice Besnick Rinder, épouse de Leonard Rinder, de Montréal (P.Q.).

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 15

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 18 OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel message est lu par M. l'Orateur ainsi qu'il suit:

GEORGE-P. VANIER

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget revisé des sommes requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1963, et conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Résidence du Gouverneur général.

Sur motion de M. Nowlan, appuyé par M. Harkness, ledit message et ledit budget revisé sont renvoyés au comité des subsides.

Une pétition est présentée, suivant la disposition de l'article 70(2) du Règlement.

M. Bell (Carleton), appuyé par M. Halpenny, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative en vue de pourvoir à l'établissement d'une Commission des réclamations indiennes, à la nomination

de ses membres et de son personnel, ainsi qu'à leurs traitements et à leurs dépenses; en vue de déterminer les attributions de la Commission, de l'autoriser à exercer certains pouvoirs, et de statuer sur d'autres questions connexes et accessoires.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

L'avis de motion qui suit est appelé, reporté aux ordres inscrits au nom du Gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, conformément à l'article 21(2) du Règlement:

Qu'un comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande que l'État possède et régit soit institué en vue de faire l'examen des comptes, des prévisions de dépenses et des projets de loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada, les *Canadian National (West Indies) Steamships* et Air-Canada, sous réserve toujours des pouvoirs du comité des subsides à l'égard du vote des deniers publics; que ledit comité soit autorisé à assigner des témoins, à faire produire des documents et des dossiers, et à faire rapport de temps à autre, et que, nonobstant la disposition de l'article 67 du Règlement concernant la restriction du nombre de membres, ledit comité se compose de vingt-six députés.—*Le ministre des Transports.*

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur le crédit agricole.

La Chambre poursuit sa séance en comité.

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté le bill suivant, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-4, Loi concernant la Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique.—*M. Ormiston.*

Ledit bill est réputé avoir été lu pour une première fois et sa deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions—documents*)

M. Turner, appuyé par M. Walker, propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production d'une copie d'un tableau indiquant les variations des avoirs officiels en or et en devises étrangères, y compris les dollars des États-Unis, détenus dans le compte du Fonds des changes et par la Banque du Canada, et indiquant «le montant global du change offert sur le marché en provenance des ventes de devises étrangères», chaque jour, depuis le 9 avril jusqu'au 24 juin 1962 inclusivement.—(*Avis de motion portant production de documents n° 12*).

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

M. Howard, appuyé par M. Peters, propose,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie des procès-verbaux de toutes les séances du Conseil national de la productivité.—(*Avis de motion portant production de documents n° 14*).

Après discussion, ladite motion est retirée avec la permission de la Chambre.

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur le crédit agricole et, après avoir fait rapport de nouveau de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 163*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: Le gouvernement ou certains de ses fonctionnaires ont-ils entamé des pourparlers avec le gouvernement des États-Unis au sujet des conséquences éventuelles sur le commerce canadien de la loi américaine concernant l'expansion commerciale? Dans le cas de l'affirmative, quels fonctionnaires canadiens ont participé à ces pourparlers et à quelles dates ceux-ci ont-ils eu lieu?

Par M. Hamilton, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur le fonctionnement des accords conclus et les prêts faits aux provinces en vertu de la Loi sur l'assurance-récolte pendant l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 10 de ladite loi, chapitre 42, Statuts du Canada, 1959. (Version anglaise).

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère du Commerce pour l'année close le 31 décembre 1961, conformément à l'article 7 de la Loi sur le ministère du Commerce, chapitre 78, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Quatrième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 17 octobre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Christina Gentilo Aubé, épouse de Jean Aubé, de Montréal (P.Q.).

Olga Stefik Auger, épouse de James Auger, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Thérèse Matte Beaudoin, épouse de Robert Beaudoin, de Québec (P.Q.).

Joseph-Paul-Aldéric Bélisle, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Gisèle Causette Chapleau Bélisle.

Bernice Schnapp Bordensky, épouse de Sam Bordensky, de Montréal (P.Q.).

Aurella Lapikas Breard, épouse de Jean Breard, de la province de Québec.

Jean Ilene Woods Buckley, épouse de Kenneth George Buckley, de Chomedey (P.Q.).

Colin (Collin) Mills Campbell, de Montréal (P.Q.), époux de Barbara June Jones Campbell.

Claude Caron, de Valcartier (P.Q.), époux de Pauline Thomson Caron.

Marie-Paule-Jacqueline-Lorette Noël Champagne, épouse de Joseph-Ovila-Raymond Champagne, de Montréal (P.Q.).

Elsie Champ Clifford, épouse de Peter Clifford, de Montréal (P.Q.).

Philip Dalgleish, de Lachine (P.Q.), époux de Rosemarie Bohn Dalgleish.

Marie-Jacqueline Colavecchio Dusablon, épouse de Jean-René Dusablon, de Montréal (P.Q.).

André Durocher, de Montréal (P.Q.), époux de Claire Chrétien Durocher.

Jacqueline Maynard Elfstrom, épouse de Edward Albert Elfstrom, de Montréal (P.Q.).

Susan Lukacs Gabor, épouse de Ivan Gabor, de Montréal (P.Q.).

Joseph Adélard Frederick Geraghty, de Québec (P.Q.), époux de Maude Ellen Bayford Geraghty.

Marie-Augustine-Jeannette Rail Gibbs, épouse de William David Gibbs, de Montréal (P.Q.).

Catherine Roche Harper, épouse de Jordan Harper, de Montréal (P.Q.).

George Cecil Horton, de Montréal (P.Q.), époux de Audrey Josephine Bach Horton.

Mary Teresa Dowd Hough, épouse de Herbert Frederick James Hough, de Dorval (P.Q.).

Wilma Goldstein Karls, épouse de Ludwig Karls, de Côte St-Luc (P.Q.).

Anita Carpman Klaiman, épouse de Raymond Klaiman, de Montréal (P.Q.).

Molly Slobod Krakower, épouse de David Krakower, de Montréal (P.Q.).

Marie-Céline-Pierrette Lavoie Lapointe, épouse de Laurent Lapointe, de Lachine (P.Q.).

Jean Eileen Moreland Leath, épouse de Anthony James Leath, de Montréal (P.Q.).

Claude Lefebvre, de St-Bruno (P.Q.), époux de Marie-Liette Balit Lefebvre.

Anita-Marie-Virginie Bouffard Leroux, épouse de André Leroux, de Montréal (P.Q.).

Minnie Herscovitch Lichtenstein, épouse de Ben Lichtenstein, de Montréal (P.Q.).

Margaret Kathleen McCullough Lister, épouse de Walter Charles William Lister, de Pointe-Claire (P.Q.).

Barbara Joan Sonia Horsfield Lowther, épouse de Gordon Readman Lowther, de Hudson (P.Q.).

Sybil Lillian Freedman Lupovich, épouse de Jack Arnold Lupovich, de Montréal (P.Q.).

Sylvia Evelyn Gruber Lyon, épouse de Peter Alwyne Lyon, de St-Lambert (P.Q.).

Frances Sheila Cashmore Madden, épouse de Raymond Norman Madden, de Ville LaSalle (P.Q.).

Stella Eileen Sassoon Menahem, épouse de Abraham Yousef Menahem, de Montréal (P.Q.).

Évelyne Paquette Millette, épouse de André Millette, de Verdun (P.Q.).

Marie-Antoinette-Germaine Corbeil Mouton, épouse de Maurice-Joseph Mouton, de Montréal (P.Q.).

Della Pechie McGuire, épouse de Walter Charles McGuire, de Montréal (P.Q.).

Betty Solomon Naimovitch (Naimo), épouse de Max Issie Naimovitch (Naimo), de Ville St-Laurent (P.Q.).

Shirley Millar Neal, épouse de George Chesley Neal, de St-John's Terre-Neuve.

Francis John Nobbs, de Montréal (P.Q.), époux de Hazel Ernestine Sansom Nobbs.

Joseph-Luc-Roger Pelletier, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Madeleine-Hélène Dalcourt Pelletier.

Louisa Emily Elizabeth Stevens Porter, épouse de John Andrew Porter, de la province de Québec.

Auréa Rousseau Pothier, épouse de Aurèle Pothier, de Lachine (P.Q.).

Anne Marion McInnis Prentice, épouse de Arthur Clifford Prentice, de Ville Mont-Royal (P.Q.).

Thérèse Murray Rivet, épouse de Denis Rivet, de Montréal (P.Q.).

Barbara Patricia Roberts Rogers, épouse de William Arthur Rogers, de Ville Émard (P.Q.).

Eugénie Fortin Sansregret, épouse de Arthur Sansregret, de Montréal (P.Q.).

Paulette Benoit Sauvé, épouse de André Sauvé, de Île Bizard (P.Q.).

Ingeborg Koopmann Schmidt, épouse de Walter Schmidt, de Montréal (P.Q.).

Karl Heinz Schulte, de Montréal (P.Q.), époux de Margot Rein Schulte.

Rith Gittleson Shapiro, épouse de Eli Shapiro, de Westmount (P.Q.).

Ellen Shafer Smolar, épouse de Samuel Bernard Smolar, de Montréal (P.Q.).

Judith Joy Shier Spector, épouse de Burton Spector, de Montréal (P.Q.).

Audrey Barbara Harris Sutton, épouse de Frederick Albert Sutton, de Montréal (P.Q.).

Kenneth James Graham Tait, de Ville St-Michel (P.Q.), époux de Elsie Marguerite Joudrey Tait.

Raymonde Mongeau Vachon, épouse de André Vachon, de Montréal (P.Q.).

Lloyd Carlton Willard, de Sawyerville (P.Q.), époux de Uldene Florence Barber Willard.

Amira Sadikovic Wilson, épouse de Roger Frederic Wilson, de Montréal (P.Q.).

Cinquième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions aux fins de lois pour annuler le mariage des requérants suivants, présentées le 17 octobre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Vanutelli Deschênes, de Montréal (P.Q.), époux de Honorine Denis Deschênes.

Lillian Dauber Haller, épouse de Alfred Haller, de Montréal (P.Q.).

Claude-Gérard Montpetit, de Montréal (P.Q.), époux de Rita Katherine Hughes Montpetit.

Paul-Émile Niquette, de Sorel (P.Q.), époux de Gisèle Desrosiers Niquette.

Alexander Turnbull, d'Outremont (P.Q.), époux de Irene Myrtle Evangeline Shaw Turnbull.

Sixième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 17 octobre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Magella Rhéaume Bergeron, épouse de Lauréat Bergeron, de Montréal (P.Q.).

Michèle Favreau Breuer, épouse de Claude-Luc Breuer, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Helen Peto Brown, épouse de Robert Morel Brown, de Montréal (P.Q.).

Roland Demers, de Montréal (P.Q.), époux de Pierrette Mercier Demers.

Joan Marjorie Baker Gregor-Pearse, épouse de Reginald Clive Gregor-Pearse, de Montréal (P.Q.).

Lise Lamer Hogue, épouse de Alain Hogue, de Montréal (P.Q.).

Giovanni Pallotta, de Montréal (P.Q.), époux de Gerarda Della Zazzera Pallotta.

Joyce Evelyn Mackie Ranger, épouse de Joseph Paul Emile Nelson Ranger, de Rivière Beaudette (P.Q.).

Millicent Vera Bratley Seagrove, épouse de Anthony Naworth Seagrove, de Montréal (P.Q.).

Gabrielle Alarie Ungar, épouse de Harry Ungar, de Montréal (P.Q.).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Troisième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Christina Gentilo Aubé, épouse de Jean Aubé, de Montréal (P.Q.).

Olga Stefik Auger, épouse de James Auger, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Thérèse Matte Beaudoin, épouse de Robert Beaudoin, de Québec (P.Q.).

Joseph-Paul-Aldéric Bélisle, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Gisèle Causette Chapleau Bélisle.

Bernice Schnapp Bordensky, épouse de Sam Bordensky, de Montréal (P.Q.).

Aurella Lapikas Breard, épouse de Jean Breard, de la province de Québec.

Jean Ilene Woods Buckley, épouse de Kenneth George Buckley, de Chomedey (P.Q.).

Colin (Collin) Mills Campbell, de Montréal (P.Q.), époux de Barbara June Jones Campbell.

Claude Caron, de Valcartier (P.Q.), époux de Pauline Thomson Caron.

Marie-Paule-Jacqueline-Lorette Noël Champagne, épouse de Joseph-Ovila-Raymond Champagne, de Montréal (P.Q.).

Elsie Champ Clifford, épouse de Peter Clifford, de Montréal (P.Q.).

Philip Dalgleish, de Lachine (P.Q.), époux de Rosemarie Bohn Dalgleish.

Marie-Jacqueline Colavecchio Dusablon, épouse de Jean-René Dusablon, de Montréal (P.Q.).

André Durocher, de Montréal (P.Q.), époux de Claire Chrétien Durocher.

Jacqueline Maynard Elfstrom, épouse de Edward Albert Elfstrom, de Montréal (P.Q.).

Susan Lukacs Gabor, épouse de Ivan Gabor, de Montréal (P.Q.).

Joseph Adélard Frederick Geraghty, de Québec (P.Q.), époux de Maude Ellen Bayford Geraghty.

Marie-Augustine-Jeannette Rail Gibbs, épouse de William David Gibbs, de Montréal (P.Q.).

Catherine Roche Harper, épouse de Jordan Harper, de Montréal (P.Q.).

George Cecil Horton, de Montréal (P.Q.), époux de Audrey Josephine Bach Horton.

Mary Teresa Dowd Hough, épouse de Herbert Frederick James Hough, de Dorval (P.Q.).

Wilma Goldstein Karls, épouse de Ludwig Karls, de Côte St-Luc (P.Q.).

Anita Carpman Klaiman, épouse de Raymond Klaiman, de Montréal (P.Q.).

Molly Slobod Krakower, épouse de David Krakower, de Montréal (P.Q.).

Marie-Céline-Pierrette Lavoie Lapointe, épouse de Laurent Lapointe, de Lachine (P.Q.).

Jean Eileen Moreland Leath, épouse de Anthony James Leath, de Montréal (P.Q.).

Claude Lefebvre, de St-Bruno (P.Q.), époux de Marie-Liette Balit Lefebvre.

Anita-Marie-Virginie Bouffard Leroux, épouse de André Leroux, de Montréal (P.Q.).

Minnie Herscovitch Lichtenstein, épouse de Ben Lichtenstein, de Montréal (P.Q.).

Margaret Kathleen McCullough Lister, épouse de Walter Charles William Lister, de Pointe-Claire (P.Q.).

Barbara Joan Sonia Horsfield Lowther, épouse de Gordon Readman Lowther, de Hudson (P.Q.).

Sybil Lillian Freedman Lupovich, épouse de Jack Arnold Lupovich, de Montréal (P.Q.).

Sylvia Evelyn Gruber Lyon, épouse de Peter Alwyne Lyon, de St-Lambert (P.Q.).

Frances Sheila Cashmore Madden, épouse de Raymond Norman Madden, de Ville LaSalle (P.Q.).

Stella Eileen Sassoon Menahem, épouse de Abraham Yousef Menahem, de Montréal (P.Q.).

Évelyne Paquette Millette, épouse de André Millette, de Verdun (P.Q.).

Marie-Antoinette-Germaine Corbeil Mouton, épouse de Maurice-Joseph Mouton, de Montréal (P.Q.).

Della Pechie McGuire, épouse de Walter Charles McGuire, de Montréal (P.Q.).

Betty Solomon Naimovitch (Naimo), épouse de Max Issie Naimovitch (Naimo), de Ville St-Laurent (P.Q.).

Shirley Millar Neal, épouse de George Chesley Neal, de St-John's Terre-Neuve.

Francis John Nobbs, de Montréal (P.Q.), époux de Hazel Ernestine Sansom Nobbs.

Joseph-Luc-Roger Pelletier, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Madeleine-Hélène Dalcourt Pelletier.

Louisa Emily Elizabeth Stevens Porter, épouse de John Andrew Porter, de la province de Québec.

Auréa Rousseau Pothier, épouse de Aurèle Pothier, de Lachine (P.Q.).

Anne Marion McInnis Prentice, épouse de Arthur Clifford Prentice, de Ville Mont-Royal (P.Q.).

Thérèse Murray Rivet, épouse de Denis Rivet, de Montréal (P.Q.).

Barbara Patricia Roberts Rogers, épouse de William Arthur Rogers, de Ville Émard (P.Q.).

Eugénie Fortin Sansregret, épouse de Arthur Sansregret, de Montréal (P.Q.).

Paulette Benoit Sauvé, épouse de André Sauvé, de Île Bizard (P.Q.).

Ingeborg Koopmann Schmidt, épouse de Walter Schmidt, de Montréal (P.Q.).

Karl Heinz Schulte, de Montréal (P.Q.), époux de Margot Rein Schulte.

Rith Gittleson Shapiro, épouse de Eli Shapiro, de Westmount (P.Q.).

Ellen Shafer Smolar, épouse de Samuel Bernard Smolar, de Montréal (P.Q.).

Judith Joy Shier Spector, épouse de Burton Spector, de Montréal (P.Q.).

Audrey Barbara Harris Sutton, épouse de Frederick Albert Sutton, de Montréal (P.Q.).

Kenneth James Graham Tait, de Ville St-Michel (P.Q.), époux de Elsie Marguerite Joudrey Tait.

Raymonde Mongeau Vachon, épouse de André Vachon, de Montréal (P.Q.).

Lloyd Carlton Willard, de Sawyerville (P.Q.), époux de Uldene Florence Barber Willard.

Amira Sadikovic Wilson, épouse de Roger Frederic Wilson, de Montréal (P.Q.).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Quatrième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les personnes suivantes qui demandent l'adoption d'une loi annulant leur mariage ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Claude-Gérard Montpetit, de Montréal (P.Q.), époux de Rita Katherine Hughes Montpetit.

Paul-Émile Niquette, de Sorel (P.Q.), époux de Gisèle Desrosiers Niquette.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Cinquième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Magella Rhéaume Bergeron, épouse de Lauréat Bergeron, de Montréal (P.Q.).

Michèle Favreau Breuer, épouse de Claude-Luc Breuer, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Helen Peto Brown, épouse de Robert Morel Brown, de Montréal (P.Q.).

Roland Demers, de Montréal (P.Q.), époux de Pierrette Mercier Demers.

Joan Marjorie Baker Gregor-Pearse, épouse de Reginald Clive Gregor-Pearse, de Montréal (P.Q.).

Joyce Evelyn Mackie Ranger, épouse de Joseph Paul Emile Nelson Ranger, de Rivière Beaudette (P.Q.).

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 16

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 19 OCTOBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier de la Chambre a déposé sur le bureau le septième rapport du greffier des pétitions, dont il est donné lecture, ainsi qu'il suit:

«Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition du requérant ci-après mentionné, présentée le 18 octobre par M. McNulty, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

«Raymond Spencer Rodgers priant cette honorable Chambre de prendre les mesures qu'elle jugera nécessaires et opportunes pour permettre au requérant d'exercer sa profession de journaliste-correspondant et, par là, de gagner sa vie et celle de sa famille.»

Sur quoi, l'honorable député de Lincoln (M. McNulty) demande que la pétition soit lue, suivant les dispositions de l'article 70(8) du Règlement.

En conséquence, avec la permission de la Chambre, ladite pétition est lue et reçue, et en voici le texte:

«*A l'honorable Chambre des communes assemblée en Parlement:*

«La pétition du soussigné, Raymond Spencer Rodgers, éditeur et commentateur, signale humblement:

«Qu'il est employé à titre de correspondant parlementaire par le quotidien *Standard,* de St. Catharines;

«Qu'une demande émanant du requérant, en vue de son admission à l'association de la tribune des journalistes du présent Parlement a été rejetée par ladite association;

«Qu'à la suite de pareil rejet, le requérant se voit refuser les facilités, les droits et privilèges d'un journaliste actif, qui lui sont nécessaires en vue de pouvoir faire le compte rendu des travaux du Parlement;

27510-7—10½

«Par conséquent, le requérant prie humblement cette honorable Chambre de prendre les dispositions qu'elle jugera nécessaires et appropriées pour mettre le requérant en mesure de poursuivre sa profession de correspondant de journal et de pourvoir ainsi à son entretien et à celui de sa famille.

«Et votre requérant, comme il se doit, vous en prie.»

(*Signé*) RAYMOND SPENCER RODGERS

Avec l'assentiment de la Chambre, sur motion de M. McNulty, appuyé par M. McGee, il est ordonné,—Que la pétition de Raymond Spencer Rodgers, correspondant parlementaire du *Standard* de St. Catharines, concernant sa demande d'admission en tant que membre associé à la tribune des journalistes parlementaires de ce Parlement, soit renvoyée, pour étude, au comité permanent des privilèges et des élections, avec prière d'établir le rapport qu'il jugera approprié.

M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre,—Plan d'aménagement urbain, Banff (Alberta), daté de 1961, préparé par M. H. Peter Oberlander pour la Direction des parcs nationaux du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales. (Version anglaise).

M. Brewin, appuyé par M. Lewis, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-65, Loi modifiant le Code criminel (Aliénation mentale), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Wahn, appuyé par M. Whelan, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-66, Loi accordant l'amnistie aux Asiates, Africains et autres, sujets à la discrimination raciale, dont l'admission au Canada peut avoir été entachée d'irrégularité ou d'illégalité, et les rétablissant dans leurs droits, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Macdonald (Rosedale), appuyé par M. McNulty, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-67, Loi concernant les recours contre les marchés léonins, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que soient imprimées en appendice au hansard de ce jour les déclarations sur les essais d'engins nucléaires faites aux Nations Unies par l'honorable Howard Green le 25 septembre 1962 et par le lieutenant-général E. L. M. Burns le 11 octobre 1962.

La Chambre se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

CRÉDITS PROVISOIRES

Il est résolu: Qu'il soit attribué à Sa Majesté au compte de la présente année financière expirant le 31 mars 1963:

Une somme n'excédant pas $231,819,569.82, soit l'ensemble

a) des deux tiers du total des montants des articles énoncés au Budget revisé des dépenses de l'année financière expirant le 31 mars 1963, présenté à la Chambre des communes, à la session actuelle du Parlement, $2,514,223,947.34;

b) d'un autre quart des montants que représentent, audit budget revisé, l'article 5 de l'Énergie atomique, l'article 50 des Finances, l'article 11 des Forêts, l'article 40 du Travail, les articles 30 et 35 du Service législatif, l'article 70 de la Défense nationale, l'article 25 de la Santé nationale et du Bien-être social, l'article 10 du Nord canadien et des Ressources nationales, les articles 5, 45, 125, 190 et 200 des Travaux publics, les articles 5 et 25 de la Gendarmerie royale du Canada, l'article L-20 des Prêts, placements et avances, $33,266,831.25;

c) d'un autre sixième des montants que représentent, audit budget revisé, l'article 5 de la Société Radio-Canada, les articles 30, 35, 40, 70, 80, 125 et 130 des Mines et des Relevés techniques, l'article 45 du Nord canadien et des Ressources nationales, les articles 70, 100, 105 et 180 des Travaux publics, l'article 15 de la Gendarmerie royale du Canada, les articles 40, 60, 80 et 85 des Transports, $11,139,450.00;

d) d'un autre douzième des montants que représentent, audit budget revisé, l'article 145 de l'Agriculture, les articles 30, 40 et 90 de la Citoyenneté et de l'Immigration, les articles 30 et 45 des Finances, les articles 25, 35, 45 et 85 des Pêcheries, les articles 15, 25 et 35 des Forêts, l'article 25 du Service législatif, les articles 50, 60, 100 et 140 des Mines et des Relevés techniques, l'article 25 de la Défense nationale, l'article 1 de l'Office national du film, l'article 1 du Conseil national des recherches, l'article 5 du Revenu national, les articles 25, 60, 90 et 110 du Nord canadien et des Ressources nationales, l'article 110 des Travaux publics, les articles 15 et 20 du Commerce, les articles 100 et 125 des Transports, les articles 45 et 50 des Affaires des anciens combattants, $52,558,215.00;

Moins les montants dont la Loi des subsides n° 3 de 1962 et la Loi des subsides n° 5 de 1962 autorisent le paiement et l'affectation à l'égard des articles correspondants du budget principal mentionné dans ces lois, $2,379,368,873.77.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Que, en vue de pourvoir aux subsides qui ont été accordés à Sa Majesté, à l'égard de certaines dépenses du service public pour l'année financière expirant le 31 mars 1963, la somme de $231,819,569.82 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé, comme l'énonce la résolution qu'a adoptée aujourd'hui le comité des subsides.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Nowlan, appuyé par M. Churchill, obtient la permission de la Chambre de présenter le Bill C-68, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963, qui est lu pour une première fois.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur le crédit agricole et, après avoir fait rapport de nouveau de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills publics*)

L'ordre n° 1 est appelé et, à la demande du gouvernement, est réservé.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-10, Loi établissant un salaire minimum pour les employés des ouvrages, entreprises et affaires du gouvernement fédéral;

M. Knowles, appuyé par M. Peters, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Bell (Carleton), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) de la Galerie nationale du Canada, y compris les comptes et les opérations financières certifiés par l'auditeur général, pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 10 de la Loi sur la Galerie nationale du Canada, chapitre 186, S.R.C., 1952.

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Questions n° 123*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelles mesures, s'il en est, le gouvernement a-t-il prises en vue de constituer, dans les diverses armes des forces militaires canadiennes, une équipe exercée et outillée pour combattre les incendies de forêt au pays?

2. Pour qu'intervienne cette équipe, quelles sont, brièvement, les conditions requises en matière de demande d'intervention et de gravité de la situation?

3. Quel régime de participation financière ou de paiement a-t-on institué en vue de défrayer les dépenses d'une telle équipe employée dans une province?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 222*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quel est le montant de la dette nationale brute?

2. Quel est le montant de la dette des provinces?

3. Quel est le montant de la dette des villes et des municipalités du Canada?

4. Quel est le montant de la dette de toutes les commissions scolaires du Canada?

5. Quel est le montant dû par les Canadiens aux sociétés de finance?

A six heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 17

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 22 OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. McIntosh, appuyé par M. Millar, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-69, Loi modifiant la Loi sur le service civil (Abus d'autorité exercés par des fonctionnaires), qui est lu pour la première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 192 par M. Berger,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Y a-t-il eu des entretiens, durant la présente année, entre des fonctionnaires du Canada, des États-Unis et de la Colombie-Britannique, ou entre les fonctionnaires de l'un ou l'autre d'entre eux, au sujet de la vente aux États-Unis des bénéfices d'aval dont jouirait le Canada aux termes du traité du fleuve Columbia? Dans le cas de l'affirmative, la question du prix à payer pour ces bénéfices d'aval a-t-elle été étudiée au cours de ces entretiens?

2. Le gouvernement fédéral et la province de la Colombie-Britannique sont-ils tombés d'accord sur la vente à long terme aux États-Unis des bénéfices d'aval aux termes du traité du fleuve Columbia?

*Question n° 207 par M. Rinfret,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelles sont les adresses des différents bureaux de la Société Radio-Canada à Montréal?

2. Combien de ces bureaux sont loués par la Société?

3. Quel est le coût mensuel global du loyer de ces bureaux?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 261 par M. Herridge,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. En 1960, 1961 et en 1962 jusqu'à ce jour, quelle quantité de charbon, avec mention de la catégorie, a-t-on exportée du Canada?

2. En 1960, 1961 et en 1962 jusqu'à ce jour, quelles quantités de charbon, avec mention de la catégorie, pouvaient obtenir les marchands et les consommateurs en Colombie-Britannique?

3. Les marchands et les consommateurs de charbon de la Colombie-Britannique ont-ils formulé des plaintes au sujet des difficultés qu'ils éprouvaient à obtenir du charbon de chauffage de bonne qualité depuis le 1er janvier 1960? Dans le cas de l'affirmative, quelles mesures a-t-on prises?

*Question n° 264, par M. Rynard,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Losque les stations privées de radio sont affiliées au réseau de la Société Radio-Canada, celle-ci peut-elle leur imposer le choix de leurs émissions et leur retirer leur permis si elles ne se conforment pas à ses instructions?

2. Des émissions religieuses transmises par des stations privées locales ont-elles été remplacées par des émissions sportives et autres émissions profanes par suite d'une telle affiliation?

3. Une émission religieuse d'une durée de quinze minutes a-t-elle été réduite à cinq minutes par suite d'une telle affiliation?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 266 par M. Thompson,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours des périodes allant de 1952 à 1956, de 1957 à 1961 et depuis le 1er janvier 1962, quels ont été le volume et la valeur globale des exportations canadiennes *a*) de blé et de farine de blé, *b*) de toutes catégories de céréales?

2. Au cours de chacune de ces périodes, quelles quantités de céréales (réparties ainsi que ci-dessus) a-t-on exportées à des pays sous la domination communiste?

3. Quelle était la valeur de ces exportations?

4. Quels sont *a*) le montant maximum de crédit accordé pour assurer la partie financière de ces exportations aux pays sous la domination communiste, *b*) le montant actuel du crédit non encore remboursé à l'égard de ces exportations?

*Question n° 267 par M. Howard,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis le 1er janvier 1957, *Interior Contracting Company Limited*, de Penticton (C.-B.), a-t-elle touché des sommes pour des travaux effectués pour le compte du gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, quelles sommes a-t-elle reçues, à quelles dates a-t-elle reçu ces sommes et quels sont ces travaux?

Question n° 273 par M. Pickersgill,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Une allocation de travaux forcés a-t-elle été versée aux anciens prisonniers de guerre capturés à Hong-Kong? Sinon, est-on à étudier la question de verser une telle allocation?

2. A-t-on institué un fonds de bienfaisance pour les anciens prisonniers de guerre capturés à Hong-Kong, sur le Fonds des réclamations de guerre, selon la recommandation du comité des Affaires des anciens combattants de la Chambre des communes? Sinon, pour quelle raison?

3. Quelle somme a-t-on versée sur le Fonds des réclamations de guerre à chaque réclamant agréé?

4. Quelles sommes reste-t-il à verser et quel est le montant de chaque réclamation?

5. Quelle somme a-t-on dépensée pour l'administration du Fonds des réclamations de guerre?

6. Quel est l'avoir actuel du Fonds des réclamations de guerre?

*Question n° 281 par M. Cashin,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelles modifications prévoit-on apporter au programme de construction du gouvernement fédéral dans la région de Saint-Jean-Ouest, par suite de la réduction des dépenses?

2. Quelle partie du programme de construction sera exécutée dans Saint-Jean-Ouest?

Question n° 284 par M. MacInnis,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant chaque année, depuis 1955, combien de personnes ayant moins de vingt ans de service réglementaire et de temps de guerre ont été licenciées avec pension dans chacune des forces armées?

2. Certaines de ces personnes ont-elles été licenciées pour cause d'incompétence ou de mauvaise conduite? Dans le cas de l'affirmative, quel en a été le nombre dans chaque arme, durant chaque année et pour quelles raisons?

3. Depuis 1955, combien de personnes ayant plus de vingt ans de service réglementaire et de temps de guerre ont obtenu une libération honorable dans chaque arme, sans avoir droit à une pension?

Question n° 285 par M. MacInnis,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement dira-t-il s'il se propose d'établir des prix de soutien à l'égard de la pâte de bois provenant des fermes?

2. Le gouvernement a-t-il étudié la question des prix versés pour la pâte de bois, depuis l'enquête menée il y a quelques années par la Commission sur les pratiques restrictives du commerce?

3. Le gouvernement a-t-il reçu des observations au sujet du prix versé pour la pâte de bois dans les provinces Maritimes? Dans le cas de l'affirmative, quand, de la part de qui et qu'en est-il résulté?

Question n° 295 par M. MacEachen,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: A-t-on autorisé la diminution des dépenses courantes de la Direction des affaires indiennes ou de quelque autre ministère de l'État s'occupant des affaires indiennes, par suite de la ligne de conduite du gouvernement en matière de réduction des dépenses?

Question n° 299 par M. Peters,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel est le nombre de passages à niveau au Canada *a*) sur les grandes routes de première catégorie, *b*) sur les grandes routes de seconde catégorie, et *c*) sur les routes secondaires?

2. Quel en est le nombre dans la circonscription électorale de Timiskaming?

3. Sur ce nombre, combien sont protégées *a*) par des feux et (ou) par une signalisation, *b*) par des passages au-dessous, *c*) par des passages au-dessus?

4. Le ministère des Transports a-t-il adopté la ligne de conduite d'autoriser la construction de nouvelles grandes routes sans exiger un passage au-dessus ou un passage au-dessous?

Question n° 318 par M. Frenette,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont les travaux actuellement en voie d'exécution pour le compte du gouvernement fédéral dans le comté de Portneuf?

2. Quels sont les noms des entrepreneurs qui exécutent ces travaux?

3. Quelle somme d'argent a-t-on allouée pour chacune de ces entreprises?

Question n° 321 par M. Berger,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis l'entrée en vigueur des règlements du service civil le 1er avril 1962 aux termes de la nouvelle Loi sur le service civil, a-t-on découvert que des employés des services de radiographie des hôpitaux fédéraux avaient eu besoin d'un congé parce qu'ils avaient été exposés à la radioactivité? Dans le cas de l'affirmative, quel en est le nombre?

2. Dans chaque cas, *a*) quand a-t-on découvert qu'un employé avait besoin d'un tel congé, *b*) quand le congé de l'employé a-t-il commencé, *c*) quelle a été la durée de chaque congé?

3. Combien de fois fait-on subir un examen médical à ces employés?

Question n° 327 par M. Matheson,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel est l'âge moyen auquel le personnel des forces régulières de l'Armée est mis à la retraite, et quelle est la moyenne de la durée du service?

2. Le personnel retraité de l'Armée est-il susceptible d'être rappelé?

3. Quel est le nombre des militaires en activité de service dans l'Armée, la Marine et l'Aviation, qui ont été mis à la retraite depuis le 1er avril 1961?

4. Le gouvernement a-t-il consulté le commandement de l'OTAN avant le 24 août 1962, date où le ministre de la Défense nationale a annoncé la réduction des effectifs des forces armées du Canada?

*Question n° 334 par M. Beaulé,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle somme la Société Radio-Canada a-t-elle versée à Mme Jeanne Sauvé depuis qu'elle participe à des émissions à Radio-Canada?

2. Mme Sauvé est-elle l'épouse de l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 352 par M. Howard,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Relativement à la réponse à la question n° 31 du 17 octobre, dans laquelle il est fait mention de 573 personnes d'origine chinoise à qui on a délivré des certificats de citoyenneté entre le 1er janvier et le 30 juin 1962, ainsi que de la période de temps qui s'écoule entre l'audition d'une demande de citoyenneté devant un juge et l'octroi dudit certificat, quelle a été, par catégorie, ainsi que par semaine et (ou) par année, selon le cas, cette période de temps pour chacune desdites personnes d'origine chinoise?

Question n° 360 par M. Godin,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Le gouvernement, directement ou indirectement, ou quelque organisme de l'État ou société de la Couronne, ont-ils fait des achats de nickel canadien, durant les années 1958, 1959, 1960, 1961 et 1962? Dans le cas de l'affirmative, en quelle quantité et pour quel montant, durant chacune de ces années, pour les fins suivantes: *a*) la production de défense, *b*) la recherche, *c*) l'aide internationale (telle que le Plan de Colombo, etc.), *d*) pour toutes autres fins?

Question n° 375 par M. Perron,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Les autorités municipales de Saint-Georges-Est, comté de Beauce, ont-elles demandé au ministre des Postes qu'on y établisse le service de livraison par facteurs et quelles sont les intentions du ministère à ce sujet?

2. Quelle somme globale dépense-t-on pour le bureau de poste de Saint-Georges-Ouest?

3. Quelle décision a-t-on prise au sujet de la construction d'un bureau de poste à Beauceville?

4. Quel prix a-t-on payé pour le terrain dudit bureau de poste?

A la lecture de l'ordre intitulé «La Chambre de nouveau en comité des voies et moyens», l'honorable représentant de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) fait appel au Règlement, soutenant que ledit ordre ayant été lu afin de permettre à l'honorable ministre des Finances (M. Nowlan) de procéder à la présentation du budget selon les dispositions du paragraphe (1) de l'article 58 du Règlement, l'Orateur ne peut pas quitter le fauteuil sans la mise aux voix de la motion «Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil».

DÉCISION DE L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Avec toute la déférence qui se doit au député, je ne sais s'il est capable de lire la pensée du ministre des Finances, mais rien ne m'indique —ni une déclaration directe du ministre des Finances, ni autre chose—que lui-même, ou n'importe quel autre ministre, se propose de faire un exposé budgétaire dans le sens accepté du terme. Cela dit, comment l'Orateur peut-il éviter la directive que donne la partie péremptoire de l'article numéro 58 du Règlement, au début de cet article? Voilà la difficulté à laquelle l'Orateur doit faire face en ce moment. Il ne reçoit aucune latitude, sauf dans le cas cité au paragraphe, au sujet duquel je n'ai eu ni avis, ni indication, et certainement aucune déclaration de la part du ministre des Finances. Ainsi, avec tout le respect qui s'impose envers le député, je me trouve, à mon avis, dans le même cas que lui. Jusqu'à ce que le ministre des Finances déclare qu'il fera un exposé budgétaire, je n'ai d'autre choix que d'observer le Règlement et de quitter le fauteuil, et c'est ce que j'ai l'intention de faire.

La discussion se poursuit sur le rappel au Règlement;

M. L'ORATEUR: Je ne vais pas rendre de décision en ce moment et déclarer qu'il est inutile de poursuivre la discussion, mais j'aimerais signaler aux honorables députés qu'il y a une question de Règlement qui se pose et qu'il ne s'agit pas de juger la question au fond ni de savoir si un débat doit avoir lieu ou non. Il s'agit de décider si, en vertu de la procédure que l'on propose de suivre en ce moment, l'Orateur doit quitter le fauteuil.

L'objection se ramène strictement à cela et ce n'est certes pas à moi de décider s'il y a amplement ou pas assez d'occasions de débattre ces questions. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit en ce moment. La décision doit être rendue à la lumière de l'article de l'ordre du jour et je prie instamment les députés de s'occuper de ce point-là.

J'ai permis aux deux côtés de discuter de la question assez librement, mais j'estime qu'il faudrait revenir à l'interprétation de l'article de l'ordre du jour tel qu'il figure au *Feuilleton*—soit l'effet de l'article 58 du Règlement— et aussi nous demander quelles sont les conditions nécessaires à la présentation d'un budget dans la mesure où l'Orateur est visé.

La discussion se poursuit sur le rappel au Règlement;

M. l'ORATEUR: Je n'ai pas l'intention de déclarer s'il doit ou non y avoir un débat. Cela est tout à fait étranger à la question de Règlement. J'espérais que les honorables députés s'en seraient tenus à cela.

Nous en sommes à l'article 27 du *Feuilleton,* soit la Chambre de nouveau en comité des voies et moyens. Nous avons donc affaire à l'article 58 du Règlement, portant que lorsque la Chambre se forme en comité des voies et moyens, l'Orateur quitte le fauteuil—c'est un ordre péremptoire à la présidence—sans que la question soit mise aux voix. Il y a ensuite une réserve précise dans le cas de l'exposé budgétaire.

Je signale aux honorables députés que, lors de la présentation d'un budget, le ministre des Finances présente une motion invitant l'Orateur à quitter le fauteuil. La Chambre n'est en ce moment saisie d'aucune motion de ce genre.

En outre, je signale aux députés que l'Orateur n'a pas l'autorité nécessaire pour obliger un ministre à présenter une motion. Si le ministre des Finances ou un de ses collègues ne présente pas de motion portant que l'Orateur quitte le fauteuil, alors il ne s'agit pas de ce que je ne puis appeler autrement que la présentation d'un budget, car même si tous les députés peuvent avoir quelque idée de ce qui va suivre, la présidence ne peut prévoir ce qui va se passer. Par conséquent, je ne puis décider que la présentation d'un budget va suivre.

Vu ce qui précède, je décide donc que la première partie de l'article 58 du Règlement doit s'appliquer. Il me faut donc quitter le fauteuil et c'est ce que je me propose de faire.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens;

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

L'article n° 3 est appelé pour la 1re fois et, à la demande du gouvernement, est réservé.

M. Stefanson, appuyé par M. Forbes, propose,—Que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de modifier la Loi électorale du Canada en vue de prescrire que soit dressée une liste permanente des électeurs sujette à une revision semestrielle, comme c'est le cas présentement, par exemple, au Royaume-Uni et en Australie, remplaçant ainsi la méthode actuelle de confection et de revision des listes des électeurs lors de chaque élection générale, afin d'abréger le délai entre l'émission des brefs d'élection et la date où ces brefs sont rapportables.—(*Avis de motion n° 4*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des voies et moyens reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

Avec l'assentiment unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions* afin de permettre au très honorable premier ministre de faire une déclaration.

Quelque temps après;

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Bell (Carleton), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, chapitre 67, S.R.C., 1952.

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion portant production de documents n° 20*), en date du 17 octobre 1962, demandant une copie de toutes lettres datées depuis le 9 août 1962, adressées par le ministre de la Justice au président et (ou) aux autres membres de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, ainsi qu'une copie de toutes lettres, depuis la même date, adressées par le président et (ou) les autres membres de ladite Commission au ministre de la Justice.

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français) sur le fonctionnement des accords conclus avec les provinces aux termes de la Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 9 de ladite loi, chapitre 28, Statuts du Canada, 1957.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 18

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 23 OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Avec l'assentiment unanime, la question suivante figurant au *Feuilleton* d'hier est transformée en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 342 par M. MacInnis,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: A-t-on reçu de la *New Waterford Barrachois Improvement Association* des observations demandant au gouvernement une aide en vue de la réalisation d'une industrie commerciale permanente de la pêche dans cette région et, dans le cas de l'affirmative, quelles mesures le gouvernement se propose-t-il de prendre à ce sujet?

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens;

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-4, Loi concernant la Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique.

M. Ormiston, appuyé par M. Hanbidge, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-8, Loi concernant la juridiction de la Cour de l'Échiquier du Canada.

M. Peters, appuyé par M. Brewin, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des voies et moyens reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 175*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Durant l'année-récolte 1960-1961, quelles quantités *a*) de blé, *b*) d'avoine, *c*) d'orge, *d*) de seigle, *e*) de lin, *f*) quelle quantité globale de céréales, a-t-on exportées par chacun des ports ci-après: Vancouver-New-Westminster, Victoria, Prince-Rupert, Churchill, Fort-William-Port-Arthur, Toronto, Kingston, Montréal, Sorel, Trois-Rivières, Québec, Baie-Comeau, Saint John, West Saint John et Halifax?

2. Quelles quantités des céréales susdites a-t-on livrées pour la consommation domestique, durant chacune des onze années-récolte allant de 1950-1951 à 1960-1961 inclusivement, *a*) dans chacun des ports susmentionnés, *b*) dans chacun des autres endroits du pays non mentionnés ci-dessus?

Par M. Halpenny,—Rapport (en français et en anglais) adressé au Parlement par la Commission du service civil indiquant les emplois exclus en totalité ou en partie de l'application de la Loi sur le service civil durant la période s'étendant du 1er janvier au 31 mars 1962, conformément à l'article 60(2) de ladite loi, chapitre 48, S.R.C., 1952.

Par M. Halpenny,—Rapport (en français et en anglais) adressé au Parlement par la Commission du service civil indiquant les personnes et les emplois exclus en totalité ou en partie aux termes de l'article 74, de l'application de la Loi sur le Service civil, et indiquant les nominations faites sans la tenue de concours, en vertu de l'article 25 de la Loi, durant la période allant du 1er avril au 31 août 1962, conformément à l'article 76(2) de ladite loi, chapitre 57, Statuts du Canada, 1960-1961.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 19

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 24 OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Deux cent quatre-vingt-cinq pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

*Question n° 379 par M. Béchard,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivaut: Durant le présent exercice, y avait-il des travaux publics en cours prévus pour la circonscription de Bonaventure? Dans le cas de l'affirmative, *a*) à quels endroits se proposait-on de les faire, *b*) quel était le montant de chacun d'eux, *c*) les travaux ont-ils été terminés ou sont-ils en cours, *d*) le programme d'austérité a-t-il influé sur les travaux, s'il en est?

Question n° 388 par M. Howard,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1er janvier 1962, le gouvernement ou l'un de ses ministères ont-ils reçu des demandes de participation à l'agrandissement de l'aquarium situé dans le parc Stanley de Vancouver et l'une de ces requêtes émanait-elle de la *Vancouver Public Aquarium Association*?

2. Quelle a été la teneur de la réponse, versera-t-on une aide financière et, dans le cas de l'affirmative, quel en sera le montant et à quelle date?

Question n° 395 par M. Dupuis,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de cadets fréquentent le Collège militaire royal *a*) de Saint-Jean, *b*) de Kingston, *c*) de Royal-Roads?

2. Quel est le nombre de cadets de langue anglaise et de langue française à chacun de ces collèges?

3. Dans chacun de ces collèges, quel est le nombre d'officiers et quel est le nombre de professeurs?

4. Parmi ces officiers et ces professeurs, combien possèdent les deux langues officielles du pays?

M. Sévigny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Sur motion de M. Lewis, appuyé par M. Brewin, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er mai 1962 entre le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministres, ministères ou organismes et le Fonds monétaire international, l'*Export-Import Bank*, la *Federal Reserve Bank* et la Banque d'Angleterre, relativement aux réserves du Canada en change, et tous documents ou mémoires mentionnés dans une telle correspondance ou autrement échangés entre le gouvernement et les institutions susdites.—(*Avis de motion portant production de documents n° 7*).

Sur motion de M. Laing, appuyé par M. Carter, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre tous ministères du gouvernement du Canada et tous départements et organismes des États-Unis, relativement à l'exportation du bois d'œuvre du Canada aux États-Unis.—(*Avis de motion portant production de documents n° 11*).

Sur motion de M. Benidickson, appuyé par M. MacEachen, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1962 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario, relativement au projet d'aménagement «d'une route d'accès aux ressources», depuis la région minière et productrice de nickel de Werner-Gordon Lakes, et dont il a été fait mention par le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, à la page 1411 des *Débats* du 28 février 1962.—(*Avis de motion portant production de documents n° 13*).

M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'adresse susdite.

L'avis de motion portant production de documents (*n° 23*) est appelé et, à la demande du gouvernement, est réservé.

Sur motion de M. Peters, appuyé par M. Fisher, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1959 entre le gouvernement fédéral et tout autre gouvernement ou l'un de ses organismes, ministères ou services, relativement à l'enquête d'ordre économique ou technique visant la possibilité d'aménager un port en eau salée à Moosonee.—(*Avis de motion portant production de documents n° 24*).

Sur motion de M. Matheson, appuyé par M. Byrne, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de toutes déclarations faites ou de tous discours prononcés par le ministre de l'Agriculture depuis le 1er avril 1962 aux producteurs laitiers de l'Ontario et du Québec, relativement à la production et au prix de soutien des produits laitiers.—(*Avis de motion portant production de documents n° 26*).

Sur motion de M. Cardin, au nom de M. Chevrier, appuyé par M. Habel, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre un tableau indiquant les détails relatifs aux navires marchands pour lesquels une subvention de construction a été versée ou des contrats ont été approuvés, le 15 octobre 1962, en précisant le chantier maritime, le nom du navire, le genre de navire, les immobilisations approuvées, le montant de la subvention, le tonnage brut et le nom du propriétaire, de la même façon que ces renseignements sont donnés au tableau VI, Appendice «F», du quinzième rapport de la Commission maritime canadienne, le 29 juin 1962.—(*Avis de motion portant production de documents n° 27*).

Sur motion de M. Howard, appuyé par M. Martin (Timmins), il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie d'un sommaire des délibérations, des échanges de vues et des décisions, en ce qui a trait à chaque séance du Conseil national de la productivité.—(*Avis de motion portant production de documents n° 28*).

Sur motion de M. Turner, appuyé par M. Cashin, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie d'un tableau indiquant, d'un jour à l'autre, le montant des engagements à terme prix par la Banque du Canada en vue d'acheter ou de vendre des dollars des États-Unis d'Amérique ou des livres sterling du 9 avril au 24 juin 1962 inclusivement.—(*Avis de motion portant production de documents n° 29*).

Sur motion de M. Turner, appuyé par M. Cashin, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie d'un état indiquant les avoirs officiels globaux en or et en devises étrangères, y compris les dollars des États-Unis d'Amérique, détenus au compte du Fonds des changes et à la Banque du Canada à l'ouverture des affaires le 9 avril 1962.—(*Avis de motion portant production de documents n° 30*).

Sur motion de M. Turner, appuyé par M. Cashin, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie d'un état indiquant le total des engagements à terme pris par la Banque du Canada, à l'ouverture des affaires le 9 avril 1962, en vue de l'achat et de la vente de dollars des États-Unis d'Amérique et de livres sterling.—(*Avis de motion portant production de documents n° 31*).

Sur motion de M. Matheson, appuyé par M. Byrne, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de toutes communications adressées à la Direction des aliments et drogues ou au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, relativement à l'usage et au retrait du marché du médicament appelé acide lysergique diéthylomidique.—(*Avis de motion portant production de documents n° 32*).

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté le Bill C-68, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

M. Marcoux, appuyé par M. Bernier, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier la question de modifier la Loi sur les allocations familiales afin de prescrire que, lorsqu'il est admissible aux allocations, un enfant n'en sera pas privé pendant qu'il est temporairement absent du Canada, alors que ses parents fréquentent une institution d'éducation.—(*Avis de motion n° 3*).

Il s'élève un débat;

M. Rinfret, appuyé par M. Pilon, propose l'amendement suivant: Que les mots suivants soient ajoutés à la motion: «et que le paiement des allocations familiales soit prolongé au-delà de l'âge de seize ans, jusqu'à vingt et un ans, à l'égard de tout enfant qui poursuit ses études».

Un débat s'élève et se poursuit;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 77*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Le gouvernement fédéral verse-t-il, directement ou indirectement, des sommes pour des recherches sur les causes de l'alcoolisme et les moyens d'y porter remède?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels organismes touchent ces sommes et quels montants a-t-on affectés à cette fin, en 1960, 1961 et 1962?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 218*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. A-t-on décidé avant le 18 juin 1962 de réduire les prévisions régulières de dépenses pour l'année financière 1962-1963, déposées à la Chambre lors de la dernière législature? Dans le cas de l'affirmative, à quelle date a-t-on pris cette décision et quel est le montant global en cause?

2. A-t-on demandé au Conseil national des recherches de réduire ses prévisions de dépenses?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 220*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelle somme globale dépense-t-on annuellement pour l'ensemble des forces armées canadiennes en service au pays et à l'étranger?

2. Quelle somme globale verse-t-on annuellement en pensions à l'égard des anciens combattants de la première grande guerre et à l'égard des veuves et des personnes à charge des anciens combattants de la deuxième grande guerre?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion portant production de documents n° 3*), en date du 17 octobre 1962, demandant une copie de toute correspondance et de tous documents relatifs au festival dit *Gold Rush Festival* échangés entre le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales ou des fonctionnaires de son ministère et le président du comité de ce festival ou le président de la fondation du festival de la ville de Dawson.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 20

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 25 OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Trente et une pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 25 octobre 1962

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, C.P., juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 25 octobre, à 5 h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à un certain bill.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

Le secrétaire adjoint du Gouverneur général
A. G. CHERRIER

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes.

27510-7—11

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté le bill suivant, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-5, Loi concernant le Trust de l'Est Canadien.—*M. Morris.*

Ledit bill est réputé avoir été lu pour une première fois, et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositoins de l'article 103(2) du Règlement.

M. Starr, appuyé par M. O'Hurley, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-70, Loi prévoyant la sécurité des personnes employées aux ouvrages, entreprises et affaires qui relèvent du gouvernement fédéral, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Starr, appuyé par M. O'Hurley, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative concernant les transformations industrielles et les ajustements de main-d'œuvre; assurant l'organisation et le maintien d'un Service consultatif de la main-d'œuvre; pourvoyant de plus à des paiements, à titre d'encouragements fiscaux, pour l'élaboration de programmes d'ajustement de main-d'œuvre; prévoyant en outre la conclusion de conventions relatives à des versements par le Canada pour stimuler la mobilité de main-d'œuvre; établissant un Conseil appelé «Conseil consultatif des transformations industrielles et ajustements de main-d'œuvre»; pourvoyant au traitement du président et à certains frais encourus par les membres du Conseil.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions—documents*)

Avec l'assentiment unanime, sur la demande du gouvernement, il est ordonnée que l'article n° 16, figurant sous cette rubrique et inscrit au nom de M. Martin (Essex-Est), soit réservé et garde son rang jusqu'au jeudi 8 novembre 1962, nonobstant les dispositions du paragraphe (1) de l'article 19 du Règlement.

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-11, Loi modifiant la Loi sur la route transcanadienne (Grandes routes du Canada);

M. Howard, appuyé par M. Prittie, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Sur ce, le secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics (M. McCleave) invoque le Règlement pour signaler qu'un simple député n'a pas le droit de présenter un bill semblable, qui renferme une disposition entraînant la dépense de deniers publics.

Le rappel au Règlement fait l'objet d'un débat:

M. l'Orateur déclare que le rappel au Règlement est bien fondé et que le bill est irrecevable puisqu'il ne peut être présenté que sur la recommandation de la Couronne, après adoption d'une résolution par le comité plénier.

L'honorable représentant de Skeena (M. Howard) en appelle à la Chambre de cette décision.

Les députés sont convoqués à la Chambre;

M. l'Orateur fait connaître qu'il s'agit d'un appel à la Chambre de la décision susdite.

M. l'Orateur met aux voix la question suivante: «La décision de l'Orateur est-elle maintenue?»—Et la décision est maintenue par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Addison,
Aiken,
Alkenbrack,
Asselin,
Badanai,
Balcer,
Baldwin,
Baskin,
Batten,
Beaulé,
Béchard,
Bélanger,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Benson,
Bigg,
Boulanger,
Bourbonnais,
Boutin,
Bradley,
Brown,
Byrne,
Cadieu,
Cadieux,
Cantin,
Caouette,
Cardin,
Caron,
Carter,
Casselman (Mme),
Chaplin,
Chatterton,
Chevrier,
Churchill,
Clancy,
Clermont,
Clunis,
Coates,
Cook,
Cooper,
Cowan,
Crossman,
Crouse,
Davis,
Denis,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dionne,
Doucett,
Drouin,
Drury,
Dupuis,
English,
Éthier,
Eudes,
Fairclough (Mme),
Fairweather,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Victoria-Carleton),
Forbes,
Foy,
Fulton,
Gagnon,
Garland,
Gauthier,
Grafftey,
Granger,
Gray,
Green,
Grégoire,
Grills,
Gundlock,
Habel,
Hales,
Halpenny,
Hamilton,
Hanbidge,
Harkness,
Harley,
Hees,
Hellyer,
Hodgson,
Honey,
Horner (Acadia),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jorgenson,
Kelly,
Kennedy,
Kindt,
Korchinski,
LaMarsh (Mlle),
Lamoureux,
Lamy,
Langlois,
Laniel,
Laprise,
Latulippe,
Leboe,
Legaré,
Legere,
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Létourneau,
Macdonald (Mme),
Macdonald (Rosedale),
MacEachen,
MacEwan,
Mackasey,
MacLean (Queens),
Macnaughton,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McGee,
McGrath,
McIntosh,
McLean (Charlotte),
McMillan,
McPhillips,
McWilliam,
Maltais,
Mandziuk,
Marcoux,
Martin (Essex-Est),
Matheson,
Matte,
Millar,
Mitchell,
Monteith,
Moore,
More,

Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Munro,
Nasserden,
Nesbitt,
Nicholson,
Nielsen,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Ormiston,
Pascoe,
Paul,
Pennell,
Perron,
Phillips,
Pickersgill,
Pigeon,
Pilon,
Plourde,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Richard,
Rinfret,
Robinson,
Rock,
Rondeau,
Rouleau,
Rowe,
Roxburgh,
Roy,
Ryan,
Rynard,
Sams,
Sévigny,
Skoreyko,
Slogan,
Smallwood,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Stenson,
Stewart,
Tardif,
Teillet,
Thomas,
Thompson,
Tucker,
Turner,
Valade,
Vincent,
Wahn,
Walker,
Webb,
Weichel,
Whelan,
Winkler,
Woolliams—195.

CONTRE

Messieurs

Barnett,
Brewin,
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles),
Fisher,
Herridge,
Howard,
Knowles,
Lewis,
MacInnis,
Martin (Timmins),
Orlikow,
Prittie,
Scott,
Webster—14.

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître qu'il s'est adressé à l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

«QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

«Les Communes du Canada ont voté les subsides nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

«Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

«Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963»

«Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.»

Sur ce, le greffier du Sénat, d'ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

«Au nom de Sa Majesté, l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.»

Le comité des voies et moyens reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 136*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: Quel a été le coût global d'entreposage de l'huile de beurre et (ou) du beurre durant les années ci-après: *a*) 1958, *b*) 1959, *c*) 1960, *d*) 1961, *e*) 1962?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 174*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Relativement à l'importation en Colombie-Britannique de fruits et de légumes en provenance des États-Unis, quelle quantité, en millions de livres, des produits suivants a-t-on importée au cours de 1961 et en 1962 jusqu'à ce jour: *a*) pommes, *b*) pêches, *c*) tomates, *d*) fraises, *e*) carottes, *f*) oignons, *g*) pommes de terre, *h*) tomates (en conserve)?

2. Durant les dix dernières années, combien d'industries de transformation et de mise en conserve dans la région d'Okanagan, en Colombie-Britannique, ont été achetées par des sociétés des États-Unis et fermées?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 188*), en date du 17 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelle est la quantité de beurre présentement détenue dans les entrepôts?

2. Où sont situés ces entrepôts, quelle est la quantité de beurre dans chaque entrepôt, et quels sont le loyer et les autres frais mensuels à l'égard de chaque entrepôt?

3. Une quantité considérable de beurre est-elle transformée en huile? Dans le cas de l'affirmative, de quelle façon le gouvernement entend-il disposer de cette huile?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 232*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: Durant les neuf premiers mois des années 1961 et 1962, *a*) quelle a été la production du beurre au Canada, *b*) quelle a été la consommation du beurre, *c*) quel montant le gouvernement a-t-il versé en prime pour cette consommation?

Huitième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 24 octobre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Marylin Jean Moore Alie, épouse de John Alie, de Montréal (P.Q.).

Patricia Ann Marguerite Christie Allaway, épouse de Russell Edward Allaway, de Lachine (P.Q.).

John André Anderson, de St-Léonard-de-Port-Maurice (P.Q.), époux de Elizabeth Augusta Margaretha Jarschel Anderson.

Ruth Diana Williams Andrews, épouse de Douglas Frank Andrews, de Montréal (P.Q.).

Roger Bernard Angel, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Yvonne Suzanne Boyer Angel.

Ida Christina Amalia Helena Koel Arsenault, épouse de André Joseph Arsenault, de la Province de Québec.

Laurier Allain, de Verdun (P.Q.), époux de Mildred Butler Allain.

Juliana Magdelene Rothlaender Ashley, épouse de Charles William Ashley, de Montréal (P.Q.).

Etienne Auclair, de Otterburn Heights (P.Q.), époux de Andrée Dion Auclair.

Alphonse Audet, de Montréal (P.Q.), époux de Gracia Gagnon Audet.

Paul Romain Bernard Babeu, de Montréal (P.Q.), époux de Maria Jeannette L'Italien, *dit* St-Laurent Babeu.

Edouard Joseph Armand Baril, d'Outremont (P.Q.), époux de Marie Thérèse Bibiane Noël Baril.

Alfred Bartlett, de l'Île-Perrot (P.Q.), époux de Jeannette Jodoin Bartlett.

Catherine Marie MacDonald Beaton, épouse de Arthur Francis Beaton, de Montréal (P.Q.).

Joseph Lionel Ernest Lucien Beaulieu, de Boucherville (P.Q.), époux de Marie Antoinette Hamelin Beaulieu.

Thérèse Dubé Beaulieu, épouse de Roméo Beaulieu, de Montréal (P.Q.).

Kathleen Edna Hayden Belchem, épouse de Ronald William Belchem, de Montréal (P.Q.).

Joseph Ernest André Bergeron, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Réjeanne Françoise Thérèse Francœur Bergeron.

William Billington, de Verdun (P.Q.), époux de Muriel Turner Billington.

Diane Lillian Kirkus Black, épouse de Bruce Andrew Black, de Montréal (P.Q.).

Pamela McIntosh Blair, épouse de Alexander Wallace Anthony Blair, de Montréal (P.Q.).

Joan Elaine Rolbin Bloom, épouse de Bernard Bloom, de Westmount (P.Q.).

Eva Livia Iranyi Blumberger, épouse de Ferenc Blumberger, de Montréal (P.Q.).

Joseph Idolard Bouchard, de Nouvelle (P.Q.), époux de Antoinette Babineau Bouchard.

Jean Robert Boucher, de St-Laurent (P.Q.), époux de Gisèle Brisebois Boucher.

Richard Price Bradley, de Montréal (P.Q.), époux de Joan Allen Bradley.

Anna Annette Elofer Brahmi, épouse de Alfred Emile Isaac Brahmi, de Montréal (P.Q.).

Georgiana Bull Brasseur, épouse de Robert Brasseur, de Montréal (P.Q.).

Thomas Wesley Brimacombe, de la Province de Québec, époux de Marie Emelie Valcourt Brimacombe.

Robert Brooks, de Duvernay (P.Q.), époux de Ludmilla Elissa Topolnicki Brooks.

Edward Brown, de Dorval (P.Q.), époux de Ginette Cameron Brown.

Sheila Muriel Flynn Burland, épouse de Haskell Rosino Burland, de Ville Mont-Royal (P.Q.).

Linda Alice Gardner Burrows, épouse de Michael Heber Burrows, de Montréal (P.Q.).

Rochelle Pleet Caplan, épouse de Allan Steven Caplan, de Montréal (P.Q.).

Daniel Gaston Jules Caron, de Ville St-Michel (P.Q.), époux de Yolande Fouquart Caron.

Michael Chabotar, de Ville St-Pierre (P.Q.), époux de Marie Thérèse Ash Chabotar.

Edgar Louis Chaddock, de Montréal (P.Q.), époux de Celina Van Loy Chaddock.

Elizabeth Anne Rennie Chadwick-Rider, épouse de Clifford Chadwick-Rider, de Montréal (P.Q.).

Shirley Ann Hinman Charlow, épouse de John William Charlow, de Montréal (P.Q.).

Elmer Stephen Cheverie, de Montréal (P.Q.), époux de Leona Bernice Roach Cheverie.

Elizabeth Heather MacNicoll Clayton, épouse de Peter Clayton, de Montréal (P.Q.).

Margaret Humphreys Clewes, épouse de Richard Clewes, de Montréal (P.Q.).

William James Coade, de Montréal (P.Q.), époux de Marguerite Forget Coade.

Edie (Etta) Kaufman Cohen, épouse de Husmond (Hy) Cohen, de Montréal (P.Q.).

Rose Frishling Cohen, épouse de Ronald Cohen, de Montréal (P.Q.).

Joan Marjorie Gallant Collins, épouse de John Walter Collins, de Verdun (P.Q.).

Anna Csillag, épouse de Franz Csillag, de Montréal (P.Q.).

Mildred Niren (Nirenberg) Cubitz, épouse de Allan Cubitz, de Montréal (P.Q.).

Judith MacBeth Complin Cuggy, épouse de Kenneth Douglas Cuggy, de Montréal (P.Q.).

Doreen Klara Whitehouse Culmer, épouse de Ronald Herbert Henry Culmer, de Sorel (P.Q.).

Christina Ilene Burns Cunningham, épouse de Douglas Cunningham, de Ville LaSalle (P.Q.).

Rosemarie Bohn Dalgleish, épouse de Philip Francis Dalgleish, de Dorval (P.Q.).

Ruby Emma Clough Davies, épouse de John Lewellyn Davies, de Montréal-Ouest (P.Q.).

Gita Joy Kaplan Davis, épouse de A. Mortimer Davis de Montréal (P.Q.).

Ruth Ensor Decosse, épouse de Robert Decosse, de Montréal (P.Q.).

Rose Mancuso Defosses, épouse de Polydor (Paul) Defosses, de la Province de Québec.

Marie Aline Denise Rainville de Muys, épouse de Joseph Alphonse Jean Raymond de Muys, de Westmount (P.Q.).

Edgar Dietrich, de Montréal (P.Q.), époux de Lieselotte Margot Irmscher Dietrich.

Antonio Di Paola, de Montréal (P.Q.), époux de Margherita Tirelli Di Paola.

Thomas Wesley Dixon, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Raymonde Camille Corbeil Dixon.

Marilyn Wexelman Dobrofsky, épouse de Irving Dobrofsky, de Montréal (P.Q.).

Marie Tarcile Rosalie Yvette Gratton Dorion, épouse de Joseph Arthur Ovila Dorion, de Montréal (P.Q.).

Edward Dorozowsky, de Verdun (P.Q.), époux de Tatiana Roxolana Diduch Dorozowsky.

Neilson Harold Dowsley, de Ville de Pincourt (P.Q.), époux de Mary Ellen Hayden Dowsley.

Alexandra Hunievicz Dublanski, épouse de Joseph Dublanski, de Montréal (P.Q.).

Paul André Clément Robert Dubois, de Montréal (P.Q.), époux de Mireille Suzanne Jacquet Dubois.

Doreen Dreyer Kane Eastwood, épouse de Bruce David Eastwood, de Lachine (P.Q.).

Marcheta Lino Griffith Edwards, épouse de Gerald Willoughby Edwards, de Montréal (P.Q.).

Madeleine Priscilla Deane Suckling Everall, épouse de Peter Robert Newall Everall, de Montréal (P.Q.).

Marlene Judith Doubilet Feinstein, épouse de Bernard Feinstein, de Montréal (P.Q.).

Gwynneth Margaret MacLeod Forget, épouse de Joseph Pierre Arsène Forget, de Pierrefonds (P.Q.).

Heidi Gertrude Kuss Foster, épouse de Gerald McAuslan Foster, de Montréal (P.Q.).

Pauline Abrams Foster, épouse de Alexander Foster, de Ste-Agathe (P.Q.).

Marie Aline Martine Boucher France, épouse de Sidney T. France, de Dorval (P.Q.).

Elizabeth Cowan Lecky Frawley, épouse de Lawrence Patrick Frawley, de Westmount (P.Q.).

Gaston Joseph Gagnon, de Ste-Foy (P.Q.), époux de Mariette Gabrielle Gagnon.

Audrey Gertrude East Gallant, épouse de Robert Ian Gallant, de St-Laurent (P.Q.).

William Robert Galley, de Verdun (P.Q.), époux de Shelley Elizabeth Parsons Galley.

Mortimer Joseph Garelick, de Montréal (P.Q.), époux de Ruth Monik Lise Roy Garelick.

Giovanna (Joan) Salvatore Garley, épouse de Richard Joseph Christopher Garley, de Montréal (P.Q.).

Armand Gauthier, de Montréal (P.Q.), époux de Suzanne Parent Gauthier.

Marie Madeleine Lydia Laflamme Gauvin, épouse de Ronald Joseph Gauvin, de Fabreville (P.Q.).

John Stewart Geddie, de Verdun (P.Q.), époux de Heather Alice Kelly Geddie.

Magdeleine Tétrault Geoffrion, épouse de Louis Pierre Tancrède Geoffrion, de Montréal (P.Q.).

Thérèse Harnois Géraldeau, épouse de Richard Géraldeau, de Verdun (P.Q.).

Gordon Gibb, de Granby (P.Q.), époux de Georgette Carmen Nolin Gibb.

Amy Sandra Jaques Glendinning, épouse de Gerald Ronald Glendinning, de Hudson (P.Q.).

Marie Yvonne Lucie Robillard Godard, épouse de Joseph Arthur Jean Godard, de Montréal (P.Q.).

Lise Bergeron Goulet, épouse de Jean Goulet, de Montréal (P.Q.).

Joseph Honoré Goyer, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Rose Baignée Goyer.

Elizabeth Boulay Gray, épouse de Robert Gray, de Montréal (P.Q.).

Edith Diane Shapiro Greenberg, épouse de Seymour Bernard Greenberg, de Montréal (P.Q.).

Leonard Greenfield, de Montréal (P.Q.), époux de Sheila (Harris) Horowitz Greenfield.

Mary Noreen Smith Griffith, épouse de Austin Frederic Griffith, de Montréal (P.Q.).

Francesco Grilli, de Montréal (P.Q.), époux de Barbara Atkinson Grilli.

Marcel Guindon, de Québec (P.Q.), époux de Diane Richard Guindon.

Julianna Barta Gulyas, épouse de Zoltan Gulyas, de Montréal (P.Q.).

Margaret Elizabeth Taylor Hall, épouse de John Henry Hall, d'Outremont (P.Q.).

Graham Campbell Harris, de Pierrefonds (P.Q.), époux de Edna Mary Davies Harris.

Margaret Anne Honey Harvey, épouse de Edmund Gifford Harvey, de la Province de Québec.

Bernard Hebert, de Greenfield Park (P.Q.), époux de Helen Rudolph Hebert.

Barbara Ann Murray Heffernan, épouse de Anthony Lawrence Heffernan, de Montréal (P.Q.).

Edith Maksim Herman, épouse de Thomas Joseph Herman, de Prévost (P.Q.).

Abie (Allan) Herscovitch, de Montréal (P.Q.), époux de Fannie (Fay) Green Herscovitch.

Patricia McKernan Hilton, épouse de Brian Hilton, de Montréal (P.Q.).

Richard Wilfrid Earl Hogan, de Côte St-Luc (P.Q.), époux de Mary Margaret McAleer Hogan.

June Eleanor Elvidge Holgate, épouse de Donald Harold Holgate, de Greenfield Park (P.Q.).

Gertraud Hofmann Holzer, épouse de Kurt Joseph Holzer, de Montréal (P.Q.).

Franklin Dale Hufford, de Chomedey (P.Q.), époux de Geraldine Anne Milner Hufford.

John Joseph Huitson, de Montréal (P.Q.), époux de Denise Noël Huitson.

Jill Stott Iliescui-Constantine, épouse de Rodric Radu Mircea Iliescui-Constantine, de Montréal (P.Q.).

Shirley Sarah Waring James, épouse de John William James, de Montréal (P.Q.).

Antonello Javicoli, de Montréal (P.Q.), époux de Silvana Strapazinni Javicoli.

Eileen Patricia Sullivan Johnston, épouse de Thomas Johnston, de Montréal (P.Q.).

Beverley Anne Basford Jones, épouse de Eric Thomas Jones, de Pierrefonds (P.Q.).

Cacilie Johanna Friederike Hagedorn Kaatz, épouse de Herbert Kaatz, de St-Laurent (P.Q.).

Arlene June Roy Kaczur, épouse de Gerald Joseph Kaczur, de Montréal (P.Q.).

Madeleine Cantin Kallweit, épouse de Paul Horst Kallweit, de Montréal (P.Q.).

Regina Brauner Kamin, épouse de Isak *dit* Jack Kamin, de Montréal (P.Q.).

Wasyl Kaprian, de Montréal (P.Q.), époux de Anna Szwyhar (Yanishewska) Kaprian.

Phyllis Wishnowski Kara, épouse de Julius Kara, de Montréal (P.Q.).

Dorothea Margaret Fleming Kay, épouse de Robert Taylor Kay, de Verdun (P.Q.).

Marie Louise Renz Kern, épouse de Constant Kern, de Montréal (P.Q.).

Edna Mae Hollindale Kirk, épouse de Charles Henry Kirk, de Montréal (P.Q.).

Irene Collier Klinger, épouse de William Bernard Klinger, de Montréal (P.Q.).

Joan Reid Studd Koken, épouse de Bernd-Krafft Koken, de Granby (P.Q.).

Eli Kraus, de Montréal (P.Q.), époux de Rita Rozin Kraus.

Morris Alexander Kulba, de Montréal (P.Q.), époux de Eugenia Yanchak Kulba.

Lillian Cere Kulczycki, épouse de Steve Kulczycki, de Montréal (P.Q.).

Pierre Lacasse, de Montréal (P.Q.), époux de Hugette Leblanc Lacasse.

Monique Nicole Thériault Ladouceur, épouse de Joseph Henri Hubert Ladouceur, de Montréal (P.Q.).

Joseph Marcel André Laforge, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Alice Boilard Laforge.

Evelyn Alberta Florence Céré Lalonde, épouse de Joseph Aimé Arcidas Roland Lalonde, de Laflèche (P.Q.).

Hubert Langlois, de Montréal (P.Q.), époux de Yolande Vermette Langlois.

Antoinette Raymonde Françoise Joseph *dit* Teyssier Lapointe, épouse de Joseph Jean Louis René Audet *dit* Lapointe, de Montréal (P.Q.).

Micheline Gagnon Laporte, épouse de Paul Emile Laporte, de Longueuil (P.Q.).

Louise Beausoleil Lavigne, épouse de Gilbert Lavigne, de Côte St-Paul (P.Q.).

Philippe Lebeau, de Ville LaSalle (P.Q.), époux de Jacqueline Pilon Lebeau.

Joseph Maurice Réal Lecompte, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Rose Dolores Hélène Turenne Lecompte.

Ada Josephine Ford Lejeune, épouse de Ronald Lorne Lejeune, de Verdun (P.Q.).

Yvonne St-Aubin Lemieux, épouse de Roland Lemieux, de Montréal (P.Q.).

Ginette Ingrid Reiskind Leopold, épouse de Monroe Paul Leopold, de Montréal (P.Q.).

Phyllis Marie Walsh Lessard, épouse de Aurélien Joseph Lessard, de Montréal-Est (P.Q.).

Moe Levin, de Westmount (P.Q.), époux de Bette Nobleman Levin.

Hans Ulrich Lewin, de Pierrefonds (P.Q.), époux de Lesley Patricia Weston Roxburgh Lewin.

Jean-Bernard L'Heureux, de Ville LeMoyne (P.Q.), époux de Monique St-Germain L'Heureux.

Rhoda Bregman Lipschutz, épouse de Jerome Leonard Lipschutz, de Côte St-Luc (P.Q.).

Lee Litwack Leopold, épouse de Henry Leslie Leopold, de Westmount (P.Q.).

Norma Margaret Bonter Smith Lockwood, épouse de Robert Orville Lockwood, de Dorval (P.Q.).

William John Loke, de Pierrefonds (P.Q.), époux de Verna Irene Loke.

Gilbert Long, de Montréal (P.Q.), époux de Hélène Hébert Long.

Ella Jane Ward Lyon, épouse de John Arthur Lyon, de Montréal (P.Q.).

Joseph Mabo, de Montréal (P.Q.), époux de Elizabeth Miriam Allen Mabo.

Patricia Marjorie Fulton Maisonet, épouse de Harold Edward Maisonet, de Verdun (P.Q.).

Margaret Alguire Mallette, épouse de James Morrow Mallette, de Montréal (P.Q.).

Barbara Ruth Neale Mann, épouse de John Clifford Mann, de Montréal (P.Q.).

George Mantadakis, de Montréal (P.Q.), époux de Paraskevi Dogatzi Mantadakis.

Irene Elizabeth Marchesseau Malloch, épouse de Thomas Daniel Malloch, de Montréal (P.Q.).

Robert-Fernand Marcoux, de Lachine (P.Q.), époux de June Patricia Lyon Marcoux.

Soshy Judith Teicher Marcovitz, épouse de Jessel (Jason) Benjamin Marcovitz, d'Outremont (P.Q.).

George Markozanis, de Montréal (P.Q.), époux de Fotini Pilihou Markozanis.

Vickie Weinberg Marks, épouse de Barry Allan Marks, de Montréal (P.Q.).

John Elijah Marshalluk, de Verdun (P.Q.), époux de Rose Anna Baillargeon Marshalluk.

Joseph-Alfred-Michel-André-Pierre Mercier, de Châteauguay Bassin (P.Q.), époux de Maureen Lillian Conlin Mercier.

Fleur-Aimée-Marie-Liette Ranger Méthot, épouse de William-Paul Méthot, de Montréal (P.Q.).

Joseph-René-Gérard Michel, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Blanche-Jeannette St-Laurent Michel.

Werner Burke Michelsen, de Westmount (P.Q.), époux de Irene Elizabeth Moon Michelsen.

Giselle Miron Mignault, épouse de Jean (Jack) Mignault, de Montréal (P.Q.).

Carroll Lynne Cavey Milette, épouse de Jean-Pierre Milette, de Pointe-Claire (P.Q.).

George Mintasky, de Montréal (P.Q.), époux de Anita Villa Mintasky.

Eleni Tzougaraki Mitakis, épouse de Draganikos Mitakis, de Verdun (P.Q.).

Suzanne Piuze Moreau, épouse de Charles-Édouard Moreau, de Montréal (P.Q.).

Joseph William Alfonse Morency, de Montréal (P.Q.), époux de Elva Eileen Linford Morency.

Vilma Kirby Morris, épouse de Albert Reginald Morris, de St-Laurent (P.Q.).

Kathleen Alice Priestley Morrow, épouse de Harold Morrow, de Beaurepaire (P.Q.).

Doreen Eleanor Bishop Mulcahy, épouse de Stanley Leo Francis Mulcahy, de Montréal (P.Q.).

Olive Brown Mulcahy, épouse de Thomas Mulcahy, de Verdun (P.Q.).

Thelma Joanette Lawless MacDonald, épouse de John Francis MacDonald, de la province de Québec.

Margaret Meredith Cape MacDougall, épouse de Robert Reford MacDougall, de Saraguay (P.Q.).

Edna Anne Stanley MacPherson, épouse de George Anthony MacPherson, de St-Basile-le-Grand (P.Q.).

Maureen Carol McCullough McAlinden, épouse de John Francis McAlinden, de Montréal (P.Q.).

William George McCartney, de Ste-Anne-de-Bellevue (P.Q.), époux de Anna-Augustine-Madeleine Aubin McCartney.

Margaret Rose Hamel McDuff, épouse de Leonard Edward McDuff, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Marie Beale McElroy, épouse de Arthur Winston McElroy, de Montréal (P.Q.).

Pamela Ellen Wischhusen McLeod, épouse de Percy Peerce McLeod, de St-Laurent (P.Q.).

Ellen Alice Hendry Nelham, épouse de John William Riley Nelham, de Pointe-Claire (P.Q.).

Paul Néron, de Montréal (P.Q.), époux de Denise Riopel Néron.

Joseph James Alexander Clermont O'Neill, de Les Saules (P.Q.), époux de Virginia Aucoin O'Neill.

Paul Orlivsky, de Montréal (P.Q.), époux de Regina Depenbusch Orlivsky.

Carole Anne Douglas Orr, épouse de David Frederick Orr, de Beaconsfield (P.Q.).

Maria Sirakis Papadakis, épouse de George Papadakis, de Montréal (P.Q.).

Eileen Owens Parent, épouse de William Hercule Parent, de Verdun (P.Q.).

Paul Parizeau, de Montréal (P.Q.), époux de Georgette Clément Parizeau.

Betty Lillian Reichert Patrick, épouse de Allan Michael Patrick, de La-Salle (P.Q.).

Édouard Pellerin, de Montréal (P.Q.), époux de Jeanne Salois Pellerin.

Pauline Adamczewski Perrault, épouse de Marcel Perrault, de Montréal (P.Q.).

Suzi Elizabeth Locke Perry, épouse de Robert Arnold Perry, de St-Bruno (P.Q.).

Louise Phelps Perkins, épouse de Alden Morse Perkins, de Waterloo (P.Q.).

Allan Barry Phillips, de Montréal (P.Q.), époux de Irène Marie Flora Falardeau Phillips.

Jean-Jacques Aimé Picotte, de St-Rémi (P.Q.), époux de Marie Pierrette Jacqueline Gauthier Picotte.

Nicholas Pilidis, de Châteauguay (P.Q.), époux de Barbara Ann Fennell Pilidis.

Roland Pilon, de Montréal (P.Q.), époux de Blanche Robidoux Pilon.

Yetta Alterovitch Pomerantz, épouse de Morris Pomerantz, de Hull (P.Q.).

Vivian Geoffrey Power, de Longueuil (P.Q.), époux de Anna Mary Helen Kish Power.

Marie Henriette Antoinette Marguerite Bloodworth Csurgay Pringle, épouse de Bruce Welsh Pringle, de Montréal (P.Q.).

Joseph Yvon Quevillon, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Gertrude Leduc Quevillon.

Alphonse Eugène Racine, de Île-Bizard (P.Q.), époux de Norma Lorraine Cumming Watson Racine.

Shirley Grace Reid Ramsay, épouse de John Murray Ramsay, de Verdun (P.Q.).

Gordon Richard Alexander Ramsden, de Montréal (P.Q.), époux de Margaret Eilleen Woodall Ramsden.

Olga Eizner Rapoport, épouse de Harry Rapoport, de Montréal (P.Q.).

Thérèse Chaput Ratelle, épouse de André Ratelle, de Montréal (P.Q.).

Elaine Gleeson Redmond, épouse de James Allan Redmond, de Montréal (P.Q.).

Marion Fournier Richardson, épouse de Gordon Richardson, de Montréal (P.Q.).

Fay Naiman Richt, épouse de Joseph Richt, de Montréal (P.Q.).

Doris Elinor Champ Roberts, épouse de John Gilbert Roberts, de Montréal (P.Q.).

Calvin Harold Robinson, de Laval-des-Rapides (P.Q.), époux de Shirley MacDonald Robinson.

Armand Ronco, de Montréal (P.Q.), époux de Louise Beaudry Ronco.

Jeanette Silver Rosenberg, épouse de Leon Rosenberg, de Montréal (P.Q.).

Emilia Honorine Anzano Rosquin, épouse de Claude Victor Rosquin, de Montréal (P.Q.).

William Joseph Rowe, de St-John's, Terre-Neuve, époux de Joan Pauline Miller Rowe.

Fany Ghimpelman Rubenstein, épouse de Claude Henri Rubenstein, de Montréal (P.Q.).

Patricia McCarthy Sabetta, épouse de Joseph Louis Jacques Sabetta, de Ville LaSalle (P.Q.).

Helen Beverley Johnson Sabo, épouse de Stephen Sabo, de St-Laurent (P.Q.).

Simon Saint-Louis, de Montréal (P.Q.), époux de Nicole Berthelet Saint-Louis.

Andrew Sallai, de Montréal (P.Q.), époux de Eva Hegedus Sallai.

Ahuva Lina Sussman Sandperl, épouse de Elias Sandperl, de Montréal (P.Q.).

Agnes Irene Groundwater Seaman, épouse de Terence John Wendell Seaman, de Montréal (P.Q.).

Cecile Rosler Wall Sénécal, épouse de Jean Sénécal, de Montréal (P.Q.).

Jacqueline Dussault Serrati, épouse de Giovanni Serrati, de Montréal (P.Q.).

Lily (Lillian) Cohen Shapiro, épouse de Sydney Shapiro, de Montréal (P.Q.).

William Sharko, de Châteauguay (P.Q.), époux de Sonja Giesella Burkhardt Sharko.

John Phillip Shave, de Stephenville Crossing, Terre-Neuve, époux de Norma Mary Shave.

Issie Sherman, de Montréal (P.Q.), époux de Freda Kayser Sherman.

Ethelind Zidulka Silverman, épouse de Edward Silverman, de Montréal (P.Q.).

Augustine Gingras Simard, épouse de Gidéon Simard, de Magog (P.Q.).

Imrich Sinka, de Montréal (P.Q.), époux de Abargita Kukla Sinka.

Betty Jane Doehler Sockett, épouse de David Lucas Sockett, de Montréal (P.Q.).

Dina Canzer Soiffer, épouse de Chane Soiffer, de Montréal (P.Q.).

Kurt Sperlich, de Côte St-Luc (P.Q.), époux de Helga Drescher Sperlich.

Linda Rose Low Steeves, épouse de Dexter Allan Steeves, de Montréal (P.Q.).

Mihaly Szakacs, de Westmount (P.Q.), époux de Maria Csocz Szakacs.

Marcel Talbot, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Paule Bélair Talbot.

Angelika Vysoky Tasler, épouse de Edmund Tasler, de Montréal (P.Q.).

Irene Dolgin (Teitle) (Hart) Teitlebaum, épouse de Michael (Teitle) (Hart) Teitlebaum, de Côte St-Luc (P.Q.).

Willa Keith McLaren Thomson, épouse de Garth Patrick Thomson, de Montréal (P.Q.).

Lionel Samuel Tiger, de Montréal (P.Q.), époux de Marquita Marguerite Crevier Tiger.

Victoria Nassou Topousoglou, épouse de Nicholas Topousoglou, de Montréal (P.Q.).

Albert Wilfrid Tremblay, de Farnham (P.Q.), époux de Éveline Desormiers *dit* Cusson Tremblay.

Denise Boudreau Trottier, épouse de Jacques Trottier, de Montréal (P.Q.).

Eliane Fontaine Trottier, épouse de Maurice Trottier, de Ville St-Michel (P.Q.).

Dorothy Alice Silver Usher, épouse de Peter Joseph Usher, de Montréal (P.Q.).

André Vermette, de Longueuil (P.Q.), époux de France Richard Vermette.

Marie-Jeanne Paré Vezeau, épouse de Joseph Vezeau, de Montréal (P.Q.).

Lucinda Patterson Viau, épouse de Gérard Henry Viau, de Verdun (P.Q.).

Donna Maureen Croteau Vincent, épouse de Réal Vincent, de Longueuil (P.Q.).

Helen Lycas Vipond, épouse de John D. Vipond, de Lachine (P.Q.).

Murray Hutchison Walker, de Dorval (P.Q.), époux de Margaret Helen Winona Churchill Walker.

Lillian Anne LePoidevin Waller, épouse de Frederick Louis Waller, de Laval-des-Rapides (P.Q.).

Ruth Wiseblatt Ward, épouse de Melvin Ward, de Montréal (P.Q.).

Sheila Allison Pettigrew Wardell, épouse de Ronald Wilson Wardell, de Sorel (P.Q.).

Michel Weissberger, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Thérèse Tatiana Krivoutz Weissberger.

Adele Marie Forscelle White, épouse de Thomas Joseph White, de Noranda (P.Q.).

Jeannine Thauvoye Wiame, épouse de Jean Paul Wiame, de Montréal (P.Q.).

Patricia June Graydon Wiens, épouse de Henry Wiens, de Fabreville (P.Q.).

John Harold Williams, de Ormstown (P.Q.), époux de Beatrice Dorothy Brohman Williams.

Odette Rosalie Louise Hick Winter, épouse de Herbert Felix Anton Winter, de Montréal (P.Q.).

Joan Margaret Gooch Wise, épouse de Nicholas Edmund Michael Wise, de Montréal (P.Q.).

Bernice Marion Thayer Wood, épouse de Ross Douglas Wood, de Rosemere (P.Q.).

Sheila Cohen Wright, épouse de Donald Wright, de Montréal (P.Q.).

Jennie Cmikewicz Zajko, épouse de Joseph Stanley Zajko, de Montréal (P.Q.).

Margit Schlosszer Bene, épouse de Janos Gabor Bene, de Chibougamau (P.Q.).

Claire Detwiler Bradford, épouse de Elwood Joseph Bradford, de Beaconsfield (P.Q.).

Françoise Hébert Campion, épouse de Kenneth Rea Campion, de Montréal (P.Q.).

Alan John Clarke, de Montréal (P.Q.), époux de Mary Margaret Navora Clarke.

Rose Norris Coletta, épouse de Harold Coletta, de Montréal (P.Q.).

Walter Donald Cooke, de la Province de Québec, époux de Marjorie Phyllis Buchanan Cooke.

Mildred Emily Velcoff Dumas, épouse de Joseph Adrien Rolland Dumas, de Montréal (P.Q.).

Joyce Eileen Menzie Elliott, épouse de Robert Adams Elliott, de Montréal (P.Q.).

Jean Mildred Giberson Fillmore, épouse de Eric Edwin Fillmore, de Roxboro (P.Q.).

Margarete Huber Guimond, épouse de André Guimond, de Montréal (P.Q.).

Marie Marthe Raymond Laurin, épouse de Roger Laurin, de Montréal (P.Q.).

Marjorie Edith Taylor Leroux, épouse de George Gustave Leroux, de Montréal (P.Q.).

Yvette Giraldeau Pons, épouse de Vincent Pons, fils, de la Province de Québec.

Patricia Mary Whiteside, épouse de Robert Lambert Whiteside, de la Province de Québec.

Charlie (Fong) (Hong) Wing, de Bell Island, Terre-Neuve, époux de Max Yin Kwan (Hong) Wing.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 21

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 26 OCTOBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

Deux pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

Sur motion de M. Churchill, appuyé par M. Balcer, les propositions relatives au personnel de la Chambre des communes, que la Commission de la régie intérieure a approuvées et dont elle a fait rapport dans le procès-verbal de ses délibérations du 19 septembre 1962, qui a été déposé sur le bureau de la Chambre le 27 septembre 1962, sont agréées.

Avec l'assentiment unanime, M. Ricard, du comité spécial institué pour dresser et présenter la liste des députés qui doivent composer les divers comités permanents de la Chambre, sous le régime de l'article 65 du Règlement, présente le premier rapport dudit comité. Le rapport est agréé et en voici la teneur:

Votre comité, suivant les dispositions de l'article 65 du Règlement, propose que les comités permanents de cette Chambre se composent des députés dont les noms suivent:

N° 1

Privilèges et Élections

Messieurs

Aiken,
Brewin,
Brown,
Caron,
Chatterton,
Coates,
Crestohl,
Dionne,
Enns,
Hodgson,
Howard,
Knowles,
Korchinski,
Laing,
Lamoureux,
Leboe,
Macnaughton,
McBain,
McGee,
McWilliam,
Millar,
Nielsen,
Pennell,
Pickersgill,
Plourde,
Rondeau,
Smallwood,
Stewart,
Valade—29.

(Quorum: 10)

N° 2

Chemins de Fer, Canaux et Lignes Télégraphiques

Messieurs

Addison,
Argue,
Badanai,
Baskin,
Beaulé,
Bélanger,
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Bourbonnais,
Bradley,
Byrne,
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles)
Chevrier,
Cook,
Crouse,
Dupuis,
Fisher,
Garland,
Gauthier,
Granger,
Grills,
Gundlock,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Howe,
Kennedy,
Lamoureux,
Leboe,
Legaré,
Lewis,
MacEachen,
MacEwan,
Mackasey,
Maltais,
Marcoux,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McMillan,
McPhillips,
Mitchell,
Nielsen,
Nugent,
Pascoe,
Phillips,
Rideout,
Robichaud,
Rock,
Ryan,
Rynard,
Sams,
Sauvé,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Simcoe-Nord),
Stenson,
Teillet,
Tucker,
Turner,
Valade,
Webb,
Winch—60.

(Quorum: 20)

N° 3

Bills privés en général

Messieurs

Aiken,
Alkenbrack,
Beer,
Cameron (High Park),
Cardiff,
Carter,
Chatterton,
Clunis,
Cooper,
Cowan,
Crestohl,
Drury,
Enns,
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Gagnon,
Garland,
Grafftey,
Gray,
Grills,
Horner (Acadia)
Horner (The Battlefords),
Kennedy,
LaMarsh, Mlle
Lamy,
Leboe,
MacEwan,
MacRae,
Mandziuk,
Martin (Timmins),
Mather,
McMillan,
Millar,
Munro,
Nixon,
Olson,
Orlikow,
Ormiston,
Otto,
Patterson,
Phillips,
Roxburgh,
Sams,
Simpson,
Stefanson,
Thompson,
Tucker,
Turner,
Wahn,
Winch,
Woolliams—50.

(Quorum: 15)

N° 4

Banque et Commerce

Messieurs

Aiken,
Baldwin,
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Benson,
Bernier,
Bourque,
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les-Îles),
Caouette,
Cardiff,
Chevrier,
Clermont,
Côté,
Chaplin,
Fairweather,
Gordon,
Grafftey,
Grégoire,
Horner (Acadia),
Kindt,
Laing,
Leboe,
Lewis,
Macdonald (Rosedale),
MacInnis,
Macnaughton,
McCleave,
McIlraith,
McLean (Charlotte),
McMillan,
More,
Morris,
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nicholson,
Nugent,
Pascoe,
Pickersgill,
Rapp,
Rowe,
Ryan,
Rynard,
Sauvé,
Southam,
Stewart,
Thomas,
Thompson,
Turner,
Vincent,
Walker—50.

(Quorum: 15)

N° 5

Comptes publics

Messieurs

Asselin,
Beaulé,
Benson,
Cadieux (Terrebonne),
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles),
Caron,
Chaplin,
Cowan,
Crouse,
Davis,
Drury,
Dubé,
Dupuis,
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Forbes,
Frenette,
Gauthier,
Godin,
Gray,
Hales,
Hellyer,
Honey,
Horner (Jasper-Edson),
Lessard (Saint-Henri),
Létourneau,
Lewis,
Macdonald, Mme
Macdonald (Rosedale),
Macnaughton,
MacRae,
McCleave,
McGee,
McGrath,
Moore,
Muir (Lisgar),
Noble,
Olson,
Perron,
Pigeon,
Pugh,
Rapp,
Rochon,
Rondeau,
Scott,
Skoreyko,
Smith (Simcoe-Nord),
Stefanson,
Teillet,
Tucker,
Winch—50.

(Quorum: 15)

N° 6

Agriculture et Colonisation

Messieurs

Alkenbrack,
Argue,
Asselin,
Barnett,
Béchard,
Beer,
Belzile,
Boucher,
Cardiff,
Chatterton,
Clancy,
Clermont,
Clunis,
Crossman,
Doucett,
Drouin,
Dumont,
Éthier,
Fane,
Forbes,
Forgie,
Gauthier,
Gundlock,
Honey,
Horner (Acadia),
Kelly,
Langlois,
Leboe,
Legaré,
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Létourneau,
Macdonald, Mme
Mandziuk,
Mather,
Matte,
McIntosh,
McNulty,
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Noble,
Olson,
Orlikow,
Patterson,
Pennell,
Peters,
Pigeon,
Rapp,
Robichaud,
Rochon,
Roxburgh,
Rynard,
Slogan,
Smallwood,
Southam,
Stefanson,
Tardif,
Teillet,
Vincent,
Whelan,
Woolliams—60.

(Quorum: 20)

N° 7

Règlement

Messieurs

Aiken,
Bourbonnais,
Bradley,
Brown,
Byrne,
Cantin,
Chevrier,
Enns,
Horner (Jasper-Edson),
Laprise,
MacEachen,
Marcoux,
Moore,
Phillips,
Pickersgill,
Richard,
Wahn,
Webb,
Winch,
Winkler—20.

(Quorum: 8)

N° 8

Marine et Pêcheries

Messieurs

Addison,
Barnett,
Batten,
Béchard,
Bélanger,
Cadieu (Meadow Lake),
Carter,
Chatterton,
Côté,
Crouse,
English,
Granger,
Hardie, Mme
Howard,
Legaré,
Legere,
Macdonald, Mme
MacRae,
Maltais,
Mather,
McCleave,
McGrath,
McLean (Charlotte),
McWilliam,
Morris,
Nicholson,
Noble,
Perron,
Phillips,
Pugh,
Robichaud,
Robinson,
Sauvé,
Stefanson,
Tucker—35.

(Quorum: 10)

N° 9

Mines, Forêts et Cours d'eau

Messieurs

Alkenbrack,
Barnett,
Bélanger,
Benidickson,
Caouette,
Clermont,
Davis,
Doucett,
Fairweather,
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Godin,
Granger,
Gundlock,
Hardie, Mme
Hodgson,
Howard,
Kindt,
Korchinski,
Leboe,
Leduc,
Mackasey,
MacRae,
Maltais,
Mather,
McGrath,
McWilliam,
Mitchell,
Morris,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Nicholson,
Nielsen,
Robichaud,
Simpson,
Southam,
Teillet—35.

(Quorum: 10)

N° 10

Relations industrielles

Messieurs

Batten,
Beaulé,
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benidickson,
Berger,
Byrne,
Caron,
Deschatelets,
Fairweather,
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Frenette,
Godin,
Grafftey,
Hales,
Knowles,
Lachance,
LaMarsh, Mlle
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Mackasey,
Mandziuk,
Martin (Essex-Est),
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
Millar,
Morris,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Munro,
Noble,
Plourde,
Rideout,
Sauvé,
Scott,
Stenson,
Valade,
Weichel—35.

(Quorum: 10)

N° 11

Débats

Messieurs

Deschatelets,
Eudes,
Haidasz,
Howard,
Langlois,
McIlraith,
Meunier,
Nugent,
Pugh,
Valade,
Winkler,
Woolliams—12.

(Quorum: 7)

N° 12

Affaires extérieures

Messieurs

Aiken,
Bernier,
Bourbonnais,
Bradley,
Brewin,
Brown,
Cadieux (Terrebonne),
Cardin,
Chapdelaine,
Chatterton,
Crestohl,
Dubé,
Fairweather,
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Herridge,
Knowles,
Lachance,
LaMarsh, Mlle
Macdonald (Rosedale),
MacEachen,
Macquarrie,
Mandziuk,
Martin (Essex-Est),
McIntosh,
Morris,
Nicholson,
Nugent,
Patterson,
Richard,
Slogan,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Simcoe-Nord),
Stewart,
Thompson,
Vincent—35.

(Quorum: 10)

N° 13

Prévisions de dépenses

Messieurs

Argue,
Baldwin,
Bell (Saint-Jean-Albert),
Benson,
Berger,
Bigg,
Boulanger,
Bourque,
Boutin,
Burgess,
Cameron (High Park),
Cantin,
Carter,
Casselman, Mme
Coates,
Cook,
Denis,
Dionne,
Dubé,
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Forbes,
Foy,
Frenette,
Grafftey,
Gordon,
Haidasz,
Hales,
Hellier,
Horner (Jasper-Edson),
Howe,
Jorgenson,
Kennedy,
Korchinski,
Laing,
Latulippe,
Létourneau,
Loiselle,
Macquarrie,
Mandziuk,
Matheson,
Matté,
McBain,
McGee,
McGrath,
McIlraith,
McLean (Charlotte),
McPhillips,
More,
Olson,
Orlikow,
Peters,
Rinfret,
Rock,
Roy,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Simcoe-Nord),
Turner,
Vincent,
Webster,
Weichel—60.

(Quorum: 20)

N° 14

Affaires des anciens combattants

Messieurs

Asselin,
Bigg,
Boulanger,
Burgess,
Cardin,
Carter,
Clancy,
Davis,
Drury,
Fane,
Forgie,
Harley,
Hellyer,
Herridge,
Kennedy,
LaMarsh, Mlle
Laniel,
Laprise,
Létourneau,
Macdonald, Mme
MacEwan,
MacRae,
Matheson,
McIntosh,
McWilliam,
Millar,
Ormiston,
Ouellet,
Perron,
Peters,
Pilon,
Plourde,
Prittie,
Pugh,
Robinson,
Roy,
Thomas,
Webb,
Weichel,
Winkler—40.

(Quorum: 15)

N° 15

Impressions

(Membres représentant les Communes)

Messieurs

Alkenbrack,
Berger,
Boucher,
Bourque,
Bradley,
Cadieu (Meadow-Lake),
Cadieux (Terrebonne),
Caron,
Chaplin,
Cooper,
Cowan,
Crossman,
Drouin,
Dumont,
Éthier,
Eudes,
Fane,
Gagnon,
Grills,
Hanbidge,
Harley,
Horner (Jasper-Edson),
Howe,
Kelly,
Kindt,
Lamy,
Laniel,
Latulippe,
Leduc,
Legere,
Lessard (Saint-Henri),
Loiselle,
MacInnis,
McDonald (Hamilton-Sud),
McIntosh,
McNulty,
Moore,
More,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Nasserden,
Otto,
Ouellet,
Pilon,
Prittie,
Rondeau,
Rowe,
Sams,
Scott,
Skoreyko,
Smallwood,
Smith (Calgary-Sud),
Stenson,
Tardif,
Whelan—54.

N° 16

Bibliothèque

(Membres représentant les Communes)

Monsieur l'Orateur et Messieurs

Baskin,
Belzile,
Bigg,
Boutin,
Brewin,
Casselman, Mme
Clancy,
Coates,
Côté,
Crossman,
Davis,
Denis,
English,
Fairweather,
Fisher,
Forbes,
Gordon,
Gray,
Grégoire,
Haidasz,
Hanbidge,
Horner (Jasper-Edson),
Howe,
Lachance,
Laniel,
Latulippe,
MacInnis,
Martin (Essex-Est),
Matheson,
Matte.
McGee,
Meunier,
More,
Munro,
Nixon,
Ormiston,
Phillips,
Plourde,
Simpson,
Skoreyko,
Slogan,
Smith (Calgary-Sud),
Stewart,
Wahn,
Walker—46.

N° 17

Restaurant

(Membres représentant les Communes)

Monsieur l'Orateur et Messieurs

Badanai,	Harley,	Pugh,
Belzile,	Hodgson,	Richard,
Byrne,	Horner (The Battlefords),	Rinfret,
Cameron (High Park),	Legere,	Roy,
Cook,	Macdonald, Mme	Stefanson,
Denis,	MacRae,	Tardif,
Doucett,	Marcoux,	Walker,
Gundlock,	Martin (Timmins),	Webster—26.
Hales,		

Sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, il est résolu,—Que chacun des comités permanents de cette Chambre soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et de toutes les matières que la Chambre lui aura renvoyées, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et ces matières, à assigner des témoins et à ordonner la production de pièces et de dossiers.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Winkler, il est ordonné,—Que des messages soient transmis au Sénat afin d'informer Leurs Honneurs que cette Chambre s'unira à eux pour former des comités mixtes des deux Chambres relativement aux impressions législatives, à la régie de la Bibliothèque et à la direction du Restaurant du Parlement, et que les députés devant faire partie de chacun des comités susdits, pour y représenter cette Chambre, seront ceux dont les noms figurent au premier rapport du comité spécial, qui a été présenté aujourd'hui.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur le crédit agricole.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur le crédit agricole afin de porter de douze millions de dollars à seize millions de dollars le capital de la Société du crédit agricole en vue de porter de trois cents millions de dollars à quatre cents millions de dollars le pouvoir d'emprunt de la Société; et de prescrire, en outre, certains autres changements en ce qui concerne l'application de la loi.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Hamilton, appuyé par M. Monteith, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-71, Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-3, Loi modifiant la Loi des aliments et drogues;

M. Monteith, appuyé par M. Hamilton, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-1, Loi pour faire droit à Madeleine-Françoise Hankowski.

Bill SD-2, Loi pour faire droit à Bruce Reid Campbell.

Bill SD-3, Loi pour faire droit à William Metcalfe Watt.

Bill SD-4, Loi pour faire droit à Mildred Dawson Meakins.

Bill SD-5, Loi pour faire droit à Marion Ruth Catherine Slattery.

Bill SD-6, Loi pour faire droit à Sonja Bagry.

Bill SD-7, Loi pour faire droit à Lena Quelle.

Bill SD-8, Loi pour faire droit à Frank Zeitlhofer.

Bill SD-9, Loi pour faire droit à John Harman.

Bill SD-10, Loi pour faire droit à Esther Wertheimer.

Bill SD-11, Loi pour faire droit à Rachela Zimber.

Bill SD-12, Loi pour faire droit à Alethea Sarah Ivy Fowler.

Bill SD-13, Loi pour faire droit à Rosemary Beatrice Clare.

Bill SD-14, Loi pour faire droit à Isadore Titleman.

Bill SD-15, Loi pour faire droit à Agnes Irene Seaman.

Bill SD-16, Loi pour faire droit à Margaret Ada Lewis.

Bill SD-17, Loi pour faire droit à Beverley Trachtenberg, autrement connue sous le nom de Beverley Tratt.

Bill SD-18, Loi pour faire droit à Demetre Almyriotis.

Bill SD-19, Loi pour faire droit à Cynthia Elsie Scott.

Bill SD-20, Loi pour faire droit à June Blickstead.

Bill SD-21, Loi pour faire droit à Stella Leblanc.

Bill SD-22, Loi pour faire droit à Gerda-Sascha Rozwadowski.

Bill SD-23, Loi pour faire droit à Josephine Isabella Geiger.

Bill SD-24, Loi pour faire droit à Margarete Gerda Ruhnau.

Bill SD-25, Loi pour faire droit à Margaret Catherine Smith.

Bill SD-26, Loi pour faire droit à Kate Gillman.

Bill SD-27, Loi pour faire droit à Barbara Ann Wallace.

Bill SD-28, Loi pour faire droit à Marie-Claire-Rolande Dubois.

Bill SD-29, Loi pour faire droit à Sheila Liebling.

Bill SD-30, Loi pour faire droit à Elizabeth Shaw Fisher Reid.

Bill SD-31, Loi pour faire droit à Marie-Jeanne Beaulieu.

Bill SD-32, Loi pour faire droit à Maurice LeBel.

Bill SD-33, Loi pour faire droit à Gilles Graveline.
Bill SD-34, Loi pour faire droit à Simonne-Michèle-Mona Bouchard.
Bill SD-35, Loi pour faire droit à Anne-Marie Asselin.
Bill SD-36, Loi pour faire droit à Hale Calvin Reid.
Bill SD-37, Loi pour faire droit à Lorna Scherzer.
Bill SD-38, Loi pour faire droit à Leomay Marie Blanche Stratton.
Bill SD-39, Loi pour faire droit à Sylvia Aucoin.
Bill SD-40, Loi pour faire droit à Frances Cynthia Nevitt.
Bill SD-41, Loi pour faire droit à Lily Worthington.
Bill SD-42, Loi pour faire droit à Dorothy Doreen Howell.
Bill SD-43, Loi pour faire droit à Joyce Evelyn Ranger.
Bill SD-44, Loi pour faire droit à Jeannine Furoy.
Bill SD-45, Loi pour faire droit à Myrtle Alice Southwood.
Bill SD-46, Loi pour faire droit à Elsie Jean Delisle.
Bill SD-47, Loi pour faire droit à Josephine Suhr Moseley.
Bill SD-48, Loi pour faire droit à Christine Johnson.
Bill SD-49, Loi pour faire droit à Réal Richard.
Bill SD-50, Loi pour faire droit à Monique Rémy.
Bill SD-51, Loi pour faire droit à Paul-Émile Niquette.
Bill SD-52, Loi pour faire droit à Elsa Munch.
Bill SD-53, Loi pour faire droit à Lygery Varverikos.
Bill SD-54, Loi pour faire droit à Jeannine Elizabeth Sharpe.
Bill SD-55, Loi pour faire droit à Anita Cleri.
Bill SD-56, Loi pour faire droit à John Andrew Milne.
Bill SD-57, Loi pour faire droit à Germaine-Marie-Thérèse Hinksman.
Bill SD-58, Loi pour faire droit à Mary Catherine Weatherby.
Bill SD-59, Loi pour faire droit à Gerald William Henderson.
Bill SD-60, Loi pour faire droit à Joseph Arthur Norman William Edwards.
Bill SD-61, Loi pour faire droit à Irene Ross.
Bill SD-62, Loi pour faire droit à Anna Luella Matthews.
Bill SD-63, Loi pour faire droit à Gladys Ethel Sarah Bergeron.
Bill SD-64, Loi pour faire droit à Hazel Durocher.
Bill SD-65, Loi pour faire droit à Lily (Laura) Anita Karbelnik.
Bill SD-66, Loi pour faire droit à Margot Scott Connor.
Bill SD-67, Loi pour faire droit à James Richard Williamson.
Bill SD-68, Loi pour faire droit à Micheline McGuire.
Bill SD-69, Loi pour faire droit à Miriam White.
Bill SD-70, Loi pour faire droit à Lloyd James Simpson.
Bill SD-71, Loi pour faire droit à Felix Hollinger.
Bill SD-72, Loi pour faire droit à Gizella Ethel Bogoly.
Bill SD-73, Loi pour faire droit à Françoise Campion.
Bill SD-74, Loi pour faire droit à Suzi Elizabeth Perry.
Bill SD-75, Loi pour faire droit à Dawn Dorothea Marsden.
Bill SD-76, Loi pour faire droit à Pawel Olejnik.
Bill SD-77, Loi pour faire droit à Joyce Ethel Empey.
Bill SD-78, Loi pour faire droit à Gabriela Kiwitt.

Bill SD-79, Loi pour faire droit à Hervé Gauthier.
Bill SD-80, Loi pour faire droit à Jean Alexandria Etheridge.
Bill SD-81, Loi pour faire droit à John Joseph Huitson.
Bill SD-82, Loi pour faire droit à Dorothy Irene Marjorie Adams.
Bill SD-83, Loi pour faire droit à Judith Elizabeth Caron.
Bill SD-84, Loi pour faire droit à Joan Mary Pearson.
Bill SD-85, Loi pour faire droit à Glen Stewart Tornay.
Bill SD-86, Loi pour faire droit à Nellie Rothman.
Bill SD-87, Loi pour faire droit à Jacqueline Bélanger.
Bill SD-88, Loi pour faire droit à Blima (Wendy) Shapiro.
Bill SD-89, Loi pour faire droit à Gladys Jean Desjardins.
Bill SD-90, Loi pour faire droit à Gladys Noreen Monette.
Bill SD-91, Loi pour faire droit à Celia Lesnik.
Bill SD-92, Loi pour faire droit à Clara Edith Papp.
Bill SD-93, Loi pour faire droit à Frances Lyman.
Bill SD-94, Loi pour faire droit à Anton Welte.
Bill SD-95, Loi pour faire droit à Giuseppe de Cristoforo.
Bill SD-96, Loi pour faire droit à Wilfrid Giroux.
Bill SD-97, Loi pour faire droit à Margaret Ellynore Abbott.
Bill SD-98, Loi pour faire droit à Madge Estelle Pinkerton.
Bill SD-99, Loi pour faire droit à Angus McIntosh.
Bill SD-100, Loi pour faire droit à May Margaret Morelli.
Bill SD-101, Loi pour faire droit à Linnea Erna Barbara Walker.
Bill SD-102, Loi pour faire droit à Joan Marjorie Gregor-Pearse.
Bill SD-103, Loi pour faire droit à Jean-Guy Prud'homme.
Bill SD-104, Loi pour faire droit à Aline-Hélène Smith.
Bill SD-105, Loi pour faire droit à Alexander Burke.
Bill SD-106, Loi pour faire droit à Beverley Hayden Crerar.
Bill SD-107, Loi pour faire droit à Brigitte Dophide.
Bill SD-108, Loi pour faire droit à Constance Valerie Laurie.
Bill SD-109, Loi pour faire droit à Robert Harrison.
Bill SD-110, Loi pour faire droit à Marketa Tata.
Bill SD-111, Loi pour faire droit à Margaret Anna Kenwood.
Bill SD-112, Loi pour faire droit à Robert Charles Chapman.
Bill SD-113, Loi pour faire droit à Rose Duval.
Bill SD-114, Loi pour faire droit à Louise Doyle.
Bill SD-115, Loi pour faire droit à Sandra Elizabeth McVety.
Bill SD-116, Loi pour faire droit à Jean-Bernard L'Heureux.
Bill SD-117, Loi pour faire droit à Mildred Kligman.
Bill SD-118, Loi pour faire droit à Lucille Goresky.
Bill SD-119, Loi pour faire droit à Ivy Elizabeth Sherry.
Bill SD-120, Loi pour faire droit à Haidy Amalie Madelaine Jack.
Bill SD-121, Loi pour faire droit à Florence Patricia Da Silva.
Bill SD-122, Loi pour faire droit à Nancy Ruth Grabina.
Bill SD-123, Loi pour faire droit à Paul-Aimé Bédard.
Bill SD-124, Loi pour faire droit à Edward Sidney Mansfield.

Bill SD-125, Loi pour faire droit à Harry Hyman.

Bill SD-126, Loi pour faire droit à Patricia Rose Rankin.

Bill SD-127, Loi pour faire droit à Marsha Liberman.

Bill SD-128, Loi pour faire droit à Elizabeth Lillian Small.

Bill SD-129, Loi pour faire droit à Catherine Mildred Gray.

Bill SD-130, Loi pour faire droit à Klara Brody.

Bill SD-131, Loi pour faire droit à René Hébert.

Bill SD-132, Loi pour faire droit à Abie Herscovitch, autrement connu sous le nom de Allan Herscovitch.

Bill SD-133, Loi pour faire droit à Rosaire Gauthier.

Bill SD-134, Loi pour faire droit à Gerhard Hermann Buchholz.

Bill SD-135, Loi pour faire droit à Joseph-Fortin Decelles.

Bill SD-136, Loi pour faire droit à Guy Bertrand.

Bill SD-137, Loi pour faire droit à Dorothy Estelle Lord.

Bill SD-138, Loi pour faire droit à Claire Bradford.

Bill SD-139, Loi pour faire droit à Léonard Marchand, autrement connu sous le nom de Léonard Mihalcean.

Bill SD-140, Loi pour faire droit à Olga Antonina Burkousky.

Bill SD-141, Loi pour faire droit à Sheila Wolofsky.

Bill SD-142, Loi pour faire droit à Géraldine Cécilia Gohier.

Bill SD-143, Loi pour faire droit à Jean Helen Donnan.

Bill SD-144, Loi pour faire droit à Michèle Breuer.

Bill SD-145, Loi pour faire droit à Magella Bergeron.

Bill SD-146, Loi pour faire droit à Wilhelmina Grundy.

Bill SD-147, Loi pour faire droit à Lillian Florence Catherine Hurst.

Bill SD-148, Loi pour faire droit à Guy Bertrand.

Bill SD-149, Loi pour faire droit à Sylvia Bertha Spires.

Bill SD-150, Loi pour faire droit à Géraldine Ludgarde Romer.

Bill SD-151, Loi pour faire droit à Sylvia Socaransky.

Bill SD-152, Loi pour faire droit à Dorothy Gladys Faucher.

Bill SD-153, Loi pour faire droit à Jean Alice Rinder.

Bill SD-154, Loi pour faire droit à Maria Lenkei, autrement connue sous le nom de Maria Leichtag.

Bill SD-155, Loi pour faire droit à Ines Barbara Levy.

Bill SD-156, Loi pour faire droit à Elizabeth Helen Brown.

Bill SD-157, Loi pour faire droit à Stasys Vysniauskas.

Bill SD-158, Loi pour faire droit à Joan Jeanette Krautle.

Bill SD-159, Loi pour faire droit à Thelma Freeman.

Bill SD-160, Loi pour faire droit à Rose Coletta.

Bill SD-161, Loi pour faire droit à Dora Elfriede Elizabeth Christian Kovacs, autrement connue sous le nom de Dora Elfriede Elizabeth Christian Kovac.

Bill SD-162, Loi pour faire droit à Wilma Gloria Bryson.

Bill SD-163, Loi pour faire droit à Donald Edgar Hicks.

Bill SD-164, Loi pour faire droit à Ruth Moss.

Bill SD-165, Loi pour faire droit à Marie-Louise Guay.

Bill SD-166, Loi pour faire droit à Marie-Raymonde-Violetta Dalpé.

Bill SD-167, Loi pour faire droit à Hélène-Denise Vien.

Bill SD-168, Loi pour faire droit à Anna Elizabeth Strickland.

Bill SD-169, Loi pour faire droit à Evelyn Frances Rae.

Bill SD-170, Loi pour faire droit à Catherine Geracimos Andrulakis.

Bill SD-171, Loi pour faire droit à Toni Anna Lydia Weiss, autrement connue sous le nom de Toni Anna Lydia Weisz.

Bill SD-172, Loi pour faire droit à Kathleen Ryan.

Bill SD-173, Loi pour faire droit à Doris Sibyl Jane Hassall.

Bill SD-174, Loi pour faire droit à Elizabeth Anne Kotania.

Bill SD-175, Loi pour faire droit à Hyman Omri Tannenbaum.

Bill SD-176, Loi pour faire droit à Rosa Jacobson.

Bill SD-177, Loi pour faire droit à Stephen Alexander Lantos.

Bill SD-178, Loi pour faire droit à Frank Hamilton Mingie, fils.

Bill SD-179, Loi pour faire droit à Frieda Lina Schaub.

Bill SD-180, Loi pour faire droit à Alma Ivy Bankley.

Bill SD-181, Loi pour faire droit à Colleen Ann Kenny.

Bill SD-182, Loi pour faire droit à Phyllis Carol Johnston.

Bill SD-183, Loi pour faire droit à Léonard Émond.

Bill SD-184, Loi pour faire droit à Edith Rozel McDougall.

Bill SD-185, Loi pour faire droit à Kenneth Allen Blight.

Bill SD-186, Loi pour faire droit à Ellen Chase McKellar.

Bill SD-187, Loi pour faire droit à Mona Pozza.

Bill SD-188, Loi pour faire droit à John Faucher.

Bill SD-189, Loi pour faire droit à Violet Pearl St. James Lemoine.

Bill SD-190, Loi pour faire droit à Ann Marguerite MacDonald.

Bill SD-191, Loi pour faire droit à Eva Florence Plaskett.

Bill SD-192, Loi pour faire droit à Karl Heinz Kerlikowsky.

Bill SD-193, Loi pour faire droit à Hilda Desjardins.

Bill SD-194, Loi pour faire droit à Sandra Mary Louise Martin.

Bill SD-195, Loi pour faire droit à Mary Iris Fournier.

Bill SD-196, Loi pour faire droit à Rosemary Louise Eakins.

Bill SD-197, Loi pour faire droit à Phyllis Manoah.

Bill SD-198, Loi pour faire droit à Jean Elizabeth O'Reilly.

Bill SD-199, Loi pour faire droit à Maureen Mary Piercey.

Bill SD-200, Loi pour faire droit à Josephine Mary Croll.

Bill SD-201, Loi pour faire droit à Milton Lawrence Trickey.

Bill SD-202, Loi pour faire droit à William John Loke.

Bill SD-203, Loi pour faire droit à Anita Guido Knezevic.

Bill SD-204, Loi pour faire droit à Shirley Brimacombe.

Bill SD-205, Loi pour faire droit à Betty O'Neil.

Bill SD-206, Loi pour faire droit à Rebecca Rosenstrauss.

Bill SD-207, Loi pour faire droit à Paulyne Leblanc.

Bill SD-208, Loi pour faire droit à Marie Joan Patricia Jeffries.

Bill SD-209, Loi pour faire droit à Isadore Rosenblatt.

Bill SD-210, Loi pour faire droit à Alice Elizabeth Clarke.

Bill SD-211, Loi pour faire droit à Armando Argentini.

Bill SD-212, Loi pour faire droit à Molly Sacks.

Bill SD-213, Loi pour faire droit à Joseph-Jean-Paul-Fernand Blanchette.
Bill SD-214, Loi pour faire droit à Karl-Heinz Hans Lueders.
Bill SD-215, Loi pour faire droit à Leslie Thomas Norval Modler.
Bill SD-216, Loi pour faire droit à Amy Sandra Glendinning.
Bill SD-217, Loi pour faire droit à Muriel Howarth Hulbig.
Bill SD-218, Loi pour faire droit à Kathleen Sangster.
Bill SD-219, Loi pour faire droit à Phyllis Siev.
Bill SD-220, Loi pour faire droit à Marjorie Brown.
Bill SD-221, Loi pour faire droit à Jean Letovsky.
Bill SD-222, Loi pour faire droit à Shirley Margaret Woolley.
Bill SD-223, Loi pour faire droit à Nathalie Longtin.
Bill SD-224, Loi pour faire droit à Vida Irene Louise McCallum.
Bill SD-225, Loi pour faire droit à Margaret Joan Digby.
Bill SD-226, Loi pour faire droit à Nadia-Anne Hruszij.
Bill SD-227, Loi pour faire droit à Maureen Knowles.
Bill SD-228, Loi pour faire droit à Joyce Irene Larocque.
Bill SD-229, Loi pour faire droit à Rolland Commoy.
Bill SD-230, Loi pour faire droit à Ginette-Noëla-Mélanie Soulier.
Bill SD-231, Loi pour faire droit à Jeannette Carignan.
Bill SD-232, Loi pour faire droit à Nora Bridget Lahey.
Bill SD-233, Loi pour faire droit à Virginia Ruth Parmiter.
Bill SD-234, Loi pour faire droit à Betty Ankhelyi.
Bill SD-235, Loi pour faire droit à Suzanne Reiner.
Bill SD-236, Loi pour faire droit à Marie-Emilia-Rolande Gittens.
Bill SD-237, Loi pour faire droit à Suzanne Chassé.
Bill SD-238, Loi pour faire droit à Barbara Patricia Rogers.
Bill SD-239, Loi pour faire droit à Roland Demers.
Bill SD-240, Loi pour faire droit à Lajos Nagy, autrement connu sous le nom de Louis Nagy.
Bill SD-241, Loi pour faire droit à Eloise Sonne.
Bill SD-242, Loi pour faire droit à Jennie Zajko.
Bill SD-243, Loi pour faire droit à Robert Fleischer.
Bill SD-244, Loi pour faire droit à Hugh O'Connor.
Bill SD-245, Loi pour faire droit à Charles Harold Page.
Bill SD-246, Loi pour faire droit à Vera Irene MacKenzie.
Bill SD-247, Loi pour faire droit à Guy Lefebvre.
Bill SD-248, Loi pour faire droit à Beverley Ann Maugham.
Bill SD-249, Loi pour faire droit à Marie-Thérèse Sckyra.
Bill SD-250, Loi pour faire droit à Barbara Gladys Gregory.
Bill SD-251, Loi pour faire droit à Mary Yvonne Giguère.
Bill SD-252, Loi pour faire droit à Ion Ignatescu.
Bill SD-253, Loi pour faire droit à Carmen Abrams.
Bill SD-254, Loi pour faire droit à Margaret Elaine Gallagher.
Bill SD-255, Loi pour faire droit à Haia (Clara) Fuchsman.
Bill SD-256, Loi pour faire droit à Lois Budd.
Bill SD-257, Loi pour faire droit à Elizabeth Laptew.

Bill SD-258, Loi pour faire droit à Mary Gallagher.
Bill SD-259, Loi pour faire droit à Margit Bene.
Bill SD-260, Loi pour faire droit à Thérèse Genest.
Bill SD-261, Loi pour faire droit à Aranka Ilona Berendy.
Bill SD-262, Loi pour faire droit à Margaret Anne Harvey.
Bill SD-263, Loi pour faire droit à Joseph Maurice Sealy.
Bill SD-264, Loi pour faire droit à Valerie Jean Morton.
Bill SD-265, Loi pour faire droit à Ruth Ilona Elkin.
Bill SD-266, Loi pour faire droit à Lorraine Burt.
Bill SD-267, Loi pour faire droit à Denise Bachelder.
Bill SD-268, Loi pour faire droit à Nicole-Marie Geoffroy.
Bill SD-269, Loi pour faire droit à Martin Simeon Levy.
Bill SD-270, Loi pour faire droit à James Robert Breslin.
Bill SD-271, Loi pour faire droit à Marcelle Rosenberg.
Bill SD-272, Loi pour faire droit à Judith MacBeth Cuggy.
Bill SD-273, Loi pour faire droit à Irene Tyminski.
Bill SD-274, Loi pour faire droit à Percy Beauvais.
Bill SD-275, Loi pour faire droit à Harold Moreau.
Bill SD-276, Loi pour faire droit à Mabel Lucille Mills.
Bill SD-277, Loi pour faire droit à Zbigniew Stanislaw Janicki.
Bill SD-278, Loi pour faire droit à Anna May Sergent.
Bill SD-279, Loi pour faire droit à Joseph-Philippe-Philias-Fabien Parent.
Bill SD-280, Loi pour faire droit à William Rankin Edmondson.
Bill SD-281, Loi pour faire droit à Josephine Rose Nawrocki.
Bill SD-282, Loi pour faire droit à Zelda Barbara Kimberg.
Bill SD-283, Loi pour faire droit à Doris Irene Trerice.
Bill SD-284, Loi pour faire droit à Alexandra Deliyannakis.
Bill SD-285, Loi pour faire droit à Patricia Beverley Dimeo.
Bill SD-286, Loi pour faire droit à Agnes Agai.
Bill SD-287, Loi pour faire droit à Aida Diotte.
Bill SD-288, Loi pour faire droit à Beverley Anne Runions.
Bill SD-289, Loi pour faire droit à Karl Heinz Wunderlich.
Bill SD-290, Loi pour faire droit à Marie Greensell.
Bill SD-291, Loi pour faire droit à Bertha Staruch.
Bill SD-292, Loi pour faire droit à Ruby Rita Smith.
Bill SD-293, Loi pour faire droit à Patricia Anne Small.
Bill SD-294, Loi pour faire droit à Pardo Belpolso.
Bill SD-295, Loi pour faire droit à Helena Jadwiga Igiel Wodnicki.
Bill SD-296, Loi pour faire droit à Adele Kathleen Strachan.
Bill SD-297, Loi pour faire droit à Elizabeth Angela Stirling.
Bill SD-298, Loi pour faire droit à William Henry Monaghan.
Bill SD-299, Loi pour faire droit à Nicholas Cimbru Chambers.
Bill SD-300, Loi pour faire droit à Georgine Plzak.
Bill SD-301, Loi pour faire droit à Joseph-Léo-Gérard Bougie.
Bill SD-302, Loi pour faire droit à Albert Henry Grabeldinger Willis.
Bill SD-303, Loi pour faire droit à Jeannie Belchik.

Bill SD-304, Loi pour faire droit à Sylvia Dankner.

Bill SD-305, Loi pour faire droit à John Donaldson.

Lesdits bills, inscrits au nom de M. Mandziuk, sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

(A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement)

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-12, Loi concernant la dissolution et l'annulation du mariage au Canada;

M. Peters, appuyé par M. Barnett, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion portant production de documents n° 12*), en date du 18 octobre 1962, demandant une copie d'un tableau indiquant les variations des avoirs officiels en or et en devises étrangères, y compris les dollars des États-Unis, détenus dans le compte du Fonds des changes et par la Banque du Canada, et indiquant «le montant global du change offert sur le marché en provenance des ventes de devises étrangères», chaque jour, depuis le 9 avril jusqu'au 24 juin 1962 inclusivement.

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 225*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Le 31 mars 1962, dans le comté de Gloucester, au Nouveau-Brunswick, *a*) quel était le nombre total de personnes touchant des prestations d'assistance sociale, *b*) quel était le nombre total de personnes touchant des prestations d'assurance-chômage, *c*) quel était le nombre total de personnes inscrites comme chômeurs?

2. Le 31 août 1962, dans le comté de Gloucester, au Nouveau-Brunswick, *a*) quel était le nombre total de personnes touchant des prestations d'assistance sociale, *b*) quel était le nombre total de personnes touchant des prestations d'assurance-chômage, *c*) quel était le nombre total de personnes inscrites comme chômeurs?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 228*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. En 1962, quels ont été, durant chaque mois, les achats et les ventes, par le gouvernement, *a*) de poudre de lait entier, *b*) de beurre, *c*) de fromage?

2. A l'égard de 1962, a-t-on fait don de produits laitiers à l'UNICEF ou à d'autres groupements de bienfaisance? Dans le cas de l'affirmative, *a*) quels sont ces produits, *b*) quelle en est la quantité?

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais), sur le travail accompli, les montants dépensés et les engagements contractés en vertu de la Loi sur la santé et le sport amateur pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 13 de ladite loi, chapitre 59, Statuts du Canada, 1960-1961.

Neuvième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions aux fins de lois pour annuler le mariage des requérants suivants, présentées le 25 octobre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Marie Imelda Lisette Rajotte Durocher, épouse de Maurice Durocher, de Montréal (P.Q.).

Joseph Azarie René Major, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Louise Hélène Nadeau Major.

Patrick Marcel Renaud, de Montréal (P.Q.), époux de Jacqueline Louise Côté Renaud.

Raymond St-Jacques, de Montréal (P.Q.), époux de Thérèse Hart St-Jacques.

Dixième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 25 octobre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Walter Barber, de Côte St-Luc (P.Q.), époux de Mary Agnes Lacey Barber.

Donald Beakes, de Sherbrooke (P.Q.), époux de Pauline Houle Beakes.

Guy Bertrand, de Sherbrooke (P.Q.), époux de Fabiola Mathurin Bertrand.

June Patricia Pain Brown, épouse de Ronald Moir Brown, de Montréal (P.Q.).

Cécile Marcoux Caillé, épouse de Roland Caillé, de Montréal (P.Q.).

Suzanne Pampalon Chassé, épouse de Jean Chassé, de Montréal (P.Q.).

Margot Scott Bradley Connor, épouse de David James Connor, de Ville Mont-Royal (P.Q.).

Lucien Decoeur, de Montréal (P.Q.), époux de Rachel Bélanger Decoeur.

Mary Sheppard Gallagher, épouse de Thomas Joseph Gallagher, de St-John's, Terre-Neuve.

Geraldine Cecilia Keating Gohier, épouse de Gérald Raymond Gohier, de Westmount (P.Q.).

Harvey Stewart Wycliffe Goodwin, de Westmount (P.Q.), époux de Marilyn Thompson Fisher Goodwin.

Germaine Marie Thérèse Dubeau Hinksman, épouse de John Hugh Dodd Hinksman, de St-Lambert (P.Q.).

Micheline Deyglun Holowaty, épouse de Sem Holowaty, de Montréal (P.Q.).

Gilbert Walter Jackson, de Croydon (P.Q.), époux de Patricia May Ramsey Jackson.

Violet Maud Willis Jones, épouse de David William Jones, de Montréal (P.Q.).

John Joseph Laflamme, de Montréal (P.Q.), époux de Anne Marie Schoenwandt Laflamme.

Elizabeth Calder Laptew, épouse de Paul Constantin Laptew, de Westmount (P.Q.).

Roland Malaket, de la Province de Québec, époux de Jacqueline Dulude Malaket.

Vida Irene Louise Zwicker McCallum, épouse de William Neil McCallum, de Montréal (P.Q.).

Helen Minkoff Oulton, épouse de Carl Oulton, de Montréal (P.Q.).

Joseph John Paul Raymond Phelps, de St-Laurent (P.Q.), époux de Helen Jacqueline Tischuk Phelps.

John Matthew Hardman Pickford, de Sherbrooke (P.Q.), époux de Phyllis Wright Pickford.

Lena Bruyn Quelle, épouse de Hendricus Johanns Quelle, de Montréal (P.Q.).

Mary Hurley Simmonds, épouse de Robert Simmonds, de St. John's, Terre-Neuve.

Myrtle Alice Carr Southwood, épouse de Harold Thomas Southwood, de la Province de Québec.

Maurice Therrien, de St-Michel (P.Q.), époux de Antonine Lefebvre Therrien.

Maurice Varin, de Montréal-Nord (P.Q.), époux de Pierrette Gariépy Varin.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Sixième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Laurier Allain, de Verdun (P.Q.), époux de Mildred Butler Allain.

Juliana Magdelene Rothlaender Ashley, épouse de Charles William Ashley, de Montréal (P.Q.).

Alphonse Audet, de Montréal (P.Q.), époux de Gracia Gagnon Audet.

Édouard Joseph Armand Baril, d'Outremont (P.Q.), époux de Marie Thérèse Bibiane Noël Baril.

Thérèse Dubé Beaulieu, épouse de Roméo Beaulieu, de Montréal (P.Q.).

Margit Schlosszer Bene, épouse de Janos Gabor Bene, de Chibougamau (P.Q.).

Claire Detwiler Bradford, épouse de Elwood Joseph Bradford, de Beaconsfield (P.Q.).

Anna Annette Elofer Brahmi, épouse de Alfred Emile Isaac Brahmi, de Montréal (P.Q.).

Georgiana Bull Brasseur, épouse de Robert Brasseur, de Montréal (P.Q.).

Françoise Hébert Campion, épouse de Kenneth Rea Campion, de Montréal (P.Q.).

Daniel Gaston Jules Caron, de Ville St-Michel (P.Q.), époux de Yolande Fouquart Caron.

William James Coade, de Montréal (P.Q.), époux de Marguerite Forget Coade.

Rose Norris Coletta, épouse de Harold Coletta, de Montréal (P.Q.).

Judith MacBeth Complin Cuggy, épouse de Kenneth Douglas Cuggy, de Montréal (P.Q.).

Mildred Emily Velcoff Dumas, épouse de Joseph Adrien Rolland Dumas, de Montréal (P.Q.).

Marlene Judith Doubilet Feinstein, épouse de Bernard Feinstein, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Cowan Lecky Frawley, épouse de Lawrence Patrick Frawley, de Westmount (P.Q.).

Armand Gauthier, de Montréal (P.Q.), époux de Suzanne Parent Gauthier.

Gordon Gibb, de Granby (P.Q.), époux de Georgette Carmen Nolin Gibb.

Amy Sandra Jaques Glendinning, épouse de Gerald Ronald Glendinning, de Hudson (P.Q.).

Leonard Greenfield, de Montréal (P.Q.), époux de Sheila (Harris) Horowitz Greenfield.

Margaret Anne Honey Harvey, épouse de Edmund Gifford Harvey, de la Province de Québec.

Abie (Allan) Herscovitch, de Montréal (P.Q.), époux de Fannie (Fay) Green Herscovitch.

Gertraud Hofmann Holzer, épouse de Kurt Joseph Holzer, de Montréal (P.Q.).

Franklin Dale Hufford, de Chomedey (P.Q.), époux de Geraldine Anne Milner Hufford.

John Joseph Huitson, de Montréal (P.Q.), époux de Denise Noël Huitson.

Cacilie Johanna Friederike Hagedorn Kaatz, épouse de Herbert Kaatz, de St-Laurent (P.Q.).

Madeleine Cantin Kallweit, épouse de Paul Horst Kallweit, de Montréal (P.Q.).

Eli Kraus, de Montréal (P.Q.), époux de Rita Rozin Kraus.

Rhoda Bregman Lipschutz, épouse de Jerome Leonard Lipschutz, de Côte St-Luc (P.Q.).

William John Loke, de Pierrefonds (P.Q.), époux de Verna Irene Loke.

Ella Jane Ward Lyon, épouse de John Arthur Lyon, de Montréal (P.Q.).

Patricia Marjorie Fulton Maisonet, épouse de Harold Edward Maisonet, de Verdun (P.Q.).

John Elijah Marshalluk, de Verdun (P.Q.), époux de Rose Anna Baillargeon Marshalluk.

Werner Burke Michelsen, de Westmount (P.Q.), époux de Irene Elizabeth Moon Michelsen.

Thelma Joanette Lawless MacDonald, épouse de John Francis MacDonald, de la province de Québec.

Joseph James Alexander Clermont O'Neill, de Les Saules (P.Q.), époux de Virginia Aucoin O'Neill.

Paul Orlivsky, de Montréal (P.Q.), époux de Regina Depenbusch Orlivsky.

Maria Sirakis Papadakis, épouse de George Papadakis, de Montréal (P.Q.).

Paul Parizeau, de Montréal (P.Q.), époux de Georgette Clément Parizeau.

Suzi Elizabeth Locke Perry, épouse de Robert Arnold Perry, de St-Bruno (P.Q.).

Roland Pilon, de Montréal (P.Q.), époux de Blanche Robidoux Pilon.

Marie Henriette Antoinette Marguerite Bloodworth Csurgay Pringle, épouse de Bruce Welsh Pringle, de Montréal (P.Q.).

Olga Eizner Rapoport, épouse de Harry Rapoport, de Montréal (P.Q.).

Elaine Gleeson Redmond, épouse de James Allan Redmond, de Montréal (P.Q.).

Doris Elinor Champ Roberts, épouse de John Gilbert Roberts, de Montréal (P.Q.).

Jeanette Silver Rosenberg, épouse de Leon Rosenberg, de Montréal (P.Q.).

Fany Ghimpelman Rubenstein, épouse de Claude Henri Rubenstein, de Montréal (P.Q.).

Helen Beverley Johnson Sabo, épouse de Stephen Sabo, de St-Laurent (P.Q.).

Agnes Irene Groundwater Seaman, épouse de Terence John Wendell Seaman, de Montréal (P.Q.).

Angelika Vysoky Tasler, épouse de Edmund Tasler, de Montréal (P.Q.).

Dorothy Alice Silver Usher, épouse de Peter Joseph Usher, de Montréal (P.Q.).

Jennie Cmikewicz Zajko, épouse de Joseph Stanley Zajko, de Montréal (P.Q.).

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi (heure normale de l'Est), suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 22

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 29 OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Quinze pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Décision du Conseil du Trésor T.B. 602716, approuvée par le décret du Conseil C.P. 1962-1/1536, en date du 26 octobre 1962, établissant un décret concernant la remise de tous les droits de douane relatifs à l'importation de certaines transmissions et commandes de véhicules automobiles et aussi de certains blocs de moteurs ou de moteurs démontés, pour certaines périodes de temps et dans certaines circonstances. (Texte anglais).

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné,—Que la liste des députés qui doivent composer le comité permanent des mines, des forêts et des cours d'eau, qui a été agréée le vendredi 26 octobre 1962 et qui figure à la page 165 des *Procès-verbaux,* soit modifiée par la substitution des noms de MM. Herridge et Martin (Timmins) à ceux de MM. Howard et Mather.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 275 par M. Howard,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le commencement du recensement décennal de 1961, quelque municipalité ou province a-t-elle formulé des objections ou des plaintes portant que le recensement de la municipalité ou de la province était ou serait incomplet, inexact ou insuffisant et, dans le cas de l'affirmative, quels sont les détails pertinents dans chaque cas?

2. Par suite de ces plaintes, quelles mesures a-t-on prises dans chaque cas et, si ces mesures consistaient partiellement à augmenter le nombre initial de la population, quelle a été la différence dans chaque cas?

3. Chacune des dispositions prises subséquemment, dont il en est fait mention à la partie 2, a-t-elle été satisfaisante pour les parties en cause?

4. A la suite de telles dispositions ou des connaissances acquises lors du recensement, envisage-t-on de prendre des mesures afin d'assurer un meilleur dénombrement de la population des municipalités dans un prochain recensement?

Question n° 291 par M. Hellyer,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels ont été les vols effectués par chacun des deux avions *Viscount* du ministère des Transports durant les mois de janvier, février, mars et avril, en 1960, 1961 et 1962?

2. Quel était le but de chaque vol?

3. Quels étaient les voyageurs à bord des avions au cours de chaque vol?

*Question n° 355 par M. Rinfret,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Combien de femmes et d'hommes ont utilisé la langue française aux concours ou aux examens de la Commission du service civil à l'occasion des nouvelles nominations, en 1961, savoir: *a*) 16 aux Archives publiques, *b*) 17 au département de l'assurance, *c*) 23 au bureau de l'auditeur général, *d*) 6 à la Bibliothèque nationale, *e*) 6 au Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion, *f*) 14 à la Chambre des communes, *g*) 13 à la Commission des transports du Canada, *h*) 13 à la Galerie nationale du Canada, *i*) 11 à l'Office national de l'énergie?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 367 par M. Ouellet,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: La Société Radio-Canada a-t-elle télévisé l'omnium de golf tenu à Laval-sur-le-Lac le 26 juillet 1962 et, dans le cas de l'affirmative, *a*) qui a autorisé l'émission, *b*) combien de temps l'émission a-t-elle duré, *c*) l'émission est-elle passée au réseau anglais et au réseau français, *d*) l'émission a-t-elle été commanditée et, dans le cas de l'affirmative, quel pourcentage des frais le commanditeur a-t-il acquitté, *e*) si l'émission n'a pas été commanditée, combien a-t-elle coûté à la Société Radio-Canada?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 383 par M. Howard,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A quelle date, par qui et en vertu de quelle autorité l'enquête relative au prétendu complot en vue de faire entrer illégalement au Canada des personnes d'origine chinoise a-t-elle été commencée, et ladite enquête se poursuit-elle actuellement?

2. Quels sont les noms des ministères ou des organismes du gouvernement fédéral qui sont en cause dans cette enquête, et quel est le rôle de chacun d'eux?

3. Quel est le nombre, s'il en est, des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui se sont occupés *a*) à temps continu, *b*) à temps partiel, de cette enquête, et combien de jours chacun d'eux a-t-il consacrés à cette tâche?

4. Quel est le nombre, s'il en est, des fonctionnaires du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration qui se sont occupés *a*) à temps continu, *b*) à temps partiel, de cette enquête, et combien de jours chacun d'eux a-t-il consacrés à cette tâche?

5. Combien de membres, s'il en est, de la Sûreté de Hong-Kong a-t-on amenés au Canada et, pour chacun d'eux, quels sont les renseignements concernant *a*) la date d'arrivée, *b*) la date de départ, *c*) les frais de déplacement, *d*) le traitement et les indemnités de déplacement, *e*) les autres frais en détail, *f*) l'organisme ou le ministère qui a acquitté les frais mentionnés à *c*), *d*) et *e*), et l'autorité en vertu de laquelle il a acquitté ces frais?

6. Quel est, jusqu'à maintenant, le coût total de cette enquête en ce qui concerne *a*) la Gendarmerie royale du Canada, *b*) le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, *c*) la Sûreté de Hong-Kong, *d*) les autres éléments, tous en détail?

Question n° 384 par M. Howard,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis le début de l'enquête relative au prétendu complot en vue de faire entrer illégalement des personnes d'origine chinoise au Canada, a-t-on porté des accusations contre des personnes quelconques par suite de ladite enquête et, dans le cas de l'affirmative, quels étaient, pour chacune de ces personnes, *a*) le nom, l'adresse et l'emploi, *b*) les antécédents à l'emploi du service public du Canada, *c*) le libellé du ou des chefs d'accusation, *d*) les décisions, s'il en est, des tribunaux, en nommant les tribunaux en cause, *e*) les sanctions, s'il en est, imposées?

Question n° 386 par M. Howard,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: A-t-on fait subir un interrogatoire à quelque employé actuel ou ancien du Service public du Canada, ayant un emploi continu ou discontinu, intermittent ou autre, à la suite de l'enquête sur le présumé complot de faire entrer illégalement au Canada des personnes d'origine chinoise?

*Question n° 412 par M. Perron,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle compagnie a préparé les plans et devis de la voie maritime du Saint-Laurent?

2. Quelle somme a-t-on versée pour la préparation de ces plans?

3. Combien d'entrepreneurs généraux ont obtenu des contrats?

4. Quel est le nom de chaque entrepreneur?

5. Quel est le montant de chaque contrat?

*Question n° 427 par M. Haidasz,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle autorité le gouvernement fédéral exerce-t-il sur le port de Toronto et ses terrains?

2. Qui possède le port de Toronto et ses terrains?

3. Quelle autorité le gouvernement fédéral exerce-t-il sur l'aménagement des terrains du port de Toronto?

4. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé en vue de l'aménagement du port de Toronto?

5. Le gouvernement fédéral touche-t-il des revenus provenant de l'exploitation du port de Toronto et de ses terrains?

6. Le ministère des Transports a-t-il reçu une demande quelconque relative à l'approbation de l'aménagement des terrains du port de Toronto et, dans le cas de l'affirmative, quelle a été sa décision?

7. Le ministère des Transports a-t-il édicté des règlements régissant la hauteur des immeubles situés à proximité de l'aéroport insulaire de Toronto et, dans le cas de l'affirmative, quels sont ces règlements?

Question n° 444 par M. Marcoux,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. La Société Radio-Canada a-t-elle envoyé des représentants aux bureaux principaux des divers partis politiques, le 18 juin 1962? Dans le cas de l'affirmative, de combien de personnes se composait chaque équipe?

2. Quel est le nom du commanditaire qui a pris à sa charge les dépenses de ces émissions?

3. Combien ces émissions ont-elles coûté à Radio-Canada?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question nº 476 par M. Laing,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis 1957, le gouvernement a-t-il reçu du gouvernement de la Colombie-Britannique des demandes formelles relatives à une aide financière pour le prolongement du *Pacific and Great Eastern Railway* depuis Prince-George jusqu'à Fort-St.-John et Dawson-Creek? Dans le cas de l'affirmative, quand a-t-on formulé ces demandes, quelle somme a-t-on demandée et quelles mesures a-t-on prises?

*Question nº 491 par M. Ryan,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Le gouvernement exerce-t-il quelque pouvoir d'urgence à l'égard de l'exportation ou de l'importation de toutes marchandises de caractère dangereux et, dans le cas de l'affirmative, de quelle façon exerce-t-il ce pouvoir?

Question nº 498 par M. Laprise,—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont les projets que le gouvernement fédéral a entrepris de concert avec le gouvernement de la province de Québec, dans le comté de Chapleau, durant les années 1960-1961 et 1961-1962?

2. Quelle a été la quote-part financière du gouvernement fédéral dans chacun de ces projets?

Question nº 518 par M. Macdonald (Rosedale),—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Existe-t-il un organisme désigné sous le nom de «Maple Leaf Services» qui exploite, à certains établissements de l'armée canadienne, des cantines à l'intention des militaires autres que les sergents et les grades supérieurs? Sinon, existe-t-il un organisme quelconque destiné à cette fin et comment le désigne-t-on?

2. Si la réponse à ce qui précède est affirmative, *a*) quel est le caractère juridique de l'organisme: (i) corps constitué, (ii) association, (iii) propriété d'une seule personne; *b*) si l'organisme est constitué en société: (i) sous quel régime juridique est-il constitué, (ii) est-il constitué en vue de réaliser des bénéfices ou un gain pour ses membres ou ses actionnaires, (iii) quelle est l'adresse du principal bureau d'affaires, (iv) quels sont le nom et l'adresse de ses administrateurs et de ses directeurs, (v) et quel était le dernier grade (s'il en est) détenu par chacun d'eux dans les forces armées de Sa Majesté; *c*) si l'organisme est une société ou s'il est possédé par une seule personne, quels sont le nom et l'adresse et le dernier grade (s'il en est) au service de Sa Majesté de chacun des sociétaires ou du propriétaire, selon le cas?

3. A-t-on passé une convention entre Sa Majesté la reine et l'organisme en vue d'assurer un service de cantine aux membres de l'armée canadienne d'un grade inférieur à celui de sergent et, dans le cas de l'affirmative, *a*) à quelle date a-t-on passé cette convention; *b*) combien longtemps demeurera-t-elle en vigueur; *c*) une disposition prévoit-elle la résiliation hâtive de la convention par Sa Majesté la reine; *d*) un droit est-il réservé à la reine relativement à la réglementation des prix demandés dans ces cantines?

4. Les mess des sergents et (ou) des officiers à l'un ou l'autre des emplacements de l'armée canadienne où l'organisme fait des affaires sont-ils tenus d'acheter leurs approvisionnements de l'organisme, et les prix actuels de la bière, des eaux gazeuses, du café et des beignets qui sont exigés à l'établissement de l'organisme au camp Gagetown sont-ils plus élevés que les prix correspondants exigés aux mess des officiers et (ou) des sergents audit camp? Dans le cas de l'affirmative, pourquoi cet écart existe-t-il?

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

L'article n° 5 est appelé pour la 1re fois et, à la demande du gouvernement, est réservé.

M. Rouleau, appuyé par M. Robichaud, propose,—Que, l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter une mesure législative, durant la présente session du Parlement, en vue de faciliter l'emploi dans les entreprises, affaires ou ouvrages fédéraux, selon la définition de l'article 8 du chapitre 38 des Statuts du Canada, 1956, ou dans toute corporation établie en vue d'accomplir quelque fonction ou devoir au nom du gouvernement du Canada, des personnes, de sexe masculin ou de sexe féminin, qui sont âgées de plus de quarante-cinq ans et qui, à cause de leur âge, éprouvent de la difficulté à obtenir un emploi convenable à l'heure actuelle.—(*Avis de motion n° 6*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des voies et moyens reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 24 octobre 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952.

Onzième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants dont les noms suivent, déposées le 26 octobre, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

The Sovereign Life Assurance Company of Canada aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à exercer son commerce sous le nom, en anglais, de *The Sovereign Life Assurance Company of Canada* et, en français, sous le nom de «La Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada».—*M. Mandziuk.*

John Atkinson et cinq autres personnes, de Toronto (Ontario), aux fins d'une loi constituant en société *Allstate Life Insurance Company of Canada.*— *M. Hanbidge.*

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Septième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Donald Beakes, de Sherbrooke (P.Q.), époux de Pauline Houle Beakes.

Guy Bertrand, de Sherbrooke (P.Q.), époux de Fabiola Mathurin Bertrand.

Cécile Marcoux Caillé, épouse de Roland Caillé, de Montréal (P.Q.).

Suzanne Pampalon Chassé, épouse de Jean Chassé, de Montréal (P.Q.).

Margot Scott Bradley Connor, épouse de David James Connor, de Ville Mont-Royal (P.Q.).

Lucien Decœur, de Montréal (P.Q.), époux de Rachel Bélanger Decœur.

Mary Sheppard Gallagher, épouse de Thomas Joseph Gallagher, de St-John's, Terre-Neuve.

Geraldine Cecilia Keating Gohier, épouse de Gérald Raymond Gohier, de Westmount (P.Q.).

Germaine Marie Thérèse Dubeau Hinksman, épouse de John Hugh Dodd Hinksman, de St-Lambert (P.Q.).

John Joseph Laflamme, de Montréal (P.Q.), époux de Anne Marie Shoenwandt Laflamme.

Elizabeth Calder Laptew, épouse de Paul Constantin Laptew, de Westmount (P.Q.).

Vida Irene Louise Zwicker McCallum, épouse de William Neil McCallum, de Montréal (P.Q.).

Helen Minkoff Oulton, épouse de Carl Oulton, de Montréal (P.Q.).

John Matthew Hardman Pickford, de Sherbrooke (P.Q.), époux de Phyllis Wright Pickford.

Lena Bruyn Quelle, épouse de Hendricus Johanns Quelle, de Montréal (P.Q.).

Myrtle Alice Carr Southwood, épouse de Harold Thomas Southwood, de la Province de Québec.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 23

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 30 OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-5, Loi concernant le Trust de l'Est Canadien;

M. Morris, appuyé par M. Mandziuk, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

Du consentement unanime, tous les bills de divorce inscrits au *Feuilleton* en vue de la deuxième lecture sont réservés.

(*Bills publics*)

Les ordres n°s 1 et 2 sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-15, Loi accordant aux employés des jours de fête statutaires payés, ainsi qu'une rémunération pour le travail accompli lesdits jours sur les ouvrages, entreprises et affaires du gouvernement fédéral;

M. Knowles, appuyé par M. Barnett, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des voies et moyens reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport concernant la distribution et la vente d'appareils électriques, de rasoirs électriques et de produits secondaires (*Sunbeam Corporation (Canada) Limited*), présenté le 4 octobre 1962 par la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, en vertu de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions. (Version anglaise).

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 266*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Au cours des périodes allant de 1952 à 1956, de 1957 à 1961 et depuis le 1er janvier 1962, quels ont été le volume et la valeur globale des exportations canadiennes *a*) de blé et de farine de blé, *b*) de toutes catégories de céréales?

2. Au cours de chacune de ces périodes, quelles quantités de céréales (réparties ainsi que ci-dessus) a-t-on exportées à des pays sous la domination communiste?

3. Quelle était la valeur de ces exportations?

4. Quels sont *a*) le montant maximum de crédit accordé pour assurer la partie financière de ces exportations aux pays sous la domination communiste, *b*) le montant actuel du crédit non encore remboursé à l'égard de ces exportations?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion de documents n° 27*), en date du 24 octobre 1962, demandant un tableau indiquant les détails relatifs aux navires marchands pour lesquels une subvention de construction a été versée ou des contrats ont été approuvés, le 15 octobre 1962, en précisant le chantier maritime, le nom du navire, le genre de navire, les immobilisations approuvées, le montant de la subvention, le tonnage brut et le nom du propriétaire, de la même façon que ces renseignements sont donnés au tableau VI, Appendice «F», du quinzième rapport de la Commission maritime canadienne, le 29 juin 1962.

Douzième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 29 octobre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Maria Adalgisa (Gisele) Rossignoli Abbruzzese, épouse de Fernando Abbruzzese, de Montréal (P.Q.).

Dolores Mary Constant Budziaszek, épouse de Charles Isadozr Budziaszek, de Montréal (P.Q.).

Jethro Garland Crocker, de St. John's (Terre-Neuve), époux de Mary Jane Burry Crocker.

Mary Margaret Una Breau Fauchon, épouse de Jean Paul Fauchon, de Pierrefonds (P.Q.).

Nicolle Potvin Fleurant, épouse de Jean Louis Fleurant, de Montréal (P.Q.).

Helen Doreen Nesbitt Gearey, épouse de Wayne Norman Gearey, de Montréal (P.Q.).

Yves Marie Aimé Jouanet, de Montréal (P.Q.), époux de Denise Raymonde Jeannine Portay Jouanet.

Ernst Krebs, de Como (P.Q.), époux de Anna Klara Krieg Krebs.

Gwendolyn Grace Parsons Lanctot, épouse de Pierre Lanctot, de Ste-Marguerite Station (P.Q.).

John Andrew Milne, de Montréal (P.Q.), époux de Doris Robertson Milne.

Frank Hamilton Mingie, fils, de Ville Mont-Royal (P.Q.), époux de Ruth Evelyn Norris Mingie.

Barbara Winnifred Kurtz Oleschuk, épouse de Edward Oleschuk, de St-Hilaire (P.Q.).

Molly Cohen Sacks, épouse de Melvin Sacks, de Montréal (P.Q.).

Karl Heinz Wunderlich, de St-Hyacinthe (P.Q.), époux de Eike Foelsche Wunderlich.

Muriel Howarth Bazley Hulbig, épouse de William John Hulbig de Montréal (P.Q.).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Huitième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

John Atkinson et cinq autres personnes, de Toronto (Ontario), aux fins d'une loi constituant en société *Allstate Life Insurance Company of Canada.*

William E. Drayton, de Montréal (Québec), et deux autres personnes aux fins d'une loi constituant en société *The Christian Brothers of Ireland in Canada.*

Le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada et l'Exécutif du conseil d'administration de l'Église presbytérienne au Canada aux fins d'une loi tendant à modifier la loi constituant en société le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada.

The Sovereign Life Assurance Company of Canada aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à exercer son commerce sous le nom, en anglais, de *The Sovereign Life Assurance Company of Canada* et/ou, en français, sous le nom de «La Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada».

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Neuvième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Jethro Garland Crocker, de St. John's (Terre-Neuve), époux de Mary Jane Burry Crocker.

Doreen Klara Whitehouse Culmer, épouse de Ronald Herbert Henry Culmer, de Sorel (P.Q.).

Edward Dorozowsky, de Verdun (P.Q.), époux de Tatiana Roxolana Diduch Dorozowsky.

Jean Mildred Giberson Fillmore, épouse de Eric Edwin Fillmore, de Roxboro (P.Q.).

Marie Aline Martine Boucher Franche, épouse de Sidney T. France, de Dorval (P.Q.).

Joseph Honoré Goyer, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Rose Baignée Goyer.

Muriel Howarth Bazley Hulbig, épouse de William John Hulbig, de Montréal (P.Q.).

Pierre Lacasse, de Montréal (P.Q.), époux de Huguette Leblanc Lacasse.

Gwendolyn Grace Parsons Lanctot, épouse de Pierre Lanctot, de Ste-Marguerite Station (P.Q.).

Edna Anne Stanley MacPherson, épouse de George Anthony MacPherson, de St-Basile-le-Grand (P.Q.).

Margaret Rose Hamel McDuff, épouse de Leonard Edward McDuff, de Montréal (P.Q.).

John Andrew Milne, de Montréal (P.Q.), époux de Doris Robertson Milne.

Frank Hamilton Mingie, fils, de Ville Mont-Royal (P.Q.), époux de Ruth Evelyn Norris Mingie.

Patricia McCarthy Sabetta, épouse de Joseph Louis Jacques Sabetta, de Ville LaSalle (P.Q.).

Molly Cohen Sacks, épouse de Melvin Sacks, de Montréal (P.Q.).

Jacqueline Dussault Serrati, épouse de Giovanni Serrati, de Montréal (P.Q.).

Willa Keith McLaren Thomson, épouse de Garth Patrick Thomson, de Montréal (P.Q.).

Maurice Varin, de Montréal-Nord (P.Q.), époux de Pierrette Gariepy Varin.

Karl Heinz Wunderlich, de St-Hyacinthe (P.Q.), époux de Eike Foelsche Wunderlich.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 24

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 31 OCTOBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Vingt-huit pétitions introductives de bills privés sont déposées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 260 par M. Nielsen—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant les années 1959, 1960 et 1961, combien de tonnes et de tonnes-mille de marchandises a-t-on transportées à bord du matériel de traction appartenant à l'*Eldorado Aviation Limited,* selon l'énumération suivante: *a*) la quantité globale en provenance et à destination de tous les points situés dans la partie septentrionale du réseau de la compagnie, *b*) la quantité globale en provenance et à destination de tous les points situés dans la partie sud du réseau de la compagnie, *c*) d'Edmonton (Alb.) à tous les endroits situés dans les Territoires du Nord-Ouest, *d*) de tous les endroits situés dans lesdits territoires jusqu'à Edmonton, *e*) de tous les endroits du réseau de la compagnie à destination des installations de la ligne DEW, *f*) des installations de la ligne DEW jusqu'à tous les endroits du réseau de la compagnie, *g*) de tous les endroits du réseau de la compagnie à tous les endroits du réseau de la *Northern Transportation Company Limited, h*) de tous les endroits du réseau de la *Northern Transportation Company Limited* à tous les endroits du réseau de l'*Eldorado Aviation Limited?*

2. Sur le nombre total de tonnes et de tonnes-mille transportées dans les Territoires du Nord-Ouest, quel pourcentage a été expédié pour le compte *a*) de sociétés de la Couronne, *b*) de ministères du gouvernement, *c*) d'installations de la ligne DEW, *d*) de destinataires autres que ceux ci-haut mentionnés?

3. Durant les années 1959, 1960 et 1961, quel a été le nombre total de voyageurs transportés, selon l'énumération indiquée à la première partie ci-dessus?

4. Quel a été le nombre total de voyageurs transportés pour le compte *a*) de sociétés de la Couronne, *b*) de ministères du gouvernement, *c*) d'installations de la ligne DEW, *d*) de personnes, sociétés ou corporations autres que celles ci-haut mentionnées?

5. A l'égard de chacune des années 1959, 1960 et 1961, quels bénéfices bruts l'*Eldorado Aviation Limited* a-t-elle réalisés par suite du transport de marchandises, dans les limites des Territoires du Nord-Ouest, pour le compte *a*) de sociétés de la Couronne, *b*) de ministères du gouvernement canadien *c*) d'installations de la ligne DEW, *d*) de destinataires autres que ceux de *a*), *b*) ou *c*)?

6. Durant chacune des années 1959, 1960 et 1961, quels bénéfices bruts l'*Eldorado Aviation Limited* a-t-elle réalisés par suite du transport de voyageurs dans les limites des Territoires du Nord-Ouest, selon l'énumération indiquée à la cinquième partie ci-dessus?

7. Durant chacune des années 1959, 1960 et 1961, quels revenus bruts l'*Eldorado Aviation Limited* a-t-elle réalisés par suite du transport de voyageurs à destination et en provenance de tous endroits situés à l'extérieur des Territoires du Nord-Ouest, selon l'énumération indiquée à la cinquième partie ci-dessus?

8. Sur le nombre total de tonnes de marchandises destinées à être transportées par l'*Eldorado Aviation Limited,* quelle quantité celle-ci a-t-elle allouée aux voituriers canadiens (entreprises privées) aux fins de transport à l'intérieur ou à l'extérieur des Territoires du Nord-Ouest, durant les années 1959, 1960 et 1961?

9. Quelles sont les sources de revenu de l'*Eldorado Aviation Limited,* outre le transport aérien de marchandises ou de voyageurs?

10. De quelles autres affaires s'occupe l'*Eldorado Aviation Limited,* à part l'exploitation de transport?

11. A l'égard de chacune des années 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961, quel est, sous forme de tableau, en dollars et en cents, l'état annuel des recettes et des dépenses aux titres suivants: *a*) revenus provenant du transport de marchandises, *b*) revenus provenant du transport des voyageurs, *c*) revenus divers autres que ceux du transport de marchandises, *d*) frais d'exploitation, *e*) frais d'administration, *f*) amortissement, *g*) bénéfices d'exploitation, *h*) versements d'impôts sur le revenu, *i*) bénéfices nets?

12. Durant les années 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961, quel a été le nombre total des accidents d'aviation sur terre, dans les eaux ou dans les airs, dans lesquels les aéronefs de la compagnie ont été impliqués, en faisant mention du type d'avion en cause dans chaque accident et les frais encourus lors de chaque accident, en donnant un bref aperçu des circonstances?

13. Durant les années 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961, quel a été le nombre total des voyageurs non payants que la compagnie a transportés dans ses avions en toutes directions, selon l'énumération indiquée à la première et à la deuxième partie ci-dessus?

Question n° 351 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis 1957, quelles sommes a-t-on dépensées durant chaque année financière à l'égard de chacune des agences indiennes ci-après: Babine, Terrace, Bella Coola, Skeena River, Burns Lake et Queen Charlotte, aux titres suivants: *a*) construction de maisons, *b*) réparations de maisons, *c*) bien-être social (secours), *d*) routes, *e*) aqueducs, *f*) égouts?

M. McGee, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 353 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1er janvier 1957, quel a été, s'il en est, le nombre de personnes dont on a ordonné l'expulsion, selon leur pays d'origine et leur citoyenneté?

2. Sur ce nombre, combien de personnes n'ont pas été expulsées, avec mention des motifs dans chaque cas?

M. McGee, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 416 par M. Crossman—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel est le nombre total des contrats adjugés par le ministère des Travaux publics, depuis avril 1957 jusqu'à ce jour, pour la construction de quais et de brise-lames dans le comté de Kent, au Nouveau-Brunswick?

2. Quels sont les noms et adresses des soumissionnaires de chaque entreprise?

3. Quel était le montant de chaque soumission et quel a été l'adjudicataire dans chaque cas?

M. McCleave, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 421 par M. Drouin—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant la dernière année financière, quelle quantité de volaille (dindes, poulets, etc.) a été importée pour fins de consommation dans chaque province?

2. De quels pays provenaient ces importations?

3. Quelle somme globale les importateurs ont-ils versée pour cette volaille?

M. Nesbitt, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 504 par M. Bourbonnais—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle a été la contribution du gouvernement fédéral au programme des travaux d'hiver exécutés par les municipalités de la province de Québec?

2. Les paiements du gouvernement fédéral pour ces travaux sont-ils faits régulièrement au fur et à mesure que les rapports sont reçus de Québec?

3. Le gouvernement fédéral a-t-il refusé de verser sa contribution à certaines municipalités de la province de Québec? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces municipalités et les montants en cause dans chaque cas?

M. Hales, secrétaire parlementaire du ministre du Travail, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 507 par M. Ryan—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle est l'adresse des divers bureaux de la Société Radio-Canada dans la zone métropolitaine de Toronto?

2. Combien de ces bureaux ladite Société loue-t-elle?

3. Quel est le loyer mensuel global versé pour ces bureaux loués?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 508 par M. Garland—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le Secrétaire d'État a-t-il, soit directement soit par l'entremise du bureau du premier ministre, reçu des observations quelconques condamnant la

nature de la télémission «Quest» que la Société Radio-Canada a présentée de ses studios de Toronto dans la soirée du dimanche 21 octobre, en alléguant que l'émission portait atteinte à la pudeur?

2. Le ministre a-t-il porté ces plaintes à l'attention de la direction de Radio-Canada?

3. Le président de la Société Radio-Canada a-t-il reçu des plaintes analogues?

4. Le ministre a-t-il eu des entretiens avec des représentants de la Société Radio-Canada concernant cette émission, ou leur a-t-il écrit à ce sujet?

5. Par quels moyens la population canadienne peut-elle protester contre cette émission ou contre d'autres émissions de la Société Radio-Canada?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 525 par M. Rouleau—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis le 1er juillet 1957, a-t-on accordé des contrats à la *Canadian Aviation Electronics Ltd.*, de Saint-Laurent, Québec? Dans le cas de l'affirmative, combien et quels sont la nature et le montant de chaque contrat?

Question n° 526 par M. Rouleau—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis le 1er juillet 1957, a-t-on accordé des contrats à *Canadair Ltd.*, de Saint-Laurent, Québec? Dans le cas de l'affirmative, combien et quels sont la nature et le montant de chaque contrat?

*Question n° 530 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. La Société Radio-Canada ou le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion savent-ils que la *Lakehead Videon,* société de télédiffusion par câble située à Port-Arthur et Fort-William, transmet à ses clients les émissions relatives aux joutes de football Est-Ouest qui sont télédiffusées par le réseau CTV et, dans le cas de l'affirmative, Radio-Canada ou le Bureau des gouverneurs ont-ils étudié la question du point de vue de la législation ou de la compétence afin d'établir si de tels services de télévision en direct contournent l'esprit de la Loi sur la radiodiffusion?

2. Radio-Canada ou le Bureau des gouverneurs ont-ils eu des entretiens avec le ministère des Transports ces derniers mois relativement aux données générales de ce problème ou au cas particulier de la *Lakehead Videon?*

3. Radio-Canada ou le Bureau des gouverneurs ont-ils fait des propositions quelconques au gouverneur en conseil au sujet de cette situation?

Les avis de motions portant production de documents (*n°s 33 et 35*) sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Sur motion de M. Lamoureux, appuyé par M. Drury, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le ministre des Mines et des Relevés techniques, ou tout fonctionnaire de ce ministère, et tous les ministères gouvernementaux des provinces de l'Ontario et du Québec, depuis le 1er janvier 1961, au sujet de la frontière de l'Ontario et du Québec sur le lac St-François.—(*Avis de motion portant production de documents n° 34*).

Sur motion de Mlle LaMarsh, appuyée par M. Haidasz, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre des copies de tous mémoires et correspondance échangés entre M. W. P. Chrysler, fils, et la Galerie nationale du Canada entre le 1er juin et le 15 octobre 1962.—(*Avis de motion portant production de documents n° 36*).

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

L'article n° 5 est appelé pour la deuxième fois et, du consentement unanime, est réservé et retient l'ordre qui lui est assigné au *Feuilleton*, nonobstant les dispositions du paragraphe (1) de l'article 48 du Règlement, jusqu'au retour du Brésil de la mission parlementaire dont fait partie l'honorable représentant de Chicoutimi (M. Côté).

L'article n° 7 est appelé pour la 1re fois et, à la demande du gouvernement, est réservé.

M. Scott, appuyé par M. Brewin, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, la Loi sur le divorce, 1930, devrait être modifiée de façon à augmenter les raisons d'accorder un divorce *a vinculo matrimonii* pour comprendre la désertion durant trois ans, la cruauté prévue par la loi et la démence incurable.—(*Avis de motion n° 8*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 273*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Une allocation de travaux forcés a-t-elle été versée aux anciens prisonniers de guerre capturés à Hong-Kong? Sinon, est-on à étudier la question de verser une telle allocation?

2. A-t-on institué un fonds de bienfaisance pour les anciens prisonniers de guerre capturés à Hong-Kong, sur le Fonds des réclamations de guerre, selon la recommandation du comité des Affaires des anciens combattants de la Chambre des communes? Sinon, pour quelle raison?

3. Quelle somme a-t-on versée sur le Fonds des réclamations de guerre à chaque réclamant agréé?

4. Quelles sommes reste-t-il à verser et quel est le montant de chaque réclamation?

5. Quelle somme a-t-on dépensée pour l'administration du Fonds des réclamations de guerre?

6. Quel est l'avoir actuel du Fonds des réclamations de guerre?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 284*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Durant chaque année, depuis 1955, combien de personnes ayant moins de vingt ans de service réglementaire et de temps de guerre ont été licenciées avec pension dans chacune des forces armées?

2. Certaines de ces personnes ont-elles été licenciées pour cause d'incompétence ou de mauvaise conduite? Dans le cas de l'affirmative, quel en a été le nombre dans chaque arme, durant chaque année et pour quelles raisons?

3. Depuis 1955, combien de personnes ayant plus de vingt ans de service réglementaire et de temps de guerre ont obtenu une libération honorable dans chaque arme, sans avoir droit à une pension?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 295*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: A-t-on autorisé la diminution des dépenses courantes de la Direction des affaires indiennes ou de quelque autre ministère de l'État s'occupant des affaires indiennes, par suite de la ligne de conduite du gouvernement en matière de réduction des dépenses?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 327*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quel est l'âge moyen auquel le personnel des forces régulières de l'Armée est mis à la retraite, et quelle est la moyenne de la durée du service?

2. Le personnel retraité de l'Armée est-il susceptible d'être rappelé?

3. Quel est le nombre des militaires en activité de service dans l'Armée, la Marine et l'Aviation, qui ont été mis à la retraite depuis le 1er avril 1961?

4. Le gouvernement a-t-il consulté le commandement de l'OTAN avant le 24 août 1962, date où le ministre de la Défense nationale a annoncé la réduction des effectifs des forces armées du Canada?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion portant production de documents n° 6*), en date du 17 octobre 1962, demandant une copie de tous rapports, correspondance, etc., échangés depuis le 1er janvier 1962 entre le gouvernement, y compris le ministère des Transports et le bureau du premier ministre, et toutes personnes ou tous groupements, relativement à l'établissement de services à l'aéroport de Peterborough (Ont.).

Par M. Halpenny,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion portant production de documents n° 7*), en date du 24 octobre 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er mai 1962 entre le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministres, ministères ou organismes et le Fonds monétaire international, l'*Export-Import Bank*, la *Federal Reserve Bank* et la Banque d'Angleterre, relativement aux réserves du Canada en change, et tous documents ou mémoires mentionnés dans une telle correspondance ou autrement échangés entre le gouvernement et les institutions susdites.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 25

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 1er NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Deux pétitions introductives de bills privés sont déposées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

L'honorable représentant de Laurier (M. Chevrier) saisit la Chambre d'une lettre parue dans *Le Devoir* de ce matin.

Ledit journal est déposé sur le bureau et le greffier de la Chambre donne lecture de l'article en cause. En voici la teneur:

LE BILINGUISME

BERNARD DUMONT SE PLAINT DE L'ATTITUDE DU PRÉSIDENT DES COMMUNES, M. M. LAMBERT

M. Bernard Dumont, député créditiste du comté de Bellechasse, s'est élevé contre le «bâillon» imposé par le président de la Chambre des communes, M. Marcel Lambert, sur les questions de bilinguisme.

M. Dumont a fait parvenir la lettre suivante au président de la Chambre:

«Ma question s'adresse au ministre de la défense nationale.

«Le dispositif servant à la traduction simultanée qui a été utilisé dans une salle du Parlement pour le congrès de l'Union postale universelle est-il encore entre les mains du ministère de la défense nationale?

«Ce dispositif pourrait-il être installé dans une salle de l'édifice de l'ouest pour la tenue bilingue du comité de l'agriculture et autres réunions de comités?»

A la copie de cette lettre qu'il a fait parvenir au «Devoir», M. Dumont a ajouté ce qui suit:

«Nous pourrions reprocher à un Anglais d'empêcher des questions sur la traduction simultanée mais c'est impardonnable pour un président portant le nom de Lambert et qui connaît les problèmes des minorités puisqu'il est natif d'Edmonton. La même question posée le 18 octobre 1957 à la page 135 du Journal des Débats, le président Michener avait laissé discuter la chose; mais aujourd'hui parce que le problème est discuté par un créditiste, le président déclare la question hors d'ordre, probablement parce qu'il est anti-créditiste.

«C'est très grave puisque c'est une insulte aux Canadiens français qui demandent l'installation du dispositif de traduction simultanée, dispositif qui a servi à un congrès des postes et que le ministère de la défense a en sa possession.

«Alors, encore une fois, les Canadiens français sont lésés dans leur droit et les 92,000 cultivateurs qui gagnent en bas de $1,200.00 par année ne pourront pas faire entendre leur point de vue étant donné que le tout se déroulera en anglais.

«Les journaux avaient raison de dire que c'était un président de Québec qui devait nous représenter.»

Après quoi, M. Churchill, appuyé par M. Balcer, propose,—Que l'article intitulé «Le Bilinguisme», paru dans le journal *Le Devoir* du jeudi 1er novembre 1962, et les mots qu'on y attribue à M. Bernard Dumont, député de la circonscription de Bellechasse, et qui auraient figuré dans une lettre ou des lettres écrites par ledit député, soient déférés au comité permanent des privilèges et élections pour étude et rapport.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-71, Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole;

M. Hamilton, appuyé par M. Fulton, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté, sans modification, le Bill C-63, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 1er novembre 1962

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, C.P., juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur

général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 1er novembre, à 5 h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à un certain bill.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

Le secrétaire adjoint du Gouverneur général
A. G. CHERRIER

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Du consentement unanime, tous les bills de divorce inscrits au *Feuilleton* en vue de la deuxième lecture sont réservés.

(*Avis de motions—documents*)

L'article n° 16 inscrit au nom de M. Martin (Essex-Est) est réservé, conformément à l'ordre adopté le jeudi 25 octobre 1962.

(*Bills publics*)

Les ordres nos 1 et 2 sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-16, Loi prévoyant l'établissement d'une Commission des sweepstakes au bénéfice d'hôpitaux;

M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. Horner (Acadia), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat et ledit débat est interrompu.

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour, M. l'Orateur fait savoir que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Hamilton, appuyé par M. Fulton: Que le Bill C-71, Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion portant production de documents n° 21*), en date du 17 octobre 1962, demandant une copie de tous mémoires, lettres et communications, présentés au gouvernement ou à l'un de ses organismes ou services, depuis le 22 janvier 1962, au sujet du bill C-38 de la cinquième session du vingt-quatrième Parlement du Canada intitulé: Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers.

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 187*), en date du 17 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il perçues, en 1961, à titre d'impôts des compagnies privées d'électricité de la province de Québec?

2. Quelles sommes le gouvernement prévoit-il percevoir en 1962?

3. Quel pourcentage de ces sommes est remis à la province de Québec, en vertu des accords fiscaux fédéraux-provinciaux?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 275*), en date du 29 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Depuis le commencement du recensement décennal de 1961, quelque municipalité ou province a-t-elle formulé des objections ou des plaintes portant que le recensement de la municipalité ou de la province était ou serait incomplet, inexact ou insuffisant et, dans le cas de l'affirmative, quels sont les détails pertinents dans chaque cas?

2. Par suite de ces plaintes, quelles mesures a-t-on prises dans chaque cas et, si ces mesures consistaient partiellement à augmenter le nombre initial de la population, quelle a été la différence dans chaque cas?

3. Chacune des dispositions prises subséquemment, dont il en est fait mention à la partie 2, a-t-elle été satisfaisante pour les parties en cause?

4. A la suite de telles dispositions ou des connaissances acquises lors du recensement, envisage-t-on de prendre des mesures afin d'assurer un meilleur dénombrement de la population des municipalités dans un prochain recensement?

Treizième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 31 octobre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Catherine Gerasimos Temponeras Andrulakis, épouse de Miltiadis George Andrulakis, de Montréal (P.Q.).

Marie Jeanne Dumont Beaulieu, épouse de J. E. Roger Bernard Beaulieu, de Montréal (P.Q.).

Carole Grace Kathleen Campbell Vassilieff (Vance), épouse de William Vassilieff (Vance), de St-Basile-le-Grand (P.Q.).

Claire Limoges Cyr, épouse de Jean Guy Cyr, de Ste-Anne-de-Bellevue (P.Q.).

Edward Czerniak, de Montréal (P.Q.), époux de Jeanne Charlebois Czerniak.

Marie Raymonde Violetta Douillard Dalpé, épouse de Donald Dalpé, de Drummondville (P.Q.).

Albert Desjardins, de Montréal (P.Q.), époux de Gilda (Giselle) Laporte Desjardins.

Kate Lester Gillman, épouse de Saul Gillman, de Montréal (P.Q.).

Gilles Graveline, de Montréal (P.Q.), époux de Marielle Demers Graveline.

Arthur Bruce Hann, de Musgravetown (Terre-Neuve), époux de Minnie Jane Little Hann.

George Hann, de Lewisporte (Terre-Neuve), époux de Lavinia Pearl Canning Hann.

Maurice Hayman, de St-Laurent (P.Q.), époux de Claudette Rettinger Hayman.

Robert Inglis, fils, de Montréal (P.Q.), époux de Dorothy Edith Dodd Inglis.

Hazel Vera Caines Kennedy, épouse de Michael Francis Kennedy, de St. John's (Terre-Neuve).

Stephen Alexander Lantos, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Luise Schmidt Lantos.

Hipolite Paul Molla, de Montréal (P.Q.), époux de Louisa Gagnon Molla.

Ellen Joan Lovell McGuigan, épouse de Edward McGuigan, de Montréal (P.Q.).

Marie Frances Theuerkauf McMahon, épouse de Gordon Eric McMahon, de Châteauguay Heights (P.Q.).

Jane Hanson Phillips, épouse de William Edward Stock Phillips, de Dorval (P.Q.).

Marjorie Helen Stainer Poirier, épouse de Vernon Léo Joseph Poirier, de Montréal (P.Q.).

Jean Guy Prud'homme, de Montréal (P.Q.), époux de Aimée Lamontagne Prud'homme.

Dorothy Allen Rivard, épouse de Louis Georges Rivard, de Trois-Rivières (P.Q.).

Valera Marion Moore Robb, épouse de John Lynwood Robb, de Montréal (P.Q.).

Gerda Margarete Brodersen Ruhnau, épouse de Willi Gustav Ruhnau, de Montréal (P.Q.).

Viviane Hirsch-Montmartin Séguin, épouse de Joseph Benjamin Fernand Séguin, de Montréal (P.Q.).

Kathleen Stokes Sangster, épouse de John Sangster, de Montréal (P.Q.).

Barbara June Ibberson Thompson, épouse de Chester Howard Thompson, de Ville St-Pierre (P.Q.).

Jacqueline Lois Lubben Sawers, épouse de Michael David Sawers, de Montréal (P.Q.).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Dixième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Catherine Gerasimos Temponeras Andrulakis, épouse de Miltiadis George Andrulakis, de Montréal (P.Q.).

Marie Jeanne Dumont Beaulieu, épouse de J. E. Roger Bernard Beaulieu, de Montréal (P.Q.).

Marie Raymonde Violetta Douillard Dalpé, épouse de Donald Dalpé, de Drummondville (P.Q.).

Kate Lester Gillman, épouse de Saul Gillman, de Montréal (P.Q.).

Gilles Graveline, de Montréal (P.Q.), époux de Marielle Demers Graveline.

Arthur Bruce Hann, de Musgravetown (Terre-Neuve), époux de Minnie Jane Little Hann.

Robert Inglis, fils, de Montréal (P.Q.), époux de Dorothy Edith Dodd Inglis.

Stephen Alexander Lantos, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Luise Schmidt Lantos.

Jean Guy Prud'homme, de Montréal (P.Q.), époux de Aimée Lamontagne Prud'homme.

Gerda Margarete Brodersen Ruhnau, épouse de Willi Gustav Ruhnau, de Montréal (P.Q.).

Kathleen Stokes Sangster, épouse de John Sangster, de Montréal (P.Q.).

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 26

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 2 NOVEMBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier de la Chambre a reçu du directeur général des élections le certificat de l'élection de M. Thomas Clement Douglas, député du district électoral de Burnaby-Coquitlam.

CANADA
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes attestent que, conformément à un bref, en date du sixième jour de septembre 1962, adressé à Laura Grier, de Burnaby, dans la province de la Colombie-Britannique, en vue de l'élection d'un député à la Chambre des communes du Canada pour le district électoral de Burnaby-Coquitlam, en remplacement de Erhart Regier, qui a démissionné, T. C. Tommy Douglas, 7428-6th Street, Burnaby 3, Colombie-Britannique, leader politique, a été proclamé élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce deuxième jour de novembre 1962.

Le Directeur général des élections
N. CASTONGUAY (L.S.)

M. Thomas Clement Douglas, député du district électoral de Burnaby-Coquitlam, ayant prêté et souscrit le serment d'office prescrit par la loi, prend séance à la Chambre.

M. Balcer, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre,—Arrêté en conseil C.P. 1962-1575, en date du 1er novembre 1962, adopté en vertu de la Loi sur les enquêtes, chapitre 154, S.R.C., 1952, nommant certains commissaires (sous la présidence de l'honorable juge Yves Bernier) pour faire enquête et présenter un rapport sur les problèmes relatifs au pilotage maritime au Canada.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que ledit arrêté en conseil soit publié en appendice au hansard de ce jour.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens et, après avoir fait rapport de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills publics*)

L'ordre portant deuxième lecture du Bill C-13, Loi concernant la Loi sur le solliciteur général, ayant été lu et non abordé, perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*.

L'ordre portant deuxième lecture du Bill C-14, Loi concernant les Indiens, ayant été lu et non abordé, perd son rang et est porté au bas de la liste figurant au *Feuilleton*.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-17, Loi modifiant la Loi sur le service civil (Négociation et arbitrage);

M. Caron, appuyé par M. Richard, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat et le débat est interrompu.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté le bill suivant, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-6, Loi concernant La Nord Américaine, Compagnie d'Assurances Générales.—*M. Turner.*

Ledit bill est réputé avoir été lu pour une première fois, et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Transports pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 34 de la Loi sur le ministère des Transports, chapitre 79, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion portant production de documents n° 4*), en date du 17 octobre 1962, demandant une copie du rapport de M. W. J. Morris, de l'Université du Manitoba, au sujet d'une enquête sur les conditions régnant dans la réserve indienne de Red Lake.

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 17*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelle somme globale dépense-t-on en salaire pour tous les employés d'hôpitaux au Canada *a*) dans les hôpitaux généraux, *b*) dans les hôpitaux psychiatriques?

2. Quel est le nombre total des employés d'hôpitaux au Canada *a*) dans les hôpitaux généraux, *b*) dans les hôpitaux psychiatriques?

3. Quel est, par lit, le nombre des employés d'hôpitaux au Canada *a*) dans les hôpitaux généraux, *b*) dans les hôpitaux psychiatriques?

4. Quelle somme estimative a-t-on dépensée en 1959, 1960 et 1961, pour la construction a) d'hôpitaux généraux, *b*) d'hôpitaux psychiatriques, et quelle a été la contribution du gouvernement fédéral?

5. Quelle comparaison peut-on établir entre le salaire horaire moyen des employés ordinaires des hôpitaux et celui des employés de l'industrie du tranport, des industries primaires et secondaires?

6. Quel est le salaire versé, dans les hôpitaux de l'État, aux personnes suivantes: *a*) infirmières, *b*) travailleurs sociaux, *c*) psychologues, *d*) aides-infirmières, *e*) nettoyeurs, *f*) préposés à la cuisine, comparativement à celui que l'on verse dans les hôpitaux locaux?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 78*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: Depuis le 17 juin 1962, combien de projets de construction ont été *a*) annulés, *b*) remis, dans les régions suivantes de la circonscription électorale de New-Westminster: les municipalités de Langley, Surrey et Delta, et les villes de New-Westminster, de Langley et de White-Rock, et quel est le coût estimatif des projets *a*) annulés, *b*) remis?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 240*), en date du 17 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. En ce qui concerne chaque parc national du Canada: *a*) quel en est le nom, *b*) à quelle date a-t-il été aménagé, *c*) dans quelle province est-il situé, *d*) quelle a été la mise de fonds globale, *e*) quels ont été les bénéfices ou les pertes d'exploitation, au cours de chaque année, depuis 1955 jusqu'à ce jour, *f*) combien (i) de véhicules, (ii) de personnes, ont pénétré dans chaque parc national, au cours de chaque année, depuis 1955 jusqu'à ce jour?

2. Le gouvernement du Canada et le gouvernement de la province de la Colombie-Britannique ont-ils entamé des pourparlers visant à l'aménagement d'un parc national sur la côte du Pacifique?

Par M. Hamilton, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français) de la Commission des grains du Canada pour 1961.

Quatorzième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants dont les noms suivent, déposées le 1er novembre, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Le Synode de l'Église Évangélique Luthérienne de l'Ouest Canadien aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à changer son nom en celui de Le Synode du Centre Canadien de l'Église Luthérienne d'Amérique et pour d'autres fins.—*M. More.*

Convention Baptiste d'Ontario et de Québec aux fins d'une loi fusionnant certains bureaux constitués existants dans le but de continuer ses opérations en une entité corporative sous la désignation de Convention Baptiste d'Ontario et de Québec.—*M. Bradley.*

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 27

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 5 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Cinquante-six pétitions introductives de bills privés sont déposées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

Mlle LaMarsh, appuyé par M. Laing, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-72, Loi concernant la Loi sur les Lignes aériennes Trans-Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 366 par M. Teillet—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Un terrain appartenant à feu William Beach, à Churchill (Man.), a-t-il été exproprié à l'époque où on a prolongé le chemin de fer jusqu'au port? Dans le cas de l'affirmative, quelle somme a-t-on versée pour ce terrain et quelles en étaient les dimensions?

2. A quelles fins se sert-on de ce terrain actuellement?

3. Ce terrain pourrait-il servir à l'agrandissement de la ville? Dans le cas de l'affirmative, songe-t-on à l'utiliser à cette fin?

Question n° 403 par Mlle LaMarsh—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. De combien d'aéronefs dispose le ministère des Transports pour ce que l'on appelle les voyages de personnages importants et de quel type sont ces aéronefs?

2. A quelle date a-t-on acheté ces avions et qui en a autorisé l'achat?

3. Le ministère utilise-t-il ces avions à toutes autres fins? Dans le cas de l'affirmative, à quelles fins?

27510-7—15½

4. Ces avions ont-ils effectué de tels vols en 1962, qui les a effectués et quelle était leur destination?

5. Combien de pilotes et de copilotes d'avions de personnages importants sont à l'emploi du ministère, et *a*) quels sont le salaire annuel et la compétence de chacun, *b*) combien de tels pilotes et (ou) copilotes étaient à l'emploi du ministère en 1957, 1958, 1959, 1960, 1961 et 1962, *c*) quelles sont leurs autres fonctions?

6. Le ministère possède-t-il un Lockheed «Jet Star» et, dans le cas de l'affirmative, *a*) quand a-t-il été acheté, *b*) quel en a été le coût, *c*) à quelles fins sert-il, *d*) quelles sommes a-t-on dépensées pour y apporter des changements, *e*) quand a-t-on apporté ces changements, *f*) quel a été le nombre d'heures de vol de cet avion, *g*) quel a été l'objet de ces vols, *h*) combien de voyageurs peut-il transporter, *i*) quel est le coût d'une heure de vol de cet avion, *j*) l'avion a-t-il déjà effectué des vols de calibrement à haute altitude?

Question n° 460 par M. Howard— Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quels sont les navires de l'État affectés à la Garde côtière du Canada?

M. McBain, secrétaire parlementaire du ministre des Transports, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 554 par M. MacInnis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A quelle pension est admissible celui qui a vingt ans ou plus de service dans les forces armées?

2. Existe-t-il des cas où quelqu'un ayant vingt ans ou plus de service n'a pas reçu de pension? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les détails pertinents et quels règlements dans chaque cas ont empêché le versement de la pension?

3. La loi ou les règlements régissant les pensions des services de défense contiennent-ils des dispositions qui permettent de verser une pension à celui qui a été licencié pour cause d'incompétence ou de mauvaise conduite, s'il a dix ans ou plus de service? Dans le cas de l'affirmative, quelles sont ces dispositions?

4. Le gouvernement a-t-il reçu des instances l'invitant à apporter des modifications à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense ou aux règlements y afférents, ou a-t-il songé à apporter de telles modifications, qui permettraient à un militaire de prendre volontairement sa retraite après vingt ans ou plus de service et lui donneraient droit à une pension? Dans le cas de l'affirmative, de tels amendements auraient-ils un effet rétroactif?

*Question n° 573 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Les deux réserves des Indiens à Longlac (Ont.) ont-elles des services d'électricité? *a*) Sinon, a-t-on reçu des conseils des tribus des demandes en vue d'obtenir une aide financière relative à la totalité ou à une partie du coût des installations électriques communes et de la pose des fils dans les maisons de ces réserves; *b*) dans le cas de l'affirmative, quand a-t-on reçu ces demandes et comment y a-t-on donné suite?

2. Combien y a-t-il, sur chaque réserve, de maisons construites par la Direction des affaires indiennes?

3. La Direction y a-t-elle installé un service d'électricité et a-t-elle pris l'initiative d'assurer un service d'électricité sur plusieurs autres réserves au Canada?

4. La Direction dispose-t-elle d'une estimation de ce que coûterait l'aménagement d'un réseau électrique et d'un service d'électricité dans chacune de ces réserves?

Question n° 590 par M. Roxburgh—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien d'installations destinées uniquement aux sports a-t-on construites grâce au programme des travaux d'hiver du gouvernement durant les années 1961-1962, et quelles sommes a-t-on affectées à ces travaux?

2. Combien d'installations de ce genre a-t-on l'intention de construire en 1963 grâce au programme des travaux d'hiver du gouvernement et quelles sommes, s'il en est, a-t-on affectées à cette fin?

Question n° 594 par M. Macdonald (Rosedale)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: La Société centrale d'hypothèques et de logement a-t-elle eu, de temps à autre, des négociations avec d'autres personnes relativement à des avances de fonds, sous forme de prêts, en vue de la construction d'immeubles, y compris des projets d'habitations destinées à la location, dans le secteur de la ville de Toronto compris entre, au nord, la rue Howard, à l'ouest, la rue Ontario, au sud, la rue Est-Wellesley, et à l'est, la rue Parliament et, dans le cas de l'affirmative, *a*) avec qui ces négociations ont-elles été entamées; *b*) qui étaient les emprunteurs éventuels, en indiquant dans le cas des particuliers le nom et l'adresse et dans le cas de la ou des sociétés, le ou les noms des sociétés et, dans chaque cas, l'adresse du siège social, l'autorité qui les ont constituées en sociétés, ainsi que le nom et l'adresse de tous leurs administrateurs et directeurs; *c*) à quoi ont abouti ces négociations et si l'on a conclu une convention de prêt, quand commenceront (i) le déblaiement du terrain, (ii) la construction des immeubles, et à quels moments avancera-t-on le principal du prêt; et *d*) si l'on a conclu une convention qui a été résiliée, pourquoi a-t-elle été résiliée?

Question n° 603 par M. Davis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels ont été les frais globaux de premier établissement relatifs au pont des Second Narrows à Vancouver (Colombie-Britannique) et quelle a été la quote-part du trésor fédéral?

2. Suivant quels principes a-t-on établi les déboursés fédéraux?

L'ordre portant que la Chambre se forme en comité des subsides est lu pour la première fois, suivant les dispositions de l'article 56(2) du Règlement;

M. Nowlan, appuyé par M. Harkness, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La question est mise en délibération;

M. Pearson, appuyé par M. Chevrier, propose l'amendement suivant: Que tous les mots qui suivent l'expression «Que» soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

> «cette Chambre est d'avis qu'il doit être mis fin sans délai au programme exceptionnel d'austérité, formulé le 24 juin et destiné à élever les droits tarifaires et à resserrer le crédit.»

Il s'élève un débat;

M. Thompson, appuyé par M. Marcoux, propose le sous-amendement suivant: Qu'il soit ajouté au texte de l'amendement ce qui suit:

> «en le remplaçant par un régime de monnaie libérée de toute dette et par des propositions réalistes propres à favoriser l'équilibre de notre économie domestique et de notre commerce international.»

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 388*), en date du 24 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Depuis le 1er janvier 1962, le gouvernement ou l'un de ses ministères ont-ils reçu des demandes de participation à l'agrandissement de l'aquarium situé dans le parc Stanley de Vancouver et l'une de ces requêtes émanait-elle de la *Vancouver Public Aquarium Association*?

2. Quelle a été la teneur de la réponse, versera-t-on une aide financière et, dans le cas de l'affirmative, quel en sera le montant et à quelle date?

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 28

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 6 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Bélanger, appuyé par M. Grégoire, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-73, Loi modifiant la Loi sur la députation, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Nowlan, appuyé par M. Harkness: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides.

Sur la proposition de motion d'amendement de M. Pearson, appuyé par M. Chevrier: Que tous les mots qui suivent l'expression «Que» soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

> «cette Chambre est d'avis qu'il doit être mis fin sans délai au programme exceptionnel d'austérité, formulé le 24 juin et destiné à élever les droits tarifaires et à resserrer le crédit.»

Et sur la proposition de sous-amendement de M. Thompson, appuyé par M. Marcoux: Qu'il soit ajouté au texte de l'amendement ce qui suit:

> «en le remplaçant par un régime de monnaie libérée de toute dette et par des propositions réalistes propres à favoriser l'équilibre de notre économie domestique et de notre commerce international.»

Le débat se poursuit; à 8 h. 15 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant les dispositions de l'alinéa *a*) du paragraphe (4) de l'article 56 du Règlement.

Ladite proposition de sous-amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Addison,
Argue,
Asselin,
Badanai,
Batten,
Beaulé,
Béchard,
Beer,
Bélanger,
Benson,
Boucher,
Boulanger,
Bourque,
Boutin,
Burgess,
Byrne,
Cadieux,
Cameron (High Park),
Cantin,
Caouette,
Cardin,
Caron,
Carter,
Chapdelaine,
Chevrier,
Clermont,
Clunis,
Cook,
Cowan,
Crestohl,
Crossman,
Davis,
Denis,
Dionne,
Drouin,
Drury,
Dubé,
Dumont,
Dupuis,
Éthier,
Eudes,
Forgie,
Gagnon,
Garland,
Gauthier,
Godin,
Gordon,
Granger,
Gray,
Habel,
Haidasz,
Hardie (Mme),
Harley,
Hellyer,
Honey,
Kelly,
Lachance,
Laing,
LaMarsh (Mlle),
Lamoureux,
Lamy,
Laniel,
Laprise,
Latulippe,
Leduc,
Legaré,
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Lessard (Saint-Henri),
Loiselle,
Macdonald (Rosedale),
MacEachen,
Macnaughton,
McIlraith,
McLean (Charlotte),
McMillan,
McNulty,
McWilliam,
Maltais,
Marcoux,
Martin (Essex-Est),
Matheson,
Matte,
Mitchell,
Munro,
Nicholson,
Otto,
Patterson,
Pearson,
Pennell,
Perron,
Pickersgill,
Pilon,
Plourde,
Richard,
Rideout,
Rinfret,
Robichaud,
Rochon,
Rock,
Rondeau,
Rouleau,
Roxburgh,
Roy,
Sauvé,
Stewart,
Tardif,
Teillet,
Thompson,
Tucker,
Turner,
Wahn,
Walker,
Whelan—113.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Alkenbrack,
Balcer,
Baldwin,
Barnett,
Baskin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Berger,
Bigg,
Bradley,
Brewin,
Cadieu,
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les-Îles),
Cardiff,
Casselman (Mme),
Chaplin,
Chatterton,
Chown,
Churchill,
Clancy,
Coates,
Cooper,
Crouse,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Doucett,
Douglas,
English,
Enns,
Fairclough (Mme),
Fairweather,
Fane,
Fisher,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Victoria-Carleton),
Forbes,
Fulton,
Grafftey,
Green,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Hamilton,
Hanbidge,
Harkness,
Hees,
Herridge,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Kindt,
Knowles,
Legere,
Lewis,
Macdonald (Mme),
MacEwan,
MacInnis,
MacLean (Queens),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McIntosh,
McPhillips,
Mandziuk,
Martin (Timmins),
Martineau,
Mather,
Millar,
Monteith,
Moore,

More,
Morris,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nesbitt,
Nielsen,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Orlikow,
Ormiston,
Pascoe,
Paul,
Peters,
Phillips,
Pigeon,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Robinson,
Rowe,
Sams,
Scott,
Sévigny,
Simpson,
Skoreyko,
Slogan,
Smallwood,
Smith (Calgary-Sud),
Southam,
Starr,
Stefanson
Stenson,
Thomas,
Valade,
Vincent,
Webb,
Winkler—121.

Ladite proposition d'amendement à la motion principale, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Addison,
Argue,
Asselin,
Badanai,
Barnett,
Batten,
Béchard,
Beer,
Benson,
Berger,
Boucher,
Boulanger,
Bourque,
Brewin,
Burgess,
Byrne,
Cadieux,
Cameron (High Park),
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les-Îles),
Cantin,
Cardin,
Caron,
Carter,
Chevrier,
Clermont,
Clunis,
Cowan,
Crestohl,
Crossman,
Davis,
Denis,
Douglas,
Drouin,
Drury,
Dubé,
Dupuis,
Éthier,
Eudes,
Fisher,
Forgie,
Garland,
Godin,
Gordon,
Granger,
Gray,
Habel,
Haidasz,
Hardie (Mme),
Harley,
Hellyer,
Herridge,
Honey,
Kelly,
Knowles,
Lachance,
Laing,
LaMarsh (Mlle),
Lamoureux,
Lamy,
Laniel,
Latulippe,
Leduc,
Legaré,
Lessard (Saint-Henri),
Lewis,
Loiselle,
Macdonald (Rosedale),
MacEachen,
MacInnis,
Macnaughton,
McIlraith,
McLean (Charlotte),
McMillan,
McNulty,
McWilliam,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Mather,
Matheson,
Matte,
Mitchell,
Munro,
Nicholson,
Orlikow,
Otto,
Pearson,
Pennell,
Peters,
Pickersgill,
Pilon,
Richard,
Rideout,
Rinfret,
Robichaud,
Rochon,
Rock,
Rouleau,
Roxburgh,
Sauvé,
Scott,
Stewart,
Tardif,
Teillet,
Tucker,
Turner,
Wahn,
Walker,
Whelan—108.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Alkenbrack,
Balcer,
Baldwin,
Baskin,
Beaulé,
Bélanger,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Bigg,
Boutin,
Bradley,
Cadieu,
Cardiff,
Casselman (Mme),
Chapdelaine,
Chaplin,
Chatterton,
Chown,
Churchill,
Clancy,
Coates,
Cooper,
Crouse,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Doucett,
English,
Enns,
Fairclough (Mme),
Fairweather,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Victoria-Carleton),
Forbes,
Fulton,
Gagnon,
Gauthier,
Grafftey,

Green,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Hamilton,
Hanbidge,
Harkness,
Hees,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Kindt,
Laprise,
Legere,
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Macdonald (Mme),
MacEwan,
MacLean (Queens),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McIntosh,
McPhillips,
Maltais,
Mandziuk,
Marcoux,
Martineau,
Millar,
Monteith,
Moore,
More,
Morris,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nesbitt,
Nielsen,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Ormiston,
Ouellet,
Pascoe,
Patterson,
Paul,
Phillips,
Pigeon,
Plourde,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Robinson,
Rowe,
Roy,
Sams,
Sévigny,
Simpson,
Skoreyko,
Slogan,
Smallwood,
Smith (Calgary-Sud),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Stenson,
Thomas,
Thompson,
Valade,
Vincent,
Webb,
Winkler—121.

Le débat se poursuit sur la motion principale; à dix heures du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant les dispositions de l'alinéa *f*) du paragraphe (4) de l'article 56 du Règlement.

La motion principale: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides, est mise aux voix et agréée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(*En comité*)

Les prévisions de dépenses de six départements gouvernementaux sont abordées et entamées pour examen, suivant les dispositions de l'alinéa *a*) du paragraphe (5) de l'article 56 du Règlement, ainsi qu'il suit:

AGRICULTURE

1 Administration centrale, y compris le Comité national de coordination des services agricoles .. ..$ 1,003,000 00

AFFAIRES EXTÉRIEURES

1 Administration centrale .. ..$ 7,305,200 00

TRAVAIL

1 Administration centrale, y compris une subvention de $10,000 au *Frontier College* et les dépenses relatives aux conférences internationales du travail .. ..$ 1,321,700 00

REVENU NATIONAL

1 Administration générale .. ..$ 4,931,950 00

POSTES

1 Administration centrale, y compris la quote-part du Canada dans les frais d'entretien des bureaux internationaux de Berne et de Montevideo .. ..$ 2,133,000 00

TRANSPORTS

1 Administration centrale . . . . . $ 3,560,800 00

A rapporter.

Le rapport est reçu et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Churchill, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Affaires des anciens combattants, de la Commission canadienne des pensions et de la Commission des allocations aux anciens combattants pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 9 de la Loi sur le ministère des Affaires des anciens combattants, chapitre 80, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion portant production de documents n° 17*), en date du 17 octobre 1962, demandant une copie de toutes communications datées depuis le 13 avril 1962 et reçue par le premier ministre, relativement à la question des pensions des employés actuels et des anciens employés des chemins de fer Nationaux du Canada et copie des réponses du premier ministre à ce sujet.

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion portant production de documents n° 26*), en date du 24 octobre 1962, demandant une copie de toutes déclarations faites ou de tous discours prononcés par le ministre de l'Agriculture depuis le 1er avril 1962 aux producteurs laitiers de l'Ontario et du Québec, relativement à la production et au prix de soutien des produits laitiers.

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion portant production de documents n° 28*), en date du 24 octobre 1962, demandant une copie d'un sommaire des délibérations, des échanges de vues et des décisions, en ce qui a trait à chaque séance du Conseil national de la productivité.

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 20*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: Le gouvernement fédéral du Canada a-t-il offert une aide financière quelconque à la société *Hawker-Siddley of Canada Limited*, ou à l'une de ses succursales ou filiales, aux fins de permettre à la société de continuer l'exploitation de la houillère n° 16, à New Waterford, et dans ce cas, quel était le montant de l'aide offerte par le gouvernement à cette société?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 21*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: Des représentants de la société *Hawker-Siddley of Canada Limited*, ou des représentants de quelque succursale ou filiale de cette société, ont-ils sollicité du gouvernement du Canada de l'aide financière aux fins de prévenir la fermeture récente de la houillère n° 16, à New Waterford, et dans un tel cas, quel est le montant d'aide demandé au gouvernement fédéral par cette société?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 27), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: Depuis le 19 avril 1962, le ministre des Transports ou tout autre ministre ont-ils fait des déclarations publiques concernant la fusion ou le fonctionnement en commun d'Air-Canada et des Lignes aériennes du Pacifique-Canadien et, dans le cas de l'affirmative, à quelle date, à quel endroit et quel était l'objet de leurs déclarations?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 51), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Combien de navires hauturiers, battant pavillon britannique, appartiennent encore à des entreprises canadiennes?

2. Considère-t-on ces navires comme les instruments d'une participation canadienne à des mesures concernant la navigation maritime que les alliés prendraient en cas d'urgence?

3. Combien de ces navires ont effectué des opérations commerciales entre des ports de l'Union soviétique et de Cuba?

4. Les propriétaires de ces navires ou les entreprises à qui ils appartiennent versent-ils l'impôt sur le revenu au Trésor fédéral?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 231*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: Depuis le 30 juin 1958, le gouvernement de la province de Québec a-t-il conclu des accords prévoyant des programmes conjoints au sujet des forêts avec les ministères des Forêts, de l'Agriculture ou du Nord canadien et des Ressources nationales? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces programmes conjoints et quels montants ont été versés à la province à cet égard?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 285*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Le gouvernement dira-t-il s'il se propose d'établir des prix de soutien à l'égard de la pâte de bois provenant des fermes?

2. Le gouvernement a-t-il étudié la question des prix versés pour la pâte de bois, depuis l'enquête menée il y a quelques années par la Commission sur les pratiques restrictives du commerce?

3. Le gouvernement a-t-il reçu des observations au sujet du prix versé pour la pâte de bois dans les provinces Maritimes? Dans le cas de l'affirmative, quand, de la part de qui et qu'en est-il résulté?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 299*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quel est le nombre de passages à niveau au Canada *a*) sur les grandes routes de première catégorie, *b*) sur les grandes routes de seconde catégorie, et *c*) sur les routes secondaires?

2. Quel en est le nombre dans la circonscription électorale de Timiskaming?

3. Sur ce nombre, combien sont protégés *a*) par des feux et (ou) par une signalisation, *b*) par des passages au-dessous, *c*) par des passages au-dessus?

4. Le ministère des Transports a-t-il adopté la ligne de conduite d'autoriser la construction de nouvelles grandes routes sans exiger un passage au-dessus ou un passage au-dessous?

Quinzième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70 (7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 5 novembre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Heinrich Bernhard Altmeppen, de Montréal (P.Q.), époux de Irmgard Christine Koster Altmeppen.

Ann Viola Woodward Anderson, épouse de John Overy Anderson, de Montréal (P.Q.).

Jeannine Guérin Archambault, épouse de Jacques Gaston Archambault, de Montréal (P.Q.).

Joseph Jean-Paul Fernand Blanchette, de Rivière-à-Gagnon (P.Q.), époux de Marie Jeanne Charbonneau Blanchette.

Roberta Sealey Burns, épouse de Basil Burns, de Verdun (P.Q.).

Ludmilla Gorny Chiriaeff, épouse de Alexis Chiriaeff, de Montréal (P.Q.).

Ann Marie Thibeau Cooke, épouse de Kevin Patrick Cooke, de la Province de Terre-Neuve.

Lucien Réal da Silva, de Ste-Foy (P.Q.), époux de Yvonne Dupuis da Silva.

Aïda Asnaourian *dit* Asnavour Diotte, épouse de Joseph Ludger Camille Marcel Diotte, de Montréal (P.Q.).

Louise Simard Flynn, épouse de Raymond Flynn, de St-Michel (P.Q.).

Gabriel Fortin, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Paule Monette Fortin.

Josephine Isabella Irvine Geiger, épouse de Eric A. Geiger, de Montréal (P.Q.).

Violet Gabrielle Beaudry Gilmour, épouse de Matthew Ralph Gilmour, de Rosemere (P.Q.).

Susan Joan Hyman Greenberg, épouse de Morris Greenberg, de Montréal (P.Q.).

Maureen Sandra Murray Hastie, épouse de Leslie John William Hastie, de Morin Heights (P.Q.).

Garfield MacLean, de Verdun (P.Q.), époux de Hazel Hollett MacLean.

Peter Karas, de Montréal (P.Q.), époux de Lilly Rosa Zimmerman Karas.

Maurice LeBel, de Montréal (P.Q.), époux de Yvonne Desalliers LeBel.

Léo-René Maranda, de Montréal (P.Q.), époux de Renée Haineault Maranda.

Monique Émond Mercure, épouse de Pierre Mercure, de Montréal (P.Q.).

Antonio Minicozzi, de Montréal (P.Q.), époux de Pasqualine Agostinelli Minicozzi.

Margaret Jean Coutts Moffatt, épouse de Phillip John Moffatt, de St-Laurent (P.Q.).

Hugh O'Connor, de Montréal (P.Q.), époux de Kathleen West Taylor O'Connor.

Joseph Émilien René Racine, de Courville (P.Q.), époux de Doris Helen Warner Racine.

Marcel Renaut, de Montréal (P.Q.), époux de Ruby Marie Bradbury Renaut.

Christine Goguen Rivard, épouse de Ghislain Rivard, de Sept-Îles (P.Q.).

Rita Boudreau Savard, épouse de Henri Savard, de Montréal (P.Q.).

Frieda Lina Witt Schaub, épouse de Clemens Heinrich Schaub, de Hampstead (P.Q.).

Anna May Watts Sergent, épouse de William Charles Ross Sergent, de Westmount (P.Q.).

Edith Mary Seymour-Higgins Thom, épouse de William Wylie Thom, de Montréal (P.Q.).

Leo Paul Turcotte, de Montréal (P.Q.), époux de Henriette Leborgne Turcotte.

Mary Catherine Mullins Weatherby, épouse de Martin Weir Weatherby, de Verdun (P.Q.).

Jeanette Dorothy Saysell Wright, épouse de Alan Richard Wright, de Montréal (P.Q.).

Franz Zeitlhofer, de Montréal (P.Q.), époux de Theresia Maria Summerer Zeitlhofer.

Vivian Marjery Singer Cohen, épouse de Mortimer Cohen, de Montréal (P.Q.).

William Wallace Graham, de Montréal (P.Q.), époux de Sandra Sorrell Graham.

Klawda Bass Kawalerski, épouse de Wladislaw Kawalerski, de Montréal (P.Q.).

Arnold Adie, de Montréal (P.Q.), époux de Kathleen Anne Laffin Adie.

Barbara Joan Eversfield Boudrias, épouse de Joseph Alfred Yves Boudrias, de Montréal (P.Q.).

Anastasie Verty Cechmistro, épouse de Theodor Cechmistro, de Montréal (P.Q.).

Olive Annie Kirby Coulombe, épouse de Joseph Louis Gérard Coulombe, de Bagotville (P.Q.).

Barbara Schultz Dumansky, épouse de Harvey Dumansky, de Montréal (P.Q.).

Jacques Ekaireb, de Montréal (P.Q.), époux de Eva Staszower Ekaireb.

Clara Melissa Riche Frampton, épouse de Frederick Charles Frampton, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Cormack Franey, épouse de Kenneth Carleton Franey, de St-Michel (P.Q.).

Patricia Hobbs Kemp, épouse de Roy Kemp, de Montréal (P.Q.).

Géralde Boucher Lalonde, épouse de Roger René Lalonde, de Montréal (P.Q.).

Gertrude Vutz Lindener, épouse de Arthur Lindener, de Montréal (P.Q.).

Eva Daniel Mack, épouse de Nicholas Sutton Bradshaw Mack, de Dorval (P.Q.).

Mario Marino, de Duvernay (P.Q.), époux de Diane Dessaint de St-Pierre Marino.

Mary Ruth Girling Parent, épouse de Guy Michael Parent, de Montréal (P.Q.).

Doreen Gladys Ada Nicholson Perry, épouse de Howard Ross Perry, de Roxboro (P.Q.).

Joseph Charles Jacques Jean Plante, de Montréal (P.Q.), époux de Denise Perusse Plante.

Jack Reinhold Russel, de Châteauguay (P.Q.), époux de Helen Evelyn Claire Sinnett Russel.

Arnold Campbell Scott, de Dorval (P.Q.), époux de Mary Elizabeth Brown Scott.

Mary Suszek Cieply, épouse de Francis (Topolenski) (Cheply) (Niemiec) Cieply, de La Macaza (P.Q.).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Onzième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Marylin Jean Moore Alie, épouse de John Alie, de Montréal (P.Q.).

Patricia Ann Marguerite Christie Allaway, épouse de Russell Edward Allaway, de Lachine (P.Q.).

John André Anderson, de St-Léonard-de-Port-Maurice (P.Q.), époux de Elizabeth Augusta Margaretha Jarschel Anderson.

Pamela McIntosh Blair, épouse de Alexander Wallace Anthony Blair, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Anne Rennie Chadwick-Rider, épouse de Clifford John Chadwick-Rider, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Heather MacNicoll Clayton, épouse de Peter Clayton, de Montréal (P.Q.).

Edie (Etta) Kaufman Cohen, épouse de Husmond (Hy) Cohen, de Montréal (P.Q.).

Ann Marie Thibeau Cooke, épouse de Kevin Patrick Cooke, de la province de Terre-Neuve.

Rose Mancuso Defosses, épouse de Polydor (Paul) Defosses, de la province de Québec.

Doreen Dreyer Kane Eastwood, épouse de Bruce David Eastwood, de Lachine (P.Q.).

Joyce Eileen Menzie Elliott, épouse de Robert Adams Elliott, de Montréal (P.Q.).

Helen Doreen Nesbitt Gearey, épouse de Wayne Norman Gearey, de Montréal (P.Q.).

Thérèse Harnois Géraldeau, épouse de Richard Géraldeau, de Verdun (P.Q.).

Violet Gabrielle Beaudry Gilmour, épouse de Matthew Ralph Gilmour, de Rosemere (P.Q.).

Marie Yvonne Lucie Robillard Godard, épouse de Joseph Arthur Jean Godard, de Montréal (P.Q.).

Edith Diane Shapiro Greenberg, épouse de Seymour Bernard Greenberg, de Montréal (P.Q.).

Bernard Hebert, de Greenfield Park (P.Q.), époux de Helen Rudolph Hebert.

Edith Maksim Herman, épouse de Thomas Joseph Herman, de Prévost (P.Q.).

Patricia McKernan Hilton, épouse de Brian Hilton, de Montréal (P.Q.).

Shirley Sarah Waring James, épouse de John William James, de Montréal (P.Q.).

Arlene June Roy Kaczur, épouse de Gerald Joseph Kaczur, de Montréal (P.Q.).

Dorothea Margaret Fleming Kay, épouse de Robert Taylor Kay, de Verdun (P.Q.).

Ginette Ingrid Reiskind Leopold, épouse de Monroe Paul Leopold, de Montréal (P.Q.).

Irene Elizabeth Marchesseau Malloch, épouse de Thomas Daniel Malloch, de Montréal (P.Q.).

Soshy Judith Teicher Marcovitz, épouse de Jessel (Jason) Benjamin Marcovitz, d'Outremont (P.Q.).

Carroll Lynne Cavey Milette, épouse de Jean-Pierre Milette, de Pointe-Claire (P.Q.).

Suzanne Piuze Moreau, épouse de Charles Édouard Moreau, de Montréal (P.Q.).

Maureen Carol McCullough McAlinden, épouse de John Francis McAlinden, de Montréal (P.Q.).

Édouard Pellerin, de Montréal (P.Q.), époux de Jeanne Salois Pellerin.

Calvin Harold Robinson, de Laval-des-Rapides (P.Q.), époux de Shirley MacDonald Robinson.

Lily (Lillian) Cohen Shapiro, épouse de Sydney Shapiro, de Montréal (P.Q.).

Mihaly Szakacs, de Westmount (P.Q.), époux de Maria Csocz Szakacs.

Éliane Fontaine Trottier, épouse de Maurice Trottier, de Ville St-Michel (P.Q.).

Donna Maureen Croteau Vincent, épouse de Réal Vincent, de Longueuil (P.Q.).

Heinrich Barnhard Altmeppen, de Montréal (P.Q.), époux de Irmgard Christine Koster Altmeppen.

Joseph Jean-Paul Fernand Blanchette, de Rivière-à-Gagnon (P.Q.), époux de Marie Jeanne Charbonneau Blanchette.

Aïda Asnaourian *dit* Asnavour Diotte, épouse de Joseph Ludger Camille Marcel Diotte, de Montréal (P.Q.).

Gabriel Fortin, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Paule Monette Fortin.

Josephine Isabella Irvine Geiger, épouse de Eric A. Geiger, de Montréal (P.Q.).

Géralde Boucher Lalonde, épouse de Roger René Lalonde, de Montréal (P.Q.).

Maurice LeBel, de Montréal (P.Q.), époux de Yvonne Desalliers LeBel.

Gertrude Vutz Lindener, épouse de Arthur Lindener, de Montréal (P.Q.).

Léo-René Maranda, de Montréal (P.Q.), époux de Renée Haineault Maranda.

Monique Émond Mercure, épouse de Pierre Mercure, de Montréal (P.Q.).

Hugh O'Connor, de Montréal (P.Q.), époux de Kathleen West Taylor O'Connor.

Frieda Lina Witt Schaub, épouse de Clemens Heinrich Schaub, de Hampstead (P.Q.).

Anna May Watts Sergent, épouse de William Charles Ross Sergent, de Westmount (P.Q.).

Léo-Paul Turcotte, de Montréal (P.Q.), époux de Henriette Leborgne Turcotte.

Mary Catherine Mullins Weatherby, épouse de Martin Weir Weatherby, de Verdun (P.Q.).

Franz Zeitlhofer, de Montréal (P.Q.), époux de Theresia Maria Summerer Zeitlhofer.

Jacques Ekaireb, de Montréal (P.Q.), époux de Eva Staszower Ekaireb.

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 29

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 7 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Soixante pétitions introductives de bills privés sont déposées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Crestohl, appuyé par M. McMillan, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-74, Loi modifiant la Loi sur l'immigration (Père ou mère d'un citoyen canadien), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Crestohl, appuyé par M. McMillan, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-75, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (Conditions quant à l'âge), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Ormiston, appuyé par M. Hanbidge, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-76, Loi créant et constituant le Collège vétérinaire de l'Ouest du Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement:

Question n° 593 par M. Badanai—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Relativement aux 127,086 immigrants qui ont reçu une aide du gouvernement entre 1951 et le 31 mars 1962, quels sont, pour chaque année, la ventilation, la nature de l'aide reçue et le pays d'origine dans chaque cas?

M. McGee, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 596 par M. Rinfret—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de femmes et d'hommes ont mentionné qu'ils parlaient, lisaient, écrivaient uniquement l'anglais, uniquement le français, aux concours ou aux examens de la Commission du service civil à l'occasion des nouvelles nominations, en 1961, à savoir: *a*) 16 aux Archives publiques, *b*) 17 au département de l'assurance, *c*) 23 au bureau de l'auditeur général, *d*) 6 à la Bibliothèque nationale, *e*) 6 au Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion, *f*) 14 à la Chambre des communes, *g*) 13 à la Commission des transports du Canada, *h*) 13 à la Galerie nationale du Canada, *i*) 11 à l'Office national de l'énergie?

2. Parmi ceux qui ont obtenu les nominations aux concours ou examens précités, combien de femmes et d'hommes ont mentionné qu'ils parlaient, lisaient, écrivaient l'anglais et le français?

3. Pour les nominations ci-haut mentionnées, quelles étaient les différentes situations offertes pour chaque département?

Sur motion de Mlle LaMarsh, appuyée par M. Laing, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de la lettre de démission présentée par M. Richard B. Simmins, Directeur des Services des expositions à l'extérieur.—(*Avis de motion portant production de documents n° 35*).

Sur motion de M. Cadieux (Terrebonne), appuyé par M. Clunis, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de tous rapports et autres documents que possède le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, relativement au choix de Banff (Alberta) au lieu de Mont-Tremblant (Québec) comme emplacement projeté des Jeux olympiques d'hiver en 1968.—(*Avis de motion portant production de documents n° 37*).

Le Bill C-71, Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole, est étudié de nouveau en comité plénier et, après avoir de nouveau fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

M. Côté, appuyé par M. Beaulé, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait présenter une mesure législative pour doter le pays d'un hymne national distinctif, savoir «Ô Canada», tel qu'il existe présentement dans la version française et selon une version anglaise que choisirait le gouvernement.—(*Avis de motion n° 5*)

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général (*Avis de motion portant production de documents n° 15*), en date du 17 octobre 1962, demandant une copie

du certificat, approuvé par le ministre de la Justice et signé par le sous-ministre de la Justice, attestant que le décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-902, daté du 24 juin 1962, a été examiné comme le prescrit la Déclaration canadienne des droits, ainsi qu'une copie de tout rapport ou mémoire joint audit certificat ou transmis au greffier du Conseil privé, et, en outre, copie de la copie authentique dudit décret, indiquant toutes signatures ou tous paraphes y apposés.

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion portant production de documents n° 18*), en date du 17 octobre 1962, demandant une copie de toutes communications datées depuis le 13 avril 1962 et reçues par le ministre des Transports, relativement à la question des employés actuels et des anciens employés des chemins de fer Nationaux du Canada et copie des réponses du ministre des Transports à ce sujet.

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Avis de motion portant production de documents n° 36*), en date du 31 octobre 1962, demandant des copies de tous mémoires et correspondance échangés entre M. W. P. Chrysler, fils, et la Galerie nationale du Canada entre le 1er juin et le 15 octobre 1962.

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 9*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: A-t-on reçu des demandes de la part du gouvernement de la Jamaïque en vue d'une augmentation des investissements canadiens? Dans le cas de l'affirmative, quelle a été la teneur de la réponse et quel encouragement, s'il en est, le gouvernement fédéral a-t-il offert aux particuliers intéressés.

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 11*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: A-t-on tenu un exercice, présumément de défense aérienne, le 3 septembre 1962, jour de la fête du Travail? Dans le cas de l'affirmative, *a*) pour quelle raison a-t-on choisi cette date, *b*) a-t-on reçu des plaintes au sujet de ce choix ou de l'exercice même et, dans le cas de l'affirmative, (i) de la part de qui, (ii) quelle en était la nature, (iii) quelle était la teneur des réponses du gouvernement; *c*) quelle était la puissance d'attaque de l'exercice relativement à ce qui suit: (i) bombardiers, réels ou simulés, (ii) engins balistiques intercontinentaux simulés, (iii) engins simulés lancés de sous-marins; *d*) combien de ces bombes ou engins simulés sont censés (i) avoir atteint la cible, (ii) ne l'avoir pas atteinte, (iii) avoir été détruits sans causer de dégâts sur le continent nord-américain?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 120*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes de renseignements ou d'assistance de la part du comité des forces armées du Sénat des États-Unis ou de l'un de ses sous-comités, au sujet de l'activité de M. George M. Humphrey dans l'industrie houillère et métallurgique ou au sujet de toutes sociétés faisant des affaires au Canada et dont M. Humphrey fait partie à titre de dirigeant ou d'administrateur?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelle est la teneur de sa réponse?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 148*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Le Canada accorde-t-il une aide économique aux pays de l'Amérique du Sud, soit directement, soit indirectement par l'entremise d'organismes des Nations Unies ou autrement?

2. Dans le cas de l'affirmative, à quels pays, pour quels montants et pour quelles périodes de temps?

3. Par l'entremise de quels ministères du gouvernement fédéral une telle aide est-elle fournie?

4. Si l'aide est fournie indirectement, par l'entremise des Nations Unies ou autrement, quels sont ces organismes, à quels pays est-elle destinée et quel en est le montant?

5. Si l'aide est fournie pour des entreprises particulières, quelles sont ces entreprises et quels sont les pays intéressés?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 342*), en date du 23 octobre 1962, demandant l'état suivant: A-t-on reçu de la *New Waterford Barrachois Improvement Association* des observations demandant au gouvernement une aide en vue de la réalisation d'une industrie commerciale permanente de la pêche dans cette région et, dans le cas de l'affirmative, quelles mesures le gouvernement se propose-t-il de prendre à ce sujet?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 360*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: Le gouvernement, directement ou indirectement, ou quelque organisme de l'État ou société de la Couronne, ont-ils fait des achats de nickel canadien, durant les années 1958, 1959, 1960, 1961 et 1962? Dans le cas de l'affirmative, en quelle quantité et pour quel montant, durant chacune de ces années, pour les fins suivantes: *a*) la production de défense, *b*) la recherche, *c*) l'aide internationale (telle que le Plan de Colombo, etc.), *d*) pour toutes autres fins?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 375*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Les autorités municipales de Saint-Georges-Est, comté de Beauce, ont-elles demandé au ministre des Postes qu'on y établisse le service de livraison par facteurs et quelles sont les intentions du ministère à ce sujet?

2. Quelle somme globale dépense-t-on pour le bureau de poste de Saint-Georges-Ouest?

3. Quelle décision a-t-on prise au sujet de la construction d'un bureau de poste à Beauceville?

4. Quel prix a-t-on payé pour le terrain dudit bureau de poste?

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 30

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 8 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu de l'honorable juge en chef R. S. Furlong et de l'honorable juge H. A. Winter, tous deux de la Cour suprême de Terre-Neuve, chargés de l'instruction d'une pétition conformément à la Loi sur les élections fédérales contestées, le certificat de la décision rendue au sujet d'une élection tenue dans le district électoral de Saint-Jean-Ouest, à Terre-Neuve. Il donne lecture dudit certificat ainsi qu'il suit:

COUR SUPRÊME DE TERRE-NEUVE

EN CE QUI CONCERNE
LA LOI SUR LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES CONTESTÉES

ET

EN CE QUI CONCERNE L'ÉLECTION À LA CHAMBRE DES COMMUNES D'UN DÉPUTÉ POUR LA CIRCONSCRIPTION DE SAINT-JEAN-OUEST, TENUE LE 18e JOUR DE JUIN 1962.

A l'honorable Orateur de la Chambre des communes:

Nous, les juges soussignés, chargés d'instruire la pétition ci-dessus, attestons:

Qu'après avoir été saisis de la pétition, nous avons statué à son endroit comme suit:

(1) Le défendeur Richard Cashin, le député dont l'élection a donné lieu à la plainte, n'a pas été dûment élu ni déclaré élu;

(2) L'élection d'un député à la Chambre des communes pour le district électoral de Saint-Jean-Ouest, tenue le 18e jour de juin 1962, est nulle.

Notre décision a été rendue et déposée au greffe de la Cour suprême de Terre-Neuve le 25e jour d'octobre 1962.

Huit jours s'étant écoulés depuis la date à laquelle nous avons rendu notre décision, nous certifions par les présentes à l'honorable Orateur que notre décision est celle qui est exposée aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus; de plus nous annexons aux présentes

*a) Un exemplaire du compte rendu des témoignages;

b) Un exemplaire de l'exposé de nos motifs de jugement.

Daté ce 5e jour de novembre 1962.

R. S. Furlong
Juge en chef

H. A. Winter
Juge

*(*Le compte rendu des témoignages, joint au certificat susdit, est enregistré à titre d'Appendice n° 1 aux Journaux.*)*

COUR SUPRÊME DE TERRE-NEUVE

EN CE QUI CONCERNE LA LOI SUR
LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES CONTESTÉES

ET

EN CE QUI CONCERNE LA PÉTITION DE
WILLIAM J. BROWNE, CANDIDAT POUR LE
DISTRICT ÉLECTORAL DE SAINT-JEAN-
OUEST (TERRE-NEUVE), PÉTITIONNAIRE

ET

RICHARD CASHIN DÉFENDEUR

10 octobre 1962

JUGEMENT DU JUGE EN CHEF FURLONG

Dans la présente poursuite, dont nous sommes saisis par voie d'une pétition soumise sous le régime de la Loi sur les élections fédérales contestées, la cour est priée de déclarer nulle l'élection tenue dans la circonscription de Saint-Jean-Ouest.

Le pétitionnaire est l'hon. W. J. Browne, un des candidats lors de ladite élection, et le défendeur est Richard Cashin, qui a été déclaré élu.

L'élection a eu lieu le 18 juin 1962 et l'officier rapporteur a procédé au comptage officiel des votes les 3 et 4 juillet 1962. Le pétitionnaire n'ayant pas été satisfait de ce comptage, il a demandé un recomptage judiciaire selon que le prévoit la Loi électorale du Canada, procédure qui a eu lieu devant Son Honneur le juge W. L. Whelan, juge de la Cour de district de Saint-Jean-Ouest. Ce recomptage a donné au pétitionnaire, M. Browne, une majorité de 185 voix, compte non tenu du vote des électeurs des Forces canadiennes, mais comme ce vote donnait au défendeur, M. Cashin, une pluralité de 209 voix, il fut déclaré élu par une majorité de 24 voix. Le résultat définitif s'établissait ainsi: William J. Browne, 12,626; Richard Cashin, 12,650, et Stanley M. Ross, 281. L'avis en bonne et due forme de ce résultat du scrutin pour la circonscription en cause fut en premier lieu publié dans la *Gazette du Canada* le 23 juillet 1962.

Le pétitionnaire déclare que 424 votes ont été donnés par des électeurs habilités à voter, en conformité des dispositions des «Règles électorales concernant les forces canadiennes», c'est-à-dire l'Annexe II de la Loi électorale du Canada. Il allègue de plus que sur ce nombre 34 votes ont été donnés par des personnes à qui la loi ne conférait pas le droit de vote dans la circonscription de Saint-Jean-Ouest, étant donné qu'elles n'y résidaient pas, et qu'on n'aurait pas dû tenir compte de deux autres votes, car ces votes ont été donnés par des électeurs qui n'avaient pas établi une preuve suffisante qu'ils avaient les qualités requises quant à la résidence.

Ces allégations font ressortir que, d'après le résultat numérique, M. Cashin a été déclaré élu par une majorité de 24 votes, mais que, dissimulés quelque part dans le secret du scrutin, il se trouve 36 votes qui n'auraient pas dû être donnés. Comme il n'y a pas moyen d'établir en faveur de quel candidat ces 36 votes ont été donnés, cela signifie tout simplement qu'il n'est pas possible de dire si l'un ou l'autre des candidats a reçu la majorité des votes des électeurs légalement habilités à voter dans la circonscription. Telle est la proposition que le requérant nous demande de considérer.

Dans sa réfutation de la pétition, le défendeur nie simplement qu'il y ait des votes d'électeurs des forces canadiennes qui aient été donnés par des personnes non habilitées à voter dans la circonscription et il laisse au pétitionnaire le soin d'établir la preuve de son allégation.

Le pétitionnaire a apporté des précisions sur les noms et la résidence de ces personnes, qui, à son avis, n'avaient pas droit de vote. En plus des noms et des numéros, cette liste fournit deux autres éléments d'information, à savoir l'adresse de résidence ordinaire donnée par l'électeur sur la formule n° 7 au moment de la votation et l'adresse de résidence ordinaire donnée par l'électeur sur la formule n° 16 ou n° 17 conservée dans les archives du ministère de la Défense nationale, à Ottawa. Les indications de formules numérotées se rapportent aux Règles. Pour la commodité, je désignerai ainsi les Règles électorales concernant les forces canadiennes, qui sont une Annexe de la Loi électorale du Canada et qui font, par conséquent, partie intégrante de la Loi.

Or, la Loi prescrit qu'un électeur qui est membre des forces canadiennes, selon la définition du paragraphe 21 des Règles, ne peut voter à une élection générale que d'après la procédure établie par ces Règles ou, s'il n'a pas voté en vertu de cette procédure, en qualité d'électeur civil, au lieu de sa résidence ordinaire, selon ce qui apparaît à la déclaration qu'il a faite en conformité du paragraphe 25 des Règles.

La Loi ayant ainsi prévu le cas des hommes qui font partie des forces armées (et de leurs femmes) pour les rendre habiles à accomplir leur devoir de citoyen en votant à une élection parlementaire, nous devons consulter les Règles pour voir comment ils peuvent s'acquitter de ce devoir ou exercer leur droit de vote.

Les qualités requises des électeurs des forces canadiennes sont établies au paragraphe 21, qui se lit comme il suit:

«21. (1) Chaque personne, du sexe masculin ou féminin, qui a atteint l'âge de vingt et un ans révolus et qui est un citoyen canadien ou autre sujet britannique, est censée être un électeur des forces canadiennes et habile à voter, à une élection générale, en vertu des présentes règles, pendant que cette personne

a) est un membre des forces régulières des forces canadiennes;

b) est un membre des forces de réserve des forces canadiennes et est à l'instruction ou en service à plein temps, ou en activité de service; ou

c) est un membre des forces du service actif des forces canadiennes.»

Une exception est prévue quant à l'âge que doit avoir atteint l'électeur, afin d'accorder le droit de vote aux personnes au-dessous de l'âge requis, qui étaient en activité de service le ou après le 9 septembre 1950.

Le paragraphe 22 décrète que l'épouse d'un tel électeur est également réputée un électeur des forces canadiennes et qu'elle a le droit de voter à une élection générale selon la procédure indiquée dans les Règles.

Dans la règle susmentionnée, le membre de phrase important est «selon la procédure indiquée dans les présentes règles». Avant d'avoir le droit de voter, l'électeur doit d'abord faire une déclaration de résidence ordinaire et cela est prescrit au paragraphe 24 en ces termes:

«24. (1) Nonobstant le paragraphe 21, un électeur des forces canadiennes, suivant la définition donnée audit paragraphe, n'a pas droit de voter selon la procédure indiquée dans les présentes règles, sauf

a) s'il établit une déclaration de résidence ordinaire ainsi que le prévoit le paragraphe 25 ou le sous-paragraphe (1) du paragraphe 36, et

b) s'il spécifie, dans une déclaration selon la formule n° 7, le nom de l'endroit de sa résidence ordinaire au Canada, tel que l'a indiqué l'électeur dans la déclaration mentionnée à l'alinéa *a*).»

Le sous-paragraphe (2) contient une disposition analogue pour les épouses de ces électeurs et contient en outre ce qui suit:

«(3) Un électeur des forces canadiennes, suivant la définition donnée au paragraphe 21, ne doit attribuer son vote qu'au district électoral où l'endroit de sa résidence ordinaire est situé, tel que l'indique la déclaration faite par cet électeur aux termes du paragraphe 25 ou du sous-paragraphe (1) du paragraphe 36, et une personne qui est électeur des forces canadiennes, suivant la définition donnée au paragraphe 22, ne doit attribuer son vote qu'au district électoral où l'endroit de la résidence ordinaire de son mari est situé, ainsi que ce dernier l'a indiqué dans cette déclaration».

Le paragraphe 25 décrète que toute personne, autre qu'une épouse, doit, dès son enrôlement, établir une déclaration de résidence ordinaire sur la formule n° 16; ou, si elle est membre des forces de réserve en service à plein temps, sur la formule n° 17. Cette déclaration est faite en double exemplaire; l'original est conservé dans les dossiers du quartier-général de la division militaire où l'électeur est affecté et le double est conservé au quartier-général de son unité avec ses autres documents militaires. Si un électeur change de lieu de résidence, les règles décrètent qu'une déclaration à ce sujet soit établie en temps opportun; et, de même, si une personne a omis d'établir une déclaration de résidence lors de son enrôlement, cette omission peut être rectifiée.

Si un électeur des forces canadiennes se trouve, le jour du scrutin, à l'endroit de sa résidence ordinaire mentionnée dans la formule n° 16 ou n° 17. il pourra voter à titre d'électeur civil pourvu que son nom, si l'endroit de sa résidence ordinaire est dans un arrondissement urbain, figure sur la liste électorale.

Tous les paragraphes qui précèdent ont trait aux conditions requises de la part de l'électeur et à son droit de vote, c'est-à-dire aux dispositions, que l'électeur doit avoir prises avant qu'il puisse déposer son vote. Pour le moment, nous n'examinons pas les questions de procédure: la façon de se procurer effectivement un bulletin de vote, la manière dont l'électeur doit le marquer et l'expédier à l'officier rapporteur spécial, la manière dont cet officier et les scrutateurs doivent le vérifier ainsi que la manière d'expédier ce bulletin à l'arrondissement électoral pertinent, la manière de l'ouvrir et de le compter. Tel est le mécanisme du scrutin, et on doit le suivre dans tous ses détails si on veut établir avec exactitude la décision de la majorité des électeurs. J'ai dit délibérément que, pour le moment. nous ne nous préoccupons pas de ce mécanisme,

étant donné que la plainte du requérant porte sur le fait que des personnes qui n'avaient pas le droit de vote dans la circonscription de Saint-Jean-Ouest auraient voté. Nous devons faire enquête et voir si elles l'ont fait; établir comment elles l'ont fait constituera peut-être une enquête complémentaire qui pourra nous aider à déterminer ce qui fait l'objet de l'enquête principale à savoir: ont-elles voté?

Or, pour établir son droit de vote, l'électeur (terme par lequel je désigne brièvement l'électeur des Forces canadiennes) doit fournir certaines données sur lui-même lorsqu'il se présente devant le sous-officier rapporteur; il donne ces renseignements en remplissant la formule 7, qui est imprimée au verso d'une grande enveloppe grise, laquelle, avec son contenu, est envoyée par la poste, par l'électeur lui-même, à l'officier rapporteur spécial préposé à la région électorale dans laquelle il a voté. Pour compléter le tableau, je dois ajouter qu'il y a quatre de ces régions, une à Halifax, une à Ottawa, une à Edmonton et une à London, à l'intention de ceux qui votent en dehors du Canada.

Mais revenons aux renseignements que l'électeur doit inscrire sur l'enveloppe grise. Il doit y inscrire les renseignements d'usage: son nom, son rang et son numéro matricule; il doit déclarer qu'il est citoyen canadien ou un autre sujet britannique ayant atteint l'âge de vingt et un ans révolus (sous réserve de l'exception prévue dans les règlements pour ceux d'un âge moindre, qui, ayant été en activité de service sans avoir atteint l'âge de vingt et un ans révolus, ont été libérés); il doit déclarer qu'il n'a pas voté précédemment dans l'élection en cours et que l'endroit ordinaire de sa résidence est bien l'endroit indiqué dans la déclaration figurant sur la formule 16 ou 17. Il convient de noter qu'il y a ici une différence dans les renseignements qu'on doit fournir sur l'endroit ordinaire de résidence d'après le paragraphe 36; dans ce paragraphe, il est dit que l'électeur peut donner sur la formule 7 le nom de la circonscription électorale et de la province, tandis que, dans la formule 7, il est dit impérativement: «(Insérer ici le nom de la circonscription électorale)». Un ordre catégorique est donné sur la formule et une directive facultative est énoncée dans le règlement; mais la formule 16 exige seulement le nom de la ville ou d'un autre endroit, ainsi que l'adresse et la rue, s'il y a lieu. S'il avait été considéré comme obligatoire que l'électeur indique lui-même le nom de sa circonscription, certains des votes au sujet desquels nous faisons présentement enquête auraient dû être rejetés avant d'être comptés en raison de l'absence de ce renseignement.

Lorsqu'il a fourni tous ces renseignements, l'électeur reçoit un bulletin en blanc sur lequel il écrit le nom du candidat pour lequel il veut voter. Le bulletin, que j'ai déjà brièvement décrit, est placé dans une enveloppe blanche unie; celle-ci est scellée et elle est ensuite placée dans l'enveloppe grise, qu'on envoie par la poste à l'officier rapporteur spécial dont le nom et l'adresse sont imprimés sur cette même enveloppe grise.

Dans l'intervalle entre le début du scrutin et la fermeture du bureau de scrutin, on examine sur réception toutes les enveloppes brunes, qui demeurent scellées, pour voir si la formule 7 a été remplie et on les classe en paquets ou dans des cases affectées à chacune des deux cent soixante-quatre circonscriptions électorales du Canada. Chaque envelope est censée être examinée pour qu'on s'assure que les renseignements que porte la formule 7 suffisent à établir l'endroit ordinaire de résidence. Il importe ici de se reporter au paragraphe (1) de l'article 73, car, dans la présente élection, au moins deux électeurs n'ont pas fourni assez de renseignements pour établir l'endroit de leur résidence, en conséquence, nous n'avons aucun moyen de savoir s'ils avaient droit de vote ou non dans la circonscription dont il est question dans le présent litige.

73. (1) Toute enveloppe extérieure qui ne porte pas les signatures à la fois de l'électeur des forces canadiennes et du sous-officier rapporteur intéressés (sauf dans les cas prévus aux paragraphes 39 et 41), ou les signatures de

l'électeur ancien combattant et des deux sous-officiers rapporteurs spéciaux intéressés (sauf dans les cas visés par les paragraphes 61 et 62), ou sur laquelle n'apparaît pas une description suffisante de l'endroit de résidence ordinaire de cet électeur, doit être mise de côté, non décachetée. L'officier rapporteur spécial inscrit sur chacune de ces enveloppes extérieures la raison pour laquelle elle a été ainsi mise de côté, et cette inscription doit porter les initiales d'au moins deux scrutateurs. Le bulletin de vote renfermé dans cette enveloppe extérieure doit être considéré comme bulletin de vote rejeté.»

Le bureau de scrutin est ensuite fermé, ou plutôt la période spéciale consacrée aux votes des militaires prend fin, les bulletins sont classés par districts électoraux, après avoir été vérifiés par l'officier rapporteur spécial et les scrutateurs et après que les scrutateurs ont inscrit le nom du district électoral dans le coin gauche au bas du verso et que deux scrutateurs ont apposé leurs initiales en regard de cette inscription. Je cite le paragraphe 69 (2):—

«69. (2) Lorsqu'une enveloppe extérieure a été classée selon son district électoral, les scrutateurs doivent inscrire le nom de ce district électoral dans le coin gauche au bas du verso de l'enveloppe extérieure, et les deux scrutateurs doivent apposer leurs initiales en regard de cette inscription.»

Des trente-six enveloppes extérieures qui nous ont été montrées et qui ont été déposées, cinq seulement portent l'inscription en question, ce qui indique clairement un manque de soin de la part des officiers rapporteurs spéciaux et la négligence de leur part à donner les instructions requises aux scrutateurs et autres personnes travaillant sous leurs ordres.

Toutes nos enquêtes et l'examen matériel que nous avons fait des pièces à conviction révèlent un état de choses qui laisse fort à désirer. Cependant, je n'ai pas l'intention de m'arrêter plus longuement en ce moment sur la question d'établir comment il se fait que des personnes non autorisées votent; je m'occuperai plutôt de la question qui fait l'objet principal de la présente enquête et que j'ai mentionnée plus haut.

Les renseignements fournis par le requérant à la suite d'une ordonnance de M. le juge Dunfield, en date du 4 septembre 1962, renferment les noms et adresses de toutes les personnes qui, selon lui, n'auraient pas dû voter dans la circonscription. Ces noms sont répartis selon le service et sont numérotés consécutivement et, au cours de mon examen, je les identifierai par ces numéros. Les renseignements relatifs au lieu ordinaire de résidence, qui apparaissent sur la formule 7 conservée dans les dossiers à Ottawa, n'ont pas été contestés; nous pouvons donc les accepter comme concluants. Le requérant lui-même, qui connaît très bien la circonscription électorale, et l'officier rapporteur pour Saint-Jean-Ouest, M. W. J. Stoyles, ont déclaré dans leur témoignage que, selon les renseignements fournis, 34 de ces personnes n'avaient pas droit de vote dans la circonscription; deux autres personnes qui ont voté n'ont pas fourni de renseignements suffisants pour démontrer qu'elles avaient droit de voter.

Sans faire un examen détaillé de la liste, il importe de se rappeler que les bulletins de vote de ces trente-six personnes ne peuvent pas être identifiés; personne ne peut dire pour quel candidat elles ont voté. Il s'ensuit qu'il est impossible de séparer les bulletins de vote des personnes qui avaient le droit de voter des bulletins de vote des personnes qui n'avaient pas ce droit. Le nombre total des bulletins de vote marqués comprend à la fois ceux du premier groupe et ceux du deuxième groupe. D'après les témoignages entendus, j'ai conclu que trente-quatre des personnes nommées par le requérant n'avaient pas, aux termes des Règles, le droit de voter dans la circonscription électorale de

Saint-Jean-Ouest parce que les endroits ordinaires de résidence déclarés par elles ne se trouvaient pas dans cette circonscription électorale et que les bulletins de vote de deux autres personnes n'auraient pas dû être comptés, étant donné que n'apparaissait pas sur l'enveloppe extérieure une description suffisante de l'endroit de résidence ordinaire de l'électeur et que, aux termes des paragraphes 36 (2) et 73 (1), une telle enveloppe ne doit pas être ouverte.

Ainsi nous voyons que trente-six personnes qui n'avaient pas droit de vote ont voté, que les votes de ces trente-six personnes auraient pu influer sur le résultat de l'élection et que, comme il est impossible de séparer ces votes et les soustraire du total, le résultat de l'élection est indéterminé, la décision de la majorité des électeurs n'étant pas manifestée clairement.

Le pétitionnaire demande que l'élection soit déclarée nulle. Il y a eu discussion entre les avocats quant à nos pouvoirs dans ces questions et on nous a renvoyés à certaines causes. Il me semble, et je dois m'en tenir à cette opinion, que ce pouvoir est très simplement énoncé à l'article 56 de la Loi sur les élections fédérales contestées, qui dit «.....les juges décideront ..... si l'élection est nulle .....». C'est là un pouvoir statutaire indéniable quant à la décision que nous pouvons prendre au sujet d'une demande d'invalidation d'une élection.

Ayant lu la pétition et ayant examiné les divers documents relatifs aux élections qui nous ont été soumis, ayant ensuite entendu les témoignages, j'en suis venu à la conclusion que l'élection doit être déclarée nulle. Le rapport de cette décision sera envoyé à l'Orateur de la Chambre des communes.

Je ne crois pas devoir émettre une ordonnance quant aux frais; le défendeur ne s'est opposé à la pétition que pour que la plainte soit prouvée et il ne doit pas être condamné à payer les frais du requérant.

R. A. Parsons, C.R.,
et J. J. Greene, procureurs du pétitionnaire.

P. J. Lewis, C.R.,
et G. F. Laing, procureurs du défendeur.

1962—n° 665

COUR SUPRÊME DE TERRE-NEUVE

EN CE QUI CONCERNE LA
LOI SUR LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES CONTESTÉES

ET

EN CE QUI CONCERNE LA PÉTITION DE
WILLIAM J. BROWNE, CANDIDAT POUR LA CIRCONSCRIPTION DE SAINT-JEAN-OUEST (TERRE-NEUVE), — PÉTITIONNAIRE

ET

RICHARD CASHIN, — DÉFENDEUR

10 octobre 1962

JUGEMENT DU JUGE WINTER

Je suis entièrement d'accord avec la décision de l'honorable Juge en Chef selon laquelle cette élection doit être annulée et avec les raisons qui, comme il l'a expliqué, l'ont amené à cette conclusion. S'il m'avait paru possible de

m'en tenir strictement à la question tout à fait simple et parfaitement claire soulevée par la requête et la réplique, j'aurais agi comme on le fait d'habitude lorsque les juges de l'élection sont entièrement d'accord et je me serais associé à lui pour rendre un jugement conjoint. Mais je n'estime pas que je sois obligé de me restreindre de pareille façon. Cette requête, sous bien des rapports, est exceptionnelle, et certaines de ses implications dépassent tellement en importance la simple question de déterminer la validité de l'élection en question que j'aurais l'impression de ne pas faire mon devoir si je négligeais de les signaler. La façon la meilleure et la plus appropriée d'accomplir ce devoir est de rendre un jugement distinct. Parmi les observations que j'ai à faire, celles qui ne sont pas essentielles à la décision peuvent être considérées comme *obiter dicta* et j'en prends exclusivement la responsabilité.

J'ai parlé d'une requête exceptionnelle. J'ajouterai qu'il n'aurait pas dû être nécessaire de la faire. Quelque trente-quatre bulletins de vote sur un total de vingt-cinq mille ayant été acceptés et comptés à tort, nous avons été obligés d'annuler une élection qui autrement avait été menée comme il se devait, une élection qui a réellement, en toute vérité et en toute réalité, abouti à l'élection, au sens le plus simple du terme, d'un des deux principaux candidats (il n'y a pas lieu de tenir compte du troisième candidat) le requérant et le défendeur respectivement. Mais personne ne sait lequel des deux a été élu. Les probabilités sont en faveur de M. Cashin, car, en supposant que les 34 votes qu'il faut retrancher aient été répartis entre les deux candidats dans la même proportion que l'ensemble des votes du Service, M. Cashin aurait une majorité de 7 voix à peu de chose près. Mais une probabilité n'est pas une certitude et il se peut fort bien que la répartition soit toute différente. Il est impossible, par conséquent, que l'officier rapporteur puisse certifier qu'un candidat a été élu et, en notre qualité de juges des élections, nous n'avons pas le choix et nous devons déclarer l'élection nulle.

Il en résulte qu'on peut affirmer sans crainte de se tromper que le temps, les efforts et l'argent consacrés à cette élection ont été gaspillés. Une nouvelle élection, qui occasionnera les mêmes dépenses, sera nécessaire. Les deux candidats méritent notre sympathie, car il est parfaitement évident qu'ils ne sont nullement responsables du fait que l'élection doit être annulée. Les électeurs de Saint-Jean-Ouest, quel que soit le parti auquel ils appartiennent et dont les efforts ont été vains, méritent également notre sympathie. Pour terminer, quoique je doute fort que ce fait cause beaucoup de consternation, la population, non seulement de Saint-Jean-Ouest ou de cette province mais du Canada tout entier, a lieu de se plaindre de ce que son Parlement, même si ce n'est que temporairement, n'est pas constitué comme il devrait l'être; un siège est devenu vacant alors qu'il ne devrait pas l'être.

On pourrait sans doute mentionner d'autres conséquences indésirables, mais celles-ci devraient suffire à décrire une situation et un état de choses regrettables. Selon ma façon d'envisager cette affaire, je remplacerais cette faible épithète par le qualificatif plus fort de déplorable. Et j'en ajouterais un autre, inexcusable. Mais que je réussisse ou non à justifier l'emploi de ces épithètes, on conviendra certainement avec moi qu'il y a au moins deux questions qui se présentent à l'esprit de toutes les personnes intelligentes qui s'intéressent à l'affaire. Voici la première: qui ou quoi doit-on rendre responsable de ce résultat et de cette situation? Si la responsabilité est partagée, comment doit-on la répartir? Cette question traite de la faute commise. La deuxième question se rapporte à la réparation et se formule ainsi: y a-t-il un remède? Dans quelle mesure peut-on empêcher que cette mésaventure se répète dans des élections futures et est-il possible d'empêcher toute récidive?

Pour ce qui a trait à la première question, les participants qu'on pourraient tenir responsables sont clairement désignés. Ce sont d'abord les électeurs des forces canadiennes qui ont déposé les 34 bulletins de vote et qui ont

fait des déclarations inexactes au verso des enveloppes extérieures; deuxièmement, les sous-officiers rapporteurs respectifs devant lesquels les déclarations ont été signées, et, troisièmement, les officiers rapporteurs spéciaux et leurs adjoints qui ont surveillé la réception, le tri et le comptage des votes dans les différents territoires de votation affectés.

Considérant les votants eux-mêmes, je n'ai qu'un commentaire à faire pour l'instant. Je dois dire que l'objet de la présente analyse n'est pas une irrégularité particulière et individuelle qui a pu se produire, mais simplement et uniquement l'annulation complète de l'élection. Pour cela, j'exonère quant à moi les votants de toute responsabilité. Leurs votes n'auraient pas dû être acceptés du tout et n'auraient très certainement pas dû être comptés. Mais ici s'arrête leur rôle en cette affaire. Ils auraient dû perdre leurs votes et, pour cela, ils n'auraient eu qu'à s'en prendre à eux-mêmes, même si leurs déclarations inexactes étaient de quelque façon une faute vénielle et compréhensible. Nul autre n'est responsable.

Pour ce qui concerne les sous-officiers rapporteurs qui ont reçu les déclarations et remis les enveloppes aux votants, je les disculperais entièrement. Dans les paragraphes 36 à 40 des Règles électorales concernant les forces canadiennes qui décrivent les devoirs de ces fonctionnaires, je ne puis trouver aucun passage qui dit ou même suggère que ceux-ci sont de quelque façon des scrutateurs. Même dans les quelques cas parmi les 34 déclarations et enveloppes où est apparue une contradiction évidente ou même flagrante entre le lieu de résidence désigné et le district électoral, je ne peux pas voir que ceci concernait cette fonction. Si une enveloppe portait cette marque, elle ne l'aurait pas perdue par suite de son expédition par la poste et elle aurait été ou aurait dû être apparente aux personnes qui remplissent les fonctions d'officier rapporteur spécial qui ont le devoir de diriger la vérification véritable.

L'enquête est maintenant parvenue au dernier lieu et au dernier groupe de personnes intéressées. Il semblerait aussi que celui-ci est le dernier qui fera l'objet de l'enquête, puisque, dans chaque cas en particulier, c'était là que le tort a dû être commis, que les votes qui ont été reçus et comptés auraient dû être rejetés. Nous touchons de très près ici à la racine du mal, mais pas tout à fait. Nous sommes cependant assez près pour voir où se trouve la racine. Et ici encore, comme dans les deux autres endroits, je rendrais quant à moi un verdict d'acquittement si le chef d'accusation était le véritable chef d'accusation, à savoir: les officiers rapporteurs spéciaux, leurs adjoints ou les scrutateurs étaient principalement, ou même dans une mesure appréciable, responsables de l'échec de la présente élection à donner un résultat positif.

Si l'on veut savoir si c'est là la bonne façon de voir les choses, il suffit de se substituer en pensée à un officier rapporteur spécial et d'étudier les conditions dans lesquelles cet officier et ses adjoints ont dû remplir leurs importantes fonctions. Aux termes de l'article 5 des Règles, trois «territoires de votation» ont été établis à l'intérieur du Canada, avec un bureau principal correspondant à Ottawa, à Halifax et à Edmonton respectivement; chacun de ces derniers est sous la présidence d'un officier rapporteur spécial. Est prévu également dans l'article l'établissement, le cas échéant, d'un territoire de votation pour les électeurs des forces canadiennes en poste à l'extérieur du Canada. Je me bornerai aux trois premiers territoires, car ce que je vais énoncer s'appliquera également, en changeant ce qui doit être changé, au territoire de l'extérieur. Chaque officier rapporteur spécial bénéficie de l'aide d'adjoints; et aux articles 9 et 10, on prévoit l'emploi de six scrutateurs au moins, à chaque bureau central, et de plus de six en cas de besoin. En voilà suffisamment, je crois, pour décrire l'établissement du personnel; je vais maintenant étudier les conditions dans lesquelles le personnel a accompli son travail.

On comptait, au 18 juin dernier, environ 264 districts électoraux au Canada. Il est évident que chacun des membres des forces canadiennes qui a voté devait

avoir sa «résidence ordinaire» dans l'un de ces 264 districts. Les préposés au scrutin devaient par conséquent se rappeler qu'ils pouvaient se trouver en présence d'une enveloppe extérieure portant le nom d'une ville, d'un village ou d'un autre endroit au Canada qui leur était absolument inconnu et ils devaient se préparer en conséquence à une telle éventualité. L'enveloppe porterait également, sous le nom de l'endroit en question, le nom du district électoral correspondant. Ces détails apparaissent au dos de l'enveloppe extérieure sur laquelle l'électeur des forces canadiennes doit apposer sa signature. Ils constituent une partie d'une reproduction qui s'y trouve imprimée de la Formule n° 7, où sont ménagés des blancs que l'électeur doit remplir en inscrivant son nom, son grade et son numéro matricule. C'est aussi sur cette formule que l'électeur déclare qu'il est citoyen canadien, ou par ailleurs sujet britannique, qu'il est âgé de vingt et un ans et qu'il n'a pas déjà voté aux élections générales dont il est question.

Ce sont là tous les renseignements qu'on exige de l'électeur dans sa déclaration. Quelles sont donc les fonctions de l'officier rapporteur spécial, ou de son adjoint en chef, concernant cette déclaration? Certaines sont d'ordre routinier et officielles; celles que nous considérons comme importantes sont contenues dans les alinéas *d*) et *e*) de l'article 70 des Règles, lesquels sont ainsi conçus:

«70. Sur réception des enveloppes extérieures renfermant des bulletins de vote marqués par les électeurs des forces canadiennes et les électeurs anciens combattants, l'officier rapporteur spécial ou son adjoint en chef doit...

d) ordonner aux scrutateurs de constater, d'après les détails indiqués au verso de l'enveloppe extérieure, le district électoral exact où se trouve l'endroit de résidence ordinaire de l'électeur des forces canadiennes ou de l'électeur ancien combattant, et de classer cette enveloppe extérieure selon ce district électoral; et

e) s'assurer que chaque enveloppe extérieure est classée selon le district électoral approprié, et qu'elle a dûment été marquée par les scrutateurs et revêtue de leurs initiales.»

En ce qui concerne le fait de s'assurer du district électoral exact, dont l'importance fondamentale et vitale semble, comme j'espère le démontrer, avoir échappé à l'attention de ceux qui ont rédigé les Règles, je ne trouve aucune autre explication qui puisse nous éclairer dans les Règles, rien qui indique la façon dont les scrutateurs devraient s'y prendre pour accomplir une tâche qui, étant donné les circonstances dans lesquelles ils se trouvaient, doit sûrement avoir présenté de grandes difficultés.

Il me semble que je doive ici, avant d'aller plus loin, souligner un trait particulier de la cause dont nous sommes saisis et qui en fera peut-être une cause unique dans les annales des pétitions concernant les élections. Ni le pétitionnaire ni l'intimé n'a jugé nécessaire d'appeler comme témoin aucun des officiers rapporteurs spéciaux ou leurs adjoints, des scrutateurs ou d'autres personnes qui se sont occupées de la manipulation et du soin des trente-quatre bulletins de vote mentionnés dans la pétition. On ne doit pas s'en prendre aux parties qui n'ont pas présenté de preuve là où il y avait moyen de décider de la question sans cette dernière. Mais ce fait, tout en facilitant la procédure et en aidant à élucider la question, avait eu un malheureux effet. La Cour aurait eu la tâche beaucoup plus facile si elle avait pu recevoir de première main certains détails sur la manière de s'assurer que les districts électoraux étaient «exacts» ou «appropriés», détails au sujet desquels elle ne peut maintenant que se livrer à des conjectures. En l'absence de telles informations, je suis contraint de poser certaines questions que, j'imagine, je n'aurais probablement pas posées, et je le fais timidement, ayant l'impression que je m'expose à me faire corriger par quelqu'un qui est plus au courant que moi de la méthode réellement en vigueur.

C'est là, toutefois, un point relativement peu important. On ne peut en dire autant de ce fait brutal et déconcertant, à savoir que ce fut toujours l'électeur lui-même qui a fourni les renseignements établissant qu'il n'avait pas les qualités requises pour voter dans ce district, de tels renseignements n'exigeant par la suite pas beaucoup plus qu'une confirmation officielle de M. Browne et de l'officier rapporteur de Saint-Jean-Ouest. Comment en sommes-nous arrivés là? Dans la réponse que je vous soumets maintenant, nous découvrons, j'en ai l'assurance, presque toute la cause de cette anomalie, sinon toute.

Si nous lisons comme il se doit le paragraphe 70 *d*) que j'ai cité ainsi que le paragraphe 36 (1) et la Formule 7, nous y constatons une grave contradiction. Le paragraphe 36 (1), qui porte sur la déclaration que doit faire un électeur des Forces canadiennes, après avoir fait mention des formalités qui doivent être observées énonce ce qui suit: «le nom du district électoral et le nom de la province où est situé ledit endroit de résidence ordinaire peuvent être mentionnés dans ladite déclaration selon la formule n° 7». Nous devons prendre note du mot «peuvent». Cependant, lorsque nous examinons la formule n° 7 comme elle est présentée dans les Règles électorales nous apercevons les mots suivants au-dessous de la ligne pointillée à remplir, «Insérer ici le nom du district électoral». Et cette ligne est suivie d'une autre semblable portant les mots «Insérer ici le nom de la province».

C'est là la contradiction dont j'ai fait mention, et sa gravité devient évidente lorsque finalement nous examinons le paragraphe 70 *d*) susmentionné. Le paragraphe 36 (1) place l'électeur dans l'alternative d'omettre le nom du district ou de l'insérer. La formule 7 qui, sous ce rapport, serait le seul document que cet électeur connaîtrait et qu'il lui faudrait effectivement signer, donne clairement un ordre. Il y est ordonné «d'insérer». On ne lui laisse pas le choix, et naturellement il obéit. Il découle nécessairement de cette façon de procéder qu'en pratique le nom du district est mentionné sur chaque déclaration, c'est-à-dire sur chaque enveloppe extérieure.

Supposons, toutefois, que dans certains cas une telle mention ne paraît pas: il n'y a pas de doute qu'en dépit de la formule 7, l'électeur a le droit de l'omettre s'il le désire. Si certains de ces cas sont signalés à l'officier rapporteur que doit faire celui-ci à ce sujet? Pour citer un exemple concret disons que dans les 34 enveloppes que nous avons devant nous, il en trouvera la mention «St. Phillip, Terre-Neuve». Inventons une couple d'autres cas, et mettons qu'il voit «Tupperville, Nouveau-Brunswick» ou «Black Rock, Alberta». Il y a lieu de croire que l'officier rapporteur pensera à la Règle 70 *d*) et s'y reportera. Il est aussitôt en butte à la même difficulté que j'éprouve, j'en conviens en essayant de savoir quelle signification ont réellement les mots qui y sont employés. On aurait pu penser que les Règles, après avoir indiqué au paragraphe 36 (1) que la déclaration pouvait se faire sous une des deux formes, auraient ici indiqué la façon appropriée de traiter les deux cas respectifs. De toute évidence il n'en est pas ainsi. Peut-on affirmer que la règle 70 *d*) prévoit des dispositions suffisantes à l'égard des deux? Je ne le crois guère. Le mot «constater» ne semble convenir que dans le cas où le district n'est pas nommé. Il est vrai que l'expression «le district électoral exact» laisse entendre que les auteurs de ces Règles avaient envisagé le cas d'un électeur qui, par erreur ou autrement, aurait nommé un district inexact, et qu'ils pensaient que les scrutateurs examineraient sous ce rapport chaque enveloppe en vue d'en assurer l'exactitude à cet égard. Mais s'il en était ainsi, le paragraphe devrait, et pouvait, l'énoncer expressément et clairement. Tel n'étant pas le cas, il est à peine possible de jeter le blâme sur les scrutateurs d'avoir accepté la parole de l'électeur lui-même, en supposant qu'il s'était assuré de son propre district. Mais ce n'est pas ce à quoi je songe dans le moment, mais plutôt au cas où nul district n'a été mentionné sur l'enveloppe. C'est dans des circonstances de ce genre qu'une preuve de première main eût

été si utile. Sans cette preuve, je ne puis qu'affirmer que la tâche de l'officier rapporteur et des scrutateurs paraît pour le moins formidable. Au paragraphe 15, il est question de l'apport de cartes-clés et de cahiers d'extraits tirés du Guide postal canadien, mais l'on ne voit rien d'autre à ce propos, à mon sens. Si, en n'ayant que ce seul moyen à leur disposition pour les aider, les scrutateurs peuvent dans des cas semblables, quels qu'ils soient, s'assurer qu'il s'agit du bon district, ou bien ils sont d'une sagacité et d'une diligence extraordinaires, ou bien les guides postaux sont tout à fait complets et au point. Dans tous les cas, nous devons supposer que la demeure a été trouvée et que le district est établi de cette façon. Autrement, s'il n'y a pas moyen du tout de trouver le lieu de la demeure, il n'y a rien d'autre à faire, que je sache, pour l'officier rapporteur que d'indiquer sur l'enveloppe qu'elle contient un bulletin de vote rejeté et de la mettre de côté. Si on découvre l'endroit, évidemment, tout ce qui reste à faire est de diriger l'enveloppe vers le district indiqué. Et l'on pourrait ajouter qu'il n'a qu'à espérer que tout aille pour le mieux.

Quoi qu'il en soit, il semble bien qu'il s'agisse d'un cas qui ne saurait vraisemblablement se présenter. Si les 34 enveloppes que nous avons examinées sont représentatives, et il y a tout lieu de croire qu'elles le sont, les électeurs ont dû, presque dans tous les cas, indiquer le district en même temps que le lieu de résidence. Ici, j'imagine que l'officier rapporteur se trouve en face d'une difficulté pouvant si bien se produire qu'elle aurait dû entrer aussitôt dans les préoccupations de ceux qui ont rédigé les Règles. Dans chaque élection, des erreurs se produisent qui ne sont pas mal intentionnées et contre lesquelles on devrait se garder par tous les moyens raisonnables. Maintenant, l'officier rapporteur est averti de voir à ce que chaque enveloppe soit classée dans le district électoral approprié. Mais quel est donc le district approprié lorsque la demeure de l'électeur est indiquée comme étant dans un district alors que lui-même en a nommé un autre? C'est nettement la première. En parlant de façon générale et symbolique, supposons que la demeure d'un électeur, qui est dans les forces armées, est censée être dans le district A et que le nom qu'il a lui-même donné se trouve dans le district B. Le district approprié, le seul où il ait le droit de voter est le district A. Les scrutateurs doivent-ils classer les enveloppes dans le district A, en sachant bien qu'il y a de fortes chances que l'électeur a inscrit sur son bulletin de vote le nom d'un candidat appartenant au district B? Bien sûr que non. Il est à peu près certain que, dans ce cas, un candidat quelconque bénéficiera d'un vote qui ne lui appartient pas; en outre, et ceci est encore bien plus important, une fois que le bulletin est placé dans l'urne de scrutin, il se peut qu'un tort irréparable ait été causé. Le bulletin aura perdu son identité, il ne sera plus possible de le retirer et il sera inévitablement compté.

L'unique façon de disposer d'une enveloppe de ce genre est certainement de la mettre de côté parce qu'elle contient un bulletin de vote rejeté. J'aurais cru que les Règlements auraient prévu, dans chacun des cas où les détails inscrits sur l'enveloppe font naître un doute raisonnable, une certaine façon de procéder pour faire disparaître tout doute si possible, avant que l'enveloppe ne soit ouverte pour le comptage. Et si un doute subsistait encore, il faudrait rejeter le bulletin de vote. Il n'en reste pas moins que les paragraphes 73 et 74, se rapportant à la façon de disposer des enveloppes extérieures qui ne sont pas acceptables ne concernent que les enveloppes incomplètes, celles qui sont arrivées trop tard et le cas d'un électeur ayant voté deux fois. Rien n'est mentionné au sujet du cas qui semblerait être le plus vraisemblable et le plus grave, celui où il y a contradiction manifeste et un manque de concordance entre le district véritable, celui qui est déterminé par le lieu de résidence, et celui mentionné par l'électeur.

On pourrait en dire plus long sur ce sujet, la procédure elle-même de vote et de comptage établie en vertu des Règles; mais je pense que les points sur lesquels j'ai insisté sont suffisants pour qu'on s'interroge réellement sur la ques-

tion de savoir si les participants, en ce qui a trait à ces votes, sont aussi blâmables que la procédure elle-même ou autant que le système entier suivant lequel les Forces canadiennes votent lors d'une élection du Parlement. Il me semble que ce jugement serait incomplet si je ne poussais pas l'analyse un peu plus loin et dans le système dans son ensemble. Ce dont j'ai parlé jusqu'à maintenant, a un caractère «ad hoc» et ne concerne que des facteurs relatifs à ce cas particulier. Il ne serait pas suffisant d'apporter une solution aux seules fautes qui s'y trouvent.

En abordant cette tâche, je sens à un plus haut degré les hésitations dont j'ai parlé plus haut. Je sens très bien que les règles que je suis en train d'étudier ont été examinées au complet par des personnes plus qualifiées que moi par leur expérience et leurs observations pratiques, et il en est de même de tout autre profane, pour décider si oui ou non elles sont suffisantes pour répondre à toutes les situations ou tous les problèmes. Là où une règle pourrait sembler imparfaite ou douteuse, il se peut très bien qu'on lui trouve une explication et une excuse par suite d'un fait ou d'une circonstance que le critique ignore ou dont il n'a qu'une faible idée. Je me contenterai donc de limiter mes propres critiques autant que possible à ce qu'on pourrait appeler des principes généraux, abstraits de nature. Heureusement, ou pourra constater qu'ils se résument à très peu de choses.

Les plus importants de ces principes sont ceux qui ont trait à la protection du vote secret, ce qui, dans une société démocratique, n'a besoin d'aucune explication. Mais le principe sur lequel reposent les règles de cette protection ne doit pas être oublié, comme c'est souvent le cas. C'est-à-dire que le vote en question est un vote convenable, valide et efficace. Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, que pour une raison ou une autre le scrutin est mauvais, la logique penche dans l'autre sens. L'électeur mérite non seulement de ne plus rester anonyme mais, pour beaucoup d'autres raisons, son identité devrait être connue et même il se peut qu'elle soit dévoilée.

Ces deux objectifs, qui s'opposent à première vue, se retrouvent dans tous les États libres à peu près sous la même forme qui, à la lumière d'une longue expérience, semble donner satisfaction. Le vote se fait secrètement, dans tous les cas, mais si, à un moment donné, on y est forcé par un motif majeur, le bulletin de vote peut être identifié et rattaché au votant. Cela se fait au moyen du registre ou liste des votants, en combinant d'une certaine manière le bulletin de vote et la souche. Tous les petits détails de la méthode sont clairement indiqués dans la loi électorale du Canada où il est question de la manière normale de voter pour les civils. Mais dans l'Annexe contenant les Règles de votation des militaires, (en fait, c'est une loi dans une autre loi), nous trouvons un écart si étonnant que cela en devient presque incroyable. Si l'on compare le bulletin de vote du civil, c'est-à-dire les formules 35, 37 et 38 de la loi, avec la formule n° 10 que l'on trouve dans les règles concernant les forces canadiennes, on constatera immédiatement que le premier porte un numéro que l'on retrouve sur la souche, alors que le dernier n'a ni numéro ni souche. Il est tout à fait impossible d'identifier le bulletin de vote militaire. J'ai de mon côté fait une recherche soignée dans les règlements pour trouver une explication à cette différence frappante et je n'ai rien trouvé. La seule à laquelle je puisse me rallier, c'est que les auteurs des Règles et les Parlements qui les ont approuvées, ont estimé que les militaires avaient droit à plus de protection, si le mot est exact, que les civils. Il semble qu'on n'ait pas du tout pensé à la possibilité qu'un vote de militaire aurait pu être mal donné ou à l'effet que pourrait avoir un vote mauvais et non retraçable sur des milliers d'autres parfaitement en règle et comptés. C'est devant ce dernier état de choses que nous nous trouvons et j'ai déjà fait remarquer combien les effets ont été desastreux dans ce cas-ci.

On conçoit combien il serait intéressant de savoir dans combien d'autres districts du Canada ce même résultat s'est produit sans toutefois être connu parce qu'il n'y a pas eu d'enquête.

Ce défaut, si je ne me trompe et si on peut l'appeler ainsi, est certainement le plus grave de ce système. S'il n'existait pas, les erreurs qui se sont produites au cours des stades précédents du vote, comme ceux que je viens de mentionner, seraient corrigés ou susceptibles de l'être. On doit surtout craindre que le danger existe encore de ne pouvoir découvrir l'erreur à temps. C'est ce qui serait arrivé ici s'il n'y avait pas eu de recomptage. Il n'existe pas de liste des votants ou, comme on l'appelle en Angleterre, de registre des électeurs pour les hommes et les femmes des forces armées; la déclaration de l'électeur sur l'enveloppe extérieure le remplace. En ce qui concerne les électeurs civils, un candidat et ses agents peuvent facilement se procurer la liste des électeurs qui se trouve à sa place, dans le district où le candidat en question brigue les suffrages. De plus, il est, ou devrait être minutieusement revisé et gardé à jour, pour que le moins d'erreurs possible ne s'y glissent. C'est particulièrement vrai pour la question qui a causé toute la difficulté dans cette élection, à savoir l'endroit de résidence de l'électeur. C'est une tout autre chose pour les électeurs dans l'armée. Ils sont partout, et leur lieu de résidence n'apparaîtra, et ne sera examiné, que dans un bureau central des élections situé dans plusieurs cas bien loin de l'endroit où cet examen devrait avoir lieu comme il se doit, à savoir dans le district même. Il s'ensuit nécessairement que certains candidats, s'il y en a, ne peuvent se faire qu'une idée très vague du vote de l'armée dans leur district ou de l'admissibilité de ceux qui votent. Seul un recomptage, semble-t-il, peut fournir ces renseignements.

Je signale ce détail pour la raison spéciale qu'il provoque sans doute la plus grande inquiétude, c'est-à-dire la possibilité d'une infraction délibérée et réussie. Le civil le plus astucieux et le plus dénué de scrupule n'oserait pas faire ouvertement une déclaration fausse sur le lieu de sa résidence. Les sanctions sont sévères et il aurait beaucoup de peine à s'en tirer. On conçoit qu'il puisse être tentant pour un électeur des forces canadiennes de voir s'il ne peut pas enlever son vote au candidat approprié, qui n'en a pas besoin, pour le donner à un autre qui, à son avis, en a besoin. Si on se sert de cette exception comme critère, il y a bien des chances que le vote soit reçu et compté; et, dans toute enquête qui pourrait avoir lieu, il serait bien protégé par l'anonymat du vote.

D'autres aspects du système, sans être réellement des erreurs, apparaissent comme des faiblesses, mais il ne servirait à rien de les signaler ici. Un juge peut de bon droit attirer l'attention sur ces détails, et on l'encourage à le faire jusqu'à un certain point dans les causes relatives aux élections, et même s'il peut proposer une solution, cette fonction appartient à d'autres. Dans certains cas manifestes, la difficulté elle-même peut indiquer le remède; on ne risque rien sinon de faire quelque bien en le signalant et en le mettant au clair. Je crois que cette pétition est un de ces cas et je me permets de développer un peu plus cette analyse.

Il est clair qu'un membre des forces armées se trouve dans une tout autre position que le civil qui reste chez lui. La solution recherchée sera donc différente, mais est-il nécessaire de pousser la distinction si loin? La vraie distinction qui existe entre les deux groupes ne touche les premières étapes que dans la façon de procéder pour voter: une fois que tous les votes sont déposés, il n'y a pas de raison pour ne pas traiter les deux sortes de votes de la même façon et de ne pas leur faire suivre le même cours. On peut alors se demander si l'établissement élaboré de quatre territoires électoraux ou plus est vraiment nécessaire. Il peut l'avoir été il y a quelques années, avant l'apparition du courrier par avion. Aujourd'hui, quand une enveloppe peut arriver au Canada de presque toutes les parties du monde en un peu moins d'une semaine, cette

raison qui n'est après tout qu'une question de commodité, semble perdre presque toute sa valeur. Je ne vois aucune raison valide pour que l'enveloppe remplie par l'électeur des forces canadiennes et contenant son vote ne soit pas envoyée directement au district indiqué sur l'enveloppe par le sous-officier rapporteur devant qui l'électeur a rempli ladite enveloppe. La même enveloppe que celle qui existe actuellement pourrait être utilisée, sauf que l'adresse ne serait pas imprimée au recto mais serait adressée sur place au moment du vote. Si alors, pour une raison quelconque, l'enveloppe ne pouvait pas être examinée et si le vote ne pouvait pas être compté de la même manière et par les mêmes personnes que les votes des civils, il serait très facile d'établir un bureau de scrutin spécial comme il en existe actuellement. En ce qui me concerne, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas utiliser les moyens efficaces déjà établis et qui sont disponibles. Si le cas que nous étudions, celui de Saint-Jean-Ouest, est un cas typique, je n'hésite pas à dire que les 34 enveloppes que nous avons reçues auraient été rejetées en quelques minutes dans tout bureau de scrutin de Saint-Jean, et une addition de moins de 400 votes, sur un total d'environ 25,000 qui ont été comptés, aurait représenté très peu de travail et de temps supplémentaires.

Cette méthode, en plus de réduire au minimum les chances de compter des votes déposés par des électeurs de l'extérieur du district, aiderait aussi, semble-t-il, à éliminer un des inconvénients du système actuel, celui qui consiste à attendre après le jour du scrutin pour compter les votes des électeurs des forces canadiennes. Ce problème, cependant, est étranger à l'objet de la présente enquête; il n'y a pas de relation cause à effet entre ce problème et l'incertitude du compte final. Je mentionne seulement la chose en passant.

Comme je l'ai dit au début, les observations qui précèdent ne concernent pas directement l'objet même de la présente enquête et elles n'influent aucunement sur la décision. Mais il y a un autre point dont nous ne pouvons pas dire la même chose. Ce point soulève une question de première importance, la seule question qui ait présenté une réelle difficulté. J'ajouterai que j'ai longuement hésité avant de donner la réponse que je vais énoncer.

On a beaucoup parlé dans ce jugement de l'élément d'incertitude. C'est là un terme général et il faut tenir compte de la nature exacte de l'incertitude qui s'est posée au cours de cette élection. La Loi électorale du Canada ressemble de près à celle qui existe en Angleterre et les rapports britanniques signalent un grand nombre de causes où des élections ont été invalidées et déclarées nulles parce que le résultat ne pouvait pas en être déterminé avec exactitude. Il s'était produit des irrégularités qui auraient pu certainement en modifier le résultat, mais il était impossible de déterminer exactement dans quelle mesure ces irrégularités avaient pu modifier le résultat. Ce n'est pas ce qui s'est passé lors de l'élection de Saint-Jean-Ouest. Dans une élection en Grande-Bretagne, il n'est pas improbable qu'on aurait pu compter les votes déposés par 34 électeurs qui n'avaient pas droit de vote; mais, dans ce cas, il serait facile de remédier à la situation. Dès qu'il serait établi que ces personnes ont voté et que leurs votes ont été déclarés nuls, une ordonnance serait émise prescrivant d'ouvrir et d'examiner les bulletins de vote; les bulletins défectueux seraient retracés et le nombre de votes déposés en faveur de chaque candidat serait clairement déterminé. Et ceci, sans que ne soit révélé pour qui tel ou tel électeur aurait voté. Pareille ordonnance serait inutile ici. Il serait impossible de retrouver les 34 votes contestés parmi les 424 bulletins de vote déposés par les électeurs des forces canadiennes.

Mais ce n'est pas tout. Sans tenir compte de cette possibilité, si l'on demandait à ces 34 électeurs de voter de nouveau et s'ils votaient de la même façon et employaient les mêmes bulletins de vote qui ne peuvent être identifiés, la chose suffirait. Personne ne désire savoir pour quel candidat un électeur a voté, et il n'est nullement nécessaire de le savoir. Nous désirons seulement

savoir combien ont voté pour le pétitionnaire et combien ont voté en faveur du défendeur. Si on n'a pas recours à cette méthode—et il est évident qu'il y a des difficultés à cet égard—il serait possible en dernier ressort de demander à chaque électeur comment il a voté. Cela ne se fait que rarement, mais parfois pareille mesure est inévitable. Halsbury mentionne un cas où deux bulletins de vote portaient le même numéro, l'un étant marqué de façon à ce qu'il soit déclaré nul. Il était impossible de déterminer quel bulletin avait été marqué par l'électeur dont le vote avait été annulé, on décida que les deux bulletins lui seraient présentés afin qu'il décide lequel était le sien.

Il serait peut-être possible d'en arriver à la vérité par d'autres moyens, mais je ne puis en proposer aucun. Cependant, quelle que soit la méthode employée, il est douteux que l'on puisse en arriver à un résultat convaincant. Les électeurs habitent des régions dispersées et il est possible que plusieurs ne soient pas disponibles actuellement; les chiffres indiquent que tous les votes, ou presque tous, devraient être inclus afin d'indiquer un résultat définitif, on a accordé tant de publicité à cette affaire et la position des partis est si bien connue qu'il n'est nullement douteux que le résultat aurait été le même si les votes n'avaient pas été comptés. Il ne semble pas pratique de procéder à un recomptage en pareil cas et en toute sincérité nous ne pouvons adopter cette attitude ou la recommander. Nous ne pouvons faire autrement que déclarer que l'élection est nulle.

R. A. Parsons, C.R.
et M. J. J. Greene, procureurs du pétitionnaire;

P. J. Lewis, C.R.
et M. G. F. Laing, procureurs du défendeur.

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre que, conformément aux dispositions de l'article 69 de la Loi sur les élections fédérales contestées, chapitre 87, S.R.C., 1952, il a adressé son mandat au directeur général des élections lui enjoignant d'émettre un nouveau bref d'élection pour ledit district électoral de Saint-Jean-Ouest.

M. Howe, du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, présente le premier rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande:

1. Qu'il soit autorisé à faire imprimer au jour le jour 750 exemplaires en anglais et 300 exemplaires en français de ses procès-verbaux et témoignages et que l'application de l'article 66 du Règlement soit suspendue à cet égard;

2. Que son quorum soit réduit de 20 à 15 membres et qu'à cet égard soit suspendue l'application de l'article 65(1)b) du Règlement.

Avec le consentement unanime, sur motion de M. Howe, appuyé par M. Smith (Simcoe-Nord), ledit rapport est agréé.

M. Aiken, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le premier rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande qu'il soit autorisé à faire imprimer au jour le jour les documents et témoignages qu'il jugera opportuns ou nécessaires et que l'application de l'article 66 du Règlement soit suspendue à cet égard.

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Aiken, appuyé par M. Thomas, ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Winkler, il est ordonné,—Que le nom de M. Ormiston soit substitué à celui de M. Kennedy sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

Le Bill C-71, Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole, est étudié de nouveau en comité plénier et, après avoir fait de nouveau rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

Avis de motions (*documents*)

M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. MacEachen, propose,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre des copies de la correspondance ou de tous documents échangés entre le premier ministre ou le ministre des Finances ou tout autre ministre de la Couronne et les fonctionnaires du ministère de la Justice ou du Conseil privé ou de tout autre ministère ou organisme de l'État, au sujet du décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-902, daté du 24 juin 1962, et de la modification du décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-987, daté du 11 juillet 1962, et au sujet de la Liste de marchandises d'importation contrôlée, modifiée par le décret C.P. 1962-903, daté du 24 juin 1962, en ce qui concerne notamment la légalité desdits décrets.—(*Avis de motion portant production de documents n° 16*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

M. Balcer, appuyé par M. Flemming (Victoria-Carleton), propose,—Qu'un comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande que l'État possède et régit soit institué en vue de faire l'examen des comptes, des prévisions de dépenses et des projets de loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada, les *Canadian National* (*West Indies*) *Steamships* et Air-Canada, sous réserve toujours des pouvoirs du comité des subsides à l'égard du vote des deniers publics; que ledit comité soit autorisé à assigner des témoins, à faire produire des documents et des dossiers, et à faire rapport de temps à autre, et que, nonobstant la disposition de l'article 67 du Règlement concernant la restriction du nombre de membres, ledit comité se compose de vingt-six députés.

La question est mise en délibération;

Avec l'assentiment unanime, il est convenu de radier de ladite motion les mots «les *Canadian National* (*West Indies*) *Steamships*», afin que le texte en soit le suivant: Qu'un comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande que l'État possède et régit soit institué en vue de faire l'examen des comptes, des prévisions de dépenses et des projets de loi concernant les chemins de fer Nationaux du Canada et Air-Canada, sous réserve toujours des pouvoirs du comité des subsides à l'égard du vote des deniers publics; que ledit comité soit autorisé à assigner des témoins, à faire produire

des documents et des dossiers, et à faire rapport de temps à autre, et que, nonobstant la disposition de l'article 67 du Règlement concernant la restriction du nombre de membres, ledit comité se compose de vingt-six députés.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 2*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Certains ministères du gouvernement fédéral procèdent-ils à des enquêtes ou à des études sur les effets de la pulvérisation insecticide sur les animaux, les poissons et les oiseaux? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces ministères?

2. Quelles ont été les conclusions de ces enquêtes et de ces études et peut-on obtenir les rapports ou documents où elles figurent?

3. Quels sont les pouvoirs du gouvernement relativement au contrôle ou à la réglementation de la pulvérisation insecticide, de quelle façon et dans quelle mesure use-t-il de ces pouvoirs?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 3*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quels sont le nom, le traitement annuel et les remboursements de frais du surintendant et du personnel administratif du parc national de Revelstoke, en ce qui a trait à l'année financière 1960-1961?

2. A-t-on construit des logements à l'intention du surintendant et du personnel administratif? Dans le cas de l'affirmative, *a*) combien, *b*) quelle en est la dimension moyenne de l'aire, *c*) quel en est le coût moyen par pied carré, *d*) quel a été le coût de terrassement de chacun, *e*) quelle a été, pour l'année financière 1960-1961, la somme dépensée pour chacun aux titres suivants: (i) huile, (ii) charbon, (iii) bois, (iv) gaz, (v) électricité et eau? (*Dans la réponse aux parties b) à e) donner la répartition relative 1) au surintendant, 2) au personnel administratif.*)

3. Quelles sont les dimensions des carreaux de pavage utilisés entre la maison du surintendant et la rue, et quel était le coût de chaque carreau?

4. Quel était le nombre de voitures particulières et autres à l'usage du surintendant et du personnel au parc de Revelstoke durant l'année financière 1960-1961?

5. Quel a été le coût d'exploitation de chaque voiture durant ladite année?

6. Quel était le règlement concernant l'usage des voitures par le personnel en dehors des heures de service, durant la même période?

7. Durant la même année financière, quel était l'outillage destiné à la voirie et d'autres fins, utilisé dans le parc de Revelstoke?

8. Durant l'année financière 1960-1961, quelles sommes a-t-on dépensées pour la réparation et le carburant de l'outillage?

9. Durant l'année financière 1960-1961, des employés du parc ont-ils participé à des entreprises exécutées à forfait?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 261*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. En 1960, 1961 et en 1962 jusqu'à ce jour, quelle quantité de charbon, avec mention de la catégorie, a-t-on exportée du Canada?

2. En 1960, 1961 et en 1962 jusqu'à ce jour, quelles quantités de charbon, avec mention de la catégorie, pouvaient obtenir les marchands et les consommateurs en Colombie-Britannique?

3. Les marchands et les consommateurs de charbon de la Colombie-Britannique ont-ils formulé des plaintes au sujet des difficultés qu'ils éprouvaient à obtenir du charbon de chauffage de bonne qualité depuis le 1er janvier 1960? Dans le cas de l'affirmative, quelles mesures a-t-on prises?

Par M. Halpenny,—Autre réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 360*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: Le gouvernement, directement ou indirectement, ou quelque organisme de l'État ou société de la Couronne, ont-ils fait des achats de nickel canadien, durant les années 1958, 1959, 1960, 1961 et 1962? Dans le cas de l'affirmative, en quelle quantité et pour quel montant, durant chacune de ces années, pour les fins suivantes: *a*) la production de défense, *b*) la recherche, *c*) l'aide internationale (telle que le Plan de Colombo, etc.), *d*) pour toutes autres fins?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 427*), en date du 29 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelle autorité le gouvernement fédéral exerce-t-il sur le port de Toronto et ses terrains?

2. Qui possède le port de Toronto et ses terrains?

3. Quelle autorité le gouvernement fédéral exerce-t-il sur l'aménagement des terrains du port de Toronto?

4. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé en vue de l'aménagement du port de Toronto?

5. Le gouvernement fédéral touche-t-il des revenus provenant de l'exploitation du port de Toronto et de ses terrains?

6. Le ministère des Transports a-t-il reçu une demande quelconque relative à l'approbation de l'aménagement des terrains du port de Toronto et, dans le cas de l'affirmative, quelle a été sa décision?

7. Le ministère des Transports a-t-il édicté des règlements régissant la hauteur des immeubles situés à proximité de l'aéroport insulaire de Toronto et, dans le cas de l'affirmative, quels sont ces règlements?

Seizième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions aux fins de lois pour annuler le mariage des requérants suivants, présentées le 7 novembre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Francesco Clemente, de Montréal (P.Q.), époux de Grazia Marciano Clemente.

Margaret Catherine Mann Smith, épouse de Douglas Kerr Smith, de St-Lambert (P.Q.).

Dix-septième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70 (7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 7 novembre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Roland Boisvert, de Montréal (P.Q.), époux de Eileen Williams Boisvert.

Eileen Myrtle Elliott Burns, épouse de James Berkeley Burns, de Montréal (P.Q.).

Ernestine Dorothy Jarvis Burton, épouse de Gerald Thomas Burton, de la Province de Québec.

Dorothy Sheritt Davison, épouse de Thomas Matthew Davison, de Montréal (P.Q.).

Lieselotte Margot Irmscher Dietrich, épouse de Edgar Dietrich, de Montréal (P.Q.).

Florence Freda Tadei Dingman, épouse de Reginald Orsen Dingman, de Austin (P.Q.).

Dorothy Gladys Keane Faucher, épouse de Alfred Faucher, de Westmount (P.Q.).

Jeannine Fauteux Furoy, épouse de Edward Furoy, de Montréal (P.Q.).

Wilfrid Giroux, de Montréal (P.Q.), époux de Laurette Chamberland Giroux.

Andrea Stuart Goodchild, épouse de Ronald Lawrence Goodchild, de Ville Mont-Royal (P.Q.).

Gerald William Henderson, de Bristol (P.Q.), époux de Eileen Elizabeth Laframboise Henderson.

Lily (Laura) Anita Stubina Karbelnik, épouse de Louis Edward Karbelnik, de Montréal (P.Q.).

Constance Lebaron Dibblee Lank, épouse de Raymond Bailey Lank, de Montréal-Ouest (P.Q.).

Martin Simeon Levy, de Montréal (P.Q.), époux de Inge Hansen Larsen Levy.

John Loughheed (Lougheed), de Lachine (P.Q.), époux de Carmen Marceau Loughheed (Lougheed).

Helen Freda Benjamin (Marks) Markowiecki, épouse de David (Marks) Markowiecki, de Montréal (P.Q.).

Helen Mary MacKay Moffat, épouse de Alexander Moffat, de Sweetsburg (P.Q.).

May Margaret Rodgers Morelli, épouse de Nicholas Morelli, de Montréal (P.Q.).

Josephine Suhr Deems Moseley, épouse de Herbert Frederick Mosely, de Westmount (P.Q.).

Micheline Bastien McGuire, épouse de André McGuire, de Montréal (P.Q.).

Betty Beare O'Neil, épouse de Garth O'Neil, de Ville LaSalle (P.Q.).

Frederick Roberts, de St-John's (Terre-Neuve), époux de Hazel Doreen Gushue Roberts.

Cynthia Elsie Rollock Scott, épouse de Marcel Sinclair Scott, de Montréal (P.Q.).

Anne-Marie Balazs Somlo, épouse de André Pierre Somlo, de Montréal (P.Q.).

Eloise Warner Sonne, épouse de Raymond Robert Sonne, de Montréal (P.Q.).

Ginette Noëla Mélanie Hugon Soulier, épouse de Robert Jean Soulier, de Montréal (P.Q.).

Joan Geering Stockloser, épouse de William Karl Stockloser, de Montréal (P.Q.).

Arthur Stoltze, de Montréal (P.Q.), époux de Margot Gengele Stoltze.

Norma Evelyn Osborne Stone, épouse de Cedric Archibald Stone, de Knowlton (P.Q.).

Armando Argentini, de Montréal (P.Q.), époux de Angela Giacondi Argentini.

Pardo Belpulso, de Montréal (P.Q.), époux de Rosa Ruta Belpulso.

Jeanne d'Arc Papineau Benoit, épouse de Jean Benoit, de Montréal (P.Q.).

Rita Anne Page Bonner, épouse de Roy Bonner, de Montréal (P.Q.).

Madeleine Stattner Bornstein, épouse de James Bornstein, de Montréal (P.Q.).

Joseph Roch Aurèle Brault, de Montréal (P.Q.), époux de Frances Squire Brault.

Sheila Aronoff Cohen, épouse de Seymour Cohen, de Montréal (P.Q.).

Frances Mary Coghill Cushing, épouse de Gerald King Cushing, de Westmount (P.Q.).

Rose Marie Luci Gates, épouse de John Earl Gates, de Montréal (P.Q.).

Mabel Lucille Holland Mills, épouse de Thomas Mitchell Mills, de Montréal (P.Q.).

Nell Gwendolyn Fleury Jull, épouse de Reginald Bennet Jull, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Rosamund Bushe Kertland, épouse de John Oliver Kertland, de Montréal (P.Q.).

Jean McKinley Law Lear, épouse de Frederick Thomas Lear, de Montréal (P.Q.).

Marie-Paule Goineau LeBel, épouse de Roger LeBel, de la province de Québec.

Joseph Ferdinand Lépine, de Bryson (P.Q.), époux de Edna Lépine.

Faith Audrey Gloria Burnham Martel, épouse de Henri Jacques Mario Martel, de Montréal (P.Q.).

Mildred Jessie Murray Parsons, épouse de Marshall Frederick Parsons, de St-Bruno (P.Q.).

Hélène Marie Berthe Brault Rutledge, épouse de James Raymond Rutledge, des États-Unis d'Amérique.

Demetra Tsivriotis Savourda, épouse de Nicolaos Savourda, de Montréal (P.Q.).

Margarete Hohanne Simmons, épouse de Jack Edwin Simmons, des États-Unis d'Amérique.

Charles Yvon Joseph Thiry, de Ville Mont-Royal (P.Q.), époux de Micheline Paule Joséphine Boulanger Thiry.

Hélène Denise Quintal Vien, épouse de Jean Thomas Vien, de Montréal (P.Q.).

Diane Bulloch Dufresne, épouse de Pierre Noiseux Dufresne, de Montréal (P.Q.).

Thelma Schuker Freeman, épouse de Reuben Freeman, de Montréal (P.Q.).

Betty Audrey Sims Brendish, épouse de George Arnold Beresford Brendish, de Terrasse Vaudreuil (P.Q.).

Donald Allan Lavallée, de Montréal (P.Q.), époux de Marion Margaret Mullin Lavallée.

Gilles Lamoureux, de Montréal (P.Q.), époux de Liliane Laperrière Lamoureux.

Teresa Botulynska Lesiuk, épouse de Julian Roman Lesiuk, de la province de Québec.

Joseph Philippe Philias Fabien Parent, de Montréal (P.Q.), époux de Béatrice Vachon Parent.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Douzième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que la personne suivante qui demande l'adoption d'une loi annulant son mariage a observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Margaret Catherine Mann Smith, épouse de Douglas Kerr Smith, de St-Lambert (P.Q.).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés—Treizième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Armando Argentini, de Montréal (P.Q.), époux de Angela Giacondi Argentini.

Pardo Belpulso, de Montréal (P.Q.), époux de Rosa Ruta Belpulso.

Dorothy Gladys Keane Faucher, épouse de Alfred Faucher, de Westmount (P.Q.).

Thelma Schuker Freeman, épouse de Reuben Freeman, de Montréal (P.Q.).

Jeannine Fauteux Furoy, épouse de Edward Furoy, de Montréal (P.Q.).

Wilfrid Giroux, de Montréal (P.Q.), époux de Laurette Chamberland Giroux.

Gerald William Henderson, de Bristol (P.Q.), époux de Eileen Elizabeth Laframboise Henderson.

Lily (Laura) Anita Stubina Karbelnik, épouse de Louis Edward Karbelnik, de Montréal (P.Q.).

Teresa Botulynska Lesiuk, épouse de Julian Roman Lesiuk, de la province de Québec.

Martin Simeon Levy, de Montréal (P.Q.), époux de Inge Hensen Larsen Levy.

John Loughheed (Lougheed), de Lachine (P.Q.), époux de Carmen Marceau Loughheed (Lougheed).

Mabel Lucille Holland Mills, épouse de Thomas Mitchell Mills, de Montréal (P.Q.).

May Margaret Rodgers Morelli, épouse de Nicholas Morelli, de Montréal (P.Q.).

Josephine Suhr Deems Moseley, épouse de Herbert Frederick Moseley, de Westmount (P.Q.).

Micheline Bastien McGuire, épouse de André McGuire, de Montréal (P.Q.).

Betty Beare O'Neil, épouse de Garth O'Neil, de Ville LaSalle (P.Q.).

Joseph Philippe Philias Fabien Parent, de Montréal (P.Q.), époux de Béatrice Vachon Parent.

Cynthia Elsie Rollock Scott, épouse de Marcel Sinclair Scott, de Montréal (P.Q.).

Eloise Warner Sonne, épouse de Raymond Robert Sonne, de Montréal (P.Q.).

Ginette Noëla Mélanie Hugon Soulier, épouse de Robert Jean Soulier, de Montréal (P.Q.).

Hélène Denise Quintal Vien, épouse de Jean Thomas Vien, de Montréal (P.Q.).

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 31

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 9 NOVEMBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

Huit pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté le bill suivant, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-8, Loi concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne du Canada.—*M. McIlraith.*

Ledit bill est réputé avoir été lu pour une première fois, et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Balcer, appuyé par M. Hees, il est ordonné,—Que le comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande soit composé de MM. Addison, Badanai, Baldwin, Belzile, Bourbonnais, Caouette, Chevrier, Coates, Fairweather, Fisher, Foy, Granger, Grégoire, Lamoureux, Mitchell, Muir (Lisgar), Ouellet, Pascoe, Prittie, Pugh, Rideout, Rinfret, Robinson, Rouleau, Rowe et Smith (Simcoe-Nord); que soient déférés audit comité les rapports annuels pour l'année 1961 des chemins de fer Nationaux du Canada, du Trust des titres des chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air-Canada, les rapports des vérificateurs au Parlement sur la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada et sur Air-Canada, documents déposés le 20 mars 1962; le budget de 1962 d'Air-Canada, déposé le 9 février 1962; le budget de 1962 des chemins de fer Nationaux du Canada,

déposé le 18 avril 1962; que les crédits n° 80—Service de transbordement de Terre-Neuve et ports terminus, n° 85—Service de transbordement de l'Île du Prince-Édouard et ports terminus, n° 100—Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes, énoncés au budget revisé des dépenses de 1962-1963, soient retirés du comité des subsides et déférés audit comité, sous réserve toujours des pouvoirs du comité des subsides à l'égard du vote des deniers publics.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Il est résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de modifier la loi de l'impôt sur le revenu et de statuer, entre autres choses:

1. Que, pour l'année d'imposition 1962 et les années d'imposition subséquentes, le montant déductible dans le calcul du revenu imposable à l'égard d'un enfant qualifié aux fins des allocations familiales est porté à $300 et le montant déductible à l'égard des autres personnes à charge est porté à $550 chacune.

2. Que, à l'égard du revenu gagné après le 31 mars 1962, une corporation dont la principale activité est la fabrication ou la transformation (à l'exception d'une corporation dont la principale activité est la construction de navires, l'exploitation minière, l'exploitation des bois et forêts ou l'exploitation de puits de pétrole ou de gaz) est autorisée à déduire de l'impôt autrement payable un montant équivalent à 50 p. 100 de l'impôt sur les premiers $50,000 de son revenu imposable provenant d'un accroissement des ventes et un montant équivalent à 25 p. 100 de l'impôt sur le reste de son revenu imposable provenant de l'accroissement des ventes.

3. Que, pour sa première année d'imposition se terminant après le 10 avril 1962 et les quatre années d'imposition subséquentes, une corporation est autorisée à déduire, dans le calcul de son revenu, 150 p. 100 du montant par lequel les dépenses courantes et d'équipement faites par elle au cours de l'année, au titre de la recherche scientifique, au Canada, excèdent les dépenses courantes et d'équipement faites par elle au titre de la recherche scientifique, au Canada, au cours de sa dernière année d'imposition se terminant le 10 avril 1962 au plus tard.

4. Que, pour les années d'imposition 1962 à 1966, les deux comprises, la déduction d'impôt accordée aux corporations à l'égard du revenu imposable gagné dans une province est porté de 9 à 10 p. 100 dans une province prescrite qui est partie à des arrangements en vue de remplacer les subventions fédérales aux universités par des subventions provinciales supplémentaires, en conformité des modifications proposées à la loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts.

5. Que, pour les années d'imposition commençant en 1962, un contribuable est autorisé à déduire de l'impôt un montant équivalent aux deux tiers du montant payable pour l'année à une province à titre d'impôt sur le revenu provenant de l'exploitation des bois et forêts ou aux deux tiers de 10 p. 100 du revenu du contribuable provenant de l'exploitation des bois et forêts dans la province, selon le moindre des deux montants, et le droit de déduire, dans le calcul du revenu, les montants payés à une province à titre d'impôt sur le revenu provenant de l'exploitation des bois et forêts est révoqué.

6. Que, à l'égard des dépenses faites après le 10 avril 1962, toute corporation est autorisée à déduire, dans le calcul du revenu les dépenses de forage et d'exploration, y compris tous les frais d'études géologiques et géophysiques générales, par elle faites pour ou concernant l'exploration ou le forage en vue de la découverte de pétrole ou de gaz naturel au Canada, et les dépenses de prospection, d'exploration et de mise en valeur par elle faites dans la recherche de minéraux au Canada, qui ne dépassent pas son revenu de l'année provenant de puits de pétrole ou de gaz au Canada.

7. Que, pour les dépenses faites après le 10 avril 1962, un particulier est autorisé à déduire, dans le calcul du revenu, les dépenses de forage et d'exploration, y compris tous les frais d'études géologiques et géophysiques générales, par lui faites pour ou concernant l'exploration ou le forage en vue de la découverte de pétrole ou de gaz naturel au Canada, qui ne dépassent pas son revenu de l'année provenant de puits de pétrole ou de gaz au Canada.

8. Que, à l'égard des acquisitions après le 10 avril 1962, les montants payés par

a) une corporation dont l'entreprise principale est la production, le raffinage ou la mise en vente du pétrole, des produits du pétrole ou du gaz naturel, ou l'exploration ou le forage en vue de la découverte de pétrole ou de gaz naturel, ou l'exploitation minière ou l'exploration en vue de la découverte de minéraux,

b) une association, une société ou un syndicat constitué en vue de l'exploration ou du forage pour la découverte de pétrole ou de gaz naturel,

c) une corporation (autre qu'une corporation visée par l'alinéa *a*)), ou

d) un particulier

pour un droit, une licence ou un privilège en vue de travaux d'exploration, de forage ou d'exploitation relatifs au pétrole ou au gaz naturel au Canada, seront considérés comme des dépenses de forage ou d'exploration dans le calcul des déductions du revenu.

9. Qu'à l'égard de toute aliénation, faite par un contribuable après le 10 avril 1962, de biens consistant en un droit, une licence ou un privilège relatif au forage, à l'exploration ou à la prise de pétrole ou de gaz naturel, il doit être inclus dans le revenu du contribuable tout montant reçu par ce dernier à titre de cause ou considération pour l'aliénation, sauf

a) si le contribuable était une personne (autre qu'une personne tenue par ailleurs à inclure ce montant dans le calcul de son revenu) ayant acquis les biens le ou avant le 10 avril 1962 et n'appartenant pas, pour l'année d'imposition où ce jour était inclus, à une catégorie de personnes qui seraient admises à déduire dans le calcul de leur revenu des dépenses de forage ou d'exploration pour le pétrole ou le gaz naturel,

b) si le contribuable a acquis par héritage ou legs les biens ainsi aliénés, ou

c) si le contribuable a acquis, le ou avant le 10 avril 1962, les biens ainsi aliénés et s'il les a ensuite aliénés avant le 9 novembre 1962.

10. Que le droit d'une corporation remplaçante de déduire les frais de forage, d'exploration, de prospection et de mise en valeur faits par une corporation remplacée du revenu de la corporation remplaçante attribuable à la production de pétrole ou de gaz naturel provenant de puits, ou à la production de minéraux extraits de mines, situés sur la propriété acquise de la corporation remplacée, ne sera pas perdu du fait que la corporation remplaçante a assumé le passif de la corporation remplacée.

11. Qu'une corporation d'exploration conjointe peut renoncer à une part convenable des frais de forage, d'exploration, de prospection et de mise en valeur qu'elle a faits après 1956 dans la recherche de pétrole, de gaz ou de minéraux au Canada, en faveur d'une corporation actionnaire dont l'entreprise principale est

a) la production, le raffinage ou la mise en vente du pétrole, des produits du pétrole ou du gaz naturel, ou l'exploration ou le forage en vue de la découverte de pétrole ou de gaz naturel,

b) l'exploitation minière ou l'exploration en vue de la découverte de minéraux,

c) le traitement de substances minérales en vue d'en recouvrer des métaux,

d) à la fois

(i) le traitement de substances minérales en vue d'en recouvrer des métaux, et

(ii) le traitement des métaux obtenus, des substances minérales ainsi traitées, ou

e) la fabrication de métaux,

et, en pareil cas, les frais auxquels on aura renoncé peuvent être déduits par la corporation actionnaire et non par la corporation d'exploration conjointe.

12. Que le droit d'une corporation remplaçante de déduire les frais de forage, d'exploitation, de prospection et de mise en valeur faits par une corporation remplacée du revenu de la corporation remplaçante attribuable à la production de pétrole ou de gaz naturel provenant de puits, ou à la production de minéraux extraits de mines, situés sur la propriété acquise de la corporation remplacée, est étendu à une seconde corporation remplaçante qui a acquis la propriété d'une corporation remplacée qui était elle-même une corporation remplaçante.

13. Que, pour 1962 et les années d'imposition subséquentes, le revenu gagné au Canada par une corporation non résidante dont l'entreprise principale est l'extraction du minerai de fer au Canada est exempté de l'impôt additionnel de 15 p. 100 imposé en vertu de la Partie IIIA sur les bénéfices réalisés au Canada par des corporations non résidantes.

14. Que, lorsqu'un employé, membre d'un plan de participation différée aux bénéfices, devient membre d'un autre plan de participation différée aux bénéfices, le montant inscrit à son crédit dans le premier plan en question peut être reporté à son crédit dans le second sans que le montant transféré devienne imposable.

15. Que le montant inscrit au crédit du détenteur d'une rente en vertu d'un plan enregistré d'épargnes en vue de la retraite peut, en tout temps avant l'échéance du plan, être transféré à un autre plan enregistré d'épargnes en vue de la retraite ou à un plan ou fonds de pension enregistré sans que le montant ainsi transféré devienne imposable.

LOI DE L'IMPÔT SUR LES BIENS TRANSMIS PAR DÉCÈS

Il est résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de modifier la loi de l'impôt sur les biens transmis par décès et de prescrire, entre autres choses:

1. Que le privilège à l'égard de l'impôt payable par un successeur dans un bien-fonds situé au Canada d'une personne décédée ne s'applique que lorsqu'il semble, d'après les registres du bureau des titres fonciers ou du bureau des terres approprié, ou lorsqu'il peut être établi d'après tout document ou écrit dont un avis est donné dans lesdits registres, que la personne décédée

détenait un droit ou intérêt dans ledit bien-fonds, mais aucun tel privilège ne s'applique lorsque le bien-fonds est situé dans une province dont le gouvernement a conclu avec le gouvernement du Canada une entente en vertu de laquelle aucun transfert d'un droit ou intérêt dans un bien-fonds ne peut être enregistré avant qu'on ait obtenu le consentement du ministre du Revenu national audit transfert.

2. Qu'aux fins de la déduction de la valeur nette globale autorisée pour un don fait à une organisation charitable au Canada, cette organisation n'est pas seulement une organisation qui emploie ses ressources à faire des dons à d'autres organisations semblables au Canada, mais qu'elle est également une organisation qui emploie une partie ou la totalité de ses ressources à faire des dons à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, d'une municipalité canadienne ou d'un autre organisme municipal ou public du Canada remplissant les fonctions de gouvernement.

3. Que l'impôt applicable à la propriété d'une personne qui est décédée alors qu'elle était domiciliée en dehors du Canada ne s'appliquera pas à la propriété située au Canada d'un fonctionnaire ou employé d'une organisation telle que désignée aux fins de l'article 3 de la loi sur les privilèges et immunités des Nations Unies, lorsque la propriété a été acquise de son vivant, pour sa résidence ou relativement à sa résidence au Canada à titre de tel fonctionnaire ou employé dont les fonctions l'obligeaient à habiter au Canada au moment de son décès.

4. Que toute disposition législative fondée sur les paragraphes (1) et (3) s'applique à l'égard des décès survenus après le 31 décembre 1958.

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement)

(Bills publics)

Les ordres n°s 1 à 3 inclusivement sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-21, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Âge des votants);

M. Lewis, appuyé par M. Herridge, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 novembre 1962, demandant une copie de la lettre

de démission présentée par M. Richard B. Simmins, Directeur des Services des expositions à l'extérieur.—(*Avis de motion portant production de documents n° 35*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 63*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. La Cité de Montréal, la Société Radio-Canada et la Société centrale d'hypothèques et de logement ont-elles accepté le plan de construction des immeubles de la Société Radio-Canada à Montréal, dans le quadrilatère des rues Papineau, Dorchester, Craig et Amherst?

2. Ce plan a-t-il été soumis au gouvernement et à quelle date?

3. Les propriétaires, les locataires, les marchands et les industriels de ce secteur seront-ils bientôt informés de la décision du gouvernement en regard de ce projet?

4. Quelle période de temps sera donnée aux résidents de ce secteur pour l'évacuation des lieux?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 318*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quels sont les travaux actuellement en voie d'exécution pour le compte du gouvernement fédéral dans le comté de Portneuf?

2. Quels sont les noms des entrepreneurs qui exécutent ces travaux?

3. Quelle somme d'argent a-t-on allouée pour chacune de ces entreprises?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 321*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Depuis l'entrée en vigueur des règlements du service civil le 1er avril 1962 aux termes de la nouvelle Loi sur le service civil, a-t-on découvert que des employés des services de radiographie des hôpitaux fédéraux avaient eu besoin d'un congé parce qu'ils avaient été exposés à la radioactivité? Dans le cas de l'affirmative, quel en est le nombre?

2. Dans chaque cas, *a*) quand a-t-on découvert qu'un employé avait besoin d'un tel congé, *b*) quand le congé de l'employé a-t-il commencé, *c*) quelle a été la durée de chaque congé?

3. Combien de fois fait-on subir un examen médical à ces employés?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 379*), en date du 24 octobre 1962, demandant l'état suivant: Durant le présent exercice, y avait-il des travaux publics en cours prévus pour la circonscription de Bonaventure? Dans le cas de l'affirmative, *a*) à quels endroits se proposait-on de les faire, *b*) quel était le montant de chacun d'eux, *c*) les travaux ont-ils été terminés ou sont-ils en cours, *d*) le programme d'austérité a-t-il influé sur les travaux, s'il en est?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 518*), en date du 29 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Existe-t-il un organisme désigné sous le nom de «Maple Leaf Services» qui exploite, à certains établissements de l'armée canadienne, des cantines à l'intention des militaires autres que les sergents et les grades supérieurs? Sinon, existe-t-il un organisme quelconque destiné à cette fin et comment le désigne-t-on?

2. Si la réponse à ce qui précède est affirmative, *a*) quel est le caractère juridique de l'organisme: (i) corps constitué, (ii) association, (iii) propriété d'une seule personne; *b*) si l'organisme est constitué en société: (i) sous quel régime juridique est-il constitué, (ii) est-il constitué en vue de réaliser des bénéfices ou un gain pour ses membres ou ses actionnaires, (iii) quelle est

l'adresse du principal bureau d'affaires, (iv) quels sont le nom et l'adresse de ses administrateurs et de ses directeurs, (v) et quel était le dernier grade (s'il en est) détenu par chacun d'eux dans les forces armées de Sa Majesté; *c*) si l'organisme est une société ou s'il est possédé par une seule personne, quels sont le nom et l'adresse et le dernier grade (s'il en est) au service de Sa Majesté de chacun des sociétaires ou du propriétaire, selon le cas?

3. A-t-on passé une convention entre Sa Majesté la reine et l'organisme en vue d'assurer un service de cantine aux membres de l'armée canadienne d'un grade inférieur à celui de sergent et, dans le cas de l'affirmative, *a*) à quelle date a-t-on passé cette convention; *b*) combien longtemps demeurera-t-elle en vigueur; *c*) une disposition prévoit-elle la résiliation hâtive de la convention par Sa Majesté la reine; *d*) un droit est-il réservé à la reine relativement à la réglementation des prix demandés dans ces cantines?

4. Les mess des sergents et (ou) des officiers à l'un ou l'autre des emplacements de l'armée canadienne où l'organisme fait des affaires sont-ils tenus d'acheter leurs approvisionnements de l'organisme, et les prix actuels de la bière, des eaux gazeuses, du café et des beignets qui sont exigés à l'établissement de l'organisme au camp Gagetown sont-ils plus élevés que les prix correspondants exigés aux mess des officiers et (ou) des sergents audit camp? Dans le cas de l'affirmative, pourquoi cet écart existe-t-il?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 530*), en date du 31 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. La Société Radio-Canada ou le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion savent-ils que la *Lakehead Videon,* société de télédiffusion par câble située à Port-Arthur et Fort-William, transmet à ses clients les émissions relatives aux joutes de football Est-Ouest qui sont télédiffusées par le réseau CTV et, dans le cas de l'affirmative, Radio-Canada ou le Bureau des gouverneurs ont-ils étudié la question du point de vue de la législation ou de la compétence afin d'établir si de tels services de télévision en direct contournent l'esprit de la Loi sur la radiodiffusion?

2. Radio-Canada ou le Bureau des gouverneurs ont-ils eu des entretiens avec le ministère des Transports ces derniers mois relativement aux données générales de ce problème ou au cas particulier de la *Lakehead Videon*?

3. Radio-Canada ou le Bureau des gouverneurs ont-ils fait des propositions quelconques au gouverneur en conseil au sujet de cette situation?

Par M. Martineau, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère des Mines et des Relevés techniques pour l'année terminée le 31 décembre 1961, conformément à l'article 10 de la Loi sur le ministère des Mines et des Relevés techniques, chapitre 73, S.R.C., 1952.

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 32

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 12 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Dix pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Matheson, appuyé par M. Richard, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-77, Loi modifiant le Code criminel, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 598 par M. Perron—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel est le nombre de compagnies de prêt à charte fédérale au Canada?

2. Quel est le montant du capital souscrit qui est exigé pour opérer en vertu des chartes fédérales?

3. En vertu de quelle loi opèrent les compagnies de prêt, lorsqu'elles financent *a*) les véhicules-automobiles, *b*) l'achat de mobilier, et lorsqu'elles financent des prêts personnels?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 665 par M. Morris—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Avant 1947, les immigrants en route pour le Canada devaient-ils y entrer par un port canadien? Dans le cas de l'affirmative, pendant combien de temps le règlement relatif au voyage ininterrompu était-il en vigueur?

2. Quand a-t-on aboli ce règlement et a-t-on permis, par la suite, aux immigrants en route pour le Canada d'y entrer par les ports des États-Unis?

3. Quand a-t-on remis en vigueur ce règlement qui exige l'entrée au pays par un port canadien et, par la suite, à combien d'immigrants en route pour le Canada a-t-on permis d'y entrer par un port américain *a*) par navire, *b*) par avion, et ceux qui entraient dans un port américain par navire devaient-ils poursuivre leur voyage au Canada par voie de l'air? Dans le cas de l'affirmative, quel était le nombre de voyageurs par avion?

4. Quand a-t-on avisé les *American Export Lines* que pas plus de 99 immigrants en route pour le Canada, arrivant par navire à un port des États-Unis, pourraient se rendre au Canada par transport routier, et l'autorisation était-elle donnée à la condition que les installations à la frontière du Canada et des États-Unis soient fournies aux frais des *American Export Lines*? Dans le cas de l'affirmative, à quels endroits ces installations étaient-elles situées?

5. Les *American Export Lines* ont-elles fourni ces installations à leurs propres frais et, dans le cas de l'affirmative, où étaient-elles situées?

6. Avait-on promis aux *American Export Lines* de ne pas modifier les règlements concernant les immigrants en route pour le Canada? Dans le cas de l'affirmative, *a*) la promesse avait-elle été formulée par écrit ou verbalement, *b*) quels règlements devaient rester en vigueur, pour combien de temps devaient-ils le rester et à compter de quelle date?

M. McGee, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 672 par M. Morris—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quel était le barème de la rémunération versée à chacun des corps de métier à salaires régnants aux chantiers de la Marine royale du Canada à Halifax et à Esquimalt le 6 novembre 1962?

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

Il est résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de modifier la loi sur la taxe d'accise et de statuer, entre autres choses:

1. Que l'exemption actuelle de la taxe de vente portant sur les «livres, imprimés et reliés ou brochés ne renfermant aucune annonce et servant exclusivement à des fins éducatives, techniques, culturelles ou littéraires», soit modifiée de façon à se lire «livres imprimés ne renfermant aucune annonce et servant exclusivement à des fins éducatives, techniques, culturelles ou littéraires».

2. Que soient exempts de la taxe de vente les rubans magnétiques et les matières qui entrent dans leur fabrication, autorisés par le ministère de l'Instruction publique de n'importe quelle province du Canada à des fins d'enseignement en anglais et en français.

3. Que soient exemptes de la taxe de vente la ficelle d'emballage et les matières qui entrent dans sa fabrication, indépendamment de l'usage qu'on en fait.

4. Que soient exempts de la taxe de vente les barils et boîtes servant à empaqueter le poisson, les caisses à claire-voie servant à empaqueter le homard, les casiers et cages à homards, les sacs à pétoncles et les matières servant à leur fabrication.

5. Que soient exempts de la taxe de vente les tonneaux ou bidons à miel et les matières servant à leur fabrication.

6. Que soient exemptes de la taxe de vente les marchandises destinées à faire partie de réseaux d'égout et de drainage et les matières servant à leur fabrication.

7. Que lorsqu'un véhicule à moteur ou un tracteur, ainsi qu'une machine et outil devant être actionné par ledit véhicule ou tracteur a été acheté ou importé par une personne qui est le premier acheteur ou importateur de l'article destiné à son usage personnel et que l'article a été acheté ou importé pour un usage rendant un tel achat ou une telle importation exempts de la taxe de vente, ou lorsqu'un tel article a été acheté ou importé par un usager auquel la vente ou par lequel l'importation était exempte de la taxe de vente, si dans les cinq ans d'un tel achat ou d'une telle importation l'article est

a) affecté par l'acheteur ou l'importateur à tout usage (sauf de façon occasionnelle) pour lequel il n'aurait pas pu, à l'origine, être acheté ou importé sans que soit acquittée la taxe de vente, ou

b) vendu ou donné en location par l'acheteur ou importateur et qu'un tel achat ou une telle location n'est pas dispensé de la taxe de vente,

ledit acheteur ou importateur doivent être considérés avoir vendu l'article à l'époque de ladite affectation, vente ou location et les taxes de vente doivent être payables sur la valeur à cette époque.

8. Que la taxe actuelle de 10 p. 100 sur les primes nettes payées ou payables par des résidents canadiens, à l'égard d'objets d'assurance au Canada, à un assureur qui n'est pas autorisé en vertu des lois du Canada ou d'une province à faire le commerce des assurances, s'étende aux primes nettes relatives à toute assurance de cette nature, payées ou payables par des résidents canadiens ou en leur nom, lorsque cette assurance est conclue ou renouvelée par l'intermédiaire d'un courtier ou agent qui réside en dehors du Canada, avec un assureur qui, au moment de la signature ou du renouvellement du contrat, est autorisé par les lois du Canada ou d'une province canadienne à faire le commerce des assurances.

9. Que toute disposition législative fondée sur les paragraphes 1 à 6 de la présente résolution est censée être entrée en vigueur le 11 avril 1962, que toute disposition législative fondée sur le paragraphe 7 est censée entrer en vigueur à la date où ladite disposition est sanctionnée, et que toute disposition législative fondée sur le paragraphe 8 s'applique aux contrats d'assurance conclus ou renouvelés après le 31 décembre 1962.

TARIF DES DOUANES

1. Il est résolu,—Qu'il y a lieu de modifier la liste A du *Tarif des douanes* par le retranchement des numéros tarifaires 206*b*, 237*a*, 296*g*, 409*f*, 431*h*, 440*m*, 440*n*, 611*a*(4) et 696(1), des énumérations de marchandises et des taux de droits inscrits en regard de chacun de ces numéros, ainsi que par l'insertion, dans ladite liste, des numéros, des énumérations de marchandises et des taux de droits suivants:

Numéros	—	Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général
206*b*	Solutions de dextrose (glucose) *et solutions de lévulose (fructose)* pour administration parentérale, dans les traitements thérapeutiques; matières composantes et articles employés à leur préparation.....	En franchise	En franchise	En franchise

Numéros	—	Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général
220*b*	*Préparations diététiques dépourvues de phénylalanine, spécialement composées pour servir au traitement de la phénylcétonurie*	En franchise	En franchise	25 p.c.
237*a*	Oxyde de deutérium ou eau lourde; uranium sous forme de gueuses, de lingots, de billettes ou de barres	En franchise	En franchise	25 p.c.
	A compter du 1er juillet *1964*	En franchise	15 p.c.	25 p.c.
296*g*	Minerai de borate de sodium et de calcium, devant servir de retardateur d'incendies	En franchise	En franchise	25 p.c.
	A compter du 1er juillet *1964*	15 p.c.	20 p.c.	25 p.c.
409*f*	Tondeuses pour animaux; Appareils automatiques pour abreuver le bétail; Fourches, chariots, poulies et rails à foin, pour granges; Wagonnets et rails à fumier, pour granges; Racleurs et excavateurs combinés; Armoires pour le refroidissement des œufs; Élévateurs (autres que les élévateurs pour entreposage); Concasseurs de grain; Séchoirs de grain ou de foin; Broyeuses de grain ou de foin; Chargeuses à grain; Caisses de charrettes agricoles, à quatre roues, à déchargement par gravité; *Moules pour meules de foin;* Dispositifs d'attelage et de couplage; Basculeurs hydrauliques pour le déchargement des véhicules; Niveleuses de sol; Machines et outils devant servir sur des tracteurs, y compris les lames, les chargeuses, les défonceuses, les râteaux et les dispositifs connexes de manœuvre et de commande; Refroidisseurs de lait; Métabisulfite de sodium; Batteries d'arrosage; *Marmites à cheminée pour vergers;* Carcans d'acier pour attacher un animal de ferme ou cantonner plusieurs animaux de ferme dans un parc, et l'outillage complet de stalles de traite; Tous les articles susmentionnés doivent servir dans la ferme à des fins agricoles seulement; Éleveuses; Ensileuses; Hache-paille ou hache-fourrage; Chargeuses à foin; Faneuses à foin; Foreuses de trous de poteaux; Arracheuses de pommes de terre; Planteuses de pommes de terre; Manches de faux; Essoucheurs; Tous les autres instruments aratoires ou machines agricoles, n.d.; Pièces de tout ce qui précède	En franchise	En franchise	En franchise
431*h*	Instruments et outillage de précision pour levés géophysiques, devant servir exclusivement à la prospection, à l'exploration et à la mise en valeur de gisements de pétrole, de gaz naturel et de minéraux ainsi qu'à la découverte et à l'exploitation par puits de sources d'eau souterraines, ou à des études géophysiques relativement à des entreprises du génie, y compris les suivants: magnétomètres; gravimètres et autres instruments destinés à mesurer les éléments, les variations et les déviations de la force naturelle de gravitation; potentiomètres de campagne, mégohmmètres (meggers), électrodes non polarisatrices et outillage électrique servant à faire des mesurages dans les trous forés; instruments et outillage servant à la prospection séismique; compteurs de Geiger-Müller			

Numéros	——	Tarif de préférence britannique	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif général
431*h* —fin	et autres instruments servant à la prospection géophysique d'après les méthodes de radioactivité; appareils amplificateurs électriques et électroniques et thermostats électriques destinés à servir avec l'un quelconque des instruments qui précèdent; cristaux d'iodure de sodium, activés au thallium, en ébauches dégrossies, importés en vue de la fabrication de pièces d'instruments servant à la prospection; tout ce qui précède étant d'une classe ou d'une espèce non fabriquée au Canada, y compris les pièces, les trépieds et les étuis montés pour l'un des articles susdits.....	En franchise	En franchise	30 p.c.
440*m*	Aéronefs, à l'exclusion des moteurs, suivant les règlements que peut établir le Ministre:			
	1. De modèles ou grosseurs non fabriqués au Canada.	En franchise	En franchise	27½ p.c.
	A compter du 1er juillet *1963*	En franchise	15 p.c.	27½ p.c.
440*n*	Moteurs d'aéronefs, importés pour être installés sur des aéronefs:			
	1. De modèles ou grosseurs non fabriqués au Canada.	En franchise	En franchise	27½ p.c.
	A compter du 1er juillet *1963*	En franchise	15 p.c.	27½ p.c.
611*a*	(4) Chaussures conductrices devant être employées dans les hôpitaux.....	En franchise	En franchise	40 p.c.
	A compter du 1er juillet *1963*	20 p.c.	27½ p c.	40 p.c.
696	(1) Appareils philosophiques et scientifiques (et leurs appareillages accessoires), ustensiles, instruments et préparations, y compris les boîtes et les bouteilles qui les contiennent; cartes de géographie, graphiques, reproductions photographiques et autres reproductions illustrées; *enregistrements sur rubans vidéo; stencils et cartes conçus spécialement pour la préparation de fiches de bibliothèques*; moulages en plâtre devant servir de modèles, animaux devant servir de sujets de recherches ou d'expérimentation; plantes vivantes, graines, boutures, boutons, scions, tubercules, bulbes et rhizomes; appareils mécaniques d'une classe ou d'une espèce non fabriquée au Canada; pièces de ce qui précède. Tous les articles compris dans le présent numéro, lorsqu'ils sont importés pour l'usage et par ordre d'une société ou institution constituée ou établie exclusivement pour des objets religieux, philosophiques, éducatifs, scientifiques ou littéraires ou pour l'encouragement des beaux-arts, ou pour l'usage et sur l'ordre d'un hôpital public, d'un collège, d'une académie, d'une école ou d'un séminaire d'enseignement au Canada, et non pour la vente ni pour la location, conformément aux règlements que peut édicter le Ministre.....	En franchise	En franchise	En franchise

2. La Chambre décide que tout acte législatif fondé sur la résolution qui précède sera réputé être entré en vigueur le 11e jour d'avril 1962, et s'être appliqué à tous les produits mentionnés dans ladite résolution, importés ou sortis d'entrepôt en vue de la consommation à compter de la date précitée, et s'être appliqué également aux produits importés antérieurement, à l'égard desquels nulle déclaration d'entrée en vue de leur consommation n'a été présentée avant cette date.

Rapport à faire des résolutions.

Rapport est fait desdites résolutions, qui sont agréées, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Nowlan, appuyé par M. Bell (Carleton), présente, avec la permission de la Chambre, les bills suivants, qui sont lus pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre:

Bill C-78, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu.

Bill C-79, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur les biens transmis par décès.

Bill C-80, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise.

Bill C-81, Loi modifiant le Tarif des douanes.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Monteith, appuyé par M. Hamilton: Que le Bill C-3, Loi modifiant la Loi des aliments et drogues, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

Avec l'assentiment unanime, M. Mackasey, au nom de M. Lessard (Saint-Henri), appuyé par M. Macdonald (Rosedale), propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait immédiatement abolir le péage sur le pont Champlain, à Montréal, et adopter, à l'avenir, une politique uniforme concernant le péage sur les ponts au-dessus des voies navigables, afin d'éviter que, dans une région déterminée, une partie de la population soit traitée de façon injuste et arbitraire comme c'est le cas pour la population desservie par le pont Champlain.—(*Avis de motion n°* 7).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Monteith, appuyé par M. Hamilton: Que le Bill C-3, Loi modifiant la Loi des aliments et drogues, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Dix-huitième rapport du greffier des pétitions conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants dont les noms suivent, déposées le 9 novembre, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Co-operative Fire and Casualty Company aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société en vue de transformer cette société mutuelle en société à capital-actions.—*M. Pascoe.*

General Mortgage Service Corporation of Canada aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à exercer son commerce sous le nom de *General Mortgage Service Corporation of Canada* et/ou sous le nom de «Compagnie Générale Mortgage Service du Canada» et pour d'autres fins.—*M. Smith (Simcoe-Nord).*

Merit Insurance Company aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à exercer son commerce sous le nom de *Merit Insurance Company* et/ou sous le nom de «La Mérite, Compagnie d'Assurance».—*M. Macnaughton.*

The Imperial Life Assurance Company of Canada aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à changer son nom en français de «Compagnie Canadienne d'assurance sur la vie l'Impériale» à «L'Impériale, compagnie d'Assurance-Vie».—*M. Hellyer.*

James Vincent Ryan et sept autres personnes, de St. John's (Terre-Neuve), et Patrick J. Tobin de la Ville de Bishop's Falls (Terre-Neuve), aux fins d'une loi constituant en société *The Railway Employees' Welfare Association Limited.* —*M. Morris.*

Clarence Lewis Reimer et deux autres personnes de Winnipeg (Manitoba), aux fins d'une loi constituant en société *The Good News Broadcasting Association of Canada.*—*M. Mandziuk.*

Anthony Thomas Chmiel de Burlington (Ontario), et quatre autres personnes, aux fins d'une loi constituant en société *The Reliable Life Insurance Company.*—*M. McDonald.*

Stephen Boleslav Roman de Markham (Ontario), et cinq autres personnes, aux fins d'une loi constituant en société *Standard Trust Company.*—*M. Bradley.*

A dix heures quatre minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 33

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 13 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Soixante et une pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

Le Bill C-3, Loi modifiant la Loi des aliments et drogues, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté avec un amendement, étudié dans sa forme modifiée, et la troisième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social;

M. Monteith, appuyé par M. Fulton, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Du consentement unanime, tous les bills de divorce inscrits au *Feuilleton* en vue de la deuxième lecture sont réservés.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-6, Loi concernant La Nord Américaine, Compagnie d'Assurances Générales;

M. Turner, appuyé par M. Ryan, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-8, Loi concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne du Canada;

M. McIlraith, appuyé par M. Granger, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-18, Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes (Autonomie en matière de régie intérieure);

Avec l'assentiment unanime, M. Peters, au nom de M. Howard, appuyé par M. Fisher, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Monteith, appuyé par M. Fulton: Que le Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 15*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Des membres du ministère sont-ils administrateurs de sociétés, de compagnies, etc.? Dans le cas de l'affirmative, quels sont-ils, de quelles sociétés ou compagnies sont-ils administrateurs et à quelle date ces ministres ont-ils été nommés administrateurs?

2. Des membres du Cabinet ont-ils résigné leurs fonctions d'administrateurs depuis qu'ils ont été assermentés comme membres du Conseil privé? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces ministres, quelles sont les dates en cause et quelles sont les sociétés ou compagnies visées?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 281), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelles modifications prévoit-on apporter au programme de construction du gouvernement fédéral dans la région de Saint-Jean-Ouest, par suite de la réduction des dépenses?

2. Quelle partie du programme de construction sera exécutée dans Saint-Jean-Ouest?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 554*), en date du 5 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. A quelle pension est admissible celui qui a vingt ans ou plus de service dans les forces armées?

2. Existe-t-il des cas où quelqu'un ayant vingt ans ou plus de service n'a pas reçu de pension? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les détails pertinents et quels règlements dans chaque cas ont empêché le versement de la pension?

3. La loi ou les règlements régissant les pensions des services de défense contiennent-ils des dispositions qui permettent de verser une pension à celui qui a été licencié pour cause d'incompétence ou de mauvaise conduite, s'il a dix ans ou plus de service? Dans le cas de l'affirmative, quelles sont ces dispositions?

4. Le gouvernement a-t-il reçu des instances l'invitant à apporter des modifications à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense ou aux règlements y afférents, ou a-t-il songé à apporter de telles modifications, qui permettraient à un militaire de prendre volontairement sa retraite après vingt ans ou plus de service et lui donneraient droit à une pension? Dans le cas de l'affirmative, de tels amendements auraient-ils un effet rétroactif?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 603*), en date du 5 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quels ont été les frais globaux de premier établissement relatifs au pont des Second Narrows à Vancouver (Colombie-Britannique) et quelle a été la quote-part du trésor fédéral?

2. Suivant quels principes a-t-on établi les déboursés fédéraux?

Dix-neuvième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 12 novembre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Lois Ferguson Budd, épouse de Hilsborne Budd, de Roxboro (P.Q.).

Jeannette Tremblay Carignan, épouse de Henri Carignan, de Montréal (P.Q.).

Rolland Commoy, de Laval-des-Rapides (P.Q.), époux de Aline Céline Milot Commoy.

Marie-Louise Bourassa Guay, épouse de Jean-Marie Guay, de Montréal (P.Q.).

Nora Bridget Whelan Lahey, épouse de John Joseph Lahey, de la province de Terre-Neuve.

Stella Proctor Leblanc, épouse de Bernard Leblanc, de Montréal (P.Q.).

Mona Mauron Pozza, épouse de Corrado Pozza, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Shaw Fisher Wolfe Reid, épouse de Kenneth Allan Reid, de Montréal (P.Q.).

Aline Hélène Desjardins Smith, épouse de Desmond Edward Smith, de Montréal (P.Q.).

Sylvia Hopkins Socaransky, épouse de Samuel Socaransky, de Montréal (P.Q.).

27510-7—19

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Quatorzième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Lois Ferguson Budd, épouse de Hilsborne Budd, de Roxboro (P.Q.).

Jeannette Tremblay Carignan, épouse de Henri Carignan, de Montréal (P.Q.).

Rolland Commoy, de Laval-des-Rapides (P.Q.), époux de Aline Céline Milot Commoy.

Marie-Louise Bourassa Guay, épouse de Jean-Marie Guay, de Montréal (P.Q.).

Nora Bridget Whelan Lahey, épouse de John Joseph Lahey, de la province de Terre-Neuve.

Stella Proctor Leblanc, épouse de Bernard Leblanc, de Montréal (P.Q.).

Mona Mauron Pozza, épouse de Corrado Pozza, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Shaw Fisher Wolfe Reid, épouse de Kenneth Allan Reid, de Montréal (P.Q.).

Aline Hélène Desjardins Smith, épouse de Desmond Edward Smith, de Montréal (P.Q.).

Sylvia Hopkins Socaransky, épouse de Samuel Socaransky, de Montréal (P.Q.).

A dix heures quatre minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 34

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 14 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté le bill suivant, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-7, Loi constituant en corporation The Christian Brothers of Ireland in Canada.—*M. Morris.*

Ledit bill est réputé avoir été lu pour une première fois, et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

M. Howe, du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, présente le deuxième rapport dudit comité, ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié le Bill S-4, Loi concernant la Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages entendus relativement au bill susmentionné (*fascicule n° 1*) est annexé au présent rapport.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 2 aux Journaux*).

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Mémoire (n° 99) soumis le 2 octobre 1962 par M. Graham Towers à la Commission royale d'enquête sur le système bancaire et financier.

27510-7—19½

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 556 par M. Morris—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quelles mesures le National-Canadien prend-il en vue de s'acquitter de ses obligations statutaires de donner des instructions, établir des dispositions et agir de telle sorte que toutes les marchandises destinées à l'exportation par mer et consignées à l'intérieur du Canada pour transport aux Chemins de fer nationaux, au point d'origine ou entre ce point et la mer, soient, à moins que les expéditeurs desdites marchandises n'aient indiqué un autre acheminement particulier, exportées par la voie des ports maritimes canadiens?

*Question n° 624 par M. Rinfret—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelles sont les universités et les écoles secondaires de la province de Québec visitées par les fonctionnaires de la Commission du service civil dans le but d'activer le recrutement des candidats aux examens du service civil?

2. Quelles sont les publications universitaires et autres périodiques de la province de Québec dans lesquelles il y a des annonces publicitaires concernant les situations offertes aux finissants des institutions d'enseignement?

3. Quelles sont les universités et les facultés de ces universités de la province de Québec qui reçoivent à l'intention de leurs finissants, des brochures, des avis, des circulaires, des formules de demande et autres renseignements au sujet des différents emplois susceptibles d'intéresser les étudiants?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 648 par M. Martin (Essex-Est)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Dans le cas des anciens combattants ayant servi outre-mer, le gouvernement a-t-il reçu des observations demandant qu'il passe outre à la disposition relative à la résidence pendant 25 ans à l'égard des récipiendaires de la pension de vieillesse qui désirent demeurer à l'extérieur du Canada pendant plus de six mois et, dans le cas de l'affirmative, qui a présenté ces observations et quelle réponse leur a-t-on donnée?

Question n° 667 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis le 1er janvier 1961, le gouvernement fédéral a-t-il acheté ou vendu quelque propriété dans la ville de Peterborough? Dans le cas de l'affirmative, quels ont été les avocats ou mandataires et quel a été le prix d'achat ou de vente?

Question n° 668 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quel est le nombre de fonctionnaires actuellement employés dans l'édifice de l'État, à Peterborough, et quel en était le nombre en 1961, 1960 et 1959?

*Question n° 671 par M. Morris—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Combien d'employés à salaires régnants de la région de Halifax-Dartmouth sont visés par le «gel» des revisions de salaires annoncées le 6 novembre?

*Question n° 706 par M. Lamy—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement se propose-t-il de construire cette année un bureau de poste dans la paroisse de Saint-Paul-de-Grand'Mère?

2. Entreprendra-t-on des travaux d'hiver cette année dans la circonscription de Saint-Maurice-Laflèche?

Question n° 740 par M. Knowles—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. *a*) Quelle était de 1950 à 1955, la ligne de conduite adoptée par le gouvernement fédéral en ce qui concerne la cession des immeubles utilisés anté-

rieurement par lui (anciens bureaux de poste et autres immeubles) aux corps municipaux, *b*) cédait-il ces immeubles gratuitement ou les vendait-il, *c*) s'il les vendait, quelles normes utilisait-il pour établir le prix?

2. A-t-on modifié cette ligne de conduite d'une façon quelconque depuis 1955 et, dans le cas de l'affirmative, *a*) quand l'a-t-on modifiée, *b*) quels sont les changements qui y ont été apportés?

3. Quelle est actuellement la ligne de conduite relative à ces immeubles lorsque des corps municipaux sont intéressés à les obtenir?

Sur motion de M. Douglas, appuyé par M. Lewis, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre une copie de tous documents et de toute correspondance échangés entre le ministre des Travaux publics et toute autre personne au sujet de l'opportunité d'entreprendre la construction d'un canal le long de l'ancien lit du Fraser en vue de relier la rivière Pitt à l'anse de Burrard. —(*Avis de motion portant production de documents n° 40*).

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

Avec l'assentiment unanime, l'article n° 9 est réservé.

M. Beaulé, appuyé par M. Lessard (Lac-Saint-Jean), propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter une mesure législative prescrivant que le gouvernement fédéral devrait remettre aux trésoreries provinciales tous les impôts de corporations perçus des services publics situés dans les provinces.—(*Avis de motion n° 10*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Index codifié et Tableau des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada,* visant la période allant du 1er janvier 1955 au 30 septembre 1962 (textes français et anglais).

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Lettre adressée le 5 juillet 1962 au secrétaire de la section canadienne de la Commission mixte internationale relativement à la requête conjointe des gouvernements du Canada et des États-Unis d'Amérique priant la Commission d'entreprendre une étude et de présenter un rapport sur la possibilité pratique et les avantages économi-

ques soit de l'amélioration, soit de l'aménagement d'une voie navigable à partir du fleuve Saint-Laurent, au Canada, par le lac Champlain, jusqu'au fleuve Hudson, à Albany, aux États-Unis. (Textes français et anglais).

Par M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine,—Classement des prêts et des dépôts non réclamés des banques à charte du Canada au 30 septembre 1962, conformément à l'article 119(1) de la Loi sur les banques, chapitre 48, Statuts du Canada, 1953-1954. (Version anglaise).

Vingtième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition aux fins de loi pour annuler le mariage de la requérante suivante, présentée le 13 novembre par M. Mandziuk, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Marie Blanche Yvonne Thérèse Lemay Daniel, épouse de Arthur Daniel, de Montréal (P.Q.).

Vingt et unième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants en vue de lois de divorce, présentées le 13 novembre par M. Mandziuk, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Joseph Arthur Marcel Allard, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Irma Carmen Vandal Allard.

Marion Daphune Cormier Armour, épouse de Norman Ernest Armour, de la province de Québec.

Norman Barmash, de Montréal (P.Q.), époux de Laura Berbrier Barmash.

Iva Annett Baumgartner, épouse de Peter Baumgartner, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Sharp Birch, épouse de Christopher Birch, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Liliana Sarda Boros, épouse de Thomas Boros, de Ville Mont-Royal (P.Q.).

James Campbell, de Montréal (P.Q.), époux de Doris Lucy Gaylor Campbell.

Agnes Claire Larocque Carter, épouse de Kenneth Gordon Polisheuck Carter, de Montréal (P.Q.).

Rollande Audet Charbonneau, épouse de Cajetan Charbonneau, de Ville St-Michel (P.Q.).

Margaret Jane O'Brien Dagenais, épouse de Claude Théodore Dagenais, d'Outremont (P.Q.).

Antonia Sanscartier Cloutier, épouse de Georges Cloutier, de Ville Lemoyne (P.Q.).

Monique Garneau Coutu, épouse de Jean Coutu, de Montréal (P.Q.).

Janine Madeleine Grumbach Dorland, épouse de Albert Arthur Dorland, de St-Hilaire (P.Q.).

Marie Marguerite Nicole Bisaillon Fraser, épouse de Robert Fraser, de Montréal (P.Q.).

Suzanne Mary Goodger Garrett, épouse de Elton Adrian Garrett, de Pointe-Claire (P.Q.).

Joseph-Léandre Guitard, de Montréal (P.Q.), époux de Marie-Lina Barry Guitard.

Marie Bernadette Guitar (Guitard), épouse de Laurent Guitar (Guitard), de Montréal (P.Q.).

Eva Jean Fletcher Haig, épouse de Robert Murray Haig, de Montréal (P.Q.).

Roma Harnois, de Montréal (P.Q.), époux de Cécile Cantin Harnois.

Mary Hilda Hyslop Hermita, épouse de Adolfo Fernandez Hermita, de Montréal (P.Q.).

Marguerite Lacoste Hof, épouse de Friedhelm Hof, de Montréal (P.Q.).

Hilda Louise Magnusson Howard, épouse de George Marshall Howard, de Montréal (P.Q.).

Mary Kardaras, épouse de Anastasios Demitriou (Tom) Kardaras, de Montréal (P.Q.).

Paula Elaine Segal Kurland, épouse de Leonard Kurland, de Côte St-Luc (P.Q.).

Linda Ruth Kirsch Lach, épouse de Barry Lach, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Kolokithia Lambrinoudis, épouse de Ioannou Lambrinoudis, de Montréal (P.Q.).

Iris Lawson McFarlane Land, épouse de Frederick Sidney Land, de Montréal (P.Q.).

Blanche Gagnon Mallette, épouse de Roger Mallette, de Montréal (P.Q.).

Maureen Ann O'Shaughnessy Maltby, épouse de John Allan Maltby, de Montréal (P.Q.).

Louisa Greig McAleer, épouse de John James McAleer, de Montréal (P.Q.).

Evelyn Margaret Henderson McConnell, épouse de John Griffith McConnell, de Montréal (P.Q.).

Shirley Guss Moss, épouse de Monty Moss, de Côte St-Luc (P.Q.).

Bernice Ruth Serlin Mroz, épouse de Harry William Mroz, de Montréal (P.Q.).

Constance Marion Hulburd Musgrove, épouse de Stuart Swinyer Musgrove, de Montréal (P.Q.).

Marie Gilberte Marcelle Lapointe Perron, épouse de Joseph Roger Tancrède Lionel Perron, de Montréal (P.Q.).

Patricia James Lang O'Connor, épouse de Wallace Dean O'Connor, de Dorval (P.Q.).

Lionel Mortimer Pasen, de Côte St-Luc (P.Q.), époux de Rosalie Margel Pasen.

Dorothy Minchinton Frederick, épouse de Francis George Frederick (aussi connu sous le nom de Frank Phillips), de Montréal (P.Q.).

Germaine Sauriol Legault, épouse de Paul-Émile Legault, de Montréal (P.Q.).

Jean Elaine Lowe Pinatel, épouse de Jean André Pinatel, fils, de Montréal (P.Q.).

Jacqueline Henriette Demelin Pujol, épouse de Vincent Joseph Pujol, de Montréal (P.Q.).

Jean Guy O'Brien, de Montréal (P.Q.), époux de Thérèse Grandmaison O'Brien.

Lucille M. Vigneault Ratel, épouse de Jean Paul Ratel, de Montréal (P.Q.).

Gisèle Plouffe Rivard, épouse de Paul Rivard, de Montréal (P.Q.).

Joseph G. Rolland Robert, de Montréal (P.Q.), époux de Blanche Levesque Robert.

Yvon Robert, de St-Elzéar (P.Q.), époux de Rita Lachance Robert.

David Filmore Sadler, de la province de Québec, époux de Nancy Agnes Sanborn Sadler.

Jean Lionel Saumur, d'Aylmer (P.Q.), époux de Marguerite Gaëtane Grenier Saumur.

Emmy Luise Bocking Scott, épouse de William Clifford Munroe Scott, de Montréal (P.Q.).

Esther (Estelle) Cohen Sherman, épouse de Issie (Irving) Sherman, de la province de Québec.

Evelyn Shirley Borenstein Silverman, épouse de Theodore Silverman, de Montréal (P.Q.).

Barbara Ann Bell Sobrian, épouse de Merlyn Arnold Sobrian, de Shawinigan Falls (P.Q.).

Joan Pauline Day Steeves, épouse de Otto Tremaine Steeves, de Ville St-Laurent (P.Q.).

Elphège St-Germain, de Ville Jacques-Cartier (P.Q.), époux de Isabelle Racicot St-Germain.

Carmen Gravel Szabo, épouse de Bela Szabo, de Montréal (P.Q.).

Henri Verrier, de Verdun (P.Q.), époux de Andréa Burns Verrier.

Marie Céline Thérèse Courteau Vézina, épouse de Jean-Louis Vézina, de Montréal (P.Q.).

Alice Candide Sullivan Ward, épouse de David Ward, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Anne Walford Wood, épouse de Douglas Hastings Wood, de St-Hubert (P.Q.).

Roger Laframboise, de Ville St-Michel (P.Q.), époux de Jeannine Pelletier Laframboise.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Quinzième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Convention Baptiste d'Ontario et de Québec aux fins d'une loi fusionnant certains bureaux constitués existants dans le but de continuer ses opérations en une entité corporative sous la désignation de Convention Baptiste d'Ontario et de Québec.

Co-operative Fire and Casualty Company aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société en vue de transformer cette société mutuelle en société à capital-actions.

Le Synode de l'Église Évangélique Luthérienne de l'Ouest Canadien aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à changer son nom en celui de Le Synode du Centre Canadien de l'Église Luthérienne d'Amérique et pour d'autres fins.

General Mortgage Service Corporation of Canada aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à exercer son commerce sous le nom de *General Mortgage Service Corporation of Canada* et/ou sous le nom de «Compagnie Générale Mortgage Service du Canada» et pour d'autres fins.

Merit Insurance Company aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à exercer son commerce sous le nom de *Merit Insurance Company* et/ou sous le nom de «La Mérite, Compagnie d'Assurance».

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 35

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 15 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-78, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu;

M. Nowlan, appuyé par M. MacLean (Queens), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Le Bill S-4, Loi concernant la Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-1, Loi pour faire droit à Madeleine-Françoise Hankowski;

M. Mandziuk, appuyé par M. MacEwan, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée sur division.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (*avec les dépositions entendues et les pièces produites au sujet dudit bill devant le comité permanent des divorces du Sénat*).

27510-7—20

Le Bill SD-2, Loi pour faire droit à Bruce Reid Campbell, est lu pour une deuxième fois sur division et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (*avec les dépositions entendues et les pièces produites au sujet dudit bill devant le comité permanent des divorces du Sénat*).

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-3, Loi pour faire droit à William Metcalfe Watt;

M. Mandziuk, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-306, Loi pour faire droit à Georgiana Brasseur.
Bill SD-307, Loi pour faire droit à Jean Ilene Buckley.
Bill SD-308, Loi pour faire droit à Cécile Caille.
Bill SD-309, Loi pour faire droit à Thérèse Beaudoin.
Bill SD-310, Loi pour faire droit à Kenneth James Graham Tait.
Bill SD-311, Loi pour faire droit à Gwendolyn Grace Lanctot.
Bill SD-312, Loi pour faire droit à Marie-Jacqueline Dusablon.
Bill SD-313, Loi pour faire droit à Jean Eileen Leath.
Bill SD-314, Loi pour faire droit à Helen Oulton.
Bill SD-315, Loi pour faire droit à Lucien DeCœur.
Bill SD-316, Loi pour faire droit à Donald Beakes.
Bill SD-317, Loi pour faire droit à John Matthew Hardman Pickford.
Bill SD-318, Loi pour faire droit à Lloyd Carlton Willard.
Bill SD-319, Loi pour faire droit à Joseph-Paul-Aldéric Bélisle.
Bill SD-320, Loi pour faire droit à Frances Sheila Madden.
Bill SD-321, Loi pour faire droit à Auréa Pothier.
Bill SD-322, Loi pour faire droit à Stella Eileen Menahem.
Bill SD-323, Loi pour faire droit à Joseph-Luc-Roger Pelletier.
Bill SD-324, Loi pour faire droit à Collin Mills Campbell.
Bill SD-325, Loi pour faire droit à Louisa Emily Elizabeth Porter.
Bill SD-326, Loi pour faire droit à Evelyne Millette.
Bill SD-327, Loi pour faire droit à Gabriel Fortin.
Bill SD-328, Loi pour faire droit à Léo-René Maranda.
Bill SD-329, Loi pour faire droit à Christina Aubé.
Bill SD-330, Loi pour faire droit à Teresa Lesiuk.
Bill SD-331, Loi pour faire droit à Jacqueline Elfstrom.
Bill SD-332, Loi pour faire droit à Claude-Gérard Montpetit.
Bill SD-333, Loi pour faire droit à Ellen Smolar.
Bill SD-334, Loi pour faire droit à Marie-Antoinette-Germaine Mouton
Bill SD-335, Loi pour faire droit à Francis John Nobbs.
Bill SD-336, Loi pour faire droit à Marie Henriette Antoinette Marguerite Bloodworth Pringle.

Bill SD-337, Loi pour faire droit à Molly Krakower.

Bill SD-338, Loi pour faire droit à Anita-Marie-Virginie Leroux.

Bill SD-339, Loi pour faire droit à Betty Naimovitch, autrement connue sous le nom de Betty Naimo.

Bill SD-340, Loi pour faire droit à Barbara Joan Sonia Lowther.

Bill SD-341, Loi pour faire droit à Judith Joy Spector.

Bill SD-342, Loi pour faire droit à Claude Lefebvre.

Bill SD-343, Loi pour faire droit à Margaret Kathleen Lister.

Bill SD-344, Loi pour faire droit à Arthur Bruce Hann.

Bill SD-345, Loi pour faire droit à Leonard Greenfield.

Bill SD-346, Loi pour faire droit à Anita Klaiman.

Lesdits bills, inscrits au nom de M. Mandziuk, sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Nowlan, appuyé par M. MacLean (Queens): Que le Bill C-78, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Sommaires des arrêtés en conseil rendus durant les mois de septembre et d'octobre 1962. (Texte anglais).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Seizième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Paul Romain Bernard Babeu, de Montréal (P.Q.), époux de Maria Jeannette L'Italien, *dit* St. Laurent Babeu.

Kathleen Edna Hayden Belchem, épouse de Ronald William Belchem, de Montréal (P.Q.).

Roland Boisvert, de Montréal (P.Q.), époux de Eileen Williams Boisvert.

Roberta Sealey Burns, épouse de Basil Burns, de Verdun (P.Q.).

Olive Annie Kirby Coulombe, épouse de Joseph Louis Gérard Coulombe, de Bagotville (P.Q.).

Marcheta Lino Griffith Edwards, épouse de Gerald Willoughby Edwards, de Montréal (P.Q.).

Rose Marie Luci Gates, épouse de John Earl Gates, de Montréal (P.Q.).

June Eleanor Elvidge Holgate, épouse de Donald Harold Holgate, de Greenfield Park (P.Q.).

Philippe Lebeau, de Ville LaSalle (P.Q.), époux de Jacqueline Pilon Lebeau.

Gilbert Long, de Montréal (P.Q.), époux de Hélène Hébert Long.

Robert Fernand Marcoux, de Lachine (P.Q.), époux de June Patricia Lyon Marcoux.

Vickie Weinberg Marks, épouse de Barry Allan Marks, de Montréal (P.Q.).

Joseph Alfred Michel André Pierre Mercier, de Châteauguay Bassin (P.Q.), époux de Maureen Lillian Conlin Mercier.

Allan Barry Phillips, de Montréal (P.Q.), époux de Irene Marie Flora Falardeau Phillips.

Vivian Geoffrey Power, de Longueuil (P.Q.), époux de Anna Mary Helen Kish Power.

Jacqueline Henriette Demelin Pujol, épouse de Vincent Joseph Pujol, de Montréal (P.Q.).

Gordon Richard Alexander Ramsden, de Montréal (P.Q.), époux de Margaret Eilleen Woodall Ramsden.

David Filmore Sadler, de la province de Québec, époux de Nancy Agnes Sanborn Sadler.

Lionel Samuel Tiger, de Montréal (P.Q.). époux de Marquita Marguerite Crevier Tiger.

Joan Margaret Gooch Wise, épouse de Nicholas Edmund Michael Wise, de Montréal (P.Q.).

Bernice Marion Thayer Wood, épouse de Ross Douglas Wood, de Rosemere (P.Q.).

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 36

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 16 NOVEMBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Correspondance échangée avec certaines provinces durant la période allant du 5 février au 19 septembre 1962 relativement au projet de modification de l'article 94A de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique concernant les pensions de vieillesse à participation. (Textes anglais et français).

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que ladite correspondance soit imprimée en appendice au hansard de ce jour.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Winkler, il est ordonné,—Que les noms de MM. Benidickson et English soient substitués aux noms de MM. Granger et Belzile sur la liste des membres du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande.

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Avant que nous passions à l'ordre du jour, je voudrais parler d'un point soulevé par l'honorable député de Bonavista-Twillingate (M. Pickersgill), le 1er novembre, au sujet de la réponse à une question qui avait été transformée en ordre de dépôt de documents. J'avais alors déclaré que je réfléchirais à la question et que si quelqu'un, notamment l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), désirait s'exprimer l'à-dessus, je lui céderais la parole. Je suis prêt à rendre ma décision mais, comme je l'ai mentionné, s'il en est qui veulent dire ce qu'ils pensent du point de règlement qui a été soulevé—en fait, il s'agit d'une question de fait personnel—je suis tout à fait disposé à les entendre.

Le rappel au Règlement fait l'objet d'un débat;

M. l'ORATEUR: J'ai écouté les observations des honorables députés à cet égard. D'abord, je dois dire que l'article 39(4) du Règlement s'applique. Je tiens particulièrement à souligner un point que n'ont remarqué, je crois, ni l'honorable député de Bonavista-Twillingate ni celui de Winnipeg-Nord-Centre. L'article 39(4) du Règlement dit: «Si une question, d'après le ministre qui doit fournir la réponse, est telle que cette dernière devrait revêtir la forme d'un état...»

Je crois que tel est le point qui a échappé aux honorables députés, savoir que la question doit revêtir la forme d'un état.

«... et si le ministre fait connaître qu'il est prêt à déposer cet état sur le bureau de la Chambre, sa déclaration, à moins que la Chambre n'en décide autrement, ...»

Ceci a trait au point soulevé par l'honorable député de Bonavista-Twillingate.

«... est réputée un ordre de la Chambre à cette fin ...»

Cette «fin», c'est que ce soit sous forme d'un état ou document.

«... qui doit être inscrit à ce titre dans les *Procès-verbaux*.»

Autrement dit, selon l'ordre de la Chambre, la réponse du ministre doit revêtir la forme d'un état ou document. L'ordre de la Chambre ne l'oblige pas à répondre à la question dans la forme où elle est posée, mais simplement de fournir les renseignements sous forme d'état ou de document. Nous savons que, quand la Chambre est saisie d'une motion en vue de la production de documents sous forme d'état, rien n'indique la nature exacte de ce que celui-ci doit inclure. De même, quand un ministre, répondant à une question écrite ou marquée d'un astérisque dit: «Ordre de dépôt de documents déposé», rien n'indique qu'on a répondu à toutes les parties de la question. Je comprends parfaitement ce que le député a dit: c'est une méthode abrégée de présenter une motion et en disposer. Je signale aux députés l'article intitulé «Production de documents» à la page 244 de la quatrième édition de Bourinot, où l'on peut lire: «Les questions posées par les députés sont parfois assimilées à une motion portant production de documents en vertu de l'article 37 du Règlement.»

Cet article du Règlement porte maintenant le n° 39.

Demandons-nous maintenant s'il faut répondre à chaque partie d'une question. Il faut d'abord savoir qui devra juger si la réponse est suffisante. Les députés ne peuvent le faire, la présidence non plus. Et indépendamment de ce que renferme cette partie de la question, on pourrait y donner la réponse la plus fantaisiste qui se puisse imaginer. Ainsi, le ministre pourrait donner la réponse la plus désinvolte à une question comme: «Sinon, pour quelle raison?» Il pourrait tout simplement répondre «Parce que» et qui pourrait dire si la réponse est satisfaisante? Aussi, j'estime que nous nous attardons trop sur ce point. A mon avis, le présent cas ne diffère aucunement d'un ordre de dépôt de documents ou d'une question à laquelle un ministre répond par écrit. Je répète ce que j'ai dit l'autre jour: nous pourrions en arriver à avoir deux normes au sujet des questions et je ne saurais accepter cela, car personne ne pourrait décider si les réponses sont satisfaisantes.

Quant à savoir si la réponse constitue un défi ou si elle est incorrecte, le député de Bonavista-Twillingate et d'autres représentants, je crois, ont signalé, à l'instar de mes prédécesseurs, qu'une réponse qui serait manifestement et grossièrement incorrecte pourrait donner lieu à un grief. Mais il y a des moments de prévus pour l'étude des griefs et c'est alors qu'il faudrait, selon moi, examiner toute la question dont nous discutons présentement. Je ne crois pas qu'il y ait lieu de poser la question de privilège; il y a plutôt matière à un grief.

Toutefois, j'estime qu'il n'existe pas d'ordre portant qu'il faut répondre successivement aux questions qui renferment plusieurs paragraphes. Il s'agit tout simplement de transformer une question en ordre de dépôt de documents. Voilà la décision que je rendrais sur ce point.

Pour ce qui est des questions comme «Sinon, pour quelle raison?» et autres questions de ce genre, je propose que nous en remettions l'étude à la semaine prochaine afin que les députés qui le désirent, puissent préparer leurs arguments. Je suis prêt à examiner ce point, car j'ai constaté qu'il y a présentement au *Feuilleton* deux ou trois questions qui sont irrégulières, à mon avis, parce qu'elles enfreignent les dispositions concernant les questions. Je préférerais donc que les députés se préparent afin que nous puissions discuter de ce point.

Le Bill C-78, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

(Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement)

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-19, Loi concernant la Cour des réclamations des Indiens au Canada;

M. Howard, appuyé par M. Barnett, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Sur ce, l'honorable secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration (M. McGee) soulève l'objection que la proposition de loi contient des dispositions d'ordre financier et qu'en conséquence il n'appartient pas à un député de saisir la Chambre d'un tel bill. M. l'Orateur remet l'étude de la question d'ordre jusqu'à ce que la Chambre soit appelée de nouveau à étudier ledit bill.

Ladite proposition de motion de M. Howard, appuyé par M. Barnett: Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois, fait l'objet d'un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Du consentement unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions*.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Winkler, il est ordonné,—Que les noms de MM. Carter, Smallwood et Smith (Calgary-Sud) soient substitués à ceux de MM. Mitchell, Muir (Lisgar) et Baldwin sur la liste des membres du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires

publiés dans la partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 14 novembre 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les Règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952.

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 192*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Y a-t-il eu des entretiens, durant la présente année, entre des fonctionnaires du Canada, des États-Unis et de la Colombie-Britannique, ou entre les fonctionnaires de l'un ou l'autre d'entre eux, au sujet de la vente aux États-Unis des bénéfices d'aval dont jouirait le Canada aux termes du traité du fleuve Columbia? Dans le cas de l'affirmative, la question du prix à payer pour ces bénéfices d'aval a-t-elle été étudiée au cours de ces entretiens?

2. Le gouvernement fédéral et la province de la Colombie-Britannique sont-ils tombés d'accord sur la vente à long terme aux États-Unis des bénéfices d'aval aux termes du traité du fleuve Columbia?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 672*), en date du 12 novembre 1962, demandant l'état suivant: Quel était le barème de la rémunération versée à chacun des corps de métiers à taux courants aux chantiers de la Marine royale du Canada à Halifax et à Esquimalt le 6 novembre 1962?

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Dix-septième rapport, conformément à l'article 100 du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les bills de divorce suivants:

Bill SD-28, Loi pour faire droit à Marie Claire Rolande Dubois.

Bill SD-36, Loi pour faire droit à Hale Calvin Reid.

Bill SD-163, Loi pour faire droit à Donald Edgar Hicks.

Quoique ces bills soient conformes aux prescriptions de l'article 96 du Règlement, votre Examinateur constate qu'ils ne reposent pas sur une pétition adressée et présentée à la Chambre des communes au cours de la présente session.

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 37

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 19 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-11, Loi concernant La Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada.—*M. Mandziuk.*

Bill S-12, Loi constituant en corporation l'Allstate Life Insurance Company of Canada.—*M. Hanbidge.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois, et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-347, Loi pour faire droit à Fany Rubenstein.

Bill SD-348, Loi pour faire droit à Marylin Jean Alie.

Bill SD-349, Loi pour faire droit à Gertraud Holzer.

Bill SD-350, Loi pour faire droit à Karl Heinz Schulte.

Bill SD-351, Loi pour faire droit à Shirley Millar Neal.

Bill SD-352, Loi pour faire droit à Wilma Karls.

Bill SD-353, Loi pour faire droit à Philip Dalgleish.

Bill SD-354, Loi pour faire droit à Marie-Paule-Jacqueline-Lorette Champagne.

Bill SD-355, Loi pour faire droit à George Cecil Horton.

Bill SD-356, Loi pour faire droit à Anne Marion Prentice.
Bill SD-357, Loi pour faire droit à Ezreh Harry Herscovitch.
Bill SD-358, Loi pour faire droit à Ella Jane Lyon.
Bill SD-359, Loi pour faire droit à Olga Rapoport.
Bill SD-360, Loi pour faire droit à Susan Gabor.
Bill SD-361, Loi pour faire droit à Minnie Lichtenstein.
Bill SD-362, Loi pour faire droit à Amira Wilson.
Bill SD-363, Loi pour faire droit à Sybil Lillian Lupovich.
Bill SD-364, Loi pour faire droit à John-Joseph Laflamme.
Bill SD-365, Loi pour faire droit à Doris Elinor Roberts.
Bill SD-366, Loi pour faire droit à David Filmore Sadler.
Bill SD-367, Loi pour faire droit à Patricia Hilton.
Bill SD-368, Loi pour faire droit à Patricia Ann Marguerite Allaway.
Bill SD-369, Loi pour faire droit à Irene-Elizabeth Malloch.
Bill SD-370, Loi pour faire droit à Mihaly Szakacs.
Bill SD-371, Loi pour faire droit à Dorothy Alice Usher.
Bill SD-372, Loi pour faire droit à John Elijah Marshalluk.
Bill SD-373, Loi pour faire droit à Rhoda Lipschutz.
Bill SD-374, Loi pour faire droit à André Durocher.
Bill SD-375, Loi pour faire droit à Catherine Harper.

Lesdits bills, inscrits au nom de M. Mandziuk, sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée pour la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

M. Rowe, du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande, présente le premier rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande:

1. Que son quorum soit fixé à 10 membres;
2. Qu'il lui soit permis de siéger pendant les séances de la Chambre;
3. Qu'il soit autorisé à faire imprimer, au jour le jour, 800 exemplaires en anglais et 250 exemplaires en français de ses procès-verbaux et témoignages, et qu'à cet égard l'application de l'article 66 du Règlement soit suspendue.

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Rowe, appuyé par M. Cardiff, ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. Winkler, appuyé par M. Baldwin, il est ordonné,—Que les noms de MM. Simpson, Legaré et Martin (Essex-Est) soit substitués aux noms de MM. Muir (Lisgar), Chevrier et Laing sur la liste des membres du comité permanent de la banque et du commerce.

Sur motion de M. Winkler, appuyé par M. Baldwin, il est ordonné,—Que le nom de M. Lewis soit substitué à celui de M. Prittie sur la liste des membres du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande.

M. Nowlan, appuyé par Mme Fairclough, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure concernant l'établissement d'un Office national de développement économique et d'en définir les attributions, de prévoir la nomination du président et des autres membres de cet organisme ainsi que le paiement de la rémunération du président et de certaines dépenses des autres membres dudit Office, d'autoriser également l'Office à retenir les services des conseillers et employés nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions et de statuer en outre sur d'autres sujets connexes.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Flemming (Victoria-Carleton), appuyé par M. Dinsdale, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure concernant l'établissement d'un Office d'expansion économique de la région atlantique et d'en définir les attributions, de prévoir la nomination du président et des autres membres dudit Office ainsi que le paiement de certaines dépenses de ses membres, de prévoir la nomination d'un fonctionnaire administratif dudit Office de même que le paiement de sa rémunération, d'autoriser également l'Office à retenir les services des conseillers et employés nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions et de statuer en outre sur d'autres questions s'y rapportant.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Hees, appuyé par M. Balcer, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure modifiant la Loi sur le Conseil national de la productivité en vue d'autoriser la nomination de trois nouveaux membres au sein dudit Conseil, ainsi que le paiement de certaines dépenses de ses membres, de pourvoir également au paiement de toutes les dépenses du Conseil sur les crédits votés par le Parlement à cette fin et de statuer en outre sur d'autres questions s'y rapportant.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

*Question n° 577 par M. Ryan—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont les vols que l'avion DC3 CF-DTB du ministère des Transports a effectués entre le 26 septembre et le 10 octobre 1962, et quel était l'objet de chaque vol?

2. Qui étaient les passagers transportés lors de chaque vol?

M. McBain, secrétaire parlementaire du ministre des Transports, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 653 par M. Honey—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle quantité et quelle valeur représentent les exportations canadiennes de tabac durant les années 1951 à 1962 inclusivement et jusqu'à ce jour à l'égard de la dernière année?

2. A destination de quels pays a-t-on exporté ce tabac et quelles en ont été la quantité et la valeur quant à chaque pays?

3. Quels programmes, s'il en est, le gouvernement possède-t-il en vue d'augmenter la vente du tabac canadien à l'étranger?

M. Hees, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 692 par M. MacInnis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle est la somme globale que le gouvernement fédéral a versée à la *Sydney and Louisburg Railway Company* sous le régime des dispositions de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes de 1927 à 1961?

2. Quelle est la somme globale que le gouvernement fédéral a versée à la *Cumberland Railway and Coal Company* sous le régime des dispositions de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes de 1927 à 1961?

3. Quelle est la somme globale des subventions relatives aux chemins de fer et aux marchandises qui ont été versées à la *Sydney and Louisburg Railway Company* de 1935 à 1961?

4. Quelle est la somme globale des subventions relatives aux chemins de fer et aux marchandises qui ont été versées à la *Cumberland Railway and Coal Company* de 1935 à 1961?

5. Quel est actuellement le taux en pourcentage du rabais prévu par les dispositions de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes?

6. Quel a été le taux de rabais le plus élevé depuis l'entrée en vigueur de la Loi?

7. La *Sydney and Louisburg Railway Company* a-t-elle déclaré officiellement qu'elle disposait d'un régime de pension de retraite fondé sur des cotisations à l'intention de ses employés?

8. La *Cumberland Railway and Coal Company* a-t-elle déclaré officiellement qu'elle disposait d'un régime de pension de retraite fondé sur des cotisations à l'intention de ses employés?

9. La *Cumberland Railway Company* reçoit-elle du gouvernement fédéral une aide pécuniaire autre que les rabais relatifs aux marchandises et les subventions relatives aux chemins de fer et, dans le cas de l'affirmative, en quoi consiste cette aide et quel en est le montant?

Question n° 741 par M. Knowles—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. *a*) Quelles sont les dispositions relatives aux congés de maladie pour les fonctionnaires classifiés? *b*) Combien de jours par année un fonctionnaire classifié peut-il s'absenter pour raison de maladie ou de blessure sans que son traitement soit réduit? *c*) Quelles sont les dispositions relatives à chaque premier jour d'absence pour raison de maladie ou de blessure en ce qui concerne un fonctionnaire classifié?

2. *a*) Quelles sont les dispositions relatives aux congés de maladie pour les employés rémunérés aux taux régnants dans le service public? *b*) Combien de jours par année un employé rémunéré aux taux régnants peut-il s'absenter pour raison de maladie ou de blessure sans que son traitement soit réduit? *c*) Quelles sont les dispositions relatives à chaque premier jour d'absence pour raison de maladie ou de blessure en ce qui concerne un employé rémunéré aux taux régnants?

3. Quelles mesures a-t-on prises en vue d'accorder aux employés rémunérés aux taux régnants les mêmes avantages relatifs aux congés de maladie que l'on accorde aux fonctionnaires classifiés et, si de telles mesures n'ont pas été prises, en étudiera-t-on l'opportunité?

*Question n° 793 par M. MacEachen—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il pris une décision au sujet de l'admissibilité des personnes à charge des militaires en garnison dans les provinces de l'Atlantique au Programme des soins médicaux des Maritimes et, dans le cas de l'affirmative, quelle est la ligne de conduite adoptée par le gouvernement à cet égard?

2. A-t-on reçu des administrateurs du Programme des soins médicaux des Maritimes une requête en vue d'obtenir la même considération qu'on accorde actuellement au Régime d'assurance médicale collective organisée sous l'égide du gouvernement?

3. Le programme des soins médicaux des Maritimes a-t-il accès *a*) aux bases, magasins et navires en vue de faire du recrutement, *b*) aux services de prélèvement sur les traitements des nouveaux membres en ce qui concerne les cotisations, *c*) à une quote-part du gouvernement quant à l'acquittement des cotisations?

4. Le gouvernement songe-t-il à adopter une ligne de conduite commune pour tous les régimes pour lesquels ses employés peuvent opter et, dans le cas de l'affirmative, quelle est cette ligne de conduite?

Le Bill C-79, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur les biens transmis par décès, est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill C-80, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-81, Loi modifiant le Tarif des douanes;

M. Nowlan, appuyé par Mme Fairclough, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

Avec l'assentiment unanime, l'article n° 9 est réservé.

L'article 11 est appelé pour la première fois et, à la demande du gouvernement, est réservé.

M. MacInnis, appuyé par M. Brewin, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait envisager la mise en œuvre d'un vaste programme, réalisable à longue échéance, en vue de l'expansion économique des provinces canadiennes de l'Atlantique, et prendre des dispositions, notamment, à l'égard des mesures suivantes, de portée restreinte et à longue échéance:

1) assurer que l'embauche actuelle, dans les industries de base du fer, du charbon et de l'acier, soit bien protégée jusqu'à la création d'autres occasions d'emploi dans la région;

2) entreprendre, en collaboration avec les gouvernements provinciaux, un vaste programme de constructions publiques d'importance; et

3) établir un ministère de l'expansion atlantique, de qui relèverait l'ensemble de la coordination des efforts de tous les ministères et organismes fédéraux pour l'élaboration de mesures d'envergure, de caractère concret et réalisable à longue échéance, propres à promouvoir le rétablissement économique de la région atlantique, et à qui serait confiée l'administration d'une caisse affectée à l'expansion d'envergure en vue de financer la création d'industries essentielles et d'importance.—(*Avis de motion n° 12*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Sur motion de M. Winkler, appuyé par M. Bell (Saint-Jean-Albert), il est ordonné,—Que les noms de MM. Grills et Cooper soient substitués à ceux de MM. Rowe et Nasserden sur la liste des membres du comité permanent de la banque et du commerce.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Nowlan, appuyé par Mme Fairclough: Que le Bill C-81, Loi modifiant le Tarif des douanes, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre relatif à la reprise du débat sur le projet de motion de M. Monteith, appuyé par M. Fulton: Que le Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill C-71, Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole, est étudié de nouveau en comité plénier et, après avoir de nouveau fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 90*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Combien de candidats défaits aux élections fédérales du 18 juin 1962 le gouvernement fédéral a-t-il subséquemment nommés à des postes comportant une rémunération?

2. Quels sont les noms de toutes ces personnes?

3. Quels postes occupent-elles et quel est leur traitement?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 267*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: Depuis le 1er janvier 1957, *Interior Contracting Company Limited,* de Penticton (C.-B.), a-t-elle touché des sommes pour des travaux effectués pour le compte du gouvernement fédéral? Dans le cas de l'affirmative, quelles sommes a-t-elle reçues, à quelles dates a-t-elle reçu ces sommes et quels sont ces travaux?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 352*), en date du 22 octobre 1962, demandant l'état suivant: Relativement à la réponse à la question n° 31 du 17 octobre, dans laquelle il est fait mention de 573 personnes d'origine chinoise à qui on a délivré des certificats de citoyenneté entre le 1er janvier et le 30 juin 1962, ainsi que de la période de temps qui s'écoule entre l'audition d'une demande de citoyenneté devant un juge et l'octroi dudit certificat, quelle a été, par catégorie, ainsi que par semaine et (ou) par année, selon le cas, cette période de temps pour chacune desdites personnes d'origine chinoise?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 498*), en date du 29 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quels sont les projets que le gouvernement fédéral a entrepris de concert avec le gouvernement de la province de Québec, dans le comté de Chapleau, durant les années 1960-1961 et 1961-1962?

2. Quelle a été la quote-part financière du gouvernement fédéral dans chacun de ces projets?

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 38

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 20 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Une pétition introductive de bill privé est présenté, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Aiken, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le deuxième rapport dudit comité, dont voici la teneur:

Votre Comité a étudié les bills suivants et est convenu de les rapporter sans modification:

Bill S-5, Loi concernant Le Trust de l'Est Canadien.

Bill S-6, Loi concernant La Nord Américaine, Companie d'Assurances Générales.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Winkler, il est ordonné,—Que le nom de M. McDonald (Hamilton-Sud) soit substitué au nom de M. Smallwood sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande.

M. Mandziuk, appuyé par M. Rapp, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-82, Loi autorisant le Sénat du Canada à dissoudre ou annuler le mariage, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill C-79, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur les biens transmis par décès, est lu pour une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant troisième lecture du Bill C-80, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise;

M. Nowlan, appuyé par Mme Fairclough, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant troisième lecture du Bill C-81, Loi modifiant le Tarif des douanes;

M. Nowlan, appuyé par M. Fleming (Eglinton), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

Il s'élève un débat;

M. Pickersgill, appuyé par M. McIlraith, propose l'amendement suivant: Que tous les mots qui suivent l'expression «Que» soient biffés et remplacés par ce qui suit:

> «ce bill ne soit pas lu une troisième fois tant que les surtaxes approuvées par décret du conseil, lesquelles modifient les taux établis dans ce bill et dans la loi que modifie ce bill, n'auront pas été soumises à la Chambre pour étude.»

Sur ce, l'honorable ministre des Finances (M. Nowlan) fait appel au Règlement pour souligner que l'amendement n'est pas pertinent parce qu'aucune disposition du bill n'a trait aux surcharges dont il y est fait mention.

Le rappel au règlement fait l'objet d'un débat;

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: D'une façon plus restreinte, un amendement qui peut être présenté lors de la motion tendant à la deuxième lecture peut l'être aussi à l'étape de la troisième lecture. A propos d'un amendement motivé, je signale aux honorables députés que le fait qu'un amendement soit motivé ne lui donne pas pour autant carte blanche. Même s'il s'agit d'un amendement motivé, il peut être irrégulier pour d'autres raisons. Je crois que cela dispose entièrement des arguments sur la question de savoir s'il s'agit ou non d'un amendement motivé. Même si c'en est un, il n'est pas forcément recevable.

En examinant l'amendement tel qu'il m'a été soumis, je prie la Chambre de se reporter tout d'abord au commentaire 418 de Beauchesne dont la deuxième phrase est ainsi conçue: «Tous les amendements qui peuvent être proposés lors de la motion en vue de la deuxième lecture d'un bill peuvent l'être aussi à l'étape de la troisième lecture, sauf qu'ils ne peuvent porter sur un sujet étranger au bill.»

La question qui se pose ici est de savoir s'il y a des distinctions entre les surtaxes et le sujet dont traite le bill. Le bill comporte des modifications de taux. Il n'y est fait mention de surtaxes nulle part, et s'il me faut étayer la question des références, je renvoie les honorables députés au commentaire 203 de Beauchesne, paragraphe 3, qui dit ceci: «L'amendement énonçant une proposition qui porte sur une question étrangère à la proposition comprise dans la motion principale n'est pas pertinent et ne peut être présenté.»

Je remercie tous les honorables députés de ce qu'ils ont dit mais, en toute déférence, je suis d'avis que les surtaxes ne sont pas des taux au sens du Tarif

des douanes. Les surtaxes sont des mesures auxiliaires dont l'application n'est pas générale. Elles peuvent être abolies par décret. Elles entrent dans une catégorie absolument différente et, par conséquent, elles ne constituent pas une question dont traite le bill. Je vois une nette distinction entre des surtaxes et les taux de douane fixés dans le bill à l'étude de même que dans le Tarif des douanes. De plus, je crois que l'amendement serait irrecevable pour une seconde raison, puisque c'est une confirmation de rejet, ce qui est contraire au sens de la motion principale. Je ne puis donc pas l'accepter.

Le débat se poursuit sur la motion principale: Que le Bill C-81, Loi modifiant le Tarif des douanes, soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté;

M. Douglas, appuyé par M. Herridge, propose l'amendement suivant: Que ce bill ne soit pas lu pour une troisième fois, mais qu'il soit déféré au comité permanent de la banque et du commerce qui l'examinera et en rendra compte.

Le débat se poursuit;

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Du consentement unanime, il est donné priorité à l'ordre n° 303.

Après quoi, il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-7, Loi constituant en corporation The Christian Brothers of Ireland in Canada;

M. Morris, appuyé par M. McPhillips, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-4, Loi pour faire droit à Mildred Dawson Meakins;

M. Mandziuk, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée sur division.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (*avec les dépositions entendues et les pièces produites devant le comité permanent des divorces du Sénat*).

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-5, Loi pour faire droit à Marion Ruth Catherine Slattery;

M. Mandziuk, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée sur division.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (*avec les dépositions entendues et les pièces produites devant le comité permanent des divorces du Sénat*).

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-6, Loi pour faire droit à Sonja Bagry;

M. Mandziuk, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée sur division.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (*avec les dépositions entendues et les pièces produites devant le comité permanent des divorces du Sénat*).

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-7, Loi pour faire droit à Lena Quelle;

M. Mandziuk, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Nowlan portant troisième lecture du Bill C-81, Loi modifiant le Tarif des douanes, et sur la proposition de motion d'amendement de M. Douglas.

Ledit débat est ajourné sur motion de M. Nowlan.

Le Bill C-71, Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté avec des amendements, étudié dans sa forme modifiée, et la troisième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le débat ajourné reprend sur le projet de motion de M. Nowlan, appuyé par M. Fleming (Eglinton): Que le Bill C-81, Loi modifiant le Tarif des douanes, soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

Et sur la proposition de motion d'amendement de M. Douglas, appuyé par M. Herridge: Que ce bill ne soit pas lu pour une troisième fois, mais qu'il soit déféré au comité permanent de la banque et du commerce qui l'examinera et en rendra compte.

Le débat se poursuit et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Liste des ordres de dépôt de documents à satisfaire au 19 novembre 1962, en ce qui concerne les adresses et les ordres de la Chambre émis avant le 1er novembre 1962. (Texte anglais).

Par M. Hamilton, membre du conseil privé de la reine,—Rapport présenté au ministre de l'Agriculture le 16 mai 1962 par la Commission (présidence de M. E. J. Alton) nommée en vertu du décret du conseil C.P. 1961-1710, en date du 23 novembre 1961, pour faire enquête sur le bien-fondé des tarifs actuels des subventions au transport des céréales de provende de l'Ouest destinées aux provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île du Prince-Édouard, en tenant compte des frais obtenus selon les diverses méthodes de transport, et formuler des recommandations à ce sujet. (Version anglaise).

Par M. Martineau, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français) concernant les opérations découlant de la Loi sur l'aide à la production du charbon pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 9 de ladite loi, chapitre 173, S.R.C., 1952, modifié en 1959.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 39

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 21 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Trois pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Harkness, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de la lettre adressée le 9 novembre 1962 à M. Davidson Dunton, animateur de l'émission de télévision intitulée *Canadian Defence—Part 2*, relativement à des renseignements sur la Marine royale canadienne et l'Aviation royale canadienne. (Texte anglais).

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 666 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de prêts relatifs à la loi nationale sur l'habitation a-t-on examinés au bureau de Peterborough de la Société centrale d'hypothèques et de logement?

2. Quelle était la valeur globale de ces prêts?

3. Combien de prêts a-t-on examinés à ce bureau en 1961, 1960, 1959?

4. Quels sont les avocats qui se sont occupés de ces prêts pour le compte de la Société pendant chacune de ces années, et quels ont été leurs honoraires?

M. McCleave, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 728 par M. Frenette—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quel était le prix de la pierre et du granit importés au Canada pour fins de construction durant les années 1959, 1960 et 1961, et dans quelle proportion ces produits ont-ils été utilisés dans la construction des édifices de l'État?

Question n° 745 par M. McNulty—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on signifié des avis d'expropriation à des personnes, des sociétés ou des municipalités, relativement au terrain requis pour le jumelage des écluses du canal Welland? Dans le cas de l'affirmative, en ce qui a trait à chaque avis, *a*) quelle étendue de terrain se propose-t-on d'exproprier, *b*) quelle somme l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a-t-elle offerte, *c*) a-t-elle offert un paiement comptant, *d*) a-t-on accepté une telle offre et quelle somme a-t-on acceptée à titre de règlement?

2. A quelle date a-t-on envoyé par la poste à chaque propriétaire ou personne en cause des avis d'expropriation?

3. Des ouvriers autorisés par l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, ont-ils pénétré sur des terrains privés ayant fait l'objet d'un avis d'expropriation, et y ont-ils effectué des travaux, alors qu'il n'y avait eu qu'une offre ou qu'une acceptation du prix ou du règlement?

4. Quels délais chacune des personnes qui ont reçu des avis d'expropriation a-t-elle pour quitter les lieux?

5. Des personnes, qui ont reçu un avis d'expropriation et auxquelles une offre a été faite, ont-elles été incitées à accepter des arrhes contre la promesse du versement d'intérêts à l'égard du solde? Dans le cas de l'affirmative, versera-t-on aussi des intérêts aux personnes qui refusent des arrhes?

M. Balcer, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 760 par M. Laing—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels organismes de l'État sont autorisés à accorder des bourses d'études et de recherches?

2. Au cours de 1961, *a*) combien de bourses ont été attribuées par chaque organisme de l'État, *b*) à quelle catégorie appartenaient ces bourses, *c*) quel était le montant de ces bourses?

Question n° 794 par M. Stewart—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il étudié, autorisé ou financé en partie ou en totalité l'envoi qui représente le Canada au *Commonwealth Institute* de Londres?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) le gouvernement a-t-il reçu des rapports au sujet de la qualité de l'envoi, *b*) quelle est la teneur de ces rapports?

Question n° 838 par M. Knowles—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de fonctionnaires civils retraités reçoivent une pension mensuelle dont le montant est compris dans chacune des catégories suivantes: *a*) inférieure à $20, *b*) de $20 à $29.99, *c*) de $30 à $39.99, *d*) de $40 à $49.99, *e*) de $50 à $59.99, *f*) de $60 à $69.99, *g*) de $70 à $79.99, *h*) de $80 à $89.99, *i*) de $90 à $99.99, *j*) de $100 à $149.99, *k*) de $150 à $199.99, *l*) de $200 à $249.99, *m*) de $250 à $299.99, *n*) de $300 et plus?

2. Combien de veuves de fonctionnaires civils retraités reçoivent une pension dont le montant est compris dans chacune des catégories indiquées ci-dessus?

3. Quel est le nombre de fonctionnaires civils fédéraux retraités et le nombre de veuves de fonctionnaires civils fédéraux retraités résidant actuellement dans chaque province?

Sur motion de M. Lamoureux, appuyé par M. Turner, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre des copies des accords internationaux relatifs aux services aériens intervenus entre le Canada et les États-Unis d'Amérique et entre le Canada et la Grande-Bretagne.—(*Avis de motion portant production de documents n° 41*).

L'avis de motion portant production de documents (*n° 42*) est appelé et, à la demande du gouvernement, est réservé.

Sur motion de M. Haidasz, appuyé par M. Cameron (High Park), il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute communication adressée au ministère des Transports et à la société Air-Canada de la part de l'honorable Allan Grossman, c.r., commissaire de la Régie des alcools de l'Ontario.—(*Avis de motion portant production de documents n° 43*).

Il est fait appel de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-49, Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel;

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté avec un amendement, étudié dans sa forme modifiée, et la troisième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les juges et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

M. Olson, appuyé par M. Leboe, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait, d'ici un an, convenir d'un modèle de drapeau national distinctif et approprié et présenter à cette Chambre une mesure législative visant à l'adoption de cet emblème.—(*Avis de motion n° 9*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Vingt-deuxième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition de la requérante dont le nom suit, déposée le 20 novembre, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement:

Quebec Fire Assurance Company, et en français, Compagnie d'assurance de Québec contre les accidents du feu, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à changer son nom, en anglais à *Quebec Assurance Company* et, en français, à «Compagnie d'assurance du Québec» et pour d'autres fins.—*M. Bourbonnais.*

A six heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 40

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 22 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Une pétition introductive de bill privé est présentée, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Pugh, du comité permanent des affaires des anciens combattants, présente le premier rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Le Comité recommande:

1. Qu'il lui soit permis de faire imprimer au jour le jour les documents et témoignages dont il pourra ordonner la publication et que soit suspendue à cet égard l'application de l'article 66 du Règlement.

2. Que son quorum soit réduit de 15 à 10 membres et que l'application de l'article 65(1)*n*) du Règlement soit suspendue à cet égard.

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Pugh, appuyé par M. Ormiston, ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Winkler, il est ordonné,—Que le nom de M. Beaulé soit substitué à celui de M. Grégoire sur la liste des membres du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Winkler, il est ordonné,—Que les noms de MM. Muir (Lisgar) et Nasserden soient substitués à ceux de MM. Simpson et Cooper sur la liste des membres du comité permanent de la banque et du commerce.

27510-7—21½

M. Balcer, appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative autorisant et prévoyant la construction, par la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Nouveau-Brunswick depuis Nepisiguit Junction, sur une distance de quinze milles, jusqu'à la propriété de la Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited, au coût global estimatif de $1,450,000, qui ne doit pas être dépassé de plus de quinze pour cent; autorisant l'émission, par ladite Compagnie de chemin de fer, de valeurs qui peuvent être garanties par Sa Majesté, du chef du Canada, pour le financement de ladite ligne; et, pour permettre à ladite Compagnie de chemin de fer d'entreprendre immédiatement la construction de ladite ligne ferroviaire, autorisant des prêts temporaires à ladite Compagnie de chemin de fer, sur le Fonds du revenu consolidé, suivant les modalités et conditions prescrites par le gouverneur en conseil, et garantis par des valeurs de ladite compagnie.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Il est donné lecture de l'ordre portant troisième lecture du Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social;

M. Monteith, appuyé par M. Fulton, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill C-71, Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole, est lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill C-49, Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel, est lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution concernant les transformations industrielles et les ajustements de main-d'œuvre.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

Avis de motions (*documents*)

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. MacEachen: Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse, le priant de faire déposer à la Chambre des copies de la

correspondance ou de tous documents échangés entre le premier ministre ou le ministre des Finances ou tout autre ministre de la Couronne et les fonctionnaires du ministère de la Justice ou du Conseil privé ou de tout autre ministère ou organisme de l'État, au sujet du décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-902, daté du 24 juin 1962, et de la modification du décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-987, daté du 11 juillet 1962, et au sujet de la Liste de marchandises d'importation contrôlée, modifiée par le décret C.P. 1962-903, daté du 24 juin 1962, en ce qui concerne notamment la légalité desdits décrets.—(*Avis de motion portant production de documents n° 16*).

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution concernant les transformations industrielles et les ajustements de main-d'œuvre.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative concernant les transformations industrielles et les ajustements de main-d'œuvre; assurant l'organisation et le maintien d'un Service consultatif de la main-d'œuvre; pourvoyant de plus à des paiements, à titre d'encouragements fiscaux, pour l'élaboration de programmes d'ajustement de main-d'œuvre; prévoyant en outre la conclusion de conventions relatives à des versements par le Canada pour stimuler la mobilité de main-d'œuvre; établissant un Conseil appelé «Conseil consultatif des transformations industrielles et des ajustements de main-d'œuvre»; pourvoyant au traitement du président et à certains frais encourus par les membres du Conseil.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Starr, appuyé par M. Martineau, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-83, Loi concernant les transformations industrielles et les ajustements de main-d'œuvre, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-70, Loi prévoyant la sécurité des personnes employées aux ouvrages, entreprises et affaires qui relèvent du gouvernement fédéral;

M. Starr, appuyé par M. Martineau, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat et ledit débat est interrompu.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Vingt-troisième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants aux fins de lois de divorce, déposées après le 8 novembre 1962 et présentées par M. Mandziuk le 21 novembre, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement. Toutefois ces pétitions ont été déposées après le délai spécifié à l'article 93 du Règlement:

Carol Thornton Blackman, épouse de Colin Blackman, de Montréal (P.Q.).

Ezreh Harry Herscovitch, de Montréal (P.Q.), époux de Lillian Lea Huss Herscovitch.

Donald Edgar Hicks, de Grand Falls (Terre-Neuve), époux de Frances Marie Benson Hicks.

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Dix-huitième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Marion Daphune Cormier Armour, épouse de Norman Ernest Armour, de la province de Québec.

Joseph Idolard Bouchard, de Nouvelle (P.Q.), époux de Antoinette Babineau Bouchard.

Edward Brown, de Dorval (P.Q.), époux de Ginette Cameron Brown.

Rochelle Pleet Caplan, épouse de Allan Steven Caplan, de Montréal (P.Q.).

Margaret Humphreys Clewes, épouse de Richard Clewes, de Montréal (P.Q.).

Mildred Niren (Nirenberg) Cubitz, épouse de Allan Cubitz, de Montréal (P.Q.).

Julianna Barta Gulyas, épouse de Zoltan Gulyas, de Montréal (P.Q.).

Lee Litwack Leopold, épouse de Henry Leslie Leopold, de Westmount (P.Q.).

Giselle Miron Mignault, épouse de Jean (Jack) Mignault, de Montréal (P.Q.).

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 41

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 23 NOVEMBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Mandziuk, du comité permanent des bills privés en général, présente le premier rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Le Comité recommande que son quorum soit réduit de 15 à 10 membres et que l'application de l'article 65(1)c) du Règlement soit suspendue à cet égard.

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Mandziuk, appuyé par M. Cardiff, ledit rapport est agréé.

M. Barnett, appuyé par M. Mather, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-84, Loi modifiant la Loi sur les transports et la Loi sur les chemins de fer (Transporteurs par eau de la Colombie-Britannique), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-20, Loi modifiant le Code criminel (Bons-primes);

M. Howard, appuyé par M. Knowles,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 108*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Durant l'été de 1962, a-t-on tenu à Ottawa une réunion en vue d'étudier la question de l'élimination des déchets radioactifs, y compris leur déversement dans l'océan? Dans le cas de l'affirmative, quelles ont été les conclusions de la réunion?

2. Le gouvernement a-t-il étudié le rapport déposé par un groupe spécial nommé par l'Agence internationale de l'énergie atomique touchant l'élimination des déchets radioactifs?

3. Le gouvernement sait-il si, durant 1960 ou jusqu'à ce jour, on a jeté des déchets radioactifs dans un secteur situé à quelque 150 ou 200 milles au sud de Yarmouth? Dans le cas de l'affirmative, l'*Atomic Energy Commission* des États-Unis juge-t-elle encore cette zone comme un lieu propice à l'évacuation des déchets atomiques?

4. Le gouvernement est-il au courant de l'opinion officielle de la Grande-Bretagne, de la France et de l'URSS au sujet du déversement des déchets radioactifs dans l'océan? Dans le cas de l'affirmative, quelle est-elle?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 260*), en date du 31 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Durant les années 1959, 1960 et 1961, combien de tonnes et de tonnes-mille de marchandises a-t-on transportées à bord du matériel de traction appartenant à l'*Eldorado Aviation Limited,* selon l'énumération suivante: *a*) la quantité globale en provenance et à destination de tous les points situés dans la partie septentrionale du réseau de la Compagnie, *b*) la quantité globale en provenance à destination de tous les points situés dans la partie sud du réseau de la compagnie, *c*) d'Edmonton (Alb.) à tous les endroits situés dans les Territoires du Nord-Ouest, *d*) de tous les endroits situés dans lesdits territoires jusqu'à Edmonton, *e*) de tous les endroits du réseau de la compagnie à destination des installations de la ligne DEW, *f*) des installations de la ligne DEW jusqu'à tous les endroits du réseau de la compagnie, *g*) de tous les endroits du réseau de la compagnie à tous les endroits du réseau de la *Northern Transportation Company Limited, h*) de tous les endroits du réseau de la *Northern Transportation Company Limited* à tous les endroits du réseau de l'*Eldorado Aviation Limited?*

2. Sur le nombre total de tonnes et de tonnes-mille transportées dans les Territoires du Nord-Ouest, quel pourcentage a été expédié pour le compte *a*) de sociétés de la Couronne, *b*) de ministères du gouvernement, *c*) d'installations de la ligne DEW, *d*) de destinataires autres que ceux ci-haut mentionnés?

3. Durant les années 1959, 1960 et 1961, quel a été le nombre total de voyageurs transportés, selon l'énumération indiquée à la première partie ci-dessus?

4. Quel a été le nombre total de voyageurs transportés pour le compte *a*) de sociétés de la Couronne, *b*) de ministères du gouvernement, *c*) d'installations de la ligne DEW, *d*) de personnes, sociétés ou corporations autres que celles ci-haut mentionnées?

5. A l'égard de chacune des années 1959, 1960 et 1961 quels bénéfices bruts l'*Eldorado Aviation Limited* a-t-elle réalisés par suite du transport de marchandises, dans les limites des Territoires du Nord-Ouest, pour le compte *a*) de sociétés de la Couronne, *b*) de ministères du gouvernement canadien *c*) d'installations de la ligne DEW, *d*) de destinataires autres que ceux de *a*), *b*) ou *c*)?

6. Durant chacune des années 1959, 1960 et 1961, quels bénéfices bruts l'*Eldorado Aviation Limited* a-t-elle réalisés par suite du transport de voyageurs dans les limites des Territoires du Nord-Ouest, selon l'énumération indiquée à la cinquième partie ci-dessus?

7. Durant chacune des années 1959, 1960 et 1961, quels revenus bruts l'*Eldorado Aviation Limited* a-t-elle réalisés par suite du transport de voyageurs à destination et en provenance de tous endroits situés à l'extérieur des Territoires du Nord-Ouest, selon l'énumération indiquée à la cinquième partie ci-dessus?

8. Sur le nombre total de tonnes de marchandises destinées à être transportées par l'*Eldorado Aviation Limited,* quelle quantité celle-ci a-t-elle allouée aux voituriers canadiens (entreprises privées) aux fins de transport à l'intérieur ou à l'extérieur des Territoires du Nord-Ouest, durant les années 1959, 1960 et 1961?

9. Quelles sont les sources de revenu de l'*Eldorado Aviation Limited,* outre le transport aérien de marchandises ou de voyageurs?

10. De quelles autres affaires s'occupe l'*Eldorado Aviation Limited,* à part l'exploitation de transport?

11. A l'égard de chacune des années 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961, quel est, sous forme de tableau, en dollars et en cents, l'état annuel des recettes et des dépenses aux titres suivants: *a*) revenus provenant du transport de marchandises, *b*) revenus provenant du transport des voyageurs, *c*) revenus divers autres que ceux du transport de marchandises, *d*) frais d'exploitation, *e*) frais d'administration, *f*) amortissement, *g*) bénéfices d'exploitation, *h*) versements d'impôt sur le revenu, *i*) bénéfices nets?

12. Durant les années 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961, quel a été le nombre total des accidents d'aviation sur terre, dans les eaux ou dans les airs, dans lesquels les aéronefs de la compagnie ont été impliqués, en faisant mention du type d'avion en cause dans chaque accident et les frais encourus lors de chaque accident, en donnant un bref aperçu des circonstances?

13. Durant les années 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961, quel a été le nombre total des voyageurs non payants que la Compagnie a transportés dans ses avions en toutes directions, selon l'énumération indiquée à la première et à la deuxième partie ci-dessus?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 366*), en date du 5 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Un terrain appartenant à feu William Beach, à Churchill (Man.), a-t-il été exproprié à l'époque où on a prolongé le chemin de fer jusqu'au port? Dans le cas de l'affirmative, quelle somme a-t-on versée pour ce terrain et quelles en étaient les dimensions?

2. A quelles fins se sert-on de ce terrain actuellement?

3. Ce terrain pourrait-il servir à l'agrandissement de la ville? Dans le cas de l'affirmative, songe-t-on à l'utiliser à cette fin?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 412*), en date du 29 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelle compagnie a préparé les plans et devis de la voie maritime du Saint-Laurent?

2. Quelle somme a-t-on versée pour la préparation de ces plans?

3. Combien d'entrepreneurs généraux ont obtenu des contrats?

4. Quel est le nom de chaque entrepreneur?

5. Quel est le montant de chaque contrat?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 573*), en date du 5 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Les deux réserves des Indiens à Longlac (Ont.) ont-elles des services d'électricité? *a*) Sinon, a-t-on reçu des conseils des tribus des demandes en vue d'obtenir une aide financière relative à la totalité ou à une partie du coût des installations électriques communes et de la pose des fils dans les maisons de ces réserves; *b*) dans le cas de l'affirmative, quand a-t-on reçu ces demandes et comment y a-t-on donné suite?

2. Combien y a-t-il, sur chaque réserve, de maisons construites par la Direction des affaires indiennes?

3. La Direction y a-t-elle installé un service d'électricité et a-t-elle pris l'initiative d'assurer un service d'électricité sur plusieurs autres réserves au Canada?

4. La Direction dispose-t-elle d'une estimation de ce que coûterait l'aménagement d'un réseau électrique et d'un service d'électricité dans chacune de ces réserves?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 594*), en date du 5 novembre 1962, demandant l'état suivant: La Société centrale d'hypothèques et de logement a-t-elle eu, de temps à autre des négociations avec d'autres personnes relativement à des avances de fonds, sous forme de prêts, en vue de la construction d'immeubles, y compris des projets d'habitations destinées à la location, dans le secteur de la ville de Toronto compris entre, au nord, la rue Howard, à l'ouest, la rue Ontario, au sud, la rue Est-Wellesley, et à l'est, la rue Parliament et, dans le cas de l'affirmative, *a*) avec qui ces négociations ont-elles été entamées; *b*) qui étaient les emprunteurs éventuels, en indiquant dans le cas des particuliers le nom et l'adresse et dans le cas de la ou des sociétés, le ou les noms des sociétés et dans chaque cas, l'adresse du siège social, l'autorité qui les a constituées en sociétés, ainsi que le nom et l'adresse de tous leurs administrateurs et directeurs; *c*) à quoi ont abouti ces négociations et si l'on a conclu une convention de prêt, quand commenceront (i) le déblaiement du terrain, (ii) la construction des immeubles, et à quels moments avancera-t-on le principal du prêt; et *d*) si l'on a conclu une convention qui a été résiliée, pourquoi a-t-elle été résiliée?

Vingt-quatrième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition des requérants dont les noms suivent, déposée après le 8 novembre 1962 et présentée par M. Smith (Simcoe-Nord) le 22 novembre, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement. Toutefois cette pétition a été déposée après le délai spécifié à l'article 93 du Règlement:

John Mark de Toronto (Ontario), Peter Kolibaiev de Montréal (Québec) et cinq autres personnes, aux fins d'une loi constituant en société *The Union of Slavic Churches of Evangelical Christians and Baptists of Canada.*

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 42

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 26 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel message est lu par M. l'Orateur ainsi qu'il suit:

GEORGE-P. VANIER

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des sommes supplémentaires (A) requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1963 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Résidence du Gouverneur général, Ottawa.

Sur motion de M. Nowlan, appuyé par M. Harkness, lesdits message et budget supplémentaire (A) sont renvoyés au comité des subsides.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Winkler, il est ordonné,—Que les noms de MM. Prittie et Laing soient substitués à ceux de MM. Lewis et Lamoureux sur la liste des membres du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande.

M. Berger, appuyé par M. Prittie, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-85, Loi limitant les heures de travail des personnes employées aux travaux, entreprises et affaires du gouvernement fédéral, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

27510-7—22½

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 433 par M. Bélanger—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Le gouvernement est-il au courant que certains entrepreneurs qui exécutent des contrats pour le compte de l'État dans le comté de Charlevoix tiennent compte de considérations d'ordre politique lorsqu'ils embauchent des employés? Dans le cas de l'affirmative, quelles mesures se propose-t-il d'adopter afin de mettre fin à cette pratique?

M. Bell (Carleton), membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 759 par M. Laing—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Le 1er janvier 1890 et lors de chaque dixième année subséquente, quel était, en cents le cent livres, le prix de transport par rail des articles suivants, depuis les points d'expédition jusqu'aux points de destination énoncés ci-dessous: *a*) blé (destiné à l'exportation et à la consommation intérieure), de Winnipeg à Port-Arthur; *b*) blé (destiné à l'exportation et à la consommation intérieure), de Winnipeg à Montréal; *c*) blé (destiné à l'exportation et à la consommation intérieure), de Regina à Vancouver; *d*) bois d'œuvre, de Vancouver à Toronto; *e*) bois d'œuvre, de Prince-George à Buffalo; *f*) acier (en feuilles), d'Hamilton à Vancouver; *g*) houille, de Jasper à Toronto; *h*) conserves, de Leamington à Vancouver; *i*) pommes, de Penticton à Toronto; *j*) instruments agricoles, de Regina à Toronto?

*Question n° 835 par M. Haidasz—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont les règlements du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social relativement à la vente des parasiticides chimiques?

2. Quelles mesures particulières prend-on pour protéger la population canadienne contre le groupe des phosphates organiques extrêmement dangereux de produits chimiques utilisés dans la fabrication des parasiticides?

3. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a-t-il un bureau chargé de l'observance des règlements de sécurité?

*Question n° 860 par M. Knowles—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis que l'on a dressé le document sessionnel n° 230, le gouvernement fédéral a-t-il nommé des personnes, autres que celles qui y sont nommées, qui avaient posé leur candidature lors des élections fédérales du 18 juin 1962 et avaient été battues, à des postes comportant des émoluments ou des allocations? Dans le cas de l'affirmative, quels sont leurs noms, quels postes occupent-elles et quels sont leurs émoluments ou allocations?

Question n° 868 par M. Stewart—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A quelle date a-t-on mis en vigueur la ligne de conduite autorisant le double amortissement à l'égard des dépenses d'immobilisations dans les régions de chômage chronique, annoncée par le ministre des Finances le 20 décembre 1960?

2. Sur quel article de quelle loi se fonde cette allocation?

3. Quelles régions des provinces de l'Atlantique ont été désignées comme régions de chômage chronique?

4. Quelles sociétés de chacune de ces régions ont fait appel à la disposition favorisant le double amortissement?

5. Quelles demandes ont été refusées?

Question n° 871 par M. Knowles—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de candidats battus aux élections fédérales du 10 juin 1957 le gouvernement fédéral a-t-il nommés à des postes comportant des émoluments ou des allocations?

2. Quels sont les noms de toutes ces personnes?

3. Quels postes occupent-elles et quels émoluments ou allocations reçoivent ces personnes?

Question n° 872 par M. Knowles—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de candidats battus aux élections fédérales du 31 mars 1958 le gouvernement fédéral a-t-il nommés à des postes comportant des émoluments ou des allocations?

2. Quels sont les noms de toutes ces personnes?

3. Quels postes occupent-elles et quels émoluments ou allocations reçoivent ces personnes?

*Question n° 881 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Relativement aux 22 personnes dont la Chine était le pays de la dernière résidence permanente et aux 30 personnes dont Hong Kong était le pays de la dernière résidence permanente, dont on a ordonné l'expulsion depuis le 1er janvier 1957, quelle était la raison de chaque ordonnance d'expulsion?

2. Relativement aux 4 personnes dont la Chine était le pays de la dernière résidence permanente et aux 7 personnes dont Hong Kong était le pays de la dernière résidence permanente, dont on a ordonné l'expulsion depuis le 1er janvier 1957, mais à l'égard desquelles l'ordonnance a été annulée ou révoquée, quelle était la raison de chaque première ordonnance d'expulsion?

3. Relativement aux 9 personnes dont la Chine était le pays de la dernière résidence permanente et aux 6 personnes dont Hong Kong était le pays de la dernière résidence permanente, dont on a ordonné l'expulsion depuis le 1er janvier 1957, mais à qui on a permis de rester au pays pendant que leur cas était à l'étude, quelle était la raison de chaque première ordonnance d'expulsion?

M. McGee, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 887 par M. Cantin—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelles ont été les quantités *a*) de blé, *b*) d'avoine, *c*) d'orge, *d*) de seigle, *e*) de lin, et *f*) les quantités globales, livrées dans chacun des ports suivants: Vancouver-New-Westminster, Victoria, Prince-Rupert, Churchill, Fort-William-Port-Arthur, Toronto, Kingston, Montréal, Sorel, Trois-Rivières, Québec, Baie-Comeau, Saint-Jean, Saint-Jean-Ouest et Halifax, pour chacune des campagnes agricoles entre 1950-1951 et 1960-1961?

2. Quelles ont été les quantités de chacune des céréales susmentionnées exportées de chacun des ports énumérés ci-dessus durant les années 1950-1951 à 1960-1961?

3. En ce qui concerne chacun des ports énumérés ci-dessus, quelles quantités de chacune des céréales susmentionnées ont été conservées pour la consommation domestique?

*Question n° 908 par M. Beaulé—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement fédéral a-t-il versé des sommes au gouvernement de la province de Québec en vertu de la Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle? Dans le cas de l'affirmative, quelles sommes a-t-il versées et pour quels projets précis ont-elles été versées?

2. Les représentants du gouvernement de la province de Québec ont-ils demandé au gouvernement fédéral d'appliquer les dispositions de la Loi susdite aux centres d'apprentissage relevant du ministère provincial du Travail? Dans le cas de l'affirmative, quelle a été la teneur de la réponse des autorités fédérales et quelles raisons ont motivé cette réponse?

Question n° 920 par M. Laing—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant chaque année, depuis 1950, quelles ont été, *a*) la valeur, *b*) la quantité, de toutes les catégories de criblures de provende exportées du Canada?

2. Durant les mêmes années, quelles ont été la valeur et la quantité de criblures de provende vendues aux fins de consommation au Canada?

3. Le ministère de l'Agriculture a-t-il fait en sorte que ces provendes soient gardées au Canada et dans le cas de l'affirmative, quelles mesures a-t-il prises?

*Question n° 927 par M. Marcoux—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A bord de quel avion, aux frais de qui et à quelle date la délégation de l'Association canadienne des parlementaires de l'OTAN s'est-elle rendue en Europe?

2. A bord de quel avion, aux frais de qui et à quelle date le ministre associé de la Défense nationale s'est-il rendu à Paris pour les fins de l'Exposition internationale de Montréal?

M. Sévigny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

M. Lewis, appuyé par M. Winch, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, on devrait étudier l'à-propos de présenter une mesure portant *a*) que des dépenses déterminées au sujet de la télévision, de la radio et des voyages à l'intérieur de sa circonscription électorale, l'impression et l'expédition de documents au sujet de lui-même, de son programme et du programme de son parti, faites par un candidat représentant un parti fédéral, ou en son nom, lors d'élections fédérales, soient payées sur les revenus généraux du Canada; *b*) que toutes dépenses supplémentaires subies par un candidat ou par toute personne ou organisation en son nom soient restreintes à un montant précis calculé d'après le nombre des électeurs; et c) que chaque candidat, organisation de circonscription ou parti fédéral et toute personne ou organisation agissant au lieu et au nom de l'un d'eux ou de tous doivent présenter un rapport complet et précis des sommes d'argent reçues et des dépenses subies par eux relativement à des élections fédérales.—(*Avis de motion n° 11*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 43

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 27 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général, dépose devant la Chambre,—Tome 2 du rapport de la Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement (présidence de M. J. Grant Glassco), intitulé *Les services auxiliaires du Gouvernement,* daté du 1er octobre 1962, ainsi que le résumé des constatations rédigé par la Commission. (Textes français et anglais).

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Winkler, il est ordonné,—Que le nom de M. Grégoire soit substitué à celui de M. Caouette sur la liste des membres du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

CRÉDITS PROVISOIRES

Il est résolu: Qu'il soit attribué à Sa Majesté au compte de la présente année financière expirant le 31 mars 1963:

Une somme n'excédant pas $449,473,276.60, soit l'ensemble

a) du douzième du total des montants des articles énumérés au Budget revisé de l'année financière expirant le 31 mars 1963, présenté à la Chambre

des communes, à la session actuelle du Parlement, sauf le crédit n° 5 de l'Énergie atomique, le crédit n° 50 des Finances, le crédit n° 11 des Forêts, le crédit n° 40 du Travail, les crédits n°s 30 et 35 du Service législatif, le crédit n° 70 de la Défense nationale, le crédit n° 25 de la Santé nationale et du Bien-être social, le crédit n° 10 du Nord canadien et des Ressources nationales, les crédits n°s 5, 45, 125, 190 et 200 des Travaux publics, les crédits n°s 5 et 25 de la Gendarmerie royale du Canada, le crédit n° L20 des Prêts, placements et avances, $303,189,049.67;

b) de deux autres douzièmes des montants que représentent, audit budget revisé, les articles 145, 168 et 170 des Travaux publics, les articles 35, 222 et 225 des Transports, $3,652,166.67;

c) d'un autre douzième des montants que représentent, audit budget revisé, les articles 25, 100 et 160 de l'Agriculture, l'article 45 des Finances, les articles 30, 50, 55, 85, 90, 95 et 100 du Nord canadien et des Ressources nationales, les articles 10, 20, 115, 120, 140 et 150 des Travaux publics, les articles 55, 100, 125 et 185 des Transports, l'article L70 des Prêts, placements et avances, $12,122,533.34;

d) des neuf douzièmes du total des montants des articles énoncés au Budget supplémentaire (A), pour l'année financière expirant le 31 mars 1963, présenté à la Chambre des communes à la session actuelle du Parlement, $121,079,360.25;

e) de deux autres douzièmes des montants que représentent audit budget supplémentaire (A) l'article 112*a* des Affaires extérieures, les articles 213*a* et 222*a* des Transports, $9,430,166.67.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Que, en vue de pourvoir aux subsides qui ont été accordés à Sa Majesté à l'égard de certaines dépenses du service public pour l'année financière expirant le 31 mars 1963, la somme de $449,473,276.60 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé, ainsi qu'il est énoncé dans la résolution qui a été adoptée aujourd'hui au comité des subsides.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Nowlan, appuyé par M. McLean (Queens), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-86, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963, qui est lu pour une première fois.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier;

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Le Bill S-5, Loi concernant Le Trust de l'Est Canadien, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill S-6, Loi concernant La Nord Américaine, Compagnie d'Assurances Générales, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Du consentement unanime, il est donné priorité à l'ordre n° 343.

Après quoi, il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-11, Loi concernant La Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada;

M. Mandziuk, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-12, Loi constituant en corporation l'Allstate Life Insurance Company of Canada, ait la priorité lors du prochain appel des bills privés.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-8, Loi pour faire droit à Frank Zeitlhofer;

M. Mandziuk, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée sur division.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (*avec les dépositions entendues et les pièces produites devant le comité permanent des divorces du Sénat*).

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-9, Loi pour faire droit à John Harman;

M. MacEwan, au nom de M. Mandziuk, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée sur division.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (*avec les dépositions entendues et les pièces produites devant le comité permanent des divorces du Sénat*).

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-10, Loi pour faire droit à Esther Wertheimer;

M. MacEwan, au nom de M. Mandziuk, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée sur division.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (*avec les dépositions entendues et les pièces produites devant le comité permanent des divorces du Sénat*).

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-11, Loi pour faire droit à Rachela Zimber;

M. MacEwan, au nom de M. Mandziuk, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée sur division.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (*avec les dépositions entendues et les pièces produites devant le comité permanent des divorces du Sénat*).

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill C-86, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963, qui est rapporté sans amendement.

Du consentement unanime, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution concernant l'établissement d'un Office national de développement économique et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill C-78, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu.

Bill C-79, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur les biens transmis par décès.

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 44

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 28 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 711 par M. Denis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: A l'égard de chacune des dix dernières années et de chaque province, *a*) combien de soumissions a-t-on demandées pour le transport du courrier, *b*) combien d'adjudications ont été modifiées?

Question n° 833 par M. Argue—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Un avion appartenant au ministère des Transports a-t-il récemment transporté le ministre de l'Agriculture à Regina et, dans le cas de l'affirmative, quand?

2. Quels sont les noms des autres passagers qui ont fait le voyage?

3. Quand l'avion a-t-il entrepris le voyage de retour, et quels sont les noms de tous les passagers qui ont fait le voyage?

M. McBain, secrétaire parlementaire du ministre des Transports, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 880 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: En ce qui concerne les divers montants versés à *Interior Contracting Co. Ltd.*, de Penticton (C.-B.), selon leur énumération dans le document parlementaire n° 232, lesquels ont été versés *a*) à la suite d'appels d'offres, de soumissions et d'un prix à forfait, et *b*) sans ces formalités; et à l'égard des montants versés selon les formalités susdites, quelles étaient la date et la nature de chaque contrat?

Question n° 916 par M. Denis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quand a été institué le régime de récompenses pour renseignements menant à l'arrestation et à la condamnation de personnes ayant commis divers délits contre le ministère des Postes et le courrier?

2. Durant chacune des cinq dernières années, *a*) quels ont été les montants payés pour de telles récompenses, *b*) quel est le nombre des personnes à qui ces récompenses ont été payées et *c*) quels sont les montants que chaque personne a reçus.

Question n° 918 par M. Laing—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de membres des forces armées ont pris leur retraite aux termes de la Loi sur la pension de retraite des forces canadiennes?

2. Parmi les retraités, combien reçoivent une pension annuelle supérieure à *a*) $1,000, *b*) $3,000, *c*) $5,000, *d*) $7,000?

3. Y a-t-il actuellement un déficit actuariel dans le compte de la pension de retraite des forces canadiennes et, dans le cas de l'affirmative, *a*) quel est le montant de ce déficit, *b*) le gouvernement songe-t-il à affecter des sommes dans les prévisions de dépenses aux fins de pourvoir à ce déficit?

Question n° 940 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Comment a-t-on disposé sur place du matériel de la station de radar située à Neys, près de Marathon (Ont.)?

2. Si ce matériel a été déplacé, où l'a-t-on mis, qui l'a déménagé et à combien se sont chiffrés les frais de déménagement?

Sur motion de M. Chevrier, appuyé par M. Pickersgill, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre une copie de toutes opinions juridiques données par le ministère de la Justice ou par tout autre conseiller consulté au sujet de la compétence du Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion, ou de la décision de celui-ci, touchant les émissions de la coupe Grey.—(*Avis de motion portant production de documents n° 42*).

Du consentement unanime, sur motion de M. Rouleau, au nom de M. Dupuis, appuyé par M. Robichaud, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre une copie de tous télégrammes, correspondance, options, contrats ou autres documents que possède quelque ministère ou organisme du gouvernement fédéral, relativement à l'achat d'un terrain pour la construction d'un édifice public à Beauceville.—(*Avis de motion portant production de documents n° 46*).

Sur motion de M. Peters, appuyé par M. Winch, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre une copie des dépenses d'élection (formule n° 61) de chaque candidat aux élections générales du 18 juin 1962, conformément aux paragraphes (1) et (12) de l'article 63 de la Loi électorale du Canada.—(*Avis de motion portant production de documents n° 47*).

Sur motion de M. Knowles, appuyé par M. Fisher, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre une copie du régime de pension dont bénéficient les employés d'Air-Canada.—(*Avis de motion portant production de documents n° 48*).

L'avis de motion portant production de documents (*n° 49*) est appelé et, à la demande du gouvernement, est réservé.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution concernant l'établissement d'un Office national de développement économique.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure concernant l'établissement d'un Office national de développement économique et d'en définir les attributions, de prévoir la nomination du président et des autres membres de cet organisme ainsi que le paiement de la rémunération du présidednt et de certaines dépenses des autres membres dudit Office, d'autoriser également l'Office à retenir les services des conseillers et employés nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions et de statuer en outre sur d'autres sujets connexes.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Churchill, au nom de M. Nowlan, appuyé par M. O'Hurley, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-87, Loi établissant un Office national de développement économique, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-64, Loi modifiant la Loi sur l'aide à la production du charbon;

M. Martineau, appuyé par M. Churchill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

L'article n° 13, appelé pour la 1re fois, est réservé.

M. Argue, appuyé par M. Gordon, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait songer à l'opportunité d'assurer aux cultivateurs des versements couvrant, de façon générale, leurs revenus, en cas de récolte manquée, en modifiant la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies de manière à assurer: *a*) une augmentation de l'échelle des versements, ainsi qu'il suit: (i) une augmentation du versement maximum de $4 l'acre à $8 l'acre; (ii) une augmentation du versement actuel de $3 l'acre à $6 l'acre; (iii) une augmentation du versement actuel de $2 l'acre à $4 l'acre; b) une augmentation des contributions des cultivateurs, de 1 p. 100 à 2 p. 100; c) une augmentation du maximum de la superficie ensemencée, à l'égard duquel des versements peuvent être effectués, soit de 400 acres à 600 acres; il devrait songer en outre à apporter d'autres modifications requises pour assurer un revenu suffisant aux cultivateurs en cas de récolte manquée.—(*Avis de motion n° 14*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté le Bill C-86, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine, au nom de M. Halpenny, —Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 novembre 1962, demandant une copie de tous rapports et autres documents que possède le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, relativement au choix de Banff (Alberta) au lieu de Mont-Tremblant (Québec) comme emplacement projeté des Jeux olympiques d'hiver en 1968.—(*Avis de motion portant production de documents n° 37*).

Par M. Balcer, au nom de M. Halpenny,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 21 novembre 1962, demandant des copies des accords internationaux relatifs aux services aériens intervenus entre le Canada et les États-Unis d'Amérique et entre le Canada et la Grande-Bretagne.—(*Avis de motion portant production de documents n° 41*).

Par M. Balcer, au nom de M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 491*), en date du 29 octobre 1962, demandant l'état suivant: Le gouvernement exerce-t-il quelque pouvoir d'urgence à l'égard de l'exportation ou de l'importation de toutes marchandises de caractère dangereux et, dans le cas de l'affirmative, de quelle façon exerce-t-il ce pouvoir?

Par M. Balcer, au nom de M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 667*), en date du 14 novembre 1962, demandant l'état suivant: Depuis le 1er janvier 1961, le gouvernement fédéral a-t-il acheté ou vendu quelque propriété dans la ville de Peterborough? Dans le cas de l'affirmative, quels ont été les avocats ou mandataires et quel a été le prix d'achat ou de vente?

Par M. Balcer, au nom de M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 668*), en date du 14 novembre 1962, demandant l'état suivant: Quel est le nombre de fonctionnaires actuellement employés dans l'édifice de l'État, à Peterborough, et quel en était le nombre en 1961, 1960 et 1959?

Par M. Balcer, au nom de M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 740*), en date du 14 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. *a*) Quelle était, de 1950 à 1955, la ligne de conduite adoptée par le gouvernement fédéral en ce qui concerne la cession des immeubles utilisés antérieurement par lui (anciens bureaux de poste et autres immeubles) aux corps municipaux, *b*) cédait-il ces immeubles gratuitement ou les vendait-il, *c*) s'il les vendait, quelles normes utilisait-il pour établir le prix?

2. A-t-on modifié cette ligne de conduite d'une façon quelconque depuis 1955 et, dans le cas de l'affirmative, *a*) quand l'a-t-on modifiée, *b*) quels sont les changements qui y ont été apportés?

3. Quelle est actuellement la ligne de conduite relative à ces immeubles lorsque des corps municipaux sont intéressés à les obtenir?

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 838*), en date du 21 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Combien de fonctionnaires civils retraités reçoivent une pension mensuelle dont le montant est compris dans chacune des catégories suivantes: *a*) inférieure à $20, *b*) de $20 à $29.99, *c*) de $30 à $39.99, *d*) de $40 à $49.99, *e*) de $50 à $59.99, *f*) de $60 à $69.99, *g*) de $70 à $79.99, *h*) de $80 à $89.99, *i*) de $90 à $99.99, *j*) $100 à $149.99, *k*) de $150 à $199.99, *l*) de $200 à $249.99, *m*) de $250 à $299.99, *n*) de $300 et plus?

2. Combien de veuves de fonctionnaires civils retraités reçoivent une pension dont le montant est compris dans chacune des catégories indiquées ci-dessus.

3. Quel est le nombre de fonctionnaires civils fédéraux retraités et le nombre de veuves de fonctionnaires civils fédéraux retraités résidant actuellement dans chaque province?

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Dix-neuvième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Robert Brooks, de Duvernay (P.Q.), époux de Ludmilla Elissa Topolnicki Brooks.

Linda Alice Gardner Burrows, épouse de Michael Heber Burrows, de Montréal (P.Q.).

Neilson Harold Dowsley, de Ville Pincourt (P.Q.), époux de Mary Ellen Hayden Dowsley.

Madeleine Priscilla Deane Suckling Everall, épouse de Peter Robert Newall Everall, de Montréal (P.Q.).

Nicolle Potvin Fleurant, épouse de Jean Louis Fleurant, de Montréal (P.Q.).

Gwynneth Margaret MacLeod Forget, épouse de Joseph Pierre Arsene Forget, de Pierrefonds (P.Q.).

Marie Madeleine Lydia Laflamme Gauvin, épouse de Ronald Joseph Gauvin, de Fabreville (P.Q.).

Magdeleine Tétrault Geoffrion, épouse de Louis Pierre Tancrède Geoffrion, de Montréal (P.Q.).

Mary Hilda Hyslop Hermita, épouse de Adolfo Fernandez Hermita, de Montréal (P.Q.).

Richard Wilfrid Earl Hogan, de Côte-St-Luc, époux de Mary Margaret McAleer Hogan.

Phyllis Wishnowski Kara, épouse de Julius Kara, de Montréal (P.Q.).

Joan Reid Studd Koken, épouse de Bernd-Krafft Koken, de Granby (P.Q.).

Marjorie Edith Taylor Leroux, épouse de George Gustave Leroux, de Montréal (P.Q.).

Hans Ulrich Lewin, de Pierrefonds (P.Q.), époux de Lesley Patricia Weston Roxburgh Lewin.

Joseph René Gérard Michel, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Blanche Jeannette St-Laurent Michel.

Joseph William Alfonse Morency, de Montréal (P.Q.), époux de Elva Eileen Linford Morency.

Ellen Alice Hendry Nelham, épouse de John William Riley Nelham, de Pointe-Claire (P.Q.).

Jean-Jacques Aimé Picotte, de St-Rémi (P.Q.), époux de Marie Pierrette Jacqueline Gauthier Picotte.

Alphonse Eugène Racine, de l'Île Bizard (P.Q.), époux de Norma Lorraine Cumming Watson Racine.

Andrew Sallai, de Montréal (P.Q.), époux de Eva Hegedus Sallai.

Betty Jane Doehler Sockett, épouse de David Lucas Sockett, de Montréal (P.Q.).

Albert Wilfrid Tremblay, de Farnham (P.Q.), époux de Eveline Desormiers *dit* Cusson Tremblay.

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 45

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 29 NOVEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 29 novembre 1962

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, C.P., juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 29 novembre, à 5 h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

Le secrétaire adjoint du Gouverneur général
A. G. CHERRIER

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté le bill suivant, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-14, Loi concernant la Merit Insurance Company.—*M. Macnaughton.*

Ledit bill est réputé avoir été lu pour une première fois, et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

M. Valade, du comité permanent des privilèges et des élections, présente le premier rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Votre Comité recommande qu'il soit autorisé à faire imprimer, au jour le jour, 800 exemplaires en anglais et 250 exemplaires en français de ses procès-verbaux et témoignages, et qu'à cet égard l'application de l'article 66 du Règlement soit suspendue.

Du consentement unanime, sur motion de M. Valade, appuyé par M. Macnaughton, ledit rapport est agréé.

L'honorable représentant de Mégantic (M. Langlois) soulève la question de privilège au sujet de deux articles publiés dans le journal *La Presse*, de Montréal, les 27 et 28 novembre 1962;

Des exemplaires dudit journal sont déposés sur le bureau;

Le greffier de la Chambre ayant entrepris la lecture desdits articles, il est convenu qu'il soit dispensé d'en lire davantage.

Après quoi, M. Langlois, appuyé par M. Hellyer, propose,—Que l'article de M. Jean Charpentier, intitulé «La Conférence des Parlementaires de l'OTAN—Nos délégations aux conférences internationales ne sont souvent que des récompenses pour députés sages», paru dans le journal *La Presse* du mardi 27 novembre 1962, ainsi que l'article de M. Guy Cormier, intitulé «Délinquance parlementaire», paru également dans le journal *La Presse* du mercredi 28 novembre 1962, soient déférés au comité permanent des privilèges et des élections pour étude et rapport.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-87, Loi établissant un Office national de développement économique;

M. Martineau, au nom de M. Nowlan, appuyé par M. Balcer, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que l'ordre décrétant la deuxième lecture du Bill S-4, Loi concernant la Merit Insurance Company, ait la priorité lors du prochain appel des bills privés.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-12, Loi constituant en corporation l'Allstate Life Insurance Company of Canada;

M. Hanbidge, appuyé par M. Bigg, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

M. Scott, appuyé par M. Howard, propose l'amendement suivant: Que l'expression «maintenant» soit biffée de ladite motion et que les mots «dans six mois à compter ce jour» soient ajoutés à la fin de la question.

Après discussion, ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Barnett,
Berger,
Boutin,
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les-Îles),
Douglas,
Frenette,
Grégoire,
Herridge,
Howard,
Knowles,
Latulippe,
Martin (Timmins),
Mather,
Orlikow,
Ouellet,
Perron,
Peters,
Prittie,
Scott,
Winch—20.

CONTRE

Messieurs

Addison,
Alkenbrack,
Argue,
Asselin,
Badanai,
Balcer,
Baldwin,
Baskin,
Batten,
Beaulé,
Béchard,
Beer,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Benson,
Bernier,
Bigg,
Boulanger,
Bourbonnais,
Bourque,
Byrne,
Cadieu,
Cameron (High Park),
Cardiff,
Carter,
Casselman (Mme),
Chaplin,
Chevrier,
Churchill,
Clancy,
Clermont,
Coates,
Cook,
Cooper,
Côté,
Cowan,
Crouse,
Davis,
Deschatelets,
Dinsdale,
Dionne,
Doucett,
Dupuis,
English,
Enns,
Fane,
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Victoria-Carleton),
Forgie,
Foy,
Gagnon,
Garland,
Gauthier,
Gordon,
Grafftey,
Gundlock,
Habel,
Hales,
Hamilton,
Hanbidge,
Hardie (Mme),
Harkness,
Hodgson,
Honey,
Horner (Acadia),
Horner (Jasper-Edson),
Horner (The-Battlefords),
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Laing,
Lamoureux,
Langlois,
Laniel,
Laprise,
Leboe,
Legaré,
Legere,
Lessard (Saint-Henri),
Loiselle,
Macdonald (Mme),
Macdonald (Rosedale),
MacEachen,
Mackasey,
MacLean (Queens),
Macnaughton,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGrath,
McIntosh,
McMillan,
McNulty,
McPhillips,
McWilliam,
Maltais,
Marcoux,
Matheson,
Matte,
Millar,
Mitchell,
Monteith,
Moore,
Morris,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Munro,
Nesbitt,
Nugent,
O'Hurley,
Olson,
Ormiston,
Otto,
Pascoe,
Paul,
Pennell,
Phillips,
Pickersgill,
Pilon,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Rideout,
Rinfret,
Robinson,
Rochon,
Rock,
Rowe,
Rynard,
Sams,
Sauvé,
Sévigny,
Simpson,
Slogan,
Smallwood,

Smith (Calgary-Sud), Southam, Starr, Stefanson, Stenson, Tardif, Thomas, Thompson, Turner, Vincent, Wahn, Webb, Weichel, Whelan, Winkler, Woolliams—153.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants sans amendement:

Bill C-49, Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel.

Bill C-71, Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole.

Bill C-80, Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise.

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait savoir que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi concernant la Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique.

Loi concernant Le Trust de l'Est Canadien.

Loi concernant La Nord Américaine, Compagnie d'Assurances Générales.

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu.

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur les biens transmis par décès.

Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole.

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise.

Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel.

M. l'Orateur fait aussi connaître qu'il s'est adressé à l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

«QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

«Les Communes du Canada ont voté les subsides nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

«Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

«Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963»

«Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.»

Sur ce, le greffier du Sénat, d'ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

«Au nom de Sa Majesté, l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.»

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Martineau, au nom de M. Nowlan, appuyé par M. Balcer: Que le Bill C-87, Loi établissant un Office national de développement économique, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Budget revisé d'établissement de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'année expirant le 31 décembre 1962, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-1673, en date du 23 novembre 1962, approuvant ledit budget. (Texte anglais).

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 octobre 1962, demandant un état indiquant, par circonscription électorale, le montant total des dépenses d'élection de chaque candidat aux élections générales du 18 juin 1962, selon qu'il figure dans le rapport des dépenses d'élection présenté par l'agent officiel de chaque candidat, conformément aux dispositions de l'article 63 de la Loi électorale du Canada, et indiquant aussi, par circonscription électorale, les noms de tous candidats dont l'état des dépenses n'a pas été présenté.—(*Avis de motion portant production de documents n° 1*).

Par M. Halpeny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 476*), en date du 29 octobre 1962, demandant l'état suivant: Depuis 1957, le gouvernement a-t-il reçu du gouvernement de la Colombie-Britannique des demandes formelles relatives à une aide financière pour le prolongement du *Pacific and Great Eastern Railway* depuis Prince-George jusqu'à Fort-St. John et Dawson-Creek? Dans le cas de l'affirmative, quand a-t-on formulé ces demandes, quelle somme a-t-on demandée et quelles mesures a-t-on prises?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 648*), en date du 14 novembre 1962, demandant l'état suivant: Dans le cas des anciens combattants ayant servi outre-mer, le gouvernement a-t-il reçu des observations demandant qu'il passe outre à la disposition relative à la résidence pendant 25 ans à l'égard des récipiendaires de la pension de vieillesse qui désirent demeurer à l'extérieur du Canada pendant plus de six mois et, dans le cas de l'affirmative, qui a présenté ces observations et quelle réponse leur a-t-on donnée?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 692*), en date du 19 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelle est la somme globale que le gouvernement fédéral a versée à la *Sydney and Louisburg Railway Company* sous le régime des dispositions de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes de 1927 à 1961?

2. Quelle est la somme globale que le gouvernement fédéral a versée à la *Cumberland Railway and Coal Company* sous le régime des dispositions de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes de 1927 à 1961?

3. Quelle est la somme globale des subventions relatives aux chemins de fer et aux marchandises qui ont été versées à la *Sydney and Louisburg Railway Company* de 1935 à 1961?

4. Quelle est la somme globale des subventions relatives aux chemins de fer et aux marchandises qui ont été versées à la *Cumberland Railway and Coal Company* de 1935 à 1961?

5. Quel est actuellement le taux en pourcentage du rabais prévu par les dispositions de la Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes?

6. Quel a été le taux de rabais le plus élevé depuis l'entrée en vigueur de la Loi?

7. La *Sydney and Louisburg Railway Company* a-t-elle déclaré officiellement qu'elle disposait d'un régime de pension de retraite fondé sur des cotisations à l'intention de ses employés?

8. La *Cumberland Railway and Coal Company* a-t-elle déclaré officiellement qu'elle disposait d'un régime de pension de retraite fondé sur des cotisations à l'intention de ses employés?

9. La *Cumberland Railway Company* reçoit-elle du gouvernement fédéral une aide pécuniaire autre que les rabais relatifs aux marchandises et les subventions relatives aux chemins de fer et, dans le cas de l'affirmative, en quoi consiste cette aide et quel en est le montant?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 741*), en date du 19 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. *a*) Quelles sont les dispositions relatives aux congés de maladie pour les fonctionnaires classifiés? *b*) Combien de jours par année un fonctionnaire classifié peut-il s'absenter pour raison de maladie ou de blessure sans que son traitement soit réduit? *c*) Quelles sont les dispositions relatives à chaque premier jour d'absence pour raison de maladie ou de blessure en ce qui concerne un fonctionnaire classifié?

2. *a*) Quelles sont les dispositions relatives aux congés de maladie pour les employés rémunérés aux taux régnants dans le service public? *b*) Combien de jours par année un employé rémunéré aux taux régnants peut-il s'absenter pour raison de maladie ou de blessure sans que son traitement soit réduit? c) Quelles sont les dispositions relatives à chaque premier jour d'absence pour raison de maladie ou de blessure en ce qui concerne un employé rémunéré aux taux régnants?

3. Quelles mesures a-t-on prises en vue d'accorder aux employés rémunérés aux taux régnants les mêmes avantages relatifs aux congés de maladie que l'on accorde aux fonctionnaires classifiés et, si de telles mesures n'ont pas été prises, en étudiera-t-on l'opportunité?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 793*), en date du 19 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il pris une décision au sujet de l'admissibilité des personnes à charge des militaires en garnison dans les provinces de l'Atlantique au Programme des soins médicaux des Maritimes et, dans le cas de l'affirmative, quelle est la ligne de conduite adoptée par le gouvernement à cet égard?

2. A-t-on reçu des administrateurs du Programme des soins médicaux des Maritimes une requête en vue d'obtenir la même considération qu'on accorde actuellement au Régime d'assurance médicale collective organisée sous l'égide du gouvernement?

3. Le programme des soins médicaux des Maritimes a-t-il accès *a*) aux bases, magasins et navires en vue de faire du recrutement, *b*) aux services de prélèvement sur les traitements des nouveaux membres en ce qui concerne les cotisations, *c*) à une quote-part du gouvernement quant à l'acquittement des cotisations?

4. Le gouvernement songe-t-il à adopter une ligne de conduite commune pour tous les régimes pour lesquels ses employés peuvent opter et, dans le cas de l'affirmative, quelle est cette ligne de conduite?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 868*), en date du 26 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. A quelle date a-t-on mis en vigueur la ligne de conduite autorisant le double amortissement à l'égard des dépenses d'immobilisations dans les régions de chômage chronique, annoncée par le ministre des Finances le 20 décembre 1960?

2. Sur quel article de quelle loi se fonde cette allocation?

3. Quelles régions des provinces de l'Atlantique ont été désignées comme régions de chômage chronique?

4. Quelles sociétés de chacune de ces régions ont fait appel à la disposition favorisant le double amortissement?

5. Quelles demandes ont été refusées?

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Budgets revisés d'établissement de l'*Eldorado Mining and Refining Limited,* de la *Northern Transportation Company Limited* et de l'*Eldorado Aviation Limited,* pour l'année expirant le 31 décembre 1962, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1962-1658, en date du 22 novembre 1962, approuvant lesdits budgets. (Texte anglais).

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

27510-7—23½

N° 46

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 30 NOVEMBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Diefenbaker, appuyé par M. Pearson, propose,—Que la Chambre exprime au très honorable sir Winston Churchill, K.G., O.M. et député, ses félicitations les plus chaleureuses à l'occasion de son quatre-vingt-huitième anniversaire de naissance.

Ledit projet de résolution, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Exemplaire de la lettre adressée le 27 novembre 1962 par le premier ministre de la province du Manitoba au premier ministre du Canada, au sujet du projet de modification de l'article 94A de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique concernant les pensions de vieillesse et les pensions y relatives, et exemplaire de la résolution adoptée le 28 mars 1962 par l'Assemblée législative du Manitoba et tendant à donner son adhésion au projet de modification.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que lesdites lettre et résolution soient imprimées en appendice au hansard de ce jour.

M. Badanai, appuyé par M. Mitchell, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-88, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (Octroi de certificat), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Berger, appuyé par M. Scott, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-89, Loi modifiant le Code criminel, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-9, Loi concernant le Synode Évangélique Luthérien de l'Ouest du Canada.—*M. More.*

Bill S-10, Loi constituant en corporation la Fondation ukrainienne du Canada «Taras Shevchenko».—*M. Mandziuk.*

Bill S-13, Loi constituant en corporation la Convention baptiste d'Ontario et de Québec.—*M. Bradley.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour une première fois, et leur deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-376, Loi pour faire droit à Anna-Annette Brahmi.
Bill SD-377, Loi pour faire droit à Thérèse Beaulieu.
Bill SD-378, Loi pour faire droit à Elaine Redmond.
Bill SD-379, Loi pour faire droit à Daniel-Gaston-Jules Caron.
Bill SD-380, Loi pour faire droit à Werner Burke Michelsen.
Bill SD-381, Loi pour faire droit à Patricia Marjorie Maisonet.
Bill SD-382, Loi pour faire droit à Juliana Magdelene Ashley.
Bill SD-383, Loi pour faire droit à James Coade.
Bill SD-384, Loi pour faire droit à Franklin Dale Hufford.
Bill SD-385, Loi pour faire droit à Laurier Allain.
Bill SD-386, Loi pour faire droit à Paul Orlivsky.
Bill SD-387, Loi pour faire droit à Jethro Garland Crocker.
Bill SD-388, Loi pour faire droit à Bernice Bordensky.
Bill SD-389, Loi pour faire droit à Armand Gauthier.
Bill SD-390, Loi pour faire droit à Doreen Klara Culmer.
Bill SD-391, Loi pour faire droit à Margaret Rose McDuff.
Bill SD-392, Loi pour faire droit à Marie-Céline-Pierrette Lapointe.
Bill SD-393, Loi pour faire droit à Robert Inglis, fils.
Bill SD-394, Loi pour faire droit à Gertrude Lindener.
Bill SD-395, Loi pour faire droit à Patricia Sabetta.
Bill SD-396, Loi pour faire droit à Pierre Lacasse.
Bill SD-397, Loi pour faire droit à Edna Anne MacPherson.
Bill SD-398, Loi pour faire droit à Willa Keith Thomson.
Bill SD-399, Loi pour faire droit à Géralde Lalonde.
Bill SD-400, Loi pour faire droit à Monique Mercure.
Bill SD-401, Loi pour faire droit à Marie-Aline-Martine France.
Bill SD-402, Loi pour faire droit à Elsie Clifford.

Lesdits bills, inscrits au nom de M. Mandziuk, sont réputés avoir été lus pour une première fois, et leur deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills publics*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-22, Loi modifiant la Loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles (Réserves indiennes);

M. Fisher, appuyé par M. Knowles, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 47

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 3 DÉCEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Mandziuk, du comité permanent des bills privés en général, présente le deuxième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié le Bill S-7, Loi constituant en corporation The Christian Brothers of Ireland in Canada, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre les textes suivants (en français et en anglais):

1) Texte de la résolution relative à la coordination de la politique commerciale et de la politique d'aide, adoptée par le Conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économiques, à sa séance du 27 novembre 1962.

2) Communiqué de presse publié le 28 novembre 1962 à l'issue de la réunion du Conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économiques, tenue à Paris les 27 et 28 novembre 1962.

3) Déclaration faite à la conférence de presse, tenue à Paris le 28 novembre 1962, par l'honorable Donald M. Fleming, du Canada, président du Conseil des ministres de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Winkler, il est ordonné,—Que le nom de M. Rouleau soit substitué à celui de M. Rondeau sur la liste des membres du comité permanent des privilèges et des élections.

27510-7—24

M. Caron, appuyé par M. Richard, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-90, Loi modifiant la Loi sur le service civil (Bilinguisme), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

L'avis de motion qui suit est appelé, reporté aux ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 21(2) du Règlement:

Qu'un comité spécial soit institué en vue de faire étude et rapport sur *a*) la loi et les pratiques concernant le contrôle de la présentation, de la mise en marché et de l'emploi des drogues, et *b*) les dangers qui peuvent être imputables à la contamination des aliments par suite de l'emploi des produits chimiques pour détruire les mauvaises herbes, les insectes et d'autres espèces de vermine;

Que le comité se compose de quinze membres qui seront désignés par la Chambre;

Que le comité soit autorisé à assigner des personnes, à faire produire des documents et à faire rapport de temps à autre;

Que le comité soit autorisé à siéger pendant les séances de la Chambre;

Que le comité soit autorisé à faire imprimer les documents et les témoignages au jour le jour, selon qu'il le jugera utile;

Que l'article 66 du Règlement soit suspendu à cet égard.—*Le ministre de la Santé national et du Bien-être social.*

Les questions suivantes sont transformées en ordre de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 642 par M. Carter—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de voyageurs le National-Canadien a-t-il transportés à Terre-Neuve entre le 1er novembre et le 31 mai inclusivement, au cours de chacune des cinq dernières années?

2. Combien de trains *a*) de première classe, *b*) de deuxième classe, *c*) de troisième classe, a-t-il exploités entre les mêmes dates au cours des mêmes années?

3. Combien de wagons *a*) de première classe, *b*) de deuxième classe, *c*) de troisième classe, ces trains comprenaient-ils?

4. Si les trains comprenaient divers genres de wagons, quel était le nombre moyen de wagons de première, de deuxième et de troisième classe dans chaque train?

5. Combien de voyageurs ont emprunté les wagons-lits au cours de chacune des années et entre les dates mentionnées au premier alinéa ci-dessus et combien de wagons-lits a-t-on utilisés à cette fin?

Question n° 742 par M. Knowles—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on fait l'examen de l'article 19 de la Loi sur l'immigration, chapitre 325 des Statuts revisés du Canada, 1952, à la lumière des paragraphes *a*) et *b*) de l'article 2 de la Déclaration canadienne des droits, chapitre 44 des Statuts du Canada, 1960? Dans le cas de l'affirmative, qui a fait cet examen et quelles ont été les conclusions?

2. Songe-t-on à proposer des modifications à l'article 19 de la Loi sur l'immigration?

Question n° 791 par M. Thompson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Le gouvernement dresse-t-il une liste des «entrepreneurs préférés» en ce qui concerne les contrats adjugés en vue de la fourniture de biens ou de l'exécution de travaux et, dans le cas de l'affirmative, quels sont les titres et qualités dont une personne ou une société doit justifier pour être inscrite sur cette liste?

Question n° 924 par M. Dubé—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion et(ou) son président et(ou) le ministère des Transports ont-ils effectué des relevés au sujet de la préférence manifestée par les Canadiens lorsqu'ils ont à faire le choix entre des émissions de provenance canadienne ou des émissions en provenance des États-Unis? Dans le cas de l'affirmative, *a*) quelles ont été les conclusions de ces relevés, *b*) quelle proportion de la population canadienne reçoit dès à présent des émissions de télévision provenant des États-Unis?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 960 par M. Davis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quelles sociétés de la Couronne, quels offices ou commissions du gouvernement et quels autres organismes semblables de l'État, qui ne relèvent pas directement d'une autorité départementale, fonctionnent d'une façon active à l'heure actuelle?

Question n° 975 par M. McMillan—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de projets de travaux d'hiver a-t-on approuvés, entrepris ou parachevés en 1962 jusqu'à ce jour?

2. Quelle somme globale le gouvernement fédéral a-t-il dépensée à cet égard?

3. Quelle est, par municipalité, la liste de ces projets, et quelle est la répartition des frais de chaque projet entre les municipalités, le gouvernement fédéral et toute autorité provinciale?

Question n° 981 par M. Éthier—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement fédéral est-il propriétaire de terrains donnant sur la rivière Ottawa entre la ville d'Ottawa et le barrage de Carillon?

2. Le gouvernement fédéral a-t-il sous sa responsabilité des terrains donnant sur la rivière Ottawa?

3. Le gouvernement fédéral a-t-il conclu quelque entente avec les gouvernements des provinces d'Ontario et de Québec au sujet de l'aménagement du barrage de Carillon?

4. Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement fédéral est-il financièrement responsable des dommages causés aux propriétés donnant sur la rivière Ottawa par suite des travaux d'aménagement du barrage de Carillon?

Question n° 997 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de chacune des dix dernières années, a-t-on acheté du contre-plaqué pour le compte de l'agence indienne de Fort-St. John ou a-t-on expédié du contre-plaqué à cet endroit? Dans le cas de l'affirmative, de quelles quantités s'agissait-il, quel prix a-t-on payé et qui étaient les vendeurs?

2. A l'égard de chaque envoi ou de chaque achat de contre-plaqué, quelle quantité a été utilisée, par qui et à quelle fin? Certaines quantités ont-elles disparu ou n'ont-elles pas été utilisées et de quelles quantités s'agissait-il dans chaque cas?

3. Si certaines quantités ont disparu, à quelles mesures a-t-on eu recours pour retrouver la marchandise et pour régler le problème de sa «disparition»?

Question n° 998 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de chacune des dix dernières années, a-t-on acheté du fil de fer barbelé, du fil de fer d'un autre genre ou de la clôture de broche pour le compte de l'agence indienne de Fort-St. John ou a-t-on expédié de telles marchandises à cet endroit? Le cas échéant, de quels volumes et de quels genres de fil de fer s'agissait-il, quel prix a-t-on payé et qui étaient les vendeurs?

2. A l'égard de chaque envoi ou de chaque achat de ces marchandises, quelle quantité a été utilisée, par qui et à quelle fin? Certaines quantités ont-elles disparu ou n'ont-elles pas été utilisées et de quelles quantités s'agissait-il dans chaque cas?

3. Si certaines quantités ont disparu, à quelles mesures a-t-on eu recours pour retrouver les marchandises et pour régler le problème de leur «disparition»?

Question n° 999 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de chacune des dix dernières années, a-t-on acheté des machines agricoles pour le compte de l'agence indienne de Fort-St. John ou a-t-on expédié de telles machines à cet endroit? Le cas échéant, de quel nombre et de quel genre de machines s'agissait-il, quels en étaient les prix et qui en étaient les vendeurs?

2. A-t-on enseigné aux Indiens de ladite agence comment se servir de ces machines? Dans le cas de l'affirmative, qui a reçu un tel enseignement, qui l'a donné et à quelles dates?

3. A-t-on utilisé ces machines et dans quelle mesure?

Question n° 1000 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Est-ce qu'une scie mécanique ou est-ce que des scies mécaniques ont été achetées, au cours de chacune des dix dernières années, pour le compte de l'agence indienne de Fort-St. John, ou envoyées à ladite agence, et, dans le cas de l'affirmative, combien ont été achetées ou envoyées, à quel prix ont-elles été achetées, de qui et quels étaient les vendeurs?

2. Est-ce que les registres de l'agence indienne ou de quelque autre service de la Direction des Affaires indiennes, indiquent à qui on a fourni chacune des scies, et est-ce qu'une demande ou une enquête a été faite pour savoir si chacune des scies avait été remise en mains propres à la personne à qui elle était destinée et, dans le cas de l'affirmative, quel a été le résultat de l'enquête et quelles mesures a-t-on prises ou doit-on prendre à ce sujet?

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

M. Rapp, appuyé par M. Nasserden, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos de modifier la Loi sur l'assurance-

chômage afin que les travailleurs saisonniers employés dans les fermes touchent des prestations semblables à celles actuellement versées aux pêcheurs saisonniers.—(*Avis de motion n° 13*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant à modifier la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative visant à modifier la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises en vue de prolonger mais non au-delà de douze mois, la période durant laquelle les taux revisés selon ladite loi seront applicables, et en vue d'augmenter d'une somme additionnelle de vingt millions la dépense autorisée aux termes de la loi.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Balcer, appuyé par M. Monteith, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-91, Loi modifiant la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises, qui est lu pour une première fois.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-59, Loi ayant pour objet d'approuver une Convention intervenue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la province d'Ontario relativement aux ports publics;

M. Balcer, appuyé par M. Monteith, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur l'aéronautique.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur l'aéronautique aux fins suivantes: autoriser le ministre des

Transports à établir des commissions chargées de faire enquête sur les accidents d'aéronefs, accorder à ces commissions les pouvoirs nécessaires pour s'acquitter de leurs fonctions, pourvoir aux dépenses des témoins qui comparaissent devant elles, et décréter, en outre, certains changements dans l'application de la loi.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Balcer, appuyé par M. Dinsdale, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-92, Loi modifiant la Loi sur l'aéronautique, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Nouveau-Brunswick.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative autorisant et prévoyant la construction, par la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Nouveau-Brunswick depuis Nepisiguit Junction, sur une distance de quinze milles, jusqu'à la propriété de la Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited, au coût global estimatif de $1,450,000, qui ne doit pas être dépassé de plus de quinze pour cent; autorisant l'émission, par ladite Compagnie de chemin de fer, de valeurs qui peuvent être garanties par Sa Majesté, du chef du Canada, pour le financement de ladite ligne; et, pour permettre à ladite Compagnie de chemin de fer d'entreprendre immédiatement la construction de ladite ligne ferroviaire, autorisant des prêts temporaires à ladite Compagnie de chemin de fer, sur le Fonds du revenu consolidé, suivant les modalités et conditions prescrites par le gouverneur en conseil, et garantis par des valeurs de ladite compagnie.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Balcer, appuyé par M. Dinsdale, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-93, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Nouveau-Brunswick depuis Nepisiguit Junction, dans la subdivision de Bathurst du réseau Canadien National vers le sud et l'ouest sur une distance d'environ 15 milles, jusqu'à la propriété de la Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited, qui est lu pour une première fois.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Martineau, appuyé par M. Churchill: Que le Bill C-64, Loi modifiant la Loi sur l'aide à la production du charbon, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et l'étude par le comité plénier en est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 28 novembre 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les Règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952.

Par M. Diefenbaker,—Sommaire des arrêtés en conseil rendus durant le mois de novembre 1962. (Texte anglais).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Vingtième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que le requérant suivant a observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

The Imperial Life Assurance Company of Canada aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à changer son nom en français de «Compagnie Canadienne d'assurance sur la vie l'Impériale» à «L'Impériale, compagnie d'Assurance-Vie».

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 48

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 4 DÉCEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Macnaughton, du comité permanent des comptes publics, présente le premier rapport dudit comité, dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

Le Comité recommande:

1. Qu'il soit autorisé à faire imprimer les documents et témoignages dont il ordonnera la publication, et qu'à cet égard soit suspendue l'application de l'article 66 du Règlement;

2. Que son quorum soit réduit de 15 à 10 membres et que l'application de l'article 65(1)*e*) du Règlement soit suspendue à cet égard.

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Macnaughton, appuyé par M. Crouse, ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Baldwin, il est ordonné,—Que le nom de M. Lewis soit substitué à celui de M. Prittie sur la liste des membres du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Baldwin, il est ordonné,—Que le mon de M. Fisher soit substitué à celui de M. Knowles sur la liste des membres du comité permanent des privilèges et des élections.

Le Bill C-3, Loi modifiant la Loi des aliments et drogues, est lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution concernant l'établissement d'un Office d'expansion économique de la région atlantique.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-14, Loi concernant la Merit Insurance Company;

M. Macnaughton, appuyé par M. Matheson, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce.

Le Bill S-7, Loi constituant en corporation The Christian Brothers of Ireland in Canada, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill SD-12, Loi pour faire droit à Alethea Sarah Ivy Fowler;

M. Mandziuk, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'honorable représentant de Skeena (M. Howard) ayant invoqué et examiné les témoignages imprimés recueillis par le comité sénatorial permanent des divorces;

RAPPEL AU RÈGLEMENT

M. l'ORATEUR: En ce qui concerne la question de savoir ce qui peut se discuter en ce moment, il est clair, il me semble, qu'il s'agit d'un bill proposant que le mariage, conclu à une certaine date entre certaines parties, soit dissous, comme l'indique le préambule. Voilà le principe dont s'inspire le bill. Si l'honorable député peut m'indiquer la différence qui existe entre le fait d'entrer dans beaucoup de détails sur la question de savoir s'il y a eu mariage, en examinant les témoignages, et la question de savoir s'il y a eu adultère, en se reportant aux témoignages, j'aimerais qu'il me le dise; mais, pour ma part, j'ai quelque peine à saisir la différence entre les deux. Il est certain que la question de la preuve, relativement à l'une ou l'autre de ces deux choses, n'est pas, selon moi, une question que la Chambre peut examiner à cet étape-ci. Cette question sera, en définitive, étudiée au comité, mais non pas à l'étape de la deuxième lecture. Si le principe dont s'inspire ce bill, selon lequel ce mariage doit être dissous, n'est pas approuvé par la Chambre, alors il faut voter sur ce point afin d'en décider dans un sens ou dans l'autre, dans ce cas particulier, sans se rapporter

aux témoignages pertinents, mais en tenant compte de ce qui constitue la différence entre un bill d'intérêt privé et un bill d'intérêt public, à l'étape de la deuxième lecture.

Le rappel au Règlement fait l'objet d'un débat;

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: On semble se méprendre sur la différence qu'il y a entre la deuxième lecture d'un bill public et celle d'un bill privé.

Je voudrais également signaler à certains députés qui ont pris la parole—il y en a peut-être d'autres—et qui ne se rendent peut-être pas compte des fonctions en cause et du sort qui sera réservé à ce bill ou à des bills analogues s'ils ne franchissent pas l'étape de la deuxième lecture. Ce bill peut être étudié au comité des bills privés. Si des députés deviennent membres de ce comité ou assistent à ces réunions, comme d'autres l'ont fait, ils se rendront compte de ce qui peut y être accompli. Si les membres du comité ne sont pas satisfaits, ils peuvent demander que l'on convoque les témoins pour les interroger, comme l'a fait ce comité. Voilà l'objet du renvoi du bill au comité et la raison pour laquelle la discussion n'a pas lieu à la Chambre.

Voilà pourquoi j'estime qu'il ne convient pas d'aborder la question de la preuve lors de la deuxième lecture. On doit se borner à discuter le principe du bill. Accordera-t-on ou non le divorce ou fera-t-on ou non droit au demandeur, ainsi que le demande le bill? Partant de la définition que donne Beauchesne, quatrième édition, aux commentaires 482 et 483, de la nature de la deuxième lecture d'un bill privé, définition à laquelle la Chambre se conforme du reste depuis des années, je signalerai qu'il s'agit de l'acceptation en principe du renvoi du bill au comité pour une étude approfondie.

Telle est ma décision. Si les honorables députés trouvent que le principe du bill est inacceptable, ils peuvent s'efforcer de le rejeter, mais seulement en se fondant sur le principe et non en étudiant la preuve. On a parlé tout à l'heure d'un autre bill privé. Il aurait été tout aussi approprié, d'après moi, de demander au motionnaire le certificat de constitution de la société en corporation et d'autres documents de la société. On ne le fait pas dans le débat précédant la deuxième lecture à la Chambre. On le fait au comité. Voilà comment je tranche la question.

La motion: Que le Bill SD-12, Loi pour faire droit à Alethea Sarah Ivy Fowler, soit maintenant lu pour une deuxième fois, est mise aux voix et agréée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Addison,	Cadieu,	Davis,	Forbes,
Aiken,	Cardiff,	Dinsdale,	Forgie,
Alkenbrack,	Carter,	Doucett,	Garland,
Baldwin,	Casselman (Mme),	Drury,	Gray,
Baskin,	Chaplin,	Enns,	Green,
Beer,	Churchill,	Fairclough (Mme),	Grills,
Bell (Carleton),	Clancy,	Fairweather,	Gundlock,
Bell (Saint-Jean-Albert),	Clunis,	Fane,	Hales,
	Coates,	Fleming (Eglinton),	Halpenny,
Bigg,	Cooper,	Fleming (Okanagan-Revelstoke),	Hanbidge,
Bradley,	Cowan,		Harkness,
Brown,	Crestohl,	Flemming (Victoria-Carleton),	Harley,
Byrne,	Crouse,		Hellyer,

Hodgson,
Honey,
Horner
(The Battlefords),
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Kindt,
LaMarsh (Mme),
Macdonald
(Rosedale),
MacEwan,
MacLean (Queens),
Macnaughton,
MacRae,
McBain,
McIlraith,
McIntosh,
McLean (Charlotte),
McPhillips,
Mandziuk,
Matheson,
Millar,
Mitchell,
Monteith,
Moore,
More,
Muir (Cap-Breton-
Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Munro,
Nasserden,
Nesbitt,
Nicholson,
Noble,
Nugent,
Ormiston,
Pascoe,
Patterson,
Pennell,
Pickersgill,
Pugh,
Rapp,
Rower,
Rynard,
Sams,
Simpson,
Skoreyko,
Slogan,
Smallwood,
Smith
(Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Stenson,
Thomas,
Thompson,
Tucker,
Wahn,
Walker,
Webb,
Weichel,
Winkler,
Woolliams—111.

CONTRE

Messieurs

Berger,
Brewin,
Douglas,
Herridge,
Howard,
Lewis,
Martin (Timmins),
Mather,
Orlikow,
Peters,
Scott,
Winch—12.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général (*avec les dépositions entendues et les pièces produites devant le comité permanent des divorces du Sénat*).

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution concernant l'établissement d'un Office d'expansion économique de la région atlantique.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure concernant l'établissement d'un Office d'expansion économique de la région atlantique et d'en définir les attributions, de prévoir la nomination du président et des autres membres dudit Office ainsi que le paiement de certaines dépenses de ses membres, de prévoir la nomination d'un fonctionnaire administratif dudit Office de même que le paiement de sa rémunération, d'autoriser également l'Office à retenir les services des conseillers et employés nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions et de statuer en outre sur d'autres questions s'y rapportant.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Flemming (Victoria-Carleton), appuyé par M. Hees, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-94, Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur le Conseil national de la productivité et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 novembre 1962, demandant une copie de toutes opinions juridiques données par le ministère de la Justice ou par tout autre conseiller consulté au sujet de la compétence du Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion, ou de la décision de celui-ci, touchant les émissions de la coupe Grey.—(*Avis de motion portant production de documents n° 42*).

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 711*), en date du 28 novembre 1962, demandant l'état suivant: A l'égard de chacune des dix dernières années et de chaque province, *a*) combien de soumissions a-t-on demandées pour le transport du courrier, *b*) combien d'adjudications ont été modifiées?

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 49

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 5 DÉCEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Mandziuk, du comité permanent des bills privés en général, présente le troisième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié le Bill S-8, Loi concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne du Canada, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Le Comité a également étudié les bills suivants et est convenu d'en faire rapport sans modification:

Bill SD-1, Loi pour faire droit à Madeleine-Françoise Hankowski.
Bill SD-2, Loi pour faire droit à Bruce Reid Campbell.
Bill SD-4, Loi pour faire droit à Mildred Dawson Meakins.
Bill SD-5, Loi pour faire droit à Marion Ruth Catherine Slattery.
Bill SD-6, Loi pour faire droit à Sonja Bagry.
Bill SD-8, Loi pour faire droit à Franz Zeitlhofer.
Bill SD-9, Loi pour faire droit à John Harman.
Bill SD-10, Loi pour faire droit à Esther Wertheimer.
Bill SD-11, Loi pour faire droit à Rachela Zimber.

Le Comité retourne les témoignages et les documents transmis par le Sénat à la Chambre au sujet desdits bills de divorce.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Correspondance échangée durant la période allant du 22 février au 2 avril 1962 entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la province de Québec relativement aux subventions aux universités. (Texte français).

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Winkler, il est ordonné,—Que les noms de MM. Bernier et Grégoire soient substitués à ceux de MM. Plourde et Leboe sur la liste des membres du comité permanent des privilèges et des élections.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Winkler, il est ordonné,—Que les noms de MM. Drury et McNulty soient substitués à ceux de MM. Teillet et Garland sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

M. Berger, appuyé par M. Mather, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-95, Loi autorisant les citoyens âgés à circuler gratuitement sur les chemins de fer du Canada, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Pickersgill, appuyé par M. Hellyer, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-96, Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 795 par M. Berger—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. La publication intitulée *Canadian Intelligence Service* émanant de Flesherton (Ont.) est-elle une publication officielle du gouvernement canadien?

2. Sinon, *a*) le gouvernement a-t-il reçu des protestations quelconques au sujet du choix de ce titre pour une publication qui ne relève pas de lui, *b*) le gouvernement peut-il régir d'une façon quelconque l'emploi de titres de ce genre pour des publications qui ne lui appartiennent pas, c) le gouvernement cherche-t-il à décourager l'emploi de titres de ce genre pour des publications qui ne lui appartiennent pas?

Question n° 922 par M. Cameron (High Park)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. En 1962, combien de prêts relatifs à la Loi nationale sur l'habitation a-t-on examinés aux bureaux de Toronto, de Scarborough et de Weston de la Société centrale d'hypothèques et de logement?

2. Quelle était la valeur globale de ces prêts?

3. Combien de prêts a-t-on examinés à ces bureaux en 1961, 1960 et 1959?

4. Quels sont les avocats qui se sont occupés de ces prêts pour le compte de la Société centrale d'hypothèques et de logement pendant chacune de ces années et quels ont été leurs honoraires?

Question n° 970 par M. Laing—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Durant chaque année depuis 1950, quelles sommes représentent les placements *a*) de capitaux de particuliers, *b*) de capitaux de l'État, dans chacune des provinces?

Question n° 1003 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A quelle date a-t-on fait l'acquisition du terrain destiné à l'établissement d'Indiens de Fort-Nelson, près de Muskwa, près ou aux environ du mille

295 de la grande route d'Alaska? Y a-t-il un camp ou un établissement militaire à cet endroit et, dans le cas de l'affirmative, combien d'hommes y sont postés?

2. Une partie ou la totalité de ces Indiens vivaient-ils antérieurement près ou aux environs de la réserve traditionnelle appelée *The Old Fort* et, dans le cas de l'affirmative, quelle est la distance entre ce dernier et l'établissement actuel situé près de Muskwa?

3. Qui a pris l'initiative de proposer le déplacement de ces Indiens et à quelle date a-t-on formulé cette proposition?

4. Pendant qu'il a été surintendant de l'agence indienne de Fort-St. John, M. Galibois, pour son compte ou conjointement avec toute autre personne, a-t-il acheté ou jalonné quelque terrain dans ou près la réserve dite traditionnelle, ou y a-t-il obtenu quelque intérêt prédominant? Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il examiné les circonstances entourant l'achat de ce terrain?

Question n° 1026 par M. Grégoire—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis 1919, combien de conventions adoptées par l'Organisation internationale du travail le Canada a-t-il approuvées et quelles sont ces conventions?

2. Lesquelles de ces conventions n'ont pas été approuvées et pour quelles raisons, dans chaque cas, a-t-on refusé de les approuver?

3. Le gouvernement canadien a-t-il invité les gouvernements provinciaux à déléguer des représentants aux conférences de l'Organisation internationale du travail?

4. Dans le cas de l'affirmative, quand et quels ont été ces délégués? Sinon, pour quelle raison?

M. Hales, secrétaire parlementaire du ministre du Travail, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1028 par M. Boutin—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Dans le budget des dépenses de 1962-1963, quels étaient les travaux publics fédéraux prévus pour la circonscription de Dorchester?

2. Quels sont les ouvrages fédéraux en voie d'exécution dans la circonscription de Dorchester et quelle somme a-t-on affectée à leur exécution?

3. Le premier ministre a-t-il reçu des observations au sujet de travaux publics dans la circonscription de Dorchester? Dans le cas de l'affirmative, quelle en était la nature et de qui provenaient ces observations?

4. Le gouvernement se propose-t-il de donner suite à la recommandation de mettre fin à des travaux publics dans la circonscription de Dorchester?

Question n° 1036 par M. Laing—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Dans la ville de Vancouver, *a*) quel est le nombre de propriétés louées par le gouvernement canadien et tous ses organismes, *b*) quelle somme globale a-t-on versée en 1961 à titre de loyer à l'égard de toutes ces propriétés, *c*) quelle somme globale la Société Radio-Canada a-t-elle versée à titre de loyer en 1961?

Question n° 1047 par M. Pickersgill—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1er avril 1957, quelle somme a-t-on dépensée, durant chaque année financière, au titre de la recherche dans le domaine des affaires indiennes?

2. Quels projets de recherches a-t-on entrepris depuis le 1er avril 1957?

3. Quelles mesures ont été mises à exécution par suite de ces recherches?

Sur motion de M. Matheson, appuyé par M. Godin, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre une copie de toutes lettres adressées au gouvernement par la *Canadian Association of University Teachers* depuis le 1er janvier 1962, relativement aux enquêtes de sécurité en tant qu'elles touchent présentement les membres de l'Association.—(*Avis de motion portant production de documents n° 49*)

Les avis de motions portant production de documents (*n°s 50 et 54*) sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Sur motion de M. Douglas, appuyé par M. Lewis, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et des personnes ou des groupements, relativement à l'institution d'un conseil consultatif local destiné à assister le directeur du havre de Vancouver.—(*Avis de motion portant production de documents n° 51*)

Sur motion de M. Douglas, appuyé par M. Lewis, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et des personnes ou des groupements, relativement à l'établissement d'une Administration du port du fleuve Fraser, ou d'une Commission du havre de New-Westminster ayant de plus vastes attributions et qui remplacerait la Commission actuelle.—(*Avis de motion portant production de documents n° 52*)

Sur motion de M. Pickersgill, appuyé par M. Hellyer, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toutes les communications reçues par le gouvernement ou l'un de ses membres depuis le 8 juillet 1961, relativement au vœu suivant formulé par le comité mixte pour les affaires indiennes: «Les affaires indiennes devraient être l'objet d'une Conférence fédérale-provinciale en vue de transférer à la juridiction provinciale certaines affaires dont le transfert sera acceptable à la fois par la population indienne et par les autorités provinciales et fédérales»; ainsi que des copies de toutes réponses pertinentes.—(*Avis de motion portant production de documents n° 55*)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-94, Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique.

M. Flemming (Victoria-Carleton), appuyé par M. Dinsdale, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat, et ledit débat est interrompu.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

M. Thompson, appuyé par M. Patterson, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait immédiatement étudier la question d'instituer un ministère des Affaires fédérales-provinciales relevant d'un ministre à service continu.—(*Avis de motion n° 15*)

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 octobre 1962, demandant une copie de toutes communications adressées à la Direction des aliments et drogues ou au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, relativement à l'usage et au retrait du marché du médicament appelé acide lysergique diéthylomidique. —(*Avis de motion portant production de documents n° 32*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 525*), en date du 31 octobre 1962, demandant l'état suivant: Depuis le 1er juillet 1957, a-t-on accordé des contrats à la *Canadian Aviation Electronics Ltd.* de Saint-Laurent, Québec? Dans le cas de l'affirmative, quels sont le nombre, la nature et le montant de chaque contrat?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 835*), en date du 26 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quels sont les règlements du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social relativement à la vente des parasiticides chimiques?

2. Quelles mesures particulières prend-on pour protéger la population canadienne contre le groupe des phosphates organiques extrêmement dangereux de produits chimiques utilisés dans la fabrication des parasiticides?

3. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a-t-il un bureau chargé de l'observance des règlements de sécurité?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 916*), en date du 28 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quand a été institué le régime de récompenses pour renseignements menant à l'arrestation et à la condamnation de personnes ayant commis divers délits contre le ministère des Postes et le courrier?

2. Durant chacune des cinq dernières années, *a*) quels ont été les montants payés pour de telles récompenses, *b*) quel est le nombre des personnes à qui ces récompenses ont été payées et *c*) quels sont les montants que chaque personne a reçus?

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 50

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 6 DÉCEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Howe, du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, présente le troisième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Le Comité a étudié le Bill C-93, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Nouveau-Brunswick depuis Nepisiguit Junction, dans la subdivision de Bathurst du réseau Canadien National vers le sud et l'ouest sur une distance d'environ 15 milles, jusqu'à la propriété de la Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Une copie des procès-verbaux et témoignages relatifs au bill susmentionné (*fascicule n° 2*) est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 3 aux Journaux.*)

M. Chaplin, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le troisième rapport dudit comité ainsi qu'il suit:

Votre Comité a étudié le Bill S-11, Loi concernant La Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada, et est convenu de le rapporter avec l'amendement suivant:

L'article 1 dudit bill est retranché et est remplacé par ce qui suit:

1. La Compagnie peut utiliser, dans la conduite de ses affaires, soit le nom de The Sovereign Life Assurance Company of Canada, soit celui

de la Souveraine, Compagnie d'Assurance-Vie du Canada, ou les deux noms, à son choix. Elle peut poursuivre ou être poursuivie en justice sous l'un ou l'autre de ces deux noms, ou sous les deux à la fois, et les affaires ou les contrats jusqu'ici ou dorénavant conclus, ainsi que les obligations jusqu'ici ou dorénavant contractées, par la Compagnie sous l'un ou l'autre desdits noms, ou sous les deux à la fois, sont valides et lient la Compagnie.

(*Note: Les modifications sont indiquées par des soulignés*).

Le Comité a aussi étudié le Bill S-14, Loi concernant la Merit Insurance Company, et est convenu de le rapporter sans amendement.

M. l'Orateur présente un rapport du comité mixte des deux Chambres pour la Bibliothèque du Parlement, ainsi qu'il suit:

Votre comité s'est réuni le 4 décembre 1962 et a l'honneur de soumettre les recommandations suivantes:

1. Que les recommandations soumises au Conseil du Trésor le 18 avril 1962 relatives aux postes suivants soient approuvées et prennent effet le 1er avril 1962:

a) que le poste LP-A-9, comptable de bibliothèque ($4,860-$5,400), soit reclassifié comme administrateur de bibliothèque ($5,460-$6,180).

b) que le poste LP-A-13, commis de bibliothèque 3 ($4,200-$4,740), soit reclassifié comme commis surveillant de bibliothèque ($5,100-$5,640).

c) que Mlle Barbara Brown, bibliothécaire catalogueur 1 ($4,560-$5,160), soit promue à bibliothécaire catalogueur 2 ($5,160-$5,640).

d) que M. F. P. Scriver, commis de bibliothèque 2 ($3,870-$4,320), soit promu à commis de bibliothèque 3 ($4,200-$4,740) au salaire initial de $4,380.

2. Que lorsque le Parlement ne siège pas, soit qu'il ait été prorogé ou dissous, le Président du Sénat et l'Orateur de la Chambre des communes soient autorisés à prendre action conjointement en matière de nominations, promotions, reclassifications et autres affaires concernant le personnel de la Bibliothèque du Parlement, ainsi que toute autre action administrative, telle action sujette à ratification des deux Chambres du Parlement à la session suivante.

Sur motion de M. Winkler, appuyé par M. Bell (Saint-Jean-Albert), il est ordonné,—Que le nom de M. McIlraith soit substitué à celui de M. Stewart sur la liste des membres du comité permanent des privilèges et des élections.

M. Caouette, appuyé par M. Marcoux, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-97, Loi modifiant la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada (Traitement du président), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Smith (Calgary-Sud), appuyé par M. More, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-98, Loi créant le poste de commissaire parlementaire, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Herridge, appuyé par M. Winch, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-99, Loi modifiant la Loi sur le service civil (Le jour du Souvenir), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Flemming (Victoria-Carleton), appuyé par M. Dinsdale: Que le Bill C-94, Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

(A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement)

Avis de motions (documents)

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. MacEachen: Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre des copies de la correspondance ou de tous documents échangés entre le premier ministre ou le ministre des Finances ou tout autre ministre de la Couronne et les fonctionnaires du ministère de la Justice ou du Conseil privé ou de tout autre ministère ou organisme de l'État, au sujet du décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-902, daté du 24 juin 1962, et de la modification du décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-987, daté du 11 juillet 1962, et au sujet de la Liste de marchandises d'importation contrôlée, modifiée par le décret C.P. 1962-903, daté du 24 juin 1962, en ce qui concerne notamment la légalité desdits décrets.—(*Avis de motion portant production de documents n° 16*).

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté, sans modification, le Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté le bill suivant, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-16, Loi concernant *The Imperial Life Assurance Company of Canada.* —*M. Hellyer.*

Ledit bill est réputé avoir été lu pour une première fois, et sa deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre, conformément aux dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Flemming (Victoria-Carleton), appuyé par M. Dinsdale: Que le Bill C-94, Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 908*), en date du 26 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Le gouvernement fédéral a-t-il versé des sommes au gouvernement de la province de Québec en vertu de la Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle? Dans le cas de l'affirmative, quelles sommes a-t-il versées et pour quels projets précis ont-elles été versées?

2. Les représentants du gouvernement de la province de Québec ont-ils demandé au gouvernement fédéral d'appliquer les dispositions de la Loi susdite aux centres d'apprentissage relevant du ministère provincial du Travail? Dans le cas de l'affirmative, quelle a été la teneur de la réponse des autorités fédérales et quelles raisons ont motivé cette réponse?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 940*), en date du 28 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Comment a-t-on disposé sur place du matériel de la station de radar située à Neys, près de Marathon (Ont.)?

2. Si ce matériel a été déplacé, où l'a-t-on mis, qui l'a déménagé et à combien se sont chiffrés les frais de déménagement?

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Vingt et unième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les demandeurs suivants de lois de divorce ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Roger Bernard Angel, de Montréal (P.Q.), époux de Marie Yvonne Suzanne Boyer Angel.

Iva Annett Baumgartner, épouse de Peter Baumgartner, de Montréal (P.Q.).

June Patricia Pain Brown, épouse de Ronald Moir Brown, de Montréal (P.Q.).

Eileen Myrtle Elliott Burns, épouse de James Berkeley Burns, de Montréal (P.Q.).

Marie Marguerite Nicole Bisaillon Fraser, épouse de Robert Fraser, de Montréal (P.Q.).

Elizabeth Boulay Gray, épouse de Robert Gray, de Montréal (P.Q.).

Harvey Stewart Wycliffe Goodwin, de Westmount (P.Q.), époux de Marilyn Thompson Fisher Goodwin.

Lise Lamer Hogue, épouse de Alain Hogue, de Montréal (P.Q.).

Beverley Anne Basford Jones, épouse de Eric Thomas Jones, de Pierrefonds (P.Q.).

George Mantadakis, de Montréal (P.Q.), époux de Paraskevi Dogatzi Mantadakis.

Giovanni Pallotta, de Montréal (P.Q.), époux de Gerarda Della Zazzera Pallotta.

Betty Lillian Reichert Patrick, épouse de Allan Michael Patrick, de Ville LaSalle (P.Q.).

Louise Phelps Perkins, épouse de Alden Morse Perkins, de Waterloo (P.Q.).

Yetta Alterovitch Pomerantz, épouse de Morris Pomerantz, de Hull (P.Q.).

Marion Fournier Richardson, épouse de Gordon Richardson, de Montréal (P.Q.).

Willian Joseph Rowe, de St. John's (Terre-Neuve), époux de Joan Pauline Miller Rowe.

Millicent Vera Bratley Seagrove, épouse de Anthony Naworth Seagrove, de Montréal (P.Q.).

Barbara Ann Bell Sobrian, épouse de Merlyn Arnold Sobrian, de Shawinigan Falls (P.Q.).

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 51

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 7 DÉCEMBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Monteith, appuyé par M. Hees, propose,—Qu'un comité spécial soit institué en vue de faire étude et rapport sur *a*) la loi et les pratiques concernant le contrôle de la présentation, de la mise en marché et de l'emploi des drogues, et *b*) les dangers qui peuvent être imputables à la contamination des aliments par suite de l'emploi des produits chimiques pour détruire les mauvaises herbes, les insectes et d'autres espèces de vermine;

Que le comité se compose de quinze membres qui seront désignés par la Chambre;

Que le comité soit autorisé à assigner des personnes, à faire produire des documents et à faire rapport de temps à autre;

Que le comité soit autorisé à siéger pendant les séances de la Chambre;

Que le comité soit autorisé à faire imprimer les documents et les témoignages au jour le jour, selon qu'il le jugera utile;

Que l'article 66 du Règlement soit suspendu à cet égard.

Il s'élève un débat;

M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. Habel, propose l'amendement suivant: Que les mots «et du coût» soient insérés après l'expression «de l'emploi» à la partie *a*) du premier alinéa de la motion.

L'honorable représentant de Peace River (M. Baldwin) fait appel au Règlement, soutenant que l'amendement est étranger à la motion principale.

Le rappel au Règlement fait l'objet d'un débat;

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'ORATEUR: Pour ce qui est de la recevabilité de l'amendement, j'appelle l'attention de la Chambre sur le commentaire 291 de la quatrième édition de

Beauchesne qui se lit ainsi qu'il suit: «Lorsque la Chambre étudie une motion, dont il a été donné avis, tendant à la nomination d'un comité spécial, un député ne peut pas proposer un amendement visant à conférer au comité des pouvoirs plus étendus que ceux qui lui avaient été dévolus dans l'avis donné.»

Par ailleurs, le député fait face à un dilemme. Si l'expression «mise en marché» comprend le coût des drogues, l'amendement n'a plus sa raison d'être. Autrement, il cherche à élargir les pouvoirs du comité, ce qui ne lui est pas permis. Un député n'a pas le droit de faire cela. A vrai dire, le ministre, en présentant cette motion, ne pourrait proposer un amendement visant à élargir les pouvoirs d'un comité sans le consentement unanime de la Chambre. Si la Chambre donnait son consentement unanime, alors ce serait possible, bien sûr. Les pouvoirs sont très restreints dans ce cas-ci.

Je pourrais signaler à l'honorable député bien d'autres commentaires et de nombreuses décisions rendues par l'Orateur. Il y en a une de M. l'Orateur Macdonald qui figure à la page 243 des *Journaux* du 4 avril 1951. Il a statué que l'on ne peut proposer un amendement tendant à attribuer à un comité des pouvoirs plus étendus que ceux dont il est fait mention dans l'avis de motion. Il y a une autre décision de M. l'Orateur Macdonald qui figure à la page 67 des *Journaux* du 2 novembre 1951. Voici ce qu'il a déclaré alors: «J'ajoute que si le ministre lui-même proposait un amendement élargissant la portée de la résolution, je ne saurais en autoriser l'examen sans le consentement unanime de la Chambre.»

D'autres décisions ont été rendues en 1952 par M. l'Orateur Macdonald, comme en fait foi la page 240 des *Journaux*. A la page 361 des *Journaux* du 29 avril 1959, on trouve une décision de M. l'Orateur Michener. Je ne saurais donc accepter l'amendement.

Après plus ample débat, ladite motion principale, mise aux voix, est agréée.

Le Bill C-94, Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique, est étudié de nouveau en comité plénier et, après avoir fait rapport de nouveau de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement)

(Bills publics)

Les ordres n°s 1 et 2 sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-25, Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins marchands;

M. Carter, appuyé par M. Laing, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 novembre 1962, demandant une copie du régime de pension dont bénéficient les employés d'Air-Canada.—(*Avis de motion portant production de documents n° 48*).

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 291*), en date du 29 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quels ont été les vols effectués par chacun des deux avions *Viscount* du ministère des Transports durant les mois de janvier, février, mars et avril, en 1960, 1961 et 1962?

2. Quel était le but de chaque vol?

3. Quels étaient les voyageurs à bord des avions au cours de chaque vol?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 403*), en date du 5 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. De combien d'aéronefs dispose le ministère des Transports pour ce que l'on appelle les voyages de personnages importants et de quel type sont ces aéronefs?

2. A quelle date a-t-on acheté ces avions et qui en a autorisé l'achat?

3. Le ministère utilise-t-il ces avions à toutes autres fins? Dans le cas de l'affirmative, à quelles fins?

4. Ces avions ont-ils effectué de tels vols en 1962, qui les a effectués et quelle était leur destination?

5. Combien de pilotes et de copilotes d'avions de personnages importants sont à l'emploi du ministère, et *a*) quels sont le salaire annuel et la compétence de chacun, *b*) combien de tels pilotes et(ou) copilotes étaient à l'emploi du ministère en 1957, 1958, 1959, 1960, 1961 et 1962, *c*) quelles sont leurs autres fonctions?

6. Le ministère possède-t-il un *Lockheed «Jet Star»* et, dans le cas de l'affirmative, *a*) quand a-t-il été acheté, *b*) quel en a été le coût, *c*) à quelles fins sert-il, *d*) quelles sommes a-t-on dépensées pour y apporter des changements, e) quand a-t-on apporté ces changements, *f*) quel a été le nombre d'heures de vol de cet avion, *g*) quel a été l'objet de ces vols, *h*) combien de voyageurs peut-il transporter, *i*) quel est le coût d'une heure de vol de cet avion, *j*) l'avion a-t-il déjà effectué des vols de calibrement à haute altitude?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 759*), en date du 26 novembre 1962, demandant l'état suivant: Le 1er janvier 1890 et lors de chaque dixième année subséquente, quel était, en cents le cent livres, le prix de transport par rail des articles suivants, depuis les points d'expédition jusqu'aux points de destination énoncés ci-dessous: *a*) blé (destiné à l'exportation et à la consommation intérieure), de Winnipeg à Port-Arthur; *b*) blé (destiné à l'exportation et à la consommation intérieure), de Winnipeg à Montréal; c) blé (destiné à l'exportation et à la consommation intérieure), de Regina à Vancouver; *d*) bois d'œuvre, de Vancouver à Toronto; *e*) bois d'œuvre, de Prince-George à Buffalo; *f*) acier (en feuilles), d'Hamilton à Vancouver; *g*) houille, de Jasper à Toronto; *h*) conserves, de Leamington à Vancouver; *i*) pommes, de Penticton à Toronto; *j*) instruments agricoles, de Regina à Toronto?

A six heures huit minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 52

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 10 DÉCEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Quatre pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel message est lu par M. l'Orateur ainsi qu'il suit:

GEORGE-P. VANIER

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des sommes supplémentaires (B) requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1963 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Résidence du Gouverneur général, Ottawa.

Sur motion de M. Nowlan, appuyé par M. Harkness, lesdits message et budget supplémentaire (B) sont renvoyés au comité des subsides.

Sur motion de M. Churchill, appuyé par M. Balcer, le rapport du comité mixte des deux Chambres pour la Bibliothèque du Parlement, qui a été présenté à la Chambre le jeudi 6 décembre 1962, est agréé.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Winkler, il est ordonné,—Que le nom de M. Scott soit substitué à celui de M. Howard sur la liste des membres du comité permanent des privilèges et des élections.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 1035 par M. MacEwan—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel organisme ou service de l'État a perfectionné le dispositif anti-sous-marin connu sous le nom de sonar à profondeur variable?

2. Quand a-t-on muni de ce dispositif les navires de la Marine royale du Canada pour la première fois?

3. Comment le sonar à profondeur variable se compare-t-il avec de semblables dispositifs anti-sous-marins utilisés par d'autres marines?

4. Quelle société fabrique ce dispositif?

5. Quels sont les noms des sous-traitants qui fabriquent ce dispositif?

6. Le gouvernement a-t-il tenté, par l'entremise du ministère de la Production de défense, de vendre le sonar à d'autres pays de l'OTAN? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces pays et quels résultats a-t-il obtenus?

7. Le gouvernement, par l'entremise du ministère de la Production de défense, continue-t-il à s'efforcer de vendre d'autres sonars aux pays de l'OTAN? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces pays?

*Question n° 1037 par M. Brewin—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on reçu des Nations Unies ou de l'un de ses organismes des demandes de contribution canadienne au titre de l'aide aux pays étrangers, équivalente à 1 p. 100 du revenu national? Dans le cas de l'affirmative, quelle a été la teneur de la réponse du gouvernement?

2. Les Nations Unies ou l'un de ses organismes ont-ils fait connaître au gouvernement du Canada les buts qu'ils s'étaient récemment proposés en vue d'une période de développement de dix ans? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces buts et quelle attitude le gouvernement canadien a-t-il adoptée à cet égard?

3. Le gouvernement a-t-il reçu de l'Agence des États-Unis pour le développement international des demandes d'augmentation des dons accordés au titre de l'aide économique aux pays sous-développés?

4. L'Organisation de coopération et de développement économiques a-t-elle exhorté le Canada à faire une nouvelle évaluation de son programme d'aide? Quelle mesure, s'il y a lieu, le gouvernement a-t-il adoptée à cet égard?

5. D'autres institutions ou spécialistes en aide économique, étrangers au Canada, ont-ils demandé au Canada d'augmenter ses dons aux pays sous-développés? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces spécialistes ou ces institutions ou la nature de leurs demandes?

M. Green, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1041 par M. Laing—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Relativement à la propriété communément appelée l'aéroport de Boundary Bay, *a*) quelle est l'étendue de cette propriété, *b*) quel est le nombre (i) d'aérogares, (ii) des autres installations permanentes, situées sur cette propriété, *c*) quelle somme globale en a-t-il coûté en frais de premier établissement à l'égard du terrain, des édifices et des pistes d'envol depuis 1940, *d*) combien y a-t-on aménagé de milles de pistes d'envol de béton et d'asphalte, *e*) les pistes d'envol peuvent-elles encore servir aux avions de type et de poids pour lesquels on est à aménager l'aéroport de Pitt Meadows, *f*) à quelles fins servent présentement (i) le terrain, (ii) les aérogares, (iii) les autres installations perma-

nentes, *g*) y a-t-il des services de l'armée qui ne pourraient pas être économiquement transférés à un autre endroit, *h*) les petits avions y présentent-ils des dangers pour l'exploitation de l'aéroport international de Vancouver, *i*) quelle somme globale a-t-on reçue en 1961 à titre de loyer de la propriété utilisée comme exploitation agricole?

Question n° 1063 par M. Laprise—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au cours de chaque année, depuis 1955, quelle somme le gouvernement fédéral a-t-il dépensée pour la réserve indienne de Weymontachie (près de Sanmaur)?

2. Quel est le nom du ou des fournisseurs de cette réserve indienne?

Question n° 1072 par M. Laing—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quels sont *a*) les heures-ouvrier, *b*) le coût en main-d'œuvre de chaque $10,000 de production des articles suivants au Canada: (i) automobiles, (ii) blé, (iii) lait, (iv) conserves de fruits et de légumes, (v) construction de maisons, (vi) pétrole à la sortie des puits, (vii) instruments aratoires, (viii) production moyenne de plomb et zinc, (ix) papier-journal, (x) contre-plaqué, (xi) hareng destiné à la réduction, (xii) conserves de saumon sockeye?

Question n° 1073 par M. Matheson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: A la suite du lancement avec succès du satellite canadien *Alouette* au champ d'engins balistiques du Pacifique, le 29 septembre 1962:

1. Jusqu'à quel point les systèmes de mesure et de télémétrie du satellite ont fonctionné d'une façon satisfaisante depuis le lancement?

2. Quels nouveaux renseignements scientifiques a donnés jusqu'ici l'analyse des informations reçues du satellite?

3. Combien de savants et d'ingénieurs canadiens ont travaillé au plan, à la mise au point et à l'essai du satellite et quelle a été la durée de ces travaux?

4. Quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises par l'entremise de ses délégués commerciaux et autres représentants pour faire connaître cette réussite en dehors du Canada?

5. Le Conseil national de recherches ou le Conseil de recherches pour la défense songe-t-il à procéder à d'autres expériences dans le domaine des satellites? Dans le cas de l'affirmative, quand prévoit-on que le prochain lancement aura lieu et quel sera le rôle attribué aux futurs satellites?

*Question n° 1087 par M. Batten—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Verse-t-on une allocation de subsistance spéciale aux membres des forces canadiennes postés dans certaines régions de Terre-Neuve? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces régions?

2. Quel était le montant de cette allocation le 1er janvier 1962?

3. Depuis le 1er janvier 1962, cette allocation a-t-elle été réduite? Dans le cas de l'affirmative, *a*) de combien, *b*) à quelle date cette réduction a-t-elle été mise en vigueur?

4. Se propose-t-on de réduire encore cette allocation?

M. Harkness, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1091 par M. Matheson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. A-t-on effectué des essais au pénitencier de la Colombie-Britannique avec le médicament appelé acide lysergique diéthylomidique? Dans le cas de l'affirmative, quelle a été la durée de ces essais et quel était le nombre de détenus en cause?

2. Quels ont été les résultats obtenus dans les cas *a*) des alcooliques, *b*) des toxicomanes, *c*) des pervertis sexuels et *d*) des névrosés d'obsession?

3. Quels ont été les résultats communiqués à la Direction des aliments et drogues du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social par les cliniques de recherches au sujet de l'utilité dudit médicament pour le traitement de l'alcoolisme?

4. Quels effets nocifs dudit médicament ont incité la Direction des aliments et drogues à le retirer du marché?

5. A-t-on reçu des communications de la part de psychiatres ou d'institutions de recherches, de groupements médicaux ou de médecins, protestant contre la décision d'empêcher la vente ou la distribution dudit médicament et, dans le cas de l'affirmative, combien?

Question n° 1105 par M. Tucker—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel était le taux des allocations spéciales qui étaient versées aux forces armées et à la Gendarmerie royale du Canada pour compenser le coût de la vie dans la province de Terre-Neuve en 1948?

2. Quel était le taux de ces allocations en 1952, en 1956 et en 1962?

Question n° 1114 par M. McWilliam—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle est la population totale et quel est le nombre de familles dans chacune des réserves indiennes de l'agence indienne de Miramichi, situées dans le comté de Northumberland, au Nouveau-Brunswick?

2. *a*) Quelle est la superficie des terrains détenus pour le compte de chacune des réserves indiennes de Red Bank, de Burnt Church et d'Eel Ground, dans le comté de Northumberland, au Nouveau-Brunswick, où sont situés ces terrains et quelle est la superficie de chacun, *b*) quelle partie de ces terrains, en ce qui concerne chaque réserve, est réputée apte à la production de blocs de sciage, de bois à pâte ou d'autres produits forestiers, c) quelle quantité de produits forestiers ces terres ont-elles produite durant chaque année de 1955 à 1961 inclusivement, en ce qui concerne chaque réserve?

Le Bill C-94, Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique, est étudié de nouveau en comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15*(*3*) *du Règlement*)

(*Avis de motions*)

M. Berger, appuyé par M. Webster, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'opportunité d'établir un Service canadien de la jeunesse pour permettre à de jeunes Canadiens compétents de se rendre à l'étranger pour dispenser une aide scientifique, technique, humanitaire et culturelle aux populations nécessitant une telle aide et tout particulièrement:

1) de recruter dans ledit service des volontaires compétents dans les domaines scientifique, professionnel et technique;

2) de subvenir à la formation des volontaires dudit service;

3) de pourvoir à l'affectation des volontaires aux pays qui en ont besoin;

4) de fournir une allocation de subsistance aux volontaires pendant leur séjour à l'étranger et de leur verser une prime à la fin de leur terme.—(*Avis de motion n° 16*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Avec l'assentiment unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions*.

Sur motion de M. Winkler, appuyé par M. Valade, il est ordonné,—Que le nom de M. Drury soit substitué à celui de M. Rouleau sur la liste des membres du comité permanent des privilèges et des élections.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill C-94, Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique, et après avoir de nouveau fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) du président de la Banque d'expansion industrielle pour l'exercice terminé le 30 septembre 1962, accompagné d'un état des comptes de la Banque certifié par les vérificateurs, conformément à l'article 29(4) de la Loi sur la Banque d'expansion industrielle, chapitre 151, S.R.C., 1952.

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

27510-7—26½

N° 53

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 11 DÉCEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Le Bill C-94, Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique, est étudié de nouveau en comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Le Bill S-8, Loi concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne du Canada, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Du consentement unanime, il est donné priorité à l'ordre n° 11.

Après quoi, le Bill S-11, Loi concernant La Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada (*modifié par le comité permanent de la banque et du commerce*), est étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill C-94, Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique, qui est rapporté avec un amendement, étudié dans sa forme modifiée, et dont la troisième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 860*), en date du 26 novembre 1962, demandant l'état suivant: Depuis que l'on a dressé le document sessionnel n° 230, le gouvernement fédéral a-t-il nommé des personnes, autres que celles qui y sont nommées, qui avaient posé leur candidature lors des élections fédérales du 18 juin 1962 et avaient été battues, à des postes comportant des émoluments ou des allocations? Dans le cas de l'affirmative, quels sont leurs noms, quels postes occupent-elles et quels sont leurs émoluments ou allocations?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 918*), en date du 28 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Combien de membres des forces armées ont pris leur retraite aux termes de la Loi sur la pension de retraite des forces canadiennes?

2. Parmi les retraités, combien reçoivent une pension annuelle supérieure à *a*) $1,000, *b*) $3,000, *c*) $5,000, *d*) $7,000?

3. Y a-t-il actuellement un déficit actuariel dans le compte de la pension de retraite des forces canadiennes et, dans le cas de l'affirmative, *a*) quel est le montant de ce déficit, *b*) le gouvernement songe-t-il à affecter des sommes dans les prévisions de dépenses aux fins de pourvoir à ce déficit?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 920*), en date du 26 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Durant chaque année, depuis 1950, quelles ont été, *a*) la valeur, *b*) la quantité, de toutes les catégories de criblures de provende exportées du Canada?

2. Durant les mêmes années, quelles ont été la valeur et la quantité de criblures de provende vendues aux fins de consommation au Canada?

3. Le ministère de l'Agriculture a-t-il fait en sorte que ces provendes soient gardées au Canada et, dans le cas de l'affirmative, quelles mesures a-t-il prises?

Par M. MacLean (Queens), membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et anglais) de l'Office des recherches sur les pêcheries du Canada pour l'année terminée le 31 mars 1962.

Vingt-cinquième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants aux fins de lois de divorce, déposées après le 8 novembre 1962 et présentées par M. Mandziuk le 10 décembre, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement. Toutefois ces pétitions ont été déposées après le délai spécifié à l'article 93 du Règlement:

Norman Hart Bureau, de Montréal (P.Q.), époux de Madeline Georgina Mary Felmingham Bureau.

Mallie Fanny Kac Newman, épouse de Oscar Newman, de Montréal (P.Q.).

Rosi Irma Koetke Parrouty, épouse de André Parrouty, de Montréal (P.Q.).

Donat Thériault, de Ste-Thérèse-de-Blainville (P.Q.), époux de Lady Anne Turgeon Thériault.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 54

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 12 DÉCEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Fleming (Eglinton), il est ordonné,—Que les rapports du Conseil des Arts du Canada pour les années financières terminées le 31 mars 1961 et le 31 mars 1962, qui ont été déposés à la Chambre le 1er juillet 1961 et le 10 octobre 1962, respectivement, soient déférés au comité permanent des comptes publics afin qu'ils fassent l'objet d'un examen suivant l'article 23 de la Loi sur le Conseil des Arts du Canada.

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Nowlan, appuyé par M. MacLean (Queens), il est ordonné,—Que les Comptes publics (volumes I, II et III) ainsi que le rapport de l'auditeur général pour l'année financière close le 31 mars 1961, et que les relevés financiers du Conseil des Arts du Canada pour les années financières terminées le 31 mars 1961 et 1962, ainsi que les rapports de l'auditeur général y relatifs, soient déférés au comité permanent des comptes publics.

M. Fulton, appuyé par M. Monteith, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation, afin de prolonger de deux autres années la période durant laquelle la construction d'un projet de traitement des eaux d'égout, à l'égard duquel un prêt a été ou sera consenti, doit être complétée si la municipalité ou la corporation municipale doit obtenir une réduction de la dette.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

*Question n° 1034 par M. Badanai—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quel est le nombre de bureaux de l'immigration où l'on fait l'examen des demandes d'admission, *a*) où est situé chaque bureau, *b*) quel est le nombre de demandes d'admission en instance dans chacun?

*Question n° 1040 par M. Laing—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Des demandes de prêts faites par des anciens combattants en vertu de l'article 65 et en application de l'article 64 de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants ont-elles été refusées à des résidents de la subdivision Cora Brown, dans l'île Sea?

2. Combien de propriétés dans ce lotissement ont fait l'objet de négociations ou d'expropriations en vue de l'agrandissement de l'aéroport?

3. Quelle somme globale a-t-on versée pour l'acquisition de ces propriétés?

4. Le ministère des Affaires des anciens combattants se propose-t-il d'acquérir toutes les propriétés de ce lotissement?

5. A-t-on refusé de consentir des prêts en vue de l'amélioration des autres propriétés parce qu'aucune décision finale n'a été prise au sujet de l'acquisition de toutes les propriétés?

*Question n° 1050 par M. Rinfret—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1er janvier 1948, aux termes d'ententes fédérales, provinciales et municipales relatives à l'abolition de taudis et à la construction de logements à loyer modique, *a*) combien de projets a-t-on réalisés au Canada, *b*) combien de projets sont en voie d'exécution, *c*) combien de projets a-t-on parachevés dans chaque province et sous quels noms sont-ils désignés, *d*) combien de projets de logements à prix modique a-t-on terminés au Canada?

2. Quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il versées à l'égard de chacun de ces projets ainsi réalisés, *a*) à Toronto, *b*) à Montréal?

M. McCleave, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1062 par M. Matheson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quelle somme globale est payable mensuellement à la veuve et à chaque enfant à la charge d'une personne dont la mort est survenue pendant qu'elle était au service de Sa Majesté, dans les cas suivants: *a*) soldat tué au combat, *b*) constable de la Gendarmerie royale du Canada tué au cours de l'arrestation d'un criminel, *c*) garde tué par un prisonnier dans un pénitencier?

Question n° 1080 par M. Mather—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Au cours de l'année financière 1961-1962, quelle somme a-t-on versée en subventions *a*) à l'industrie du beurre, *b*) à l'industrie de la houille, *c*) à la production de l'or, *d*) aux chemins de fer?

Question n° 1109 par M. Clermont—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la route transcanadienne jusqu'à ce jour, quelle somme le gouvernement fédéral a-t-il versée annuellement à chaque province du Canada, y compris la province de Québec?

2. Jusqu'à ce jour, quelles autres sommes, s'il en est, a-t-on convenu de verser à chaque province, y compris la province de Québec, en ce qui a trait à la route transcanadienne?

3. Jusqu'à ce jour, combien de milles de route a-t-on aménagés dans chaque province, y compris la province de Québec?

Question n° 1128 par M. Mather—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels ministères du gouvernement fédéral possèdent un service de bien-être social?

2. A-t-on songé à fusionner ces unités dans l'intérêt du rendement?

Les avis de motions portant production de documents (*n°s 50 et 54*) sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Sur motion de M. Winch, appuyé par M. Lewis, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance ou de tous documents échangés depuis le 1er janvier 1958 entre tout membre du Cabinet fédéral ou chef de service et tout membre du Cabinet ou chef de service de la province de la Colombie-Britannique, relativement aux questions touchant les droits miniers au large des côtes ou le plateau continental de la Colombie-Britannique.—(*Avis de motion portant production de documents n° 56*).

Il est donné lecture de l'ordre portant troisième lecture du Bill C-94, Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique;

M. Flemming (Victoria-Carleton), appuyé par M. Churchill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

Il s'élève un débat;

M. MacEachen, appuyé par M. Robichaud, propose l'amendement suivant: Que le Bill C-94 ne soit pas lu maintenant pour une troisième fois, mais qu'il soit de nouveau déféré au comité plénier qui étudiera un amendement à l'article 9 conçu en ces termes:

«Que l'on ajoute ce qui suit à titre d'alinéa *e*) au paragraphe (1) de l'article 9:

«*e*) dresser chaque année, à l'intention du ministre, un programme de projets d'immobilisations en vue de développer l'économie de base des provinces de l'Atlantique.»

M. l'Orateur décide que la proposition d'amendement se rapporte à une matière dont le bill ne fait pas mention et ne correspond pas aux vues exprimées par le commentaire 418 de la quatrième édition de Beauchesne.

Sur ce, l'honorable représentant d'Inverness-Richmond (M. MacEachen) en appelle à la Chambre de la décision de l'Orateur.

Les députés sont convoqués à la Chambre;

M. l'Orateur fait connaître qu'il s'agit d'un appel à la Chambre de la décision susdite.

M. l'Orateur met aux voix la question suivante: «La décision de l'Orateur est-elle maintenue?»—Et la décision est maintenue par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,	Baskin,	Bell (Carleton),	Belzile,
Balcer,	Beaulé,	Bell (Saint-Jean-Albert),	Bigg,
Baldwin,	Bélanger,		Bourbonnais,

Boutin,
Bradley,
Cadieu,
Casselman (Mme),
Chapdelaine,
Chaplin,
Chown,
Churchill,
Clancy,
Coates,
Cooper,
Côté,
Crouse,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Dionne,
Doucett,
Dumont,
English,
Enns,
Fairweather,
Fane,
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Victoria-Carleton),
Forbes,
Gagnon,
Gauthier,
Grafftey,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Hamilton,
Hanbidge,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Kindt,
Korchinski,
Latulippe,
Leboe,
Legere,
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Létourneau,
Macdonald (Mme),
MacEwan,
MacLean (Queens),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McGee,
McGrath,
McIntosh,
McPhillips,
Maltais,
Mandziuk,
Martineau,
Millar,
Monteith,
Moore,
More,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Olson,
Ormiston,
Ouellet,
Pascoe,
Paul,
Perron,
Pigeon,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Robinson,
Rondeau,
Rowe,
Roy,
Rynard,
Sévigny,
Simpson,
Skoreyko,
Smallwood,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stenson,
Thompson,
Valade,
Vincent,
Webb,
Weichel,
Winkler—113.

CONTRE

Messieurs

Addison,
Argue,
Badanai,
Barnett,
Batten,
Béchard,
Beer,
Benidickson,
Benson,
Berger,
Boulanger,
Bourque,
Brown,
Burgess,
Byrne,
Cadieux,
Cameron (High Park),
Cantin,
Cardin,
Caron,
Carter,
Chevrier,
Clermont,
Clunis,
Cowan,
Crestohl,
Crossman,
Denis,
Drouin,
Dubé,
Dupuis,
Douglas,
Éthier,
Eudes,
Fisher,
Foy,
Godin,
Gordon,
Granger,
Gray,
Habel,
Haidasz,
Harley,
Herridge,
Honey,
Knowles,
Laing,
LaMarsh (Mlle),
Laniel,
Leduc,
Legaré,
Lessard (Saint-Henri),
Lewis,
Loiselle,
Macdonald (Rosedale),
MacEachen,
MacInnis,
Mackasey,
McLean (Charlotte),
McMillan,
McNulty,
McWilliam,
Martin (Timmins),
Mather,
Matheson,
Matte,
Mitchell,
Munro,
Nicholson,
Otto,
Pearson,
Peters,
Pickersgill,
Pilon,
Rinfret,
Robichaud,
Rochon,
Rock,
Rouleau,
Roxburgh,
Ryan,
Sauvé,
Scott,
Stewart,
Tardif,
Tucker,
Wahn,
Walker,
Webster,
Winch—90.

La motion principale: Que le Bill C-94, Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique, soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté, est mise aux voix et agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

Les articles n°s 17, 18 et 19 sont appelés pour la première fois et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

M. McMillan, appuyé par M. McNulty, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos de favoriser la reconnaissance, dans un délai raisonnable et bref, des droits dévolus aux employés en matière de pension, en refusant, en tout ou en partie, les demandes de déduction des frais découlant de la pension présentées par les employeurs pour les fins de l'impôt sur le revenu, lorsque des dispositions raisonnables ne sont pas prises pour la reconnaissance des droits des employés.—(*Avis de motion n° 20*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Avec l'assentiment unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions*.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Rapp, il est ordonné,—Que le nom de M. Munro soit substitué à celui de M. Mitchell, sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-403, Loi pour faire droit à Thelma Joanette MacDonald.
Bill SD-404, Loi pour faire droit à Roger-Bernard Angel.
Bill SD-405, Loi pour faire droit à Paul Parizeau.
Bill SD-406, Loi pour faire droit à Audrey Barbara Sutton.
Bill SD-407, Loi pour faire droit à Éliane Trottier.
Bill SD-408, Loi pour faire droit à Aurella Bréard.
Bill SD-409, Loi pour faire droit à Ginette-Ingrid Léopold.
Bill SD-410, Loi pour faire droit à Lily (Lillian) Shapiro.
Bill SD-411, Loi pour faire droit à Madeleine Kallweit.
Bill SD-412, Loi pour faire droit à Mary Teresa Hough.
Bill SD-413, Loi pour faire droit à Édouard Pellerin.
Bill SD-414, Loi pour faire droit à Suzanne Moreau.
Bill SD-415, Loi pour faire droit à Soshy Judith Marcovitz.
Bill SD-416, Loi pour faire droit à Ann Marie Cooke.
Bill SD-417, Loi pour faire droit à Jacques Ekaireb.
Bill SD-418, Loi pour faire droit à Thérèse Géraldeau.
Bill SD-419, Loi pour faire droit à Edith Herman.
Bill SD-420, Loi pour faire droit à Édouard-Joseph-Armand Baril.

Bill SD-421, Loi pour faire droit à Violet Gabrielle Gilmour.
Bill SD-422, Loi pour faire droit à Léo-Paul Turcotte.
Bill SD-423, Loi pour faire droit à Paulette Sauvé.
Bill SD-424, Loi pour faire droit à Eli Kraus.
Bill SD-425, Loi pour faire droit à John Andre Anderson.
Bill SD-426, Loi pour faire droit à Helen Beverley Sabo.
Bill SD-427, Loi pour faire droit à Jeanette Rosenberg.
Bill SD-428, Loi pour faire droit à Raymonde Vachon.
Bill SD-429, Loi pour faire droit à Marie-Augustine-Jeannette Gibbs.
Bill SD-430, Loi pour faire droit à Helen Doreen Gearey.
Bill SD-431, Loi pour faire droit à Alphonse Audet.
Bill SD-432, Loi pour faire droit à George Mantadakis.
Bill SD-433, Loi pour faire droit à Sylvia Evelyn Lyon.
Bill SD-434, Loi pour faire droit à Shirley Sarah James.
Bill SD-435, Loi pour faire droit à Dorothea Margaret Kay.
Bill SD-436, Loi pour faire droit à Edie (Etta) Cohen.
Bill SD-437, Loi pour faire droit à Jacqueline Henriette Pujol.

Lesdits bills, inscrits au nom de M. Mandziuk, sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 octobre 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée entre tous ministères du gouvernement du Canada et tous départements et organismes des États-Unis, relativement à l'exportation du bois d'œuvre du Canada aux États-Unis.—(*Avis de motion portant production de documents n° 11*).

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 55

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 13 DÉCEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-438, Loi pour faire droit à Marie Aleta Meerovitch.
Bill SD-439, Loi pour faire droit à Barbara Ann Sobrian.
Bill SD-440, Loi pour faire droit à Marie-Marguerite-Nicole Fraser.
Bill SD-441, Loi pour faire droit à Elizabeth Gray.
Bill SD-442, Loi pour faire droit à Iva Baumgartner.
Bill SD-433, Loi pour faire droit à Eileen Myrtle Burns.
Bill SD-444, Loi pour faire droit à Donat Thériault.
Bill SD-445, Loi pour faire droit à Anita-Margaret d'Esterre.
Bill SD-446, Loi pour faire droit à Daisy Emily Dorothy Ryan.
Bill SD-447, Loi pour faire droit à Elizabeth Peck.
Bill SD-448, Loi pour faire droit à Giovanni Pallotta.
Bill SD-449, Loi pour faire droit à Lise Hogue.
Bill SD-450, Loi pour faire droit à Millicent Vera Seagrove.

Lesdits bills, inscrits au nom de M. Mandziuk, sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Avec l'assentiment unanime, la priorité au *Feuilleton,* en vue de leur prise en considération le mardi 18 décembre 1962, est donnée au Bill S-14 inscrit au nom de M. Macnaughton et au Bill S-16 inscrit au nom de M. Hellyer, qui figurent au *Feuilleton* de ce jour à titre d'article n° 10 et d'article n° 407.

Le Bill SD-1, Loi pour faire droit à Madeleine Françoise Hankowski, est étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

M. Mandziuk, appuyé par M. Rapp, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

La question est mise en délibération;

M. Scott, appuyé par M. Peters, propose l'amendement suivant: Que ledit bill ne soit pas lu maintenant pour une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé au comité permanent des bills privés en général en vue d'un nouvel examen.

Ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général en vue d'un nouvel examen (*avec les témoignages rendus et les pièces déposées devant le comité permanent des divorces du Sénat*).

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 17 octobre 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée entre le ministre de la Justice et les procureurs généraux ou les autres ministres des provinces, rela-

tivement au mode de modification de la Constitution du Canada, depuis le 2 avril 1962, date du dépôt du document parlementaire n° 227, qui contenait la correspondance échangée jusqu'à ce jour.—(*Avis de motion portant production de documents n° 22*).

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 204*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: Depuis le 1er juin 1962, des employés des divers ministères du gouvernement et des sociétés de la Couronne ont-ils été mis à pied temporairement ou congédiés? Dans le cas de l'affirmative, quel en est le nombre dans chaque ministère et société de la Couronne?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 526*), en date du 31 octobre 1962, demandant l'état suivant: Depuis le 1er juillet 1957, a-t-on accordé des contrats à *Canadair Ltd.*, de Saint-Laurent, Québec? Dans le cas de l'affirmative, quels sont le nombre, la nature et le montant de chaque contrat?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 590*), en date du 5 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Combien d'installations destinées uniquement aux sports a-t-on construites grâce au programme des travaux d'hiver du gouvernement durant les années 1961-1962, et quelles sommes a-t-on affectées à ces travaux?

2. Combien d'installations de ce genre a-t-on l'intention de construire en 1963 grâce au programme des travaux d'hiver du gouvernement et quelles sommes, s'il en est, a-t-on affectées à cette fin?

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Arrêté en conseil C.P. 1962-1723, en date du 4 décembre 1962, autorisant, en vertu de l'article 21A de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, le financement à long terme par la Société d'assurance des crédits à l'exportation de la vente par la *Montreal Locomotive Works Limited* de quatre-vingts locomotives diesel à la *Ferrocarriles Nacionales de Mexico* (société des chemins de fer nationaux de l'État mexicain), conformément à l'article 21B de ladite loi, chapitre 105, S.R.C., 1952, modifié en 1960-1961. (Texte anglais).

A dix heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 56

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 14 DÉCEMBRE 1962

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

Avec l'assentiment unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions* afin de permettre à l'honorable ministre du Commerce de faire une déclaration.

Quelque temps après;

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté le Bill C-3, Loi modifiant la Loi des aliments et drogues, sans amendement.

Le Sénat transmet un message à la Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté le bill suivant, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-15, Loi constituant en corporation le Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada.—*M. Mitchell.*

Ledit bill est réputé avoir été lu pour une première fois, et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills publics*)

L'ordre n° 1 est appelé et, à la demande du gouvernement, est réservé.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-24, Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes;

M. Knowles, appuyé par M. Brewin, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Arrêtés en conseil (textes anglais), conformément à l'article 19 de la Loi sur les chemins de fer nationaux du Canada, chapitre 29 des Statuts du Canada, 1955, comme il suit:

1) Arrêté en conseil C.P. 1962-1710, en date du 29 novembre 1962, confiant à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, à compter du 12 juillet 1962, la gestion et l'exploitation du n.m. *Taverner* destiné à faire partie des Services côtiers de Terre-Neuve.

2) Arrêté en conseil C.P. 1962-1736, en date du 6 décembre 1962, confiant à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, à compter du 14 novembre 1962, la gestion et l'exploitation des nouveaux quai et hangar à Corner Brook requis pour les Services côtiers de Terre-Neuve.

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 922*), en date du 5 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. En 1962, combien de prêts relatifs à la Loi nationale sur l'habitation a-t-on examinés aux bureaux de Toronto, de Scarborough et de Weston de la Société centrale d'hypothèques et de logement?

2. Quelle était la valeur globale de ces prêts?

3. Combien de prêts ont été examinés à ces bureaux en 1961, 1960 et 1959?

4. Quels sont les avocats qui se sont occupés de ces prêts pour le compte de la Société centrale d'hypothèques et de logement pendant chacune de ces années et quels ont été leurs honoraires?

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Arrêté en conseil C.P. 1962-1787, en date du 13 décembre 1962, autorisant, en vertu de l'article 21A de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, le financement à long terme, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, de la vente par l'*Inglis Co. Limited* et la *Sandwell and Company Limited* d'outillage supplémentaire pour une usine de pâtes et papiers à papier-journal à l'*Industrias Forestales, S.A.*, Santiago, Chili, conformément à l'article 21B de ladite loi, chapitre 105, S.R.C., 1952, modifié en 1960-1961. (Texte anglais).

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Vingt-deuxième rapport, conformément à l'article 100 du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les bills de divorce suivants:

Bill SD-446, Loi pour faire droit à Daisy Emily Dorothy Ryan.

Bill SD-447, Loi pour faire droit à Elizabeth Peck.

Quoique ces bills soient conformes aux prescriptions de l'article 96 du Règlement, votre Examinateur constate qu'ils ne reposent pas sur une pétition adressée et présentée à la Chambre des communes au cours de la présente session.

A six heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 57

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 17 DÉCEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Howe, du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, présente le quatrième rapport dudit comité, dont voici la teneur:

Le Comité a étudié le Bill C-91, Loi modifiant la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Une copie des procès-verbaux et des témoignages relatifs au bill susmentionné (*fascicules n°s 3 et 4*) est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 4 aux Journaux.*)

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Aiken, appuyé par M. McIntosh, il est ordonné,—Que la pétition de John Mark, de Toronto, de Peter Kolibaiev, de Montréal, et de cinq autres personnes, sollicitant l'adoption d'une loi tendant à constituer en société *The Union of Slavic Churches of Evangelical Christians and Baptists of Canada*, qui a été produite après le délai fixé par l'article 93 du Règlement, soit déférée au comité permanent du Règlement, avec le rapport y relatif déposé par le greffier des pétitions le vendredi 23 novembre, pour que le comité avise à la présentation de toute recommandation qu'il pourra juger utile.

Du consentement unanime, sur motion de M. Aiken, appuyé par M. McIntosh, il est ordonné,—Que les pétitions de Donald Edgar Hicks, Ezreh Harry

Herscovitch, Carol Thornton Blackman, Norman Hart Bureau, Mallie Fanny Kac Newman, Rosi Irma Koetke Parrouty et Donat Thériault, sollicitant l'adoption de lois de divorce, qui ont été produites après le délai fixé par l'article 93 du Règlement, soient déférées au comité permanent du Règlement, avec les rapports y relatifs déposés par le greffier des pétitions le jeudi 22 novembre et le mardi 11 décembre, pour que le comité avise à la présentation des recommandations qu'il pourra juger utiles.

Avec l'assentiment unanime, sur motion de M. Aiken, appuyé par M. McIntosh, il est ordonné,—Que les bills de divorce SD-28, Loi pour faire droit à Marie-Claire-Rolande Dubois, SD-36, Loi pour faire droit à Hale Calvin Reid, SD-446, Loi pour faire droit à Daisy Emily Dorothy Pearl Ryan, et SD-447, Loi pour faire droit à Elizabeth Peck, soient déférés au comité permanent du Règlement, avec les rapports y relatifs déposés par l'examinateur des pétitions introductives de bills privés le vendredi 16 novembre et le vendredi 14 décembre, pour que le comité avise à la présentation des recommandations qu'il pourra juger utiles.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Baldwin, il est ordonné,—Que le Comité spécial des aliments et drogues, qui a été institué le 7 décembre 1962, soit composé de MM. Baldwin, Enns, Fairweather, Haidasz, Harley, Horner (Jasper-Edson), Marcoux, Martin (Essex-Est), McDonald (Hamilton-Sud), Mitchell, Nicholson, Orlikow, Patterson, Rynard et Valade.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Baldwin, il est ordonné,—Que le nom de M. Scott soit substitué à celui de M. Martin (Timmins) sur la liste des membres du comité permanent des bills privés en général.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Baldwin, il est ordonné,—Que les noms de MM. Kennedy et Peters soient substitués à ceux de MM. Ormiston et Winch sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 963 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il subventionné directement ou indirectement la publication de livres ou d'ouvrages de M. P. A. Taverner, notamment *Les Oiseaux du Canada*? Dans le cas de l'affirmative, quelle somme a-t-on contribuée pour la publication de l'un quelconque de ces livres et par qui, au cours de quelles années et à qui cette somme a-t-elle été versée?

2. Combien d'exemplaires de chaque livre a-t-on fait imprimer et ces livres font-ils encore l'objet d'une nouvelle impression?

3. Quel a été le marché pour ces livres?

4. Se propose-t-on de reprendre l'impression et la publication de ces livres?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 1061 par M. Côté—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Les publications ci-après sont-elles disponibles dans les deux langues offi-

cielles du Canada et, sinon, le gouvernement songe-t-il à leur publication en français: *Statistical Summary Supplement—Bank of Canada; The Canadian Balance of International Payments 1960; International Investment Position; Quarterly Estimates of the Canadian Balance of International Payments?*

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1111 par M. Benson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel a été le coût des travaux de dragage effectués dans le secteur canadien de la voie maritime du Saint-Laurent au pied de l'île Wolfe au cours des deux dernières années?

2. A quelle société a-t-on octroyé le contrat de ces travaux?

3. Les travaux sont-ils entièrement terminés?

4. Quelle est la profondeur régulière du chenal de la voie maritime du Saint-Laurent?

5. A quelle profondeur a-t-on creusé le chenal du secteur canadien au pied de l'île Wolfe?

6. Le ministre des Transports a-t-il donné des directives prescrivant que seuls les navires allant à Kingston pouvaient utiliser le chenal du secteur canadien lorsqu'ils longeaient l'île Wolfe?

7. Au cours de la saison de navigation de 1962, combien de navires autres que des bateaux de plaisance se sont dirigés en amont du port de Kingston par le secteur canadien?

8. Durant la même saison de navigation, combien de navires autres que des bateaux de plaisance ont utilisé le chenal canadien pour se rendre en aval du port?

Question n° 1116 par M. Dubé—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis son institution, quelle somme a été dépensée par le ministère des Forêts au titre de la recherche?

2. Quels projets de recherches a-t-il entrepris?

3. Quelle mesures ont été mises à exécution par suite de ces recherches?

Question n° 1127—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Le traité relatif au fleuve Columbia, dans sa rédaction actuelle, permet-il au Canada d'établir un prix définitif pour la vente de l'énergie excédentaire, avant qu'il soit ratifié par notre pays?

Question n° 1137 par M. Whelan—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quelles ont été les dépenses d'exploitation, les dépenses d'équipement et les recettes, et quel a été le nombre de visiteurs, à l'égard de chacun des parcs nationaux ci-après, durant chacune des années 1957, 1958, 1959, 1960, 1961 et en 1962 jusqu'à ce jour: Banff, Cap-Breton, Île Elk, Fundy, Îles de la Baie-Georgienne, Jasper, Kootenay, Monts Revelstoke et Glacier, Pointe-Pelée, Prince-Albert, Île du Prince-Édouard, Riding Mountain, Îles du Saint-Laurent, Terra-Nova, Lacs Waterton et Yoho?

M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 1140 par M. Deschatelets—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien d'employés surnuméraires sont actuellement à l'emploi des divers bureaux de la Commission d'assurance-chômage au Canada?

2. Quel est le nombre d'hommes et de femmes employés actuellement comme surnuméraires?

3. Combien d'heures travaillent-ils par jour?

4. Quel est le taux horaire de salaire?

5. Songe-t-on à augmenter dans un avenir rapproché le salaire de cette catégorie d'employés?

M. Starr, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 1163 par M. Beaulé—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement fédéral a-t-il versé, en vertu de la Loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle, une contribution à des centres d'apprentissage relevant du ministère du Travail de la province de Québec?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sommes ont été versées et pour quels projets précis en ce qui concerne: *a*) la construction de ces centres, *b*) l'outillage de ces centres, *c*) l'aide aux apprentis, *d*) la formation des moniteurs et professeurs, et *e*) la formation des sans-travail?

3. Sinon, le gouvernement fédéral a-t-il reçu des demandes des autorités provinciales du Québec et quelle a été la teneur de la réponse du gouvernement fédéral?

M. Starr, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

Il est fait appel, pour la seconde fois, de l'article n° 17 inscrit au nom de M. MacRae, et comme il n'est pas abordé, il est supprimé, suivant les dispositions du paragraphe (1) de l'article 48 du Règlement.

M. Knowles, appuyé par M. Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les-Îles), propose,—Que de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'à-propos de présenter une mesure législative intitulée «Loi favorisant le plein emploi au Canada», et qu'on devrait songer à incorporer notamment ce qui suit dans ledit projet de loi: *a*) le Parlement reconnaît, d'une façon bien définie, que l'importance du plein emploi fait partie d'une politique nationale; *b*) une déclaration portant qu'il appartient au gouvernement fédéral de prendre les mesures nécessaires pour établir et maintenir un régime de plein emploi; *c*) la création d'une commission de conseillers économiques, chargée de présenter à des intervalles réguliers des rapports contenant des analyses et les projections économiques fondées sur des recherches impartiales et qui devront être rendus publics; *d*) la présentation au Parlement, par le ministre de qui relève l'application de la loi, d'un rapport annuel sur les mesures prises aux termes de la loi, ledit rapport pouvant faire l'objet d'un examen et d'un débat, afin que le Parlement ait l'assurance que les buts de la loi proposée sont atteints.—(*Avis de motion n° 18*)

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Exemplaires (en français et en anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 12 décembre 1962, conformément à l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952.

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 décembre 1962, demandant une copie de toutes lettres adressées au gouvernement par la *Canadian Association of University Teachers* depuis le 1er janvier 1962, relativement aux enquêtes de sécurité en tant qu'elles touchent présentement les membres de l'Association.—(*Avis de motion portant production de documents n° 49*)

A dix heures trois minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

27510-7—27½

N° 58

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 18 DÉCEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Howe, du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, présente le cinquième rapport dudit comité, dont voici la teneur:

Le Comité a étudié le Bill C-59, Loi ayant pour objet d'approuver une Convention intervenue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la province d'Ontario relativement aux ports publics, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Une copie des procès-verbaux et des témoignages relatifs au bill susmentionné (*fascicule n° 5*) est annexée aux présentes.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 5 aux Journaux.*)

M. Rowe, du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande, présente le deuxième rapport dudit comité, dont voici la teneur:

Conformément à son ordre de renvoi du vendredi 9 novembre 1962, le Comité a étudié les postes 80, 85 et 100 énoncés au Budget revisé des dépenses de 1962-1963, à savoir:

Poste 80—Service de transbordement de Terre-Neuve et ports terminus, $6,552,500.00;

Poste 85—Service de transbordement de l'Île du Prince-Édouard et ports terminus, $3,359,000.00;

Poste 100—Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes, $13,975,000.00.

Le Comité en recommande l'adoption.

Une copie des procès-verbaux et des témoignages se rapportant auxdits postes est annexée.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 6 aux Journaux.*)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Le Bill S-14, Loi concernant la Merit Insurance Company, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill S-16, Loi concernant The Imperial Life Assurance Company of Canada, est lu pour une deuxième fois et déféré au comité permanent de la banque et du commerce.

Le Bill SD-2, Loi pour faire droit à Bruce Reid Campbell, est étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 71*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelles sommes globales, la trésorerie fédérale a-t-elle dépensées pour le festival de la ville de Dawson, compte tenu *a*) des subventions accordées au festival, *b*) du coût de reconstruction et de rénovation de tous les immeubles, tels que la morgue, deux anciens cabarets et le *Palace Grand* d'Arizona Charlie, c) de toutes autres dépenses de l'État connexes, y compris le coût des cérémonies d'inauguration, etc.?

2. Les gouvernements des Territoires du Nord-Ouest et du Territoire du Yukon ont-ils participé financièrement à la préparation et à la tenue de ce festival? Dans le cas de l'affirmative, quel est le montant de leur contribution?

A dix heures huit minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 59

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 19 DÉCEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Harley, appuyé par M. Foy, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-100, Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (Émissions d'un caractère politique), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 1150 par M. Rinfret—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. En 1961, combien d'étudiants universitaires, au niveau du baccalauréat, ont été employés pendant l'été comme adjoints aux bureaux des douanes et de l'accise?

2. Combien provenaient des universités Laval, de Montréal et de Sherbrooke, ou d'autres institutions d'enseignement de la province de Québec?

Question n° 1173 par M. Badanai—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quel est le nombre de lieux historiques que le gouvernement fédéral a désignés et approuvés à des fins d'améliorations ou d'assistance financière durant les années 1959, 1960, 1961 et 1962, avec mention de l'emplacement ainsi que du montant dépensé ou approuvé en ce qui concerne chaque projet?

Question n° 1222 par M. Mather—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel était l'avoir global de la Caisse d'assurance-chômage à la fin de chaque année financière, de 1956-1957 à 1960-1961 inclusivement?

2. Quels montants globaux a-t-on versés au titre des réclamations d'assurance-chômage durant chacune desdites années financières?

3. Quels ont été les frais globaux d'administration du Service de l'assurance-chômage durant chacune desdites années financières?

4. Quel a été le revenu global de la Caisse d'assurance-chômage durant chaque année financière, de 1956-1957 à 1960-1961 inclusivement?

Question n° 1224 par M. Herridge—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. La fondrière de tourbe et d'épinettes, dite *Mer bleue,* située au sud-est d'Ottawa, relève-t-elle de la Commission de la Capitale nationale?

2. Les porte-parole du Service canadien de la faune et des Canadiens éminents dans le domaine de la biologie, de la zoologie et des sciences naturelles considèrent-ils cette fondrière comme un précieux refuge de gibier?

3. La Commission de la Capitale nationale et la ville d'Ottawa songent-elles à faire un dépotoir de cette tourbière?

4. Quelles mesures est à prendre le gouvernement afin de prévenir la destruction de ce précieux refuge de gibier, qui assurera un centre spécial pour la recherche et, en outre, pour les loisirs?

Sur motion de M. Douglas, appuyé par M. Lewis, il est ordonné,—Qu'il soit déposé devant cette Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1960 entre le ministre des Finances ou le ministre du Revenu national ou leurs ministères et des personnes ou des groupements, relativement aux droits imposés sur les importations de provendes de poisson.—(*Avis de motion portant production de documents n° 50*)

Les avis de motion portant production de documents (*n°s 54 et 59*) sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Sur motion de M. Matheson, appuyé par M. Godin, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance adressée au gouvernement depuis le 31 décembre 1961 relativement à la situation des Indiens des bandes ci-après: Le Pas, Moose-Lake, Norway-House, Cross-Lake, Island-Lake, Red Sucker-Lake, God's-Lake, Oxford-House, Shamattawa, Split-Lake, Nelson-House, South Indian-Lake, Pukatawagan et Brocket.—(*Avis de motion portant production de documents n° 58*)

Sur motion de M. McNulty, appuyé par M. Macdonald (Rosedale), il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 27 septembre 1962 entre le gouvernement fédéral et tout gouvernement provincial au sujet de la présentation d'une mesure législative concernant la transférabilité des pensions.—(*Avis de motion portant production de documents n° 60*)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Avec l'assentiment unanime, l'application du paragraphe (3) de l'article 15 du Règlement, concernant la prise en considération des affaires inscrites au nom des députés, est suspendue quant à la séance d'aujourd'hui, et il est ordonné qu'une heure supplémentaire soit accordée aux délibérations relatives aux *Avis de motions* après l'expiration du temps attribué aux affaires inscrites au nom des députés en raison du paragraphe (5) de l'article 15 du Règlement.

Après quoi, le Bill C-93, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Nouveau-Brunswick depuis Nepisiguit Junction, dans la subdivision de Bathurst du réseau Canadien National vers le sud et l'ouest sur une distance d'environ 15 milles jusqu'à la propriété de la Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à modifier la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces en vue de prévoir un arrangement applicable aux années financières commençant le ou après le 1er avril 1962 et semblable à celui que la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts a établi à l'égard des années financières antérieures; en vue de prévoir, en outre, dans ledit amendement, que le montant de la subvention soit porté de un dollar et cinquante cents à deux dollars par tête.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Nowlan, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-101, Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts, qui est lu pour une première fois.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative pour modifier la Loi nationale de 1954 sur l'habitation, afin de prolonger de deux autres années la période durant laquelle la construction d'un projet de traitement des eaux d'égout, à l'égard duquel un prêt a été ou sera consenti, doit être complétée si la municipalité ou la corporation municipale doit obtenir une réduction de la dette.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

27510-7—28

M. Fulton, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-102, Loi modifiant la Loi nationale de 1954 sur l'habitation, qui est lu pour une première fois.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Avec l'assentiment unanime, M. Sévigny, au nom de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier immédiatement pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative concernant l'établissement d'une Compagnie de l'exposition universelle canadienne et de prévoir la nomination de ses administrateurs et des membres de son personnel; de décréter que le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, verser à la Compagnie sous forme de subventions des montants ne dépassant pas au total vingt millions de dollars ainsi que l'exigent les objets de la compagnie; de décréter également que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, pour le compte de Sa Majesté, à souscrire un cautionnement solidaire avec Sa Majesté du chef de la province de Québec visant le principal des valeurs émises par la Compagnie ainsi que l'intérêt y afférent, selon la forme et aux conditions et modalités qu'il est loisible au gouverneur en conseil et au lieutenant-gouverneur en conseil de Québec d'approuver; de prévoir en outre des prêts provisoires à la Compagnie, prélevés sur le Fonds du revenu consolidé, pourvu que l'ensemble des prêts en cours à un moment quelconque n'excède pas un million de dollars; et de statuer sur d'autres sujets connexes ou accessoires.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier immédiatement pour étudier ledit projet de résolution.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude dudit projet de résolution.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative concernant l'établissement d'une Compagnie de l'exposition universelle canadienne et de prévoir la nomination de ses administrateurs et des membres de son personnel; de décréter que le ministre des Finances peut, sur le Fonds du revenu consolidé, verser à la Compagnie sous forme de subventions des montants ne dépassant pas au total vingt millions de dollars ainsi que l'exigent les objets de la compagnie; de décréter également que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, pour le compte de Sa Majesté, à souscrire un cautionnement solidaire avec Sa Majesté du chef de la province de Québec visant le principal des valeurs émises par la Compagnie ainsi que l'intérêt y afférent, selon la forme et aux conditions et modalités qu'il est loisible au gouverneur en conseil et au lieutenant-gouverneur en conseil de Québec d'approuver; de prévoir en outre des prêts provisoires à la Compagnie, prélevés sur le Fonds du revenu consolidé, pourvu que l'ensemble des prêts en cours à un moment quelconque n'excède pas un million de dollars; et de statuer sur d'autres sujets connexes ou accessoires.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée.

M. Sévigny, au nom de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-103, Loi constituant la Compagnie de l'exposition universelle canadienne, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill C-64, Loi modifiant la Loi sur l'aide à la production du charbon, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Le Bill C-91, Loi modifiant la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises, est étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du département des Impressions et de la Papeterie publiques pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 36 de la Loi sur les impressions et la papeterie publiques, chapitre 226, S.R.C., 1952.

Par M. Halpenny,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 21 novembre 1962, demandant une copie de toute communication adressée au ministère des Transports et à la société Air-Canada de la part de l'honorable Allan Grossman, c.r., commissaire de la Régie des alcools de l'Ontario.—(*Avis de motion portant production de documents n° 43*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 37*), en date du 15 octobre 1962, demandant l'état suivant: 1. Depuis le 18 janvier 1962, combien de projets de construction le gouvernement fédéral, l'un de ses ministères ou organismes ont-ils *a*) annulés ou *b*) remis?

2. A quel endroit devait-on exécuter chaque projet de construction et quel en était le coût estimatif?

3. Donnera-t-on suite à certains des projets de construction annulés ou remis depuis le 18 juin 1962? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces projets, leur emplacement et leur coût estimatif?

Par M. Halpenny,—Autre réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 590*), en date du 5 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Combien d'installations destinées uniquement aux sports a-t-on construites grâce au programme des travaux d'hiver du gouvernement durant les années 1961-1962, et quelles sommes a-t-on affectées à ces travaux?

2. Combien d'installations de ce genre a-t-on l'intention de construire en 1963 grâce au programme des travaux d'hiver du gouvernement et quelles sommes, s'il en est, a-t-on affectées à cette fin?

Par M. Halppeny,—Autre réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 667*), en date du 14 novembre 1962, demandant l'état suivant: Depuis le 1er janvier 1961, le gouvernement fédéral a-t-il acheté ou vendu quelque propriété dans la ville de Peterborough? Dans le cas de l'affirmative, quels ont été les avocats ou mandataires et quel a été le prix d'achat ou de vente?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 760*), en date du 21 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quels organismes de l'État sont autorisés à accorder des bourses d'études et de recherches?

2. Au cours de 1961, *a*) combien de bourses ont été attribuées par chaque organisme de l'État, *b*) à quelle catégorie appartenaient ces bourses, *c*) quel était le montant de ces bourses?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 794*), en date du 21 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il étudié, autorisé ou financé en partie ou en totalité l'envoi qui représente le Canada au *Commonwealth Institute* de Londres?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) le gouvernement a-t-il reçu des rapports au sujet de la qualité de l'envoi, *b*) quelle est la teneur de ces rapports?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 975*), en date du 3 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Combien de projets de travaux d'hiver a-t-on approuvés, entrepris ou parachevés en 1962 jusqu'à ce jour?

2. Quelle somme globale le gouvernement fédéral a-t-il dépensée à cet égard?

3. Quelle est, par municipalité, la liste de ces projets, et quelle est la répartition des frais de chaque projet entre les municipalités, le gouvernement fédéral et toute autorité provinciale?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1035*), en date du 10 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quel organisme ou service de l'État a perfectionné le dispositif anti-sous-marin connu sous le nom de sonar à profondeur variable?

2. Quand a-t-on muni de ce dispositif les navires de la Marine royale du Canada pour la première fois?

3. Comment le sonar à profondeur variable se compare-t-il avec de semblables dispositifs anti-sous-marins utilisés par d'autres marines?

4. Quelle société fabrique ce dispositif?

5. Quels sont les noms des sous-traitants qui fabriquent ce dispositif?

6. Le gouvernement a-t-il tenté, par l'entremise du ministère de la Production de défense, de vendre le sonar à d'autres pays de l'OTAN? Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces pays et quels résultats a-t-il obtenus?

7. Le gouvernement, par l'entremise du ministère de la Production de défense, continue-t-il à s'efforcer de vendre d'autres sonars aux pays de l'OTAN? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces pays?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1041*), en date du 10 décembre 1962, demandant l'état suivant: Relativement à la propriété communément appelée l'aéroport de Boundary Bay, *a*) quelle est l'étendue de cette propriété, *b*) quel est le nombre (i) d'aérogares, (ii) des autres installations permanentes, situées sur cette propriété, *c*) quelle somme globale en a-t-il coûté en frais de premier établissement à l'égard du terrain, des édifices et des pistes d'envol depuis 1940, *d*) combien y a-t-on aménagé

de milles de pistes d'envol de béton et d'asphalte, *e*) les pistes d'envol peuvent-elles encore servir aux avions de type et de poids pour lesquels on est à aménager l'aéroport de Pitt Meadows, *f*) à quelles fins servent présentement (i) le terrain, (ii) les aérogares, (iii) les autres installations permanentes, *g*) y a-t-il des services de l'armée qui ne pourraient pas être économiquement transférés à un autre endroit, *h*) les petits avions y présentent-ils des dangers pour l'exploitation de l'aéroport international de Vancouver, *i*) quelle somme globale a-t-on reçue en 1961 à titre de loyer de la propriété utilisée comme exploitation agricole?

Par l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés,—Vingt-troisième rapport, conformément à l'article 100(2) du Règlement, ainsi qu'il suit:

L'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 96 du Règlement:

Clarence Lewis Reimer et deux autres personnes de Winnipeg (Manitoba), aux fins d'une loi constituant en société *The Good News Broadcasting Association of Canada.*

Compagnie d'assurance de Québec contre les accidents du feu, et en anglais, *Quebec Fire Assurance Company,* aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à changer son nom, en français à «Compagnie d'assurance du Québec» et, en anglais, à *Quebec Assurance Company,* et pour d'autres fins.

Stephen Boleslav Roman de Markham (Ontario), et cinq autres personnes, aux fins d'une loi constituant en société *Standard Trust Company.*

A six heures cinq minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 60

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 20 DÉCEMBRE 1962

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté le Bill S-2, Loi modifiant la Loi sur la faillite, qu'il soumet à son assentiment.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre afin de lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill SD-451, Loi pour faire droit à Roland Boisvert.
Bill SD-452, Loi pour faire droit à Gordon Richard Alexander Ramsden.
Bill SD-453, Loi pour faire droit à Vivian Geoffrey Power.
Bill SD-454, Loi pour faire droit à Marcheta Lino Edwards.
Bill SD-455, Loi pour faire droit à Ingeborg Schmidt.
Bill SD-456, Loi pour faire droit à Vickie Marks.
Bill SD-457, Loi pour faire droit à Jean Mildred Fillmore.
Bill SD-458, Loi pour faire droit à Kathleen Edna Belchem.
Bill SD-459, Loi pour faire droit à Pamela Blair.
Bill SD-460, Loi pour faire droit à Arlene June Kaczur.
Bill SD-461, Loi pour faire droit à Bernard Hébert.
Bill SD-462, Loi pour faire droit à Jacqueline Serrati.
Bill SD-463, Loi pour faire droit à Philippe LeBeau.
Bill SD-464, Loi pour faire droit à Carroll Lynne Milette.
Bill SD-465, Loi pour faire droit à Elizabeth Cowan Frawley.

Bill SD-466, Loi pour faire droit à June Eleanor Holgate.
Bill SD-467, Loi pour faire droit à Maria Papadakis.
Bill SD-468, Loi pour faire droit à Edith Diane Greenberg.
Bill SD-469, Loi pour faire droit à Marie-Yvonne-Lucie Godard.
Bill SD-470, Loi pour faire droit à Maureen Carol McAlinden.
Bill SD-471, Loi pour faire droit à Calvin Harold Robinson.
Bill SD-472, Loi pour faire droit à Elizabeth Anne Chadwick-Rider.
Bill SD-473, Loi pour faire droit à Doreen Dreyer Eastwood.
Bill SD-474, Loi pour faire droit à Margaret Clewes.
Bill SD-475, Loi pour faire droit à Lee Leopold.
Bill-SD-476, Loi pour faire droit à Rochelle Caplan.
Bill-SD-477, Loi pour faire droit à Thérèse Rivet.
Bill SD-478, Loi pour faire droit à Julianna Gulyas.
Bill SD-479, Loi pour faire droit à Marlene Judith Feinstein.
Bill SD-480, Loi pour faire droit à Joseph Idolard Bouchard.
Bill SD-481, Loi pour faire droit à Angelika Tasler.
Bill SD-482, Loi pour faire droit à Della Harriet McGuire.
Bill SD-483, Loi pour faire droit à Edward Brown.
Bill SD-484, Loi pour faire droit à Giselle Mignault.
Bill SD-485, Loi pour faire droit à Joan Reid Koken.
Bill SD-486, Loi pour faire droit à Gwynneth Margaret Forget.
Bill SD-487, Loi pour faire droit à Marjorie Edith Leroux.
Bill SD-488, Loi pour faire droit à Robert-Fernand Marcoux.
Bill SD-489, Loi pour faire droit à Allan Barry Phillips.
Bill SD-490, Loi pour faire droit à Donna Maureen Vincent.
Bill SD-491, Loi pour faire droit à William Joseph Rowe.
Bill SD-492, Loi pour faire droit à Adrien Tellier.
Bill SD-493, Loi pour faire droit à John Loughheed, autrement connu sous le nom de John Lougheed.
Bill SD-494, Loi pour faire droit à Linda Alice Burrows.

Lesdits bills, inscrits au nom de M. Mandziuk, sont réputés avoir été lus pour une première fois et leur deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre en vue de lui communiquer, avec prière de les lui renvoyer, les témoignages rendus et les pièces déposées relativement aux bills de divorce susmentionnés.

M. Aiken, du comité permanent de la banque et du commerce, présente le quatrième rapport dudit comité, dont voici la teneur:

Le Comité a étudié le Bill S-16, Loi concernant The Imperial Life Assurance Company of Canada, et est convenu de le rapporter sans modification.

Avec l'assentiment unanime, M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, propose,—Que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera le jeudi 20 décembre 1962, à dix heures du soir, reste ajournée jusqu'au lundi 21 janvier 1963, à deux heures et demie de l'après-midi.

Ladite motion, mise aux voix, est agréée.

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général, dépose devant la Chambre,—Rapport (en français et en anglais) du comité d'enquête (présidence de M. Ernest C. Gill) relatif à la Loi sur l'assurance-chômage, daté de novembre 1962.

M. Harley, appuyé par M. Foy, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-104, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Émissions d'un caractère politique), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant troisième lecture du Bill C-101, Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts;

M. Nowlan, appuyé par M. Green, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une troisième fois et adopté.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

CRÉDITS PROVISOIRES

Il est résolu: Qu'il soit attribué à Sa Majesté au compte de la présente année financière expirant le 31 mars 1963:

Une somme n'excédant pas $330,089,511.93, soit l'ensemble

a) du douzième du total des montants des articles énumérés au Budget revisé de l'année financière expirant le 31 mars 1963, présenté à la Chambre des communes, à la session actuelle du Parlement, sauf le crédit n° 5 de l'Énergie atomique, le crédit n° 5 de la Société Radio-Canada, les crédits n°s 45 et 50 des Finances, le crédit n° 11 des Forêts, le crédit n° 40 du Travail, les crédits n°s 30 et 35 du Service législatif, les crédits n°s 30, 35, 40, 70, 80, 125 et 130 des Mines et des Relevés techniques, le crédit n° 70 de la Défense nationale, le crédit n° 25 de la Santé nationale et du Bien-être social, les crédits n°s 10, 45 et 90 du Nord canadien et des Ressources nationales, les crédits n°s 5, 45, 70, 100, 105, 125, 145, 168, 170, 180, 190 et 200 des Travaux publics, les crédits n°s 5, 15 et 25 de la Gendarmerie royale du Canada, les crédits n°s 35, 40, 60, 80, 85, 100, 125, 222 et 225 des Transports, le crédit n° L20 des Prêts, placements et avances, $292,175,958.00;

b) d'un autre douzième des montants que représentent, audit Budget revisé, l'article 25 de la Production de défense, l'article 5 des Affaires extérieures, l'article 105 du Nord canadien et des Ressources nationales, $1,842,041.67;

c) du douzième du total des montants des articles énumérés au Budget supplémentaire (A) pour l'année financière expirant le 31 mars 1963, sauf le crédit 112a des Affaires extérieures, les crédits 213a et 222a des Transports, $8,738,178.92;

d) des dix douzièmes du total des montants des articles énumérés au Budget supplémentaire (B) pour l'année financière expirant le 31 mars 1963, $27,333,333.34.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des subsides obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Il est résolu: Que, en vue de pourvoir aux subsides qui ont été accordés à Sa Majesté à l'égard de certaines dépenses du service public pour l'année financière expirant le 31 mars 1963, la somme de $330,089,511.93 soit attribuée sur le Fonds du revenu consolidé, ainsi qu'il est énoncé dans la résolution qui a été adoptée aujourd'hui au comité des subsides.

Rapport à faire de la résolution.

Rapport est fait de ladite résolution, qui est agréée, et le comité des voies et moyens obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Nowlan, appuyé par M. Green, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-105, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963, qui est lu pour une première fois.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill C-64, Loi modifiant la Loi sur l'aide à la production du charbon.

Bill C-93, Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Nouveau-Brunswick depuis Nepisiguit Junction, dans la subdivision de Bathurst du réseau Canadien National vers le sud et l'ouest sur une distance d'environ 15 milles, jusqu'à la propriété de la Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited.

Bill C-94. Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique.

Bill C-102, Loi modifiant la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 20 décembre 1962

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, C.P., juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat aujourd'hui, le 20 décembre, à 9 h. 45 du soir, afin de donner la sanction royale à certains bills.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

Le secrétaire adjoint du Gouverneur général
A. G. CHERRIER

A l'honorable
Orateur de la Chambre des communes.

Avec l'assentiment unanime, l'ordre relatif aux affaires inscrites au nom des députés est remis à plus tard ce jour même, soit de 8 h. 45 à 9 h. 45 du soir.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-103, Loi constituant la Compagnie de l'exposition universelle canadienne;

M. Churchill, au nom de M. Diefenbaker, appuyé par M. Sévigny, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois, étudié en comité plénier et rapporté sans amendement.

Avec l'assentiment unanime, ledit bill est lu pour une troisième fois et adopté.

Du consentement unanime, il est ordonné que le Bill S-16, Loi concernant The Imperial Life Assurance Company of Canada, dont le comité permanent de la banque et du commerce a fait rapport aujourd'hui, soit inscrit au *Feuilleton* de ce jour en vue de sa prise en considération à titre de premier article de l'ordre relatif aux affaires inscrites au nom des députés.

(*A 8 h. 45 du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, conformément à l'ordre adopté aujourd'hui*)

(*Bills privés*)

Le Bill S-16, Loi concernant The Imperial Life Assurance Company of Canada, est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu pour une troisième fois et adopté.

Avis de motions (documents)

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. MacEachen: Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre des copies de la correspondance ou de tous documents échangés entre le premier ministre ou le ministre des Finances ou tout autre ministre de la Couronne et les fonctionnaires du ministère de la Justice ou du Conseil privé ou de tout autre ministère ou organisme de l'État, au sujet du décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-902, daté du 24 juin 1962, et de la modification du décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-987, daté du 11 juillet 1962, et au sujet de la Liste de marchandises d'importation contrôlée, modifiée par le décret C.P. 1962-903, daté du 24 juin 1962, en ce qui concerne notamment la légalité desdits décrets.—(*Avis de motion portant production de documents n° 16*)

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les juges et, après avoir fait rapport de nouveau de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement unanime, M. l'Orateur prononce la suspension de la séance à loisir.

La Chambre reprend sa séance.

Le Sénat transmet un message pour informer cette Chambre qu'il a adopté les bills suivants, sans amendement:

Bill C-101, Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts.

Bill C-103, Loi constituant la Compagnie de l'exposition universelle canadienne.

Le Sénat transmet un message afin de faire connaître à cette Chambre qu'il a adopté le Bill C-105, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963.

Un message est reçu de l'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle des séances du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend en conséquence au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait savoir que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des

séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi concernant le Bureau de fiducie de l'Église presbytérienne du Canada.

Loi constituant en corporation The Christian Brothers of Ireland in Canada.

Loi concernant la Merit Insurance Company.

Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

Loi modifiant la Loi des aliments et drogues.

Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique.

Loi modifiant la Loi sur l'aide à la production du charbon.

Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Nouveau-Brunswick depuis Nepisiguit Junction, dans la subdivision de Bathurst du réseau Canadien National vers le sud et l'ouest sur une distance d'environ 15 milles, jusqu'à la propriété de la Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited.

Loi modifiant la Loi nationale de 1954 sur l'habitation.

Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts.

Loi concernant The Imperial Life Assurance Company of Canada.

Loi constituant la Compagnie de l'exposition universelle canadienne.

M. l'Orateur fait aussi connaître à la Chambre qu'il s'est adressé à l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

«QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

«Les Communes du Canada ont voté les subsides nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

«Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

«Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963»

«Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.»

Sur ce, le greffier du Sénat, d'ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

«Au nom de Sa Majesté, l'honorable député de Son Excellence le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.»

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 11 de la Loi sur le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, chapitre 4, Statuts du Canada, 1953-1954.

Par M. Fleming (Eglinton), membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en français et en anglais) du Commissaire des pénitenciers pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 30 de la Loi sur les pénitenciers, chapitre 53, Statuts du Canada, 1960-1961.

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Liste des ordres de dépôt de documents à satisfaire au 20 décembre 1962, en ce qui concerne les adresses et les ordres de la Chambre émis jusqu'au 17 décembre 1962 inclusivement. (Texte anglais).

Par M. Halpenny,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 17 octobre 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er janvier 1957 entre le gouvernement fédéral, l'un de ses ministères, services ou directions, et les fabricants de produits pharmaceutiques, les autres gouvernements et le personnel médical ou les associations médicales, au sujet de la drogue thalidomide (ou kevadon), et, en outre, tous mémoires ou rapports relatifs à ladite drogue que possède le gouvernement.—(*Avis de motion portant production de documents n° 2*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 décembre 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et des personnes ou des groupements, relativement à l'institution d'un conseil consultatif local destiné à assister le directeur du havre de Vancouver.—(*Avis de motion portant production de documents n° 51*)

Par M. Halpenny,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 12 décembre 1962, demandant une copie de toute correspondance ou de tous documents échangés depuis le 1er janvier 1958 entre tout membre du Cabinet fédéral ou chef de service et tout membre du Cabinet ou chef de service de la province de la Colombie-Britannique, relativement aux questions touchant les droits miniers au large des côtes ou le plateau continental de la Colombie-Britannique.—(*Avis de motion portant production de documents n° 56*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 887*), en date du 26 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelles ont été les quantités *a*) de blé, *b*) d'avoine, *c*) d'orge, *d*) de seigle, *e*) de lin, et *f*) les quantités globales, livrées dans chacun des ports suivants: Vancouver-New-Westminster, Victoria, Prince-Rupert, Churchill, Fort-William-Port-Arthur, Toronto, Kingston, Montréal, Sorel, Trois-Rivières, Québec, Baie-Comeau, Saint-Jean, Saint-Jean-Ouest et Halifax, pour chacune des campagnes agricoles entre 1950-1951 et 1960-1961?

2. Quelles ont été les quantités de chacune des céréales susmentionnées exportées de chacun des ports énumérés ci-dessus durant les années 1950-1951 à 1960-1961?

3. En ce qui concerne chacun des ports énumérés ci-dessus, quelles quantités de chacune des céréales susmentionnées ont été conservées pour la consommation domestique?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1062*), en date du 12 décembre 1962, demandant l'état suivant: Quelle somme globale est payable mensuellement à la veuve et à chaque enfant à la charge d'une personne dont la mort est survenue pendant qu'elle était au service de Sa Majesté, dans les cas suivants: *a*) soldat tué au combat, *b*) constable de la Gendarmerie royale du Canada tué au cours de l'arrestation d'un criminel, *c*) garde tué par un prisonnier dans un pénitencier?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1091*), en date du 10 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. A-t-on effectué des essais au pénitencier de la Colombie-Britannique avec le médicament appelé acide lysergique diéthylomidique? Dans le cas de l'affirmative, quelle a été la durée de ces essais et quel était le nombre de détenus en cause?

2. Quels ont été les résultats obtenus dans les cas *a*) des alcooliques, *b*) des toxicomanes, *c*) des pervertis sexuels et *d*) des névrosés d'obsession?

3. Quels ont été les résultats communiqués à la Direction des aliments et drogues du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social par les cliniques de recherches au sujet de l'utilité dudit médicament pour le traitement de l'alcoolisme?

4. Quels effets nocifs dudit médicament ont incité la Direction des aliments et drogues à le retirer du marché?

5. A-t-on reçu des communications de la part de psychiatres ou d'institutions de recherches, de groupements médicaux ou de médecins, protestant contre la décision d'empêcher la vente ou la distribution dudit médicament et, dans le cas de l'affirmative, combien?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1105*), en date du 10 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quel était le taux des allocations spéciales qui étaient versées aux forces armées et à la Gendarmerie royale du Canada pour compenser le coût de la vie dans la province de Terre-Neuve en 1948?

2. Quel était le taux de ces allocations en 1952, en 1956 et en 1962?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 décembre 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et des personnes ou des groupements, relativement à l'établissement d'une Administration du port du fleuve Fraser, ou d'une Commission du havre de New-Westminster ayant de plus vastes attributions et qui remplacerait la Commission actuelle.—(*Avis de motion portant production de documents n° 52*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 556*), en date du 14 novembre 1962, demandant l'état suivant: Quelles mesures le National-Canadien prend-il en vue de s'acquitter de ses obligations statutaires de donner des instructions, établir des dispositions et agir de telle sorte que toutes les marchandises destinées à l'exportation par mer et consignées à l'intérieur du Canada pour transport aux Chemins de fer nationaux, au point d'origine ou entre ce point et la mer, soient, à moins que les expéditeurs desdites marchandises n'aient indiqué un autre acheminement particulier, exportées par la voie des ports maritimes canadiens?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 642*), en date du 3 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Combien de voyageurs le National-Canadien a-t-il transportés à Terre-Neuve entre le 1er novembre et le 31 mai inclusivement, au cours de chacune des cinq dernières années?

2. Combien de trains *a*) de première classe, *b*) de deuxième classe, *c*) de troisième classe, a-t-il exploités entre les mêmes dates au cours des mêmes années?

3. Combien de wagons *a*) de première classe, *b*) de deuxième classe, *c*) de troisième classe, ces trains comprenaient-ils?

4. Si les trains comprenaient divers genres de wagons, quel était le nombre moyen de wagons de première, de deuxième et de troisième classe dans chaque train?

5. Combien de voyageurs ont emprunté les wagons-lits au cours de chacune des années et entre les dates mentionnées au premier alinéa ci-dessus et combien de wagons-lits a-t-on utilisés à cette fin?

A onze heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'au lundi 21 janvier 1963, à 2 h. 30 de l'après-midi, conformément à l'ordre adopté aujourd'hui.

N° 61

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 21 JANVIER 1963

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Trois pétitions introductives de bills privés sont présentées, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que soient imprimés en appendice au hansard de ce jour les communiqués publiés conjointement à l'issue des entretiens tenus à Nassau en décembre 1962 entre le premier ministre du Canada et le premier ministre du Royaume-Uni et le président des États-Unis d'Amérique, concernant la politique de défense de l'Alliance occidentale.

Avec le consentement unanime, il est ordonné que soit imprimé en appendice au hansard de ce jour le communiqué conjoint publié à l'issue de la première réunion du Comité ministériel canado-japonais, tenue à Tokyo les 11 et 12 janvier 1963, concernant les conditions économiques et les relations commerciales entre les deux pays et à l'échelon international.

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que soient imprimées en appendice au hansard de ce jour les lettres échangées entre le président Kennedy des États-Unis et le président Khrouchtchev de l'URSS, concernant l'inspection des essais nucléaires et l'interdiction des essais souterrains.

M. Whelan, appuyé par M. Wahn, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-106, Loi modifiant la Loi sur la faillite (Récoltes et autres produits primaires auxquels on fait subir des transformations), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu pour une première fois et la deuxième lecture en est fixée pour la prochaine séance de la Chambre:

Bill S-2, Loi modifiant la Loi sur la faillite.—*M. Fleming (Eglinton)*.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 1120 par M. Brown—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant chacune des années 1959, 1960 et 1961, combien de noyades a-t-on enregistrées, au Canada, par suite de l'utilisation de snorkels?

2. Le gouvernement songe-t-il à défendre la vente de snorkels?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1133 par M. Matheson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Combien de certificats l'Association ambulancière Saint-Jean a-t-elle délivrés, durant l'année 1961, à des fonctionnaires des catégories suivantes: *a*) armée, marine et aviation, *b*) Gendarmerie royale du Canada, *c*) personnel de pénitenciers, *d*) Organisation des mesures d'urgence, *e*) autres fonctionnaires, *f*) détenus dans des institutions fédérales?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1136 par M. Perron—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Les clauses des ententes conclues par le gouvernement fédéral relativement aux travaux d'hiver ou aux autres travaux exécutés à l'échelon municipal exigent-elles un salaire minimum? Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il enquêté sur des plaintes ou des irrégularités relatives à ces ententes?

*Question n° 1145 par M. Rinfret—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. En 1961, combien d'étudiants et de gradués d'universités ont été candidats aux concours tenus par la Commission du service civil pour des situations d'ingénieurs civils, d'ingénieurs en électricité et d'ingénieurs en mécanique?

2. Combien de candidats ont réussi les examens?

3. Combien de candidats provenaient des universités Laval, de Montréal et de Sherbrooke, et combien parmi ceux-ci ont réussi les examens?

4. Combien de candidats qui ont réussi les examens ont accepté des emplois de la Commission du service civil?

5. Combien parmi ceux qui ont accepté des emplois provenaient de l'Université Laval, de l'Université de Montréal et de l'Université de Sherbrooke?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 1146 par M. Rinfret—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. En 1961, combien d'étudiants et de gradués d'universités ont été candidats aux concours tenus par la Commission du service civil à l'intention des gradués spécialisés dans les sciences biologiques?

2. Combien de candidats ont réussi les examens?

3. Combien de candidats provenaient des universités Laval, de Montréal et de Sherbrooke, et combien parmi ceux-ci ont réussi les examens?

4. Combien de candidats qui ont réussi les examens pour ces situations ont accepté des emplois de la Commission du service civil?

5. Combien parmi ceux qui ont accepté des emplois provenaient des universités Laval, de Montréal et de Sherbrooke?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 1147 par M. Rinfret—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. En 1961, combien d'étudiants ou de gradués d'universités ont fait une demande à la Commission du service civil en vue d'obtenir un emploi exigeant une formation dans le domaine des sciences physiques?

2. Combien de candidats ont réussi les examens?

3. Combien de candidats provenaient des universités Laval, de Montréal et de Sherbrooke, et combien parmi ceux-ci ont réussi les examens?

4. Combien parmi ceux qui ont réussi les examens ont accepté des emplois de la Commission du service civil?

5. Combien parmi ceux qui ont accepté des emplois provenaient de l'Université Laval, de l'Université de Montréal, de l'Université de Sherbrooke?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 1187 par M. Laprise—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant les années 1961 et 1962, combien de bâtisses contre les retombées radioactives a-t-on construites dans la circonscription de Chapleau?

2. Quel est le nom du ou des entrepreneurs qui a construit ces bâtisses?

3. Quel a été le coût de chacune de ces bâtisses?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1215 par M. Dumont—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Les chaudières du navire *Citadel* étaient-elles en bon état au moment de sa vente?

2. Durant l'année 1961, quelles ont été les dépenses d'exploitation du *Citadel* pour le service de pilotage aux Escoumains?

3. Qu'est-ce qui justifie l'écart entre le coût de construction des bateaux-pilotes n°s 9 et 10, et le navire n° 9 est-il censé être de qualité supérieure au navire n° 10?

4. Le ministère des Transports peut-il recommander l'utilisation des bateaux-pilotes n°s 9 et 10 pour naviguer parmi les glaces durant la saison d'hiver?

5. A-t-on envisagé la construction de bateaux-pilotes à fond double plutôt qu'à fond simple?

6. Combien le ministère des Transports demande-t-il par navire aux compagnies maritimes pour l'embarquement et le débarquement des pilotes aux Escoumains; durant l'année, quelle somme globale a-t-on perçue, et à qui la somme est-elle destinée?

7. Ces taux existent-ils dans d'autres circonscriptions de pilotage et, dans le cas de l'affirmative, quelles sont-elles et quelles sont les modalités de ces taux?

8. Quel est le nombre de pilotes brevetés naviguant sur le fleuve Saint-Laurent dans les districts de Québec et de Montréal et quelle est la langue maternelle de chacun?

9. Quel est le traitement et quelles sont les fonctions de chacun des fonctionnaires suivants: MM. F. S. Slocombe, Booths, D. R. Jones, A. Cumin, Catinus et J. Gendron?

M. McBain, secrétaire parlementaire du ministre des Transports, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1229 par M. Douglas—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1er janvier 1945, quelles enquêtes a-t-on menées jusqu'à ce jour en vertu de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions (chapitre 314, S.R.C., 1952) ou de l'ancienne loi pertinente, ou de tous amendements y relatifs, et quels sont les noms des maisons de commerce, des sociétés ou des personnes qui ont fait l'objet de ces enquêtes?

2. Depuis le 1er janvier 1945, quel a été le nombre des condamnations obtenues, en indiquant le nom des maisons de commerce, des sociétés ou des personnes qui en ont fait l'objet, en vertu des statuts mentionnés au paragraphe 1, ou aux termes des articles 498 et 498*a* du Code criminel (chapitre 36, S.R.C., 1927) ou des articles 411 ou 412 du Code criminel (chapitre 51, 2-3 Élisabeth II), et des amendements y relatifs, et quelles ont été les pénalités imposées dans chaque cas?

M. Bell (Saint-Jean-Albert), secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1241 par M. Lessard (Lac-Saint-Jean)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont l'emplacement, la nature et le montant des travaux que le gouvernement fédéral a entrepris ou terminés en 1962, dans la circonscription du Lac-Saint-Jean?

2. Quels sont l'emplacement, la nature et le montant estimatif des travaux du gouvernement fédéral présentement à l'étude, relativement à la circonscription du Lac-Saint-Jean?

3. Quelles sommes le ministère des Travaux publics a-t-il dépensées dans chacune des dix provinces du Canada durant 1960-1961 et jusqu'au 1er novembre en 1962?

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Martineau, au nom de M. Nowlan, appuyé par M. Balcer: Que le Bill C-87, Loi établissant un Office national de développement économique, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

M. Peters, appuyé par M. Martin (Timmins), propose,—Que, de l'avis de la Chambre, il est à propos d'instituer un Conseil national des emplacements industriels aux fins de diriger de nouvelles industries vers les régions du pays où l'industrie est limitée et où la main-d'œuvre est en surplus; et

Que le Conseil national des emplacements industriels, en collaboration avec les autorités en matière de monnaie et d'impôt, ait le pouvoir d'offrir des stimulants pour attirer de nouvelles industries vers de telles régions à la demande des gouvernements provinciaux et municipaux.—(*Avis de motion n° 19*)

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Martineau, au nom de M. Nowlan, appuyé par M. Balcer: Que le Bill C-87, Loi établissant un Office national de développement économique, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Le débat se poursuit et ledit débat est interrompu à dix heures.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Tome 3 du rapport de la Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement (présidence de M. J. Grant Glassco), intitulé *Les services auxiliaires du Gouvernement (suite)* et *Les Services destinés au public,* daté du 3 décembre 1962, ainsi que le résumé des constatations rédigé par la Commission. (Textes français et anglais).

Par M. Diefenbaker,—Exemplaires (français et anglais) des Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada* des mercredis 26 décembre 1962 et 9 janvier 1963, conformément à l'article 7 de la Loi sur les règlements, chapitre 235, S.R.C., 1952.

Par M. Diefenbaker,—Sommaire des arrêtés en conseil rendus durant le mois de décembre 1962. (Texte anglais).

Par M. Dinsdale, membre du conseil privé de la reine,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux pour l'année terminée le 31 décembre 1962, conformément à l'article 11 de ladite loi, chapitre 47, Statuts du Canada, 1955. (Version anglaise).

Par M. Dinsdale,—Exemplaire des Ordonnances, chapitres 1 à 18, édictées par le commissaire en conseil du territoire du Yukon et sanctionnées le 3 décembre 1962, conformément à l'article 20 de la Loi sur le Yukon, chapitre 53, Statuts du Canada, 1952-53, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1963-28, en date du 3 janvier 1963, approuvant lesdites ordonnances. (Texte anglais).

Par M. Flemming (Victoria-Carleton), membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) du ministère des Forêts pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 12 de la Loi sur le ministère des Forêts, chapitre 41, Statuts du Canada, 1960.

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 octobre 1962, demandant une copie de toute correspondance et de tous dossiers relatifs à des pourparlers échangés depuis le 18 juin 1962 entre le gouvernement ou l'un de ses ministres et la Fédération du service civil du Canada, l'Association du service civil du Canada et l'Institut professionnel du service public du Canada, relativement *a*) au relèvement de traitements dans le service public, et *b*) aux modes de négociation et aux moyens de résoudre les différends qui en découlent.—(*Avis de motion portant production de documents n° 10*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 596*), en date du 7 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Combien de femmes et d'hommes ont mentionné qu'ils parlaient, lisaient, écrivaient uniquement l'anglais, uniquement le français, aux concours ou aux examens de la Commission du service civil à l'occasion des nouvelles nominations, en 1961, à

savoir: *a*) 16 aux Archives publiques, *b*) 17 au département de l'assurance, *c*) 23 au bureau de l'auditeur général, *d*) 6 à la Bibliothèque nationale, *e*) 6 au Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion, *f*) 14 à la Chambre des communes, *g*) 13 à la Commission des transports du Canada, *h*) 13 à la Galerie nationale du Canada, *i*) 11 à l'Office national de l'énergie?

2. Parmi ceux qui ont obtenu les nominations aux concours ou examens précités, combien de femmes et d'hommes ont mentionné qu'ils parlaient, lisaient, écrivaient l'anglais et le français?

3. Pour les nominations ci-haut mentionnées, quelles étaient les différentes situations offertes pour chaque département?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 795*), en date du 5 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. La publication intitulée *Canadian Intelligence Service* émanant de Flesherton (Ont.) est-elle une publication officielle du gouvernement canadien?

2. Sinon, *a*) le gouvernement a-t-il reçu des protestations quelconques au sujet du choix de ce titre pour une publication qui ne relève pas de lui, *b*) le gouvernement peut-il régir d'une façon quelconque l'emploi de titres de ce genre pour des publications qui ne lui appartiennent pas, *c*) le gouvernement cherche-t-il à décourager l'emploi de titres de ce genre pour des publications qui ne lui appartiennent pas?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1080*), en date du 12 décembre 1962, demandant l'état suivant: Au cours de l'année financière 1961-1962, quelle somme a-t-on versée en subventions *a*) à l'industrie du beurre, *b*) à l'industrie de la houille, *c*) à la production de l'or, *d*) aux chemins de fer?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1072*), en date du 10 décembre 1962, demandant l'état suivant: Quels sont *a*) les heures-ouvrier, *b*) le coût en main-d'œuvre de chaque $10,000 de production des articles suivants au Canada: (i) automobiles, (ii) blé, (iii) lait, (iv) conserves de fruits et de légumes, (v) construction de maisons, (vi) pétrole à la sortie des puits, (vii) instruments aratoires, (viii) production moyenne de plomb et zinc, (ix) papier-journal, (x) contre-plaqué, (xi) hareng destiné à la réduction, (xii) conserves de saumon sockeye?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1111*), en date du 17 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quel à été le coût des travaux de dragage effectués dans le secteur canadien de la voie maritime du Saint-Laurent au pied de l'île Wolfe au cours des deux dernières années?

2. A quelle société a-t-on octroyé le contrat de ces travaux?

3. Les travaux sont-ils entièrement terminés?

4. Quelle est la profondeur régulière du chenal de la voie maritime du Saint-Laurent?

5. A quelle profondeur a-t-on creusé le chenal du secteur canadien au pied de l'île Wolfe?

6. Le ministre des Transports a-t-il donné des directives prescrivant que seuls les navires allant à Kingston pouvaient utiliser le chenal du secteur canadien lorsqu'ils longeaient l'île Wolfe?

7. Au cours de la saison de navigation de 1962, combien de navires autres que des bateaux de plaisance se sont dirigés en amont du port de Kingston par le secteur canadien?

8. Durant la même saison de navigation, combien de navires autres que des bateaux de plaisance ont utilisé le chenal canadien pour se rendre en aval du port?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1127*), en date du 17 décembre 1962, demandant l'état suivant: Le traité relatif au fleuve Columbia, dans sa rédaction actuelle, permet-il au Canada d'établir un prix définitif pour la vente de l'énergie excédentaire, avant qu'il soit ratifié par notre pays?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1150*), en date du 19 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. En 1961, combien d'étudiants universitaires, au niveau du baccalauréat, ont été employés pendant l'été comme adjoints aux bureaux des douanes et de l'accise?

2. Combien provenaient des universités Laval, de Montréal et de Sherbrooke, ou d'autres institutions d'enseignement de la province de Québec?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1222*), en date du 19 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quel était l'avoir global de la Caisse d'assurance-chômage à la fin de chaque année financière, de 1956-1957 à 1960-1961 inclusivement?

2. Quels montants globaux a-t-on versés au titre des réclamations d'assurance-chômage durant chacune desdites années financières?

3. Quels ont été les frais globaux d'administration du Service de l'assurance-chômage durant chacune desdites années financières?

4. Quel a été le revenu global de la Caisse d'assurance-chômage durant chaque année financière, de 1956-1957 à 1960-1961 inclusivement?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 octobre 1962, demandant une copie d'un tableau indiquant, d'un jour à l'autre, le montant des engagements à terme pris par la Banque du Canada en vue d'acheter ou de vendre des dollars des États-Unis d'Amérique ou des livres sterling du 9 avril au 24 juin 1962 inclusivement.—(*Avis de motion portant production de documents n° 29*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 octobre 1962, demandant une copie d'un état indiquant les avoirs officiels globaux en or et en devises étrangères, y compris les dollars des États-Unis d'Amérique, détenus au compte du Fonds des changes et à la Banque du Canada à l'ouverture des affaires le 9 avril 1962.—(*Avis de motion portant production de documents n° 30*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 octobre 1962, demandant une copie d'un état indiquant le total des engagements à terme pris par la Banque du Canada, à l'ouverture des affaires le 9 avril 1962, en vue de l'achat et de la vente de dollars des États-Unis d'Amérique et de livres sterling.—(*Avis de motion portant production de documents n° 31*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1063*), en date du 10 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Au cours de chaque année, depuis 1955, quelle somme le gouvernement fédéral a-t-il dépensée pour la réserve indienne de Weymontachie (près de Sanmaur)?

2. Quel est le nom du ou des fournisseurs de cette réserve indienne?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1116*), en date du 17 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Depuis son institution, quelle somme a été dépensée par le ministère des Forêts au titre de la recherche?

2. Quels projets de recherches a-t-il entrepris?

3. Quelles mesures ont été mises à exécution par suite de ces recherches?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 384*), en date du 29 octobre 1962, demandant l'état suivant: Depuis le début de l'enquête relative au prétendu complot en vue de faire entrer illégalement des personnes d'origine chinoise au Canada, a-t-on porté des accusations contre des personnes quelconques par suite de ladite enquête et, dans le cas de l'affirmative, quels étaient, pour chacune de ces personnes, *a*) le nom, l'adresse et l'emploi, *b*) les antécédents à l'emploi du service public du Canada, *c*) le libellé du ou des chefs d'accusation, *d*) les décisions, s'il en est, des tribunaux, en nommant les tribunaux en cause, *e*) les sanctions, s'il en est imposées?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 386*), en date du 29 octobre 1962, demandant l'état suivant: A-t-on fait subir un interrogatoire à quelque employé actuel ou ancien du Service public du Canada, ayant un emploi continu ou discontinu, intermittent ou autre, à la suite de l'enquête sur le présumé complot de faire entrer illégalement au Canada des personnes d'origine chinoise?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 960*), en date du 3 décembre 1962, demandant l'état suivant: Quelles sociétés de la Couronne, quels offices ou commissions du gouvernement et quels autres organismes semblables de l'État, qui ne relèvent pas directement d'une autorité départementale, fonctionnent d'une façon active à l'heure actuelle?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 997*), en date du 3 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Au cours de chacune des dix dernières années, a-t-on acheté du contre-plaqué pour le compte de l'agence indienne de Fort-St. John ou a-t-on expédié du contre-plaqué à cet endroit? Dans le cas de l'affirmative, de quelles quantités s'agissait-il, quel prix a-t-on payé et qui étaient les acheteurs et les vendeurs?

2. A l'égard de chaque envoi ou de chaque achat de contre-plaqué, quelle quantité a été utilisée, par qui et à quelle fin? Certaines quantités ont-elles disparu ou n'ont-elles pas été utilisées et de quelles quantités s'agissait-il dans chaque cas?

3. Si certaines quantités ont disparu, à quelles mesures a-t-on eu recours pour retrouver le contre-plaqué qui avait disparu et pour régler le problème de sa «disparition»?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 998*), en date du 3 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Au cours de chacune des dix dernières années, a-t-on acheté du fil de fer barbelé, du fil de fer d'un autre genre ou de la clôture de broche pour le compte de l'agence indienne de Fort-St. John ou a-t-on expédié de telles marchandises à cet endroit? Le cas échéant, de quels volumes et de quels genres de fil de fer s'agissait-il, quel prix a-t-on payé et qui étaient les acheteurs et les vendeurs?

2. A l'égard de chaque envoi ou de chaque achat de ces marchandises, quelle quantité a été utilisée, par qui et à quelle fin? Certaines quantités ont-elles disparu ou n'ont-elles pas été utilisées et de quelles quantités s'agissait-il dans chaque cas?

3. Si certaines quantités ont disparu, à quelles mesures a-t-on eu recours pour retrouver les marchandises et pour régler le problème de leur «disparition»?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 999*), en date du 3 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Au cours de chacune des dix dernières années, a-t-on acheté des machines agricoles pour le compte

de l'agence indienne de Fort-St. John ou a-t-on expédié de telles machines à cet endroit? Le cas échéant, de quel nombre et de quel genre de machines s'agissait-il, quels en étaient les prix et qui en étaient les vendeurs et les acheteurs?

2. A-t-on enseigné aux Indiens de ladite agence comment se servir de ces machines? Dans le cas de l'affirmative, qui a reçu un tel renseignement, qui l'a donné et à quelles dates?

3. A-t-on utilisé ces machines et dans quelle mesure?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1000*), en date du 3 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Est-ce qu'une scie mécanique ou est-ce que des scies mécaniques ont été achetées, au cours de chacune des dix dernières années, pour le compte de l'agence indienne de Fort-St. John, ou envoyées à ladite agence, et, dans le cas de l'affirmative, combien ont été achetées ou envoyées, à quel prix ont-elles été achetées, de qui et quels étaient les vendeurs?

2. Est-ce que les registres de l'agence indienne ou de quelque autre service de la Direction des Affaires indiennes, indiquent à qui on a fourni chacune des scies, et est-ce qu'une demande ou une enquête a été faite pour savoir si chacune des scies avait été remise en mains propres à la personne à qui elle était destinée et, dans le cas de l'affirmative, quel a été le résultat de l'enquête et quelles mesures a-t-on prises ou doit-on prendre à ce sujet?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1003*), en date du 5 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. A quelle date a-t-on fait l'acquisition du terrain destiné à l'établissement d'Indiens de Fort-Nelson, près de Muskwa, près ou aux environs du mille 295 de la grande route d'Alaska? Y a-t-il un camp ou un établissement militaire à cet endroit et, dans le cas de l'affirmative, combien d'hommes y sont postés?

2. Une partie ou la totalité de ces Indiens vivaient-ils antérieurement près ou aux environs de la réserve traditionnelle appelée *The Old Fort* et, dans le cas de l'affirmative, quelle est la distance entre ce dernier et l'établissement actuel situé près de Muskwa?

3. Qui a pris l'initiative de proposer le déplacement de ces Indiens et à quelle date a-t-on formulé cette proposition?

4. Pendant qu'il a été surintendant de l'agence indienne de Fort-St. John, M. Galibois, pour son compte ou conjointement avec toute autre personne, a-t-il acheté ou jalonné quelque terrain dans ou près la réserve dite traditionnelle, ou y a-t-il obtenu quelque intérêt prédominant? Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il examiné les circonstances entourant l'achat de ce terrain?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la chambre (*Question n° 1114*), en date du 10 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quelle est la population totale et quel est le nombre de familles dans chacune des réserves indiennes de l'agence indienne de Miramichi, situées dans le comté de Northumberland, au Nouveau-Brunswick?

2. *a*) Quelle est la superficie des terrains détenus pour le compte de chacune des réserves indiennes de Red Bank, de Burnt Church et d'Eel Ground, dans le comté de Northumberland, au Nouveau-Brunswick, où sont situés ces terrains et quelle est la superficie de chacun, *b*) quelle partie de ces terrains, en ce qui concerne chaque réserve, est réputée apte à la production de blocs de sciage, de bois à pâte ou d'autres produits forestiers, *c*) quelle quantité de produits forestiers ces terres ont-elles produite durant chaque année de 1955 à 1961 inclusivement, en ce qui concerne chaque réserve?

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport (en anglais) du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour l'année terminée le 31 mars 1962, conformément à l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, chapitre 74, S.R.C., 1952.

Par M. Nowlan, membre du conseil privé de la reine,—Relevé des bénéfices et frais d'exploitation courants consolidés des banques à charte du Canada pour les exercices financiers terminés en 1962, préparé sous la forme énoncée à l'annexe Q à la Loi sur les banques et déposé conformément à l'article 119(1) de ladite loi, chapitre 48, Statuts du Canada, 1953-1954. (Version anglaise).

Par M. Nowlan,—Rapport du surintendant des assurances du Canada, volume II, États annuels relatifs aux compagnies d'assurance contre l'incendie et contre les accidents, et à l'assurance contre les accidents et contre la maladie, pratiquée par les compagnies d'assurance-vie au Canada, pour l'année close le 31 décembre 1961, conformément à l'article 9 de la Loi sur le département des assurances, chapitre 70, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Nowlan,—Rapport sur les opérations découlant de la Loi sur l'aide aux améliorations municipales pour l'année terminée le 31 décembre 1962, conformément à l'article 11 de ladite loi, chapitre 183, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Nowlan, d'ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Exemplaires (en français et en anglais) des Comptes publics du Canada pour l'année financière close le 31 mars 1962, conformément à l'article 64(1) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, en trois volumes:

Volume I—Revue et états financiers.

Volume II—Détail des dépenses et des recettes.

Volume III—États financiers des sociétés de la Couronne et rapports des vérificateurs y relatifs.

Par M. Nowlan,—Rapport (en français et en anglais) de l'Auditeur général à la Chambre des communes pour l'année financière close le 31 mars 1962, conformément à l'article 70(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952.

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 62

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 22 JANVIER 1963

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Starr, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,— Exemplaires (en français et en anglais) du texte authentique des conventions et des recommandations suivantes, adoptées à la quarante-sixième session de la Conférence internationale du travail, tenue à Genève en juin 1962, ainsi que copie de la lettre du sous-procureur général du Canada exposant la juridiction législative fédérale et provinciale à l'égard de ces instruments internationaux:

1) Convention n° 117 concernant les objectifs et les normes de base de la politique sociale.

2) Convention n° 118 concernant l'égalité de traitement des nationaux et des non-nationaux en matière de sécurité sociale.

3) Recommandation n° 116 concernant la réduction de la durée du travail.

4) Recommandation n° 117 concernant la formation professionnelle.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Martineau, au nom de M. Nowlan, appuyé par M. Balcer: Que le Bill C-87, Loi établissant un Office national de développement économique, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

(A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement)

(Bills privés)

Avec l'assentiment unanime, il est donné priorité à l'ordre n° 373.

Après quoi, le Bill S-10, Loi constituant en corporation la Fondation ukrainienne du Canada «Taras Shevchenko», est lu pour une deuxième fois et déféré au comité permanent des bills privés en général.

27510-7—29½

Le Bill SD-4, Loi pour faire droit à Mildred Dawson Meakins, est étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur le projet de motion de M. Martineau, au nom de M. Nowlan, appuyé par M. Balcer: Que le Bill C-87, Loi établissant un Office national de développement économique, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour la deuxième fois, étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 19 décembre 1962, demandant une copie de toute correspondance échangée depuis le 27 septembre 1962 entre le gouvernement fédéral et tout gouvernement provincial au sujet de la présentation d'une mesure législative concernant la transférabilité des pensions.—(*Avis de motion portant production de documents n° 60*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1173*), en date du 19 décembre 1962, demandant l'état suivant: Quel est le nombre de lieux historiques que le gouvernement fédéral a désignés et approuvés à des fins d'améliorations ou d'assistance financière durant les années 1959, 1960, 1961 et 1962, avec mention de l'emplacement ainsi que du montant dépensé ou approuvé en ce qui concerne chaque projet?

Vingt-sixième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants suivants aux fins de lois de divorce, déposées après le 8 novembre 1962 et présentées par M. Mandziuk le 21 janvier, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement. Toutefois, ces pétitions ont été déposées après le délai spécifié à l'article 93 du Règlement:

Elizabeth Heubach Peck, épouse de Hugh S. Peck, de Lac Carré (P.Q.).

Daisy Emily Dorothy Ryan, épouse de Lawrence Ryan, de Montréal (P.Q.).

Adrien Tellier, de Rouyn (P.Q.), époux de Gisèle Langlois Tellier.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 63

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 23 JANVIER 1963

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Avec l'assentiment unanime, il est ordonné que la correspondance échangée récemment entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres du Québec et de Terre-Neuve au sujet du projet de modification de la Loi sur l'Amérique du nord britannique en ce qui concerne les pensions, soit imprimée en appendice au hansard de ce jour.

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Baldwin, il est ordonné,—Que le nom de M. Davis soit substitué à celui de M. Batten sur la liste des membres du comité permanent de la marine et des pêcheries.

M. Fleming (Eglinton), au nom de M. Hees, appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-107, Loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Nowlan, appuyé par M. Harkness, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-108, Loi modifiant la Loi sur la Banque d'expansion industrielle, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est décrétée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Fleming (Eglinton), appuyé par M. Churchill, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-109, Loi modifiant la Loi sur la libération conditionnelle de détenus, qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 1238 par M. Legaré—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Le ministère du Revenu national ou le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration ont-ils entamé des pourparlers avec la Compagnie de téléphone de St-Côme-de-Beauce, au sujet de l'installation d'un service téléphonique aux bureaux de la douane et de l'immigration, à Armstrong, comté de Beauce, et dans le cas de l'affirmative, quelle décision a-t-on prise?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1257 par M. Sauvé—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Pour chaque année financière du 1er avril 1950 au 31 mars 1962, quelle est la somme totale des impôts directs et indirects perçus dans la province de Québec par le gouvernement fédéral et quelle est la somme totale du budget des dépenses du gouvernement fédéral affectée à la province de Québec?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1269 par M. Knowles—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Les bureaux du premier ministre, du ministre du Travail et des autres membres du Cabinet ont-ils l'habitude de transmettre les lettres relatives à l'emploi aux fonctionnaires de la Commission d'assurance-chômage?

2. Les fonctionnaires de la Commission d'assurance-chômage sont-ils invités à accorder la préférence en matière d'emploi aux personnes qui écrivent à des membres du Cabinet, ou à celles dont les lettres leur ont été transmises par ceux-ci?

3. Le ministre du Travail demande-t-il aux fonctionnaires de la Commission de lui soumettre, à l'occasion, des rapports sur les emplois obtenus pour les personnes visées à la partie 2?

4. Le bureau du ministre du Travail conserve-t-il un dossier des personnes qui lui ont écrit et qui ont écrit aux autres membres du Cabinet, ainsi que des personnes dont les lettres ont été transmises à son bureau, jusqu'à ce que la Commission d'assurance-chômage obtienne du travail pour ces personnes?

5. Le président de la Commission d'assurance-chômage ou l'un ou l'autre de ses fonctionnaires conservent-ils un dossier de ce qui a été fait en réponse aux lettres reçues et dont il est question à la partie 2?

6. Combien de lettres le bureau du ministre du Travail a-t-il reçues de la part de personnes cherchant un emploi, durant 1959, 1960, 1961 et 1962?

7. Combien de lettres ont été reçues par la Commission d'assurance-chômage par l'intermédiaire des bureaux du ministre du Travail et des autres membres du Cabinet, ou lui ont été transmises par ces bureaux, relativement à des personnes cherchant de l'emploi, durant 1959, 1960, 1961 et 1962?

8. Le ministre du Travail et la Commission d'assurance-chômage accordent-ils la préférence aux personnes cherchant de l'emploi qui écrivent à ceux qui appuient le gouvernement?

9. Quelle est la ligne de conduite du gouvernement et de la Commission d'assurance-chômage en ce qui concerne l'octroi d'un emploi aux travailleurs qui sont inscrits aux bureaux de la Commission d'assurance-chômage? Ces derniers sont-ils dirigés vers un emploi par suite *a*) de la recommandation

du ministre du Travail et de ceux qui appuient le gouvernement, b) de leur compétence, ou c) de la durée de leur inscription aux bureaux de la Commission d'assurance-chômage?

Les avis de motions portant production de documents (*n°s 54, 59, 64 et 65*) sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Sur motion de M. Peters, appuyé par M. Winch, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement du Canada, l'un de ses fonctionnaires et organismes, et le gouvernement d'Ontario ou l'un de ses organismes, et d'autres personnes et groupements concernés, relativement à l'instruction de la population indienne de la circonscription électorale de Timiskaming, depuis le 1er janvier 1960.—(*Avis de motion portant production de documents n° 61*)

Sur motion de M. Knowles, appuyé par M. Winch, il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre une copie de tous rapports relatifs au transfert, de Winnipeg à Montréal, des services d'entretien et de revision d'Air-Canada, reçus par Air-Canada de Wallace Clark ou de toutes autres sociétés d'experts-conseils. —(*Avis de motion portant production de documents n° 62*)

Avec l'assentiment unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions*.

M. Diefenbaker, appuyé par M. Nowlan, propose,—Que les Comptes publics (volumes I, II et III) et le rapport de l'auditeur général pour l'année financière terminée le 31 mars 1962, qui ont été déposés à la Chambre le 21 janvier 1963, soient déférés au comité permanent des comptes publics.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Le Bill C-91, Loi modifiant la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises, est étudié de nouveau en comité plénier et, après avoir fait rapport de nouveau de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

M. Brown, appuyé par M. Macdonald (Rosedale), propose,—Que le comité permanent des privilèges et des élections soit autorisé à étudier l'à-propos de modifier la Loi électorale du Canada en vue de restreindre à un maximum satisfaisant les dépenses d'élection de tous les candidats, d'en décréter un décompte rigoureux et de pourvoir en même temps au paiement des dépenses d'élection licites de tous les candidats qui, lors de l'élection, ont obtenu une proportion raisonnable du total des voix dans chaque circonscription électorale, et que le comité fasse rapport à la Chambre des propositions ou des amendements qu'il jugera opportuns en ce qui a trait à ladite loi.—(*Avis de motion n° 21*)

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Rapport concernant les exemptions autorisées par le ministère des Transports aux termes de l'article 137 de la Loi sur la marine marchande du Canada dans les cas où on n'a pu obtenir les services d'un capitaine ou d'un officier possédant le certificat et l'expérience exigés, au cours de l'année terminée le 31 décembre 1962, conformément à l'article 137(2) de ladite loi, chapitre 29, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 671*), en date du 14 novembre 1962, demandant l'état suivant: Combien d'employés à salaires régnants de la région de Halifax-Dartmouth sont visés par le «gel» des ajustements des revisions de salaires annoncées le 6 novembre?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (**Question n° 706*), en date du 14 novembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Le gouvernement se propose-t-il de construire cette année un bureau de poste dans la paroisse de Saint-Paul-de-Grand'Mère?

2. Entreprendra-t-on des travaux d'hiver cette année dans la circonscription de Saint-Maurice-Laflèche?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 981*), en date du 3 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Le gouvernement fédéral est-il propriétaire de terrains donnant sur la rivière Ottawa entre la ville d'Ottawa et le barrage de Carillon?

2. Le gouvernement fédéral a-t-il sous sa responsabilité des terrains donnant sur la rivière Ottawa?

3. Le gouvernement fédéral a-t-il conclu quelque entente avec les gouvernements des provinces d'Ontario et de Québec au sujet de l'aménagement du barrage de Carillon?

4. Dans le cas de l'affirmative, le gouvernement fédéral est-il financièrement responsable des dommages causés aux propriétés donnant sur la rivière Ottawa par suite des travaux d'aménagement du barrage de Carillon?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1028*), en date du 5 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Dans le budget des dépenses de 1962-1963, quels étaient les travaux publics fédéraux prévus pour la circonscription de Dorchester?

2. Quels sont les ouvrages fédéraux en voie d'exécution dans la circonscription de Dorchester et quelle somme a-t-on affectée à leur exécution?

3. Le premier ministre a-t-il reçu des observations au sujet de travaux publics dans la circonscription de Dorchester? Dans le cas de l'affirmative, quelle en était la nature et de qui provenaient ces observations?

4. Le gouvernement se propose-t-il de donner suite à la recommandation de mettre fin à des travaux publics dans la circonscription de Dorchester?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1036*), en date du 5 décembre 1962, demandant l'état suivant: Dans la ville de Vancouver, *a*) quel est le nombre de propriétés louées par le gouvernement canadien et tous ses organismes, *b*) quelle somme globale a-t-on versée en 1961 à titre de loyer à l'égard de toutes ces propriétés, *c*) quelle somme globale la Société Radio-Canada a-t-elle versée à titre de loyer en 1961?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1109*), en date du 12 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la route transcanadienne jusqu'à ce jour, quelle somme le gouvernement fédéral a-t-il versée annuellement à chaque province du Canada, y compris la province de Québec?

2. Jusqu'à ce jour, quelles autres sommes, s'il en est, a-t-on convenu de verser à chaque province, y compris la province de Québec, en ce qui a trait à la route transcanadienne?

3. Jusqu'à ce jour, combien de milles de route a-t-on aménagés dans chaque province, y compris la province de Québec?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1128*), en date du 12 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Quels ministères du gouvernement fédéral possèdent un service de bien-être social?

2. A-t-on songé à fusionner ces unités dans l'intérêt du rendement?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1224*), en date du 19 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. La fondrière de tourbe et d'épinettes, dite *Mer bleue,* située au sud-est d'Ottawa, relève-t-elle de la Commission de la Capitale nationale?

2. Les porte-parole du Service canadien de la faune et les Canadiens éminents dans le domaine de la biologie, de la zoologie et des sciences naturelles considèrent-ils cette fondrière comme un précieux refuge de gibier?

3. La Commission de la Capitale nationale et la ville d'Ottawa songent-elles à faire un dépotoir de cette tourbière?

4. Quelles mesures est à prendre le gouvernement afin de prévenir la destruction de ce précieux refuge de gibier, qui assurera un centre spécial pour la recherche et, en outre, pour les loisirs?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1241*), en date du 21 janvier 1963, demandant l'état suivant: 1. Quels sont l'emplacement, la nature et le montant des travaux que le gouvernement fédéral a entrepris ou terminés en 1962, dans la circonscription du Lac-Saint-Jean?

2. Quels sont l'emplacement, la nature et le montant estimatif des travaux du gouvernement fédéral présentement à l'étude, relativement à la circonscription du Lac-Saint-Jean?

3. Quelles sommes le ministère des Travaux publics a-t-il dépensées dans chacune des dix provinces du Canada durant 1960-1961 et jusqu'au 1er novembre en 1962?

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 64

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 24 JANVIER 1963

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Cinq pétitions introductives de bills privés sont présentées suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. l'Orateur fait connaître à la Chambre qu'il a reçu une communication l'informant qu'une vacance s'est produite dans la députation:

L'honorable William Earl Rowe, député du district électoral de Dufferin-Simcoe, qui a démissionné,

Et qu'il a adressé son mandat au directeur général des élections lui enjoignant d'émettre un nouveau bref d'élection pour ledit district électoral.

CHAMBRE DES COMMUNES
CANADA
DISTRICT ÉLECTORAL DE DUFFERIN-SIMCOE

DOMINION DU CANADA

Savoir:

A l'honorable Orateur de la Chambre des communes,

Je, William Earl Rowe, député à la Chambre des communes du Canada pour le district électoral de Dufferin-Simcoe, résigne mon mandat de député dudit district électoral à la Chambre des communes.

Donné sous mon seing et sceau, à Ottawa, ce huitième jour de janvier 1963.

W. EARL ROWE (L.S.)

Témoin: Robert B. Fairnie
Témoin: Helen T. Davis

27510-7—30½

M. Monteith, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Rapport, daté de décembre 1962, rédigé par le Comité spécial des drogues nouvelles (présidence du Dr F. S. Brien) qui a été nommé par le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada à la demande du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. (Textes français et anglais).

M. Dinsdale, appuyé par M. Martineau, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant, que Son Excellence a recommandé à la Chambre:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure législative tendant à aider et à faciliter l'essor du Musée national du Canada, à établir un Musée d'histoire du Canada, un Musée canadien d'histoire naturelle, un Musée canadien des sciences, et à autoriser la création d'autres musées que pourra établir le gouverneur en conseil, à titre de parties intégrantes du Musée national; à pourvoir à la nomination du Directeur général du Musée national, qui recevra le traitement que détermine le gouverneur en conseil; et à pourvoir en outre à l'établissement d'un Comité consultatif du Musée national et au paiement des frais de déplacement et des allocations quotidiennes de ses membres.

Il est résolu: Que la Chambre se forme en comité plénier, dans sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Avec l'assentiment unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions* afin de permettre au très honorable premier ministre de faire une déclaration concernant l'Office d'expansion économique de la région atlantique.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Avec l'assentiment unanime, il est donné priorité à l'ordre n° 447.

Après quoi, le Bill S-15, Loi constituant en corporation le Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada, est lu pour une deuxième fois et déféré au comité permanent des bills privés en général.

Le Bill SD-5, Loi pour faire droit à Marion Ruth Catherine Slattery, est étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le comité des subsides reprend sa séance et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) de la deuxième conférence du Commonwealth sur l'éducation, tenue à la Nouvelle-Delhi du 11 au 25 janvier 1962.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 65

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 25 JANVIER 1963

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. l'Orateur dépose à la Chambre,—Extrait du procès-verbal d'une réunion des membres de la Commission de la régie intérieure de la Chambre des communes du Canada, tenue à Ottawa le jeudi 24 janvier 1963, autorisant des revisions de traitements pour les employés de la Chambre des communes compris dans certaines catégories. (Textes français et anglais)

M. Monteith, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre,—Rapport, daté de décembre 1962, du Comité de spécialistes, chargé d'étudier l'adaptation des personnes atteintes de malformations congénitales dues à la thalidomide. (Version anglaise).

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger plus tard aujourd'hui ou à la prochaine séance de la Chambre selon le cas.

Cinq heures du soir

Avec l'assentiment unanime, l'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est écartée.

Sur ce, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 novembre 1962, demandant une copie de tous documents et de toute correspondance échangés entre le ministre des Travaux publics et toute autre personne au sujet de l'opportunité d'entreprendre la construction d'un canal le long de l'ancien lit du Fraser en vue de relier la rivière Pitt à l'anse de Burrard.—(*Avis de motion portant production de documents n° 40*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 novembre 1962, demandant une copie de tous télégrammes, correspondance, options, contrats ou autres documents que possède quelque ministère ou organisme du gouvernement fédéral, relativement à l'achat d'un terrain pour la construction d'un édifice public à Beauceville.—(*Avis de motion portant production de documents n° 46*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 728*), en date du 21 novembre 1962, demandant l'état suivant: Quel était le prix de la pierre et du granit importés au Canada pour fins de construction durant les années 1959, 1960 et 1961, et dans quelle proportion ces produits ont-ils été utilisés dans la construction des édifices de l'État?

Vingt-septième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition de la requérante ci-après mentionnée aux fins d'une loi de divorce, déposée après le 8 novembre 1962 et présentée par M. Mandziuk le 24 janvier, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement. Toutefois cette pétition a été déposée après le délai spécifié à l'article 93 du Règlement:

Dorothy Hazel Neila Bell Beausoleil, épouse de Joseph Albert William Beausoleil, de Montréal (P.Q.).

Vingt-huitième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que les pétitions des requérants dont les noms suivent, déposées après le 8 novembre 1962 et présentées le 24 janvier, sont conformes aux prescriptions de l'article 70 du Règlement. Toutefois ces pétitions ont été déposées après le délai spécifié à l'article 93 du Règlement:

Confederation Life Association, et en français, Association d'assurance sur la vie dite de la Confédération, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à changer son nom en français à «La Confédération, Compagnie d'Assurance-Vie».—*M. Wahn.*

Canada Permanent Toronto General Trust Company, et en français Compagnie de Fiducie Canada Permanent Toronto Général, aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à changer son nom à *Canada Permanent Trust Company,* et en français à «La Canada Permanent, Compagnie de Fiducie».—*M. Macdonald (Rosedale).*

The Ukrainian National Federation of Canada aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à créer des succursales, bureaux, comités ou autres organismes à titre d'entités corporatives avec pouvoir de gérer ses diverses entreprises.—*M. Mandziuk.*

The Great-West Life Assurance Company aux fins d'une loi modifiant la loi qui la constitue en société et l'autorisant à exercer son commerce sous le nom de *The Great-West Life Assurance Company* et/ou sous le nom de «La Great-West, compagnie d'assurance-vie».—*M. Muir* (*Lisgar*).

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 66

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 28 JANVIER 1963

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Sur motion de M. Ricard, appuyé par M. Baldwin, il est ordonné,—Que le nom de M. McIlraith soit substitué à celui de M. Honey sur la liste des membres du comité permanent des comptes publics.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

Question n° 1268 par M. Matheson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Au 31 décembre 1962, quel était, par ministère, le nombre des avocats diplômés dans le service public du Canada?

2. Combien de ces avocats, dans chaque ministère, s'adonnaient à du travail de nature juridique à l'exclusion de fonctions administratives?

3. Où en est-on rendu dans la mise à exécution des vœux de la Commission Glassco quant à *a*) l'intégration des services juridiques au sein du ministère de la Justice, *b*) l'établissement de bureaux juridiques auxiliaires dans certaines villes à travers le pays?

*Question n° 1323 par M. Deschatelets—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis janvier 1962 jusqu'à ce jour, quelles sommes a-t-on versées durant chaque mois à titre de prestations de chômage?

M. Hales, secrétaire parlementaire du ministre du Travail, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1331 par M. Badanai—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle est la situation actuelle en ce qui a trait à la suppression du passage de la frontière, présentement situé à Pigeon-River (Ont.), en vue d'un nouvel emplacement à High-Falls (Ont.)?

2. A-t-on adjugé un contrat pour la construction d'édifices destinés à loger les bureaux de la douane et de l'immigration à High-Falls et, dans le cas de l'affirmative, quel est le montant du contrat?

3. Déplacera-t-on le pont présentement situé à Pigeon-River et, sinon, sera-t-il affecté à quelque usage précis?

Le Bill C-87, Loi établissant un Office national de développement économique, est étudié de nouveau en comité plénier,

La Chambre poursuit sa séance en comité;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

M. Deschatelets, appuyé par M. Lessard (Saint-Henri), propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier là-propos de présenter une mesure législative propre à venir en aide aux épileptiques et qui aurait pour objets:

1) obliger le Service civil fédéral et l'industrie à employer un pourcentage déterminé d'épileptiques aptes au travail, comme la chose se pratique au Royaume-Uni et ailleurs;

2) encourager les provinces à faciliter aux épileptiques, comme à tous les autres enfants, l'accès aux écoles régulières;

3) accroître les recherches sur l'épilepsie et contribuer avec les provinces à la construction de centres de traitement (Foyer Dieppe) pour les malades des deux sexes;

4) accentuer dans le public une propagande destinée à améliorer le sort des épileptiques.—(*Avis de motion n° 22*)

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill C-87, Loi établissant un Office national de développement économique, et après avoir de nouveau fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine,—Décrets, ordonnances et règlements statutaires (textes français et anglais) publiés dans la partie II de la *Gazette du Canada* du mercredi 23 janvier 1963, conformément à l'article 7 de la Loi sur les Règlements, chapitre 235, S.R.C., 1953.

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Arrêté en conseil C.P. 1963-125, en date du 25 janvier 1963, autorisant, en vertu de l'article 21A de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, le financement à long terme, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, de la vente par la *Dominion Steel and Coal Corporation* de rails en acier et d'accessoires de voie ferrée à la

Ferrocarriles Nacionales de Mexico (société des chemins de fer nationaux de l'État mexicain), conformément à l'article 21B de ladite loi, chapitre 105, S.R.C., 1952, modifié en 1960-1061. (Texte anglais).

A dix heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 67

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 29 JANVIER 1963

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Sur motion de M. Winkler, appuyé par M. Valade, il est ordonné,—Que le nom de M. Howard soit substitué à celui de M. Orlikow sur la liste des membres du comité spécial des aliments et des drogues.

Le Bill C-87, Loi établissant un Office national de développement économique, est étudié de nouveau en comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en comité plénier;

A cinq heures du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(*Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Bills privés*)

Avec l'assentiment unanime, il est donné priorité à l'ordre n° 370.

Après quoi, il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill S-9, Loi concernant le Synode Évangélique Luthérien de l'Ouest du Canada;

M. More, appuyé par M. Kennedy, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu pour une deuxième fois et déféré au comité permanent des bills privés en général.

Le Bill SD-6, Loi pour faire droit à Sonja Bagry, est étudié en comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, du Bill C-87, Loi établissant un Office national de développement économique, et après avoir de nouveau fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 68

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 30 JANVIER 1963

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

Une pétition introductive de bill privé est présentée, suivant les dispositions de l'article 70(1) du Règlement.

M. Rapp, appuyé par M. Bigg, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-110, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-chômage (Main-d'œuvre agricole assurable), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

*Question n° 1276 par M. Martin (Essex-Est)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quelle est la concentration moyenne, à l'échelon national, du strontium 90, selon les derniers mesurages?

2. Quelle est la concentration moyenne du strontium 90 dans les régions des Territoires du Nord-Ouest et de l'Arctique canadien, selon les derniers mesurages?

3. Quel est, dans l'opinion du gouvernement canadien, le «niveau de sécurité» du strontium 90?

4. Quand le gouvernement canadien a-t-il pris, pour la première fois, le mesurage de la concentration du strontium 90 dans les Territoires du Nord-Ouest et l'Arctique canadien?

5. Quand le gouvernement canadien a-t-il publié, pour la première fois, ses constatations touchant la concentration du strontium 90 dans les Territoires du Nord-Ouest et l'Arctique canadien?

Mme Casselman, secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1333 par M. Beer—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien de personnes ont été admises au Canada durant chaque année civile, de 1950 à 1962 inclusivement, de quels pays provenaient-elles et quel en est le nombre à l'égard de chaque pays?

2. Combien de personnes ont quitté le Canada, durant chaque année de la même période, et vers quels pays ont-elles immigré?

Les avis de motions portant production de documents (*n°s 59, 67 et 68*) sont appelés et, à la demande du gouvernement, sont réservés.

Sur motion de M. Knowles, appuyé par M. Orlikow, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er juillet 1962 entre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et la Commission scolaire de Winnipeg, relativement à l'usage du tabac et à ses effets sur la santé des écoliers.—(*Avis de motion portant production de documents n° 64*)

Sur motion de M. Matheson, appuyé par M. Byrne, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous les règlements édictés par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 653 du Code criminel du Canada, en ce qui regarde l'exécution des sentences de mort.—(*Avis de motion portant production de documents n° 65*)

Sur motion de M. Robichaud, appuyé par M. Badanai, il est ordonné,—Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre une copie de tous télégrammes, correspondance et autres communications échangés depuis le 1er décembre 1962 jusqu'à ce jour entre le gouvernement du Canada, ses fonctionnaires ou toutes personnes intéressées, relativement aux restrictions de clôture sur le pont *Roosevelt Memorial* qui relie l'Île Campobello (Nouveau-Brunswick) et Lubec (Maine).—(*Avis de motion portant production de documents n° 66*)

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

(*Avis de motions*)

M. Chapdelaine, appuyé par M. Cook, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, un comité spécial soit institué afin d'étudier, en collaboration avec M. l'Orateur, la procédure de la Chambre, en vue de proposer toutes modifications qu'il jugera désirables pour assurer l'expédition plus rapide des affaires publiques.—(*Avis de motion n° 23*)

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Rapport concernant les cas où des navires ont été dispensés, aux termes de l'article 137 de la Loi sur la marine marchande du Canada, de l'obligation d'avoir des capitaines, lieutenants et mécaniciens titulaires de certificats, au cours de l'année expirée le 31 décembre 1962, conformément à l'article 137(2) de ladite loi, chapitre 29, S.R.C., 1952. (Version anglaise).

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 5 décembre 1962, demandant une copie de toutes les communications reçues par le gouvernement ou l'un de ses membres depuis le 8 juillet 1961, relativement au vœu suivant formulé par le comité mixte pour les affaires indiennes: «Les affaires indiennes devraient être l'objet d'une Conférence fédérale-provinciale en vue de transférer à la juridiction provinciale certaines affaires dont le transfert sera acceptable à la fois par la population indienne et par les autorités provinciales et fédérales»; ainsi que des copies de toutes réponses pertinentes.—(*Avis de motion portant production de documents n° 55*)

Par M. Hees, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (en français et en anglais) sur les opérations découlant de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation pour l'année terminée le 31 décembre 1962, conformément à l'article 26 de ladite loi, chapitre 27, Statuts du Canada, 1953-1954.

A six heures deux minutes du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 69

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 31 JANVIER 1963

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

De son siège à la Chambre, M. Pearson demande l'autorisation de proposer l'ajournement de la Chambre, en vertu de l'article 26 du Règlement, pour la discussion d'une affaire précise d'une importance publique pressante, et énonce ainsi la question: «La déclaration faite hier soir par le Département d'État des États-Unis, laquelle contredit certaines déclarations récentes du premier ministre et du ministre de la Défense nationale au sujet des arrangements de défense commune intervenus entre les gouvernements du Canada et des États-Unis.»

M. l'Orateur, ayant déclaré que la question pourrait être soulevée lorsqu'il sera fait appel d'une motion visant les subsides lundi prochain, décide que la question n'est pas une affaire «d'une importance publique pressante» selon l'acception prévue par l'article 26 du Règlement.

Sur quoi, l'honorable chef de l'opposition (M. Pearson) déclare qu'il désire en appeler à la Chambre de cette décision.

M. l'Orateur décide qu'on ne peut en appeler à la Chambre à cet égard, et cite la page 1216 du volume I, des Débats de 1960, où l'Orateur du jour s'est exprimé ainsi qu'il suit:

«Je prie le député de se reporter aux *Journaux* de la Chambre des communes de 1955, page 858, où le même point a été traité par monsieur l'Orateur du jour, qui a dit ceci:

> «A l'avenir, quand je rendrai une décision portant qu'une motion ne doit pas être acceptée parce qu'elle n'est pas régulière ou parce qu'elle n'est pas d'importance publique pressante, c'est-à-dire qu'une discussion n'est pas urgente, je ne permettrai pas que la Chambre en appelle de ma décision portant qu'on ne peut interjeter appel.»

Là-dessus, l'honorable représentant d'Essex-Est (M. Martin) en appelle à la Chambre de la décision portant qu'on ne peut interjeter appel d'une décision rendue par l'Orateur aux termes de l'article 26 du Règlement.

Les députés sont convoqués;

M. l'Orateur met aux voix la question suivante: «La décision de l'Orateur relative à l'appel à la Chambre soumis par l'honorable représentant d'Essex-Est (M. Martin) est-elle maintenue?»—Et la décision n'est pas maintenue, par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Aiken,
Alkenbrack,
Balcer,
Baldwin,
Baskin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Bigg,
Bourbonnais,
Bradley,
Cadieu,
Cardiff,
Casselman (Mme),
Chatterton,
Chown,
Churchill,
Clancy,
Coates,
Cooper,
Crouse,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Doucett,
English,
Enns,
Fairclough (Mme),
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Victoria-Carleton),
Forbes,
Fulton,
Grafftey,
Green,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Harkness,
Hees,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (Jasper-Edson),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Kindt,
Korchinski,
Macdonald (Mme),
MacEwan,
MacLean (Queens),
Macquarrie,
MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald (Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McIntosh,
McPhillips,
Mandziuk,
Martineau,
Millar,
Monteith,
Moore,
More,
Morris,
Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nielsen,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Ormiston,
Paul,
Phillips,
Pigeon,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Rynard,
Sams,
Sévigny,
Simpson,
Skoreyko,
Slogan,
Smallwood,
Smith (Calgary-Sud),
Smith (Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Stenson,
Thomas,
Valade,
Vincent,
Webb,
Weichel,
Winkler,
Woolliams—104.

CONTRE

Messieurs

Addison,
Argue,
Asselin,
Badanai,
Barnett,
Batten,
Beaulé,
Béchard,
Beer,
Bélanger,
Benidickson,
Benson,
Berger,
Bernier,
Boucher,
Boulanger,
Boutin,
Brewin,
Brown,
Burgess,
Byrne,
Cadieux,
Cameron (High-Park),
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles),
Caouette,
Caron,
Carter,
Chapdelaine,
Chevrier,
Clermont,
Clunis,
Cook,
Côté,
Cowan,
Crossman,
Davis,
Denis,
Deschatelets,
Dionne,
Douglas,
Drouin,
Dubé,
Dupuis,
Éthier,
Eudes,
Fisher,
Foy,
Frenette,
Garland,
Godin,
Gordon,
Granger,
Gray,
Grégoire,
Habel,
Haidasz,
Hardie (Mme),

Harley,
Herridge,
Honey,
Howard,
Knowles,
Laing,
LaMarsh (Mlle),
Lamoureux,
Lamy,
Langlois,
Laniel,
Laprise,
Latulippe,
Leboe,
Leduc,
Legaré,
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Lessard (Saint-Henri),
Lewis,
Loiselle,
Macdonald (Rosedale),
MacEachen,
MacInnis,
McIlraith,
McMillan,
McNulty,
Maltais,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Mather,
Matheson,
Matte,
Munro,
Nicholson,
Nixon,
Olson,
Otto,
Ouellet,
Pearson,
Pennell,
Perron,
Peters,
Pickersgill,
Pilon,
Plourde,
Richard,
Rinfret,
Robichaud,
Rochon,
Rock,
Rondeau,
Rouleau,
Roxburgh,
Roy,
Ryan,
Sauvé,
Scott,
Tardif,
Teillet,
Thompson,
Tucker,
Wahn,
Walker,
Webster,
Whelan—122.

M. l'Orateur met aux voix la question suivante: «La décision de l'Orateur relative à l'appel à la Chambre soumis par l'honorable chef de l'opposition (M. Pearson) est-elle maintenue?»—Et la décision n'est pas maintenue, sur division.

Après quoi, M. Pearson, appuyé par M. Martin (Essex-Est), propose,—Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Il s'élève un débat;

(*A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement*)

Avis de motions (documents)

La Chambre reprend le débat sur la proposition de motion de M. Martin (Essex-Est), appuyé par M. MacEachen: Qu'il soit présenté à Son Excellence une humble adresse le priant de faire déposer à la Chambre des copies de la correspondance ou de tous documents échangés entre le premier ministre ou le ministre des Finances ou tout autre ministre de la Couronne et les fonctionnaires du ministère de la Justice ou du Conseil privé ou de tout autre ministère ou organisme de l'État, au sujet du décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-902, daté du 24 juin 1962, et de la modification du décret relatif à une surtaxe sur des importations, C.P. 1962-987, daté du 11 juillet 1962, et au sujet de la Liste de marchandises d'importation contrôlée, modifiée par le décret C.P. 1962-903, daté du 24 juin 1962, en ce qui concerne notamment la légalité desdits décrets.—(*Avis de motion portant production de documents n° 16*)

Le débat se poursuit;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur la proposition de motion de M. Pearson, appuyé par M. Martin (Essex-Est): Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Le débat se poursuit;

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Rapport (français et anglais) concernant les travaux exécutés et les dépenses effectuées au 31 décembre 1962 et les dépenses estimatives prévues pour 1963, en vertu du chapitre 13, S.R.C., 1957-1958, tel qu'il a été modifié, relativement à la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, et de Chisel Lake à Stall Lake, et l'achat, par cette compagnie à l'*International Nickel Company of Canada, Limited,* d'une ligne ferroviaire depuis Sipiwesk jusqu'à un point sur la rivière Burntwood près de Mystery Lake, dans la province du Manitoba, conformément à l'article 11 de ladite loi.

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Liste des ordres de dépôt de documents à satisfaire au 31 janvier 1963, en ce qui concerne les adresses et les ordres de la Chambre émis jusqu'au 30 janvier 1963. (Texte anglais).

Par M. Halpenny,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 30 janvier 1963, demandant une copie de toute correspondance échangée depuis le 1er juillet 1962 entre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et la Commission scolaire de Winnipeg, relativement à l'usage du tabac et à ses effets sur la santé des écoliers.—(*Avis de motion portant production de documents n° 64*)

Par M. Halpenny,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 30 janvier 1963, demandant une copie de tous les règlements édictés par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 653 du Code criminel du Canada, en ce qui regarde l'exécution des sentences de mort.—(*Avis de motion portant production de documents n° 65*)

Vingt-neuvième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 70(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition de la requérante ci-après mentionnée aux fins d'une loi de divorce, déposée après le 8 novembre 1962 et présentée par M. Mandziuk le 30 janvier, est conforme aux prescriptions de l'article 70 du Règlement. Toutefois cette pétition a été déposée après le délai spécifié à l'article 93 du Règlement:

Marie Claire Rollande Laporte Dubois, épouse de Lorenzo Dubois, de Montréal (P.Q.).

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à onze heures du matin, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 70

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 1er FÉVRIER 1963

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le comité obtient la permission de siéger de nouveau plus tard aujourd'hui, ou à la prochaine séance de la Chambre, selon le cas.

Le Sénat transmet un message à la Chambre pour lui faire connaître qu'il a adopté les bills suivants, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-18, Loi concernant la Compagnie d'Assurance de Québec contre les accidents du feu.—*M. Bourbonnais.*

Bill S-19, Loi concernant la Co-operative Fire and Casualty Company.—*M. Pascoe.*

Bill S-20, Loi constituant en corporation la Standard Trust Company.—*M. Bradley.*

Lesdits bills sont réputés avoir été lus pour la première fois, et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre, suivant les dispositions de l'article 103(2) du Règlement.

(A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement)

(Bills publics)

L'ordre décrétant la deuxième lecture du Bill C-23, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail, est lu et révoqué, et le bill est retiré.

27510-7—31

L'ordre n° 2 est appelé et, à la demande du gouvernement, est réservé.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture du Bill C-27, Loi modifiant le Code criminel (Atteinte aux droits du public);

M. Herridge, appuyé par M. Pickersgill, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au greffier de la Chambre, est déposé sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Balcer, membre du conseil privé de la reine,—Budget d'établissement de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent pour l'année financière expirant le 31 décembre 1963, conformément à l'article 80(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre 116, S.R.C., 1952, et copie de l'arrêté en conseil C.P. 1963-105, en date du 22 janvier 1963, approuvant ledit budget. (Texte anglais).

A six heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à lundi prochain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 71

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 4 FÉVRIER 1963

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Diefenbaker, membre du conseil privé de la reine, dépose devant la Chambre,—Lettres échangées entre le ministre de la Défense nationale et le premier ministre du Canada les 3 et 4 février 1963, relativement à la démission de M. Harkness du poste de ministre de la Défense nationale.

M. Matheson, appuyé par M. Gordon, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-111, Loi ayant pour objet l'examen des attributions de l'autorité administrative et les recours contre ses excès de pouvoir (Examen des attributions administratives), qui est lu pour une première fois et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, suivant les dispositions de l'article 39(4) du Règlement:

*Question n° 1292 par M. Roxburgh—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Le gouvernement a-t-il été mis au courant de quelque progrès accompli par les provinces, depuis le 26 novembre, en vue d'adopter une législation rendant les pensions transférables?

2. Le gouvernement est-il d'avis que les provinces ont accompli assez de progrès pour justifier le dépôt de mesures législatives complémentaires visant les industries qui relèvent de la compétence fédérale?

3. Le gouvernement a-t-il songé à accorder la transférabilité aux pensions versées aux députés?

27510-7—31½

Question n° 1358 par M. Davis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Quelle somme a-t-on dépensée, pendant la dernière année pour laquelle il existe une statistique complète, pour le transport aérien outre-mer d'employés de l'État voyageant *a*) dans des avions de sociétés canadiennes, *b*) dans des avions de sociétés étrangères?

Question n° 1360 par M. Matheson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quel pourcentage des exportations mondiales globales de blé et de farine provenait du Canada, durant chaque année depuis 1950?

2. Quelle quantité de blé et de farine le Japon a-t-il achetée durant chacune de ces années, et quelle proportion des ventes globales du Canada à tous les pays représentent ces achats?

3. De quelle valeur les ventes du Canada au Japon dépassent-elles ses importations du Japon durant chacune de ces années?

4. Quel a été, par année, le nombre d'articles importés par le Canada qui étaient assujettis au contrôle «volontaire» des importations par le Japon dans sa tentative de coopération avec le gouvernement canadien?

5. Quelles sont les mesures, avec mention de la date de leur adoption, qui ont été prises par le présent gouvernement, et ont eu pour effet de réduire, limiter ou restreindre les ventes de produits japonais au Canada?

M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 1361 par M. Deschatelets—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Depuis janvier 1962 jusqu'à ce jour, quelles sommes le gouvernement fédéral a-t-il versées, durant chaque mois, à la province de Québec, en vertu de l'entente fédérale provinciale relative à l'assistance chômage?

Mme Casselman, secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, dépose la réponse à l'ordre susdit.

*Question n° 1370 par M. Howard—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels plans, en détail, existent présentement ou sont envisagés en vue d'aider à la vente des CL-44 *a*) au Pakistan, *b*) à la *Lufthansa*?

2. Quelles sont les mesures adoptées par le gouvernement en vue d'obtenir du travail pour la société *Canadair* et de faire cesser la mise à pied des ouvriers?

M. O'Hurley, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1376 par M. Matheson—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Durant chacune des années financières écoulées depuis le 1er avril 1958, les exportations du Canada vers le Royaume-Uni ont-elles dépassé ses importations et, dans le cas de l'affirmative, de quelle valeur au cours de chaque année?

2. Depuis le 21 juin 1957, le Canada a-t-il adopté des mesures d'un caractère législatif, administratif ou douanier, qui ont pour effet de limiter, de restreindre ou de frapper d'un impôt les importations en provenance du Royaume-Uni? Dans le cas de l'affirmative, quelles sont ces mesures, quelles en sont les dispositions et à quelle date chacune est-elle entrée en vigueur?

Question n° 1381 par M. Fisher—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. M. A. R. Mollozzi est-il à l'emploi du Conseil de recherches pour la défense? Dans ce cas, quelles sont ses fonctions et combien gagne-t-il?

2. M. Molozzi s'exprimait-il à titre d'investigateur scientifique du Conseil de recherches pour la défense ou à titre de simple citoyen quand il a dit à Kitchener, à ce qu'on rapporte, qu'il n'avait jamais pu comprendre les politiciens?

3. S'il a dit cela en sa qualité d'investigateur scientifique, quel est le contexte d'où cette phrase est tirée?

M. Sévigny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1388 par M. Mather—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Combien d'automobiles a-t-on fabriquées au Canada en 1962 et quelle valeur représente une telle production?

2. Combien d'automobiles a-t-on importées au Canada en 1962?

3. De quels pays provenaient ces importations et quelle était la valeur des importations en provenance de chaque pays?

4. Quelle somme a-t-on perçue en droits de douane à l'égard de ces importations?

5. Quelle somme a-t-on perçue en taxes à l'égard des automobiles fabriquées au Canada, en 1962?

Question n° 1399 par M. Dupuis—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. M. Yvon Guimond, mécanicien de machines fixes, classe 1, à la station de l'ARC, à Saint-Jean (Québec), est-il titulaire d'un certificat de mécanicien, classe 3, de la province de Québec et, dans le cas de l'affirmative, quand a-t-il obtenu ce certificat?

2. M. Guimond est-il un employé du service civil fédéral?

3. A-t-il obtenu le poste qu'il détient présentement à la suite d'un concours tenu par la Commission du service civil? Dans le cas de l'affirmative, à quelle date a eu lieu ce concours et quel rang y a-t-il obtenu?

4. Si M. Guimond ne s'est pas ainsi qualifié, comment a-t-il obtenu cet emploi?

M. Sévigny, membre du conseil privé de la reine, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1409 par M. Haidasz—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: Est-ce que des réductions ont été faites relativement aux prévisions de dépenses se rapportant à la défense civile pour l'année financière se terminant le 31 mars 1963 et, si cela est, quels projets ont été supprimés par suite de ces réductions?

*Question n° 1411 par M. Haidasz—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Est-ce que le gouvernement a reçu des plaintes de l'Association canadienne des consommateurs au sujet de l'emploi abusif de parasiticides?

2. Est-ce que le gouvernement se propose de poursuivre les contrevenants dans le domaine des parasiticides et, le cas échéant, contre qui entamera-t-on des poursuites?

L'ordre portant que la Chambre se forme en comité des subsides est lu pour la deuxième fois, suivant les dispositions de l'article 56(2) du Règlement;

M. Nowlan, appuyé par Mme Fairclough, propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La question est mise en délibération;

M. Pearson, appuyé par M. Chevrier, propose l'amendement suivant: Que tous les mots qui suivent l'expression «Que» soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

«ce gouvernement, à cause de son manque d'autorité, de la division au sein du cabinet ainsi que de la confusion et de l'indécision dont il fait preuve en face des problèmes nationaux et internationaux, n'a pas la confiance du peuple canadien.»

Il s'élève un débat;

M. Thompson, appuyé par M. Marcoux, propose le sous-amendement suivant: Que tout ce qui suit le mot «gouvernement» soit retranché et remplacé par le texte suivant:

«n'a jusqu'ici formulé aucune politique précise en matière de défense nationale du Canada, ni organisé les travaux de la Chambre de façon à permettre la présentation des prévisions budgétaires et du budget de 1963-1964, ni tracé les grandes lignes d'un programme concret d'initiatives complémentaires concernant plusieurs questions au sujet desquelles le présent Parlement et les Parlements précédents lui avaient déjà donné un mandat; en outre, il ne possède pas la confiance du peuple canadien.»

Le débat se poursuit, et ledit débat est interrompu.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 janvier 1963, demandant une copie de tous rapports relatifs au transfert, de Winnipeg à Montréal, des services d'entretien et de revision d'Air-Canada, reçus par Air-Canada de Wallace Clark ou de toutes autres sociétés d'experts-conseils.—(*Avis de motion portant production de documents n° 62*)

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1047*), en date du 5 décembre 1962, demandant l'état suivant: 1. Depuis le 1er avril 1957, quelle somme a-t-on dépensée, durant chaque année financière, au titre de la recherche dans le domaine des affaires indiennes?

2. Quels projets de recherches a-t-on entrepris depuis le 1er avril 1957?

3. Quelles mesures ont été mises à exécution par suite de ces recherches?

Par M. Halpenny,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1331*), en date du 28 janvier 1963, demandant l'état suivant: 1. Quelle est la situation actuelle en ce qui a trait à la suppression du passage de la frontière, présentement situé à Pigeon-River (Ont.), en vue d'un nouvel emplacement à High-Falls (Ont.)?

2. A-t-on adjugé un contrat pour la construction d'édifices destinés à loger les bureaux de la douane et de l'immigration à High-Falls et, dans le cas de l'affirmative, quel est le montant du contrat?

3. Déplacera-t-on le pont présentement situé à Pigeon-River et, sinon, sera-t-il affecté à quelque usage précis?

A dix heures du soir, M. l'Orateur prononce d'office la cessation des travaux de la Chambre jusqu'à demain, à 2 h. 30 de l'après-midi, suivant l'article 2(1) du Règlement.

N° 72

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 5 FÉVRIER 1963

Deux heures et demie de l'après-midi

PRIÈRE

M. Macnaughton, du comité permanent des comptes publics, présente le deuxième rapport dudit comité, dont voici la teneur:

Dans son ordre de renvoi du 23 janvier 1963, la Chambre a renvoyé au Comité, entre autres choses, le Rapport de l'auditeur général pour l'année financière close le 31 mars 1962.

A sa réunion du 29 janvier 1963, le Comité est convenu d'accorder la priorité à deux points dudit rapport, soit le paragraphe 95 intitulé «Accès refusé aux dossiers de perception des impôts» et le paragraphe 21 intitulé «Recrutement des employés du Bureau de la vérification».

Le Comité a consacré quatre réunions à ces questions et a entendu les témoins suivants: l'honorable George P. Nowlan, ministre des Finances; M. M. Henderson, auditeur général du Canada; M. J. G. McEntyre, sous-ministre (impôt), ministère du Revenu national; M^tre^ M. Ollivier, secrétaire-légiste et conseiller parlementaire; M. Ian Stevenson, auditeur général adjoint; et MM. G. R. Long, C. B. Chemey, M. Laroche, du bureau de l'auditeur général; Mlle Ruth Addison, présidente suppléante de la Commission du service civil; M. Paul Pelletier, commissaire de la Commission du service civil.

Le Comité note avec plaisir que les dossiers mentionnés au paragraphe 95 dudit rapport ont été ce jour mis à la disposition de l'auditeur général.

Le Comité a aussi entendu M^tre^ Ollivier, conseiller parlementaire, sur l'interprétation de certaines dispositions de la loi de l'impôt sur le revenu et de l'article 66 de la loi sur l'administration financière; M^tre^ Ollivier a exprimé l'avis que l'article 66 de la loi sur l'administration financière l'emportait depuis son adoption en 1951 sur l'article 133 de la loi de l'impôt sur le revenu adoptée en 1948.

Le Comité recommande, cependant, que les légistes de la Couronne étudient davantage la question de savoir s'il y a lieu de proposer à la Chambre certaines modifications qui pourraient s'imposer pour supprimer tout doute quant à l'interprétation de la loi précitée.

Le Comité a déjà recommandé à deux reprises d'accorder une attention immédiate au problème du recrutement d'effectifs qui se pose pour l'auditeur général et ne voit en rien aujourd'hui pourquoi il modifierait les recommandations qu'il a formulées les deux années précédentes. (*Voir Troisième rapport de 1960 et Cinquième rapport de 1961.*)

Le Comité a étudié l'article 65 de la loi sur l'administration financière et l'article 74 de la loi sur le service civil.

Le Comité est d'avis qu'il y a lieu d'aviser à modifier l'article 65 de la loi sur l'administration financière afin d'autoriser l'auditeur général à recruter et à administrer son propre personnel avec l'approbation du Conseil du Trésor et que la Commission du service civil devrait immédiatement reviser sa position en ce qui concerne l'article 74 de la loi sur le service civil puisque le Comité est convaincu que le caractère spécial du travail de l'auditeur général l'exige.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ces deux questions (*fascicules n°s 1 à 4 inclusivement*) est annexé au présent rapport.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 7 aux Journaux.*)

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Nowlan, appuyé par Mme Fairclough: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des subsides.

Sur la proposition de motion d'amendement de M. Pearson, appuyé par M. Chevrier: Que tous les mots qui suivent l'expression «Que» soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

> «ce gouvernement, à cause de son manque d'autorité, de la division au sein du cabinet ainsi que de la confusion et de l'indécision dont il fait preuve en face des problèmes nationaux et internationaux, n'a pas la confiance du peuple canadien.»

Et sur la proposition de motion de sous-amendement de M. Thompson, appuyé par M. Marcoux: Que tout ce qui suit le mot «gouvernement» soit retranché et remplacé par le texte suivant:

> «n'a jusqu'ici formulé aucune politique précise en matière de défense nationale du Canada, ni organisé les travaux de la Chambre de façon à permettre la présentation des prévisions budgétaires et du budget de 1963-1964, ni tracé les grandes lignes d'un programme concret d'initiatives complémentaires concernant plusieurs questions au sujet desquelles le présent Parlement et les Parlements précédents lui avaient déjà donné un mandat; en outre, il ne possède pas la confiance du peuple canadien.»

Le débat se poursuit; à 8 h. 15 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant les dispositions de l'alinéa *d*) du paragraphe (4) de l'article 56 du Règlement.

Ladite proposition de sous-amendement, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Addison,
Argue,
Asselin,
Badanai,
Barnett,
Batten,
Beaulé,
Béchard,
Beer,
Bélanger,
Benidickson,
Benson,
Berger,
Bernier,
Boucher,
Boulanger,
Bourque,
Boutin,
Brewin,
Brown,
Burgess,
Byrne,
Cadieux,
Cameron (High-Park),
Cantin,
Caouette,
Cardin,
Caron,
Carter,
Chapdelaine,
Chevrier,
Clermont,
Clunis,
Cook,
Côté,
Cowan,
Crestohl,
Crossman,
Davis,
Denis,
Deschatelets,
Dionne,
Douglas,
Drouin,
Drury,
Dubé,
Dumont,
Dupuis,
Éthier,
Eudes,
Fisher,
Forgie,
Foy,
Frenette,
Gagnon,
Garland,
Gauthier,
Godin,
Gordon,
Granger,
Gray,
Grégoire,
Habel,
Haidasz,
Hardie (Mme),
Harley,
Hellyer,
Honey,
Howard,
Kelly,
Knowles,
Lachance,
Laing,
LaMarsh (Mlle),
Lamoureux,
Lamy,
Laniel,
Laprise,
Latulippe,
Leboe,
Leduc,
Legaré,
Lessard (Lac-Saint-Jean),
Lessard (Saint-Henri),
Lewis,
Loiselle,
Macdonald (Rosedale),
MacEachen,
MacInnis,
Mackasey,
Macnaughton,
McIlraith,
McMillan,
McNulty,
McWilliam,
Maltais,
Marcoux,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Mather,
Matheson,
Matte,
Meunier,
Mitchell,
Munro,
Nicholson,
Nixon,
Olson,
Orlikow,
Otto,
Ouellet,
Pearson,
Pennell,
Perron,
Peters,
Pickersgill,
Pilon,
Plourde,
Prittie,
Richard,
Rideout,
Rinfret,
Robichaud,
Rochon,
Rock,
Rondeau,
Rouleau,
Roxburgh,
Roy,
Ryan,
Sauvé,
Scott,
Stewart,
Tardif,
Teillet,
Thompson,
Tucker,
Turner,
Wahn,
Walker,
Webster,
Whelan—142.

CONTRE

Messieurs

Aiken,
Alkenbrack,
Balcer,
Baldwin,
Baskin,
Bell (Carleton),
Bell (Saint-Jean-Albert),
Belzile,
Bigg,
Bourbonnais,
Bradley,
Cadieu,
Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles),
Cardiff,
Casselman (Mme),
Chaplin,
Chatterton,
Chown,
Churchill,
Clancy,
Coates,
Cooper,
Crouse,
Diefenbaker,
Dinsdale,
Doucett,
English,
Enns,
Fairclough (Mme),
Fairweather,
Fane,
Fleming (Eglinton),
Fleming (Okanagan-Revelstoke),
Flemming (Victoria), Carleton),
Forbes,
Fulton,
Grafftey,
Green,
Grills,
Gundlock,
Hales,
Halpenny,
Hamilton,
Hees,
Herridge,
Hodgson,
Horner (Acadia),
Horner (Jasper-Edson),
Horner (The Battlefords),
Howe,
Jones,
Jorgenson,
Kennedy,
Kindt,
Korchinski,
Legere,
Létourneau,
Macdonald (Mme),
MacEwan,
MacLean (Queens),
Macquarrie,

MacRae,
McBain,
McCleave,
McDonald
(Hamilton-Sud),
McGee,
McGrath,
McIntosh,
McPhillips,
Mandziuk,
Martineau,
Millar,
Monteith,
Moore,
More,
Muir (Cap-Breton-
Nord et Victoria),
Muir (Lisgar),
Nasserden,
Nesbitt,
Nielsen,
Noble,
Nowlan,
Nugent,
O'Hurley,
Ormiston,
Pascoe,
Paul,
Pigeon,
Pugh,
Rapp,
Ricard,
Robinson,
Rynard,
Sams,
Sévigny,
Simpson,
Skoreyko,
Slogan,
Smallwood,
Smith
(Simcoe-Nord),
Southam,
Starr,
Stefanson,
Stenson,
Thomas,
Valade,
Vincent,
Webb,
Weichel,
Winkler,
Woolliams—111.

L'amendement modifié de M. Pearson, appuyé par M. Chevrier, qui est ainsi conçu, est mis aux voix:

«Que tous les mots qui suivent l'expression «Que» dans la motion principale soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

«ce gouvernement n'a jusqu'ici formulé aucune politique précise en matière de défense nationale du Canada, ni organisé les travaux de la Chambre de façon à permettre la présentation des prévisions budgétaires et du budget de 1963-1964, ni tracé les grandes lignes d'un programme concret d'initiatives complémentaires concernant plusieurs questions au sujet desquelles le présent Parlement et les Parlements précédents lui avaient déjà donné un mandat; en outre, il ne possède pas la confiance du peuple canadien.»

L'amendement est adopté par le vote suivant:

POUR

Messieurs

Addison,
Argue,
Asselin,
Badanai,
Barnett,
Batten,
Beaulé,
Béchard,
Beer,
Bélanger,
Benidickson,
Benson,
Berger,
Bernier,
Boucher,
Boulanger,
Bourque,
Boutin,
Brewin,
Brown,
Burgess,
Byrne,
Cadieux,
Cameron,
(High-Park),
Cantin,
Caouette,
Cardin,
Caron,
Carter,
Chapdelaine,
Chevrier,
Clermont,
Clunis,
Cook,
Côté,
Cowan,
Crestohl,
Crossman,
Davis,
Denis,
Deschatelets,
Dionne,
Douglas,
Drouin,
Drury,
Dubé,
Dumont,
Dupuis,
Éthier,
Eudes,
Fisher,
Forgie,
Foy,
Frenette,
Gagnon,
Garland,
Gauthier,
Godin,
Gordon,
Granger,
Gray,
Grégoire,
Habel,
Haidasz,
Hardie (Mme),
Harley,
Hellyer,
Honey,
Howard,
Kelly,
Knowles,
Lachance,
Laing,
LaMarsh (Mlle),
Lamoureux,
Lamy,
Laniel,
Laprise,
Latulippe,
Leboe,
Leduc,
Legaré,
Lessard
(Lac-Saint-Jean),
Lessard,
(Saint-Henri),
Lewis,
Loiselle,
Macdonald
(Rosedale),
MacEachen,
MacInnis,
Mackasey,
Macnaughton,
McIlraith,
McMillan,
McNulty,
McWilliam,
Maltais,
Marcoux,
Martin (Essex-Est),
Martin (Timmins),
Mather,

Matheson, Pearson, Rinfret, Scott,
Matte, Pennell, Robichaud, Stewart,
Meunier, Perron, Rochon, Tardif,
Mitchell, Peters, Rock, Teillet,
Munro, Pickersgill, Rondeau, Thompson,
Nicholson, Pilon, Rouleau, Tucker,
Nixon, Plourde, Roxburgh, Turner,
Olson, Prittie, Roy, Wahn,
Orlikow, Richard, Ryan, Walker,
Otto, Rideout, Sauvé, Webster,
Ouellet, Whelan—142.

CONTRE

Messieurs

Aiken, Enns, Kindt, Nowlan,
Alkenbrack, Fairclough (Mme), Korchinski, Nugent,
Balcer, Fairweather, Legere, O'Hurley,
Baldwin, Fane, Létourneau, Ormiston,
Baskin, Fleming (Eglinton), Macdonald (Mme), Pascoe,
Bell (Carleton), Fleming (Okanagan- MacEwan, Paul,
Bell (Saint-Jean- Revelstoke), MacLean (Queens), Pigeon,
Albert), Flemming (Victoria- Macquarrie, Pugh,
Belzile, Carleton), MacRae, Rapp,
Bigg, Forbes, McBain, Ricard,
Bourbonnais, Fulton, McCleave, Robinson,
Bradley, Grafftey, McDonald Rynard,
Cadieu, Green, (Hamilton-Sud), Sams,
Cameron (Nanaïmo- Grills, McGee, Sévigny,
Cowichan-Les Gundlock, McGrath, Simpson,
Îles), Hales, McIntosh, Skoreyko,
Cardiff, Halpenny, McPhillips, Slogan,
Casselman (Mme), Hamilton, Mandziuk, Smallwood,
Chaplin, Hees, Martineau, Smith
Chatterton, Herridge, Millar, (Simcoe-Nord),
Chown, Hodgson, Monteith, Southam,
Churchill, Horner (Acadia), Moore, Starr,
Clancy, Horner More, Stefanson,
Coates, (Jasper-Edson), Muir (Cap-Breton- Stenson,
Cooper, Horner Nord et Victoria), Thomas,
Crouse, (The Battlefords), Muir (Lisgar), Valade,
Diefenbaker, Howe, Nasserden, Vincent,
Dinsdale, Jones, Nesbitt, Webb,
Doucett, Jorgenson, Nielsen, Weichel,
English, Kennedy, Noble, Winkler,
Woolliams—111.

États et rapports déposés auprès du greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au greffier de la Chambre, sont déposés sur le bureau, suivant l'article 40 du Règlement, savoir:

Par M. Green, membre du conseil privé de la reine,—Mémoire *amicus curiae* présenté par le Canada lors des audiences de la Cour suprême des États-Unis, en décembre 1962, relativement au différend avec la *Seamen's International Union.* (Versions française et anglaise).

Par M. Halpenny, membre du conseil privé de la reine,—Réponse à un ordre de la Chambre (*Question n° 1269*), en date du 23 janvier 1963, demandant l'état suivant: 1. Les bureaux du premier ministre, du ministre du Travail

et des autres membres du Cabinet ont-ils l'habitude de transmettre les lettres relatives à l'emploi aux fonctionnaires de la Commission d'assurance-chômage?

2. Les fonctionnaires de la Commission d'assurance-chômage sont-ils invités à accorder la préférence en matière d'emploi aux personnes qui écrivent à des membres du Cabinet, ou à celles dont les lettres leur ont été transmises par ceux-ci?

3. Le ministre du Travail demande-t-il aux fonctionnaires de la Commission de lui soumettre, à l'occasion, des rapports sur les emplois obtenus pour les personnes visées à la partie 2?

4. Le bureau du ministre du Travail conserve-t-il un dossier des personnes qui lui ont écrit et qui ont écrit aux autres membres du Cabinet, ainsi que des personnes dont les lettres ont été transmises à son bureau, jusqu'à ce que la Commission d'assurance-chômage obtienne du travail pour ces personnes?

5. Le président de la Commission d'assurance-chômage ou l'un ou l'autre de ses fonctionnaires conservent-ils un dossier de ce qui a été fait en réponse aux lettres reçues et dont il est question à la partie 2?

6. Combien de lettres le bureau du ministre du Travail a-t-il reçues de la part de personnes cherchant un emploi, durant 1959, 1960, 1961 et 1962?

7. Combien de lettres ont été reçues par la Commission d'assurance-chômage par l'intermédiaire des bureaux du ministre du Travail et des autres membres du Cabinet, ou lui ont été transmises par ces bureaux, relativement à des personnes cherchant de l'emploi, durant 1959, 1960, 1961 et 1962?

8. Le ministre du Travail et la Commission d'assurance-chômage accordent-ils la préférence aux personnes cherchant de l'emploi qui écrivent à ceux qui appuient le gouvernement?

9. Quelle est la ligne de conduite du gouvernement et de la Commission d'assurance-chômage en ce qui concerne l'octroi d'un emploi aux travailleurs qui sont inscrits aux bureaux de la Commission d'assurance-chômage? Ces derniers sont-ils dirigés vers un emploi par suite *a*) de la recommandation du ministre du Travail et de ceux qui appuient le gouvernement, *b*) de leur compétence, ou *c*) de la durée de leur inscription aux bureaux de la Commission d'assurance-chômage?

Par M. Monteith, membre du conseil privé de la reine,—Appendices (48) au rapport, daté de décembre 1962, du Comité spécial des drogues nouvelles, qui a été nommé par le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada à la demande du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, et que celui-ci a déposé à la Chambre le 24 janvier 1963. (Version anglaise).

A neuf heures cinq minutes du soir, sur motion de M. Diefenbaker, appuyé par M. Churchill, la Chambre s'ajourne.

PROCLAMATION RELATIVE A LA DISSOLUTION DU 25e PARLEMENT

GEORGE-P. VANIER
[L.S.]

CANADA

ÉLISABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A Nos Très-aimés et Fidèles SÉNATEURS du Canada et aux MEMBRES élus pour servir à la Chambre des communes du Canada, ainsi qu'à tous les intéressés,—SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que Nous avons jugé à propos, sur l'avis et du consentement de Notre Premier Ministre du Canada, de DISSOUDRE la présente législature du Canada.

SACHEZ DONC QUE, à cette fin, Nous publions Notre présente proclamation royale et DISSOLVONS par les présentes ladite législature du Canada en conséquence, et les sénateurs et les membres de la Chambre des communes sont excusés de se réunir.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé major-général GEORGE-PHILIAS VANIER, Compagnon de Notre Ordre du Service Distingué, à qui Nous avons décerné Notre Croix Militaire et Notre Décoration des forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre Ville d'Ottawa, ce seizième jour de février en l'an de grâce mil neuf cent soixante-trois, le douzième de Notre Règne.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire d'État,
JEAN MIQUELON

DIEU SAUVE LA REINE

LISTE DES APPENDICES AUX JOURNAUX – SESSION DE 1962-1963

No 1 – Compte rendu des témoignages, annexé au certificat de la décision annulant l'élection tenue le 18 juin 1962 dans le district électoral de Saint-Jean-Ouest, rendue par les deux juges de la Cour suprême de Terre-Neuve qui avaient été chargés de l'instruction de la pétition, conformément à la loi sur les élections fédérales contestées, page 232.

No 2 – Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique, Bill S-4: procès-verbaux et témoignages *(fascicule no 1)* imprimés et déposés avec le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, page 275.

No 3 – Chemins de fer Nationaux du Canada (embranchement – Nepisiguit Junction, subdivision de Bathurst, Nouveau-Brunswick), Bill C-93: procès-verbaux et témoignages *(fascicule no 2)* imprimés et déposés avec le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, page 365.

No 4 – Réduction des taux de transport de marchandises, Bill C-91: procès-verbaux et témoignages *(fascicules nos 3 et 4)* imprimés et déposés avec le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, page 399.

No 5 – Convention relative aux ports de l'Ontario, Bill C-59: procès-verbaux et témoignages *(fascicule no 5)* imprimés et déposés avec le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, page 405.

No 6 – Budget principal revisé de 1962-1963 (postes 80, 85 et 100 des Transports): procès-verbaux et témoignages *(section du fascicule no 4)* imprimés et déposés avec le deuxième rapport du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande, pages 405-406.

No 7 – Rapport de l'auditeur général pour 1961-1962: procès-verbaux et témoignages *(fascicules nos 1 à 4)* imprimés et déposés avec le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics, pages 471-472.

MEMBRES DU MINISTÈRE
(par ordre de préséance)
et
SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

Ministres	Ministères	Secrétaires parlementaires
Le très hon. John G. Diefenbaker[1]	Premier ministre du Canada et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada.	M. G. W. Baldwin M. Théogène Ricard
L'hon. Howard C. Green.....	Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures	M. H. N. Macquarrie
L'hon. Donald M. Fleming	Ministre de la Justice et procureur général	M. Thomas M. Bell
L'hon. George Hees[2].....	Ministre du Commerce	M. W. B. Nesbitt
L'hon. Léon Balcer.....	Ministre des Transports	M. J. A. McBain
L'hon. Gordon Churchill[3]	Ministre des Affaires des anciens combattants	M. H. F. Jones
L'hon. E. Davie Fulton	Ministre des Travaux publics	M. R. J. McCleave
L'hon. George C. Nowlan.....	Ministre des Finances et receveur général	M. W. H. Grafftey
L'hon. Douglas S. Harkness[4].....	Ministre de la Défense nationale	
L'hon. Ellen L. Fairclough	Ministre des Postes	
L'hon. J. Angus MacLean	Ministre des Pêcheries	M. A. DeB. McPhillips
L'hon. Michael Starr	Ministre du Travail	M. A. D. Hales
L'hon. J. Waldo Monteith	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social	Mme Jean Casselman
L'hon. F. Alvin G. Hamilton	Ministre de l'Agriculture	M. W. H. Jorgenson M. L.-J. Pigeon
L'hon. Raymond J. M. O'Hurley ..	Ministre de la Production de défense	
L'hon. J. Pierre A. Sévigny[5]	Ministre associé de la Défense nationale	
L'hon. Hugh John Flemming	Ministre des Forêts et ministre du Revenu national	
L'hon. Walter Dinsdale.....	Ministre du Nord canadien et des Ressources nationales	
L'hon. G. Ernest Halpenny	Secrétaire d'Etat du Canada	
L'hon. Paul Martineau	Ministre des Mines et des Relevés techniques	M. J. A. McGrath
L'hon. Richard A. Bell.....	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	M. F. C. McGee
L'hon. sénateur M. W. McCutcheon[6]	Ministre sans portefeuille	

[1]Nommé président du Conseil privé de la Reine pour le Canada le 21 décembre 1962.

[2]A démissionné le 9 février 1963 et a été remplacé par l'honorable sénateur Malcolm Wallace McCutcheon le 12 février 1963.

[3]Nommé ministre de la Défense nationale le 12 février 1963, et remplacé le même jour par l'honorable Marcel Lambert, Orateur de la Chambre des communes.

[4]A démissionné le 3 février 1963 et a été remplacé par l'honorable Gordon Churchill le 12 février 1963.

[5]A démissionné le 9 février 1963.

[6]Nommé ministre du Commerce le 12 février 1963.

Nota: Les nominations suivantes ont été faites le 18 mars 1963: l'hon. Martial Asselin, ministre des Forêts; l'hon. Théogène Ricard, ministre sans portefeuille; l'hon. Frank McGee, ministre sans portefeuille.

HAUT PERSONNEL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Orateur	l'hon. Marcel Lambert
Orateur suppléant et président des comités pléniers	M. Gordon Chown
Vice-président des comités pléniers	M. Rémi Paul

Greffier de la Chambre	M. Léon-J. Raymond, O.B.E.
Sergent d'armes	le lieutenant-colonel David V. Currie, V.C.

LISTE ALPHABÉTIQUE
DES
MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Vingt-cinquième Parlement

A

Addison, John H. – York-Nord.
Aiken, Gordon Harvey – Parry Sound-Muskoka.
Alkenbrack, A. Douglas – Prince-Edward-Lennox.
Argue, Hazen Robert – Assiniboïa.
Asselin, Edmund Tobin – Notre-Dame-de-Grâce.

B

Badanai, Hubert – Fort-William.
Balcer, l'hon. Léon – Trois-Rivières.
Baldwin, G. W. – Peace-River.
Barnett, Thomas Speakman – Comox-Alberni.
Baskin, James W. – Renfrew-Sud.
Batten, Herman Maxwell – Humber-St. George's.
Beaulé, Robert – Québec-Est.
Béchard, Albert – Bonaventure.
Beer, Bruce Silas – Peel.
Bélanger, L.-P.-Antoine – Charlevoix.
Bell, l'hon. Richard Albert – Carleton.
Bell, Thomas Miller – Saint-Jean-Albert.
Belzile, J.-Alfred – Matapédia-Matane.
Benidickson, William Moore – Kenora-Rainy River
Benson, Edgar John – Kingston.
Berger, Thomas R. – Vancouver-Burrard.
Bernier, André – Richmond-Wolfe.
Bigg, Frederick Johnstone – Athabasca.
Boucher, Jean – Châteauguay-Huntingdon-Laprairie.
Boulanger, Prosper – Mercier.
Bourbonnais, J.-Marcel – Vaudreuil-Soulanges.
Bourque, Romuald – Outremont-Saint-Jean.
Boutin, Pierre-André – Dorchester.
Bradley, Harry – Northumberland.
Brewin, F. Andrew – Greenwood.
Brown, James E. – Brantford.
Burgess, John Wesley – Lambton-Kent.
Byrne, James Allen – Kootenay-Est.

C

Cadieu, Albert C. – Meadow-Lake.
Cadieux, Léo – Terrebonne.
Cameron, Alan John Patrick – High-Park.
Cameron, Colin – Nanaïmo-Cowichan-Les Iles.
Cantin, Jean-Charles – Québec-Sud.
Caouette, Réal – Villeneuve.
Cardiff, Lewis Elston – Huron.
Cardin, Lucien – Richelieu-Verchères.
Caron, Alexis – Hull.
Carter, Chesley William – Burin-Burgeo.
Cashin, Richard Joseph[1] – Saint-Jean-Ouest.
Casselman, Mme Jean – Grenville-Dundas.
Chapdelaine, Gérard – Sherbrooke.
Chaplin, Gordon – Waterloo-Sud.
Chatterton, George L. – Esquimalt-Saanich.
Chevrier, l'hon. Lionel – Laurier.
Chown, Gordon Campbell – Winnipeg-Sud.
Churchill, l'hon. Gordon – Winnipeg-Sud-Centre.
Clancy, Gordon Drummond – Yorkton.
Clermont, Gaston – Labelle.
Clunis, Sidney Leroi – Kent (Ont.).
Coates, Robert Carman – Cumberland.
Cook, Jean-Paul – Montmagny-L'Islet.
Cooper, Clarence Owen – Rosetown-Biggar.
Côté, Maurice – Chicoutimi.
Cowan, Ralph Bronson – York-Humber.
Crestohl, Leon – Cartier.
Crossman, Guy – Kent (N.-B.).
Crouse, Lloyd Roseville – Queens-Lunenburg.

D

Davis, Jack – Coast-Capilano.
Denis, Azellus – Saint-Denis.
Deschatelets, Jean-Paul – Maisonneuve-Rosemont.
Diefenbaker, le très hon. John George – Prince Albert.
Dinsdale, l'hon. Walter Gilbert – Brandon-Souris.
Dionne, Charles-Eugène – Kamouraska.
Doucett, George Henry – Lanark.
Douglas, Thomas Clement[2] – Burnaby-Coquitlam.
Drouin, Vincent – Argenteuil-Deux-Montagnes.
Drury, Charles M. – Saint-Antoine-Westmount.
Dubé, Jean-Eudes – Restigouche-Madawaska.
Dumont, Bernard – Bellechasse.
Dupuis, Yvon – Saint-Jean-Iberville-Napierville.

---

[1]Le 25 octobre 1962 la Cour suprême de Terre-Neuve a annulé l'élection de M. Cashin.

[2]Elu à l'élection partielle du 22 octobre 1962, en remplacement de M. Erhart Regier qui avait démissionné le 13 juillet 1962.

E

English, Roland-L. – Gaspé.
Enns, Siegfried John – Portage-Neepawa.
Ethier, Viateur – Glengarry-Prescott.
Eudes, Raymond – Hochelaga.

F

Fairclough, l'hon. Ellen Louks – Hamilton-Ouest.
Fairweather, R. Gordon L. – Royal.
Fane, Frank John William – Vegreville.
Fisher, Douglas Mason – Port-Arthur.
Fleming, l'hon. Donald Methuen – Eglinton.
Fleming, Stuart A. – Okanagan-Revelstoke.
Flemming, l'hon. Hugh John – Victoria-Carleton.
Forbes, R. Elmer – Dauphin.
Forgie, James Moffat – Renfrew-Nord.
Foy, Walter Frank – Lambton-Ouest.
Frenette, Jean-Louis – Portneuf.
Fulton, l'hon. Edmund Davie – Kamloops.

G

Gagnon, Philippe – Rivière-du-Loup–Témiscouata.
Garland, John Richard – Nipissing.
Gauthier, Charles-Arthur – Roberval.
Godin, O.-J. – Nickel Belt.
Gordon, Walter L. – Davenport.
Grafftey, William Heward – Brome-Missisquoi.
Granger, Charles Ronald McKay – Grand Falls-White Bay-Labrador.
Gray, Herbert E. – Essex-Ouest.
Green, l'hon. Howard Charles – Vancouver-Quadra.
Grégoire, Gilles – Lapointe.
Grills, Lee E. – Hastings-Sud.
Gundlock, Deane Roscoe – Lethbridge.

H

Habel, J.-A. – Cochrane.
Haidasz, Stanley – Parkdale.
Hales, Alfred Dryden – Wellington-Sud.
Halpenny, l'hon. George Ernest – London.
Hamilton, l'hon. Francis Alvin George – Qu'Appelle.
Hanbidge, Robert Leith[3] – Kindersley.
Hardie, Mme Isabel J. – Territoires du Nord-Ouest.
Harkness, l'hon. Douglas Scott – Calgary-Nord.
Harley, Harry Cruickshank – Halton.
Hees, l'hon. George Harris – Broadview.
Hellyer, l'hon. Paul T. – Trinity.
Herridge, Herbert Wilfred – Kootenay-Ouest.
Hodgson, Clayton Wesley – Victoria (Ont.).
Honey, Russell Clayton – Durham.
Horner, Albert Ralph – The Battlefords.
Horner, Hugh M. – Jasper-Edson.
Horner, John Henry – Acadia.
Howard, Frank – Skeena.
Howe, W. Marvin – Wellington-Huron.

J

Jones, Henry Frank – Saskatoon.
Jorgenson, Warner Herbert – Provencher.

K

Kelly, Leonard Patrick – York-Ouest.
Kennedy, Cyril Frost – Colchester-Hants.
Kindt, Lawrence Elliott – Macleod.
Knowles, Stanley Howard – Winnipeg-Nord-Centre.
Korchinski, Stanley James – Mackenzie.

L

Lachance, Georges-C. – Lafontaine.
Laing, Arthur – Vancouver-Sud.
LaMarsh, Mlle Judy V. – Niagara-Falls.
Lambert, l'hon. Marcel – Edmonton-Ouest.
Lamoureux, Lucien – Stormont.
Lamy, Gérard – Saint-Maurice-Laflèche.
Langlois, Raymond-C. – Mégantic.
Laniel, Gérald – Beauharnois-Salaberry.
Laprise, Gérard – Chapleau.
Latulippe, Henri – Compton-Frontenac.
Leboe, Bert Raymond – Cariboo.
Leduc, Rodolphe – Gatineau.
Legaré, Gérard – Rimouski.
Legere, Felton Fenwick – Shelburne-Yarmouth-Clare.
Lessard, H. Pit – Saint-Henri.
Lessard, Marcel – Lac-Saint-Jean.
Létourneau, René – Stanstead.
Lewis, David – York-Sud.
Loiselle, Gérard – Sainte-Anne.

M

Macdonald, Donald Stovel – Rosedale.
Macdonald, Mme Margaret M. – Kings.
MacEachen, Allan Joseph – Inverness-Richmond.
MacEwan, Howard Russell – Pictou.
MacInnis, Malcolm – Cap-Breton-Sud.
Mackasey, Bryce Stuart – Verdun.
MacLean, l'hon. J. Angus – Queens.
Macnaughton, Alan A. – Mont-Royal.
Macquarrie, Heath Nelson – Queens

[3]Nommé lieutenant-gouverneur de la province de Saskatchewan le 5 février 1963.

MacRae, J. Chester – York-Sunbury.
Maltais, Lauréat – Saguenay.
Mandziuk, John Nicholas – Marquette.
Marcoux, Guy – Québec-Montmorency.
Martin, Murdo W. – Timmins.
Martin, l'hon. Paul Joseph James – Essex-Est.
Martineau, l'hon. Paul – Pontiac-Témiscamingue.
Mather, Barry – New-Westminster.
Matheson, John R. – Leeds.
Matte, Jean-Paul – Champlain.
McBain, James Alexander – Elgin.
McCleave, Robert Jardine – Halifax.
McDonald, Robert M. T. – Hamilton-Sud.
McGee, Frank – York-Scarborough.
McGrath, James A. – Saint-Jean-Est.
McIlraith, George J. – Ottawa-Ouest.
McIntosh, Jack – Swift-Current-Maple-Creek.
McLean, Allan Marcus Atkinson – Charlotte.
McMillan, William H. – Welland.
McNulty, James C. – Lincoln.
McPhillips, Albert DeBurgo – Victoria (C.-B.).
McWilliam, G. Roy – Northumberland-Miramichi.
Meunier, Adrien – Papineau.
Millar, Campbell Ewing – Middlesex-Est.
Mitchell, David Rodger – Sudbury.
Monteith, l'hon. Jay Waldo – Perth.
Moore, Harry Andrew – Wetaskiwin.
More, Kenneth Hamill – Regina-City.
Morris, Edmund L. – Halifax.
Muir, George Robson – Lisgar.
Muir, Robert – Cap-Breton-Nord et Victoria.
Munro, John Carr – Hamilton-Est.

N

Nasserden, Edward – Rosthern.
Nesbitt, Wallace Bickford – Oxford.
Nicholson, John Robert – Vancouver-Centre.
Nielsen, Erik – Yukon.
Nixon, George E. – Algoma-Ouest.
Noble, Percy Verner – Grey-Nord.
Nowlan, l'hon. George Clyde – Digby-Annapolis-Kings.
Nugent, Terence James – Edmonton-Strathcona.

O

O'Hurley, l'hon. Raymond Joseph Michael – Lotbinière.
Olson, Horace Andrea – Medicine-Hat.
Orlikow, David – Winnipeg-Nord.
Ormiston, James Norris – Melville.
Otto, Steven – York-Est.
Ouellet, David – Drummond-Arthabaska.

P

Pascoe, James Ernest – Moose-Jaw-Lake-Centre.
Patterson, Alexander Bell – Fraser-Valley.
Paul, Rémi – Berthier-Maskinongé-Delanaudière.
Pearson, l'hon. Lester B. – Algoma-Est.
Pennell, Lawrence T. – Brant-Haldimand.
Perron, Gérard – Beauce.
Peters, Arnold – Timiskaming.
Phillips, Orville Howard[4] – Prince.
Pickersgill, l'hon. John W. – Bonavista-Twillingate.
Pigeon, Louis-Joseph – Joliette-L'Assomption-Montcalm.
Pilon, Bernard – Chambly-Rouville.
Plourde, Lucien – Québec-Ouest.
Prittie, Robert William – Burnaby-Richmond.
Pugh, David Vaughan – Okanagan-Boundary.

R

Rapp, Reynold – Humboldt-Melfort-Tisdale.
Ricard, J.-H.-Théogène – Saint-Hyacinthe-Bagot.
Richard, Jean-T. – Ottawa-Est.
Rideout, Sherwood Hayes – Westmorland.
Rinfret, Maurice – Saint-Jacques.
Robichaud, Hedard-J. – Gloucester.
Robinson, Andrew E. – Bruce.
Rochon, Jean-L. – Laval.
Rock, Raymond – Jacques-Cartier-Lasalle.
Rondeau, Gilbert – Shefford.
Rouleau, Guy – Dollard.
Rowe, l'hon. Wm. Earl[5] – Dufferin-Simcoe.
Roxburgh, John Maxwell – Norfolk.
Roy, J.-Aurélien – Lévis.
Ryan, Sylvester Perry – Spadina.
Rynard, Philip Bernard – Simcoe-Est.

S

Sams, Joseph Reed – Wentworth.
Sauvé, Maurice – Îles-de-la-Madeleine.
Scott, Reid – Danforth.
Sévigny, l'hon. Joseph-Pierre-Albert – Longueuil.
Simpson, Robert – Churchill.
Skoreyko, William – Edmonton-Est.
Slogan, Joseph – Springfield.
Smallwood, Clifford S. – Battle-River-Camrose.
Smith, Arthur R. – Calgary-Sud.
Smith, Heber Edgar – Simcoe-Nord.
Southam, Richard Russell – Moose-Mountain.
Starr, l'hon. Michael – Ontario.
Stefanson, Eric – Selkirk.

---

[4]Nommé sénateur le 5 février 1963.

[5]A démissionné le 8 janvier 1963 et a été nommé lieutenant-gouverneur de la province d'Ontario le 21 janvier 1963.

Stenson, Fred Frise – Peterborough.
Stewart, John Benjamin – Antigonish-Guysborough.

T

Tardif, Paul – Russell.
Teillet, Roger-Joseph – Saint-Boniface.
Thomas, William Howell Arthur – Middlesex-Ouest.
Thompson, Robert Norman – Red-Deer
Tucker, James Roy – Trinity-Conception.
Turner, John Napier – Saint-Laurent–Saint-Georges.

V

Valade, Georges-J. – Sainte-Marie.
Vincent, Clément – Nicolet-Yamaska.

W

Wahn, Ian Grant – St. Paul's.
Walker, James Edgar – York-Centre.
Webb, Roderick Arthur – Hastings-Frontenac.
Webster, Arnold Alexander – Vancouver-Kingsway.
Weichel, Oscar William – Waterloo-Nord.
Whelan, Eugene F. – Essex-Sud.
Winch, Harold Edward – Vancouver-Est.
Winkler, Eric Alfred – Grey-Bruce.
Woolliams, Eldon M. – Bow-River.

LISTE ALPHABÉTIQUE
DES
CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES REPRÉSENTÉES À LA
CHAMBRE DES COMMUNES

Vingt-cinquième Parlement

A

Acadia – Horner, John Henry.
Algoma-Est – Pearson, l'hon. Lester B.
Algoma-Ouest – Nixon, George E.
Antigonish-Guysborough – Stewart, John Benjamin.
Argenteuil-Deux-Montagnes – Drouin, Vincent.
Assiniboïa – Argue, Hazen Robert.
Athabasca – Bigg, Frederick Johnstone.

B

Battle-River-Camrose – Smallwood, Clifford S.
Beauce – Perron, Gérard.
Beauharnois-Salaberry – Laniel, Gérald.
Bellechasse – Dumont, Bernard.
Berthier-Maskinongé-Delanaudière – Paul, Rémi.
Bonaventure – Béchard, Albert.
Bonavista-Twillingate – Pickersgill, l'hon. John W.
Bow River – Woolliams, Eldon M.
Brandon-Souris – Dinsdale, l'hon. Walter Gilbert.
Brantford – Brown, James E.
Brant-Haldimand – Pennell, Lawrence T.
Broadview – Hees, l'hon. George Harris.
Brome-Missisquoi – Grafftey, William Heward.
Bruce – Robinson, Andrew E.
Burin-Burgeo – Carter, Chesley William.
Burnaby-Coquitlam – Douglas, Thomas Clement[1].
Burnaby-Richmond – Prittie, Robert William.

C

Calgary-Nord – Harkness, l'hon. Douglass Scott.
Calgary-Sud – Smith, Arthur R.
Cap-Breton-Nord et Victoria – Muir, Robert.
Cap-Breton-Sud – MacInnis, Malcolm.
Cariboo – Leboe, Bert Raymond.
Carleton – Bell, l'hon. Richard Albert.
Cartier – Crestohl, Leon.
Chambly-Rouville – Pilon, Bernard.
Champlain – Matte, Jean-Paul.
Chapleau – Laprise, Gérard.
Charlevoix – Bélanger, L.-P.-Antoine.
Charlotte – McLean, Allan Marcus Atkinson.
Châteauguay-Huntingdon-Laprairie – Boucher, Jean.
Chicoutimi – Côté, Maurice.
Churchill – Simpson, Robert.
Coast-Capilano – Davis, Jack.
Cochrane – Habel, J.-A.
Colchester-Hants – Kennedy, Cyril Frost.
Comox-Alberni – Barnett, Thomas Speakman.
Compton-Frontenac – Latulippe, Henri.
Cumberland – Coates, Robert Carman.

D

Danforth – Scott, Reid.
Dauphin – Forbes, R. Elmer.
Davenport – Gordon, Walter L.
Digby-Annapolis-Kings – Nowlan, l'hon. George Clyde.
Dollard – Rouleau, Guy.
Dorchester – Boutin, Pierre-André.
Drummond-Arthabaska – Ouellet, David.
Dufferin-Simcoe – Rowe, l'hon. Wm. Earl[2].
Durham – Honey, Russell Clayton.

E

Edmonton-Est – Skoreyko, William.
Edmonton-Ouest – Lambert, l'hon. Marcel.
Edmonton-Strathcona – Nugent, Terence James.
Eglinton – Fleming, l'hon. Donald Methuen.
Elgin – McBain, James Alexander.
Esquimalt-Saanich – Chatterton, George L.
Essex-Est – Martin, l'hon. Paul Joseph James.
Essex-Ouest – Gray, Herbert E.
Essex-Sud – Whelan, Eugene F.

F

Fort-William – Badanai, Hubert.
Fraser-Valley – Patterson, Alexander Bell.

---

[1]Elu à l'élection partielle du 22 octobre 1962, en remplacement de M. Earhart Regier qui avait démissionné le 13 juillet 1962.

[2]A démissionné le 8 janvier 1963 et a été nommé lieutenant-gouverneur de la province d'Ontario le 21 janvier 1963.

G

Gaspé – English, Roland-L.
Gatineau – Leduc, Rodolphe.
Glengarry-Prescott – Ethier, Viateur.
Gloucester – Robichaud, Hedard-J.
Grand Falls-White Bay-Labrador – Granger, Charles Ronald McKay.
Greenwood – Brewin, F. Andrew.
Grenville-Dundas – Casselman, Mme Jean.
Grey-Bruce – Winkler, Eric Alfred.
Grey-Nord – Noble, Percy Verner.

H

Halifax – McCleave, Robert Jardine.
Morris, Edmund L.
Halton – Harley, Harry Cruickshank.
Hamilton-Est – Munro, John Carr.
Hamilton-Ouest – Fairclough, l'hon. Ellen Louks.
Hamilton-Sud – McDonald, Robert M.T.
Hastings-Frontenac – Webb, Roderick Arthur.
Hastings-Sud – Grills, Lee E.
High-Park – Cameron, Alan John Patrick.
Hochelaga – Eudes, Raymond.
Hull – Caron, Alexis.
Humber-St. George's – Batten, Herman Maxwell.
Humboldt-Melfort-Tisdale – Rapp, Reynold.
Huron – Cardiff, Lewis Elston.

I

Îles-de-la-Madeleine – Sauvé, Maurice.
Inverness-Richmond – MacEachen, Allan Joseph.

J

Jacques-Cartier-Lasalle – Rock, Raymond.
Jasper-Edson – Horner, Hugh M.
Joliette-L'Assomption-Montcalm – Pigeon, Louis-Joseph.

K

Kamloops – Fulton, l'hon. Edmund Davie.
Kamouraska – Dionne, Charles-Eugène.
Kenora-Rainy River – Benidickson, William Moore.
Kent (N.-B.) – Crossman, Guy.
Kent (Ont.) – Clunis, Sidney Leroi.
Kindersley – Hanbidge, Robert Leith[3].
Kings – Macdonald, Mme Margaret M.
Kingston – Benson, Edgar John.
Kootenay-Est – Byrne, James Allen.
Kootenay-Ouest – Herridge, Herbert Wilfred.

L

Labelle – Clermont, Gaston.
Lac-Saint-Jean – Lessard, Marcel.
Lafontaine – Lachance, Georges-C.
Lambton-Kent – Burgess, John Wesley.
Lambton-Ouest – Foy, Walter Frank.
Lanark – Doucett, George Henry.
Lapointe – Grégoire, Gilles.
Laurier – Chevrier, l'hon. Lionel.
Laval – Rochon, Jean-L.
Leeds – Matheson, John R.
Lethbridge – Gundlock, Deane Roscoe.
Lévis – Roy, J.-Aurélien.
Lincoln – McNulty, James C.
Lisgar – Muir, George Robson.
London – Halpenny, l'hon. George Ernest.
Longueuil – Sévigny, l'hon. Joseph-Pierre-Albert.
Lotbinière – O'Hurley, l'hon. Raymond Joseph Michael.

M

Mackenzie – Korchinski, Stanley James.
Macleod – Kindt, Lawrence Elliott.
Maisonneuve-Rosement – Deschatelets, Jean-Paul.
Marquette – Mandziuk, John Nicholas.
Matapédia-Matane – Belzile, J.-Alfred.
Meadow-Lake – Cadieu, Albert C.
Medicine-Hat – Olson, Horace Andrea.
Mégantic – Langlois, Raymond-C.
Melville – Ormiston, James Norris.
Mercier – Boulanger, Prosper.
Middlesex-Est – Millar, Campbell Ewing.
Middlesex-Ouest – Thomas, William Howell Arthur.
Montmagny-L'Islet – Cook, Jean-Paul.
Moose-Jaw-Lake-Centre – Pascoe, James Ernest.
Moose-Mountain – Southam, Richard Russell.
Mont-Royal – Macnaughton, Alan A.

N

Nanaïmo-Cowichan-Les Iles – Cameron, Colin.
New Westminster – Mather, Barry.
Niagara Falls – LaMarsh, Mlle Judy V.
Nickel Belt – Godin, O.-J.
Nicolet-Yamaska – Vincent, Clément.
Nipissing – Garland, John Richard.
Norfolk – Roxburgh, John Maxwell.
Northumberland – Bradley, Harry Oliver.
Northumberland-Miramichi – McWilliam, G. Roy.
Notre-Dame-de-Grâce – Asselin, Edmund Tobin.

[3]A été nommé lieutenant-gouverneur de la province de Saskatchewan le 5 février 1963.

O

Okanagan-Boundary – Pugh, David Vaughan.
Okanagan-Revelstoke – Fleming, Stuart A.
Ontario – Starr, l'hon. Michael.
Ottawa-Est – Richard, Jean-T.
Ottawa-Ouest – McIlraith, George J.
Outremont-Saint-Jean – Bourque, Romuald.
Oxford – Nesbitt, Wallace Bickford.

P

Papineau – Meunier, Adrien.
Parkdale – Haidasz, Stanley.
Parry-Sound-Muskoka – Aiken, Gordon Harvey.
Peace-River – Baldwin, G. W.
Peel – Beer, Bruce Silas.
Perth – Monteith, l'hon. Jay Waldo.
Peterborough – Stenson, Fred Frise.
Pictou – MacEwan, Howard Russell.
Pontiac-Témiscamingue – Martineau, l'hon. Paul.
Portage-Neepawa – Enns, Siegfried John.
Port-Arthur – Fisher, Douglas Mason.
Portneuf – Frenette, Jean-Louis.
Prince – Phillips, Orville Howard[4].
Prince Albert – Diefenbaker, le très hon. John George.
Prince-Edward-Lennox – Alkenbrack, A. Douglas.
Provencher – Jorgenson, Warner Herbert.

Q

Qu'Appelle – Hamilton, l'hon. Francis Alvin George.
Québec-Est – Beaulé, Robert.
Québec-Montmorency – Marcoux, Guy.
Québec-Ouest – Plourde, Lucien.
Québec-Sud – Cantin, Jean-Charles.
Queens – MacLean, l'hon. J. Angus. Macquarrie, Heath Nelson.
Queens-Lunenburg – Crouse, Lloyd Roseville.

R

Red Deer – Thompson, Robert Norman.
Regina-City – More, Kenneth Hamill.
Renfrew-Nord – Forgie, James Moffat.
Renfrew-Sud – Baskin, James W.
Restigouche-Madawaska – Dubé, Jean-Eudes.
Richelieu-Verchères – Cardin, Lucien.
Richmond-Wolfe – Bernier, André.
Rimouski – Legaré, Gérard.
Rivière-du-Loup-Témiscouata – Gagnon, Philippe.
Roberval – Gauthier, Charles-Arthur.
Rosedale – Macdonald, Donald Stovel.
Rosetown-Biggar – Cooper, Clarence Owen.
Rosthern – Nasserden, Edward.
Royal – Fairweather, R. Gordon L.
Russell – Tardif, Paul.

S

Saguenay – Maltais, Lauréat.
Saint-Antoine-Westmount – Drury, Charles M.
Saint-Boniface – Teillet, Roger-Joseph.
Saint-Denis – Denis, Azellus.
Saint-Henri – Lessard, H. Pit.
Saint-Hyacinthe-Bagot – Ricard, J.-H.-Théogène.
Saint-Jacques – Rinfret, Maurice.
Saint-Jean-Albert – Bell, Thomas Miller.
Saint-Jean-Est – McGrath, James A.
Saint-Jean-Iberville-Napierville – Dupuis, Yvon.
Saint-Jean-Ouest – Cashing, Richard Joseph[5].
Saint-Laurent-Saint-Georges – Turner, John Napier.
Saint-Maurice-Laflèche – Lamy, Gérard.
St. Paul's – Wahn, Ian Grant.
Sainte-Anne – Loiselle, Gérard.
Sainte-Marie – Valade, Georges-J.
Saskatoon – Jones, Henry Frank.
Selkirk – Stefanson, Eric.
Shefford – Rondeau, Gilbert.
Shelburne-Yarmouth-Clare – Legere, Felton Fenwick.
Sherbrooke – Chapdelaine, Gérard.
Simcoe-Est – Rynard, Philip Bernard.
Simcoe-Nord – Smith, Heber Edgar.
Skeena – Howard, Frank.
Spadina – Ryan, Sylvester Perry.
Springfield – Slogan, Joseph.
Stanstead – Létourneau, René.
Stormont – Lamoureux, Lucien.
Sudbury – Mitchell, David Rodger.
Swift Current-Maple Creek – McIntosh, Jack.

T

Terrebonne – Cadieux, Léo.
Territoires du Nord-Ouest – Hardie, Mme Isabel J.
The Battlefords – Horner, Albert Ralph.
Timiskaming – Peters, Arnold.
Timmins – Martin, Murdo W.
Trinity – Hellyer, l'hon. Paul T.
Trinity-Conception – Tucker, James Roy.
Trois-Rivières – Balcer, l'hon. Léon.

V

Vancouver-Burrard – Berger, Thomas R.
Vancouver-Centre – Nicholson, John Robert.

---

[4]Nommé sénateur le 5 février 1963.

[5]Le 25 octobre 1962, la Cour suprême de Terre-Neuve a annulé l'élection de M. Cashin.

Vancouver-Est – Winch, Harold Edward.
Vancouver-Kingsway – Webster, Arnold Alexander.
Vancouver-Quadra – Green, l'hon. Howard Charles.
Vancouver-Sud – Laing, Arthur.
Vaudreuil-Soulanges – Bourbonnais, J.-Marcel.
Vegreville – Fane, Frank John William.
Verdun – Mackasey, Bryce Stuart.
Victoria (C.-B.) – McPhillips, Albert DeBurgo.
Victoria (Ont.) – Hodgson, Clayton Wesley.
Victoria-Carleton – Flemming, l'hon. Hugh John.
Villeneuve – Caouette, Réal.

W

Waterloo-Nord – Weichel, Oscar William.
Waterloo-Sud – Chaplin, Gordon.
Welland – McMillan, William H.
Wellington-Huron – Howe, W. Marvin.
Wellington-Sud – Hales, Alfred Dryden.
Wentworth – Sams, Joseph Reed.
Westmorland – Rideout, Sherwood Hayes.
Wetaskiwin – Moore, Harry Andrew.
Winnipeg-Nord – Orlikow, David.
Winnipeg-Nord-Centre – Knowles, Stanley Howard.
Winnipeg-Sud – Chown, Gordon Campbell.
Winnipeg-Sud-Centre – Churchill, l'hon. Gordon.

Y

York-Centre – Walker, James Edgar.
York-Est – Otto, Steven.
York-Humber – Cowan, Ralph Bronson.
York-Nord – Addison, John H.
York-Ouest – Kelly, Leonard Patrick.
York-Scarborough – McGee, Frank.
York-Sud – Lewis, David.
York-Sunbury – MacRae, J. Chester.
Yorkton – Clancy, Gordon Drummond.
Yukon – Nielsen, Erik.

INDEX

DES

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU

CANADA

Depuis le jeudi 27 septembre 1962
jusqu'au mardi 5 février 1963, inclusivement,
durant la onzième année du règne de
Notre Souveraine Dame la Reine Élisabeth II

1962-1963

Première session du vingt-cinquième Parlement

Volume CIX **109e volume**

A

Abus d'autorité exercés par des fonctionnaires:
Voir **Attributions administratives (Examen des). – Service civil (Loi modifiant la Loi sur le).**

Accords, conventions, échanges de notes, instruments diplomatiques, protocoles, traités, etc.:
Voir **Canada-Etats-Unis d'Amérique. – Canada-France. – Canada-Grèce. – Canada-Mexique. – Canada-Norvège. – Canada-Suède. – Ontario (Convention relative aux ports de l'). – Winnipeg (Canal régulateur de crue de la région métropolitaine de).**

Achats à tempérament:
Voir **Lettres de change (achats à tempérament) (Loi modifiant la Loi sur les) (Bill C-42).**

Acide lysergique diéthylomidique:
Essais effectués au pénitencier de la Colombie-Britannique avec le médicament; résultats de ces essais; communications des résultats à la Direction des aliments et drogues du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social: question no 1091 – M. Matheson. – Ordre de la Chambre, 377-378; dépôt de la réponse, 423. – Doc. parl. no 250a.
Ordre de la Chambre: Communications adressées à la Direction des aliments et drogues ou au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social relativement à l'usage ou au retrait du marché de l'acide lysergique diéthylomidique. – Avis de motion portant production de documents no 32 – M. Matheson, 141; dépôt de la réponse, 363. – Doc. parl. no 250.

Acte de l'Amérique du Nord britannique:
Adresse à Sa Majesté la Reine demandant de faire présenter au Parlement du Royaume-Uni un texte législatif tendant à modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique en ce qui a trait à la législation sur les pensions de vieillesse: présentation – le premier ministre, 31.
Correspondance échangée avec certaines provinces, du 5 février au 19 septembre 1962, relativement au projet de modification de l'article 94A de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique concernant les pensions de vieillesse à participation, 285. – Textes français et anglais. – Doc. parl. no 227. – Imprimé en appendice au hansard du jour.
Impression en appendice au hansard du jour de la correspondance récemment échangée, relativement au même sujet, avec les premiers ministres du Québec et de Terre-Neuve, 437.
Lettre du premier ministre du Manitoba concernant le même sujet et exemplaire de la résolution adoptée par l'Assemblée législative du Manitoba donnant son adhésion au projet de modification, 341. – Texte anglais. – Doc. parl. no 227a.

Acte de l'Amérique du Nord britannique – (Bill modificateur):
Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) en ce qui concerne le Sénat. – Bill C-2: présentation – le premier ministre, et 1re lecture, 25.
Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1960) en ce qui concerne le rajustement de la représentation à la Chambre des communes. – Bill C-9, présentation – M. Fisher, et 1re lecture, 26; motion de 2e lecture et débat, 64.
Voir aussi **Constitution du Canada.**

Activité politique des fonctionnaires de l'Etat:
Voir **Déclaration des droits des fonctionnaires de l'Etat.**

Adresse à Sa Majesté la Reine:
Projet d'adresse à Sa Majesté demandant de faire modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) quant à la législation concernant les pensions de vieillesse et les pensions et autres prestations relatives à un plan de pension de vieillesse: présentation – le premier ministre, 31.

Adresse en réponse au discours du trône:
Texte du discours du trône, 9-15.
Motion de prise en considération à la prochaine séance de la Chambre, 15.
Motion de M. Chaplin tendant à présenter une Adresse à Son Excellence en réponse au discours du trône, 23; débat, 23, 33-34.
Proposition d'amendement de M. Pearson (les conseillers de Son Excellence ne jouissent pas de

Adresse en réponse au discours du trône – *(fin)*
la confiance de la Chambre), 34; débat, 34, 38.
Proposition de sous-amendement de M. Thompson (faute d'avoir poursuivi un programme économique et financier, fondé sur les principes du Crédit social, etc.), 38.
La proposition de sous-amendement est rejetée (par le vote de 30 contre 233), 38-40.
Reprise du débat sur l'amendement de M. Pearson, 42, 43.
Proposition de sous-amendement de M. Lewis (faute d'avoir proposé une planification économique qui conduise à l'expansion économique et au plein emploi), 43.
La proposition de sous-amendement est rejetée (par le vote de 118 contre 140), 44-45.
La proposition d'amendement de M. Pearson à la motion principale est rejetée (par le vote de 118 contre 140), 45-46.
Reprise du débat sur la motion principale, 49.
Proposition d'amendement de M. MacEachen (les conseillers de Son Excellence ont omis de soumettre aussitôt que possible à la Chambre une mesure approuvant la perception des impôts établis par un décret (surtaxe sur des importations), dans le cadre du programme d'austérité), 49-50; débat, 53-54.
La proposition d'amendement de M. MacEachen est rejetée (au vote de 116 contre 137), 54-55.
Reprise du débat sur la motion principale, 58, 60.
La motion principale est adoptée (par le vote de 136 contre 108), 60-61.
Motion tendant à faire grossoyer l'Adresse et à la transmettre à Son Excellence le Gouverneur général, 62.
(Lettre de remerciement non reçue).

Aéronautique, Loi sur l', – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur l'aéronautique. – Résolution: présentation – le ministre des Transports, 60; comité plénier et adoption, 349-350. – Bill C-92: présentation et 1re lecture, 350.

Affaires des anciens combattants, Comité permanent:
Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 167; mandat du comité, 169.
Rapport du comité: 1er rapport (impressions, quorum), 307.
Adoption de rapport: 1er rapport, sans avis ni débat et du consentement unanime, 307.

Affaires des anciens combattants, Ministère:
Rapport du ministère pour l'année 1961-1962, 219. – Version anglaise. – Doc. parl. no 172 *(imprimé)*.

Affaires fédérales-provinciales:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Affaires extérieures, Comité permanent:
Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 166; mandat du comité, 169.

Agriculture, Ministère de l':
Rapport du ministre de l'Agriculture pour 1961-1962, 62. – Version anglaise. – Doc. parl. no 3 *(imprimé)*.

Agriculture et colonisation, Comité permanent:
Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 164; mandat du comité, 169.

Aide à la production du charbon, Loi sur l':
Rapport pour l'année 1961-1962: version anglaise, 55; version française, 301. – Doc. parl. no 91.

Aide à la production du charbon (Loi modificatrice):
Loi modifiant la Loi sur l'aide à la production du charbon. – Bill C-64: présentation – le ministre des Mines et des Relevés techniques, et 1re lecture, 97; motion de 2e lecture: débat, 329, 351; adoption, 351; renvoi au comité plénier décrété pour la séance suivante de la Chambre, 351; comité plénier et 3e lecture, 411; adoption par le Sénat, 418; sanction royale (le jeudi 20 décembre 1962), 421. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 13, Statuts du Canada, 1962-1963.

Aide aux améliorations municipales, Loi sur l':
Rapport sur les opérations découlant de la loi durant l'année civile 1962, 434. – Version anglaise. – Doc. parl. no 60.

Aide au améliorations municipales, Loi sur l', – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur l'aide aux améliorations municipales. – Bill C-34: présentation – M. MacInnis, et 1re lecture, 29.

Aide économique:
Aide économique accordée par le Canada aux pays de l'Amérique du Sud, soit directement, soit par l'entremise d'organismes des Nations Unies ou autrement; pays visés, montants accordés, ministères intéressés; organismes des Nations Unies ou entreprises particulières en cause: question no 148 – M. Barnett. – Ordre de la Chambre, 73; dépôt de la réponse, 229. – Doc. parl. no 30a.
Demandes de contribution canadienne sous forme d'aide aux pays étrangers, équivalente à 1 p. 100 du revenu national, faite par l'Organisation des Nations Unies ou l'un de ses organismes: *question no 1037 – M. Brewin. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 376. – Doc. parl. no 30b.

Air-Canada:
Déclarations publiques faites depuis le 19 avril 1962 par le ministre des Transports ou tout autre ministre relativement à la fusion ou au fonctionnement en commun d'Air-Canada et des Lignes aériennes du Pacifique-Canadien; date, endroit et objet des déclarations: *question no 27 – M. Fisher. – Ordre de la Chambre, 69; dépôt de la réponse, 220. – Doc. parl. no 169a.
Ordre de la Chambre: Régime de pension à l'intention des employés d'Air-Canada. – Avis de motion portant production de documents no 48 – M. Knowles, 328; dépôt de la réponse, 373. – Doc. parl. no 169b *(imprimé)*.
Ordre de la Chambre: Rapports relatifs au transfert de Winnipeg à Montréal des services d'entretien et de revision d'Air-Canada, reçus par la Société de la part de Wallace Clark ou de toutes autres sociétés d'experts-conseils. – Avis de motion portant production de documents no 62 – M. Knowles, 439; dépôt de la réponse, 470. – Doc. parl. no 169c.
Renvoi au comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande des rapports annuels (1961) d'Air-Canada, du vérificateur concernant les comptes de la société, et du budget de 1962 de la société (rapports et budget déposés durant la session précédente), 255-256.
Voir aussi **Lignes aériennes Trans-Canada (Loi sur les). – Régie des alcools d'Ontario.**

Ajournement de la Chambre (article 6 (3) du Règlement:
Voir **Séances de la Chambre.**

Ajournement de la Chambre en vertu de l'article 26 du Règlement:
Motion de M. Pearson: la déclaration faite la veille par le Département d'Etat des Etats-Unis, contredisant certaines déclarations récentes du premier ministre et du ministre de la Défense nationale au sujet des arrangements de défense commune intervenus entre les gouvernements du Canada et des Etats-Unis, 461.
L'Orateur estime que la question peut être soulevée le lundi suivant lors de l'appel de la motion de subsides et qu'elle n'est pas une affaire d'une importance publique pressante selon l'acception prévue par l'article 26 du Règlement, 461.
M. Pearson en appelle à la Chambre de la décision de l'Orateur, 461.
L'Orateur affirme que, d'après les précédents établis par ses prédécesseurs, on ne peut interjeter appel d'une décision à cet égard, 416.
M. Martin (Essex-Est) en appelle à la Chambre de la décision voulant qu'il n'y ait pas appel, 462.
La décision de l'Orateur relative à l'appel de M. Martin n'est pas maintenue par la Chambre (Vote: pour, 104; contre, 122), 462-463.
La décision de l'Orateur relative à l'appel de M. Pearson n'est pas maintenue (sur division), 463.
Mise aux voix de la motion d'ajournement proposée par M. Pearson et débat, 463.
La séance est levée d'office à dix heures du soir, (interrompant et écartant ainsi le débat), 464.

Alcoolisme:
Sommes attribuées par le gouvernement fédéral pour les recherches relatives aux causes de l'alcoolisme; organismes subventionnés et sommes accordées en 1960, 1961 et 1962: *question no 77 – M. Prittie. – Ordre de la Chambre, 72; dépôt de la réponse, 142. – Doc. parl. no 196.
Voir aussi **Acide lysergique diéthylomidique.**

Aliénation mentale:
Voir **Code criminel (Loi modifiant le).**

Aliments et drogues, Comité spécial:
Motion tendant à l'institution d'un comité spécial chargé d'étudier la loi et les pratiques concernant le contrôle de la présentation, de la mise en marché et de l'emploi des drogues, ainsi que les dangers imputables à la contamination des aliments par suite de l'emploi de certains produits chimiques: présentation – le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, 346; motion d'adoption, 371; amendement de M. Martin (Essex-Est) proposant l'étude du contrôle du coût des drogues, 371; appel au Règlement et décision de l'Orateur portant que l'amendement est irrecevable (voir Orateur (Décisions et déclarations de M. l'); adoption de la motion, 372.
Nomination du personnel du comité, 400; changements dans le personnel, 455.

Aliments et drogues (Loi modificatrice):
Loi modifiant la Loi des aliments et drogues. – Bill C-3: présentation – le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, et 1re lecture, 25; motion de 2e lecture: débat, 170, 268; adoption de la motion, 268; comité plénier: 268, 271; rapporté avec un amendement, 271; 3e lecture, 353; adoption par le Sénat, 395; sanction royale (le jeudi 20 décembre 1962), 421. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 15, Statuts du Canada, 1962-1963.

Allocations familiales, Loi sur les:
Rapport relatif aux dépenses et à l'administration durant 1961-1962, 65. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 102.
Voir aussi **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Allstate Life Insurance Company of Canada:
Loi constituant en corporation l'Allstate Life Insurance Company of Canada. – Pétition: rapport du greffier, 188; rapport de l'examinateur, 191. – Bill S-12, M. Hanbidge: message du Sénat et 1re lecture, 289; priorité accordée lors de l'appel suivant des bills privés, 323; motion de 2e lecture: débat, 334-335; amendement de M. Scott (renvoi à 6 mois): débat et rejet de l'amendement (par le vote de 153 contre 20), 335-336.

Alton, M. E.J.:
Voir **Provende (Céréales de).**

Améliorations agricoles:
Voir **Prêts destinés aux améliorations agricoles (Loi sur les).**

Améliorations municipales:
Voir **Aide aux améliorations municipales (Loi sur l').**

Aménagement urbain:
Voir **Banff (Alberta).**

Amendements et Sous-amendements:
Adresse en réponse au discours du trône:
Amendement de M. Pearson à la motion d'adoption d'une Adresse de remerciement à Son Excellence: les conseillers de Son Excellence ne jouissent pas de la confiance de cette Chambre, 34; rejet de l'amendement (pour: 118; contre: 140), 45-46.
Sous-amendement de M. Thompson à l'amendement de M. Pearson: pour n'avoir pas suivi un programme économique et financier, fondé sur les principes du Crédit Social, conçus pour établir une économie équilibrée et soulager le fardeau de la dette publique et de ses intérêts, de façon à assurer ainsi aux Canadiens un niveau de vie compatible avec la capacité nationale de production, 38; rejet du sous-amendement (pour: 30; contre: 233), 38-40.
Sous-amendement de M. Lewis à l'amendement de M. Pearson: pour n'avoir pas proposé une planification économique qui conduise à l'expansion économique et au plein emploi, 43; rejet du sous-amendement (pour: 118; contre: 140), 44-45.
Amendement de M. MacEachen à la motion principale: en omettant de soumettre aussitôt que possible à la Chambre une mesure approuvant la perception des impôts établis par un décret, dans le cadre du programme d'austérité, les conseillers de Son Excellence privent la Chambre du droit exclusif que lui reconnaît la constitution d'approuver le prélèvement d'impôts additionels et qui est à la base même de notre régime de gouvernement autonome responsable, 49-50; rejet de l'amendement (pour: 116; contre: 137), 54-55.

Amendements et Sous-amendements – *(suite)*

Bills d'intérêt privé émanant du Sénat:
Motion de 2e lecture:
Bill S-12, Loi constituant en corporation l'Allstate Life Insurance Company of Canada: amendement de M. Scott proposant de remettre à six mois la 2e lecture du bill, 335; rejet de l'amendement (pour: 20; contre: 153), 335-336.

Bills d'intérêt privé émanant du Sénat – Bills de divorce:
Motion de 3e lecture:
Bill SD-1, Loi pour faire droit à Madeleine-Françoise Hankowski: amendement de M. Scott demandant le renvoi du bill au comité permanent des bills privés en général en vue d'un nouvel examen, 392; adoption de l'amendement, 392.

Bills d'intérêt public d'initiative ministérielle:
I. Motion de 2e lecture:
Bill C-63, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation. Amendement de M. Scott: refus d'étudier davantage le bill parce qu'il n'y est pas question de l'aide au gouvernement des autres pays prévue à l'article 23 de la Loi, 75-76; irrecevabilité de l'amendement, 76-77.
II. Motions de 3e lecture:
Bill C-94, Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique; amendement de M. MacEachen tendant à déférer de nouveau le bill au comité plénier qui étudiera l'addition d'un nouveau paragraphe à l'article 9(1) visant à dresser chaque année, à l'intention du ministre, un programme de projets d'immobilisations en vue de développer l'économie de base des provinces de l'Atlantique, 387; inadmissibilité de l'amendement, 387.
Bill C-81, Loi modifiant le Tarif des douanes. Amendement de M. Pickersgill: remettre la 3e lecture du bill tant que n'auront pas été soumises à la Chambre pour étude les surtaxes approuvées par décret du Conseil, lesquelles modifient les taux établis dans le bill et dans la loi qui le modifient, 298; irrecevabilité de l'amendement, 298-299. – Amendement de M. Douglas tendant à déférer le bill au comité permanent de la banque et du commerce, 299; interruption du débat, 300.

Comités permanents, Personnel de:
Substitution de noms sur la liste primitive des membres du comité permanent des mines, des forêts et des cours d'eau, 183.

Comités sessionnels, Attributions de:
Motion d'institution du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande: du consentement unanime et sans avis, radiation des mots "Canadian National (West Indies) Steamships" de la motion d'institution, 247-248.

Comités spéciaux, Attributions de:
Motion d'institution du comité spécial des aliments et des drogues; amendement de M. Martin (Essex-Est) demandant d'inclure l'étude du controle du coût des drogues dans le mandat du comité, 371; irrecevabilité de l'amendement, 371-372.

Résolutions d'initiative parlementaire:
Avis de motion (no 3) de M. Marcoux concernant la modification de la loi sur les allocations familiales en vue de ne pas priver de l'allocation un enfant temporairement absent du Canada pendant que ses parents frequentent une institution d'éducation: amendement de M. Rinfret proposant que l'enfant qui poursuit ses études jouisse de l'allocation au-delà de l'âge de 16 ans, jusqu'à 21 ans: débat jusqu'à l'expiration de l'heure réglementaire, 142.

Subsides, Motions visant les:
1re motion du ministre des Finances:
Amendement de M. Pearson demandant de mettre fin sans delai au programme exceptionnel d'austérité formulé le 24 juin et destiné à élever les droits tarifaires et à resserrer le crédit, 213; rejet de l'amendement (pour: 108; contre 121), 217-218.
Sous-amendement de M. Thompson demandant de remplacer ce programme par un régime de monnaie libérée de toute dette et par des propositions réalistes propres à favoriser l'équilibre de notre économie domestique et de notre commerce international, 213; rejet du sous-

Amendements et Sous-amendements – *(fin)*
amendement (pour: 113; contre: 121), 216-217.
2e motion du ministre des Finances:
Amendement de M. Pearson déclarant que le gouvernement, à cause de son manque d'autorité, de la division au sein du Cabinet ainsi que de la confusion et de l'indécision dont il fait preuve en face des problèmes nationaux et internationaux, n'a pas la confiance du peuple canadien, 470. L'amendement, modifié par suite de l'adoption du sous-amendement ci-après, est adopté (pour: 142; contre: 111), 474-475.
Sous-amendement de M. Thompson affirmant que le gouvernement n'ayant jusqu'ici formulé aucune politique précise en matière de défense nationale du Canada, ni organisé les travaux de la Chambre de façon à permettre la présentation des prévisions budgétaires et du budget de 1963-1964, ni tracé les grandes lignes d'un programme concret d'initiative complémentaire au sujet desquelles le présent Parlement et les Parlements précédents lui avaient déjà donné un mandat, ne possède pas la confiance du peuple canadien, 470. Adoption du sous-amendement (pour: 142; contre: 111), 472-474.

American Export Lines:
Voir **Immigration.**

Amérique du Sud:
Voir **Aide économique.**

Amirauté, Loi sur l', – (Bill modificateur):
Résolution tendant à modifier la Loi sur l'Amirauté: présentation – le ministre de la Justice, 38.

Amnistie en matière de discrimination raciale:
Loi accordant l'amnistie aux Asiates, Africains et autres, sujets à la discrimination raciale, dont l'admission au Canada peut avoir été entachée d'irrégularité ou d'illégalité, et les rétablissant dans leurs droits. – Bill C-66: présentation – M. Wahn, et 1re lecture, 124.

Anciens combattants:
Demandes de surseoir, en ce qui concerne les anciens combattants ayant servi outre-mer, à la disposition relative au domicile applicable aux bénéficiaires de pensions de vieillesse qui désirent demeurer en dehors du Canada pendant plus de six mois; auteur de ces observations et réponse donnée: question no 648 – M. Martin (Essex-Est). – Ordre de la Chambre, 276; dépôt de la réponse, 337. – Doc. parl. no 102b.
Voir aussi **Affaires des anciens combattants. – Assurance des anciens combattants. – Assurance des soldats de retour au pays. – Forces militaires canadiennes. – Prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants. – Sea (Ile).**

Annonces frauduleuses:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Appareils électriques:
Voir **Commission sur les pratiques restrictives du commerce.**

Appel à la Chambre d'une décision rendue par le président du comité plénier:
Confirmation de la décision, 85-86.

Appel à la Chambre de décisions rendues par l'Orateur:
Maintien des décisions, 102-103, 103-104, 147-148, 387-388.
Non-maintien des décisions, 462-463, 463.

Appel de l'ordre du jour:
Question déclarée non réglementaire par l'Orateur, 101-103.
Déclaration jugée irrégulière par l'Orateur, 103-104.
Voir aussi **Parcs nationaux.**

Appendices au hansard:
208, 285, 341, 425, 437.

ARDA:
Voir **Remise en valeur et aménagement des terres agricoles.**

Argentine, République:
Voir **Assurance des crédits à l'exportation (Loi sur l').**

Arizona Charlie, Palace Grand d':
Voir **Dawson, Ville de.**

Arrangements entre cultivateurs et créanciers, Loi sur les:
Rapport pour l'année 1961-1962, 42. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 78.

Arrangements fiscaux entre le gouvernement et les provinces (Loi modificatrice):
Loi modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et la Loi sur les arrangements entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts. – Résolution: présentation – le ministre des Finances, 33; comité plénier et adoption, 409. – Bill C-101: présentation et 1re lecture, 2e lecture et comité plénier, 409; 3e lecture, après débat, 417; adoption par le Sénat, 420; sanction royale (le jeudi 20 décembre 1962), 421. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 14, Statuts du Canada, 1962-1963.

Articles de table et de la verrerie destinés à être décorés:
Voir **Commission du tarif.**

Assistance à la formation technique et professionnelle:
Voir **Formation technique et professionnelle (Loi sur la).**

Assistance à l'agriculture des Prairies, Loi sur l':
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Assistance-chômage:
Sommes versées à la province de Québec en vertu de l'entente fédérale-provinciale relative à l'assistance-chômage: *question no 1361 – M. Deschatelets. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 468. – Doc. parl. no 107a.

Assistance sociale:
Voir **Gloucester, N.-B. (Circonscription électorale de).**

Association ambulancière Saint-Jean:
Nombre de certificats délivrés par l'Association à des fonctionnaires de catégories désignées: question no 1133 – M. Matheson. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 426. – Doc. parl. no 274.

Association canadienne des consommateurs:
Voir **Parasiticides.**

Association canadienne des parlementaires de l'OTAN:
Voyage de la délégation en Europe; avion utilisé, date du voyage et responsabilité des frais: *question no 927 – M. Marcoux. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 318, – Doc. parl. no 240.

Association internationale de développement, Loi sur l':
Voir **Bretton Woods (Loi sur les accords de).**

Assurance-chômage:
Avoir global de la caisse d'assurance-chômage à la fin de chaque année financière de 1956-1957 à 1960-1961; montants globaux versés en réclamations d'assurance-chômage, frais d'administration et revenu global; question no 1222 – M. Mather. – Ordre de la Chambre, 407-408; dépôt de la réponse, 431. – Doc. parl. no 87h.
Etat des pourparlers visant à accorder des prestations d'assurance-chômage aux bûcherons canadiens travaillant dans l'Etat du Maine: *question no 114 – M. Cook. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 72. – Doc. parl. no 87b.
Nombre total des réclamants de prestations d'assurance-chômage les 31 juillet, 31 août et 30

Assurance-chômage – *(fin)*
septembre 1962: *question no 237–M. Robichaud. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 98. – Doc. parl. no 87c.
Sommes versées en prestations d'assurance-chômage, durant chaque mois, depuis janvier 1962: question no 1323 – M. Deschatelets. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 451. –Doc. parl. no 87i.
Voir aussi **Gloucester, N.-B. (Circonscription électorale de). – Résolutions d'initiative parlementaire.**

Assurance-chômage, Caisse d':
Rapport sur la situation de la Caisse d'assurance-chômage et sur les opérations découlant de l'article 86 de la Loi sur l'assurance-chômage durant l'année 1961-1962, 35. – Version anglaise. – Doc. parl. no 87a.

Assurance-chômage, Comité consultatif de l':
Rapport pour 1961-1962, 22. – Version anglaise. – Doc. parl. no 88.

Assurance-chômage, Commission d':
Nombre des employés surnuméraires dans les divers bureaux de la Commission d'assurance-chômage; heures quotidiennes de travail; taux horaires de salaire: *question no 1140 – M. Deschatelets. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 401-402. – Doc. parl. no 87f.
Rapport pour 1961-1962, 22. – Version anglaise. – Doc. parl. no 87.
Transmission à la Commission d'assurance-chômage des lettres de personnes demandant un emploi et adressées aux bureaux du premier ministre, du ministre du Travail et des autres membres du Cabinet; dossiers conservés, nombre de lettres reçues de 1959 à 1962; ligne de conduite adoptée par la Commission en ce qui concerne l'octroi d'un emploi aux travailleurs inscrits aux bureaux de la Commission, en tenant compte de certaines données: question no 1269 – M. Knowles. – Ordre de la Chambre, 438-439; dépôt de la réponse, 475-476. – Doc. parl. no 87j.

Assurance-chômage, Loi sur l':
Rapport du comité d'enquête (présidence de M. Ernest C. Gill) relatif à la Loi sur l'assurance-chômage, daté de novembre 1962, 417. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. No 87g *(imprimé)*.
Assurance-chômage, Loi sur l', – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur l'assurance-chômage (Main-d'œuvre agricole assurable). – Bill C-110: présentation – M. Rapp, et 1re lecture, 457.

Assurance des anciens combattants, Loi sur l':
Etat financier pour l'année 1961-1962, 47. – Version anglaise. – Doc. parl. no 178.

Assurance des crédits à l'exportation, Loi sur l':
Décret du conseil autorisant le financement à long terme, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, de la vente, par *The Dominion Road Machinery Co., Limited,* de Goderich (Ontario), de 45 niveleuses Champion et de pièces de rechange à la province de la Pampa, République argentine, 34. – Texte anglais. – Doc. parl. no 143a.
Décret du conseil autorisant le financement à long terme, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, de la vente d'outillage, par *Canadian General Electric Company, Limited,* de Toronto (Ontario), destiné à l'expansion de la papeterie Khulna, et de services de génie de la part de *Sandwell Consultants Limited,* de Vancouver (C.-B.) à la *East Pakistan Industrial Development Corporation,* de Dacca, Pakistan de l'Est, 34. – Texte anglais. – Doc. parl. no 143b.
Décret du conseil autorisant un contrat d'assurance, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, pour la vente, par Canadair Limited, Montréal, de deux aéronefs CL-44D-4 et de pièces de rechange à *The Slick Corporation,* de San-Francisco, Californie, (E.-U.), 34. – Texte anglais. – Doc. parl. no 143c.
Décret du conseil autorisant un contrat d'assurance par la Société d'assurance des crédits à l'exportation pour l'expédition d'à peu près 500,000 tonnes de blé canadien à la Pologne, 34. – Texte anglais. – Doc. parl. no 143d.
Décret du conseil autorisant un contrat d'assurance, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, pour la vente, par Canadair Limited, Montréal, d'un aéronef CL-44D-4 et de pièces de rechange à *Seabord World Airlines, Inc.,* New York, 78. – Texte anglais. – Doc. parl. no 143e.
Décret du conseil autorisant le financement à long terme, par la Société d'assurance des crédits à

Assurance des crédits à l'exportation, Loi sur l' – *(fin)*
l'exportation, de la vente, par la *Montreal Locomotive Works Limited*, de 80 locomotives diesel à la *Ferrocarriles Nacionales de Mexico*, 393. – Texte anglais. – Doc. parl. no 143g.
Décret du conseil autorisant le financement à long terme, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, de la vente, par *Inglis Co. Limited* et *Sandwell and Company Limited*, d'outillage supplémentaire pour une usine de pâtes et papiers à papier-journal à *Industrias Forestales, S.A.*, de Santiago, Chili, 396. – Texte anglais. – Doc. parl. no 143h.
Décret du conseil autorisant le financement à long terme, par la Société d'assurance des crédits à l'exportation, de la vente, par la *Dominion Steel and Coal Corporation* de Montréal, de rails en acier et d'accessoires de voie ferrée à la *Ferrocarriles Nacionales de Mexico*, 452-453. – Texte anglais. – Doc. parl. no 143i.
Rapport concernant l'application de la Partie II de la Loi pour 1961-1962, 35. – Version anglaise. – Doc. parl. no 49.

Assurance des crédits à l'exportation (Loi modificatrice):
Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation. – Résolution: présentation – le ministre du Commerce, 59-60; comité plénier et adoption, 64. – Bill C-63: présentation et 1re lecture, 64; motion de 2e lecture, 75; amendement de M. Scott (refusant de poursuivre l'examen du bill parce que ses dispositions ne comportent pas une certaine extension de l'aide prévue à l'article 23 de la Loi), 75-76; rappel au Règlement et l'Orateur prononce l'inadmissibilité de l'amendement (voir Orateur (Décisions et déclarations), 76-77; débat sur la motion principale, 77; adoption de la motion, 77; comité plénier, 77, 85; appel d'une décision rendue au comité plénier (voir Président du comité plénier, décision du) et confirmation de la décision, 85-86; comité plénier, 3e lecture et adoption, 87; adoption au Sénat, 202; sanction royale (le jeudi 1er novembre 1962) 203. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 2, Statuts du Canada, 1962-1963.

Assurance des soldats de retour au pays, Loi sur l':
Etat financier concernant l'année 1961-1962, 47 – Version anglaise. – Doc. parl. no 177.

Assurance du service civil, Loi sur l':
Etat pour l'année 1961-1962, 40. – Version anglaise. – Doc. parl. no 44.

Assurance-hospitalisation et services diagnostiques, Loi sur l':
Rapport sur le fonctionnement des accords conclus avec les provinces pour l'année 1961-1962: version anglaise, 21; version française, 135. – Doc. parl. no 104 *(imprimé)*.

Assurance-récolte, Loi sur l':
Rapport sur le fonctionnement des accords conclus et des prêts effectués aux provinces pendant l'année 1961-1962, 117. – Version anglaise. – Doc. parl. no 9.

Assurances, Surintendant des:
Rapport–Volume I: Précis des rapports des compagnies d'assurance au Canada pour l'année civile 1961, 42. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 54 *(imprimé)*.
Rapport – Volume II: Etats annuels relatifs aux compagnies d'assurance contre l'incendie et contre les accidents et à l'assurance contre les accidents et contre la maladie, pratiquée par les compagnies d'assurance-vie pour l'année civile 1961, 434. – Version anglaise. – Doc. parl. no 54b *(imprimé)*.
Rapport – Volume III: Etats annuels relatifs aux compagnies d'assurance-vie et aux sociétés de secours mutuel pour l'année civile 1960, 42. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 54a *(imprimé)*.

Atlantique, Région:
Voir **Office d'expansion économique de la région atlantique. – Résolutions d'initiative parlementaire.**

Atomic Energy of Canada Limited:
Rapport pour l'année 1961-1962, 58. – Version anglaise. – Doc. parl. no 175 *(imprimé)*.

Attributions administratives, Examen des:
Loi ayant pour objet l'examen des attributions de l'autorité administrative et les recours contre ses excès de pouvoir (Examen des attributions administratives). – Bill C-111: présentation – M. Matheson, et 1re lecture, 467.

Auditeur général:
Le rapport de l'auditeur général pour l'année financière close le 31 mars 1961 est déféré au comité permanent des comptes publics en même temps que les Comptes publics, 385.
Rapport pour l'année 1961-1962, 434. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 34a *(imprimé)*. – Renvoyé au comité permanent des comptes publics en même temps que les Comptes publics, 439.
Voir aussi **Comptes publics.**

Automobiles:
Décret du conseil relatif à la remise de tous les droits de douane visant l'importation de certaines transmissions et commandes d'automobiles et de certains blocs de moteur ou de moteur démonté, 199. – Texte anglais. – Doc. parl. no 199.
Nombre et valeur des automobiles fabriquées au Canada; nombre et valeur des automobiles importées au Canada et provenance des importations, quant à l'année 1962; sommes perçues en droits de douane et en taxes dans les deux cas: question no 1388 – M. Mather. – Ordre de la Chambre, 469.

Avocats:
Nombre d'avocats diplômés dans le service public; mise à exécution des vœux de la Commission Glassco au sujet de l'intégration des services juridiques et de l'établissement des bureaux juridiques auxiliaires: question no 1268 – M. Matheson. – Ordre de la Chambre, 451.
Voir aussi **Peterborough (Ont.) (Ville de). – Société centrale d'hypothèques et de logement.**

Avoine:
Voir **Céréales.**

Avoué parlementaire:
Loi ayant pour objet la création d'un poste d'avoué parlementaire et régissant la taxation des frais. – Bill C-30: présentation – M. Peters, et 1re lecture, 28.
Voir aussi **Cour de l'Echiquier du Canada. – Mariage (dissolution et annulation). – Résolutions d'initiative parlementaire.**

B

Banff (Alberta):
Plan d'aménagement urbain de Banff préparé par M. H. Peter Oberlander pour la Direction des parcs nationaux du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, 124. – Version anglaise. – Doc. parl. no 192 *(imprimé)*.
Voir aussi **Jeux Olympiques.**

Banque d'expansion industrielle:
Rapport pour l'exercice clos le 30 septembre 1962, 379. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 53 *(imprimé)*.

Banque d'Angleterre:
Voir **Fonds des changes.**

Banque d'expansion industrielle, Loi sur la, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur la Banque d'expansion industrielle. – Bill C-108: présentation – le ministre des Finances, et 1re lecture, 437.

Banque du Canada:
Disponibilité dans les deux langues officielles de certaines publications émanant de la Banque du Canada: * question no 1061 – M. Côté. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 400-401. – Doc. parl. no 35a.
Ordre de la Chambre: Tableau du montant des engagements à terme pris chaque jour par la Banque du Canada en vue de l'achat ou de la vente des dollars des Etats-Unis ou des livres sterling, du 9 avril au 24 juin 1962. – Avis de motion portant production de documents no 29 – M. Turner, 141; dépôt de la réponse, 431. – Doc. parl. no 48b.
Voir aussi **Emprunts du gouvernement. – Fonds des changes.**

Banque et commerce, Comité permanent:
Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 163; mandat du comité, 169; changements dans le personnel, 290, 294, 307.
Renvois au comité: Bill S-5, Trust de l'Est Canadien, 189; S-6, La Nord Américaine, Compagnie d'Assurances Générales, 272; Bill S-11, La Souveraine, Compagnie d'Assurance-vie du Canada, 323.
Rapports du comité: 1er rapport (impressions), 246; 2e rapport (Bills S-5 et S-6), 297; 3e rapport (Bill S-11, avec un amendement, et Bill S-14), 365-366; 4e rapport (Bill S-16), 416.
Adoption de rapport: 1er rapport, sans avis ni débat et avec consentement unanime, 246.

Banques à charte du Canada:
Classement des prêts et des dépôts non réclamés au 30 septembre 1962, 278.– Version anglaise. – Doc. parl. no 37 *(imprimé)*.
Relevé des bénéfices et frais d'exploitation courants consolidés pour les exercices financiers terminés en 1962, 434. – Version anglaise. – Doc. parl. no 36.

Baptiste, Convention:
Voir **Convention baptiste d'Ontario et de Québec.**

Bathurst Power Paper Company Limited:
Voir **Commission sur les pratiques restrictives du commerce.**

Beauce, District électoral de:
Voir **Postes.**

Beurre:
Coût global de l'entreposage de l'huile de beurre et du beurre de 1958 à 1962: *question no 136 – M. Pennell. – Ordre de la Chambre, 73; dépôt de la réponse, 149. – Doc. parl. no 198b.
Production et consommation de beurre, durant les neuf premiers mois de 1961 et 1962; montants versés à titre de primes: question no 232 – M. Clermont. – Ordre de la Chambre, 75; dépôt de la réponse, 149. – Doc. parl. no 198a.
Quantité de beurre présentement détenue dans les entrepôts; emplacement, loyer et autres frais mensuels de chaque entrepôt et quantité de beurre y entreposée; quantité de beurre transformée en huile: question no 188 – M. Bernier. – Ordre de la Chambre, 98; dépôt de la réponse, 149. – Doc. parl. no 198.
Voir aussi **Produits laitiers. – Subventions.**

Bibliothèque, Comité mixte permanent:
Message du Sénat transmettant les noms des sénateurs faisant partie du comité, 57; institution du comité et liste des députés en faisant partie, 168; mandat du comité, 168; message à l'adresse du Sénat transmettant la liste des membres du comité, 169.
Rapport du comité (recommandation au Conseil du trésor; autorité, conférée au président du Sénat et à l'Orateur de la Chambre des communes, de prendre action conjointement en matière de nominations, promotions, reclassifications et autres affaires concernant le personnel de la Bibliothèque du Parlement, ainsi que toute autre action administrative, lorsque le Parlement est prorogé ou dissous, sous réserve de ratification par les deux Chambres à la session suivante), 366; adoption du rapport, 375.

Bibliothèque du Parlement:
Rapport du bibliothécaire parlementaire, 16. – Versions française et anglaise.

Bibliothèque nationale:
Rapport du bibliothécaire national pour l'année 1961-1962, 18. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 21 *(imprimé)*.

Bien-être social, Services de:
Ministères possédant un service de bien-être social: question no 1128 – M. Mather. – Ordre de la Chambre, 387; dépôt de la réponse, 441. – Doc. parl. no 284.

Biens-fonds, Expropriations de:
Voir **Expropriations de biens-fonds (Loi concernant les).**

Bilinguisme, Le:
Lettre de M. Dumont, député de Bellechasse, et article du Devoir sur le bilinguisme: renvoi au comité permanent des privilèges et des élections, 201-202.
Voir aussi **Service civil (Loi sur le).**

Bills d'intérêt privé, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de:
Canada Permanent Toronto General Trust Company. – M. Macdonald (Rosedale). – Pétition en retard. – Bill S-23 déposé au Sénat.
Confederation Life Association. – M. Wahn. – Pétition en retard. – Bill S-24 déposé au Sénat.
General Mortgage Service Corporation of Canada. – M. Smith (Simcoe-Nord). – Bill S-22 déposé au Sénat.
Good News Broadcasting Association of Canada. – M. Mandziuk. – Bill S-17 déposé au Sénat.
Union of Slavic Churches of Evangelical Christians and Baptists. – M. Smith (Simcoe-Nord). – Pétition en retard. – Bill S-21 déposé au Sénat.
Great-West Life Assurance Company. – M. Muir (Lisgar). – Pétition en retard.
Pacific Transmission Company. – M. Smith (Calgary-Sud).
Railways Employees' Welfare Association Limited. – M. Morris.
Reliable Life Insurance Company. – M. McDonald.
Ukrainian National Federation of Canada. – M. Mandziuk.

Bills d'intérêt privé, émanant du Sénat:

I. Bills adoptés par la Chambre:
Bureau de fiducie de l'Eglise presbytérienne du Canada. – Bill S-8, M. McIlraith. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 23.
Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique. – Bill S-4, M. Hanbidge. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 21.
Christian Brothers of Ireland in Canada. – Bill S-7, M. Morris. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 22.
Imperial Life Assurance Company of Canada. – Bill S-16, M. Hellyer. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 18.
Merit Insurance Company. – Bill S-14, M. Macnaughton. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 19.

II. Bills non adoptés par la Chambre:
Allstate Life Insurance Company of Canada. – Bill S-12, M. Hanbidge. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.
Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada. – Bill S-15, M. Mitchell. – Non rapporté du comité permanent des bills privés en général.
Compagnie d'Assurance de Québec contre les accidents du feu. – Bill S-18, M. Bourbonnais. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.
Convention baptiste d'Ontario et de Québec. – Bill S-13, M. Bradley. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.
Co-operative Fire and Casualty Company. – Bill S-19, M. Pascoe. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.
Fondation ukrainienne du Canada "Taras Shevchenko". – Bill S-10, M. Mandziuk. – Non rapporté du comité permanent des bills privés en général.
Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada. – Bill S-11, M. Mandziuk. – Laissé au *Feuilleton:* de nouveau en comité plénier de la Chambre.
Standard Trust Company. – Bill S-20, M. Bradley. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.
Synode Evangélique Luthérien de l'Ouest du Canada. – Bill S-9, M. More. – Non rapporté du comité permanent des bills privés en général.

Bills d'intérêt public d'initiative ministérielle, émanant du Sénat:
Faillite (Loi modificatrice)–Abrogation des articles régissant l'administration sommaire de petites masses et nouvelles dispositions moins rigides à ce sujet; dispositions fédérales relatives au paiement méthodique des dettes, nécessitées par une récente décision de la Cour suprême du Canada. – Bill S-2, le ministre de la Justice. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Bills d'intérêt public d'initiative ministérielle, fondés sur des résolutions de comités pléniers:

I. Bills adoptés par la Chambre:

Bills d'intérêt public d'initiative ministérielle, fondés sur des résolutions de comités pléniers – *(fin)*

Arrangements fiscaux entre le Canada et les provinces relativement au partage d'impôts (Loi modificatrice) – Subventions aux universités. – Bill C-101, le ministre des Finances. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 14.

Assurance des crédits à l'exportation (Loi modificatrice).–Bill C-63, le ministre du Commerce. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 2.

Chemins de fer Nationaux du Canada – Construction d'un embranchement depuis Nepisiguit Junction, Nouveau-Brunswick. – Bill C-93, le ministre des Transports. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 11.

Compagnie de l'exposition universelle canadienne – Constitution de la compagnie.– Bill C-103, le premier ministre. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 12.

Crédit agricole (Loi modificatrice) – Augmentation du capital de la société, etc. – Bill C-71, le ministre de l'Agriculture. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 7.

Habitation (Loi modificatrice) – Prolongation de la période relative à la construction d'un projet de traitement des eaux d'égout. – Bill C-102, le ministre des Travaux publics. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 17.

Office d'expansion économique de la région atlantique – Etablissement, objets, pouvoir, organisation de l'Office. – Bill C-94, le ministre du Revenu national. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 10.

II. Bills non adoptés par la Chambre:

Aéronautique (Loi modificatrice) – Autorisation d'édicter des règlements sur certains sujets; juridiction des tribunaux en matière d'infractions; établissement de commissions chargées de faire enquête sur des accidents d'aéronefs. – Bill C-92, le ministre des Transports.– Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Office national de développement économique. – Etablissement, personnel, fonctions et attributions, organisation de l'Office. – Bill C-87, le ministre des Finances. – Laissé au *Feuilleton:* comité plénier.

Réduction des taux de transport de marchandises. – Prolongation du délai d'application et limite des paiements prévus.–Bill C-91, le ministre des Transports.– Laissé au *Feuilleton:* comité plénier.

Transformations industrielles et ajustements de main-d'œuvre. – Bill C-83, le ministre du Travail. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Bills d'intérêt public d'initiative ministérielle, fondés sur des résolutions du comité des subsides et du comité des voies et moyens:

Loi des subsides no 6 de 1962 – Crédits provisoires: budget principal revisé de 1962-1963. – Bill C-68, le ministre des Finances. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 1.

Loi des subsides no 7 de 1962 – Crédits provisoires: budget principal revisé et budget supplémentaire (A) de 1962-1963. – Bill C-86, le ministre des Finances. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 3.

Loi des subsides no 8 de 1962–Crédits provisoires: budget principal revisé et budgets supplémentaires (A) et (B) de 1962-1963. – Bill C-105, le ministre des Finances. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 9.

Bills d'intérêt public d'initiative ministérielle, fondés sur des résolutions du comité des voies et moyens:

I. Bills adoptés par la Chambre:

Impôt sur le revenu (Loi modificatrice). – Bill C-78, le ministre des Finances. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 8.

Impôt sur les biens transmis par décès (Loi modificatrice). – Bill C-79, le ministre des Finances. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 5.

Taxe d'accise (Loi modificatrice). – Bill C-80, le ministre des Finances. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 6.

II. Bill non adopté par la Chambre:

Tarif des douanes (Loi modificatrice). – Bill C-81, le ministre des Finances. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 3e lecture et sur une proposition d'amendement.

Bills d'intérêt public d'initiative ministérielle, soumis directement à la Chambre:

I. Bills adoptés par la Chambre:

Aide à la production du charbon (Loi modificatrice). – Bill C-64, le ministre des Mines et des Relevés techniques. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 13.

Aliments et drogues (Loi modificatrice). – Bill C-3, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 15.

Enquêtes sur les coalitions et Code criminel (Loi modificatrice). – Bill C-49, le ministre de la Justice. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 4.

Santé nationale et Bien-être social (Ministère) (Loi modificatrice). – Bill C-4, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. – Statuts du Canada, 1962-1963, chapitre 16.

II. Bills non adoptés par la Chambre:

Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) (Loi modificatrice) – Durée des fonctions des sénateurs. – Bill C-2, le premier ministre. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Banque d'expansion industrielle (Loi modificatrice). – Nomination d'un président de la banque à plein temps, etc. – Bill C-108, le ministre des Finances. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Expropriations de biens-fonds. – Revision. – Bill C-50, le ministre de la Justice. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Interprétation – Revision et codification. – Bill C-48, le ministre de la Justice. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Libération conditionnelle de détenus (Loi modificatrice). – Bill C-109, le ministre de la Justice. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Licences d'exportation et d'importation (Loi modificatrice) – Prorogation pour une nouvelle période de trois ans. – Bill C-107, le ministre du Commerce. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Newfoundland Savings Bank Act, 1939 – Abrogation. – Bill C-6, le ministre des Finances. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Ports de l'Ontario – Ratification d'une convention. – Bill C-59, le ministre des Transports. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Postes (Loi modificatrice) – Modifications des tarifs de livraison locale de journaux et périodiques, selon les recommandations de la Commission royale d'enquête sur les publications. – Bill C-5, le ministre des Postes. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Sécurité professionnelle. – Bill C-70, le ministre du Travail. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Serments d'office. – Bill C-1 *(pro forma),* le premier ministre.

Transport aérien (Loi modificatrice) – Ratification du Protocole à la Convention de Varsovie. – Bill C-58, le ministre des Transports. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Bills d'intérêt public d'initiative parlementaire:

Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1960) (Loi modificatrice) – Rajustement de la représentation aux Communes. – Bill C-9, M. Fisher. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Aide aux améliorations municipales (Loi modificatrice). – Bill C-34, M. MacInnis. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Amnistie en matière de discrimination raciale. – Bill C-66, M. Wahn. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Assurance-chômage (Loi modificatrice) – Main-d'œuvre agricole assurable. – Bill C-110, M. Rapp. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Attributions administratives – Nomination d'un magistrat du peuple chargé d'examiner et de redresser les décisions des autorités administratives portant atteinte aux libertés civiles et aux droits naturels. – Bill C-111, M. Matheson. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Avoué parlementaire et taxation des frais – Nomination d'un préposé aux procédures en matière de divorce. – Bill C-30, M. Peters. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Bills d'intérêt public d'initiative parlementaire – *(suite)*

Chambre des communes (Loi modificatrice). – Autonomie en matière de régie intérieure. – Bill C-18, M. Howard. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Chemins de fer (Loi modificatrice). – Abandon d'exploitation. – Bill C-44, M. Thomas. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Chemins de fer (Loi modificatrice). – Connaissements en français et en anglais. – Bill C-60, M. Deschatelets. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Chemins de fer (Loi modificatrice). – Responsabilité en matière d'indemnisation du personnel. – Bill C-26, M. Fisher. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Chemins de fer nationaux du Canada. – Traitement du président. – Bill C-97, M. Caouette. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Citoyenneté canadienne (Loi modificatrice) – Conditions de rétention de citoyenneté par des personnes nées hors du Canada. – Bill C-75, M. Crestohl. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Citoyenneté canadienne (Loi modificatrice) – Octroi du certificat de citoyenneté. – Bill C-88, M. Badanai. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Code criminel (Loi modificatrice) – Aliénation mentale. – Bill C-65, M. Brewin. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Code criminel (Loi modificatrice) – Appel concernant un *mandamus*, l'*habeas corpus*. – Bill C-77, M. Matheson. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Code criminel (Loi modificatrice) – Atteinte aux droits du public. – Bill C-27, M. Herridge. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Code criminel (Loi modificatrice) – Bons-primes. – Bill C-20, M. Howard. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Code criminel (Loi modificatrice) – Loteries provinciales. – Bill C-56, M. Valade. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Code criminel (Loi modificatrice) – Peine capitale. – Bill C-57, M. Scott. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Code criminel (Loi modificatrice) – Piquetage paisible de grévistes. – Bill C-89, M. Berger. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Collège vétérinaire de l'Ouest du Canada – Création d'un collège vétérinaire. – Bill C-76, M. Ormiston. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Commissaire parlementaire – Nomination d'un commissaire parlementaire chargé d'enquêter sur les griefs d'un particulier. – Bill C-98, M. Smith (Calgary-Sud). – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Corporations de la Couronne–Nomination de deux députés au conseil d'administration de certaines corporations. – Bill C-37, M. Bourbonnais. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Cour de l'Echiquier du Canada – Juridiction en matière de divorce. – Bill C-8, M. Peters. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Déclaration canadienne des droits (Loi modificatrice) – Brefs quant aux élections partielles; perte de la citoyenneté canadienne. – Bill C-96, M. Pickersgill. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Déclaration des droits des fonctionnaires de l'Etat – Activité politique des fonctionnaires. – Bill C-38, M. Berger. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Bills d'intérêt public d'initiative parlementaire – *(suite)*

Députation (Loi modificatrice) – District électoral de Charlevoix-Montmorency. – Bill C-73, M. Bélanger. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Dissolution et annulation du mariage – Administration de la loi aux tribunaux provinciaux déjà existants; motifs de divorce ou d'annulation du mariage. – Bill C-12, M. Peters. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Dissolution et annulation du mariage – Pouvoirs conférés au Sénat en la matière. – Bill C-82, M. Mandziuk. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Droit d'auteur – Revision et codification de la loi concernant le droit d'auteur. – Bill C-28, Mlle LaMarsh. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Expropriations (Loi modificatrice) – Avis aux parties intéressées de l'intention de la Couronne de prendre ou d'acquérir des terrains ou quelque intérêt y afférents. – Bill C-54, M. Martin (Essex-Est). – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Faillite (Loi modificatrice) – Cessions des salariés. – Bill C-7, M. Orlikow. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Faillite (Loi modificatrice) – Récoltes et autres produits primaires auxquels on fait subir des transformations, sauvegardés en cas de faillite. – Bill C-106, M. Whelan. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Frais de financement – Communication de renseignements quant au crédit accordé aux consommateurs. – Bill C-36, M. Argue. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Heures de travail – Durée de la semaine de travail pour les personnes employées aux ouvrages, entreprises et affaires relevant du gouvernement fédéral. – Bill C-85, M. Berger. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Immigration (Loi modificatrice) – Réception comme immigrant du père ou de la mère d'un Canadien sous réserve de la décision du ministre. – Bill C-74, M. Crestohl. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Indemnisation des marins marchands (Loi modificatrice) – Versement, à la discrétion de la Commission d'indemnisation des marins marchands, d'une indemnité même si la personne en question garde les enfants et pourvoit à leurs besoins ailleurs que dans l'ancien foyer du marin. – Bill C-25, M. Carter. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Indiens – Codification de la loi sur les Indiens. – Bill C-14, M. Howard. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Indiens – Cour des réclamations des Indiens au Canada. – Bill C-19, M. Howard. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Indiens (Loi modificatrice) – Suppression des restrictions concernant les spiritueux. – Bill C-31, M. Barnett. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Intérêt (Loi modificatrice) – Taux limité à 12%. – Bill C-40, M. Argue. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Intérêt (Loi modificatrice) – Taux limité à 12%. – Bill C-53, M. Orlikow. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Jours de fête statutaires payés – Dispositions applicables aux employés se trouvant sous la juridiction fédérale en matière de travail. – Bill C-15, M. Knowles. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Justes méthodes d'emploi (Loi modificatrice) – Différenciation suivant l'âge. – Bill C-43, M. Mather. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Bills d'intérêt public d'initiative parlementaire – *(suite)*

Lettres de change – Achats à tempérament. – Bill C-42, M. Peters. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Lignes aériennes Trans-Canada (Loi modificatrice) – Changement de nom en celui d'Air-Canada. – Bill C-72, Mlle LaMarsh. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Loi électorale du Canada (Loi modificatrice) – Age des votants fixé à 18 ans. – Bill C-21, M. Howard. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Loi électorale du Canada (Loi modificatrice) – Emissions d'un caractère politique. – Bill C-104, M. Harley. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Loi électorale du Canada (Loi modificatrice) – Votes d'électeurs absents. – Bill C-62, M. Howard. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Marchés léonins – Loi fédérale prévoyant des recours contre ces marchés. – Bill C-67, M. Macdonald (Rosedale). – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Mesures de guerre (Loi modificatrice) – Interprétation de la Déclaration canadienne des droits – protection des citoyens canadiens ou sujets britanniques par naturalisation. – Bill C-55, M. Martin (Essex-Est). – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Office national de l'énergie (Loi modificatrice) – Ouvrages d'irrigation. – Bill C-45, M. Thomas. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Pensions (Loi modificatrice) – Appel judiciaire. – Bill C-47, M. McIntosh. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Petits prêts (Loi modificatrice) – Réduction du taux d'intérêt ou "Coût de l'emprunt" permis par la loi. – Bill C-51, M. Orlikow. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Petits prêts (Loi modificatrice) – Annonces faisant connaître le coût d'un prêt en pour-cent par année. – Bill C-35, M. Argue. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Petits prêts (Loi modificatrice) – Annonces faisant connaître le coût d'un prêt en pour-cent par année. – Bill C-52, M. Orlikow. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Protection des pêcheries côtières (Loi modificatrice) – Zone de pêche de douze milles faisant partie des eaux territoriales du Canada. – Bill C-33, M. Mather. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Radiodiffusion (Loi modificatrice) – Emissions d'un caractère politique. – Bill C-100, M. Harley. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Radiodiffusion (Loi modificatrice) – Recours contre les violateurs des droits de l'homme. – Bill C-46, M. Herridge. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Réglementation du crédit aux consommateurs – Divulgation du montant véritable de l'intérêt exigible à l'occasion de la vente de biens mobiliers ou immobiliers et fixation du taux maximum d'intérêt à 10% l'an. – Bill C-39, M. Berger. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Relations industrielles et enquêtes visant les différends du travail (Loi modificatrice). – Bill C-23, M. Howard. – Retrait du bill.

Remise en valeur et aménagement des terres agricoles (Loi modificatrice) – Application de la loi aux bandes d'Indiens et aux réserves indiennes. – Bill C-22, M. Fisher. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Route transcanadienne (Loi modificatrice) – Participation financière fédérale à la construction et à l'amélioration de toute route dans les limites d'une province, y compris une deuxième route dite transcanadienne. – Bill C-11, M. Howard. – Inadmissibilité du bill.

Bills d'intérêt public d'initiative parlementaire – *(fin)*

Salaire minimum–Loi relative à un salaire minimum pour les employés au Canada, qui sont soumis à la juridiction fédérale en matière de travail; rémunération non inférieure à un salaire calculé au taux de $1.25 l'heure.– Bill C-10, M. Knowles. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Semaine de la jeunesse – Période de sept jours commençant le deuxième lundi de novembre choisie et désignée à cette fin. – Bill C-41, M. Smith (Calgary-Sud). – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Sénat et Chambre des communes (Loi modificatrice) – Les administrateurs de compagnies ne peuvent être ministres de la Couronne. – Bill C-24, M. Knowles. – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Service civil (Loi modificatrice) – Abus d'autorité exercés par des fonctionnaires et application de la Déclaration canadienne des droits aux statuts, règles, décrets, règlements et proclamations du gouvernement fédéral. – Bill C-69, M. McIntosh. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Service civil (Loi modificatrice) – Bilinguisme. – Bill C-90, M. Caron. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Service civil (Loi modificatrice) – Jour du Souvenir: redonner à ce jour l'importance que lui attribuait la loi sur le Jour du Souvenir.–Bill C-99, M. Herridge.– Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Service civil (Loi modificatrice) – Négociation et arbitrage en ce qui concerne les traitements et autres modalités et conditions d'emploi des fonctionnaires. – Bill C-17, M. Caron. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Service civil (Loi modificatrice) – Négociations collectives et arbitrage selon une méthode à laquelle peuvent recourir la Couronne et ses employés liant à la fois les deux parties par une entente assujettie à l'approbation de la Chambre des communes. – Bill C-32, M. Prittie. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Solliciteur général – Abrogation de la loi y relative. – Bill C-13, M. Howard. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Souveraineté du Canada – Adoption d'un drapeau national distinctif, désignation d'un hymne national également distinctif, observance d'un jour de fête légal le 11 décembre de chaque année, appelé fête de l'Indépendance canadienne, pour célébrer la sanction du Statut de Westminster (1931). – Bill C-29, M. Bourbonnais. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Sweepstakes au bénéfice d'hôpitaux – Etablissement d'une Commission autorisée à mettre en œuvre des sweepstakes nationaux. – Bill C-16, M. Smith (Calgary-Sud). – Laissé au *Feuilleton:* suite du débat sur la motion de 2e lecture.

Transport des citoyens âgés – Droit au transport gratuit sur les chemins de fer aux personnes titulaires de la pension de vieillesse ou bénéficiaires de l'assurance-vieillesse. – Bill C-95, M. Berger. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Transports et chemins de fer (Loi modificatrice) – Réglementation des transporteurs engagés dans la navigation côtière de la Colombie-Britannique, en les plaçant sous la juridiction de la Commission des transports. – Bill C-84, M. Barnett. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Vacances annuelles (Loi modificatrice) – Deux semaines de vacances payées après un an d'emploi à ceux qui relèvent de la juridiction fédérale en matière de législation ouvrière. – Bill C-61, M. Knowles. – Laissé au *Feuilleton:* 2e lecture.

Bills privés en général, Comité permanent:

Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 163; mandat du comité, 169; changement dans le personnel, 400.

Renvois au comité: Bill S-8, Bureau de fiducie de l'Eglise presbytérienne du Canada, 272; Bill S-7, The Christian Brothers of Ireland in Canada, 299; Bill S-10, Fondation ukrainienne "Taras Shevchenko", 435; Bill S-15, Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada, 444; Bill S-9,

Bills privés en général, Comité permanent – *(fin)*
Synode Evangélique Luthérien de l'Ouest du Canada, 455. – Bills SD-1, 281; SD-2, 282; SD-4, 299; SD-5, 299-300; SD-6, 300; SD-8, 323; SD-9, SD-10 et SD-11, 324; SD-12, 356.
Rapports du comité: 1er rapport (quorum), 311; 2e rapport (Bill S-7), 345; 3e rapport (Bill S-8 et Bills SD-1, 2, 4, 5, 6, 8, 9, 10 et 11), 359.
Adoption de rapport: 1er rapport, du consentement unanime et sans avis ni débat, 311.

Blé:
Voir **Assurance des crédits à l'exportation (Loi sur l').– Céréales.– Résolutions d'initiative parlementaire.**

Bois d'œuvre:
Adresse: Correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et tous départements ou organismes des Etats-Unis relativement à l'exportation du bois d'œuvre du Canada aux Etats-Unis. – Avis de motion portant production de documents no 11 – M. Laing, 140; dépôt de la réponse, 390. – Doc. parl. no 144d.
Communiqué publié à l'issue des discussions sur les problèmes de cette industrie, 63. – Textes français et anglais. – Doc. parl. no 185.

Boîtes de carton d'emballage:
Voir **Commission sur les pratiques restrictives du commerce.**

Bonaventure, District électoral de:
Voir **Travaux publics.**

Bourses d'études et de recherches:
Nombre, montant et catégorie des bourses d'études et de recherches accordées par l'Etat en 1961: question no 760 – M. Laing. – Ordre de la Chambre, 304; dépôt de la réponse, 412. – Doc. parl. no 261.

Bons-primes:
Voir **Code criminel.**

Bretton Woods, Loi sur les accords de:
Rapport concernant les opérations découlant de la Loi sur les accords de Bretton Woods et de la Loi sur l'Association internationale de développement pour l'année 1961-1962, 40. – Version anglaise. – Doc. parl. no 42.

Brien, Docteur F. S.:
Voir **Drogues nouvelles.**

Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited:
Voir **Chemins de fer nationaux du Canada (Construction d'une ligne ferroviaire depuis Nepisiguit Junction, N.-B.).**

Bûcherons canadiens:
Voir **Assurance-chômage.**

Budget des dépenses:
Budget principal revisé des dépenses pour l'année financière expirant le 31 mars 1963 (message signé par le Gouverneur général), et renvoi au comité des subsides, 47. – Doc. parl. no 47 *(imprimé)*.
Budget supplémentaire (A) de 1962-1963 (message signé par le Gouverneur général), et renvoi au comité des subsides, 315. – Doc. parl. no 47b *(imprimé)*.
Budget supplémentaire (B) de 1962-1963 (message signé par le Gouverneur général), et renvoi au comité des subsides, 375. – Doc. parl. no 47c *(imprimé)*.

Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada:
Loi constituant en corporation le Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada. – Pétition: M. Mitchell; rapport du greffier, 65; rapport de l'examinateur, 95. – Bill S-15; message du Sénat et 1re lecture, 395; 2e lecture, après ordre de priorité, et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 444.

Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion:
Voir **Radiodiffusion et télévision.**

Bureau de fiducie de l'Eglise presbytérienne du Canada:
Loi concernant le Bureau de fiducie de l'Eglise presbytérienne du Canada. – Pétition – M. McIlraith: rapport du greffier, 65; rapport de l'examinateur, 191. – Bill S-8: message du Sénat et 1re lecture, 255; 2e lecture après discussion et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 272; rapport du comité, 359; comité plénier et 3e lecture, 381; sanction royale (le jeudi 20 décembre 1962), 421. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 23, Statuts du Canada, 1962-1963.

C

Campagnes électorales:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Canada–Etats-Unis d'Amérique:
Echange de notes autorisant les Etats-Unis à construire, à exploiter et à entretenir trois stations de pompes supplémentaires en territoire canadien près du pipe-line de Haines à Fairbanks, 50. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 33.
Modification de l'accord de coopération concernant les emplois civils de l'énergie atomique, 50. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 33a.
Echange de notes ayant pour objet de suspendre le péage au canal de Welland prévu par l'accord du 9 mars 1959, 50. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 33c.

Canada-France:
Echange de notes concernant l'échange de renseignements scientifiques relatifs à la défense, 50. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 33b.

Canada-Grèce:
Echange de notes concernant l'échange de renseignements scientifiques relatifs à la défense, 50. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 33d.

Canadair Ltd.:
Nombre, nature et montants des contrats accordés à *Canadair Ltd.*, de Saint-Laurent, P.Q., depuis le 1er juillet 1957: question no 526 – M. Rouleau. – Ordre de la Chambre, 196; dépôt de la réponse, 393. – Doc. parl. no 257.
Plans existants ou à l'étude en vue d'aider à la vente des CL-44 au Pakistan et à la *Lufthansa;* mesures en vue d'obtenir du travail pour la société *Canadair:* *question no 1370 – M. Howard. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 468. – Doc. parl. no 143j.
Voir aussi **Assurance des crédits à l'exportation (Loi sur l').**

Canada-Japon:
Impression en appendice au hansard du jour du communiqué conjoint publié à l'issue de la première réunion du Comité ministériel canado-japonais, tenue à Tokyo les 11 et 12 janvier 1963, concernant les conditions économiques et les relations commerciales entre le Canada et le Japon et à l'échelon international, 425.

Canada-Mexique:
Echange de notes constituant un accord permettant aux stations radio d'amateurs des deux pays d'échanger des messages et autres communications avec des tiers, 50. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 33f.

Canada-Norvège:
Echange de notes élargissant la portée de l'accord d'entraînement aérien du 6 juillet 1960 entre les deux pays, 50. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 33e.

Canada Permanent Toronto General Trust Company:
Pétition – M. Macdonald (Rosedale): rapport du greffier, 448.

Canada-Suède:
Accord de coopération concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, 51. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 33g.

Canadian Arsenals Limited:
Rapport pour 1961-1962, 35. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 24 *(imprimé)*.

Canadian Association of University Teachers:
Ordre de la Chambre: Lettres adressées au gouvernement par l'Association depuis le 1er janvier 1962 relativement aux enquêtes de sécurité dont les membres de l'Association sont présentement l'objet. – Avis de motion portant production de documents no 49 – M. Matheson, 362; dépôt de la réponse, 403. – Doc. parl. no 259.

Canadian Aviation Electronics Ltd.:
Nombre, nature et montants des contrats accordés à Canadian Aviation Electronics Ltd., de Saint-Laurent, P.Q. depuis le 1er juillet 1957: question no 525 – M. Rouleau. – Ordre de la Chambre, 196; dépôt de la réponse, 363. – Doc. parl. no 251.

Canadian Intelligence Service:
Protestations reçues au sujet du titre de ce magazine, publié à Flesherton (Ont.), qui n'est pas une publication du gouvernement canadien; attitude de ce dernier au sujet de titres analogues: question no 795 – M. Berger. – Ordre de la Chambre, 360; dépôt de la réponse, 430. – Doc. parl. no 270.

Canadian International Paper Company:
Voir **Commission sur les pratiques restrictives du commerce.**

Canadian Pacific Railway Company:
Voir **Pacifique-Canadien.**

Canadian Patents and Development Limited:
Voir **Conseil national de recherches.**

Candidats battus aux élections fédérales:
Nombre et noms des candidats battus à l'élection fédérale du 18 juin 1962 nommés à des postes rémunérés; postes visés et traitements versés: question no 90. – M. Knowles. – Ordre de la Chambre, 72; dépôt de la réponse, 295. – Doc. parl. no 230.
Nombre et noms des candidats battus à l'élection fédérale du 18 juin 1962, nommés à des postes rémunérés, depuis l'établissement du dossier précédent; postes visés et traitements versés: *question no 860 – M. Knowles. – Ordre de la Chambre, 316; dépôt de la réponse, 382. – Doc. parl. no 230a.
Nombre et noms des candidats battus à l'élection fédérale du 10 juin 1957, nommés à des postes rémunérés; postes visés et traitements versés: question no 871 – M. Knowles. – Ordre de la Chambre, 317.
Nombre et noms des candidats battus à l'élection fédérale du 31 mars 1958, nommés à des postes rémunérés; postes visés et traitements versés: question no 872 – M. Knowles. – Ordre de la Chambre, 317.

Cape Breton Highlands, Parc national de:
Voir **Parcs nationaux.**

Carillon, Barrage de:
Propriétés fédérales sur la rivière Outaouais entre Ottawa et le barrage de Carillon; ententes avec les gouvernements provinciaux du Québec et de l'Ontario concernant l'aménagement du barrage; responsabilité financière quant aux dégâts causés aux propriétés adjacentes: question no 981 – M. Ethier. – Ordre de la Chambre, 347; dépôt de la réponse, 340. – Doc. parl. no 281.

Cashin, député de Saint-Jean-Ouest (Terre-Neuve), M. Richard:
Certificat de la décision concernant l'élection tenue dans le district électoral de Saint-Jean-Ouest, à Terre-Neuve, rendue par les deux juges de la Cour suprême de cette province chargés de l'instruction d'une pétition conformément à la loi sur les élections fédérales contestées, 231-232; exposé des motifs du jugement, 232-246; émission d'un mandat au directeur général des élections pour la tenue d'une nouvelle élection dans le district électoral de Saint-Jean-Ouest, 246.

Centres d'apprentissage du Québec:
Voir **Formation technique et professionnelle (Loi sur la).**

Céréales:
Exportations et livraisons de céréales, durant l'année-récolte 1960-1961, par certains ports désignés; quantités de ces céréales livrées pour la consommation domestique durant chacune des onze années-récolte, de 1950-1951 à 1960-1961, dans chacun de ces ports et dans chacun des autres endroits du pays non mentionnés: question no 175 – M. Cantin. – Ordre de la Chambre, 74; dépôt de la réponse, 138. – Doc. parl. no 11a.
Pourcentage des exportations globales de blé et de farine en provenance du Canada et à destination de tous les pays et du Japon en particulier; contrôle volontaire des exportations japonaises au pays; mesures visant à réduire, limiter ou restreindre la vente de produits japonais au Canada: question no 1360 – M. Matheson. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 468. – Doc. parl. no 296.
Quantités de céréales livrées dans certains ports désignés durant chacune des onze années-récolte de 1950-1951 à 1960-1961; quantités exportées de chacun des ports ainsi désignés; quantités destinées à la consommation domestique: question no 887 – M. Cantin. – Ordre de la Chambre, 317; dépôt de la réponse, 422. – Doc. parl. no 11b.
Volume et valeur globale des exportations canadiennes de blé, de farine de blé et de toutes catégories de céréales, de 1952 à 1956, de 1957 à 1961 et depuis le 1er janvier 1962; valeur et quantité des exportations aux pays sous la domination communiste; montant maximum du crédit d'assurance et solde remboursable du crédit: question no 266 – M. Thompson. – Ordre de la Chambre, 130; dépôt de la réponse, 190. – Doc. parl. no 143f.
Voir aussi **Assurance des crédits à l'exportation (Loi sur l'). – Provende (Céréales de). – Provende (Criblures de). – Résolutions d'initiative parlementaire.**

Cessions des salariés:
Voir **Faillite.**

Chambre des communes, Loi sur la, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes (Autonomie en matière de régie intérieure). – Bill C-18: présentation – M. Howard, et 1re lecture, 27; motion de 2e lecture et interruption du débat à six heures du soir, 272.

Chambre des communes, Employés de la:
Rapport de la Commission de la régie intérieure autorisant des revisions de traitement à l'égard de certaines catégories, 447.
Voir aussi **Commission de la régie intérieure.**

Champlain, Lac:
Lettre à la Commission mixte internationale sur l'étude de la possibilité pratique, et des avantages économiques en résultant, de l'amélioration ou de l'aménagement d'une voie navigable depuis le fleuve St-Laurent jusqu'au fleuve Hudson en passant par le lac Champlain, 277-278. – Textes français et anglais. – Doc. parl. no 225.

Champlain, Pont:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Champs de bataille nationaux, Commission des:
Voir **Commission des champs de bataille nationaux.**

Change:
Voir **Banque du Canada. – Emprunts du gouvernement canadien. – Fonds des changes.**

Chantiers maritimes:
Voir **Commission maritime canadienne.**

Chapleau, District électoral de:
Voir **Radioactivité. – Travaux publics.**

Charbon:
Quantité et catégorie de charbon exportée du Canada en 1960, 1961, 1962; quantité et catégorie de charbon à la disposition des marchands et consommateurs de la Colombie-Britannique et plaintes de ceux-ci au sujet de la qualité du charbon de chauffage: question no 261 – M. Herridge. – Ordre de la Chambre, 130; dépôt de la réponse, 248-249. – Doc. parl. no 92c.
Voir aussi **Aide à la production du charbon. – Hawker-Siddley of Canada Limited. – Subventions.**

Charlevoix (Que.), District électoral de:
Considérations d'ordre politique mises de l'avant dans le choix des ouvriers par des entrepreneurs exécutant des contrats dans le comté de Charlevoix: question no 433 – M. Bélanger. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 316. – Doc. parl. no 239.

Charpentier, M. Jean:
Voir **Privilège (Questions de).**

Chemins de fer, Loi sur les, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer. – Bill C-60: présentation (avec assentiment unanime) – M. Deschatelets, et 1re lecture, 63.
Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer (Abandon d'exploitation). – Bill C-44: présentation – M. Thomas, et 1re lecture, 30.
Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer (Responsabilité en matière d'indemnisation du personnel). – Bill C-26: présentation – M. Fisher, et 1re lecture, 28; ordre appelé et réservé, 466.
Voir aussi **Subventions.**

Chemins de fer Nationaux du Canada:
Mesures prises par le National-Canadien en vue de s'acquitter de ses obligations statutaires prévoyant que les marchandises destinées à l'exportation par mer et consignées à l'intérieur du Canada pour transport à la compagnie soient exportées par la voie des ports maritimes canadiens, à moins que les expéditeurs n'aient indiqué qu'il en soit autrement: question no 556 – M. Morris. – Ordre de la Chambre, 276; dépôt de la réponse, 423. – Doc. parl. no 153c.
Nombre de voyageurs transportés à Terre-Neuve par le National-Canadien; nombre de wagons des trois classes dans chaque train, etc.: question no 642 – M. Carter. – Ordre de la Chambre, 346; dépôt de la réponse, 423-424. – Doc. parl. no 153d.
Ordre de la Chambre: Communications datées depuis le 13 avril 1962 et reçues par le ministre des Transports relativement aux pensions des employés, anciens et actuels, des Chemins de fer Nationaux du Canada, et réponses du ministre. – Avis de motion portant production de documents no 18 – M. Knowles, 101; dépôt de la réponse, 229. – Doc. parl. no 153b.
Ordre de la Chambre: Communications datées depuis le 13 avril 1962 et reçues par le premier ministre relativement aux pensions des employés, anciens et actuels, des Chemins de fer Nationaux du Canada, et réponses du premier ministre. – Avis de motion portant production de documents no 17 – M. Knowles, 101; dépôt de la réponse, 219. – Doc. parl. no 153a.
Renvoi au comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande du rapport annuel (1961) du National-Canadien, du rapport du vérificateur concernant les comptes du réseau, et du rapport du Trust des titres de la société pour la même année, et du budget de 1962 de la société (rapports et budget déposés durant la session précédente), et de certains postes du budget revisé des dépenses de 1962-1963, 255-256.

Chemins de fer Nationaux du Canada (Construction de ligne ferroviaire dans la province du Nouveau-Brunswick):
Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire dans la province du Nouveau-Brunswick, depuis Nepisiguit Junction, dans la subdivision de Bathurst du réseau Canadien-National vers le sud et l'ouest sur une distance d'environ 15 milles, jusqu'à la propriété de la Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited. – Résolution: présentation – le ministre des Transports, 308; adoption, 350. – Bill C-93: présentation et 1re lecture, avec consentement unanime, 2e lecture et renvoi au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, 350; rapport du comité,

Chemins de fer Nationaux du Canada (Construction de ligne ferroviaire dans la province du Nouveau-Brunswick) – *(fin)*

365; comité plénier (après suspension de l'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés) et 3e lecture; adoption par le Sénat, 418; sanction royale (le jeudi 20 décembre 1962), 418. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 11, Statuts du Canada, 1962-1963.

Chemins de fer Nationaux du Canada (Embranchement):

Rapport concernant les travaux exécutés et les dépenses effectuées au 31 décembre 1962 et les dépenses estimatives prévues pour 1963, relativement à la construction d'une ligne ferroviaire d'Optic Lake à Chisel Lake, 464. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 154.

Chemins de fer Nationaux du Canada (Financement et garantie):

Résolution tendant à autoriser la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada, depuis le 1er janvier 1962 jusqu'au 30 juin 1963, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada: présentation, 32.

Chemins de fer Nationaux du Canada, Loi sur les:

Décret du conseil autorisant la cession d'un terrain à la ville d'Amos, 17-18. – Texte anglais. – Doc. parl. no 157a.

Décret du conseil autorisant la cession d'un terrain à la Canadian Liquid Air Properties, 18. – Texte anglais. – Doc. parl. no 157b.

Décret du conseil confiant à la Compagnie la gestion et l'exploitation du navire marchand *Confederation*, 18. – Texte anglais. – Doc. parl. no 157c.

Décret du conseil autorisant le transfert de l'administration et de la gestion de certains terrains à la province du Manitoba, 18. – Texte anglais. – Doc. parl. no 157d.

Décret du conseil retirant de la direction de la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada une parcelle de terrain appartenant aux chemins de fer de l'Etat, située dans le village de Parent (Québec), 46-47. – Doc. parl. no 157e.

Décret du conseil confiant à la Compagnie la gestion et l'exploitation du navire marchand *Taverner* destiné à faire partie des Services côtiers de Terre-Neuve, 396. – Texte anglais. – Doc. parl. no 157f.

Décret du conseil confiant à la Compagnie la gestion et l'exploitation des nouveaux quai et hangar à Corner Brook requis pour les Services côtiers de Terre-Neuve, 396. – Texte anglais. – Doc. parl. no 157g.

Chemins de fer Nationaux du Canada, Loi sur les, – (Bill modificateur):

Loi modifiant la Loi sur les Chemins de fer Nationaux du Canada (Traitement du président). – Bill C-97 – présentation – M. Caouette, et 1re lecture, 366.

Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques, Comité permanent:

Institution du comité et liste des membres en faisant partie, 162; mandat du comité, 169; changements dans le personnel, 247, 360, 389, 400.

Renvois au comité: Bill S-4, Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, 137-138; Bill C-91, Réduction des taux de transport de marchandises, 349; Bill C-59, Convention relative aux ports de l'Ontario, 349; Bill C-93, Compagnie des chemins de fer Nationaux (embranchement depuis Nepisiguit Junction, Nouveau-Brunswick), 350.

Rapports du comité: 1er rapport (impressions et quorum), 246; 2e rapport (Bill S-4), 275; 3e rapport (Bill C-93), 365; 4e rapport (Bill C-91), 399; 5e rapport (Bill C-59), 405.

Adoption de rapports: 1er rapport, sans avis ni débat et avec consentement unanime, 246.

Procès-verbaux et témoignages enregistrés à titre d'appendices aux Journaux: fascicule no 1, 275; fascicule no 2, 365; fascicules nos 3 et 4, 399; fascicule no 5, 405.

Chemins de fer, lignes aériennes et marine marchande, Comité sessionnel:

Motion d'institution du comité–le ministre des Transports: avis de motion, 116; motion d'adoption, 246; adoption de la motion après radiation des mots *Canadian National (West Indies) Steamships*, 247-248; changements dans le personnel, 285, 287, 291, 307, 315, 321, 353.

Motion visant la nomination des membres du comité ainsi que le renvoi des rapports et budgets annuels concernant le National-canadien et Air-Canada, ainsi que de certains postes du budget revisé des dépenses de 1962-1963: adoption de la motion sans débat et avec l'assentiment unanime, 255-256.

Rapports du comité: 1er rapport (quorum, séances, impressions), 290; 2e rapport (postes du Budget

Chemins de fer, lignes aériennes et marine marchande, Comité sessionnel – *(fin)*
revisé des dépenses de 1962-1963), 405-406.
Adoption de rapports: 1er rapport, sans avis ni débat et avec consentement unanime, 290.

Chili:
Voir **Assurance des crédits à l'exportation (Loi sur l').**

Chinois:
Accusations portées contre des personnes à la suite d'enquête désignée; noms et antécédents des personnes visées; décisions des tribunaux: question no 384 – M. Howard. – Ordre de la Chambre, 185; dépôt de la réponse, 432. – Doc. parl. no 17f.
Délai entre l'audition, par un juge, d'une demande de citoyenneté et l'octroi du certificat, à l'égard de chacune des 573 personnes d'origine chinoise à qui on a délivré des certificats entre le 1er janvier et le 30 juin 1962: question no 352 – M. Howard. – Ordre de la Chambre, 132; dépôt de la réponse, 295. – Doc. parl. no 17c.
Enquête relative au prétendu complot visant l'entrée illégale au Canada de personnes d'origine chinoise; nombre de membres de la Gendarmerie royale du Canada, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, de la Sûreté de Hong Kong ayant participé à l'enquête; coût de l'enquête: question no 383 – M. Howard. – Ordre de la Chambre, 184-185.
Interrogatoire subi par des employés actuels ou anciens du service public du Canada à la suite de l'enquête susvisée: question no 386 – M. Howard. – Ordre de la Chambre, 185; dépôt de la réponse, 432. – Doc. parl. no 17e.

Chômage:
Ligne de conduite touchant le double amortissement à l'égard des dépenses d'immobilisations dans les régions de chômage chronique, annoncée par le ministre des Finances le 20 décembre 1960; régions des provinces de l'Atlantique ainsi désignées; demandes de sociétés refusées: question no 868 – M. Stewart. – Ordre de la Chambre, 316; dépôt de la réponse, 339. – Doc. parl. no 247.
Nombre de chômeurs inscrits au Canada, dans le Québec, à Rouyn, Noranda, à Val d'Or, selon les derniers renseignements: question no 255 – M. Caouette. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 98. – Doc. parl. no 87d.
Voir aussi **Assurance-chômage** *(sous tous ses titres)*. – **Gloucester, N.-B. (Circonscription électorale de).**

Chown, M. Gordon Campbell:
Nomination au poste de président des comités pléniers de la Chambre, 16.

Christian Brothers of Ireland in Canada, The:
Loi constituant en corporation The Christian Brothers of Ireland in Canada. – Pétition – M. Morris: rapport du greffier, 65; rapport de l'examinateur, 191. – Bill S-7; message du Sénat et 1re lecture, 275; motion de 2e lecture, après ordre de priorité, débat et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 299; rapport du comité, 345; comité plénier et 3e lecture, 354; sanction royale (le jeudi 20 décembre 1962), 421. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 22, Statuts du Canada, 1962-1963.

Chrysler, fils, M.W.P.:
Voir **Galerie nationale du Canada.**

Churchill, Sir Winston:
Message de félicitations à l'occasion de son 88e anniversaire de naissance, 341.

Churchill (Manitoba), Ville de:
Expropriation de terrain appartenant à feu William Beach, à Churchill, Man. en vue du prolongement du chemin de fer; dimensions du terrain et somme versée pour son achat; utilisation actuelle du terrain: question no 366 – M. Teillet. – Ordre de la Chambre, 211; dépôt de la réponse, 313. – Doc. parl. no 238.

Citadel, Navire:
Service de pilotage aux Escoumains; détails relatifs au bon état des chaudières du navire lors de sa vente; dépenses d'exploitation en 1961; frais de construction, taux des frais d'embarquement et de débarquement des pilotes exigés des compagnies maritimes; nombre, langue mater-

Citadel, Navire – *(fin)*
nelle, traitement et fonctions des pilotes brevetés opérant sur le Saint-Laurent: question no 1215 – M. Dumont. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 427-428. – Doc. parl. no 276.

Citoyenneté canadienne:
Voir **Chinois.**

Citoyenneté canadienne, Loi sur la, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (Conditions quant à l'âge). – Bill C-75: présentation – M. Crestohl, et 1re lecture, 227.
Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (Octroi de certificat). – Bill C-88: présentation – M. Badanai, et 1re lecture, 341.

Citoyenneté et Immigration, Ministère:
Rapport du ministère pour l'année 1961-1962, 135. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 15 *(imprimé)*.

Citoyens âgés:
Voir **Transport des citoyens âgés.**

Clark, M. Wallace:
Voir **Air-Canada.**

Coalitions:
Voir **Enquêtes sur les coalitions (Loi relative aux).**

Code criminel, – (Bill modificateur):
Loi modifiant le Code criminel. – Bill C-77: présentation – M. Matheson, et 1re lecture, 263.
Loi modifiant le Code criminel (Aliénation mentale). – Bill C-65: présentation – M. Brewin, et 1re lecture, 124.
Loi modifiant le Code criminel (Atteinte aux droits du public). – Bill C-27: présentation – M. Herridge, et 1re lecture, 28; motion de 2e lecture et interruption du débat à l'heure réglementaire, 466.
Loi modifiant le Code criminel (Bons-primes). – Bill C-20: présentation – M. Howard, et 1re lecture, 27; motion de 2e lecture, débat et interruption à l'heure réglementaire, 311-312.
Loi modifiant le Code criminel (Constitution de piquets de grève sans recours aux voies de fait). – Bill C-89: présentation – M. Berger, et 1re lecture, 341.
Loi modifiant le Code criminel (Loteries provinciales). – Bill C-56: présentation – M. Valade, et 1re lecture, 58.
Loi modifiant le Code criminel (Peine capitale). – Bill C-57: présentation – M. Scott, et 1re lecture, 59.
Voir aussi **Enquêtes sur les coalitions et Code criminel (Bill C-49). – Sentence de mort.**

Collèges militaires royaux du Canada:
Nombre de cadets de langue anglaise et de langue française à chacun des trois collèges militaires; nombre d'officiers et de professeurs possédant les deux langues: question no 395 – M. Dupuis. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 139-140. – Doc. parl. no 195.

Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada:
Voir **Drogues nouvelles.**

Collège vétérinaire de l'Ouest du Canada:
Loi créant et constituant le Collège vétérinaire de l'Ouest du Canada. – Bill C-76: présentation – M. Ormiston, et 1re lecture, 227.

Colombie-Britannique, Province de la:
Adresse: Correspondance ou documents échangés depuis le 1er janvier 1958 entre le Cabinet et les chefs de service des gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique relativement à la question des droits miniers au large des côtes de la province ou du plateau continental. – Avis de motion portant production de documents no 56 – M. Winch, 387; dépôt de la réponse, 422. – Doc. parl. no 266.
Quantités (millions de livres) de fruits et de légumes (pommes, pêches, tomates, fraises, carottes,

Colombie-Britannique, Province de la – *(fin)*
oignons, pommes de terre, conserves de tomates) importées des Etats-Unis en Colombie-Britannique en 1961-1962; achats, par des sociétés américaines, et fermeture subséquente d'industries de transformation et de mise en conserve situées dans la région d'Okanagan, Colombie-Britannique: question no 174 – M. Mather. – Ordre de la Chambre, 74; dépôt de la réponse, 149.
Voir aussi **Charbon. – Colombia (Traité du fleuve). – Indiens. – Parcs nationaux. – Sea (Ile). – Transports et chemins de fer.**

Columbia, Traité du fleuve:
Entretiens durant la présente année entre des fonctionnaires du Canada, des Etats-Unis et de la Colombie-Britannique, au sujet de la vente aux Etats-Unis des bénéfices d'aval dont jouirait le Canada aux termes du traité relatif au fleuve Columbia; entente entre le gouvernement fédéral et la province de la Colombie-Britannique sur la vente à long terme aux Etats-Unis de ces bénéfices: question no 192 – M. Berger. – Ordre de la Chambre, 129; dépôt de la réponse, 288. – Doc. parl. no 229.
Vente d'énergie excédentaire autorisée avant la ratification canadienne du traité relatif au fleuve Columbia: question no 1127 – M. Davis. – Ordre de la Chambre, 401; dépôt de la réponse, 431. – Doc. parl. no 229a.

Comité ministériel canado-japonais:
Voir **Canada-Japon.**

Comités permanents de la Chambre:
Institution du comité spécial chargé de préparer la liste des députés devant composer ces comités, 63; premier rapport du comité et liste des députés faisant partie des divers comités, 161; adoption du rapport, 161-169; mandat des comités, 169; message au Sénat transmettant les noms des députés faisant partie des trois comités mixtes des deux Chambres, 169.
Voir aussi **Affaires des anciens combattants. – Affaires extérieures. – Agriculture et Colonisation. – Banque et Commerce. – Bibliothèque. – Bills privés en général. – Chemins de fer, canaux et lignes télégraphiques. – Comptes publics. – Débats. – Impressions. – Marine et Pêcheries. – Mines, forêts et cours d'eau. – Prévisions de dépenses. – Privilèges et Elections. – Règlement. – Relations industrielles. – Restaurant.**

Comités pléniers de la Chambre:
Nomination de M. Gordon Campbell Chown, député du district électoral de Winnipeg-Sud, au poste de président des comités pléniers de la Chambre, 16.
Nomination de M. Rémi Paul, député du district électoral de Berthier-Maskinongé-Delanaudière, au poste de vice-président des comités pléniers de la Chambre, 16.
Voir aussi **Président du comité plénier (Décision du).**

Comités sessionnels:
Voir **Chemins de fer, lignes aériennes et marine marchande (Comité sessionnel).**

Comités spéciaux:
Voir **Aliments et drogues (Comité spécial).**

Commerce, Ministère du:
Rapport pour l'année civile 1961, 117. – Version anglaise. – Doc. parl. no 137 *(imprimé)*.

Commissaire parlementaire:
Loi créant le poste de commissaire parlementaire. – Bill C-98: présentation – M. Smith (Calgary-Sud), et 1re lecture, 366.

Commission canadienne des pensions:
Voir **Affaires des anciens combattants (Ministère).**

Commission canadienne du blé:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Commission d'assurance-chômage:
Voir **Assurance-chômage (Commission d').**

Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales:
Rapport pour 1961-1962, 55. – Version anglaise. – Doc. parl. no 74.

Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada:
Rapport pour l'année 1961-1962, 58. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 174 *(imprimé)*.

Commission de délimitation des circonscriptions électorales:
Résolution concernant l'établissement d'une Commission de délimitation des circonscriptions électorales, chargée du rajustement de la représentation à la Chambre des communes: présentation, 32.
Voir aussi **Acte de l'Amérique du Nord britannique.**

Commission d'énergie du Nord canadien:
Budget d'établissement de la Commission pour l'année expirant le 31 mars 1963, 19. – Texte anglais. – Doc. parl. no 117a.
Rapport de la Commission pour l'année 1961-1962, 19. – Version anglaise. – Doc. parl. no 117.

Commission de la Capitale nationale:
Rapport – Partie I – pour l'année financière 1961-1962, 24. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 130 *(imprimé)*.
Rapport – Partie II – comptes et états financiers pour l'année financière 1961-1962, 24. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 130a *(imprimé)*.
Voir aussi **Mer Bleue (Tourbière dite).**

Commission de la régie intérieure de la Chambre:
Adoption des propositions relatives au personnel de la Chambre des communes, approuvées par la Commission selon le rapport ci-dessous, 161.
Décret du conseil nommant les membres de la Commission, 15.
Extrait du procès-verbal d'une réunion de la Commission de la régie intérieure de la Chambre, autorisant des revisions de traitement pour les employés de la Chambre compris dans certaines catégories, 447. – Textes français et anglais. – Doc. parl. no 2a.
Rapport des délibérations de la Commission (18 janvier – 26 septembre 1962), 16. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 2.

Commission des allocations aux anciens combattants:
Voir **Affaires des anciens combattants (Ministère).**

Commission des champs de bataille nationaux:
Prévisions de dépenses et budget d'exploitation de la Commission pour l'année expirant le 31 mars 1963, 19. – Texte anglais. – Doc. parl. no 116a.
Rapport de l'auditeur général concernant la vérification des comptes et états financiers de la Commission pour l'année 1961-1962, 19. – Version anglaise. – Doc. parl. no 116b.

Commission des grains du Canada:
Rapport pour l'année civile 1961, 20. – Version anglaise. – Doc. parl. no 11 *(imprimé)*.

Commission du Fonds de bienfaisance de l'armée:
Rapport pour l'année 1961-1962, 47. – Version anglaise. – Doc. parl. no 173.

Commission du service civil:
Nombre de femmes et d'hommes qui ont mentionné qu'ils parlaient, lisaient et écrivaient uniquement l'anglais, uniquement le français, aux concours ou aux examens de la Commission du service civil dans le cas de nouvelles nominations faites en 1961 dans certains services déterminés de l'Etat: *question no 596 – M. Rinfret. – Ordre de la Chambre, 228; dépôt de la réponse, 429-430. – Doc. parl. no 133f.
Nombre de femmes et d'hommes qui ont utilisé la langue française aux concours ou examens de la Commission du service civil à l'occasion de nouvelles nominations faites en 1961 dans certains services déterminés de l'Etat: *question no 355 – M. Rinfret. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 184. – Doc. parl. no 133a.
Nombre d'étudiants et de gradués d'universités candidats à des postes de spécialistes dans les sciences biologiques aux concours tenus par la Commission du service civil; nombre de candidats et de titulaires de postes provenant des universités Laval, de Montréal et de Sherbrooke:

Commission du service civil – *(fin)*

*question no 1146 – M. Rinfret. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 426-427. – Doc. parl. no 133j.

Nombre d'étudiants et de gradués d'universités candidats à des postes d'ingénieurs aux concours tenus par la Commission du service civil; nombre de candidats et de titulaires de postes provenant des universités Laval, de Montréal et de Sherbrooke: *question no 1145 – M. Rinfret. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 1126. – Doc. parl. no 133i.

Nombre d'étudiants et de gradués d'universités candidats à des postes exigeant une formation dans le domaine des sciences physiques, aux concours tenus par la Commission du service civil; nombre de candidats et de titulaires provenant des universités Laval, de Montréal et de Sherbrooke: *question no 1147 – M. Rinfret. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 427. – Doc. parl. no 133k.

Rapport concernant les emplois exclus en totalité ou en partie de l'application de la Loi sur le Service civil durant la période du 1er janvier au 31 mars 1962, 138. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 134.

Rapport de la Commission relatif aux personnes et emplois exclus en totalité ou en partie de l'application de la Loi sur le Service civil et aux nominations faites sans la tenue de concours durant la période du 1er avril au 31 août 1962, 138. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 134a.

Rapport pour l'année civile 1961, 20. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 133 *(imprimé)*.

Universités et écoles secondaires de la province de Québec visitées par les fonctionnaires de la Commission du service civil en vue d'activer le recrutement des candidats aux examens du Service civil; publications universitaires et autres périodiques de la province annonçant les situations offertes aux finissants des institutions d'enseignement; universités et facultés de la province inscrites sur les listes d'envoi d'annonces publicitaires de la Commission: *question no 624 – M. Rinfret. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 276. – Doc. parl. no 133b.

Commission du tarif:

Rapport de la Commission au sujet des articles de table et de la verrerie destinés à être décorés, 58. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 66 *(imprimé)*.

Commission maritime canadienne:

Ordre de la Chambre: Tableau des détails relatifs aux navires marchands pour lesquels une subvention de construction a été versée ou des contrats ont été approuvés au 15 octobre 1962. – Avis de motion portant production de documents no 27 – M. Chevrier, 141; dépôt de la réponse, 190. – Doc. parl. no 200.

Rapport pour l'année 1961-1962, 46. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 165 *(imprimé)*.

Commission mixte internationale:

Voir **Champlain (Lac)**.

Commissions d'enquête:

Voir **Assurance-chômage (Loi sur l')**. – **Commissions royales d'enquête.** – **Provende (Céréales de)**.

Commission sur les pratiques restrictives du commerce:

Ordre de la Chambre: Lettres datées depuis le 9 août 1962 et adressées par le ministre de la Justice au président ou aux autres membres de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, et lettres en provenance de ces derniers. – Avis de motion portant production de documents no 20 – M. Knowles, 101; dépôt de la réponse, 135. – Doc. parl. no 80d.

Rapport concernant la fabrication, la distribution et la vente du lait évaporé et des produits connexes, daté du 28 août 1962, 19. – Version anglaise. – Doc. parl. no 80 *(imprimé)*.

Rapport concernant l'acquisition, par la *Bathurst Power & Paper Company Ltd.*, de *Wilson Boxes, Limited*, daté du 2 août 1962, 19. – Version anglaise. – Doc. parl. no 80a *(imprimé)*.

Rapport concernant la fabrication, la distribution et la vente de boîtes de carton d'emballage et les produits connexes, daté du 2 août 1962, 19. – Version anglaise. – Doc. parl. no 80b *(imprimé)*.

Rapport concernant l'acquisition des actions communes de la *Hendershot Paper Products Limited* par la *Canadian International Paper Company*, daté du 2 août 1962, 19. – Version anglaise. – Doc. parl. no 80c *(imprimé)*.

Rapport concernant la distribution et la vente d'appareils électriques, de rasoirs électriques et de

Commission sur les pratiques restrictives du commerce – *(fin)*
produits secondaires *(Sunbeam Corporation (Canada) Limited)*, daté du 4 octobre 1962, 190. – Version anglaise. – Doc. parl. no 80e *(imprimé)*.
Voir aussi **Enquêtes sur les coalitions (Loi relative aux). – Whiteley, M. A.S.**

Commissions royales d'enquête:
Décret du conseil concernant la nomination d'une Commission royale d'enquête sur le pilotage maritime au Canada, 208. – Publication du décret en appendice au hansard du jour, 208.
Dépôt du mémoire soumis par M. Graham Towers à la Commission royale d'enquête sur le système bancaire et financier, 275. – Texte anglais. – Doc. parl. no 226.
Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement (présidence de M. J. Grant Glassco): Tome 1 – La gestion de la fonction publique, daté du 18 juillet 1962, 17. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 182 *(imprimé)*. – Tome 2 – Les services auxiliaires du gouvernement, daté du 1er octobre 1962, 321. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 182a *(imprimé)* – Tome 3 – Les services auxiliaires du gouvernement (suite) et Les services destinés au public, daté du 3 décembre 1962, 429. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 182b *(imprimé)*.
Rapport de la Commission royale d'enquête sur les transports (présidence de M. M.A. MacPherson) – 3e et dernier tome – daté de juillet 1962, 23-24. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 183 *(imprimé)*.

Commonwealth Institute:
Envoi de pièces, par le Canada, au Commonwealth Institute, de Londres: question no 794 – M. Stewart. – Ordre de la Chambre, 304; dépôt de la réponse, 412. – Doc. parl. no 262.

Compagnie d'assurance de Québec:
Loi concernant la Compagnie d'assurance de Québec contre les accidents du feu. – Pétition – M. Bourbonnais: rapport du greffier, 306; rapport de l'examinateur, 413. – Bill S-18; message du Sénat et 1re lecture, 465.

Compagnie de l'exposition universelle canadienne:
Loi constituant la Compagnie de l'exposition universelle canadienne. – Résolution: présentation – le premier ministre, et, du consentement unanime, mise à l'étude immédiate de la résolution, comité plénier et adoption, 410. – Bill C-103: présentation et 1re lecture, 411; 2e lecture, après débat, comité plénier et 3e lecture, 419; adoption par le Sénat, 420; sanction royale (le jeudi 20 décembre 1962), 421. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 12, Statuts du Canada, 1962-1963.

Compagnie de téléphone de St-Côme-de-Beauce:
Pourparlers entre le ministère du Revenu national, le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration et la Compagnie pour l'installation d'un service téléphonique aux bureaux de la douane et de l'immigration à Armstrong: question no 1238 – M. Legaré. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 438. – Doc. parl. no 279.

Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique:
Loi concernant la Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique. – Pétition: rapport du greffier, 65; rapport de l'examinateur, 95. – Bill S-4, M. Ormiston; message du Sénat et 1re lecture, 116; 2e lecture après discussion et renvoi au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, 137-138; rapport du comité, 275; comité plénier et 3e lecture, 281; sanction royale, (le jeudi 29 novembre 1962). – 11-12 Elisabeth II, chapitre 21, Statuts du Canada, 1962-1963.
Voir aussi **Pacifique Canadien.**

Compagnies canadiennes, Conseils d'administration de:
Voir **Ministres de la Couronne. – Sénat et Chambre des communes (Loi modificatrice).**

Comptes publics du Canada:
Motion tendant à déférer au comité permanent des comptes publics les Comptes publics (volumes I, II et III) ainsi que le rapport de l'auditeur général pour l'année financière close le 31 mars 1961: la motion, figurant à la rubrique *Avis de motions émanant du gouvernement* est adoptée, du consentement unanime, sans être reportée aux ordres du jour inscrits au nom du gouvernement, 385.
Comptes publics du Canada (volumes I, II et III) pour l'année financière close le 31 mars 1962,

Comptes publics du Canada – *(fin)*
434. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 34 *(imprimé)*.
Motion tendant à déférer au comité permanent des comptes publics les Comptes publics du Canada (volumes I, II et III) et le rapport de l'auditeur général du Canada pour l'année close le 31 mars 1962; adoption de la motion après débat et après retour à l'appel des Motions, 439.

Comptes publics, Comité permanent:
Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 164; mandat du comité, 169; changement dans le personnel, 451.
Renvois au comité: rapports du Conseil des Arts du Canada pour les années financières closes le 31 mars 1961 et le 31 mars 1962, 385; relevés financiers du Conseil des Arts du Canada pour les mêmes années financières, 385; Comptes publics du Canada (volumes I, II et III) et rapport de l'auditeur général pour l'année financière close le 31 mars 1961, 385; Comptes publics du Canada (volumes I, II et III) et rapport de l'auditeur général pour l'année financière close le 31 mars 1962, 439.
Rapports du comité: 1er rapport (impressions, quorum), 353; 2e rapport (étude des paragraphes 95 et 21 du rapport de l'auditeur général de 1961-1962), 471-472.
Adoption de rapport: 1er rapport, du consentement unanime, sans avis ni débat, 353.
Procès-verbaux et témoignages enregistrés à titre d'appendice aux Journaux: fascicules nos 1 à 4, 472.

Confederation Life Association:
Pétition – M. Wahn: rapport du greffier, 448.

Conférence internationale du travail:
Conventions et recommandations adoptées à la 46e session de la Conférence internationale du travail tenue à Genève en juin 1962 et lettre du sous-procureur général du Canada relative à la juridiction législative fédérale et provinciale: Convention no 117 – objectif et normes de base de la politique sociale; Convention no 118 – égalité de traitements des nationaux et des non-nationaux en matière de sécurité sociale; Recommandation no 116 – réduction de la durée du travail; recommandation no 117 – formation professionnelle, 435. – Textes français et anglais. – Doc. parl. no 85 *(imprimé)*.

Conseil des Arts du Canada:
Motion tendant à déférer au comité permanent des comptes publics les rapports du Conseil des Arts du Canada visant les années financières closes le 31 mars 1961 et le 31 mars 1962; la motion, figurant à la rubrique *Avis de motions émanant du gouvernement* est adoptée, du consentement unanime, sans être reportée aux ordres du jour inscrits au nom du gouvernement, 385.
Motion tendant à déférer au comité permanent des comptes publics les relevés financiers du Conseil des Arts du Canada visant les années financières terminées le 31 mars 1961 et le 31 mars 1962 avec le rapport de l'auditeur général y afférent: la motion figurant à la rubrique *Avis de motions émanant du gouvernement* est adoptée, du consentement unanime, sans être reportée aux ordres du jour inscrits au nom du gouvernement, 385.
Rapport pour l'année 1961-1962, 58. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 125 *(imprimé)*.

Conseil des recherches médicales:
Voir **Conseil national de recherches.**

Conseil national de la productivité:
Adresse: Procès-verbaux de toutes les séances du Conseil national de la productivité. – Avis de motion portant production de documents no 14 – M. Howard. – Reporté aux Avis de motions (documents), conformément à l'article 47 du Règlement, 100. – Retrait de la motion après discussion, 117.
Ordre de la Chambre: Sommaire des délibérations, des échanges de vues et des decisions en ce qui a trait à chaque séance du Conseil national de la productivité. – Avis de motion portant production de documents no 28–M. Howard, 141; dépôt de la réponse, 219. – Doc. parl. no 149a.
Rapport pour la période du 20 décembre 1960 au 31 mars 1962, 51. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 149 *(imprimé)*.

Conseil national de la productivité, Loi sur le, – (Bill modificateur):
Résolution tendant à modifier la Loi sur le Conseil national de la productivité: présentation – le ministre du Commerce, 291; comité plénier, 357.

Conseil national de recherches:
Rapport pour l'année 1961-1962, 42.—Versions française et anglaise.—Doc. parl. no 176 *(imprimé)*.
Voir aussi **Forces militaires canadiennes.**

Conseil national du bien-être social:
Voir **Santé nationale et Bien-être social (Ministère) (Loi modificatrice).**

Conservation des eaux, Loi canadienne sur l'aide à la:
Rapport pour l'année 1961-1962, 119. — Version anglaise. — Doc. parl. no 114.

Consommateurs, Réglementation du crédit aux:
Voir **Crédit aux consommateurs (Loi prévoyant la réglementation du) (Bill C-39).**

Constitution du Canada:
Adresse: Correspondance échangée entre le ministre de la Justice et les procureurs généraux et autres ministres des provinces relativement au mode de modification de la Constitution du Canada, depuis le 2 avril 1962 (date du dépôt du document parlementaire no 27). — Avis de motion portant production de documents no 22 — M. Brewin, 101; dépôt de la réponse, 392-393.— Doc. parl. no 256.
Voir aussi **Acte de l'Amérique du Nord britannique.**

Convention baptiste d'Ontario et de Québec:
Loi constituant en corporation la Convention baptiste d'Ontario et de Québec. — Pétition — M. Bradley: rapport du greffier, 210; rapport de l'examinateur, 280. — Bill S-13: message du Sénat et 1re lecture, 342.

Coopération et développement économiques:
Voir **Organisation de coopération et de développement économiques.**

Co-operative Fire and Casualty Company:
Loi concernant la Co-operative Fire and Casualty Company. — Pétition: rapport du greffier, 268; rapport de l'examinateur, 280. — Bill S-19, M. Pascoe: message du Sénat et 1re lecture, 465.

Cormier, M. Guy:
Voir **Privilège, Questions de.**

Corporation commerciale canadienne:
Rapport pour l'année 1961-1962, 35. — Versions française et anglaise. — Doc. parl. no 25 *(imprimé)*.

Corporation de disposition des biens de la Couronne:
Rapport pour 1961-1962, 35. — Versions française et anglaise. — Doc. parl. no 26 *(imprimé)*.

Corporations de la Couronne:
Loi concernant l'administration de certaines corporations de la Couronne. — Bill C-37: présentation — M. Bourbonnais, et 1re lecture, 29.
Résolution concernant le paiement de certains impôts et droits provinciaux par les corporations de la Couronne. — Résolution: présentation — le ministre des Finances, 33.

Coupe Grey:
Voir **Radiodiffusion et télévision.**

Cour de l'Echiquier du Canada:
Loi concernant la juridiction de la Cour de l'Echiquier du Canada. — Bill C-8: présentation — M. Peters, et 1re lecture, 26; motion de 2e lecture et débat, 138.
Décret du conseil approuvant les modifications au Tarif des honoraires en matière d'amirauté, 50. — Textes français et anglais. — Doc. parl. no 75.

Cours d'eau internationaux, Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des:
Rapport pour l'année civile 1962, 429. — Version anglaise. — Doc. parl. no 115.

Cour des réclamations des Indiens au Canada:
Loi concernant la Cour des réclamations des Indiens au Canada. – Bill C-19: présentation – M. Howard, 1re lecture, 27; motion de 2e lecture, rappel au Règlement et décision de l'Orateur, débat et interruption de celui-ci à l'heure réglementaire, 287. (Voir **Orateur, Décisions et déclarations**).
Résolution concernant l'établissement d'une Commission des réclamations indiennes: présentation – le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, 115.

Créances de la Couronne:
Liste des répartitions et mises à point des dettes contractées pour avances de grains de semence, etc. effectuées durant la période du 19 janvier au 27 septembre 1962, 18. – Texte anglais. – Doc. parl. no 120.

Crédit agricole, Loi sur le:
Budget d'établissement de la Société du crédit agricole pour l'année expirant le 31 mars 1963, 20. – Texte anglais. – Doc. parl. no 10a.
Rapport de la Société du crédit agricole pour 1961-1962, 21. – Version anglaise. – Doc. parl. no 10 *(imprimé)*.

Crédit agricole (Loi modificatrice):
Loi modifiant la Loi sur le crédit agricole. – Résolution: présentation – le ministre de l'Agriculture, 33; comité plénier, 87, 116, 117, 126, 169; adoption, 169. – Bill C-71: présentation et 1re lecture, 170; motion de 2e lecture: débat, 202, 204; adoption, 204; comité plénier, 204, 228, 247, 294, 300; adoption avec des amendements, 300; 3e lecture, 308; adoption par le Sénat, 336; sanction royale (le jeudi 29 novembre 1962), 336. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 7, Statuts du Canada, 1962-1963.

Crédit aux consommateurs (Réglementation):
Loi prévoyant la réglementation du crédit aux consommateurs. – Bill C-39: présentation – M. Berger, et 1re lecture, 29.

Crédits à l'exportation:
Voir **Assurance des crédits à l'exportation.**

Cuba:
Voir **Navigation hauturière.**

Cultivateurs:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Cumberland Railway and Coal Company:
Somme globale versée par le gouvernement fédéral à la compagnie en vertu de la loi sur les taux de transport de marchandises dans les provinces Maritimes de 1927 à 1961; somme globale des subventions relatives aux chemins de fer et aux marchandises versées de 1935 à 1961; taux actuel de rabais prévu par la loi ci-dessus; régime de pension de retraite de la compagnie: question no 692 – M. MacInnis. – Ordre de la Chambre, 292; dépôt de la réponse, 337-338. – Doc. parl. no 244.

D

Dawson, Ville de:
Ordre de la Chambre: Correspondance et documents relatifs au *Gold Rush Festival* échangés entre le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales et le président du comité ou de la fondation du Festival de la ville de Dawson. – Avis de motion portant production de documents no 3 – M. Fane, 99; dépôt de la réponse, 143. – Doc. parl. no 197.
Somme globale dépensée par la trésorerie fédérale pour le festival de la ville de Dawson, compte tenu des subventions, du coût de reconstruction et de rénovation des immeubles (morgue, cabarets, *Palace Grand* d'*Arizona Charlie)* et des autres dépenses connexes (cérémonies d'inauguration); participation financière des territoires du Nord-Ouest et du Yukon: *question no 71 – M. McMillan. – Ordre de la Chambre, 70; dépôt de la réponse, 406. – Doc. parl. no 197a.

Débats, Comité permanent:
Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 166; mandat du comité, 169.

Déchets nocifs:
Voir **Code criminel (Loi modifiant le) (Atteinte aux droits du public).**

Déclaration canadienne des droits:
Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits. – Bill C-96: présentation – M. Pickersgill et 1re lecture, 360.
Voir aussi **Expropriations (Loi modifiant la Loi sur les) (Bill C-54). – Immigration. – Mesures de guerre (Loi modifiant la Loi sur les) (Bill C-55). – Service civil (Loi modifiant la Loi sur le).**

Déclarations des corporations et des syndicats ouvriers:
Ordre de la Chambre: Mémoires, lettres et communications présentés au gouvernement depuis le 22 janvier 1962 au sujet de la loi susvisée. – Avis de motion portant production de documents no 21 – M. Howard, 101; dépôt de la réponse, 204. – Doc. parl. no 206.

Déclaration des droits des fonctionnaires de l'Etat:
Loi ayant pour objet de permettre aux fonctionnaires de l'Etat de se livrer à une activité politique. – Bill C-38: présentation – M. Berger, et 1re lecture, 29.

Décrets du conseil:
Sommaire des décrets du conseil rendus pendant les périodes ci-après:
a) 1er mars au 31 août 1962, 17. – Texte anglais. – Doc. parl. no 126.
b) septembre et octobre 1962, 283. – Texte anglais. – Doc. parl. no 126a.
c) novembre 1962, 351. – Texte anglais. – Doc. parl. no 126b.
d) décembre 1962, 429. – Texte anglais. – Doc. parl. no 126c.

Décrets, ordonnances et règlements statutaires:
Décrets, ordonnances et règlements statutaires publiés dans la Partie II de la *Gazette du Canada:*
a) Index codifié et Tableau visant les périodes du 1er janvier 1955 au 31 mars 1962 et du 1er janvier 1955 au 30 juin 1962, 17. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. nos 127 et 127a *(imprimés).*
b) 25 avril, 9 et 23 mai, 13 et 27 juin, 11 et 25 juillet, 8 et 22 août, 12 septembre 1962, 17. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 127 a à k *(imprimés).*
c) 26 septembre 1962, 40. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 127l *(imprimé).*
d) 10 octobre 1962, 64. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 127m *(imprimé).*
e) 24 octobre 1962, 187. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 127n *(imprimé).*
f) Index codifié et Tableau visant la période du 1er janvier 1955 au 30 septembre 1962, 277. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 127o *(imprimé).*
g) 14 novembre 1962, 287-288. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 127p *(imprimé).*
h) 28 novembre 1962, 351. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 127q *(imprimé).*
i) 12 décembre 1962, 403. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 127r *(imprimé).*
j) 26 décembre 1962, 429. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 127s *(imprimé).*
k) 9 janvier 1963, 429. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 127t *(imprimé).*
l) 23 janvier 1963, 452. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 127u *(imprimé).*

Défense nationale:
Voir **Exercice de défense aérienne.**

Défense nationale, Ministère de la:
Voir **Parent, Municipalité de.**

Defence Construction (1951) Limited:
Rapport pour 1961-1962, 35. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 27 *(imprimé).*

Dépenses de l'Etat:
Voir **Indiens.**

Députation, Loi sur la:
Loi modifiant la Loi sur la députation. – Bill C-73: présentation – M. Bélanger, et 1re lecture, 215.
Voir aussi **Acte de l'Amérique du Nord britannique. – Commission de délimitation des circonscriptions électorales.**

Députés:
Liste des députés proclamés élus à la suite de la 25e élection générale tenue le 18 juin 1962, 1-6.
Prestation du serment d'office par les députés, 6.
Certificat d'élection de M. T. C. Douglas, député de Burnaby-Coquitlam, 207.
Annulation de l'élection de M. Richard Cashin, député de Saint-Jean-Ouest (Terre-Neuve), 231-232; mandat de l'Orateur au directeur général des élections pour la tenue d'une nouvelle élection, 246.
Démission de l'honorable William Earl Rowe, député du district électoral de Dufferin-Simcoe, 443; mandat au directeur général des élections pour la tenue d'une nouvelle élection.

Dettes fédérales, provinciales et autres:
Montant de la dette nationale brute, des dettes provinciales, municipales et scolaires; montant dû par les Canadiens aux sociétés de finance: question no 222 – M. Ouellet. – Ordre de la Chambre, 75; dépôt de la réponse, 127. – Doc. parl. no 193.

Développement économique:
Voir **Expansion économique. – Office d'expansion économique de la région atlantique. – Office national de développement économique. – Résolutions d'initiative parlementaire.**

Devises étrangères:
Voir **Banque du Canada. – Emprunts du gouvernement canadien. – Fonds des changes.**

Différenciation suivant l'âge:
Voir **Justes méthodes d'emploi (Loi modifiant la Loi canadienne sur les) (Bill S-43).**

Différends du travail:
Voir **Relations industrielles et enquêtes visant les différends du travail.**

Directeur général des élections:
Rapport conformément à l'article 58 de la Loi électorale du Canada, 50. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 1.
Transmission du certificat d'élection de M. T. C. Douglas, député de Burnaby-Coquitlam, 207.
Transmission du certificat d'élection et de la liste des députés élus à l'élection générale du 18 juin 1962, 1-6.

Discours du trône:
Discours du trône prononcé par le Gouverneur général à l'ouverture de la 1re session du 25e Parlement, 9-15.
Motion tendant à la prise en considération du discours du trône à la séance suivante de la Chambre, 15.
Voir aussi **Adresse en réponse au discours du trône.**

Discrimination raciale:
Voir **Amnistie en matière de discrimination raciale.**

Divorce:
Voir **Avoué parlementaire. – Cour de l'Echiquier du Canada. – Mariage (Dissolution et annulation). – Résolutions d'initiative parlementaire.**

Divorce, Bills de – (non adoptés par la Chambre):
Abbott, Margaret Ellynore: Bill SD-97: 87, 105, 172.
Abrams, Carmen: Bill SD-253: 87, 105, 175.
Adams, Dorothy Irene Marjorie: Bill SD-82: 87, 105, 172.
Agai, Agnes: Bill SD-286: 87, 105, 176.
Alie, Marylin Jean: Bill SD-348: 149, 223, 289.
Allain, Laurier: Bill SD-385: 150, 179, 342.
Allaway, Patricia Ann Marguerite: Bill SD-368: 149, 223, 290.

Divorce, Bills de – (non adoptés par la Chambre) – *(suite)*
Almyriotis, Demetre: Bill SD-18: 87, 105, 170.
Anderson, John André: Bill SD-425: 149, 223, 390.
Andrulakis, Catherine Gerasimos: Bill SD-170: 174, 204, 206.
Angel, Roger-Bernard: Bill SD-404: 149, 368, 389.
Ankhelyi, Betty: Bill SD-234: 87, 105, 175.
Argentini, Armando: Bill SD-211: 174, 251, 252.
Ashley, Juliana Magdelene: Bill SD-382: 150, 179, 342.
Asselin, Anne-Marie: Bill SD-35: 87, 105, 171.
Aubé, Christina: Bill SD-329: 117, 120, 282.
Aucoin, Sylvia: Bill SD-39: 87, 105, 171.
Audet, Alphonse: Bill SD-431: 150, 179, 390.
Bachelder, Denise: Bill SD-267: 87, 105, 176.
Bagry, Sonja: Bill SD-6: 87, 105, 170, 359, 456.
Bankley, Alma Ivy: Bill SD-180: 87, 105, 174.
Baril, Edouard-Joseph-Armand: Bill SD-420: 150, 179, 389.
Baumgartner, Iva: Bill SD-442: 278, 368, 391.
Beakes, Donald: Bill SD-316: 178, 188, 282.
Beaudoin, Thérèse: Bill SD-309: 117, 120, 282.
Beaulieu, Marie-Jeanne: Bill SD-31: 170, 204, 206.
Beaulieu, Thérèse: Bill SD-377: 150, 179, 342.
Beauvais, Percy: Bill SD-274: 87, 105, 176.
Bédard, Paul-Aimé: Bill SD-123: 87, 105, 172.
Bélanger, Jacqueline: Bill SD-87: 88, 105, 172.
Belchem, Kathleen Edna: Bill SD-458: 150, 283, 415.
Belchik, Jeannie: Bill SD-303: 88, 105, 176.
Bélisle, Joseph-Paul-Aldéric: Bill SD-319: 117, 120, 282.
Belpolso, Pardo: Bill SD-294: 176, 251, 252.
Bene, Margit: Bill SD-259: 159, 176, 179.
Berendy, Aranka Ilona: Bill SD-261: 88, 105, 176.
Bergeron, Gladys Ethel Sarah: Bill SD-63: 88, 106, 171.
Bergeron, Magella: Bill SD-145: 120, 122, 173.
Bertrand, Guy: Bill SD-136: 88, 106, 173.
Bertrand, Guy: Bill SD-148: 173, 178, 188.
Blair, Pamela: Bill SD-459: 150, 223, 415.
Blanchette, Joseph-Jean-Paul-Fernand: Bill SD-213: 175, 221, 224.
Blickstead, June: Bill SD-20: 88, 106, 170.
Blight, Kenneth Allen: Bill SD-185: 88, 106, 174.
Bogoly, Gizella Ethel: Bill SD-72: 88, 106, 171.
Boisvert, Roland: Bill SD-451: 249, 283, 415.
Bordensky, Bernice: Bill SD-388: 117, 120, 342.
Bouchard, Joseph-Idolard: Bill SD-480: 150, 310, 416.
Bouchard, Simonne Michèle Mona: Bill SD-34: 88, 106, 171.
Bougie, Joseph-Léo-Gérard: Bill SD-301: 88, 106, 176.
Bradford, Claire: Bill SD-138: 159, 173, 179.
Brahmi, Anna-Annette: Bill SD-376: 150, 179, 342.
Brasseur, Georgiana: Bill SD-306: 150, 179, 282.
Breard, Aurella: Bill SD-408: 117, 120, 389.
Breslin, James Robert: Bill SD-270: 88, 106, 176.
Breuer, Michèle: Bill SD-144: 120, 122, 173.
Brimacombe, Shirley: Bill SD-204: 88, 106, 174.
Brody, Klara: Bill SD-130: 88, 106, 173.
Brown, Edward: Bill SD-483: 150, 310, 416.
Brown, Elizabeth Helen: Bill SD-156: 120, 122, 173.
Brown, Marjorie: Bill SD-220: 88, 106, 175.
Bryson, Wilma Gloria: Bill SD-162: 88, 106, 173.
Buchholz, Gerhard Hermann: Bill SD-134: 88, 106, 173.
Buckley, Jean Ilene: Bill SD-307: 117, 120, 282.
Budd, Lois: Bill SD-256: 175, 273, 274.
Burke, Alexander: Bill SD-105: 88, 106, 172.
Burkousky, Olga Antonina: Bill SD-140: 88, 106, 173.
Burns, Eileen Myrtle: Bill SD-443: 249, 368, 391.

Divorce, Bills de – (non adoptés par la Chambre) – *(suite)*
Burrows, Linda Alice: Bill SD-494: 150, 331, 416.
Burt, Lorraine: Bill SD-266: 88, 106, 176.
Caille, Cécile: Bill SD-308: 178, 188, 282.
Campbell, Bruce Reid: Bill SD-2: 88, 106, 170, 282, 359, 406.
Campbell, Collin Mills: Bill SD-324: 117, 120, 282.
Campion, Françoise: Bill SD-73: 159, 171, 179.
Caplan, Rochelle: Bill SD-476: 150, 310, 416.
Carignan, Jeannette: Bill SD-231: 175, 273, 274.
Caron, Daniel-Gaston-Jules: Bill SD-379: 150, 179, 342.
Caron, Judith Elizabeth: Bill SD-83: 88, 106, 172.
Chadwick-Rider, Elizabeth Anne: Bill SD-472: 151, 223, 416.
Chambers, Nicholas Cimbru: Bill SD-299: 88, 106, 176.
Champagne, Marie-Paule-Jacqueline-Lorette: Bill SD-354: 118, 120, 289.
Chapman, Robert Charles: Bill SD-112: 88, 106, 172.
Chassé, Suzanne: Bill SD-237: 175, 178, 188.
Clare, Rosemary Beatrice: Bill SD-13: 88, 106, 170.
Clarke, Alice Elizabeth: Bill SD-210: 88, 106, 174.
Cleri, Anita: Bill SD-55: 88, 106, 171.
Clewes, Margaret: Bill SD-474: 151, 310, 416.
Clifford, Elsie: Bill SD-402: 118, 120, 342.
Coade, James: Bill SD-383: 151, 180, 342.
Cohen, Edie (Etta): Bill SD-436: 151, 223, 390.
Coletta Rose: Bill SD-160: 159, 173, 180.
Commoy, Rolland: Bill SD-229: 175, 273, 274.
Connor, Margot Scott: Bill SD-66: 171, 178, 188.
Cooke, Ann Marie: Bill SD-416: 221, 223, 389.
Crerar, Beverley Hayden: Bill SD-106: 88, 106, 172.
Crocker, Jethro Garland: Bill SD-387: 191, 191, 342.
Croll, Josephine Mary: Bill SD-200: 89, 106, 174.
Cuggy, Judith MacBeth: Bill SD-272: 151, 176, 180.
Culmer, Doreen Klara: Bill SD-390: 151, 192, 342.
Dalgleish, Philip: Bill SD-353: 118, 120, 289.
Dalpé, Marie-Raymonde-Violetta: Bill SD-166: 173, 205, 206.
Dankner, Sylvia: Bill SD-304: 89, 106, 177.
Da Silva, Florence Patricia: Bill SD-121: 89, 106, 172.
Decelles, Joseph-Fortin: Bill SD-135: 89, 107, 173.
De Coeur, Lucien: Bill SD-315: 178, 188, 282.
de Cristofaro, Giuseppe: Bill SD-95: 89, 107, 172.
Delisle, Elsie Jean: Bill SD-46: 89, 107, 171.
Deliyannakis, Alexandra: Bill SD-284: 89, 107, 176.
Demers, Roland: Bill SD-239: 120, 122, 175.
Desjardins, Gladys Jean: Bill SD-89: 89, 107, 172.
Desjardins, Hilda: Bill SD-193: 89, 107, 174.
d'Esterre, Anita Margaret: Bill SD-445: 89, 107, 391.
Digby, Margaret Joan: Bill SD-225: 89, 107, 175.
Dimeo, Patricia Beverley: Bill SD-285: 89, 107, 176.
Diotte, Aïda: Bill SD-287: 176, 221, 224.
Donaldson, John: Bill SD-305: 89, 107, 177.
Donnan, Jean Helen: Bill SD-143: 89, 107, 173.
Dophide, Brigitte: Bill SD-107: 89, 107, 172.
Doyle, Louise: Bill SD-114: 89, 107, 172.
Dubois, Marie-Claire-Rolande: Bill SD-28: 170, 288.
Durocher, André: Bill SD-374: 118, 120, 290.
Durocher, Hazel: Bill SD-64: 89, 107, 171.
Dusablon, Marie-Jacqueline: Bill SD-312: 118, 120, 282.
Duval, Rose: Bill SD-113: 89, 107, 172.
Eakins, Rosemary Louise: Bill SD-196: 89, 107, 174.
Eastwood, Doreen Dreyer: Bill SD-473: 152, 223, 416.
Edmondson, William Rankin: Bill SD-280: 89, 107, 176.
Edwards, Joseph Arthur Norman William: Bill SD-60: 89, 107, 171.
Edwards, Marcheta Lino: Bill SD-454: 152, 284, 415.

Divorce, Bills de – (non adoptés par la Chambre) – *(suite)*
Ekaireb, Jacques: Bill SD-417: 222, 224, 389.
Elfstrom, Jacqueline: Bill SD-331: 118, 120, 282.
Elkin, Ruth Ilona: Bill SD-265: 89, 107, 176.
Emond, Léonard: Bill SD-183: 89, 107, 174.
Empey, Joyce Ethel: Bill SD-77: 89, 107, 171.
Etheridge, Jean Alexandria: Bill SD-80: 89, 107, 172.
Faucher, Dorothy Gladys: Bill SD-152: 173, 250, 252.
Faucher, John: Bill SD-188: 89, 107, 174.
Feinstein, Marlene Judith: Bill SD-479: 152, 180, 416.
Fillmore, Jean Mildred: Bill SD-457: 159, 192, 415.
Fleischer, Robert: Bill SD-243: 89, 107, 175.
Forget, Gwynneth Margaret: Bill SD-486: 152, 331, 416.
Fortin, Gabriel: Bill SD-327: 221, 224, 282.
Fournier, Mary Iris: Bill SD-195: 89, 107, 174.
Fowler, Alethea Sarah Ivy: Bill SD-12: 89, 107, 170.
France, Marie-Aline-Martine: Bill SD-401: 152, 192, 342.
Fraser, Marie-Marguerite-Nicole: Bill SD-440: 278, 368, 391.
Frawley, Elizabeth Cowan: Bill SD-465: 152, 180, 415.
Freeman, Thelma: Bill SD-159: 173, 251, 252.
Fuchsman, Haia (Clara): Bill SD-255: 89, 107, 175.
Furoy, Jeannine: Bill SD-44: 171, 250, 252.
Gabor, Susan: Bill SD-360: 118, 120, 290.
Gallagher, Margaret Elaine: Bill SD-254: 90, 107, 175.
Gallagher, Mary: Bill SD-258: 176, 178, 188.
Gauthier, Armand: Bill SD-389: 152, 180, 342.
Gauthier, Hervé: Bill SD-79: 90, 107, 172.
Gauthier, Rosaire: Bill SD-133: 90, 107, 173.
Gearey, Helen Doreen: Bill SD-430: 191, 223, 390.
Geiger, Josephine Isabella: Bill SD-23: 170, 221, 224.
Genest, Thérèse: Bill SD-260: 90, 107, 176.
Geoffroy, Nicole-Marie: Bill SD-268: 90, 108, 176.
Géraldeau, Thérèse: Bill SD-418: 152, 223, 389.
Gibbs, Marie-Augustine-Jeannette: Bill SD-429: 118, 121, 390.
Giguère, Mary Yvonne: Bill SD-251: 90, 108, 175.
Gillman, Kate: Bill SD-26: 170, 205, 206.
Gilmour, Violet-Gabrielle: Bill SD-421: 221, 223, 390.
Giroux, Wilfrid: Bill SD-96: 172, 250, 252.
Gittens, Marie-Emilia-Rolande: Bill SD-236: 90, 108, 175.
Glendinning, Amy Sandra: Bill SD-216: 152, 175, 180.
Godard, Marie-Yvonne-Lucie: Bill SD-469: 152, 223, 416.
Gohier, Geraldine Cecilia: Bill SD-142: 173, 178, 188.
Goresky, Lucille: Bill SD-118: 90, 108, 172.
Grabina, Nancy Ruth: Bill SD-122: 90, 108, 172.
Graveline, Gilles: Bill SD-33: 171, 205, 206.
Gray, Catherine Mildred: Bill SD-129: 90, 108, 173.
Gray, Elizabeth: Bill SD-441: 153, 368, 391.
Greenberg, Edith Diane: Bill SD-468: 153, 223, 416.
Greenfield, Leonard: Bill SD-345: 153, 180, 283.
Greensell, Marie: Bill SD-290: 90, 108, 176.
Gregor-Pearse, Joan Marjorie: Bill SD-102: 120, 122, 172.
Gregory, Barbara Gladys: Bill SD-250: 90, 108, 175.
Grundy, Wilhelmina: Bill SD-146: 90, 108, 173.
Guay, Marie-Louise: Bill SD-165: 173, 273, 274.
Gulyas, Julianna: Bill SD-478: 153, 310, 416.
Hankowski, Madeleine-Françoise: Bill SD-1: 90, 108, 170, 281, 359, 392.
Hann, Arthur Bruce: Bill SD-344: 205, 206, 283.
Harman, John: Bill SD-9: 90, 108, 170, 359.
Harper, Catherine: Bill SD-375: 118, 121, 290.
Harrison, Robert: Bill SD-109: 90, 108, 172.
Harvey, Margaret Anne: Bill SD-262: 153, 176, 180.
Hassall, Doris Sibyl Jane: Bill SD-173: 90, 108, 174.

Divorce, Bills de – (non adoptés par la Chambre) – *(suite)*
Hébert, Bernard: Bill SD-461: 153, 223, 415.
Hébert, René: Bill SD-131: 90, 108, 173.
Henderson, Gerald William: Bill SD-59: 171, 250, 252.
Herman, Edith: Bill SD-419: 153, 223, 389.
Herscovitch, Abie autrement connu sous le nom d'Allan Herscovitch: Bill SD-132: 153, 173, 180.
Herscovitch, Exreh Harry: Bill SD-357: 290, 310.
Hicks, Donald Edgar: Bill SD-163: 173, 288.
Hilton, Patricia: Bill SD-367: 153, 223, 290.
Hinksman, Germaine-Marie-Thérèse: Bill SD-57: 171, 178, 188.
Hogue, Lise: Bill SD-449: 120, 368, 391.
Holgate, June Eleanor: Bill SD-466: 153, 284, 416.
Hollinger, Felix: Bill SD-71: 90, 108, 171.
Holzer, Gertraud: Bill SD-349: 153, 180, 289.
Horton, George Cecil: Bill SD-355: 118, 121, 289.
Hough, Mary Teresa: Bill SD-412: 118, 121, 389.
Howell, Dorothy Doreen: Bill SD-42: 90, 108, 171.
Hruszij, Nadia-Anne: Bill SD-226: 90, 108, 175.
Hufford, Franklin Dale: Bill SD-384: 153, 180, 342.
Huitson, John Joseph: Bill SD-81: 153, 172, 180.
Hulbig, Muriel Howarth: Bill SD-217: 175, 191, 192.
Hurst, Lillian Florence Catherine: Bill SD-147: 90, 108, 173.
Hyman, Harry: Bill SD-125: 90, 108, 173.
Ignatescu, Ion: Bill SD-252: 90, 108, 175.
Inglis, Robert, junior: Bill SD-393: 205, 206, 342.
Jack, Haidy Amalie Madelaine: Bill SD-120: 90, 108, 172.
Jacobson, Rosa: Bill SD-176: 90, 108, 174.
James, Shirley Sarah: Bill SD-434: 153, 223, 390.
Janicki, Zbigniew Stanislaw: Bill SD-277: 90, 108, 176.
Jeffries, Marie Joan Patricia: Bill SD-208: 90, 108, 174.
Johnson, Christine: Bill SD-48: 90, 108, 171.
Johnston, Phyllis Carol: Bill SD-182: 90, 108, 174.
Kaczur, Arlene June: Bill SD-460: 153, 223, 415.
Kallweit, Madeleine: Bill SD-411: 154, 180, 389.
Karbelnik, Lily (Laura) Anita: Bill SD-65: 171, 250, 252.
Karls, Wilma: Bill SD-352: 118, 121, 289.
Kay, Dorothea Margaret: Bill SD-435: 154, 223, 390.
Kenny, Colleen Ann: Bill SD-181: 90, 108, 174.
Kenwood, Margaret Anna: Bill SD-111: 91, 108, 172.
Kerlikowsky, Karl Heinz: Bill SD-192: 91, 108, 174.
Kimberg, Zelda Barbara: Bill SD-282: 91, 109, 176.
Kiwitt, Gabriela: Bill SD-78: 91, 109, 171.
Klaiman, Anita: Bill SD-346: 118, 121, 283.
Kligman, Mildred: Bill SD-117: 91, 109, 172.
Knezevic, Anita Guido: Bill SD-203: 91, 109, 174.
Knowles, Maureen: Bill SD-227: 91, 109, 175.
Koken, Joan Reid: Bill SD-485: 154, 331, 416.
Kotania, Elizabeth Anne: Bill SD-174: 91, 109, 174.
Kovacs, Dora Elfriede Christian, autrement connue sous le nom de Dora Elfriede Elizabeth Christian Kovac: Bill SD-161: 91, 109, 173.
Krakower, Molly: Bill SD-337: 118, 121, 283.
Kraus, Eli: Bill SD-424: 154, 180, 390.
Krautle, Joan Jeanette: Bill SD-158: 91, 109, 173.
Lacasse, Pierre: Bill SD-396: 154, 192, 342.
Laflamme, John Joseph: Bill SD-364: 179, 188, 290.
Lahey, Nora Bridget: Bill SD-232: 175, 273, 274.
Lalonde, Géralde: Bill SD-399: 222, 224, 342.
Lanctot, Gwendolyn Grace: Bill SD-311: 191, 192, 282.
Lantos, Stephen Alexander: Bill SD-177: 174, 205, 206.
Lapointe, Marie-Céline-Pierrette: Bill SD-392: 118, 121, 342.
Laptew, Elizabeth: Bill SD-257: 175, 179, 188.
Larocque, Joyce Irene: Bill SD-228: 91, 109, 175.

Divorce, Bills de – (non adoptés par la Chambre) – *(suite)*
Laurie, Constance Valerie: Bill SD-108: 91, 109, 172.
Leath, Jean Eileen: Bill SD-313: 118, 121, 282.
LeBeau, Philippe: Bill SD-463: 154, 284, 415.
LeBel, Maurice: Bill SD-32: 170, 221, 224.
Leblanc, Paulyne: Bill SD-207: 91, 109, 174.
Leblanc, Stella: Bill SD-21: 170, 273, 274.
Lefebvre, Claude: Bill SD-342: 118, 121, 283.
Lefebvre, Guy: Bill SD-247: 91, 109, 175.
Lemoine, Violet Pearl St. James: Bill SD-189: 91, 109, 174.
Lenkei, Maria autrement connue sous le nom de Maria Leichtag: Bill SD-154: 91, 109, 173.
Leopold, Ginette Ingrid: Bill SD-409: 154, 223, 389.
Leopold, Lee: Bill SD-475: 155, 310, 416.
Leroux, Anita-Marie-Virginie: Bill SD-338: 118, 121, 283.
Leroux, Marjorie Edith: Bill SD-487: 159, 331, 416.
Lesiuk, Teresa: Bill SD-330: 251, 252, 282.
Lesnik, Celia: Bill SD-91: 91, 109, 172.
Letovsky, Jean: Bill SD-221: 91, 109, 175.
Levy, Ines Barbara: Bill SD-155: 91, 109, 173.
Levy, Martin Simeon: Bill SD-269: 176, 250, 252.
Lewis, Margaret Ada: Bill SD-16: 91, 109, 170.
L'Heureux, Jean-Bernard: Bill SD-116: 154, 172.
Liberman, Marsha: Bill SD-127: 91, 109, 173.
Lichtenstein, Minnie: Bill SD-361: 118, 121, 290.
Liebling, Sheila: Bill SD-29: 91, 109, 170.
Lindener, Gertrude: Bill SD-394: 222, 224, 342.
Lipschutz, Rhoda: Bill SD-373: 154, 180, 290.
Lister, Margaret Kathleen: Bill SD-343: 118, 121, 283.
Loke, William John: Bill SD-202: 155, 174, 180.
Longtin, Nathalie: Bill SD-223: 91, 109, 175.
Lord, Dorothy Estelle: Bill SD-137: 91, 109, 173.
Loughheed, John autrement connu sous le nom de John Lougheed: Bill SD-493: 250, 252, 416.
Lowther, Barbara Joan Sonia: Bill SD-340: 118, 121, 283.
Luedders, Karl-Heinz Hans: Bill SD-214: 91, 109, 175.
Lupovich, Sybil Lillian: Bill SD-363: 118, 121, 290.
Lyman, Frances: Bill SD-93: 91, 109, 172.
Lyon, Ella Jane: Bill SD-358: 155, 180, 290.
Lyon, Sylvia Evelyn: Bill SD-433: 118, 121, 390.
MacDonald, Ann Marguerite: Bill SD-190: 92, 110, 174.
MacDonald, Thelma Joanette: Bill SD-403: 156, 180, 389.
MacKenzie, Vera Irene: Bill SD-246: 92, 110, 175.
MacPherson, Edna Anne: Bill SD-397: 156, 192, 342.
Madden, Frances Sheila: Bill SD-320: 118, 121, 282.
Maisonet, Patricia Marjorie: Bill SD-381: 155, 180, 342.
Malloch, Irène-Elizabeth: Bill SD-369: 155, 223, 290.
Manoah, Phyllis: Bill SD-197: 91, 109, 174.
Mansfield, Edward Sidney: Bill SD-124: 91, 109, 172.
Mantadakis, George: Bill SD-432: 155, 368, 390.
Maranda, Léo-René: Bill SD-328: 221, 224, 282.
Marchand, Léonard autrement connu sous le nom de Léonard Mihalcean: Bill SD-139: 91, 109, 173.
Marcoux, Robert-Fernand: Bill SD-488: 155, 284, 416.
Marcovitz, Soshy Judith: Bill SD-415: 155, 224, 389.
Marks, Vickie: Bill SD-456: 155, 284, 415.
Marsden, Dawn Dorothea: Bill SD-75: 92, 109, 171.
Marshalluk, John Elijah: Bill SD-372: 155, 180, 290.
Martin, Sandra Mary Louise: Bill SD-194: 92, 110, 174.
Matthews, Anna Luella: Bill SD-62: 92, 110, 171.
Maughan, Beverley Ann: Bill SD-248: 92, 110, 175.
McAlinden, Maureen Carol: Bill SD-470: 156, 224, 416.
McCallum, Vida Irene Louise: Bill SD-224: 175, 179, 188.
McDougall, Edith Rozel: Bill SD-184: 92, 110, 174.
McDuff, Margaret Rose: Bill SD-391: 156, 192, 342.

Divorce, Bills de – (non adoptés par la Chambre) – *(suite)*
McGuire, Della Harriet: Bill SD-482: 118, 121, 416.
McGuire, Micheline: Bill SD-68: 171, 250, 252.
McIntosh, Angus: Bill SD-99: 92, 110, 172.
McKellar, Ellen Chase: Bill SD-186: 92, 110, 174.
McVety, Sandra Elizabeth: Bill SD-115: 92, 110, 172.
Meakins, Mildred Dawson: Bill SD-4: 92, 110, 170, 359, 436.
Meerovitch, Marie Aleta: Bill SD-438: 92, 110, 391.
Menahem, Stella Eileen: Bill SD-322: 118, 121, 282.
Mercure, Monique: Bill SD-400: 221, 224, 342.
Michelsen, Werner Burke: Bill SD-380: 155, 180, 342.
Mignault, Giselle: Bill SD-484: 155, 310, 416.
Milette, Carroll Lynne: Bill SD-464: 155, 224, 415.
Millette, Evelyne: Bill SD-326: 118, 121, 282.
Mills, Mabel Lucille: Bill SD-276: 176, 251, 252.
Milne, John Andrew: Bill SD-56: 171, 191, 192.
Mingie, junior, Frank Hamilton: Bill SD-178: 174, 191, 192.
Modler, Leslie Thomas Norval: Bill SD-215: 92, 110, 175.
Monaghan, William Henry: Bill SD-298: 92, 110, 176.
Monette, Gladys Noreen: Bill SD-90: 92, 110, 172.
Montpetit, Claude-Gérard: Bill SD-332: 119, 122, 282.
Moreau, Harold: Bill SD-275: 92, 110, 176.
Moreau, Suzanne: Bill SD-414: 155, 224, 389.
Morelli, May Margaret: Bill SD-100: 172, 250, 252.
Morton, Valerie Jean: Bill SD-264: 92, 110, 176.
Moseley, Josephine Suhr: Bill SD-47: 171, 250, 252.
Moss, Ruth: Bill SD-164: 92, 110, 173.
Mouton, Marie-Antoinette-Germaine: Bill SD-334: 118, 121, 282.
Munch, Elsa: Bill SD-52: 92, 110, 171.
Nagy, Lajos autrement connu sous le nom de Louis: Bill SD-240: 92, 110, 175.
Naimovitch, autrement connue sous le nom de Betty Naimo: Bill SD-339: 119, 121, 283.
Nawrocki, Josephine Rose: Bill SD-281: 92, 110, 176.
Neal, Shirley Millar: Bill SD-351: 119, 121, 289.
Nevitt, Frances Cynthia: Bill SD-40: 92, 110, 171.
Niquette, Paul-Emile: Bill SD-51: 119, 122, 171.
Nobbs, Francis John: Bill SD-335: 119, 121, 282.
O'Connor, Hugh: Bill SD-244: 175, 221, 224.
Olejnik, Pawel: Bill SD-76: 92, 110, 171.
O'Neil, Betty: Bill SD-205: 174, 250, 252.
O'Reilly, Jean Elizabeth: Bill SD-198: 92, 110, 174.
Orlivsky, Paul: Bill SD-386: 156, 180, 342.
Oulton, Helen: Bill SD-314: 179, 188, 282.
Page, Charles Harold: Bill SD-245: 92, 110, 175.
Pallotta, Giovanni: Bill SD-448: 120, 368, 391.
Papadakis, Maria: Bill SD-467: 156, 180, 416.
Papp, Clara Edith: Bill SD-92: 92, 110, 172.
Parent, Joseph-Phillippe-Philias-Fabien: Bill SD-279: 176, 251, 252.
Parizeau, Paul: Bill SD-405: 156, 180, 389.
Parmiter, Virginia Ruth: Bill SD-233: 92, 110, 175.
Pearson, Joan Mary: Bill SD-84: 92, 110, 172.
Peck, Elizabeth: Bill SD-447: 391, 397, 436.
Pellerin, Edouard: Bill SD-413: 156, 224, 389.
Pelletier, Joseph-Luc-Roger: Bill SD-323: 119, 121, 282.
Perry, Suzi Elizabeth: Bill SD-74: 156, 171, 180.
Phillips, Allan Barry: Bill SD-489: 156, 284, 416.
Pickford, John Matthew Hardman: Bill SD-317: 179, 188, 282.
Piercey, Maureen Mary: Bill SD-199: 92, 110, 174.
Pinkerton, Madge Estelle: Bill SD-98: 92, 111, 172.
Plaskett, Eva Florence: Bill SD-191: 93, 111, 174.
Plzak, Georgine: Bill SD-300: 93, 111, 176.
Porter, Louisa Emily Elizabeth: Bill SD-325: 119, 121, 282.
Pothier, Auréa: Bill SD-321: 119, 121, 282.

Divorce, Bills de – (non adoptés par la Chambre) – *(suite)*
Power, Vivian Geoffrey: Bill SD-453: 156, 284, 415.
Pozza, Mona: Bill SD-187: 174, 273, 274.
Prentice, Anne Marion: Bill SD-356: 119, 121, 290.
Pringle, Marie Henriette Antoinette Marguerite Bloodworth: Bill SD-336: 156, 181, 282.
Prud'homme, Jean Guy: Bill SD-103: 172, 205, 206.
Pujol, Jacqueline-Henriette: Bill SD-437: 279, 284, 390.
Quelle, Lena: Bill SD-7: 170, 179, 188.
Rae, Evelyn Frances: Bill SD-169: 93, 111, 174.
Ramsden, Gordon Richard Alexander: Bill SD-452: 157, 284, 415.
Ranger, Joyce Evelyn: Bill SD-43: 120, 122, 171.
Rankin, Patricia Rose: Bill SD-126: 93, 111, 173.
Rapoport, Olga: Bill SD-359: 157, 181, 290.
Redmond, Elaine: Bill SD-378: 157, 181, 342.
Reid, Elizabeth Shaw Fisher: Bill SD-30: 170, 273, 274.
Reid, Hale Calvin: Bill SD-36: 171, 288.
Reiner, Susanne: Bill SD-235: 93, 111, 175.
Rémy, Monique: Bill SD-50: 93, 111, 171.
Richard, Réal: Bill SD-49: 93, 111, 171.
Rinder, Jean Alice: Bill SD-153: 94, 113, 172.
Rivet, Thérèse: Bill SD-477: 119, 121, 416.
Roberts, Doris Elinor: Bill SD-365: 157, 181, 290.
Robinson, Calvin Harold: Bill SD-471: 157, 224, 416.
Rogers, Barbara Patricia: Bill SD-238: 119, 122, 175.
Romer, Géraldine Ludgarde: Bill SD-150: 93, 111, 173.
Rosenberg, Jeanette: Bill SD-427: 157, 181, 390.
Rosenberg, Marcelle: Bill SD-271: 93, 111, 176.
Rosenblatt, Isadore: Bill SD-209: 93, 111, 174.
Rosenstrauss, Rebecca: Bill SD-206: 93, 111, 174.
Ross, Irene: Bill SD-61: 93, 111, 171.
Rothman, Nellie: Bill SD-86: 93, 111, 172.
Rowe, William Joseph: Bill SD-491: 157, 369, 416.
Rozwadowski, Gerda-Sascha: Bill SD-22: 93, 111, 170.
Rubenstein, Fany: Bill SD-347: 157, 181, 289.
Ruhnau, Gerda Margarete: Bill SD-24: 170, 205, 206.
Runions, Beverley Anne: Bill SD-288: 93, 111, 176.
Ryan, Daisy Emily Dorothy: Bill SD-446: 391, 397, 436.
Ryan, Kathleen: Bill SD-172: 93, 111, 174.
Sabetta, Patricia: Bill SD-395: 157, 192, 342.
Sabo, Helen Beverley: Bill SD-426: 157, 181, 390.
Sacks, Molly: Bill SD-212: 174, 191, 192.
Sadler, David Filmore: Bill SD-366: 279, 284, 290.
Sangster, Kathleen: Bill SD-218: 175, 205, 206.
Sauvé, Paulette: Bill SD-423: 119, 122, 390.
Schaub, Frieda Lina: Bill SD-179: 174, 221, 224.
Scherzer, Lorna: Bill SD-37: 93, 111, 171.
Schmidt, Ingeborg: Bill SD-455: 119, 122, 415.
Schulte, Karl Heinz: Bill SD-350: 119, 122, 289.
Sckyra, Marie Theresa: Bill SD-249: 93, 111, 175.
Scott, Cynthia Elsie: Bill SD-19: 170, 250, 252.
Seagrove, Millicent Vera: Bill SD-450: 120, 369, 391.
Sealy, Joseph Maurice: Bill SD-263: 93, 111, 176.
Seaman, Agnes Irene: Bill SD-15: 157, 170, 181.
Sergent, Anna May: Bill SD-278: 176, 221, 224.
Serrati, Jacqueline: Bill SD-462: 157, 192, 415.
Shapiro, Blima (Wendy): Bill SD-88: 93, 111, 172.
Shapiro, Lily (Lillian): Bill SD-410: 157, 224, 389.
Sharpe, Jeannine Elizabeth: Bill SD-54: 93, 111, 171.
Sherry, Ivy Elizabeth: Bill SD-119: 93, 111, 172.
Siev, Phyllis: Bill SD-219: 93, 111, 175.
Simpson, Lloyd James: Bill SD-70: 93, 111, 171.
Slattery, Marion Ruth Catherine: Bill SD-5: 93, 111, 170, 359, 444.

Divorce, Bills de – (non adoptés par la Chambre) – *(suite)*
Small, Elizabeth Lillian: Bill SD-128: 93, 111, 173.
Small, Patricia Ann: Bill SD-293: 93, 111, 176.
Smith, Aline-Hélène: Bill SD-104: 172, 273, 274.
Smith, Margaret Catherine: Bill SD-25: 170, 249, 252.
Smith, Ruby Rita: Bill SD-292: 93, 111, 176.
Smolar, Ellen: Bill SD-333: 119, 122, 282.
Sobrian, Barbara Ann: Bill SD-439: 280, 369, 391.
Socaransky, Sylvia: Bill SD-151: 173, 273, 274.
Sonne, Eloise: Bill SD-241: 175, 250, 252.
Soulier, Ginette-Noëla-Mélanie: Bill SD-230: 175, 250, 252.
Southwood, Myrtle Alice: Bill SD-45: 171, 179, 188.
Spector, Judith Joy: Bill SD-341: 119, 122, 283.
Spires, Sylvia Bertha: Bill SD-149: 93, 112, 173.
Staruch, Bertha: Bill SD-291: 93, 112, 176.
Stirling, Elizabeth Angela: Bill SD-297: 94, 112, 176.
Strachan, Adele Kathleen: Bill SD-296: 94, 112, 176.
Stratton, Léomay-Marie-Blanche: Bill SD-38: 94, 112, 171.
Strickland, Anna Elizabeth: Bill SD-168: 94, 112, 174.
Sutton, Audrey Barbara: Bill SD-406: 119, 122, 389.
Szakacs, Mihaly: Bill SD-370: 158, 224, 290.
Tait, Kenneth James Graham: Bill SD-310: 119, 122, 282.
Tannenbaum, Hyman Omri: Bill SD-175: 94, 112, 174.
Tasler, Angelika: Bill SD-481: 158, 181, 416.
Tata, Marketa: Bill SD-110: 94, 112, 172.
Tellier, Adrien: Bill SD-492: 416, 436.
Thériault, Donat: Bill SD-444: 382, 391.
Thomson, Willa Keith: Bill SD-398: 158, 192, 342.
Titleman, Isadore: Bill SD-14: 94, 112, 170.
Tornay, Glen Stewart: Bill SD-85: 94, 112, 172.
Trachtenberg, autrement connue sous le nom de Beverley Tratt: Bill SD-17: 94, 112, 170.
Trerice, Doris Irene: Bill SD-283: 94, 112, 176.
Trickey, Milton Lawrence: Bill SD-201: 94, 112, 174.
Trottier, Eliane: Bill SD-407: 158, 224, 389.
Turcotte, Léo-Paul: Bill SD-422: 222, 224, 390.
Tyminski, Irene: Bill SD-273: 94, 112, 176.
Usher, Dorothy Alice: Bill SD-371: 158, 181, 290.
Vachon, Raymonde: Bill SD-428: 119, 122, 390.
Varverikos, Lygery: Bill SD-53: 94, 112, 171.
Vien, Hélène-Denise: Bill SD-167: 173, 251, 252.
Vincent, Donna Maureen: Bill SD-490: 158, 224, 416.
Vysniauskas, Stasys: Bill SD-157: 94, 112, 173.
Walker, Linnea Erna Barbara: Bill SD-101: 94, 112, 172.
Wallace, Barbara Ann: Bill SD-27: 94, 112, 170.
Watt, William Metcalfe: Bill SD-3: 94, 112, 170, 282.
Weatherby, Mary Catherine: Bill SD-58: 171, 222, 224.
Weiss, Toni Anna Lydia autrement connue sous le nom de Toni Anna Lydia Weisz: Bill SD-171: 94, 112, 174.
Welte, Anton: Bill SD-94: 94, 112, 172.
Wertheimer, Esther: Bill SD-10: 94, 112, 170, 359.
White, Miriam: Bill SD-69: 94, 112, 171.
Willard, Lloyd Carlton: Bill SD-318: 119, 122, 282.
Williamson, James Richard: Bill SD-67: 94, 112, 171.
Willis, Albert Henry Grabeldinger: Bill SD-302: 94, 112, 176.
Wilson, Amira: Bill SD-362: 119, 122, 290.
Wodnicki, Helena Jadwiga Igiel: Bill SD-295: 94, 112, 176.
Wolofsky, Sheila: Bill SD-141: 94, 112, 173.
Woolley, Shirley Margaret: Bill SD-222: 94, 112, 175.
Worthington, Lily: Bill SD-41: 94, 113, 171.
Wunderlich, Karl Heinz: Bill SD-289: 176, 191, 192.
Zajko, Jennie: Bill SD-242: 159, 175, 181.
Zeitlhofer, Franz: Bill SD-8: 170, 222, 224, 359.

Divorce, Bills de – (non adoptés par la Chambre) – *(fin)*
Zimber, Rachela: Bill SD-11: 94, 113, 170, 324, 359.

Divorce, Opérations relatives à l'étude des bills de:
Message à l'adresse du Sénat en vue de lui transmettre les témoignages recueillis et les pièces produites devant le Comité sénatorial permanent des divorces au sujet des bills SD-1 à SD-327 inclusivement, qui avaient été déposés à la dernière session du 24e Parlement, 37.
Rapports du greffier des pétitions au sujet de lois de divorce, 87-94, 117-119, 120, 149-159, 178-179, 190-191, 204-205, 220-222, 249-251, 273, 278-280.
Rapports du greffier des pétitions au sujet de lois d'annulation de mariage, 119, 178, 249, 278.
Rapports du greffier des pétitions concernant des pétitions de lois de divorce présentées en retard, 310, 382, 436, 448, 464. – Renvoi au comité permanent du Règlement de ces pétitions et des rapports y afférents, 399-400.
Rapports de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés concernant des lois de divorce, 105-113, 120-122, 122, 179-181, 188, 191-192, 206, 223-224, 252, 274, 283-284, 288, 310, 331-332, 368.
Rapports de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés concernant des lois d'annulation de mariage, 122, 252.
Rapports de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, concernant l'examen de bills de divorce ne reposant pas sur des pétitions adressées et présentées à la Chambre des communes durant la présente session, 288, 397. – Renvoi au comité permanent du Règlement de ces bills et des rapports y afférents, 400.
Messages en provenance du Sénat transmettant à la Chambre des bills de divorce et les témoignages et documents y relatifs, 170-177, 282-283, 289-290, 342-343, 389-390, 391-392, 415-416.
Etude des bills de divorce réservée, 189, 203, 271.
Etude des bills de divorce, 281-282, 299-300, 323-324, 354-356, 392, 406, 436, 444, 456.
Bill SD-1, Loi pour faire droit à Madeleine-Françoise Hankowski: 2e lecture, après débat, et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 281; rapport du comité, 359; comité plénier, 392; motion de 3e lecture, 392; amendement proposant le renvoi du bill au comité permanent des bills privés en général en vue d'un nouvel examen, adopté, 392. Non rapporté du comité permanent.
Bill SD-2, Loi pour faire droit à Bruce Reid Campbell: 2e lecture et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 282; rapport du comité, 359; étude en comité plénier, 406.
Bill SD-3, Loi pour faire droit à William Metcalfe Watt: débat sur la motion de 2e lecture, 282.
Bill SD-4, Loi pour faire droit à Mildred Dawson Meakins: 2e lecture, après débat, et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 299; rapport du comité, 359; étude en comité plénier, 436.
Bill SD-5, Loi pour faire droit à Marion Ruth Catherine Slattery: 2e lecture, après débat, et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 299-300; rapport du comité, 359; étude en comité plénier, 444.
Bill SD-6, Loi pour faire droit à Sonja Bagry: 2e lecture et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 300; rapport du comité, 359; étude en comité plénier, 456.
Bill SD-7, Loi pour faire droit à Lena Quelle: débat sur la motion de 2e lecture, 300.
Bill SD-8, Loi pour faire droit à Franz Zeitlhofer: 2e lecture, après débat, et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 323; rapport du comité, 359.
Bill SD-9, Loi pour faire droit à John Harman: 2e lecture, après débat, et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 324; rapport du comité, 359.
Bill SD-10, Loi pour faire droit à Esther Wertheimer: 2e lecture, après débat, et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 324; rapport du comité, 359.
Bill SD-11, Loi pour faire droit à Rachela Zimber: 2e lecture, après débat, et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 324; rapport du comité, 359.
Bill SD-12, Loi pour faire droit à Alethea Sarah Ivy Fowler: motion de 2e lecture; débat; rappel au Règlement et décision de l'Orateur, adoption de motion et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 354-356. Non rapporté du comité permanent.

Divorce, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de bills de:
Abbruzzese, Maria Adalgisa (Gisele) Rossignoli: 190.
Adie, Arnold: 222.
Allard, Joseph Arthur Marcel: 278.
Altmeppen, Heinrich Bernhard: 220, 224.
Anderson, Ann Viola Woodward: 221.
Andrews, Ruth Diana Williams: 149.

Divorce, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de bills de – *(suite)*
Archambault, Jeannine Guérin: 221.
Armour, Marion Daphune Cormier: 278, 310.
Arsenault, Ida Christina Amalia Helena Koel: 150.
Auclair, Etienne: 150.
Auger, Olga Stefik: 117, 120.
Babeu, Paul Romain Bernard: 150, 283.
Barber, Walter: 178.
Barmash, Norman: 278.
Bartlett, Alfred: 150.
Beaton, Catherine Marie MacDonald: 150.
Beaulieu, Joseph Lionel Ernest Lucien: 150.
Beausoleil, Dorothy Hazel Neila Bell: 448.
Benoit, Jeanne d'Arc Papineau: 251.
Bergeron, Joseph Ernest André: 150.
Billington, William: 150.
Birch, Elizabeth Sharp: 278.
Black, Diane Lillian Kirkus: 150.
Blackman, Carol Thornton: 310.
Bloom, Joan Elaine Rolbin: 150.
Blumberger, Eva Livia Iranyi: 150.
Bonner, Rita Anne Page: 251.
Bornstein, Madeleine Stattner: 251.
Boros, Liliana Sarda: 278.
Boucher, Jean Robert: 150.
Boudrias, Barbara Joan Eversfield: 222.
Bradley, Richard Price: 150.
Brault, Joseph Roch Aurèle: 251.
Brendish, Betty Audrey Sims: 251.
Brimacombe, Thomas Wesley: 150.
Brooks, Robert: 150, 331.
Brown, June Patricia Pain: 178, 368.
Budziaszek, Dolores Mary Constant: 191.
Bureau, Norman Hart: 382.
Burland, Sheila Muriel Flynn: 150.
Burns, Roberta Sealey: 221, 283.
Burton, Ernestine Dorothy Jarvis: 250.
Campbell, James: 278.
Caron, Claude: 118, 120.
Carter, Agnes Claire Larocque: 278.
Cechmistro, Anastasie Verty: 222.
Chabotar, Michael: 151.
Chaddock, Edgar Louis: 151.
Charbonneau, Rollande Audet: 278.
Charlow, Shirley Ann Hinman: 151.
Cheverie, Elmer Stephen: 151.
Chiriaeff, Ludmilla Gorny: 221.
Cieply, Mary Suszek: 222.
Clarke, Alan John: 159.
Clayton, Elizabeth Heather MacNicoll: 151, 223.
Clemente, Francesco: 249.
Cloutier, Antonia Sanscartier: 278.
Cohen, Rose Frishling: 151.
Cohen, Sheila Aronoff: 251.
Cohen, Vivian Marjery Singer: 222.
Collins, Joan Marjorie Gallant: 151.
Cooke, Walter Donald: 159.
Coulombe, Olive Annie Kirby: 222, 283.
Coutu, Monique Garneau: 278.
Csillag, Anna: 151.
Cubitz, Mildred Niren (Nirenberg): 151, 310.
Cunningham, Christina Ilene Burns: 151.

Divorce, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de bills de – *(suite)*
Cushing, Frances Mary Coghill: 251.
Cyr, Claire Limoges: 205.
Czerniak, Edward: 205.
Dagenais, Margaret Jane O'Brien: 278.
Dalgleish, Rosemarie Bohn: 151.
Daniel, Marie Blanche Yvonne Thérèse Lemay: 278.
da Silva, Lucien Réal: 221.
Davies, Ruby Emma Clough: 151.
Davis, Gita Joy Kaplan: 151.
Davison, Dorothy Sheritt: 250.
Decosse, Ruth Ensor: 151.
Defosses, Rose Mancuso: 151, 223.
de Muys, Marie Aline Denise Rainville: 151.
Deschênes, Vanutelli: 119.
Desjardins, Albert: 205.
Dietrich, Edgar: 151.
Dietrich, Lieselotte Margo Irmscher: 250.
Dingman, Florence Freda Tadei: 250.
Di Paola, Antonio: 151.
Dixon, Thomas Wesley: 151.
Dobrofsky, Marilyn Wexelman: 151.
Dorion, Marie Tarcile Rosalie Yvette Gratton: 151.
Dorland, Janine Madeleine Grumbach: 278.
Dorozowsky, Edward: 152, 192.
Dowsley, Neilson Harold: 152, 331.
Dublanski, Alexandra Hunievicz: 152.
Dubois, Paul André Clément Robert: 152.
Dufresne, Diane Bulloch: 251.
Dumansky, Barbara Schultz: 222.
Dumas, Mildred Emily Velcoff: 159, 180.
Durocher, Marie Imelda Lisette Rajotte: 178.
Elliott, Joyce Eileen Menzie: 159, 223.
Everall, Madeleine Priscilla Deane Suckling: 152, 331.
Fauchon, Mary Margaret Una Breau: 191.
Fleurant, Nicolle Potvin: 191, 331.
Flynn, Louise Simard: 221.
Foster, Heidi Gertrude Kuss: 152.
Foster, Pauline Abrams: 152.
Frampton, Clara Melissa Riche: 222.
Franey, Elizabeth Cormack: 222.
Frederick, Dorothy Minchinton: 279.
Gagnon, Gaston Joseph: 152.
Gallant, Audrey Gertrude East: 152.
Galley, William Robert: 152.
Garelick, Mortimer Joseph: 152.
Garley, Giovanna (Joan) Salvatore: 152.
Garrett, Suzanne Mary Goodger: 278.
Gates, Rose Marie Luci: 251, 284.
Gauvin, Marie Madeleine Lydia Laflamme: 152, 331.
Geddie, John Stewart: 152.
Geoffrion, Magdeleine Tétrault: 152, 331.
Geraghty, Joseph Adélard Frederick: 118, 120.
Gibb, Gordon: 152, 180.
Goodchild, Andrea Stuart: 250.
Goodwin, Harvey Stewart Wycliffe: 178, 368.
Goulet, Lise Bergeron: 152.
Goyer, Joseph Honoré: 153, 192.
Graham, William Wallace: 222.
Greenberg, Susan Joan Hyman: 221.
Griffith, Mary Noreen Smith: 153.
Grilli, Francesco: 153.

Divorce, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de bills de – *(suite)*
Guimond, Margarete Huber: 159.
Guindon, Marcel: 153.
Guitar (Guitard), Marie Bernadette: 278.
Guitard, Joseph-Léandre: 278.
Haig, Eva Jean Fletcher: 279.
Hall, Margaret Elizabeth Taylor: 153.
Haller, Lillian Dauber: 119.
Hann, George: 205.
Harnois, Roma: 279.
Harris, Graham Campbell: 153.
Hastie, Maureen Sandra Murray: 221.
Hayman, Maurice: 205.
Hefferman, Barbara Ann Murray: 153.
Hermita, Mary Hilda Hyslop: 279, 331.
Hicks, Donald Edgar: 310.
Hof, Marguerite Lacoste: 279.
Hogan, Richard Wilfrid Earl: 153, 331.
Holowaty, Micheline Deyglun: 178.
Howard, Hilda Louise Magnusson: 279.
Iliescui-Constantine, Jill Stott: 153.
Jackson, Gilbert Walter: 178.
Javicoli, Antonello: 153.
Johnston, Eileen Patricia Sullivan: 153.
Jones, Beverley Anne Basford: 153, 368.
Jones, Violet Maud Willis: 179.
Jouanet, Yves Marie Aimé: 191.
Jull, Nell Gwendolyn Fleury: 251.
Kaatz, Cacilie Johanna Friederike Hagedorn: 153, 180.
Kamin, Regina Brauner: 154.
Kaprian, Wasyl: 154.
Kara, Phyllis Wishnowski: 154, 331.
Karas, Peter: 221.
Kardaras, Mary: 279.
Kawalerski, Klawda Bass: 222.
Kemp, Patricia Hobbs: 222.
Kennedy, Hazel Vera Caines: 205.
Kern, Marie Louise Renz: 154.
Kertland, Elizabeth Rosamund Busche: 251.
Kirk, Edna Mae Hollindale: 154.
Klinger, Irene Collier: 154.
Krebs, Ernst: 191.
Kulba, Morris Alexander: 154.
Kulczycki, Lillian Cere: 154.
Kurland, Paula Elaine Segal: 279.
Lach, Linda Ruth Kirsch: 279.
Ladouceur, Monique Nicole Thériault: 154.
Laforge, Joseph Marcel André: 154.
Laframboise, Roger: 280.
Lalonde, Evelyn Alberta Florence Céré: 154.
Lambrinoudis, Elizabeth Kolokithia: 279.
Lamoureux, Gilles: 251.
Land, Iris Lawson McFarlane: 279.
Langlois, Hubert: 154.
Lank, Constance Lebaron Dibblee: 250.
Lapointe, Antoinette Raymonde Françoise Joseph dit Teyssier: 154.
Laporte, Micheline Gagnon: 154.
Laurin, Marie Marthe Raymond: 159.
Lavallée, Donald Allan: 251.
Lavigne, Louise Beausoleil: 154.
Lear, Jean McKinley Law: 251.
LeBel, Marie-Paule Goineau: 251.

Divorce, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de bills de – *(suite)*
Lecompte, Joseph Maurice Réal: 154.
Legault, Germaine Sauriol: 279.
Lejeune, Ada Josephine Ford: 154.
Lemieux, Yvonne St-Aubin: 154.
Lépine, Joseph Ferdinand: 251.
Lessard, Phyllis Marie Walsh: 154.
Levin, Moe: 154.
Lewin, Hans Ulrich: 154, 331.
L'Heureux, Joseph Antonio Benoît Jacques: 91, 109.
Lockwood, Norma Margaret Bonter Smith: 155.
Long, Gilbert: 155, 284.
Mabo, Joseph: 155.
MacDougall, Margaret Meredith Cape: 156.
Mack, Eva Daniel: 222.
MacLean, Garfield: 221.
Major, Joseph Azarie René: 178.
Malaket, Roland: 179.
Mallette, Blanche Gagnon: 279.
Mallette, Margaret Alguire: 155.
Maltby, Maureen Ann O'Shaughnessy: 279.
Mann, Barbara Ruth Neale: 155.
Marino, Mario: 222.
Markowiecki (Marks), Helen Freda Benjamin: 250.
Markozanis, George: 155.
Martel, Faith Audrey Gloria Burnham: 251.
McAleer, Louisa Greig: 279.
McCartney, William George: 156.
McConnell, Evelyn Margaret Henderson: 279.
McElroy, Dorothy Marie Beale: 156.
McGuigan, Ellen Joan Lovell: 205.
McLeod, Pamela Ellen Wischhusen: 156.
McMahon, Marie Frances Theuerkauf: 205.
Mercier, Joseph Alfred Michel André Pierre: 155, 284.
Méthot, Fleur-Aimée-Marie-Liette Ranger: 155.
Michel, Joseph René Gérard: 155, 331.
Minicozzi, Antonio: 221.
Mintasky, George: 155.
Mitakis, Eleni Tzougaraki: 155.
Moffat, Helen Mary MacKay: 250.
Moffatt, Margaret Jean Coutts: 221.
Molla, Hipolite Paul: 205.
Morency, Joseph William Alfonse: 155, 331.
Morris, Vilma Kirby: 155.
Morrow, Kathleen Alice Priestley: 155.
Moss, Shirley Guss: 279.
Mroz, Bernice Ruth Serlin: 279.
Mulcahy, Doreen Eleanor Bishop: 155.
Mulcahy, Olive Brown: 156.
Musgrove, Constance Marion Hulburd: 279.
Nelham, Ellen Alice Hendry: 156, 331.
Néron, Paul: 156.
Newman, Mallie Fanny Kac: 382.
O'Brien, Jean Guy: 279.
O'Connor, Patricia James Lang: 279.
Oleschuk, Barbara Winnifred Kurtz: 191.
O'Neill, Joseph James Alexander Clermont: 156, 180.
Orr, Carole Anne Douglas: 156.
Parent, Eileen Owens: 156.
Parent, Mary Ruth Girling: 222.
Parrouty, Rosi Irma Koetke: 382.
Parsons, Mildred Jessie Murray: 251.

Divorce, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de bills de – *(suite)*
Pasen, Lionel Mortimer: 279.
Patrick, Betty Lillian Reichert: 156, 369.
Perkins, Louise Phelps: 156, 369.
Perrault, Pauline Adamczewski: 156.
Perron, Marie Gilberte Marcelle Lapointe: 279.
Perry, Doreen Gladys Ada Nicholson: 222.
Phelps, Joseph John Paul Raymond: 179.
Phillips, Jane Hanson: 205.
Picotte, Jean-Jacques Aimé: 156, 332.
Pilidis, Nicholas: 156.
Pilon, Roland: 156, 181.
Pinatel, Jean Elaine Lowe: 279.
Plante, Joseph Charles Jacques Jean: 222.
Poirier, Marjorie Helen Stainer: 205.
Pomerantz, Yetta Alterovitch: 156, 369.
Pons, Yvette Giraldeau: 159.
Quevillon, Joseph Yvon: 157.
Racine, Alphonse Eugène: 157, 332.
Racine, Joseph Emilien René: 221.
Ramsay, Shirley Grace Reid: 157.
Ratel, Lucille M. Vigneault: 279.
Ratelle, Thérèse Chaput: 157.
Renaud, Patrick Marcel: 178.
Renaut, Marcel: 221.
Richardson, Marion Fournier: 157, 369.
Richt, Fay Naiman: 157.
Rivard, Christine Goguen: 221.
Rivard, Dorothy Allen: 205.
Rivard, Gisèle Plouffe: 279.
Robb, Valera Marion Moore: 205.
Robert, Joseph G. Rolland: 279.
Robert, Yvon: 279.
Roberts, Frederick: 250.
Ronco, Armand: 157.
Rosquin, Emilia Honorine Anzano: 157.
Russel, Jack Reinhold: 222.
Rutledge, Hélène Marie Berthe Brault: 251.
Saint-Louis, Simon: 157.
Sallai, Andrew: 157, 332.
Sandperl, Ahuva Lina Sussman: 157.
Sansregret, Eugénie Fortin: 119, 122.
Saumur, Jean Lionel: 280.
Savard, Rita Boudreau: 221.
Savourda, Demetra Tsivriotis: 251.
Sawers, Jacqueline Lois Lubben: 205.
Scott, Arnold Campbell: 222.
Scott, Emmy Luise Bocking: 280.
Séguin, Viviane Hirsch-Montmartin: 205.
Sénécal, Cecile Rosler Wall: 157.
Shapiro, Rith Gittleson: 119, 122.
Sharko, William: 157.
Shave, John Phillip: 157.
Sherman, Esther (Estelle) Cohen: 280.
Sherman, Issie: 157.
Silverman, Ethelind Zidulka: 157.
Silverman, Evelyn Shirley Borenstein: 280.
Simard, Augustine Gingras: 158.
Simmonds, Mary Hurley: 179.
Simmons, Margarete Hohanne: 251.
Sinka, Imrich: 158.
Sockett, Betty Jane Doehler: 158, 332.

Divorce, Pétitions auxquelles il n'a pas été donné suite, sollicitant l'adoption de bills de – *(fin)*
Soiffer, Dina Canzer: 158.
Somlo, Anne-Marie Balazs: 250.
Sperlich, Kurt: 158.
Steeves, Joan Pauline Day: 280.
Steeves, Linda Rose Low: 158.
St-Germain, Elphège: 280.
St-Jacques, Raymond: 178.
Stockloser, Joan Geering: 250.
Stoltze, Arthur: 250.
Stone, Norma Evelyn Osborne: 250.
Szabo, Carmen Gravel: 280.
Talbot, Marcel: 158.
Teitlebaum, Irene Dolgin (Teitle) (Hart): 158.
Therrien, Maurice: 179.
Thiry, Charles Yvon Joseph: 251.
Thom, Edith Mary Seymour-Higgins: 221.
Thompson, Barbara June Ibberson: 205.
Tiger, Lionel Samuel: 158, 284.
Topousoglou, Victoria Nassou: 158.
Tremblay, Albert Wilfrid: 158, 332.
Trottier, Denise Boudreau: 158.
Turnbull, Alexander: 119.
Ungar, Gabrielle Alarie: 120.
Varin, Maurice: 179, 192.
Vassilieff (Vance) Carole Grace Kathleen Campbell: 205.
Vermette, André: 158.
Verrier, Henri: 280.
Vezeau, Marie-Jeanne Paré: 158.
Vézina, Marie Céline Thérèse Courteau: 280.
Viau, Lucinda Patterson: 158.
Vipond, Helen Lycas: 158.
Walker, Murray Hutchison: 158.
Waller, Lillian Anne LePoidevin: 158.
Ward, Alice Candide Sullivan: 280.
Ward, Ruth Wiseblatt: 158.
Wardell, Sheila Allison Pettigrew: 158.
Weissberger, Michel: 158.
White, Adele Marie Forscelle: 158.
Whiteside, Patricia Mary: 159.
Wiame, Jeannine Thauvoye: 158.
Wiens, Patricia June Graydon: 158.
Williams, John Harold: 158.
Wing, Charlie (Fong) (Hong): 159.
Winter, Odette Rosalie Louise Hick: 158.
Wise, Joan Margaret Gooch: 159, 284.
Wood, Bernice Marion Thayer: 159, 284.
Wood, Elizabeth Anne Walford: 280.
Wright, Jeanette Dorothy Saysell: 222.
Wright, Sheila Cohen: 159.

Dorchester, District électoral de:
Voir **Travaux publics.**

Douane et accise, Bureaux:
Nombre d'étudiants universitaires, au niveau du baccalauréat, en provenance des universités Laval, de Montréal et de Sherbrooke ou d'autres institutions d'enseignement du Québec, employés pendant l'été aux bureaux de la douane et de l'accise: question no 1150 – M. Rinfret. – Ordre de la Chambre, 407; dépôt de la réponse, 431. – Doc. parl. no 133g.

Douglas, député de Burnaby-Coquitlam, M. T. C.:
Certificat d'élection, 207; prise de séance, 207.

Drainage, Ouvrages de:
Voir **Office national de l'énergie (Loi modifiant la Loi sur l') (Bill C-45).**

Drapeau national:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire. – Souveraineté du Canada (Loi concernant la) (Bill C-29).**

Drogues:
Rapport (décembre 1962) du Comité spécial des drogues nouvelles, nommé par le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada, à la demande du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, 444. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 287. – Appendices audit rapport, 476 (texte anglais). – Doc. parl. no 287.
Voir aussi **Acide lysergique diéthylomidique. – Aliments et drogues (Loi modificatrice). – Thalidomide.**

Droit d'auteur:
Loi statuant sur le droit d'auteur au Canada. – Bill C-28: présentation – Mlle LaMarsh, et 1re lecture, 28.

Droits de l'homme, Recours contre les violateurs des:
Voir **Radiodiffusion (Loi modifiant la Loi sur la) (Bill C-46).**

Droits du public, Atteinte aux:
Voir **Code criminel (Bill modificateur).**

Droits miniers:
Voir **Colombie-Britannique (Province de la).**

Dufferin-Simcoe (Ontario), District électoral de:
Démission de l'honorable William Earl Rowe, député, 443; mandat au directeur général des élections pour l'émission d'un nouveau bref d'élection, 443.

Dumont, M. Bernard:
Voir **Bilinguisme (Le). – Orateur (M. l'). – Privilèges et élections (Comité permanent).**

Dunton, M. Davidson:
Recettes et coût à l'Etat de la Société Radio-Canada en 1961-1962; participation de socialistes et de socialisants à la direction de la société d'Etat; autorité directrice du réseau; président de la société: question no 73 – M. Caouette, 70. – Décision de l'Orateur, à la suite d'un rappel antérieur au Règlement de la part de M. Fisher, biffant le paragraphe 3 de la question relatif à la conviction politique ou la philosophie de certains fonctionnaires, 70-71. (Voir Questions inscrites au Feuilleton sous la rubrique Orateur (Décisions et déclarations).
Voir **Radiodiffusion et télévision.**

E

Eastern Trust Company, The:
Voir **Trust de l'Est Canadien (Le).**

Eaux interprovinciales:
Voir **Code criminel (Loi modifiant le) (Atteinte aux droits du public).**

Eaux territoriales du Canada:
Voir **Protection des pêcheries côtières (Loi sur la) (Zone de pêche de douze milles) (Bill C-33).**

Education:
Rapport de la 2e Conférence du Commonwealth sur l'éducation tenue à la Nouvelle-Delhi du 11 au 25 janvier 1962, 445. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 286.

Education et bien-être:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Eglise presbytérienne du Canada:
Voir **Bureau de fiducie de l'Eglise presbytérienne du Canada.**

Eldorado Aviation Limited:
Budget revisé d'établissement pour l'année civile 1962, 339. – Texte anglais. – Doc. parl. no 142a.
Tonnes et tonnes-milles de marchandises transportées à bord du matériel de traction appartenant à l'Eldorado Aviation Limited, durant 1959, 1960 et 1961, entre certains endroits déterminés, pour le compte de ministères et organismes de l'Etat; nombre de voyageurs transportés; bénéfices et revenus bruts, sources de revenus, recettes et dépenses de la société; total des accidents d'aviation de 1956 à 1961, etc.: question no 260–M. Nielsen. –Ordre de la Chambre, 193; dépôt de la réponse, 312-313. – Doc. parl. no 141a.

Eldorado Mining and Refining Limited:
Budget revisé d'établissement pour l'année civile 1962, 339. – Texte anglais. – Doc. parl. no 142a.

Election fédérale contestée:
Certificat de la décision rendue par deux juges de la Cour suprême de Terre-Neuve et annulant l'élection de M. Richard Cashin, député de Saint-Jean-Ouest (Terre-Neuve), 231-232; exposé des motifs du jugement du juge en chef R. S. Furlong, 232-237; exposé des motifs du jugement du juge H. A. Winter, 237-246.

Elections fédérales:
Ordre de la Chambre: Dépenses d'élections de chaque candidat à l'élection générale du 18 juin 1962. – Avis de motion portant production de documents no 47 – M. Peters, 328.
Ordre de la Chambre: Etat indiquant, par circonscription électorale, le montant total des dépenses d'élection de chaque candidat aux élections générales du 18 juin 1962 et les noms de tout candidat dont l'état des dépenses n'a pas été présenté. – Avis de motion portant production de documents no 1 – M. Knowles, 98-99; dépôt de la réponse, 337. – Doc. parl. no 1b.
Voir **Candidats battus aux élections fédérales. – Loi électorale du Canada. – Résolutions d'initiative parlementaire.**

Electricité, Compagnies privées d':
Sommes perçues en 1961 et recouvrables en 1962 à titre d'impôt par le gouvernement fédéral de la part des compagnies privées d'électricité de la province de Québec: pourcentage remis à la province en vertu des accords fiscaux fédéraux-provinciaux: *question no 187 – M. Marcoux. – Ordre de la Chambre, 98; dépôt de la réponse, 204. – Doc. parl. no 204.

Emplacements industriels, Conseil national des:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Emploi intégral:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Emprunts du gouvernement canadien:
Accord type relatif à cinq contrats d'achat individuels (24 septembre 1962) comportant la vente d'une émission de 250 millions de dollars d'obligations à 5 p.100 émises à l'extérieur du Canada et échéant dans vingt-cinq ans, soit le 15 octobre 1987, 85. – Texte anglais. – Doc. parl. no 190 *(imprimé)*.
Emprunts du gouvernement canadien (billets du Trésor, émissions d'obligations, emprunts aux banques commerciales et à l'étranger) et intérêt moyen: *question no 132 – M. Côté. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 73. – Doc. parl. no 187.

Enfance, Maladies de l':
Voir **Fonds canadien de recherches de la reine Elisabeth II (Loi sur le).**

Engagements à terme:
Voir **Banque du Canada. – Fonds des changes.**

Enquêtes sur les coalitions, Loi relative aux:
Nombre d'enquêtes menées, depuis le 1er janvier 1945, en vertu de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions; nombre de condamnations obtenues, avec mention des maisons de commerce, des sociétés ou des personnes qui en ont fait l'objet en vertu des statuts ou des articles du

Enquêtes sur les coalitions, Loi relative aux – *(fin)*
Code criminel: question no 1229 – M. Douglas. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 428. – Doc. parl. no 77a.
Rapport du directeur des enquêtes et recherches pour l'année 1961-1962, 19. – Version anglaise. – Doc. parl. no 77.
Voir aussi **Commission sur les pratiques restrictives du commerce.**

Enquêtes sur les coalitions et Code criminel (Loi modificatrice):
Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel. – Bill C-49: présentation – le ministre de la Justice, et 1re lecture, 37; 2e lecture après débat, comité plénier avec un amendement, 305; 3e lecture, 308; adoption par le Sénat, 336; sanction royale (le jeudi 29 novembre 1962), 336. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 4, Statuts du Canada, 1962-1963.

Entrepreneurs préférés:
Liste des entrepreneurs préférés en ce qui concerne les contrats, la fourniture de biens ou de travaux: question no 791 – M. Thompson. – Ordre de la Chambre, 347.

Entreprises, affaires ou ouvrages fédéraux:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire. – Sécurité professionnelle.**

Epilepsie:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Essais nucléaires:
Impression en appendice au hansard du jour de lettres échangées entre le président des Etats-Unis et le président de l'Union soviétique concernant l'inspection des essais nucléaires et l'interdiction des essais souterrains, 425.

Etudiants universitaires:
Voir **Commission du Service civil. – Douane et accise (Bureaux).**

Exercice de défense aérienne:
Exercice de défense aérienne tenu le 3 septembre 1962, jour de la fête du travail; raison du choix de la date, nature des plaintes formulées au sujet de la date et de l'exercice, teneur des réponses; puissance et succès d'attaque des bombardiers réels ou simulés, engins balistiques intercontinentaux simulés, engins simulés lancés de sous-marins: *question no 11–M. Herridge. – Ordre de la Chambre, 68; dépôt de la réponse 229. – Doc. parl. no 214.

Expansion commerciale, Loi américaine sur l':
Pourparlers avec le gouvernement des Etats-Unis au sujet des conséquences éventuelles sur le commerce canadien de la loi américaine sur l'expansion commerciale; fonctionnaires canadiens participants et dates des réunions: *question no 163 – M. Addison. – Ordre de la Chambre, 74; dépôt de la réponse, 117.

Expansion économique:
Voir **Développement économique. – Office d'expansion économique de la région atlantique. – Office national de développement économique. – Résolutions d'initiative parlementaire.**

Exportations et importations:
Voir **Assurance des crédits à l'exportation. – Automobiles. – Bois d'œuvre. – Colombie-Britannique. – Japon. – Pouvoirs d'urgence. – Royaume-Uni. – Volailles.**

Exposition universelle canadienne:
Visite à Paris du ministre associé de la Défense nationale pour les fins de l'exposition universelle canadienne; avion utilisé, date du voyage et responsabilité quant aux frais: *question no 927 – M. Marcoux. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 318. – Doc. parl. no 240.
Voir aussi **Compagnie de l'exposition universelle canadienne.**

Expropriations, Loi sur les, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur les expropriations. – Bill C-54: présentation – M. Martin (Essex-Est), et 1re lecture, 53.
Loi concernant les expropriations de biens-fonds. – Bill C-50: présentation – le ministre de la Justice, et 1re lecture, 41.
Voir aussi **Welland (Canal de).**

Export-Import Bank:
Voir **Fonds des changes.**

Expulsion, Ordonnances d'·
Voir **Immigration.**

F

Faillite, Loi sur la, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur la faillite. – Bill S-2: message du Sénat, 415; 1re lecture – le ministre de la Justice, 426.
Loi modifiant la Loi sur la faillite (Cessions des salariés). – Bill C-7: présentation (avec consentement unanime) – M. Orlikow, et 1re lecture, 26; motion de 2e lecture et débat, 86-87.
Loi modifiant la Loi sur la faillite (Récoltes et autres produits primaires auxquels on fait subir des transformations). – Bill C-106: présentation – M. Whelan, et 1re lecture, 425.

Federal Reserve Bank:
Voir **Fonds des changes.**

Fermes, Travailleurs saisonniers employés dans les:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Fête de l'Indépendance canadienne:
Voir **Souveraineté du Canada (Loi concernant la) (Bill C-29).**

Fonctionnaires de l'Etat:
Dispositions relatives aux congés de maladie des fonctionnaires classifiés, des employés rémunérés aux taux régnants; mesures prises en vue d'accorder le même traitement aux deux catégories d'employés: question no 741 – M. Knowles. – Ordre de la Chambre, 292-293; dépôt de la réponse, 338. – Doc. parl. no 133d.
Nombre d'employés rémunérés aux taux régnants, dans la région de Halifax-Dartmouth, visés par le "gel" des revisions de salaires, annoncé le 6 novembre 1962: *question no 671 – M. Morris. – Ordre de la Chambre, 276; dépôt de la réponse, 440. – Doc. parl. no 228a.
Nombre de fonctionnaires civils et de veuves de fonctionnaires recevant une pension mensuelle de retraite appartenant à des catégories déterminées et énumérées: question no 838 – M. Knowles. – Ordre de la Chambre, 304; dépôt de la réponse, 331. – Doc. parl. no 63a.
Nombre de fonctionnaires mis à pied temporairement ou congédiés depuis le 1er juin 1962; nombre dans chaque ministère des sociétés de la Couronne: question no 204 – M. McWilliam. – Ordre de la Chambre, 74; dépôt de la réponse, 393. – Doc. parl. no 133e.
Ordre de la Chambre: Correspondance et dossiers relatifs aux pourparlers échangés depuis le 18 juin 1962 entre le gouvernement et les trois groupements de fonctionnaires fédéraux au sujet du relèvement de traitements dans le service public et au mode de négociations. – Avis de motion portant production de documents no 10 – M. Knowles, 99; dépôt de la réponse, 429. – Doc. parl. no 133h.
Sommes dépensées pour le transport des employés de l'Etat à bord d'avions de sociétés canadiennes et de sociétés étrangères: question no 1358 – M. Davis. – Ordre de la Chambre, 468.
Voir aussi **Attributions administratives (Examen des). – Commission du service civil. – Déclaration des droits des fonctionnaires de l'Etat. – Douane et Accise (Bureaux). – Hôpitaux. – Service civil (Loi sur le, – (Bill modificateur)).**

Fondation ukrainienne du Canada "Taras Shevchenko":
Loi constituant en corporation la Fondation ukrainienne du Canada "Taras Shevchenko". – Pétition – M. Mandziuk: rapport du greffier, 65; rapport de l'examinateur, 95. – Bill S-10: message du Sénat et 1re lecture, 342; 2e lecture, après ordre de priorité, et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 435.

Fonds canadien de recherches de la reine Elisabeth II, Loi sur le:
Rapport du Conseil de fiducie pour l'année 1961-1962, 17. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 124 *(imprimé)*.

Fonds des changes:
Adresse: Correspondance échangée depuis le 1er mai 1962 entre le gouvernement du Canada et le Fonds monétaire international, l'Export-Import Bank, la Federal Reserve Bank et la Banque d'Angleterre relativement aux réserves du Canada en change, et documents ou mémoires y mentionnés: – Avis de motion portant production de documents no 7 – M. Lewis, 140; dépôt de la réponse, 198. – Doc. parl. no 190a.
Ordre de la Chambre: Etat relatif aux avoirs officiels globaux en or et en devises étrangères détenus au Fonds des changes et à la Banque du Canada à l'ouverture des affaires le 9 avril 1962. – Avis de motion portant production de documents no 30 – M. Turner, 141; dépôt de la réponse, 431. – Doc. parl. no 48c.
Ordre de la Chambre: Tableau des variations des avoirs officiels en or et en devises étrangères détenus dans le compte du Fonds des changes et par la Banque du Canada, avec mention du montant global du change offert sur le marché et provenant des ventes de devises étrangères du 9 avril au 24 juin 1962. – Avis de motion portant production de documents no 12 – M. Turner. – Reporté à l'ordre relatif aux *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 47 du Règlement, 100; adoption de la motion après discussion, 116; dépôt de la réponse, 177. – Doc. parl. no 48a.
Voir aussi **Banque du Canada.**

Fonds de bienfaisance de l'armée:
Voir **Commission du Fonds de bienfaisance de l'armée.**

Fonds monétaire international:
Voir **Fonds des changes.**

Forces militaires canadiennes:
Admissibilité à la pension de celui qui a vingt ans ou plus de service dans les forces armées; détails relatifs à des cas de refus de pension; dispositions relatives à l'octroi d'une pension à celui qui a été licencié, après dix ans ou plus de service, pour cause d'incompétence ou de mauvaise conduite: question no 554 – M. MacInnis. – Ordre de la Chambre, 212; dépôt de la réponse, 273. – Doc. parl. no 94e.
Age moyen de mise à la retraite du personnel des forces régulières de l'armée; moyenne de la durée du service; rappel du personnel retraité; nombre de militaires des trois armes retraités depuis le 1er avril 1961: question no 327 – M. Matheson. – Ordre de la Chambre, 132; dépôt de la réponse, 198. – Doc. parl. no 94c.
Allocation de subsistance spéciale aux membres des forces canadiennes postés dans certaines régions de Terre-Neuve; régions visées; montant de l'allocation au 1er janvier 1962 et depuis cette date: *question no 1087 – M. Batten. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 377. – Doc. parl. no 94f.
Nombre de personnes ayant moins de 20 ans de service réglementaire et de temps de guerre qui ont été licenciées avec pension dans chacun des services armés durant chaque année depuis 1955; nombre des personnes licenciées pour cause d'incompétence ou de mauvaise conduite; et nombre de personnes ayant plus de 20 ans de service réglementaire ou de temps de guerre qui ont obtenu une libération honorable sans avoir droit à une pension: question no 284 – M. MacInnis. – Ordre de la Chambre, 131; dépôt de la réponse, 198. – Doc. parl. no 94d.
Nombre de retraités des forces armées; catégories de retraités, selon le montant indiqué de la pension; découvert actuariel dans le compte de la pension de retraite des forces canadiennes: question no 918 – M. Laing. – Ordre de la Chambre, 328; dépôt de la réponse, 382. – Doc. parl. no 97b.
Somme globale dépensée annuellement pour l'ensemble des forces armées canadiennes en service au pays ou à l'étranger; somme globale versée annuellement en pensions aux anciens combattants de la première grande guerre et à l'égard des veuves et des personnes à charge des an-

Forces militaires canadiennes – *(fin)*
ciens combattants de la deuxième grande guerre: *question no 220 – M. Ouellet. – Ordre de la Chambre, 74-75; dépôt de la réponse, 142-143. – Doc. parl. no 94b.
Taux des allocations spéciales de vie chère aux forces armées et à la Gendarmerie royale du Canada à Terre-Neuve en 1948, 1952, 1956 et 1962: question no 1105 – M. Tucker. – Ordre de la Chambre, 378; dépôt de la réponse, 423. – Doc. parl. no 269.
Voir aussi **Incendies de forêt.**

Forêts:
Programme forestier entrepris de concert avec le gouvernement de la province de Québec, depuis le 30 juin 1958; montants versés aux termes des accords: question no 231 – M. Clermont. – Ordre de la Chambre, 75; dépôt de la réponse, 220. – Doc. parl. no 73a.
Voir aussi **Incendies de forêt.**

Forêts, Ministère des:
Rapport pour l'année 1960-1961, 20. – Version française. – Doc. parl. no 73 *(imprimé)*.
Rapport pour l'année 1961-1962, 429. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 73b *(imprimé)*.
Somme dépensée par le ministère des Forêts au titre de la recherche; projets entrepris et mesures mises à exécution: question no 1116 – M. Dubé. – Ordre de la Chambre, 401; dépôt de la réponse, 431. – Doc. parl. no 73c.
Voir aussi **Incendies de forêt.**

Formation professionnelle:
Voir **Conférence internationale du travail.**

Formation technique et professionnelle, Loi sur l'assistance à la:
Rapport pour 1961-1962, 22. – Version anglaise. – Doc. parl. no 86.
Sommes versées à l'intention de projets précis au gouvernement du Québec en vertu de la loi sur l'assistance à la formation technique et professionnelle; application des dispositions de la loi aux centres d'apprentissage relevant du ministère provincial du Travail: *question no 908 – M. Beaulé. – Ordre de la Chambre, 317-318; dépôt de la réponse, 368. – Doc. parl. no 86a.
Sommes versées, en vertu de la loi, pour l'assistance à la formation technique et professionnelle pour des centres d'apprentissage relevant du ministère du Travail du Québec; demandes des autorités provinciales et teneur de la réponse: *question no 1163 – M. Beaulé. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 402. – Doc. parl. no 86b.

Fort St. John, Agence indienne de:
Voir **Indiens.**

Frais de financement (Communication de renseignements):
Loi pourvoyant à la communication de renseignements sur les frais de financement. – Bill C-36: présentation – M. Argue, et 1re lecture, 29.

Fraser, Fleuve:
Ordre de la Chambre: Documents et correspondance échangés entre le ministre des Travaux publics et toute personne au sujet de la construction d'un canal, le long de l'ancien lit du fleuve Fraser, destiné à relier la rivière Pitt et l'anse Burrard. – Avis de motion portant production de documents no 40 – M. Douglas, 277; dépôt de la réponse, 448. – Doc. parl. no 288.
Ordre de la Chambre: Correspondance échangée entre le gouvernement et des personnes et groupements relativement à l'établissement d'une Administration du port du fleuve Fraser, ou d'une Commission du havre de New Westminster ayant de plus vastes attributions et devant remplacer la Commission actuelle. – Avis de motion portant production de documents no 52 – M. Douglas, 362; dépôt de la réponse, 423. – Doc. parl. no 166a.

Frontière Ontario-Québec:
Voir **Saint-François (Lac).**

Fruits et légumes:
Voir **Colombie-Britannique (Province de la).**

Great Eastern Railway:
Demandes formelles reçues du gouvernement de la Colombie-Britannique en vue d'une aide financière destinée au prolongement du chemin de fer de Prince George à Fort-St.-John et Dawson Creek; date de ces demandes, sommes demandées et mesures prises: question no 476 – M. Laing. – Ordre de la Chambre, 186; dépôt de la réponse, 337. – Doc. parl. no 246.

Great-West Life Assurance Company, The:
Pétition – M. Muir (Lisgar): rapport du greffier, 449.

Grains:
Voir **Céréales. – Commission des grains du Canada. – Provende (Céréales de). – Provende (Criblures de).**

Greffier de la Chambre des communes:
Le greffier dépose sur le bureau de la Chambre le certificat d'élection et la liste des députés élus à la 25e élection générale tenue le 18 juin 1962, 1.
Le greffier communique à la Chambre une lettre relative à l'ouverture de la 1re session du 25e Parlement, 6.
Le greffier préside à l'élection de M. L'Orateur, 7.

Grandes routes du Canada:
Voir **Route transcanadienne.**

Griefs, Enquête sur les:
Voir **Commissaire parlementaire.**

Grossman, M. Allan:
Voir **Régie des alcools de l'Ontario.**

Guimond, M. Yvon:
Détails relatifs au certificat de mécanicien de M. Guimond et à son emploi à la station de l'ARC à Saint-Jean (Qué.): question no 1399 – M. Dupuis. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 469. – Doc. parl. no 1331.

H

Habeas Corpus:
Voir **Code criminel (Loi modifiant le) (Bill C-77).**

Habitation (Loi modificatrice):
Loi modifiant la Loi nationale de 1954 sur l'habitation. – Résolution: présentation – le ministre des Travaux publics, 385; comité plénier et adoption, 409. – Bill C-102: 1re lecture et, du consentement unanime, 2e lecture, comité plénier et 3e lecture, 409-410; adoption par le Sénat, 418; sanction royale (le jeudi 20 décembre 1962) 421. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 17, Statuts du Canada, 1962-1963.
Voir aussi **Société centrale d'hypothèques et de logement.**

Harkness, L'honorable Douglas Scott:
Démission du poste de ministre de la Défense nationale: lettres échangées (les 3 et 4 février 1963) avec le premier ministre du Canada. 467. – Doc. parl. no 294.

Hawker-Siddley of Canada Limited:
Aide financière offerte par l'Etat pour permettre à la Société de continuer l'exploitation de la houillère no 16 à New Waterford, N.-E.: *question no 20 – M. MacInnis. – Ordre de la Chambre, 69; dépôt de la réponse, 219. – Doc. parl. no 92a.
Demande d'aide financière faite au gouvernement par la Société en vue de prévenir la fermeture de la houillère no 16 à New Waterford, N.-E.: *question no 21–M. MacInnis.–Ordre de la Chambre, 69; dépôt de la réponse, 219. – Doc. parl. no 92b.

Hendershot Paper Products Limited:
Voir **Commission sur les pratiques restrictives du commerce.**

G

Galerie nationale du Canada:
Ordre de la Chambre: Mémoires et correspondance échangés entre M. W.P. Chrysler, fils, et la Galerie nationale du Canada entre le 1er juin et le 15 octobre 1962. – Avis de motion portant production de documents no 36 – Mlle LaMarsh, 197; dépôt de la réponse, 229. – Doc. parl. no 20a.
Rapport pour l'année 1961-1962, 126. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 20 *(imprimé)*.
Voir aussi **Simmins, M. Richard B.**

Garde côtière du Canada, Service de:
Nombre de navires de l'Etat affectés à la Garde côtière du Canada: question no 460 – M. Howard. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 212. – Doc. parl. no 210.

Gendarmerie royale du Canada:
Rapport sur l'application de la Partie I de la Loi sur la pension de retraite pour l'année 1961-1962, 78. – Version anglaise. – Doc. parl. no 81a.
Voir aussi **Canadian Association of University Teachers. – Forces armées.**

General Mortgage Service Corporation of Canada:
Pétition – M. Smith (Simcoe-Nord): rapport du greffier, 269; rapport de l'examinateur, 280.

Gill, M. Ernest C.:
Voir **Assurance-chômage (Loi sur l').**

Glassco, M. J. Grant:
Voir **Commissions royales d'enquête.**

Gloucester, N.-B., District électoral de:
Nombre total de personnes recevant des prestations d'assistance sociale, d'assurance-chômage, et nombre total de personnes inscrites comme chômeurs, au 31 mars et au 31 août 1962 dans le district électoral de Gloucester, N.-B.; question no 225 – M. Robichaud. – Ordre de la Chambre, 75; dépôt de la réponse, 177. – Doc. parl. no 87e.

Gold Rush Festival:
Voir **Dawson, Ville de**

Good News Broadcasting Association of Canada, The:
Pétition – M. Mandziuk: rapport du greffier, 269; rapport de l'examinateur, 413.

Gouverneur général, Son Excellence le:
Le Gouverneur général se rend à la salle des séances du Sénat, 8.
Discours du trône prononcé par Son Excellence, 9 – 15.
Transmission de budgets de dépenses: budget principal revisé de 1962-1963, 115; budget supplémentaire (A) de 1962-1963, 315; budget supplémentaire (B) de 1962-1963, 375.
Transmission du décret du conseil nommant les membres de la Commission de la régie intérieure de la Chambre, 15.

Gouverneur général, Secrétaire du:
Lettre relative à l'ouverture de la 1re session du 25e Parlement, 8.

Gouverneur général, Secrétaire adjoint du:
Lettre relative à l'ouverture de la 1re session du 25e Parlement par l'honorable Patrick Kerwin, 6-7; lettres relatives à la sanction royale, 145, 202-203, 333, 419.

Gouverneur général, Suppléant du:
L'honorable Patrick Kerwin, juge en chef du Canada, se rend à la salle des séances du Sénat pour ouvrir la 1re session du 25e Parlement, 7; sanction royale, 148, 203, 336, 420-421.

Heures de travail:

Loi limitant les heures de travail des personnes employées aux travaux, entreprises et affaires du gouvernement fédéral. – Bill C-85; présentation – M. Berger, et 1re lecture, 315.

Hong Kong:

Voir **Chinois. – Réclamations de guerre (Fonds des).**

Hôpitaux:

Nombre des employés des services de radiographie des hôpitaux fédéraux à qui on a accordé un congé parce qu'ils avaient été exposés à la radioactivité: question no 321 – M. Berger. – Ordre de la Chambre, 132; dépôt de la réponse, 260. – Doc. parl. no 104b.

Somme globale versée en salaires à tous les employés d'hôpitaux généraux et psychiatriques au Canada; nombre total de ces employés et nombre par lit; somme estimative dépensée en 1959, 1960 et 1961 pour la construction des deux catégories d'hôpitaux et participation financière fédérale; comparaison entre le salaire horaire moyen des employés ordinaires d'hôpitaux et celui des employés d'industries primaires et secondaires; salaires versés dans les hôpitaux de l'Etat et les hôpitaux locaux à certaines catégories d'employés: question no 17 – M. Macnaughton. – Ordre de la Chambre, 69; dépôt de la réponse, 209. – Doc. parl. no 104a.

Voir aussi **Sweepstakes au bénéfice d'hôpitaux.**

Humphrey, M. George M.:

Demandes de renseignements ou d'assistance, de la part du comité des forces armées du Sénat des Etats-Unis, au sujet de l'activité de M. Humphrey dans l'industrie houillère et métallurgique ou dans d'autres sociétés faisant des affaires au Canada et dont il est directeur ou administrateur; réponse du gouvernement: question no 120 – M. Fisher. – Ordre de la Chambre, 72; dépôt de la réponse, 229. – Doc. parl. no 215.

Hymne national:

Voir **Résolutions d'initiative parlementaire. – Souveraineté du Canada (Loi concernant la) (Bill C-29).**

I

Immigration:

Date d'établissement, d'abolition et de remise en vigueur du règlement exigeant l'entrée des immigrants au pays par les ports canadiens; nombre d'immigrants à qui on a permis l'entrée au Canada par des ports américains: *question no 665 – M. Morris. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 263-264. – Doc. parl. no 16b.

Examen de l'article 19 de la loi sur l'immigration à la lumière des paragraphes a) et b) de l'article 2 de la Déclaration canadienne des droits; conclusions de l'examen et modifications envisagées: question no 742 – M. Knowles. – Ordre de la Chambre, 346.

Nature et ventilation de l'aide versée aux 127,086 immigrants assistés entre 1951 et le 31 mars 1962; pays d'origine de ces immigrants: question no 593 – M. Badanai. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 227. – Doc. parl. no 16a.

Nombre de personnes admises au pays durant chaque année civile, de 1950 à 1960; pays de provenance et nombre d'immigrants à l'égard de chacun; nombre de ceux qui ont émigré du Canada pendant la même période; pays en cause: question no 1333 – M. Beer. – Ordre de la Chambre, 458.

Nombre de personnes dont on a ordonné l'expulsion depuis le 1er janvier 1957; motifs de non-expulsion dans certains cas: question no 353 – M. Howard. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 195. – Doc. parl. no 17b.

Nombre et emplacement des bureaux de l'Immigration où se fait l'examen des demandes d'admission; nombre de demandes d'admission en instance dans chaque bureau: *question no 1034 – M. Badanai. – Ordre de la Chambre, 386.

Nombre, nationalité, degré d'instruction, de formation, de talent ou d'autres aptitudes spéciales des immigrants admis au Canada en vertu de l'article 31 du Règlement sur l'Immigration, entré en vigueur le 1er février 1962: question no 57 – M. Brewin. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 97-98. – Doc. parl. no 17a.

Raisons de chaque ordonnance d'expulsion de certains résidents de la Chine et de Hong Kong, de l'annulation ou révocation de certaines ordonnances: *question no 881 – M. Howard. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 317. – Doc. parl. no 17d.

Immigration – *(fin)*
Rapport concernant le nombre et le montant des prêts consentis aux immigrants en vertu de l'article 69(1) de la Loi sur l'immigration durant l'année 1961-1962, 47. – Version anglaise. – Doc. parl. no 16.
Voir aussi **Chinois.**

Immigration, Loi sur l', – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur l'immigration (Père ou mère d'un citoyen canadien). – Bill C-74: présentation – M. Crestohl, et 1re lecture, 227.
Voir aussi **Citoyenneté canadienne (Loi sur la) (Bill modificateur).**

Imperial Life Assurance Company of Canada, The:
Loi concernant The Imperial Life Assurance Company of Canada. – Pétition: rapport du greffier, 269; rapport de l'examinateur, 351. – Bill S-16 – M. Hellyer: message du Sénat et 1re lecture, 367; priorité accordée en vue de la prise en considération le mardi suivant, 392; 2e lecture sans débat et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 406; rapport du comité, 416; inscription au *Feuilleton* du jour en vue de sa prise en considération à titre de 1er article de l'ordre relatif aux affaires inscrites au nom des députés, 419; comité plénier et 3e lecture, 419; sanction royale (le jeudi 20 décembre 1962), 421. – 11-12 Elizabeth II, chapitre 18, Statuts du Canada, 1962-1963.

Importations:
Voir aussi **Automobiles. – Colombie-Britannique (Province de la). – Exportations et importations. Importations (Surtaxe sur des) – Japon. – Royaume-Uni. – Volailles.**

Impôts:
Somme globale des impôts directs ou indirects perçus dans la province de Québec par le gouvernement fédéral et somme globale du budget des dépenses affectée à la province, pour chaque année financière du 1er avril 1950 au 31 mars 1962: question no 1257 – M. Sauvé. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 438. – Doc. parl. no 280.

Impôt sur le revenu (Loi modificatrice):
Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu. – Résolution: avis, par le ministre des Finances, figurant au *Feuilleton des avis* publié dans les *Procès-verbaux* du 27 septembre 1962; adoption par le comité des voies et moyens, 256-258. – Bill C-78: présentation et 1re lecture, 268; motion de 2e lecture: débat, 281, 283; adoption, 3e lecture, 287; adoption au Sénat, 325; sanction royale (le jeudi 29 novembre 1962), 336. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 8, Statuts du Canada, 1962-1963.

Impôt sur le revenu des corporations:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Impôt sur les biens transmis par décès (Loi modificatrice):
Loi modifiant la Loi de l'impôt sur les biens transmis par décès. – Résolution: avis, par le ministre des Finances, figurant au *Feuilleton des avis* publié dans les *Procès-verbaux* du 27 septembre 1962; adoption au comité des voies et moyens, 258-259. – Bill C-79: présentation et 1re lecture, 268; 2e lecture sans débat, comité plénier sans amendement, 293; 3e lecture, 297; adoption au Sénat, 325; sanction royale (le jeudi 29 novembre 1962), 336. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 5, Statuts du Canada, 1962-1963.

Impressions, Comité mixte permanent:
Message du Sénat transmettant les noms des sénateurs faisant partie du comité, 57; institution du comité et liste des députés en faisant partie, 168; message à l'adresse du Sénat transmettant la liste des membres du comité, 169.

Impressions et papeterie publiques, Loi sur les:
Rapport pour l'année 1961-1962, 411. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 136 *(imprimé).*

Incendies de forêt:

Mesures prises en vue de constituer au sein des diverses armes des forces militaires canadiennes une équipe expérimentée pour combattre les incendies de forêt au pays; conditions requises des régimes de participation financière en ce qui concerne l'intervention de l'équipe dans une province: question no 123 – M. Fisher. – Ordre de la Chambre, 73; dépôt de la réponse, 126. – Doc. parl. no 94a.

Indemnisation des employés de chemin de fer:

Voir **Chemins de fer (Loi modifiant la Loi sur les) (Responsabilité en matière d'indemnisation du personnel).**

Indemnisation des marins marchands, Loi sur l', – (Bill modificateur):

Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des marins marchands. – Bill C-25: présentation – M. Carter, et 1re lecture, 28; motion de 2e lecture, débat et interruption du débat à l'heure réglementaire, 372.

Indiens:

Achats de contre-plaqué pour le compte de l'agence indienne de Fort St. John durant les dix dernières années; quantités, prix et vendeurs visés; utilisation de la marchandise; disparition d'une certaine quantité de celle-ci: question no 997 – M. Howard. – Ordre de la Chambre, 347; dépôt de la réponse, 432. – Doc. parl. no 18f.

Achats de fil métallique à clôture pour le compte de l'agence indienne de Fort St. John durant les dix dernières années; quantités, prix et vendeurs visés; utilisation de la marchandise, disparition d'une certaine quantité de celle-ci: question no 998 – M. Howard. – Ordre de la Chambre, 348; dépôt de la réponse, 432. – Doc. parl. no 18g.

Achats de machines agricoles pour le compte de l'agence indienne de Fort St. John au cours des dix dernières années; quantités, prix et vendeurs visés; utilisation de la marchandise; disparition d'une certaine quantité de celle-ci: question no 999 – M. Howard. – Ordre de la Chambre, 348; dépôt de la réponse, 432-433. – Doc. parl. no 18h.

Achats de scies mécaniques pour le compte de l'agence indienne de Fort St. John au cours des dix dernières années; nombre, prix et vendeurs visés; enquête relative aux destinataires et conclusions de celle-ci: question no 1000 – M. Howard. – Ordre de la Chambre, 348; dépôt de la réponse, 433. – Doc. parl. no 18i.

Adresse: Communications reçues par le gouvernement depuis le 8 juillet 1961 relativement à la convocation d'une conférence fédérale-provinciale en vue de transférer certaines affaires indiennes, selon le vœu formulé par le comité mixte pour les affaires indiennes. – Avis de motion portant production de documents no 55 – M. Pickersgill, 362; dépôt de la réponse, 459. – Doc. parl. no 18l.

Adresse: Correspondance adressée au gouvernement depuis le 31 décembre 1961 relativement à la situation des Indiens de bandes désignées. – Avis de motion portant production de documents no 58 – M. Matheson, 408.

Adresse: Correspondance échangée depuis le 1er janvier 1960 entre les gouvernements du Canada et de l'Ontario et d'autres personnes et groupements intéressés relativement à l'instruction de la population indienne de la circonscription électorale de Timiskaming. – Avis de motion portant production de documents no 61 – M. Peters, 439.

Date de l'acquisition du terrain destiné à l'établissement des Indiens de Fort-Nelson près de Muskwa aux environs du mille 295 de la grande route d'Alaska; camp militaire établi près de l'endroit, distance du nouvel emplacement de l'ancienne réserve "The Old Fort"; achat et jalonnement de terrain de l'agence indienne de Fort St. John par M. Galibois, surintendant de l'agence: question no 1003 – M. Howard. – Ordre de la Chambre, 360-361; dépôt de la réponse, 433. – Doc. parl. no 188k.

Ordre de la Chambre: Copie du rapport de M. W.J. Morris, au sujet de l'enquête sur les conditions régnant dans la réserve indienne de Red Lake. – Avis de motion portant production de documents no 4 – M. Howard, 99; dépôt de la réponse, 209. – Doc. parl. no 18c.

Population, superficie, production forestière de chacune des réserves de l'agence indienne de Miramichi (N.-B.): question no 1114 – M. McWilliam. – Ordre de la Chambre, 378; dépôt de la réponse, 433. – Doc. parl. no 18j.

Projets de recherches dans le domaine des affaires indiennes entrepris depuis le 1er avril 1957; sommes dépensées à cette fin; mesures mises à exécution: question no 1047 – M. Pickersgill. – Ordre de la Chambre, 361; dépôt de la réponse, 470. – Doc. parl. no 18m.

Réduction des dépenses courantes de la Direction des Affaires indiennes ou de tout autre ministère s'occupant des Indiens depuis l'adoption de la ligne de conduite du gouvernement au sujet

Indiens – *(fin)*
des diminutions des dépenses de l'Etat: question no 295. – M. MacEachen. – Ordre de la Chambre, 131; dépôt de la réponse, 198. – Doc. parl. no 18b.
Services d'électricité dans les deux réserves indiennes de Longlac (Ont.); demandes d'aide financière relative à l'installation de tels services; nombre de maisons construites sur les réserves par la Direction des affaires indiennes: *question no 573 – M. Fisher. – Ordre de la Chambre, 212; dépôt de la réponse, 314. – Doc. parl. no 18d.
Sommes dépensées pour construction et réparation de maisons, bien-être social (secours), routes, aqueducs et égouts, depuis 1957, à l'égard d'agences indiennes désignées de la Colombie-Britannique: question no 18a.
Sommes dépensées pour la réserve indienne de Weymontachie depuis 1955: question no 1063 – M. Laprise. – Ordre de la Chambre, 377; dépôt de la réponse, 431. – Doc. parl. no 18e.

Indiens, Loi sur les, – (Bill modificateur):
Loi concernant les Indiens. – Bill C-14: présentation – M. Howard, et 1re lecture, 27; ordre, appelé et non abordé, perd son rang, 208.
Loi modifiant la Loi sur les Indiens (Droits relatifs aux spiritueux). – Bill C-31: présentation – M. Barnett, et 1re lecture, 29.
Voir aussi **Cour des réclamations des Indiens. – Remise en valeur et aménagement des terres agricoles (Réserves indiennes) (Bill C-22).**

Intérêt, Loi sur l', – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur l'intérêt. – Bill C-40: présentation – M. Argue, et 1re lecture, 30.
Loi modifiant la Loi sur l'intérêt. – Bill C-53: présentation – M. Orlikow, et 1re lecture, 41.
Voir aussi **Petits prêts (Loi sur les).**

Interior Contracting Company Limited:
Sommes reçues par la compagnie, depuis le 1er janvier 1957, pour des travaux effectués pour le compte du gouvernement fédéral; montants, dates et travaux en cause: *question no 267 – M. Howard. – Ordre de la Chambre, 130; dépôt de la réponse, 295. – Doc. parl. no 232.
Montants versés à la compagnie à la suite d'appels d'offres, à prix forfaitaire, sans ces formalités; date et nature de chaque contrat: question no 880 – M. Howard. – Ordre de la Chambre, 327.

Interprétation, Loi d', – (Bill modificateur):
Loi revisant et codifiant la Loi d'interprétation, avec les modifications y apportées, et changeant en conséquence certaines dispositions de la Loi sur la preuve au Canada et de la Loi sur les lettres de change. – Bill C-48: présentation – le ministre de la Justice, et 1re lecture, 37.

Irrigation, Ouvrages d':
Voir **Office national de l'énergie (Loi modifiant la Loi sur l') (Bill C-45).**

J

Jamaique, La:
Demande d'augmentation des placements canadiens faites par le gouvernement de la Jamaïque; réponse et encouragement du gouvernement du Canada aux particuliers intéressés: question no 9 – M. Herridge. – Ordre de la Chambre, 68; dépôt de la réponse, 229. – Doc. parl. no 213.

Japon:
Voir **Céréales.**

Jeunesse, Semaine consacrée chaque année à la:
Loi désignant une semaine consacrée chaque année à l'exaltation des mérites de la jeunesse. – Bill C-41: présentation – M. Smith (Calgary-Sud), et 1re lecture, 30.

Jeunesse, Service canadien de la:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Jeux Olympiques:
Ordre de la Chambre: Rapports et documents que possède le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, relativement au choix de Banff (Alberta), au lieu de Mont-Tremblant (Qué.), comme emplacement projeté des Jeux Olympiques d'hiver en 1968. – Avis de motion portant production de documents no 37 – M. Cadieux (Terrebonne), 228; dépôt de la réponse, 330. – Doc. parl. no 241.

Journaux et périodiques, Tarif de livraison des:
Voir **Postes (Loi sur les, – (Bill modificateur).**

Jours de fête statutaires payés:
Loi accordant aux employés des jours de fête statutaires payés, ainsi qu'une rémunération pour le travail accompli lesdits jours sur les ouvrages, entreprises et affaires du gouvernement fédéral. – Bill C-15: présentation – M. Knowles, et 1re lecture, 27; motion de 2e lecture et débat, 190.

Jour du Souvenir:
Voir **Service civil (Loi sur le, –) (Bill modificateur).**

Juges, Loi sur les, – (Bill modificateur):
Résolution tendant à modifier la Loi sur les juges: présentation – le ministre de la Justice, 37-38; comité plénier, 305, 421.

Justes méthodes d'emploi, Loi sur les, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi (Différenciation suivant l'âge). – Bill C-43: présentation – M. Mather, et 1re lecture, 30.

K

Kennedy, Le président:
Voir **Nassau, Entretiens de.**

Kent, District électoral de:
Voir **Quais et brise-lames.**

Kerwin, L'honorable juge Patrick:
Lettre relative à l'ouverture de la 1re session du 25e Parlement du Canada et présence au Sénat, 6-7. – Sanction royale: 148, 203, 336.

Khrouchtchev, M.:
Voir **Essais nucléaires.**

L

Lac Saint-Jean, District électoral de:
Voir **Travaux publics.**

Lait évaporé:
Voir **Commission sur les pratiques restrictives du commerce.**

Lakehead Videon, Société de télédiffusion de:
Voir **Radiodiffusion et télévision.**

Lambert, L'honorable Marcel:
Election au poste d'Orateur de la Chambre des communes, 7.

La Presse:
Voir **Privilège (Questions de):**

Laval-sur-le-Lac, Tournoi de golf de:
Voir **Radiodiffusion et télévision.**

Le Devoir:
Voir **Bilinguisme (Le).**

Lettres de change, Loi sur les, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur les lettres de change (Achats à tempérament). – Bill C-42: présentation – M. Peters, et 1re lecture, 30.
Voir aussi **Interprétation (Loi d').**

Libération conditionnelle de détenus, Loi sur la, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur la libération conditionnelle de détenus. – Bill C-109: présentation – le ministre de la Justice, et 1re lecture, 437.

Licences d'exportation et d'importation, Loi sur les:
Rapport sur les opérations découlant de la loi, pour l'année civile 1962, 459. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 144.
Voir aussi **Pouvoirs d'urgence.**

Licences d'exportation et d'importation, Loi sur les, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation. – Bill C-107: présentation – le ministre du Commerce, et 1re lecture, 437.

Lieux historiques:
Nombre et emplacements des lieux historiques admis à être améliorés ou à recevoir une assistance financière, durant 1959, 1960, 1961 et 1962; montants dépensés ou approuvés à l'égard de chacun: question no 1173 – M. Badanai. – Ordre de la Chambre, 407; dépôt de la réponse, 436. – Doc. parl. no 278.

Lignes aériennes, Fusion de sociétés de:
Voir **Air-Canada.**

Lignes aériennes Trans-Canada, Loi sur les, – (Bill modificateur):
Loi concernant la Loi sur les lignes aériennes Trans-Canada. – Bill C-72: présentation – Mlle LaMarsh, et 1re lecture, 211.
Voir aussi **Air-Canada.**

Lin:
Voir **Céréales.**

Logements à loyer modique:
Ententes fédérales, provinciales et municipales relatives à l'abolition de taudis et à la construction de logements à loyer modique, conclues depuis le 1er janvier 1948; participation financière fédérale à l'égard des projets de Toronto et de Montréal: *question no 1050 – M. Rinfret. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 386. – Doc. parl. no 129c.
Voir aussi **Société centrale d'hypothèques et de logement.**

Loi électorale du Canada:
Décret du conseil relatif au tarif des honoraires d'élection dans les districts électoraux du Yukon et de Mackenzie-River, 20. – Textes français et anglais. – Doc. parl. no 1a.

Loi électorale du Canada, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Age des votants). – Bill C-21: présentation – M. Lewis, et 1re lecture, 27; motion de 2e lecture, débat et interruption à l'heure réglementaire, 259.
Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Emissions d'un caractère politique). – Bill C-104: présentation – M. Harley, et 1re lecture, 417.
Loi modifiant la Loi électorale du Canada (Votes d'électeurs absents). – Bill C-62: présentation – M. Howard, et 1re lecture, 64.
Voir aussi **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Loteries provinciales:
Voir **Code criminel (Bill modificateur).**

Louisbourg, Parc national de:
Voir **Parcs nationaux.**

M

MacMillan, Le premier ministre:
Voir **Nassau, Entretiens de.**

MacPherson, M. M.A.:
Voir **Commissions royales d'enquête.**

Magistrat du peuple:
Voir **Attributions administratives (Examen des).**

Main-d'œuvre, Ajustement de:
Voir **Transformations industrielles et ajustements de main-d'œuvre.**

Maine, Etat du:
Voir **Assurance-chômage.**

Maple Leaf Service:
Cantines militaires exploitées par un organisme désigné sous le nom de Maple Leaf Service; détails à ce sujet: question no 518 – M. Macdonald (Rosedale). – Ordre de la Chambre, 186; dépôt de la réponse, 260-261. – Doc. parl. no 221.

Manitoba, Province du:
Voir **Acte de l'Amérique du Nord britannique. – Winnipeg (Canal régulateur de crue de la région métropolitaine de).**

Marchés léonins:
Loi concernant les recours contre les marchés léonins. – Bill C-67: présentation – M. Macdonald (Rosedale), et 1re lecture, 124.

Mariage, Dissolution et annulation:
Loi autorisant le Sénat du Canada à dissoudre ou annuler le mariage. – Bill C-82: présentation – M. Mandziuk, et 1re lecture, 297.
Loi concernant la dissolution et l'annulation du mariage au Canada. – Bill C-12: présentation – M. Peters et 1re lecture, 26; motion de 2e lecture, débat, et interruption à l'heure réglementaire, 177.
Voir aussi **Avoué parlementaire. – Cour de l'Echiquier du Canada. – Résolutions d'initiative parlementaire.**

Marine et Pêcheries, Comité permanent:
Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 165; mandat du comité, 169; changement dans le personnel, 437.

Marine marchande du Canada, Loi sur la:
Etat concernant les recettes et les dépenses en application de la Partie V de la loi (marins malades) pour 1961-1962, 21. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 106.
Rapport concernant les exemptions autorisées dans les cas où des navires ont été dispensés d'avoir des capitaines, lieutenants et mécaniciens, titulaires de certificats durant l'année civile 1962, 459. – Version anglaise. – Doc. parl. no 151b.
Rapport concernant les exemptions autorisées dans les cas où on n'a pu obtenir les services d'un capitaine ou officier titulaire de certificat et d'expérience exigés, durant l'année civile 1962, 440. – Version anglaise. – Doc. parl. no 151a.

Marine royale du Canada:
Barème de la rémunération versée aux corps de métier aux chantiers de la Marine royale du Canada: *question no 672 – M. Morris. – Ordre de la Chambre, 264; dépôt de la réponse, 288. – Doc. parl. no 228.
Voir aussi **Sonar à profondeur variable.**

Marins malades:
Voir **Marine marchande du Canada (Loi sur la).**

Marins marchands:
Voir **Indemnisation des marins marchands (Loi sur l').**

Maritime medical care:
Décision du gouvernement au sujet de l'admissibilité des personnes à la charge des militaires en garnison dans les provinces de l'Atlantique au programme *Maritime Medical Care:* *question no 793 – M. MacEachen. – Ordre de la Chambre, 293; dépôt de la réponse, 338-339. – Doc. parl. no 245.

Médicaments:
Voir **Acide lysergique diéthylomidique. – Aliments et drogues. – Thalidomide.**

Mer bleue, Tourbière dite:
Mesures visant à prévenir la destruction de ce refuge de gibier; juridiction de la Commission de la Capitale nationale; observations de la part du Service canadien de la faune: question no 1224– M. Herridge. – Ordre de la Chambre, 408; dépôt de la réponse, 431. – Doc. parl. no 130b.

Merit Insurance Company:
Loi concernant la Merit Insurance Company. – Pétition: rapport du greffier, 269; rapport de l'examinateur, 280. – Bill S-14, M. Macnaughton: message du Sénat et 1re lecture, 333-334; priorité lors du prochain appel des bills privés, 334; motion de 2e lecture: débat et adoption, 354; renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 354; rapport du comité, 366; priorité au Feuilleton en vue de sa prise en considération le mardi suivant, 392; comité plénier et 3e lecture, 406; sanction royale (le jeudi 20 décembre 1962), 421. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 19, Statuts du Canada, 1962-1963.

Mesures de guerre, Loi sur les, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur les mesures de guerre. – Bill C-55: présentation – M. Martin (Essex-Est), et 1re lecture, 53.

Mexique:
Voir **Assurance des crédits à l'exportation (Loi sur l').**

Mines d'or, Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des:
Rapport pour l'année 1961-1962, 56. – Version anglaise. – Doc. parl. no 93 *(imprimé).*

Mines et Relevés techniques:
Rapport du ministère pour l'année civile 1961, 261. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 90 *(imprimé).*

Mines, Forêts et Cours d'eau, Comité permanent:
Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 165; mandat du comité, 169; modification de la liste du personnel du comité, 183.

Ministres de la Couronne:
Noms des ministres faisant partie de conseils d'administration, des sociétés en cause, de ceux qui ont résigné leurs fonctions d'administrateur depuis qu'ils ont prêté le serment de membres du conseil privé, et des sociétés visées: question no 15 – M. Knowles. – Ordre de la Chambre, 68; dépôt de la réponse, 272. – Doc. parl. no 224.
Voir aussi **Sénat et Chambre des communes (Loi sur le).**

Miramichi, Agence indienne de:
Voir **Indiens.**

Mollozzi, M. A.R.:
Fonctions et traitement de M. Mollozzi au Conseil de recherches pour la défense; caractère officiel ou personnel de remarques faites à Kitchener: question no 1381 – M. Fisher. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 468-469. – Doc. parl. no 297.

Monnaie, Hôtel des monnaies et Fonds des changes, Loi sur la, – (Bill modificateur):
Résolution tendant à modifier la Loi sur la monnaie, l'Hôtel des monnaies et le fonds des changes: présentation, 33.

Montréal, Ville de:
Voir **Logements à loyer modique. – Radiodiffusion et télévision.**

Mont-Tremblant, P.Q.:
Voir **Jeux Olympiques.**

Moosonee (Ont.):
Adresse: Télégrammes, correspondance et documents échangés depuis le 1er janvier 1959 entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux relativement à l'enquête d'ordre économique et technique concernant la possibilité d'aménager un port en eau salée à Moosonee. – Avis de motion portant production de documents no 24 – M. Peters, 140.

Morris, M. W.J.:
Voir **Indiens.**

Municipalités:
Ligne de conduite adoptée par le gouvernement fédéral, de 1950 à 1955, quant à la cession d'immeubles antérieurement utilisés aux corps municipaux; modifications depuis 1955; ligne de conduite actuelle: question no 740 – M. Knowles. – Ordre de la Chambre, 276-277; dépôt de la réponse, 330. – Doc. parl. no 243.
Voir aussi **Aide aux améliorations municipales (Loi sur l'). – Travaux municipaux d'hiver (Programme des).**

Musée national du Canada:
Résolution tendant à aider et à faciliter l'essor du Musée national du Canada: présentation – le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, 444.

N

Nassau, Entretiens de:
Impression en appendice au hansard du jour des communiqués publiés à l'issue des entretiens relatifs à la politique de défense de l'Alliance occidentale, tenus à Nassau en décembre 1962 entre les premiers ministres du Canada, du Royaume-Uni et le président des Etats-Unis d'Amérique, 425.

Nations Unies, Organisation des:
Voir **Aide économique.**

Navigation hauturière:
Nombre de navires hauturiers battant pavillon britannique, qui appartiennent à des entreprises canadiennes; nombre de ces navires affectés au commerce entre la Russie et Cuba; impôt sur le revenu versé au Trésor fédéral par ces navires ou leurs propriétaires: *question no 51 – M. Chevrier. – Ordre de la Chambre, 69-70; dépôt de la réponse, 220. – Doc. parl. no 211.

Négociation et arbitrage:
Voir **Service civil (Loi sur le) (Bill modificateur).**

Newfoundland Savings Bank Act, 1939:
Loi abrogeant The Newfoundland Savings Bank Act, 1939.–Bill C-6: présentation – le ministre des Finances, et 1re lecture, 25.

New Waterford, N.-E.:
Voir **Hawker-Siddley of Canada Limited.**

New Waterford Barrachois Improvement Association:
Demande d'aide au gouvernement en vue de l'aménagement d'une industrie commerciale permanente de la pêche dans la région; mesures proposées par le gouvernement: question no 342 – M. MacInnis. – Ordre de la Chambre, 137; dépôt de la réponse, 230. – Doc. parl. no 69a.

New Westminster, District électoral de:
Voir **Fraser, Fleuve. – Travaux municipaux d'hiver (Programme des).**

Nickel:
Achats de nickel canadien par le gouvernement du Canada ou l'un de ses organismes ou par une société de la Couronne, de 1958 à 1962, pour la production de défense, la recherche, l'aide internationale (Plan de Colombo), etc.: question no 360 – M. Godin. – Ordre de la Chambre, 360; dépôt de réponse, 230, 249. – Doc. parl. nos 216 et 216a.

Nord Américaine, Compagnie d'Assurances Générales, La:
Loi concernant La Nord Américaine, Compagnie d'Assurances Générales. – Pétition: rapport du greffier, 65; rapport de l'examinateur, 95. – Bill S-6, M. Turner: message du Sénat et 1re lecture, 208; 2e lecture après discussion et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 272; rapport du comité, 297; comité plénier et 3e lecture, 323. – Sanction royale (le jeudi 29 novembre 1962), 336. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 20, Statuts du Canada, 1962-1963.

North American General Insurance Company:
Voir ci-dessus.

Nord canadien et Ressources nationales, Ministère:
Rapport du ministère pour l'année 1961-1962, 421. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 112 *(imprimé)*.

Northern Transportation Company Limited:
Budget revisé d'établissement pour l'année civile 1962, 339. – Texte anglais. – Doc. parl. no 142a.
Voir aussi **Eldorado Aviation Limited.**

O

Oberlander, M. H. Peter:
Plan d'aménagement urbain de Banff (Alberta), 124.

O Canada:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Office des prix des produits de la pêche:
Voir **Soutien des prix des produits de la pêche (Loi sur le).**

Office des produits agricoles, Loi sur l':
Rapport pour l'année civile 1961, 20. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 4.

Office de stabilisation des prix agricoles:
Voir **Stabilisation des prix agricoles (Loi sur la).**

Office d'expansion économique de la région atlantique:
Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique. – Résolution: présentation – le ministre du Revenu national, 291; comité plénier, 354, 356; adoption, 356. – Bill C-94: présentation et 1re lecture, 356; motion de 2e lecture: débat, 362, 367, 368; adoption, 368; comité plénier, 368, 372, 378, 379, 381, 382; rapporté avec un amendement, 382; motion de 3e lecture: débat, 387; amendement de M. MacEachen proposant le renvoi du bill au comité plénier afin d'adjoindre un nouvel alinéa au paragraphe (1) de l'article 9, 387; l'amendement est déclaré inadmissible (Voir **Orateur (Décisions et déclarations de M. l')**, 387; appel de la décision qui est maintenue (voir **Orateur (Décisions et déclarations de M. l')**, 387-388; débat et adoption de la motion de 3e lecture, 388; adoption par le Sénat, 418; sanction royale (le jeudi 20 décembre 1962), 421. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 10, Statuts du Canada, 1962-1963.
Déclaration du premier ministre concernant l'Office d'expansion économique de la région atlantique, 444.

Office national de développement économique:
Loi établissant un Office national de développement économique. – Résolution: présentation – le ministre des Finances, 291; comité plénier, 324, 329; adoption, 329. – Bill C-87: présentation et 1re lecture, 329; motion de 2e lecture: débat, 334, 337, 428, 429, 435, 436; adoption de la motion, 436; comité plénier, 436, 452, 455, 456.

Office national de l'énergie, Loi sur l', – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie (Travaux d'irrigation). – Bill C-45: présentation – M. Thomas, et 1re lecture, 30.

Office national du film:
Rapport de l'Office pour l'année 1961-1962, 18. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. 19 *(imprimé)*.

Ontario, Convention relative aux ports de l':
Loi ayant pour objet d'approuver une Convention intervenue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la province d'Ontario relativement aux ports publics. – Bill C-59: présentation – le ministre des Transports, et 1re lecture, 59; 2e lecture après discussion et renvoi au comité permanent des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, 349; rapport du comité, 405.

Or:
Voir **Mines d'or (Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des). – Subventions.**

Orateur, Monsieur l':

Procédure préliminaire à l'élection de l'Orateur, 7.
Election de l'honorable Marcel Lambert, député du district électoral d'Edmonton-Ouest, au poste d'Orateur de la Chambre des communes, 7.
Communication à la Chambre d'une lettre relative à l'ouverture officielle de la 1re session du 25e Parlement, 8.
Procédure postérieure à l'élection de l'Orateur, 8-9.
Rapport relatif à la reconnaissance habituelle des privilèges des Communes, 9.
Rapport du discours du trône, 9.
Lecture du message du Gouverneur général concernant la nomination de la Commission de la régie intérieure de la Chambre, 15.
Dépôt du rapport du bibliothécaire parlementaire, 16.
Dépôt du rapport du Directeur général des élections, 50.
Lecture de messages du Gouverneur général transmettant les budgets de dépenses, 115, 315, 375.
La Chambre est avisée du dépôt sur le bureau du rapport du greffier des pétitions concernant la pétition de M. R.S. Rodgers, 123.
Lettres relatives à la sanction royale, 145, 202, 333, 419.
Lettre adressée à l'Orateur de la Chambre par M. Dumont, député de Bellechasse, et article intitulé "Le Bilinguisme" publié dans *Le Devoir* du 1er novembre 1962; dépôt sur le bureau et lecture par le greffier de la Chambre, 201-202; renvoi au comité permanent des privilèges et des élections, sur motion de M. Churchill, 202.
Certificat de l'élection de M. T.C. Douglas, député de Burnaby-Coquitlam, 207.
Certificat de la décision rendue par deux juges de la Cour suprême de Terre-Neuve et annulant l'élection de M. Cashin, député de Saint-Jean-Ouest (Terre-Neuve), 231-232; exposé des motifs du jugement, 232-246; mandat au directeur général des élections pour la tenue d'une nouvelle élection dans le district de Saint-Jean-Ouest (Terre-Neuve), 246.
Dépôt du rapport du comité mixte des deux Chambres pour la bibliothèque du Parlement (autorité conférée au président du Sénat et à l'Orateur de la Chambre relativement au personnel de la bibliothèque après la prorogation et la dissolution du Parlement), 366.
Suspension de la séance à loisir, 420.
Lettre de démission de l'honorable William Earl Rowe, 443; émission de mandat au directeur général des élections pour la tenue d'une nouvelle élection dans le district électoral de Dufferin-Simcoe, 443.

Orateur, Décisions et déclarations de Monsieur l':

Ajournement de la Chambre en vertu de l'article 26 du Règlement:

Demande d'ajournement (par le chef de l'opposition) en vue de discuter une déclaration publiée par le département d'Etat des Etats-Unis à propos des arrangements de défense commune intervenus entre les gouvernements américain et canadien, 461. – L'Orateur estime que la question, pouvant être soulevée le lundi suivant à l'appel d'une motion de subsides, n'est pas suffisamment pressante pour justifier un débat aux termes de l'article 26 du Règlement, 461.– Le chef de l'opposition (M. Pearson) en appelle à la Chambre de la décision de l'Orateur, 461. – L'Orateur affirme que, d'après les précédents établis par ses prédécesseurs, on ne pouvait en appeler d'une décision de l'Orateur à cet égard, 461. – Le député d'Essex-Est (M. Martin) en appelle à la Chambre de la décision voulant qu'il n'y ait pas d'appel, 462. – La décision de l'Orateur relative à l'appel proposé par M. Martin, mise aux voix, n'est pas maintenue (pour: 104; contre: 122), 462-463. – La décision de l'Orateur relative à l'appel proposé par le chef de l'opposition, mise aux voix, n'est pas maintenue (sur division), 463.

Bill d'intérêt privé émanant du Sénat – Bill de divorce:

Motion de 2e lecture:

Motion de 2e lecture du Bill SD-12 tendant à faire droit à Alethea Sarah Ivy Fowler. Le motionnaire ayant invoqué les témoignages imprimés recueillis par le comité sénatorial des divorces, l'Orateur rappelle que le principe dont s'inspire le bill est que le mariage, conclu à une certaine date entre certaines parties, soit dissous, comme l'indique le préambule, et que la question de la preuve en vue de savoir s'il y a eu mariage et s'il y a eu adultère n'est pas une question que la Chambre peut examiner à l'étape de la 2e lecture, étant la question qui, en définitive, sera étudiée au comité, où l'on peut convoquer des témoins. L'Orateur décide que, tenant compte de la différence qui existe entre la 2e lecture d'un bill public et celle d'un bill privé, on doit se borner à discuter le principe du bill, savoir: accordera-t-on ou non le divorce ou fera-t-on droit ou non au demandeur, ainsi que le demande le bill, et que, partant de la définition donnée aux commentaires 482 et 483 de la 4e édition de Beauchesne de la nature de la 2e lecture d'un bill privé, définition acceptée par la Chambre depuis des années, il s'agit de l'acceptation en principe du renvoi du bill au comité pour une étude approfondie; si les députés trouvent que le principe du bill est inacceptable, ils peuvent s'efforcer de le rejeter, mais seulement en se fondant sur le principe et non en étudiant la preuve, 354-355.

Bills d'intérêt public d'initiative ministérielle:

Amendement à la motion de 2e lecture:

Motion de 2e lecture du Bill C-63 modifiant la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation et amendement de M. Scott refusant de poursuivre l'examen du bill parce que ses dispositions ne comportent pas une certaine extension de l'aide prévue à l'article 23 de la Loi, 75-76. L'Orateur déclare que l'amendement est inadmissible parce qu'il ne pose pas un principe contraire au bill et que, se rapportant à l'article 23 de la loi, il constitue une motion touchant la substance, soit une question entièrement nouvelle qui n'a rien à faire avec le bill dont la Chambre est saisie, et que c'est le principe du bill modificateur, et non le principe de la loi devant être modifiée, qui constitue la question à l'étude, 76-77.

Amendement à la motion de 3e lecture:

Motion de 3e lecture du Bill C-81 modifiant le Tarif des douanes et amendement de M. Pickersgill demandant de surseoir à la 3e lecture tant que la Chambre n'aura pas été saisie de l'examen des surtaxes approuvées par décret du conseil, lesquelles modifient les taux établis dans le bill et dans la loi que celui-ci modifie, 298. L'Orateur déclare l'amendement irrecevable: même si l'amendement est motivé, il peut être irrégulier pour d'autres raisons, et s'il est proposé à l'étape de la 3e lecture, il ne peut porter sur un sujet étranger au bill. Les surtaxes ne sont pas des taux au sens du Tarif des douanes, elles sont des mesures auxiliaires dont l'application n'est pas générale, peuvent être abolies par décret et sont nettement distinctes des taux de douane fixés dans le bill ainsi que dans la loi devant être modifiée. De plus, l'amendement serait irrecevable pour une seconde raison, en ce qu'il constitue une confirmation de rejet et, par là, contraire au sens de la motion principale, 298-299.

Motion de 3e lecture du Bill C-94 tendant à établir un Office d'expansion économique de la région atlantique et amendement de M. MacEachen demandant de surseoir à la 3e lecture afin que le bill soit déféré de nouveau au comité plénier en vue d'ajouter un nouvel alinéa au paragraphe (1) de l'article 9, 387. – L'Orateur décide que l'amendement est irrecevable

Orateur, Décisions et déclarations de Monsieur l' – *(suite)*
parce qu'il se rapporte à une matière dont le bill ne fait pas mention et qu'il ne correspond pas aux vues exprimées dans le commentaire 418 de Beauchesne, 4e édition, 387. – Appel à la Chambre de la décision de l'Orateur, laquelle est maintenue (par le vote de 113 contre 90), 387-388.

Bills d'intérêt public d'initiative parlementaire:
Motion de 2e lecture:
Motion de 2e lecture du Bill C-11 modifiant la loi sur la route transcanadienne, 146. M. McCleave invoque le Règlement pour souligner qu'un simple député n'a pas le droit de présenter un bill semblable qui renferme une disposition entraînant la dépense de deniers publics, 147. L'Orateur admet que le rappel au Règlement est bien fondé et que le bill est irrecevable puisqu'il ne peut être présenté que sur la recommandation de la Couronne, après adoption d'une résolution par le comité plénier, 147.– Appel à la Chambre de la décision de l'Orateur, laquelle est maintenue (par le vote de 195 contre 14), 147-148.
Motion de 2e lecture du Bill C-19 au sujet de la Cour des réclamations des Indiens au Canada, 287. M. McGee invoque le Règlement soutenant que le bill contient des dispositions entraînant des charges au trésor public et qu'il ne peut pour cette raison être présenté par un simple député, 287. L'Orateur permet de poursuivre le débat et rendra une décision la prochaine fois que le bill sera de nouveau pris en considération, 287.
Présentation et 1re lecture:
A l'appel de la rubrique relative au dépôt d'une longue liste de bills publics d'initiative parlementaire (lors de la 3e séance de la Chambre), l'Orateur déclare que n'ayant pas encore vu ces bills, n'en connaissant ni la teneur ni l'ampleur et ne pouvant dire s'ils sont conformes aux exigences du Règlement quant au fond, il désire faire une mise en garde: les mesures seront étudiées soigneusement d'ici leur 2e lecture et s'il y a vice de fonds à l'égard de l'une ou l'autre, la Chambre en sera alors saisie. La Chambre ne peut décider si un bill est recevable ou non lorsqu'elle en est saisie pour la 1re fois: l'adoption d'une motion à l'étape d'une 1re lecture ne constitue qu'une directive portant que le bill soit imprimé pour permettre aux députés d'en prendre connaissance, 26.

Comité spécial, Motion d'institution de:
Motion d'institution d'un comité spécial sur les drogues et les aliments, proposée par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, 371. Amendement de M. Martin (Essex-Est) proposant que le coût des drogues soit aussi mentionné dans la motion principale, 371. L'Orateur déclare que l'amendement est irrecevable parce que, si la mise en marché comprend aussi le coût des drogues, il n'a pas sa raison d'être et que, s'il en est autrement, il cherche à élargir les pouvoirs du comité, ce qui ne lui est pas permis, 371-372.

Questions:
Déclaration de l'Orateur sur les indicateurs pouvant guider les députés dans l'ensemble des questions posées à la Chambre, et en particulier pour les questions orales posées à l'appel de l'ordre du jour, 79-84.

Questions inscrites au Feuilleton:
Rappel au Règlement (par le député de Port-Arthur–M. Fisher) en vue de savoir si une certaine question (no 73) (ayant pour auteur M. Caouette) était conçue en des termes convenables, vu que la troisième partie constituait l'affirmation d'un fait présumé ou d'une opinion et que, portant sur une affaire de conviction politique, de principes ou encore sur la philosophie d'un serviteur de l'Etat, l'assertion allait à l'encontre des usages, des traditions et des convenances établis à la Chambre, et de savoir en outre quel moyen prendre pour faire disparaître la question du Feuilleton, au cas où elle était jugée offensante ou inconvenante. L'Orateur rappelle qu'aux termes du paragraphe (1) de l'article 39 du Règlement, on peut utiliser des faits dans toute question. Il peut y avoir doute quant à toute objection relative à l'exposé d'un prétendu fait. Quant à l'expression d'une opinion, ce qui est contraire au Règlement, la question peut être remaniée dans ses détails ou dans son ensemble, si c'est nécessaire, de manière à respecter le Règlement; par conséquent, il n'y a pas lieu de supprimer la question du Feuilleton pour cette raison. L'Orateur déclare en outre que, devant le silence des autorités et en l'absence de tout précédent connu, vu que les convictions politiques ou la philosophie d'une personne sont une affaire privée qui d'ordinaire échappe à la responsabilité administrative du gouvernement, elles ne sont d'aucun intérêt pour le public et ne sont pas censées être connues officiellement, à moins que la personne en ques-

Orateur, Décisions et déclarations de Monsieur l' – *(fin)*

tion ne participe activement et publiquement à un organisme politique: le fond de la 3e partie de la question no 73 s'écarte des usages et traditions de la Chambre et, en application de la citation de la page 113 de la 4e édition de Bourinot et du commentaire 172 de la 4e édition de Beauchesne, le paragraphe (3) de la question doit être biffé, et le ministre peut répondre au reste de la question s'il le juge à propos, 70-71.

Questions posées à l'appel de l'ordre du jour:

Le député d'Essex-Est (M. Martin) demande au ministre du Nord canadien et des Ressources nationales de défendre le chef de la Direction des parcs nationaux, qu'un député a attaqué avec malveillance, 101. L'Orateur déclare que la question n'est pas réglementaire parce qu'elle exprime une opinion et contrevient ainsi aux dispositions du paragraphe (1) de l'article 39 du Règlement, 101. – Appel à la Chambre de la décision de l'Orateur, laquelle est maintenue (par le vote de 147 contre 85), 102-103.

Le député de Bow-River (M. Woolliams) s'étant expliqué sur un fait personnel et le député de Port-Arthur (M. Fisher) ayant demandé au ministre intéressé de faire une déclaration à propos de l'affaire, l'Orateur déclare la question irrégulière pour la raison que ce n'était pas le genre de question qui peut être posée à l'appel de l'ordre du jour, 103. – Appel à la Chambre de la décision de l'Orateur, laquelle est maintenue (par le vote de 130 contre 103), 103-104.

Questions transformées en ordres de dépôt de documents:

Question de privilège soulevée à propos d'une question transformée en ordre de dépôt de document, dont la réponse serait insuffisante, et passant outre à un ordre de la Chambre constitue en théorie un outrage au Parlement, au dire du député de Bonavista-Twillingate (M. Pickersgill). L'Orateur affirme que l'article 39(4) du Règlement s'applique en l'occurrence, autrement dit, que, selon l'ordre de la Chambre, la réponse du ministre doit revêtir la forme d'un état ou d'un document, et que l'ordre de la Chambre ne l'oblige pas à répondre à la question dans la forme où elle est posée, mais simplement de fournir les renseignements sous forme d'état ou de document. Quant à savoir s'il faut répondre à chaque partie d'une question, qui devrait juger si la réponse est suffisante? Ni les députés, ni l'Orateur ne peuvent le faire. Le présent cas ne diffère aucunement d'un ordre de dépôt de document ou d'une question à laquelle un ministre répond par écrit, et il ne faudrait pas en arriver à deux normes au sujet des questions. La réponse constitue-t-elle un défi ou est-elle incorrecte? L'Orateur est d'avis qu'une réponse qui serait manifestement ou grossièrement incorrecte pourrait donner lieu à un grief, mais qu'il y a des moments de prévus pour l'étude des griefs, et ne croit pas qu'il y ait lieu de poser la question de privilège; il y a plutôt matière à un grief. Toutefois, il estime qu'il n'existe pas d'ordre portant qu'il faut répondre successivement aux questions qui renferment plusieurs paragraphes: il s'agit tout simplement de transformer une question en ordre de dépôt de document, 285-287.

Voies et moyens, Comité des:

A la lecture de l'ordre du jour intitulé "La Chambre de nouveau en comité des voies et moyens", le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) fait appel au Règlement et soutient qu'il a été donné lecture de l'ordre afin de permettre au ministre des Finances de procéder à la présentation du budget selon les dispositions du paragraphe (1) de l'article 58 du Règlement et que l'Orateur ne peut pas quitter le fauteuil sans mettre aux voix la question "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil", 133.

L'Orateur affirme qu'aucune déclaration directe du ministre des Finances, ni autre chose, ne lui indiquant que lui-même, ou n'importe quel autre ministre, se propose de faire un exposé budgétaire dans le sens accepté du terme, il ne peut éviter la directive que donne la partie péremptoire de l'article 58 du Règlement, au début de cet article, et n'a d'autre choix que d'observer le Règlement et de quitter le fauteuil. L'Orateur ajoute qu'il y a une question de Règlement qui se pose et qu'il ne s'agit pas de juger la question au mérite ni de savoir si un débat doit avoir lieu ou non; que, lors de la présentation d'un budget, le ministre des Finances présente une motion invitant l'Orateur à quitter le fauteuil, et que la Chambre n'est en ce moment saisie d'aucune motion de ce genre et qu'il n'a pas l'autorité nécessaire pour obliger un ministre à présenter une motion. Si le ministre des Finances ou un de ses collègues ne présente pas de motion portant que l'Orateur quitte le fauteuil, il ne s'agit pas de présentation d'un budget, et l'Orateur, ne pouvant prévoir ce qui va se passer, ni décider que la présentation d'un budget va suivre, doit appliquer la 1re partie de l'article 58 du Règlement et quitter le fauteuil, 133-134.

Orateur suppléant de la Chambre:
Election de M. Gordon Campbell Chown, député du district électoral de Winnipeg-Sud, au poste d'Orateur suppléant et président des comités pléniers de la Chambre, 16.

Ordres de dépôt de documents, Etat relatif aux:
Liste des ordres de dépôt de documents à satisfaire au 19 novembre 1962, 301. – Texte anglais. – Doc. parl. no 235.
Liste des ordres de dépôt de documents à satisfaire au 20 décembre 1962, 422. – Texte anglais. – Doc. parl. no 235a.
Liste des ordres de dépôt de documents à satisfaire au 31 janvier 1963, 464. – Texte anglais. – Doc. parl. no 235b.

Organisation de coopération et de développement économiques:
Résolution relative à la coordination de la politique commerciale et de la politique d'aide, adoptée par le Conseil ministériel de l'Organisation; communiqué de presse publié à l'issue de la réunion du Conseil; déclaration faite à la conférence de presse par l'honorable Donald M. Fleming, président du Conseil, 345. – Textes français et anglais. – Doc. parl. no 248.

Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies:
Rapport pour l'année 1961-1962, 20. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 32.

Organisation du gouvernement:
Voir **Commissions royales d'enquête.**

Organisation internationale du travail:
Titres et nombre des conventions adoptées par l'Organisation, qui ont été approuvées par le Canada depuis 1919; raisons de la non-approbation de certaines conventions; délégations des provinces invitées aux conférences de l'Organisation: question no 1026 – M. Grégoire. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 361. – Doc. parl. no 85a.
Voir **Conférence internationale du travail.**

Organismes d'Etat:
Noms des sociétés de la Couronne, offices ou commissions du gouvernement ou organismes d'Etat, ne relevant pas d'une autorité départementale: question no 960 – M. Davis. – Ordre de la Chambre, 347; dépôt de la réponse, 432. – Doc. parl. no 272.

Orge:
Voir **Céréales.**

OTAN:
Voir **Association canadienne de parlementaires de l'OTAN.**

P

Pacific Transmission Company:
Pétition: rapport du greffier, 65.

Pacifique Canadien:
Etat indiquant les terrains vendus et dont le transfert a été effectué par la compagnie durant l'année terminée le 30 septembre 1962, 87. – Version anglaise. – Doc. parl. no 162.
Voir aussi **Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique. – Lignes aériennes.**

Pakistan:
Voir **Assurance des crédits à l'exportation (Loi sur l'). – Canadair.**

Paquin Construction Compagnie Limitée:
Voir **Parent, Municipalité de.**

Parasiticides:

Enquêtes ou études entreprises par des ministères du gouvernement au sujet des effets de la pulvérisation insecticide sur les animaux, les poissons et les oiseaux; conclusions des enquêtes et études; pouvoir du gouvernement quant au contrôle ou à la réglementation de la pulvérisation, etc.: question no 2 – M. Knowles. – Ordre de la Chambre, 67; dépôt de la réponse, 248. – Doc. parl. no 217.

Plaintes reçues de l'Association canadienne des consommateurs au sujet de l'emploi abusif des parasiticides: *question no 1411 – M. Haidasz. – Ordre de la Chambre, 469.

Règlements du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social régissant la vente des parasiticides chimiques: *question no 835 – M. Haidasz. – Ordre de la Chambre, 316; dépôt de la réponse, 363. – Doc. parl. no 249.

Parcs nationaux:

A l'appel de l'ordre du jour, question posée au sujet du chef de la Direction des parcs nationaux, 101; l'Orateur déclare que la question n'est pas réglementaire *(voir* **Orateur (Décisions et déclarations),** appel à la Chambre de la décision, qui est maintenue, 102-103.

A l'appel de l'ordre du jour, discussion au sujet d'une déclaration faite par un député, 103; l'Orateur déclare que la question est irrégulière (Voir **Orateur (Décisions et déclarations),** appel à la Chambre de la décision, qui est confirmée, 103-104.

Dépenses d'exploitation; immobilisations, recettes, nombre de visiteurs relativement aux parcs nationaux durant chaque année de 1957 à 1962: question no 1137 – M. Whelan. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 401. – Doc. parl. no 186c.

Noms, dates d'aménagement, emplacements de chacun des parcs nationaux du Canada; sommes globales immobilisées, profits ou pertes d'exploitation durant chaque année depuis 1955; nombre de véhicules et de personnes ayant eu accès à chaque parc; pourparlers entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la Colombie-Britannique au sujet de l'établissement d'un parc national sur la côte du Pacifique: question no 240 – M. Laing. – Ordre de la Chambre, 98; dépôt de la réponse, 209. – Doc. parl. no 186a.

Plan d'aménagement urbain de Banff (Alberta), préparé par M. H. Peter Oberlander, 124.

Relèvement de salaire des employés des parcs nationaux de Cape Breton Highlands et de Louisbourg; nouvelle et ancienne échelle de traitements pour chaque catégorie d'employés; raison de la différence de salaires pour les employés des deux parcs: *question no 69–M. MacEachen. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 70. – Doc. parl. no 186.

Surintendant et personnel administratif du Parc national de Revelstoke, C.-B., durant l'année financière 1960-1961; noms, traitements et remboursements de frais; nombre, dimensions, coût de terrassement, frais d'entretien des logis construits à leur intention, nombre, coût d'exploitation des voitures particulières, outillage de voirie, etc.: question no 3 – M. Herridge. – Ordre de la Chambre, 68; dépôt de la réponse, 248. – Doc. parl. no 186b.

Parent, P.Q., Municipalité de:

Frais de pavage de la route et d'aménagement de l'égout d'un mille, dans la municipalité de Parent, dont le contrat a été adjugé à Paquin Construction Compagnie Limitée; pourcentage des frais appliqués et réclamations de dommages: *question no 156 – M. Laprise. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 73. – Doc. parl. no 188.

Partage d'impôts:

Voir **Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.**

Passages à niveau:

Nombre de passages à niveau sur les routes de toutes catégories au Canada et dans la circonscription électorale de Timiskaming (Ont.); routes protégées par des feux de signalisation, par des passages au-dessus ou au-dessous; ligne de conduite du ministère des Transports au sujet de l'aménagement de nouvelles grandes routes munies de passages: question no 299 – M. Peters. – Ordre de la Chambre, 131; dépôt de la réponse, 220. – Doc. parl. no 170a.

Pâte de bois:

Prix de soutien à l'égard de la pâte de bois provenant des fermes; étude de la question des prix versés pour la pâte de bois dans les provinces Maritimes: question no 285 – M. MacInnis. – Ordre de la Chambre, 121; dépôt de la réponse, 220. – Doc. parl. no 212.

Voir aussi **Office d'expansion économique de la région atlantique. – Résolutions d'initiative parlementaire.**

Paul, M. Rémi:
Nomination de M. Rémi Paul, député du district électoral de Berthier-Maskinongé-Delanaudière, au poste de vice-président des comités pléniers de la Chambre, 16.

Pêche et Pêcheries:
Voir **Pêches maritimes.—Prêts aidant aux opérations de pêche. — Protection des pêcheries côtières (Loi sur la) (Zone de pêche de douze milles) (Bill C-33). — Soutien des prix des produits de la pêche.**

Pêcheries côtières:
Voir **Protection des pêcheries côtières (Zone de pêche de douze milles) (Bill C-33).**

Pêches maritimes, Loi sur les:
Décret du conseil relatif à l'affectation et à l'attribution des primes de pêche durant 1961-1962, 21. — Texte anglais. — Doc. parl. no 72.

Peine capitale:
Voir **Code criminel (Bill modificateur).**

Pénitenciers:
Rapport du Commissaire des pénitenciers pour 1961-1962, 422. — Versions française et anglaise. — Doc. parl. no 79 *(imprimé)*.
Voir aussi **Acide lysergique diéthylomidique.**

Pensions, Loi sur les, — (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur les pensions (Appel judiciaire). — Bill C-47: présentation — M. McIntosh, et 1re lecture, 30.

Pension de retraite des forces canadiennes, Loi sur la:
Etat concernant le Compte de pension de retraite au 31 mars 1962 et état concernant les annuités, allocations annuelles, etc., durant l'année financière 1961-1962, 24. — Texte anglais. — Doc. parl. no 97.
Rapport actuariel sur la situation du compte de pension de retraite des forces canadiennes pour la période de cinq ans terminée le 31 décembre 1960, 55. — Version anglaise. — Doc. parl. no 97a.
Somme payable mensuellement à la veuve et aux enfants à la charge de certaines personnes tuées pendant qu'elles étaient au service de Sa Majesté (soldats, constables de la Gendarmerie royale du Canada et gardes de pénitencier): question no 1062 — M. Matheson. — Ordre de la Chambre, 386; dépôt de la réponse, 422. — Doc. parl. no 265.
Voir aussi **Forces militaires canadiennes.**

Pensions, Reconnaissance des droits en matière de:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Pensions, Transférabilité des:
Adresse: Correspondance échangée depuis le 27 septembre 1962 entre les gouvernements du Canada et des provinces relativement à la présentation d'une mesure législative concernant la transférabilité des pensions. — Avis de motion portant production de documents no 60 — M. McNulty, 408; dépôt de la réponse, 436. — Doc. parl. no 277.
Etat de la législation provinciale concernant la transférabilité des pensions: *question no 1292 — M. Roxburgh. — Ordre de la Chambre, 467.

Pensions de vieillesse:
Voir **Acte de l'Amérique du Nord britannique. — Anciens combattants.**

Perception d'impôts:
Voir **Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.**

Personnages importants, Voyages de:
Voir **Transports, Ministère des.**

27510-7—38½

Peterborough (Ont.), Ville de:
Ordre de la Chambre: Correspondance, rapports échangés depuis le 1er janvier 1962 entre le gouvernement fédéral et toutes personnes ou tous groupements relativement à l'établissement de services à l'aéroport de Peterborough. – Avis de motion portant production de documents no 6 – M. Fisher, 99; dépôt de la réponse, 198. – Doc. parl. no 202.
Nombre de fonctionnaires employés dans l'édifice de l'Etat à Peterborough au 14 novembre 1962; nombre de ceux-ci en 1961, 1960 et 1959: question no 668 – M. Fisher. – Ordre de la Chambre, 276; dépôt de la réponse, 330. – Doc. parl. no 133c.
Nombre et valeur globale des prêts relatifs à la loi nationale sur l'habitation étudiée au bureau de Peterborough de la Société centrale d'hypothèques et de logement; avocats agissant pour le compte de la Société en 1961, 1960 et 1959: question no 666 – M. Fisher. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 303. – Doc. parl. no 129a.
Propriétés achetées par le gouvernement fédéral, depuis le 1er janvier 1961, dans la ville de Peterborough; avocats ou mandataires en cause; prix d'achat ou de vente: question no 667 – M. Fisher. – Ordre de la Chambre, 276; dépôt de la réponse, 330, 412. – Doc. parl. nos 242, 242a.

Pétitions:
Dépôt de pétition suivant l'article 70 (2) du Règlement: 115–Rapport du greffier, 123-124. – Renvoi (sans débat) de la pétition au comité permanent des privilèges et élections, 124.
Dépôt de pétitions suivant l'article 70 (1) du Règlement: 59, 67, 97, 139, 145, 161, 183, 193, 201, 211, 227, 255, 263, 271, 297, 303, 307, 375, 425, 443, 457.
Dépôt de rapports de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés: 95, 105-113, 120-122, 122, 179-181, 188, 191, 191-192, 206, 223-224, 252, 274, 280, 283-284, 288, 310, 331-332, 351, 368-369, 397, 413.
Dépôt de rapports du greffier des pétitions: 65, 87-94, 117-119, 119, 120, 149-159, 178, 178-179, 187-188, 190-191, 204-205, 209-210, 220-222, 249, 249-251, 268-269, 273, 278, 278-280, 306, 310, 314, 382, 436, 448, 448-449, 464.

Petits prêts, Loi sur les, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur les petits prêts. – Bill C-51: présentation – M. Orlikow, et 1re lecture, 41.
Loi modifiant la Loi sur les petits prêts (Annonces). – Bill C-35: présentation – M. Argue, et 1re lecture, 29.
Loi modifiant la Loi sur les petits prêts (Annonces). – Bill C-52: présentation – M. Orlikow, et 1re lecture, 41.

Pharmacie:
Voir **Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada.**

Pharmacy Examining Board of Canada:
Voir **Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada.**

Pierre et granit:
Importations aux fins de construction, en 1959, 1960 et 1961; prix de ces produits et proportion de leur utilisation dans la construction des édifices de l'Etat: question no 728 – M. Frenette. – Ordre de la Chambre, 304; dépôt de la réponse, 448. – Doc. parl. no 290.

Pigeon-River (Ont.):
Situation actuelle quant à la suppression du passage de la frontière présentement située à Pigeon-River en vue d'un nouvel emplacement à High-Falls (Ont.): question no 1331 – M. Badanai. – Ordre de la Chambre, 451-452; dépôt de la réponse, 470. – Doc. parl. no 295.

Pilotage maritime:
Décret du conseil nommant certains commissaires (présidence de l'honorable juge Yves Bernier) pour enquêter sur les problèmes concernant le pilotage maritime au Canada, 208. – Publication du décret en appendice au hansard du jour, 208.

Piquetage:
Voir **Code criminel (Loi modifiant le) (Bill C-89).**

Placements de capitaux:
Placements privés et publics de capitaux dans chaque province et durant chaque année depuis 1950: question no 970 – M. Laing. – Ordre de la Chambre, 360.

Poisson, Provende de:
Ordre de la Chambre: Correspondance échangée depuis le 1er janvier 1960 entre les ministres des Finances et du Revenu national et des personnes ou des groupements relativement aux droits imposés sur les importations de provende de poisson. – Avis de motion portant production de documents no 50 – M. Douglas, 408.

Politique sociale, Objectifs et normes de base de la:
Voir **Conférence internationale du travail.**

Pologne:
Voir **Assurance des crédits à l'exportation (Loi sur l'). – Céréales.**

Ponts:
Pigeon-River (Ont.). – Résolutions d'initiative parlementaire.

Portneuf, District électoral de:
Voir **Travaux publics.**

Ports et jetées de l'Etat, Loi sur les:
Liste des baux de quais, jetées et brise-lames pour l'année civile 1961, 46. – Doc. parl. no 171.
Relevé des recettes de quayage et des droits de mouillage pour l'année 1961-1962, 62. – Version anglaise. – Doc. parl. no 164.

Postes:
Date d'institution du régime de récompenses pour renseignements menant à l'arrestation et à la condamnation des auteurs de délits contre le ministère des Postes et le courrier: question no 916 – M. Denis. – Ordre de la Chambre, 328; dépôt de la réponse, 363. – Doc. parl. no 122c.
Demande de livraison postale par facteurs à Saint-Georges-Est, comté de Beauce; somme globale dépensée pour le bureau de poste de l'endroit; décision au sujet de la construction d'un bureau de poste à Beauceville: question no 375 – M. Perron. – Ordre de la Chambre, 132; dépôt de la réponse, 230. – Doc. parl. no 122a.
Nombre de demandes de soumissions et d'adjudications modifiées, dans chaque province, quant au transport du courrier, durant chacune des dix dernières années: question no 711 – M. Denis. – Ordre de la Chambre, 327; dépôt de la réponse, 357. – Doc. parl. no 122b.
Ordre de la Chambre: Correspondance, télégrammes, options, contrats ou autres documents en la possession de quelque ministère ou organisme du gouvernement fédéral relativement à l'achat d'un terrain pour la construction d'un édifice public à Beauceville. – Avis de motion portant production de documents no 46 – M. Dupuis, 328; dépôt de la réponse, 448. – Doc. parl. no 289.
Voir aussi **Travaux municipaux d'hiver, Programme de.**

Postes, Loi sur les, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur les Postes. – Bill C-5: présentation – le ministre des Postes, et 1re lecture, 25.

Pouvoirs d'urgence:
Pouvoirs d'urgence exercés par le gouvernement quant à l'exportation ou l'importation de marchandises de caractère dangereux: *question no 491 – M. Ryan. – Ordre de la Chambre, 186; dépôt de la réponse, 330. – Doc. parl. no 144c.

Pratiques restrictives du commerce:
Voir **Commission sur les pratiques restrictives du commerce.**

Président des comités pléniers de la Chambre:
Nomination de M. Gordon Campbell Chown, député du district électoral de Winnipeg-Sud, au poste de président des comités pléniers de la Chambre, 16.

Président du comité plénier, Décision du:
Bill d'initiative ministérielle, Etude en comité plénier:
Au comité plénier, lors de l'étude de l'article 3 du Bill C-63 modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, le député de Danforth (M. Scott) a proposé l'adjonction d'un nouveau texte au paragraphe 2 de l'article 21A de la Loi: le président a déclaré que l'amendement était irrecevable parce que étranger à la question en ce qu'il vise à élargir

Président du comité plénier, Décision du – *(fin)*
les dispositions fondamentales du bill et qu'il empiète probablement sur la prérogative financière de la Couronne, 85. – Appel à la Chambre de la décision rendue par le président, laquelle décision est confirmée (par le vote de 206 contre 14), 85-86.

Prêt, Compagnies de:
Nombre de compagnies de prêt à charte fédérale au Canada; montant du capital souscrit exigé lors de la constitution des compagnies; loi applicable quant au financement de véhicules-automobiles, d'achats de mobiliers et de prêts personnels: question no 598 – M. Perron. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 263. – Doc. parl. no 65a.

Prêts aidant aux opérations de pêche, Loi sur les:
Rapport pour l'année 1961-1962, 21. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 51.

Prêts aux petites entreprises, Loi sur les:
Rapport pour l'année civile 1961, 35. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 64 *(imprimé)*.

Prêts commerciaux et professionnels aux anciens combattants, Loi sur les:
Rapport pour 1961-1962, 21. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 68.

Prêts destinés aux améliorations agricoles, Loi sur les:
Rapport pour l'année civile 1961, 21. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 50 *(imprimé)*.

Preuve au Canada, Loi sur la:
Voir **Interprétation (Loi d') (Bill C-48).**

Prévisions de dépenses:
Montant global des réductions des prévisions de dépenses de l'année financière 1962-1963; date de la décision prise à ce sujet; situation quant au Conseil national de recherches: *question no 218 – M. Pickersgill. – Ordre de la Chambre, 74; dépôt de la réponse, 142. – Doc. parl. no 47a.

Prévisions de dépenses, Comité permanent:
Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 167; mandat du comité, 169.

Prisonniers de guerre:
Voir **Réclamations de guerre (Fonds des).**

Privilège, Questions de:
Question de privilège soulevée par le député de Mégantic (M. Langlois) au sujet de l'article de M. Jean Charpentier et de l'article de M. Guy Cormier, publiés dans le journal La Presse, de Montréal, les 27 et 28 novembre 1962, et intitulés respectivement "La Conférence parlementaire de l'OTAN" et "Délinquance parlementaire"; dépôt sur le bureau d'exemplaires du journal; le greffier en commence la lecture, qui est interrompue du consentement de la Chambre; renvoi des deux articles au comité permanent des privilèges et des élections pour étude et rapport, 334.

Privilèges et Elections, Comité permanent:
Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 162; mandat du comité, 169; changement dans le personnel, 345, 353, 360, 366, 375, 379.
Renvois au comité: pétition de M. Raymond Spencer Rodgers, 124; lettre de M. Dumont et article du Devoir sur le bilinguisme, 202; article de M. Jean Charpentier sur la Conférence des Parlementaires de l'OTAN publié dans La Presse du mardi 27 novembre 1962, et article de M. Guy Cormier sur la délinquance parlementaire publié dans le même journal du mercredi 28 novembre 1962, 334.
Rapport du comité: 1er rapport (impressions), 334.
Adoption de rapport: 1er rapport, du consentement unanime et sans avis ni débat, 334.

Prix agricoles:
Voir **Stabilisation des prix agricoles (Loi sur la).**

Procédure, Motions ou opérations relatives à l'application de règles de:
Adresse en réponse au discours du trône:
Motion fixant à la séance suivante la prise en considération du discours du trône, 15.

Affaires courantes ordinaires:
Retour à l'appel des *Motions:* en vue de la substitution de noms sur la liste des membres de comités, 287, 379, 389; en vue du renvoi de certains rapports à un comité, 439; en vue de permettre à des ministres de faire certaines déclarations, 134, 395, 444.

Appendices au hansard:
Publication de textes, 285, 341, 359, 425, 437.

Appendices aux journaux:
Voir la liste publiée à la page 478.

Appendices aux Procès-verbaux:
Avis de résolutions des voies et moyens (impôt sur le revenu, impôt sur les biens transmis par décès, taxe d'accise, tarif des douanes) de la session précédente, déposés de nouveau et publiés à la suite du *Feuilleton des Avis* du 27 septembre 1962.
Avis de résolution des voies et moyens (modification de la loi de l'impôt sur le revenu et de la liste "C" du Tarif des douanes en ce qui concerne les périodiques canadiens), déposé et publié au *Feuilleton des Avis* du 25 janvier 1963.

Avis de motions (documents):
Motions reportées à cette rubrique, 100, 100-101.
Motion adoptée après débat, 116.
Motion retirée après débat, 117. – Réinscrite au Feuilleton avec modification et adoptée, 131; réponse déposée, 219.
Motion débattue et interruption du débat à l'heure réglementaire, 247, 308-309, 367, 420, 463.
Motion réservée et conservant sa priorité (par dérogation à l'article 19 (1) du Règlement), 146, 203.

Avis de motions portant production de documents:
Appelés et réservés, 99, 140, 196, 305, 328, 362, 387, 408, 439, 458.
Dépôt immédiat de la réponse, 140.
Adoption, 98-101, 140-141, 196-197, 228, 277, 305, 328, 362, 387, 408, 439, 458.
Reportés pour débat à la rubrique Avis de motions (documents), selon l'article 47 du Règlement, 100, 100-101.

Bills d'intérêt privé d'initiative parlementaire émanant du Sénat:
Bill amendé, 365-366.
Ordre de priorité accordée en vue de la 2e lecture de bills, 299, 323, 334, 392, 435, 444, 455.
Ordre de priorité accordée en vue de l'étude au comité plénier, 381, 392, 419.
Rapport du comité permanent et inscription du bill au Feuilleton du même jour, 419.

Bills d'intérêt public d'initiative ministérielle fondés sur des résolutions:
Adoption, du consentement unanime, d'une résolution inscrite au Feuilleton des Avis de la veille et ne figurant pas à l'ordre du jour (Compagnie de l'exposition universelle canadienne), et présentation et 1re lecture du bill en découlant, 410-411.
Adoption de résolutions (Réduction des taux de transport de marchandises, Convention relative aux ports d'Ontario, Construction d'une ligne ferroviaire depuis Nepisiguit Junction par la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada), présentation et adoption aux stades de la 1re et de la 2e lectures de bills qui en découlent, et renvoi immédiat des bills aux comités permanents en cause, 349 et 350.
Adoption de résolution, présentation et adoption aux stades de la 1re et de la 2e lectures et du comité plénier, 409.
Adoption de résolution (modification de la Loi nationale de 1954 sur l'habitation), présentation et adoption à tous ses stades du bill qui en découle, 409-410.

Bills d'intérêt public d'initiative parlementaire:
Présentation:

Procédure, Motions ou opérations relatives à l'application de règles de – *(suite)*
Motionnaire autre que le parrain du bill, 26, 63.
Motion de 2e lecture:
Bills appelés et réservés à la demande du gouvernement, 64, 126, 189, 203, 259, 372, 396, 466.
Bill appelé et non abordé, perdant son rang, 208.
Bill retiré après révocation de l'ordre y relatif, 465.
Bill déclaré inadmissible, disparaissant du Feuilleton, 146-147.
Interruption du débat à l'heure réglementaire, 64, 86, 126, 138, 177, 190, 203, 208, 259, 272, 287, 311, 343, 372, 396, 466.

Comités permanents:
Ordres de renvoi:
Du consentement unanime, par dérogation à l'article 21 (2) du Règlement, adoption (sans débat) de deux avis de motions, inscrits au Feuilleton à la rubrique *Avis de motions émanant du gouvernement*, concernant le renvoi au comité permanent des comptes publics des rapports du Conseil des Arts du Canada, des Comptes publics et de l'auditeur général, 385.
Après retour à l'appel des Motions, du consentement unanime, renvoi (après débat) au comité permanent des comptes publics, du rapport de l'auditeur général et des Comptes publics afférents à l'année financière 1961-1962, 439.
Du consentement unanime, sans l'avis réglementaire, renvoi (sans débat) au comité permanent du Règlement de pétitions produites après le délai fixé et des rapports y relatifs déposés par le greffier des pétitions, 399 et 400.
Du consentement unanime, sans l'avis réglementaire, renvoi (sans débat) de quatre bills de divorce non fondés sur des pétitions présentées durant la présente session et des rapports y afférents déposés par l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, 400.

Rapports:
Du consentement unanime, sans l'avis réglementaire, adoption (sans débat) de rapports des comités permanents ci-après: Privilèges et élections, 334; Comptes publics, 353; Chemins de fer, Canaux et lignes télégraphiques, 246; Affaires des anciens combattants, 307.

Comité sessionnel:
Institution et ordre de renvoi:
Avec l'assentiment unanime, la Chambre convient de radier les mots *Canadian National (West Indies) Steamships* de la motion d'institution du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande de l'Etat, 247-248.
Du consentement unanime, sans avis préalable ni débat, nomination du personnel du comité ci-dessus, et renvoi audit comité des rapports, budgets et prévisions de dépenses afférents au National Canadien et à Air-Canada, 255-256.

Rapport:
Du consentement unanime, sans l'avis réglementaire, adoption (sans débat) du 1er rapport du comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande de l'Etat, 290.

Comité spécial:
Ordre de renvoi:
Inadmissibilité d'un amendement à la motion d'institution du comité spécial des aliments et drogues, 371-372.

Heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés:
Suspension de l'heure en vue de permettre la continuation de la séance du comité des subsides et attribution d'une heure supplémentaire aux *Avis de motions* après l'expiration du temps réservé aux affaires inscrites au nom des députés selon l'article 15(5) du Règlement, 408.
Reportée à 8 h. 45, 419.
Ecartée pour permettre la continuation de la séance du comité des subsides, 447.

Privilège, Questions de:
Renvoi au comité permanent des privilèges et des élections de certaines questions de privilège soulevées par des députés, 124, 202, 334.

Questions transformées en ordres de dépôt de documents:

Procédure, Motions ou opérations relatives à l'application de règles de – *(fin)*
Ordres de dépôt de documents, 67-75, 97-98, 129-132, 139-140, 183-186, 193-196, 211-213, 227-228, 263-264, 276-277, 291-293, 303-304, 316-318, 327-328, 346-348, 360-361, 376-378, 386-387, 400-402, 407-408, 426-428, 438-439, 451-452, 457-458, 467-469.
Inadmissibilité d'une partie d'une question, 70-71 (voir **Orateur (Décisions et déclarations).**
Ordre de dépôt de documents adopté un jour de séance non prévu à cette fin, 137.
Dépôt immédiat de la réponse, 70, 72, 73, 73-74, 97-98, 98, 129, 130, 132, 139-140, 184, 185-186, 194, 195, 195-196, 212, 227, 263, 263-264, 276, 292, 303, 304, 316, 317, 318, 327, 347, 361, 376, 377, 386, 400-402, 426-428, 438, 451, 457, 468-469.

Résolutions (Avis de motions) d'initiative parlementaire:
Appelée une 1re fois et réservée, 329.
Appelées une 1re fois, et réservées à la demande du gouvernement, 76, 134, 187, 197, 294, 389.
Appelée une 1re fois, et réservée avec l'assentiment unanime, 277.
Appelées une 2e fois, et réservées du consentement unanime, par dérogation à la disposition de l'article 48(1) du Règlement, 197, 277, 293.
Appelée une 2e fois, non abordée et supprimée du Feuilleton (article 48(1), 402.
Proposition d'amendement de la résolution, 142.
Proposée au nom du parrain, 268.
Etude des résolutions, 76, 104-105, 134, 142, 187, 197, 228, 268, 277, 294, 305, 318, 329-330, 348-349, 362, 378-379, 389, 402, 428, 439, 452, 458.

Séances de la Chambre:
Suspension de la séance, le premier jour de la session, à midi 12 minutes, jusqu'à 3 heures de l'après-midi, en vue de l'ouverture officielle de la session par Son Excellence le Gouverneur général, 7.
Levée de la séance avant l'heure réglementaire, sur motion, 16 et 22, 24.
Suspension de la séance à loisir en attendant la sanction royale, 420.
Levée de la séance avant l'heure réglementaire, le dernier jour de la session, sur motion spéciale du premier ministre (motion ayant pour effet d'écarter la motion principale concernant le deuxième ordre visant les subsides), 476.

Subsides, Comité des:
Adoption de crédits provisoires après deux séances du comité des subsides, 318-319, 321-322.
Adoption de crédits provisoires après sept séances du comité des subsides, 389, 391-392, 395, 402-403, 406, 408 et 411, 417-418.

Subsides, Loi des:
Adoption, durant une même séance, à tous leurs stades et sans débat, de bills de subsides fondés sur des résolutions du comité des subsides et du comité des voies et moyens, 126, 322-323 et 324, 418.

Procédure de la Chambre:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Production, Coût de:
Heures-ouvrier et coût de la main-d'œuvre relatifs à chaque $10,000 de production de certains produits désignés au Canada: question no 1072 – M. Laing. – Ordre de la Chambre, 377; dépôt de la réponse, 430. – Doc. parl. no 271.

Productivité nationale:
Voir **Conseil national de la productivité.**

Produits agricoles:
Voir **Office des produits agricoles (Loi sur l'). – Vente coopérative des produits agricoles (Loi sur la).**

Produits laitiers:
Achats, ventes et dons de produits laitiers à l'UNICEF ou à d'autres groupements de bienfaisance durant 1962: question no 228 – M. Clermont. – Ordre de la Chambre, 75; dépôt de la réponse, 177-178. – Doc. parl. no 198c.

Produits laitiers – *(fin)*
Ordre de la Chambre: Déclarations faites ou discours prononcés par le ministre de l'Agriculture, depuis le 1er avril 1962, à l'intention des producteurs laitiers de l'Ontario et du Québec au sujet de la production et du prix de soutien des produits laitiers. – Avis de motion portant production de documents no 26 – M. Matheson, 141; dépôt de la réponse, 219. – Doc. parl. no 7a.
Voir aussi **Beurre.**

Produits pharmaceutiques:
Voir **Acide lysergique diéthylomidique. – Aliments et drogues. – Drogues. – Thalidomide.**

Produits primaires transformés:
Voir **Faillite (Loi modifiant la Loi sur la) (Bill C-106).**

Protection civile:
Réduction dans le budget de la protection civile pour l'année financière expirant le 31 mars 1963 et projets supprimés: question no 1409 – M. Haidasz. – Ordre de la Chambre, 469.

Protection des pêcheries côtières, Loi sur la, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur la protection des pêcheries côtières (Zone de pêche de douze milles). – Bill C-33: présentation – M. Mather, et 1re lecture, 29.

Provende, Céréales de:
Rapport de la Commission (présidence de M. E.J. Alton) chargée d'enquêter sur les tarifs actuels de subventions au transport des céréales de provende de l'Ouest destinées aux provinces Maritimes, 301. – Texte anglais. – Doc. parl. no 234 *(imprimé)*.

Provende, Criblures de:
Valeur et quantité de toutes les catégories de criblures exportées du Canada et vendues au pays à des fins de consommation: question no 920 – M. Laing. – Ordre de la Chambre, 318; dépôt de la réponse, 382. – Doc. parl. no 255.

Provinces Maritimes:
Voir **Office d'expansion économique de la région atlantique. – Pâte de bois. – Résolutions d'initiative parlementaire.**

Publications, Commission royale d'enquête sur les:
Mise à exécution de certaines recommandations de la Commission: Voir **Postes (Loi modifiant la Loi sur les), et Résolutions d'initiative ministérielle laissées au Feuilleton.**

Publicité commerciale:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Pulvérisation insecticide:
Voir **Parasiticides.**

Q

Quais et brise-lames:
Nombre total des contrats, nom et adresses des soumissionnaires, montants des adjudications, relativement à la construction de quais et de brise-lames dans la circonscription de Kent, N.-B., depuis avril 1957: *question no 416 – M. Crossman. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 195. – Doc. parl. no 171a.

Quebec Fire Assurance Company:
Voir **Compagnie d'assurance du Québec.**

Québec, Province de:
Voir **Acte de l'Amérique du Nord britannique. – Assistance-chômage. – Electricité, Compagnies privées d'. – Forêts. – Impôts. – Travaux municipaux d'hiver (Programme des). – Universités canadiennes.**

R

Radar, Station de:

Mode de disposition sur place du matériel de la station de radar située à Neys, près de Marathon (Ont.): question no 940 – M. Fisher. – Ordre de la Chambre, 328; dépôt de la réponse, 368. – Doc. parl. no 253.

Radioactivité:

Bâtisses contre les retombées radioactives construites dans la circonscription de Chapleau; noms des entrepreneurs et coût de chaque bâtisse: *question no 1187 – M. Laprise. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 427. – Doc. parl. no 275.

Conclusions de la conférence tenue à Ottawa durant l'été de 1962 pour étudier la question des déchets radioactifs et de leur déversement dans l'océan; vues de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur ce sujet; évacuation de déchets atomiques, depuis 1960, à quelques deux cent milles au sud de Yarmouth (N.-E.), et opinion de l'*Atomic Energy Commission* des Etats-Unis; opinion officielle de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie au sujet de l'élimination des déchets radioactifs dans l'océan: question no 108 – M. Herridge. – Ordre de la Chambre, 72; dépôt de la réponse, 312. – Doc. parl. no 237.

Voir aussi **Hôpitaux.**

Radiodiffusion, Loi sur la, – (Bill modificateur):

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (Emissions d'un caractère politique). – Bill C-100: présentation – M. Harley, et 1re lecture, 407.

Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (Recours contre les violateurs des droits de l'homme). – Bill C-46: présentation – M. Herridge, et 1re lecture, 30.

Voir aussi **Loi électorale du Canada (Emissions d'un caractère politique).**

Radiodiffusion et télévision:

Acceptation par la ville de Montréal, la Société Radio-Canada et la Société centrale d'hypothèques et de logement, du plan de construction des immeubles de la Société Radio-Canada à Montréal, dans le quadrilatère des rues Papineau, Dorchester, Craig et Amherst; date de soumission du plan au gouvernement fédéral et de la décision ministérielle; délai d'évacuation des lieux dont jouiront les propriétaires, locataires, marchands et industriels du secteur: *question no 63 – M. Rinfret. – Ordre de la Chambre, 70; dépôt de la réponse, 260. – Doc. parl. no 110h.

Adresses des bureaux de la Société Radio-Canada à Montréal; loyers mensuels de ces bureaux: *question no 207 – M. Rinfret. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 129. – Doc. parl. no 110a.

Adresses des bureaux de la Société Radio-Canada dans le Toronto métropolitain; nombre de bureaux loués et loyer mensuel global: *question no 507 – M. Ryan. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 195. – Doc. parl. no 110f.

Choix des émissions imposées par la Société Radio-Canada aux stations affiliées; remplacement d'émissions religieuses par des émissions sportives et profanes: *question no 264–M. Rynard. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 130. – Doc. parl. no 110b.

Etude, par la Société Radio-Canada et le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion, de la question de la légalité ou de la compétence du service de télévision par câble de la *Lakehead Videon* à Port-Arthur et Fort-William: *question no 530 – M. Fisher. – Ordre de la Chambre, 196; dépôt de la réponse, 261. – Doc. parl. no 109a.

Lettre à M. Davidson Dunton, animateur de l'émission de télévision intitulée *Canadian Defence – Part 2*, 303. – Texte anglais. – Doc. parl. no 110i.

Ordre de la Chambre: Opinion juridique donnée par le ministère de la Justice et tout autre conseiller au sujet de la compétence du Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion, ou de sa décision, concernant les émissions de la Coupe Grey. – Avis de motion portant production de documents no 42 – M. Chevrier, 328; dépôt de la réponse, 357. – Doc. parl. no 109c.

Protestations reçues par le gouvernement et la Société Radio-Canada au sujet de la nature de la télémission *Quest* présentée par la société le dimanche 21 octobre 1962: *question no 508 – M. Garland. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 195-196. – Doc. parl. no 110g.

Rapport de la Société Radio-Canada pour 1961-1962, 20. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 110 *(imprimé)*.

Rapport du Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion pour 1961-1962, 20. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 109 *(imprimé)*.

Relevés effectués par le Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion ou le ministère des Transports au sujet de la préférence manifestée par les Canadiens dans le choix des émissions de

Radiodiffusion et télévision – *(fin)*
provenance canadienne et de provenance américaine; conclusions de ces relevés; proportion de la population canadienne recevant déjà des émissions télévisées des Etats-Unis: question no 924 – M. Dubé. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 347. – Doc. parl. no 109b.
Représentants de la Société Radio-Canada aux bureaux principaux des partis politiques le 18 juin 1962; commanditaires des émissions et coût de celles-ci à la Société: question no 444 – M. Marcoux. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 185-186. – Doc. parl. no 110e.
Sommes versées à Mme Jeanne Sauvé pour sa participation aux émissions de la Société Radio-Canada: *question no 34 – M. Beaulé. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 132. – Doc. parl. no 110c.
Télémission par la Société Radio-Canada de l'omnium de golf tenu à Laval-sur-le-Lac le 26 juillet 1962; autorisation, durée, étendue et commandite de l'émission; coût à la Société Radio-Canada: *question no 367 – M. Ouellet. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 184. – Doc. parl. no 110d.

Railway Employees' Welfare Association Limited:
Pétition – M. Morris: rapport du greffier, 269.

Recensement décennal de 1961:
Objections ou plaintes formulées par quelque municipalité ou province au sujet d'inexactitudes dans le recensement de 1961; mesures prises à la suite de ces objections ou plaintes: question no 275 – M. Howard. – Ordre de la Chambre, 183-184; dépôt de la réponse, 204. – Doc. parl. no 205.

Recherches sur les maladies de l'enfance:
Voir **Fonds canadien de recherches de la reine Elisabeth II (Loi sur le).**

Réclamations de guerre, Fonds des:
Etude de la question d'accorder une allocation de travaux forcés aux anciens prisonniers de guerre capturés à Hong Kong; institution d'un fonds de bienfaisance à leur intention; somme versée à chaque réclamant; solde et montant de chaque réclamation; avoir actuel du Fonds: question no 273 – M. Pickersgill. – Ordre de la Chambre, 130; dépôt de la réponse, 197-198. – Doc. parl. no 203.

Récoltes déficitaires:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Récoltes transformées:
Voir **Faillite (Loi modifiant la Loi sur la) (Bill C-106).**

Red-Lake, Réserve indienne de:
Voir **Indiens.**

Régie des alcools de l'Ontario:
Communication adressée au ministère des Transports et à la Société Air-Canada de la part de l'honorable Allan Grossman, commissaire de la Régie des alcools de l'Ontario. – Avis de motion portant production de documents no 43 – M. Haidasz, 305; dépôt de la réponse, 411. – Doc. parl. no 260.

Régie intérieure de la Chambre des communes:
Voir **Chambre des communes (Loi modifiant la Loi sur la Chambre des communes) (Autonomie en matière de régie intérieure). – Commission de la régie intérieure.**

Règlement, Comité permanent:
Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 165; mandat du comité, 169.

Relations fédérales-provinciales:
Voir **Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces. – Résolutions d'initiative parlementaire.**

Relations industrielles, Comité permanent:
Institution du comité et liste des députés en faisant partie, 166; mandat du comité, 169.

Relations industrielles et enquêtes visant les différends du travail, Loi sur les:
Rapport pour l'année 1961-1962, 21. – Version anglaise. – Doc. parl. no 84.

Relations industrielles et enquêtes visant les différends du travail, Loi sur les, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail. – Bill C-23: présentation – M. Howard, et 1re lecture, 28; lecture et révocation de l'ordre de 2e lecture et retrait du bill, 465.

Reliable Life Insurance Company, The:
Pétition – M. McDonald: rapport du greffier, 269.

Remboursements (ressources naturelles), Loi des:
Rapport concernant les deniers remboursés durant la période du 18 janvier au 27 septembre 1962, 19. – Version anglaise. – Doc. parl. no 119.

Remise en valeur et aménagement des terres agricoles, Loi sur la:
Libellé de la Convention générale entre le gouvernement du Canada et les gouvernements des provinces, approuvé par décret du conseil le 14 septembre 1962, 67. – Textes français et anglais. – Doc. parl. no 6a.

Remise en valeur et aménagement des terres agricoles, Loi sur la, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles (Réserves indiennes). – Bill C-22: présentation – M. Fisher, et 1re lecture, 28; motion de 2e lecture et interruption du débat à l'heure réglementaire, 343.

Remplacement de matériel (Loi sur la défense nationale):
Etat concernant les sommes reçues et déboursées dans le fonds spécial affecté à cette fin, durant l'année financière 1961-1962, 24. – Texte anglais. – Doc. parl. no 96.

Rentes sur l'Etat, Loi des:
Rapport pour 1961-1962, 21. – Version anglaise. – Doc. parl. no 83.

Représentation à la Chambre des communes, Rajustement de la:
Voir **Acte de l'Amérique du Nord britannique. – Commission de délimitation des circonscriptions électorales.**

Réserves canadiennes de change:
Voir **Fonds des changes.**

Réserves indiennes:
Voir **Indiens. – Remise en valeur et aménagement agricole (Réserves indiennes) (Bill C-22).**

Résolutions d'initiative ministérielle laissées au Feuilleton:
Résolution destinée à être étudiée par la Chambre (avec l'Orateur au fauteuil):
Adresse à Sa Majesté demandant de faire modifier l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) quant à la législation concernant les pensions de vieillesse et les pensions et autres prestations relatives à un plan de pension de vieillesse – le premier ministre, 31.

Résolutions devant servir de fondement à des projets de loi et destinées à être étudiées:
1. En comité des voies et moyens: Modification de la loi de l'impôt sur le revenu et de la liste "C" du Tarif des douanes, en ce qui concerne les périodiques canadiens – le ministre des Finances: Le texte figure au *Feuilleton des Avis* publié en appendice aux *Procès-verbaux* du vendredi 25 janvier 1963.
2. En comité plénier: Amirauté (loi modificatrice) – le ministre de la Justice, 38. – Chemins de fer Nationaux du Canada (financement et garantie) – le ministre des Finances, 32. – Commission de délimitation des circonscriptions électorales – le premier ministre, 32. – Commission de revision des Statuts du Canada – le ministre de la Justice, 97. – Commission des réclamations des Indiens – le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, 115. – Conseil national de la productivité (loi modificatrice) – le ministre du Commerce, 291, 357. – Corporations de la Couronne (paiement de certains impôts et droits provinciaux) – le ministre des Finances, 33. – Juges (loi modificatrice) – le ministre de la Justice, 37-38, 305, 420. – Monnaie, Hôtel de la monnaie et fonds des changes (loi modificatrice) – le ministre des

Résolutions d'initiative ministérielle laissées au Feuilleton – *(fin)*

Finances, 33. – Musée national du Canada – le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, 444. – Pensions aux personnes qui ont occupé la charge de sénateur – le premier ministre, 332. – Office des aliments du bétail de l'Est du Canada – le ministre de l'Agriculture. (Au *Feuilleton* à la rubrique *Avis de motions émanant du Gouvernement*).

Résolutions d'initiative parlementaire:

Convocation, par le gouvernement fédéral, d'une conférence des autorités fédérales, provinciales et municipales en vue de reviser les pouvoirs et la charge financière de chacune en matière d'instruction et de bien-être: avis de motion no 1 – M. Orlikow. L'avis est appelé une 1re fois et réservé, 76; mise en délibération de l'avis et interruption du débat à l'heure réglementaire, 104-105.

Extension des pouvoirs de la Commission canadienne du blé afin d'accorder aux provinces de l'Est les avantages relatifs à la vente et au transport du blé et d'uniformiser le prix de celui-ci quant aux ventes intérieures et extérieures: avis de motion no 2 – M. Dumont. – Mise en délibération et interruption du débat à l'heure réglementaire, 76.

Modification de la Loi sur les allocations familiales visant à ne pas priver de ses bénéfices un enfant temporairement absent du Canada pendant que ses parents fréquentent une institution d'éducation: avis de motion no 3 – M. Marcoux. L'avis est appelé une 1re fois et réservé, 134; mise en délibération de l'avis de motion, 142; amendement de M. Rinfret (prolongation du paiement des allocations familiales jusqu'à 21 ans à l'égard de tout enfant qui poursuit ses études) et interruption du débat à l'heure réglementaire, 142.

Modification de la Loi électorale du Canada en vue de dresser une liste permanente des électeurs, sujette à une revision semestrielle, afin d'abréger le délai entre l'émission et le rapport des brefs d'élection: avis de motion no 4 – M. Stefanson. – Mise en délibération et interruption du débat à l'heure réglementaire, 134.

Adoption d'une mesure législative prescrivant que l'O Canada, dans sa version française actuelle et dans une version anglaise choisie par le gouvernement, devienne l'hymne national distinctif du pays: avis de motion no 5 – M. Côté. – L'avis est appelé une 1re fois et réservé, 187; appelé une 2e fois, l'avis de motion est réservé jusqu'au retour du parrain, en mission parlementaire au Brésil, 197. – Mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 228.

Présentation d'une mesure législative visant à faciliter l'emploi dans les entreprises, affaires ou ouvrages fédéraux des personnes, de sexe masculin ou de sexe féminin, qui sont âgées de plus de 45 ans et qui, à cause de leur âge, éprouvent de la difficulté à obtenir un emploi convenable: avis de motion no 6 – M. Rouleau. – Mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 187.

Abolition du péage sur le pont Champlain, à Montréal, et adoption d'une politique uniforme concernant le péage sur les ponts construits au-dessus de voies navigables: avis de motion no 7 – M. Lessard (St-Henri); présenté en son nom, du consentement unanime, mise en délibération et interruption du débat à l'heure réglementaire, 268.

Modification de la loi de 1930 sur le divorce en vue de comprendre la désertion durant une période de trois ans, la cruauté déterminée par la loi et la démence incurable parmi les raisons prévues pour accorder le divorce: avis de motion no 8 – M. Scott. Mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 197.

Mesure législative présentée par le gouvernement d'ici un an après que celui-ci aura convenu d'un modèle de drapeau national distinctif et approprié: avis de motion no 9 – M. Olson. – Avis appelé à deux reprises et réservé avec l'assentiment unanime, 277, 293; mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 305.

Présentation d'une mesure législative prescrivant la remise aux trésoreries provinciales de tous les impôts de corporations perçus des services d'utilité publique situés dans les provinces: avis de motion no 10 – M. Beaulé. – Mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 277.

Mesure législative prévoyant le paiement sur les revenus généraux du Canada de dépenses déterminées découlant d'émissions de radiodiffusion et de télévision et de voyages à l'intérieur d'un district électoral, de l'impression et de l'expédition de documents politiques, restreignant les dépenses supplémentaires subies par un candidat et exigeant un rapport relatif aux campagnes électorales: avis de motion no 11 – M. Lewis. – Avis appelé une 1re fois et réservé, 294; mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 318.

Mise en œuvre d'un vaste programme destiné à l'expansion économique des provinces canadiennes d'Atlantique, prévoyant la protection de l'embauche dans les industries de base du fer, du charbon et de l'acier, l'entreprise de constructions publiques d'importance en collaboration avec les gouvernements provinciaux, et l'établissement d'un ministère d'expansion atlantique

Résolutions d'initiative parlementaire – *(fin)*
chargé de coordonner l'élaboration d'un tel programme et d'administrer une caisse propre à financer des industries essentielles: avis de motion no 12 – M. MacInnis; mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 294.
Modification de la Loi sur l'assurance-chômage prévoyant des versements de prestations aux travailleurs saisonniers employés dans les fermes: avis de motion no 13 – M. Nasserden. – Avis appelé et réservé, 329; mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 348-349.
Modification de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies prévoyant une augmentation de l'échelle des versements, des contributions des cultivateurs et du maximum de la superficie ensemencée, en vue d'assurer un revenu suffisant aux cultivateurs en cas de récolte déficitaire: avis de motion no 14 – M. Argue; mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 329-330.
Etablissement d'un ministère des Affaires fédérales-provinciales: avis de motion no 15 – M. Thompson; mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 362.
Etablissement d'un Service canadien de la jeunesse prévoyant le séjour à l'étranger de jeunes Canadiens compétents pour y dispenser une aide scientifique, technique, humanitaire et culturelle, et pourvoyant à la formation et à l'affectation de ces volontaires et leur accordant une allocation et une prime à ces fins: avis de motion no 16 – M. Berger; mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 378-379.
Institution d'un comité spécial chargé d'étudier tous les aspects de la publicité commerciale à la télévision et à la radio canadienne, dans certains journaux et dans les autres domaines de grande diffusion, afin de formuler des mesures propres à empêcher la propagation d'annonces frauduleuses et fallacieuses auprès des consommateurs canadiens: avis de motion no 17 – M. MacRae. – L'avis de motion est appelé une 1re fois et réservé, 389. – L'avis ayant été appelé pour une 2e fois et non abordé est supprimé, 402.
Adoption d'une mesure législative destinée à favoriser le plein emploi au Canada, déclarant qu'il appartient au gouvernement fédéral de prendre les mesures nécessaires pour établir un régime de plein emploi et décrétant la création d'une commission de conseillers économiques, chargée de présenter des rapports renfermant des analyses et des prévisions économiques, et prescrivant la présentation d'un rapport annuel au Parlement par le ministre responsable: avis de motion no 18 – M. Knowles. – L'avis de motion est appelé pour une 1re fois et réservé, 389; mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 402.
Etablissement d'un Conseil national des emplacements industriels, chargé de diriger de nouvelles industries vers les régions du pays où il y a pénurie d'industries et surplus de la main-d'œuvre, et pouvant offrir des stimulants pour attirer de nouvelles industries à la demande des autorités provinciales et municipales: avis de motion no 19 – M. Peters. – L'avis est appelé pour une 1re fois et réservé, 389; mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 428.
Reconnaissance dans un bref délai des droits dévolus aux employés en matière de pension en refusant les demandes de déduction des frais découlant de la pension que les employeurs présentent aux fins de l'impôt sur le revenu: avis de motion no 20 – M. McMillan; mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 389.
Modification de la Loi électorale visant à restreindre à un minimum les dépenses d'élection des candidats, à exiger un décompte rigoureux de ces dépenses, et à pourvoir au paiement des dépenses licites des candidats ayant obtenu une proportion raisonnable des voix dans chaque circonscription électorale: avis de motion no 21 – M. Brown; mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 439.
Présentation d'une mesure législative tendant à venir en aide aux épileptiques et ayant pour objet d'obliger le Service civil fédéral et l'industrie à employer un pourcentage déterminé d'épileptiques aptes au travail, d'encourager les provinces à leur faciliter l'accès aux écoles régulières, d'accroître les recherches sur l'épilepsie et à participer avec les provinces à la construction de centres de traitements (Foyer Dieppe) et d'accentuer une propagande destinée à améliorer leur sort: avis de motion no 22 – M. Deschatelets; mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 452.
Institution d'un Comité spécial chargé d'étudier, en collaboration avec l'Orateur, la procédure de la Chambre afin de proposer les modifications jugées désirables pour assurer l'expédition plus rapide des affaires publiques: avis de motion no 23 – M. Chapdelaine; mise en délibération, et interruption du débat à l'heure réglementaire, 458.

Restaurant, Comité mixte permanent:
Message du Sénat transmettant les noms des sénateurs faisant partie du comité, 57; institution du

Restaurant, Comité mixte permanent – *(fin)*
comité et liste des députés en faisant partie, 169; mandat du comité, 169; message à l'adresse du Sénat transmettant les noms des membres de ce comité, 169.

Rétablissement agricole des Prairies, Loi sur le:
Rapport pour 1960-1961, 21. – Version anglaise. – Doc. parl. no 14 *(imprimé)*.

Retombées radioactives:
Voir **Radioactivité.**

Revelstoke, Parc national de:
Voir **Parcs nationaux.**

Revenu national, Ministère du:
Rapport du ministère pour 1961-1962, 55. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 108 *(imprimé)*.

Rocheuses orientales:
Voir **Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales.**

Rodgers, M. Raymond Spencer:
Pétition: dépôt de la pétition, 115; rapport du greffier des pétitions, 123; lecture et réception de la pétition, 123-124; renvoi de la pétition au comité permanent des privilèges et des élections, sur motion de M. McNulty, 124.

Roosevelt Memorial, Pont:
Adresse: Correspondance, télégrammes et communications échangés depuis le 1er décembre 1962 entre le gouvernement du Canada et ses fonctionnaires ou toutes personnes intéressées, relativement aux restrictions de clôture sur ce pont qui relie l'Ile Campobello (N.-B.) et Lubec (Maine). – Avis de motion portant production de documents no 66 – M. Robichaud, 458.

Routes d'accès aux ressources:
Adresse: Correspondance échangée depuis le 1er janvier 1962 entre les gouvernements du Canada et de l'Ontario relativement au projet d'aménagement d'une route d'accès aux ressources depuis la région minière et productrice de nickel de Werner-Gordon Lakes. – Avis de motion portant production de documents no 13 – M. Benidickson, et dépôt de la réponse, 140. – Doc. parl. no 194.

Route transcanadienne, Loi sur la:
Rapport pour l'année 1960-1961, 34 – Version française. – Doc. parl. no 131 *(imprimé)*.
Somme versée annuellement à chaque province depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur la route transcanadienne; nombre de milles de route aménagés: question no 1109 – M. Clermont. – Ordre de la Chambre, 386; dépôt de la réponse, 441. – Doc. parl. no 131a.

Route transcanadienne, Loi sur la, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur la route transcanadienne (Grandes routes du Canada). – Bill C-11: présentation – M. Howard, et 1re lecture, 26; motion de 2e lecture, 146; appel au Règlement, décision de l'Orateur (voir **Orateur (Décisions et déclarations)**, appel à la Chambre de la décision et maintien de la décision, 147-148.

Rowe, L'honorable William Earl:
Démission de son mandat de député de Dufferin-Simcoe, 443; émission de mandat au directeur général des élections pour la tenue d'une nouvelle élection, 443.

Royaume-Uni:
Valeur des exportations canadiennes à destination du Royaume-Uni durant chaque année financière depuis le 1er avril 1958; nature, dispositions et date d'entrée en vigueur des mesures d'imposition de caractère législatif, administratif et douanier, relatives aux importations en provenance du Royaume-Uni: question no 1376 – M. Matheson. – Ordre de la Chambre, 468.

S

Saint-François, Lac:
Adresse: Correspondance échangée entre le ministère des Mines et des Relevés techniques et les ministères de l'Ontario et du Québec, depuis le 1er janvier 1961, au sujet de la frontière des deux provinces sur le lac Saint-François. – Avis de motion portant production de documents no 34 – M. Lamoureux, 196.

Saint-Jean-Ouest (Terre-Neuve), District électoral de:
Annulation de l'élection de M. Richard Cashin, député, 231-232; mandat au directeur général des élections pour l'émission d'un nouveau bref d'élection, 246.

Saint-Maurice-Laflèche, District électoral de:
Voir **Travaux municipaux d'hiver, Programme de.**

Salaire minimum:
Loi établissant un salaire minimum pour les employés des ouvrages, entreprises et affaires du gouvernement fédéral. – Bill C-10: présentation – M. Knowles, et 1re lecture, 26; motion de 2e lecture et débat, 126.

Sanction royale:
Par l'honorable P. Kerwin, juge en chef: le jeudi 25 octobre 1962, 148; le jeudi 1er novembre 1962, 203; le jeudi 29 novembre 1962, 336-337; le jeudi 20 décembre 1962, 420-421.

Santé et sport amateur, Loi sur la:
Rapport relatif à la Loi sur la santé et le sport amateur pour l'année 1961-1962, 178. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 103.

Santé nationale et Bien-être social, Ministère:
Rapport du ministère pour l'année 1961-1962, 434. – Version anglaise. – Doc. parl. no 98 *(imprimé)*.
Voir aussi **Acide lysergique diéthylomidique. – Aliments et drogues (Comité spécial des). – Assistance-chômage. – Bien-être social (Services de). – Drogues. – Tabac. – Thalidomide.**

Santé nationale et Bien-être social (Ministère) (Loi modificatrice):
Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. – Bill C-4: présentation – le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, et 1re lecture, 25; motion de 2e lecture, 271; débat, 271, 272, 294; adoption de la motion, 294; comité plénier et rapport sans amendement, 294; 3e lecture après débat, 308; adoption par le Sénat, 367; sanction royale (le jeudi 20 décembre 1962), 421. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 16, Statuts du Canada, 1962-1963.

Satellite canadien Alouette:
Détails relatifs aux systèmes de mesures et de télémétrie du satellite; renseignements provenant de l'analyse des informations reçues; travaux préliminaires: question no 1073 – M. Matheson. – Ordre de la Chambre, 377.

Sauvé, Mme Jeanne:
Voir **Radiodiffusion et télévision.**

Schnorchels:
Nombre de noyades, durant les années 1959, 1960 et 1961, causées par l'utilisation de schnorchels: question no 1120 – M. Brown. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 426. – Doc. parl. no 273.

Sea, Ile:
Demandes de prêts refusées à des anciens combattants qui résident dans le lotissement *Cora Brown*, dans l'Ile Sea; négociations ou expropriations en vue de l'agrandissement de l'aéroport; somme globale versée pour l'acquisition de toutes les propriétés: *question no 1040 – M. Laing. – Ordre de la Chambre, 386.

Seaman's International Union:
Mémoire *amicus curiae* présenté par le Canada aux audiences de la Cour suprême des Etats-Unis, en décembre 1962, relativement aux différends avec la *Seaman's International Union*, 475. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 298.

Séances de la Chambre:
Ajournement de la Chambre sur motion spéciale, 16 et 22, 24.
Suspension de la séance, 7.
Suspension de la séance à loisir, 420.
Ajournement de la Chambre du vendredi soir au mardi suivant, 41.
Ajournement de la Chambre depuis le jeudi soir 20 décembre 1962 jusqu'au lundi 21 janvier 1963, motion proposée avec l'assentiment unanime et adoptée, 416.
Ajournement de la Chambre, sur motion du premier ministre, après l'adoption de l'amendement à la 2e motion visant les subsides, 476.

Second Narrows (Vancouver), C.-B., Pont de:
Frais globaux de premier établissement relatifs à ce pont et quote-part fédérale; principes concernant les déboursés fédéraux: question no 603 – M. Davis. – Ordre de la Chambre, 213; dépôt de la réponse, 273. – Doc. parl. no 222.

Secrétariat d'Etat:
Rapport du ministère pour 1961-1962, 20. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 132 *(imprimé)*.

Sécurité de la vieillesse, Loi sur la:
Rapport relatif aux dépenses et à l'administration durant 1961-1962, 65. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 102a.

Sécurité professionnelle, Loi sur la:
Loi prévoyant la sécurité des personnes employées aux ouvrages, entreprises et affaires qui relèvent du gouvernement fédéral. – Bill C-70: présentation – le ministre du Travail, et 1re lecture, 146; motion de 2e lecture et débat, 309.

Sécurité, Enquêtes de:
Voir **Canadian Association of University Teachers.**

Sécurité sociale, Egalité de traitement en matière de:
Voir **Conférence internationale du Travail.**

Seigle:
Voir **Céréales.**

Semaine consacrée à la jeunesse:
Voir **Jeunesse (Loi désignant une semaine consacrée chaque année à l'exaltation des mérites de la) (Bill C-41).**

Sénat, Messages à l'adresse du:
Transmission des témoignages recueuillis et des pièces produites devant le comité permanent sénatorial des divorces durant la dernière session du 24e parlement à l'égard des bills SD-1 à SD-327 inclusivement, 37.
Transmission de la liste des députés nommés aux trois comités mixtes permanents des deux Chambres, 169.

Sénat, Messages en provenance du:
Convocation de la Chambre à l'ouverture de la 1re session du 25e parlement, 7, 8.
Convocation de la Chambre en vue de la sanction royale, 148, 203, 336.
Transmission d'un bill public d'initiative ministérielle, 415.
Transmission de bills de divorce et des témoignages et documents y relatifs, 170-177, 282-283, 289-290, 342-343, 389-390, 391-392, 415-416.
Transmission, après leur adoption; de bills émanant de la Chambre et adoptés par celle-ci, 142, 202, 325, 330, 336, 367, 418, 420.
Transmission de bills privés, 116, 146, 208, 255, 275, 289, 333, 342, 367, 395, 465.

Sénat, Messages en provenance du – *(fin)*
Transmission de la liste des membres des comités mixtes permanents de la bibliothèque du Parlement, des impressions législatives et du restaurant du Parlement, 57.

Sénat, Pensions de retraite du:
Résolution concernant le paiement de pensions aux personnes qui ont occupé la charge de sénateur: présentation, 32.
Voir aussi **Acte de l'Amérique du Nord britannique.**

Sénat et Chambre des communes, Loi sur le, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes. – Bill C-24: présentation – M. Knowles, et 1re lecture, 28.
Voir aussi **Ministres de la Couronne.**

Sénateurs, Durée des fonctions des:
Voir **Acte de l'Amérique du Nord britannique.**

Sentence de mort:
Adresse: Règlement édicté par le gouverneur en conseil aux termes de l'article 653 du Code criminel en ce qui regarde l'exécution des sentences de mort. – Avis de motion portant production de documents no 65 – M. Matheson, 458; dépôt de la réponse, 464. – Doc. parl. no 293.

Serments d'office:
Prestation du serment d'office par les députés, 6.
Loi concernant la prestation des serments d'office. – Bill C-1: présentation – M. Diefenbaker, et 1re lecture, 9.

Service civil, Loi sur le, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur le service civil (Abus d'autorité exercé par des fonctionnaires). – Bill C-69: présentation – M. McIntosh, et 1re lecture, 129.
Loi modifiant la Loi sur le service civil (Bilinguisme). – Bill C-90: présentation – M. Caron, et 1re lecture, 346.
Loi modifiant la Loi sur le service civil (Le jour du Souvenir). – Bill C-99: présentation – M. Herridge, et 1re lecture, 367.
Loi modifiant la Loi sur le service civil (Négociation collective et arbitrage). – Bill C-32: présentation – M. Prittie, et 1re lecture, 29.
Loi modifiant la Loi sur le service civil (Négociations et arbitrage). – Bill C-17: présentation – M. Caron, et 1re lecture, 27; motion de 2e lecture et débat, 208.
Voir aussi **Commissaire parlementaire (Loi créant le poste de).**

Services aériens:
Adresse: Accords internationaux relatifs aux services aériens intervenus entre le Canada et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne respectivement. – Avis de motion portant production de documents no 41 – M. Lamoureux, 305; dépôt de la réponse, 330. – Doc. parl. no 33h.

Services côtiers de Terre-Neuve:
Voir **Chemins de fer nationaux du Canada.**

Services d'utilité publique:
Voir **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Simmins, M. Richard B.:
Ordre de la Chambre: Lettre de démission de M. Richard B. Simmins, Directeur des Services des expositions à l'extérieur. – Avis de motion portant production de documents no 35 – Mlle LaMarsh, 228.

Slavic Churches of Evangelical Christians and Baptists of Canada, The Union of:
Pétition – M. Smith (Simcoe-Nord): rapport du greffier, 314; renvoi de la pétition et du rapport du greffier au comité permanent du Règlement, 399.

Société canadienne des télécommunications transmarines, Loi sur la:
Rapport de la Société pour l'année 1961-1962, 17. – Versions anglaise et française. – Doc. parl. no 161 *(imprimé)*.

Société centrale d'hypothèques et de logement:
Négociations de la Société centrale d'hypothèques et de logement au sujet d'avances de fonds pour la construction d'immeubles, y compris des projets d'habitations destinées à la location, dans le secteur des rues Howard, Ontario, Est-Wellesley et Parliament, à Toronto; détails relatifs aux négociations: question no 594 – M. Macdonald (Rosedale). – Ordre de la Chambre, 213; dépôt de la réponse, 314. – Doc. parl. no 129b.
Prêts étudiés dans les bureaux de Toronto, Scarborough et Weston de la Société en 1959, 1960, 1961 et 1962; valeur globale de ces prêts; avocats dont on a retenu les services et honoraires versés: question no 922 – M. Cameron (High Park). – Ordre de la Chambre, 360; dépôt de la réponse, 396. – Doc. parl. no 129d.
Voir aussi **Logements à loyer modique. – Peterborough (Ont.) (Ville de). – Radiodiffusion et télévision.**

Société d'assurance des crédits à l'exportation:
Voir **Assurance des crédits à l'exportation (Loi sur l'). – Assurance des crédits à l'exportation (Loi modificatrice).**

Société du crédit agricole:
Voir **Crédit agricole (Loi sur le).**

Société Radio-Canada:
Voir **Radiodiffusion et télévision.**

Société royale du Canada:
Etat financier de la Société pour l'année 1961-1962, 22. – Texte anglais. – Doc. parl. no 181a.
Procès-verbaux de la Société pour l'année civile 1961, 22. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 181 *(imprimé)*.

Soins médicaux, Programme de:
Voir **Maritime medical care.**

Solliciteur général, Loi sur le, – (Bill modificateur):
Loi concernant la Loi sur le solliciteur général. – Bill C-13: présentation – M. Howard, et 1re lecture, 27; l'ordre, appelé et non abordé, perd son rang, 208.

Sonar à profondeur variable:
Perfectionnement, fabrication et vente de ce dispositif anti-sous-marin: question no 1035 – M. MacEwan. – Ordre de la Chambre, 376; dépôt de la réponse, 412. – Doc. parl. no 263.

Soutien des prix des produits de la pêche, Loi sur le:
Rapport de l'Office des prix des produits de la pêche pour 1961-1962, 21. – Version anglaise. – Doc. parl. no 70 *(imprimé)*.

Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada, La:
Loi concernant La Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada. – Pétition: rapport du greffier, 187; rapport de l'examinateur, 191. – Bill S-11, M. Mandziuk: message du Sénat et 1re lecture, 289; motion de 2e lecture, après priorité accordée à cette fin, débat et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 323; rapport du comité, avec un amendement, 365-366; comité plénier, après priorité accordée à l'étude de l'ordre, 381.

Souveraineté nationale:
Loi concernant la souveraineté du Canada. – Bill C-29: présentation – M. Bourbonnais, et 1re lecture, 28.
Voir aussi **Résolutions d'initiative parlementaire.**

Sovereign Life Assurance Company of Canada, The:
Voir **Souveraine, compagnie d'assurance-vie du Canada, La.**

Spiritueux, Droits relatifs aux:
Voir **Indiens (Loi modifiant la Loi sur les) (Droits relatifs aux spiritueux).**

Sports:
Voir **Santé et sport amateur (Loi sur la). – Travaux municipaux d'hiver (Programme de).**

Stabilisation des prix agricoles, Loi sur la:
Rapport de l'Office de stabilisation des prix agricoles pour l'année 1961-1962, 20. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 7.

Standard Trust Company:
Loi constituant en corporation la Standard Trust Company. – Pétition – M. Bradley: rapport du greffier, 269; rapport de l'examinateur, 413. – Bill S-20: message du Sénat et 1re lecture, 465.

Statistique, Bureau fédéral de la:
Rapport pour l'année 1961-1962, 51. – Version anglaise. – Doc. parl. no 138 *(imprimé)*.

Statut de Westminster (1931), Anniversaire de la date de sanction du:
Voir **Souveraineté du Canada (Loi concernant la) (Bill C-29).**

Statuts revisés du Canada:
Résolution concernant l'institution d'une commission chargée de la revision des Statuts: présentation – le ministre de la Justice, 97.

Strontium:
Concentration moyenne du strontium 90 dans les régions des territoires du Nord-Ouest et de l'Arctique canadien; niveau de sécurité du strontium: *question no 1276 – M. Martin (Essex-Est). – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 457. – Doc. parl. no 291.

Subsides, Comité des:
Institution du comité, 62.
Renvoi au comité des subsides de budgets de dépenses: budget principal revisé de 1962-1963, 115; budget supplémentaire (A) de la même année financière, 315; budget supplémentaire (B) de la même année financière, 375.
La Chambre se forme en comité des subsides sans motion: 124-125, 277, 311, 318, 319, 321, 342, 389, 391, 392, 395, 402, 403, 406, 408, 411, 417, 444, 447, 458, 465.
La Chambre se forme en comité des subsides et fait rapport de l'état de la question: 277 (Agriculture); 311 (Agriculture); 318 et 319 (crédits provisoires); 342 (Agriculture); 389, 392, 395, 403, 406, 411 (toutes séances consacrées à l'étude des crédits provisoires); 444 et 447 (Affaires extérieures); 458 et 465 (Travail).
Le comité des subsides adopte et la Chambre approuve certaines résolutions: 124-125 (crédits provisoires – budget principal revisé de 1962-1963); 321-322 (crédits provisoires – budget principal revisé et budget supplémentaire (A) de 1962-1963); 417-418 (crédits provisoires – budget principal revisé et budgets supplémentaires (A) et (B) de 1962-1963.
Retrait du comité des subsides et renvoi au comité sessionnel des chemins de fer, des lignes aériennes et de la marine marchande des postes nos 80, 85 et 100 du budget revisé des dépenses de 1962-1963, relatifs aux Services des chemins de fer et des navires à vapeur du ministère des Transports, 255-256.

Subsides, Loi des:
Loi des subsides no 6 de 1962 (crédits provisoires – budget principal revisé de 1962-1963). – Résolution du comité des subsides, 124-125. – Résolution du comité des voies et moyens, 125. – Bill C-68, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963: présentation – le ministre des Finances, et adoption du bill à tous ses stades, 126; adoption au Sénat, 142; sanction royale (le jeudi 25 octobre 1962), 148. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 1, Statuts du Canada, 1962-1963.
Loi des subsides no 7 de 1962 (crédits provisoires – budget principal revisé et budget supplémentaire (A) de 1962-1963). – Résolution du comité des subsides, 318 et 319, 321-322 (adoption). – Résolution du comité des voies et moyens, 322. – Bill C-86, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963: présentation – le ministre des Finances, et adoption du bill à tous ses stades, 322-323 et 324; adoption au Sénat, 330; sanction royale (le jeudi 29 novembre 1962), 336-337. – 11-12 Elisabeth

Subsides, Loi des – *(fin)*

II, chapitre 3, Statuts du Canada, 1962-1963.

Loi des subsides no 8 de 1962 (crédits provisoires – budget principal revisé et budgets supplémentaires (A) et (B) de 1962-1963). – Résolution du comité des subsides, 417-418. – Résolution du comité des voies et moyens, 418. – Bill C-105, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1963: présentation – le ministre des Finances, et adoption du bill à tous ses stades, 418; adoption par le Sénat, 420; sanction royale (le jeudi 20 décembre 1962), 421. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 9, Statuts du Canada, 1962-1963.

Subsides, Motions visant les:

1re motion (article 56(2) du Règlement): durée du débat: 2 jours – article 56(4)a) du Règlement:

1er jour: motion du ministre des Finances, 213; amendement de M. Pearson (mettre fin au programme exceptionnel d'austérité formulé le 24 juin et destiné à élever les droits tarifaires et à resserrer le crédit), 213; débat, 213; sous-amendement de M. Thompson (régime de monnaie libérée de toute dette et propositions réalistes favorisant l'équilibre de notre économie domestique et de notre commerce international), 213; débat, 213.

2e jour: reprise du débat, 215; interruption des débats à l'heure réglementaire, 215; rejet du sous-amendement de M. Thompson (par le vote de 121 à 113), 216-217; rejet de l'amendement de M. Pearson (par le vote de 121 à 108), 217-218; débat sur la motion principale, 218; interruption du débat à l'heure réglementaire et adoption de la motion, 218. – Formation de la Chambre en comité des subsides, appel des prévisions de dépenses des six départements gouvernementaux suivants: Agriculture, Affaires extérieures, Travail, Revenu national, Postes, Transport, et réception du rapport, 218-219.

2e motion (article 56(2) du Règlement): durée du débat: 2 jours – article 56(4)a) du Règlement:

1er jour: motion du ministre des Finances, 469; amendement de M. Pearson (le gouvernement, à cause de son manque d'autorité, de la division au sein du Cabinet et de la confusion et de l'indécision dont il fait preuve en face des problèmes nationaux et internationaux, n'a pas la confiance du peuple canadien), 470; débat, 470; sous-amendement de M. Thompson (le gouvernement n'a jusqu'ici formulé aucune politique précise en matière de défense nationale du Canada, ni organisé les travaux de la Chambre quant à la présentation des prévisions budgétaires et du budget de 1963-1964, ni tracé les grandes lignes d'un programme concret d'initiatives complémentaires à l'égard duquel il avait reçu un mandat, et ne possède pas la confiance du peuple canadien), 470; débat, 470.

2e jour: reprise du débat, 472; interruption des débats à l'heure réglementaire, 472; adoption du sous-amendement de M. Thompson (par le vote de 142 à 111), 472 à 474; adoption de l'amendement modifié de M. Pearson (par le vote de 142 contre 111), 474-475. – Ajournement immédiat de la Chambre, sur motion de M. Diefenbaker, 476.

Substances délétères répandues dans des eaux interprovinciales:

Voir **Code criminel (Loi modifiant le) (Atteinte aux droits du public).**

Subventions:

Subventions aux industries du beurre, de la houille, de l'or et des chemins de fer durant 1961-1962: question no 1080 – M. Mather. – Ordre de la Chambre, 386; dépôt de la réponse, 430. – Doc. parl. no 200a.

Sunbeam Corporation (Canada) Limited:

Voir **Commission sur les pratiques restrictives du commerce.**

Surtaxe sur des importations:

Adresse: Certificat, approuvé par le ministre de la Justice et signé par le sous-ministre, attestant l'examen prescrit par la Déclaration canadienne des droits, etc. – Avis de motion portant production de documents no 15 – M. Knowles, 100; dépôt de la réponse, 228-229. – Doc. parl. no 199a.

Adresse: Correspondance ou documents échangés entre certains ministres et les fonctionnaires du ministère de la Justice ou du Conseil privé, etc., concernant la légalité des décrets relatifs à une surtaxe sur des importations: – Avis de motion portant production de documents no 16 – M. Martin (Essex-Est). – Reporté aux *Avis de motions (documents)* conformément à l'article 47 du Règlement, 101. – Motion réservée et laissée à son rang, 146, 203; motion débattue, 247, 309, 367, 420, 463.

Sydney and Louisburg Railway Company:
Somme globale versée par le gouvernement fédéral à la compagnie en vertu de la loi sur les taux de transport de marchandises dans les provinces Maritimes de 1927 à 1961; somme globale des subventions relatives aux chemins de fer et aux marchandises versées de 1935 à 1961; taux actuel de rabais prévu par la loi ci-dessus; régime de pension de retraite de la compagnie: question no 692—M. MacInnis.—Ordre de la Chambre, 292; dépôt de la réponse, 337-338.—Doc. parl. no 244.

Synode Evangélique Luthérien de l'Ouest du Canada:
Loi concernant le Synode Evangélique Luthérien de l'Ouest du Canada.—Pétition—M. More: rapport du greffier, 209, rapport de l'examinateur, 280.—Bill S-9; message du Sénat et 1re lecture, 342; 2e lecture, après débat et après priorité accordée à cet ordre, et renvoi au comité permanent des bills privés en général, 455.

Sweepstakes au bénéfice d'hôpitaux:
Loi prévoyant l'établissement d'une Commission des sweepstakes au bénéfice d'hôpitaux.—Bill C-16: présentation—M. Smith (Calgary-Sud), et 1re lecture, 27; motion de 2e lecture et débat, 203.

T

Tabac:
Quantité et valeur des exportations canadiennes de tabac de 1951 à 1962 inclusivement; programme d'augmentation de la vente du tabac canadien à l'étranger: question no 653—M. Honey.—Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 292.—Doc. parl. no 233.
Adresse: Correspondance échangée depuis le 1er juillet 1962 entre le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et la Commission scolaire de Winnipeg relativement à l'usage du tabac et de ses effets sur la santé des écoliers.—Avis de motion portant production de documents no 64—M. Knowles, 458; dépôt de la réponse, 464.—Doc. parl. no 292.

Taras Shevchenko:
Voir **Fondation ukrainienne du Canada "Taras Shevchenko".**

Tarif des douanes (Bill modificateur):
Loi modifiant le Tarif des douanes.—Résolution: avis par le ministre des Finances figurant au *Feuilleton des avis* publié dans les *Procès-verbaux* du 27 septembre 1962; adoption par le comité des voies et moyens, 265-267—Bill C-81: présentation et 1re lecture, 268; motion de 2e lecture: débat, 293, 294; adoption, 293; comité plénier sans amendement, 294; motion de 3e lecture, 298; amendement de M Pickersgill (surseoir à la 3e lecture tant que la Chambre n'aura pas été saisie de l'étude des surtaxes approuvées par décret du conseil, modifiant les taux établis dans le bill et la loi), 298; appel au Règlement et amendement déclaré irrecevable (voir **Orateur (Décisions et déclarations)**, 298-299; reprise du débat, 299; amendement de M. Douglas (renvoi pour étude et rapport au comité permanent de la banque et du commerce) et débat, 299, 300.

Taux de transport de marchandises, Loi sur la réduction des,—(Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur la réduction des taux de transport de marchandises.—Résolution: présentation—le ministre des Transports, 31; comité plénier, 348, 349; adoption, 349. Bill C-91: présentation, 1re lecture, avec consentement unanime 2e lecture et renvoi au comité permanent des des chemins de fer, des canaux et des lignes télégraphiques, 349; rapport du comité, 399; comité plénier, 411, 439.

Tarif-marchandises:
Tarif-marchandises à l'égard des produits suivants, en vigueur le 1er janvier 1890 et chaque dizième année subséquente: blé (destiné à l'exportation et à la consommation domestique), bois-d'œuvre, acier en feuilles, houille, conserves, pommes et instruments agricoles: question no 759—M. Laing.—Ordre de la Chambre, 316; dépôt de la réponse, 373.—Doc. parl. no 254.

Taverner, M. P.A.:
Livres ou ouvrages de M. Taverner subventionnés directement ou indirectement par le gouvernement; sommes versées à cette fin et dates des versements; nombre d'exemplaires de chaque livre: question no 963 – M. Howard. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 400. – Doc. parl. no 258.

Taxe d'accise (Loi modificatrice):
Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise. – Résolution: avis par le ministre des Finances figurant au *Feuilleton des avis* publié dans les *Procès-verbaux* du 27 septembre 1962; adoption par le comité des voies et moyens, 264-265. – Bill C-80: présentation et 1re lecture, 268; 2e lecture et comité plénier, 293; 3e lecture, 297; adoption par le Sénat, 336; sanction royale (le jeudi 29 novembre 1962), 336. – 11-12 Elisabeth II, chapitre 6, Statuts du Canada, 1962-1963.

Tempérament, Achats à:
Voir **Lettres de change (Loi modifiant la Loi sur les) (Bill C-42).**

Terre-Neuve, Cour suprême de:
Voir **Election fédérale contestée.**

Terre-Neuve, Province de
Voir **Chemins de fer Nationaux du Canada. – Forces armées. – Newfoundland Saving Bank Act.**

Terre-Neuve, Services côtiers de:
Voir **Chemins de fer Nationaux du Canada.**

Terres destinés aux anciens combattants, Loi sur les:
Etat relatif aux engagements financiers conclus et aux dépenses faites sous le régime de la loi durant l'année 1961-1962, 47. – Version anglaise. – Doc. parl. no 179.
Voir aussi **Sea, Ile.**

Territoires du Nord-Ouest:
Ordonnances (chapitres 1-17) édictées par le commissaire en conseil et sanctionnées le 4 août 1962, 18. – Texte anglais. – Doc. parl. no 118.

Thalidomide:
Adresse: Correspondance échangée depuis le 1er janvier 1957 entre le gouvernement fédéral et les fabricants de produits pharmaceutiques, etc. au sujet de la drogue thalidomide. – Avis de motion portant production de documents no 2 – M. Knowles, 99; dépôt de la réponse, 422. – Doc. parl. no 268.
Rapport (décembre 1962) du Comité d'experts de l'adaptation des personnes atteintes de malformations congénitales dues à la thalidomide, 447. – Texte anglais. – Doc. parl. no 268a.

Timiskaming, District électoral de:
Voir **Indiens. – Passages à niveau.**

Toronto, Port de:
Juridiction du gouvernement fédéral, dépenses d'aménagement; revenus d'exploitation; hauteur des immeubles situés à proximité de l'aéroport, selon les règlements édictés par le ministère des Transports: *question no 427 – M. Haidasz. – Ordre de la Chambre, 185; dépôt de la réponse, 249. – Doc. parl. no 218.

Toronto, Ville de:
Voir **Logements à loyer modique. – Société centrale d'hypothèques et de logement.**

Towers, M. Graham:
Dépôt du mémoire soumis à la Commission royale d'enquête sur le système bancaire et financier, 275. – Texte anglais. – Doc. parl. no 226.

Transformations industrielles et ajustement de main-d'œuvre:
Loi concernant les transformations industrielles et les ajustements de main-d'œuvre. – Résolution: présentation – le ministre du Travail, 146; comité plénier, 308, 309, adoption, 309. – Bill C-83: présentation et 1re lecture, 309.

Transports, Ministère des:

Nombre d'aéronefs que possède le ministère des Transports à l'intention des voyages de personnages importants; date d'achat et utilisation de ces avions; nombre de vols effectués en 1962; nombre de pilotes et de copilotes de ces avions à l'emploi du ministère, etc., de 1957 à 1962; renseignements au sujet du Lockheed "Jet Star" au service du ministère: question no 403 – Mlle LaMarsh. – Ordre de la Chambre, 211-212; dépôt de la réponse, 373. – Doc. parl. no 150d.

Nombre et objet des vols de l'avion DC 3 CF-DTB du ministère des Transports effectués entre le 26 septembre et le 10 octobre 1962; passagers transportés: *question no 577 – M. Ryan. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 291-292. – Doc. parl. no 150a.

Récent voyage aller et retour à Regina du ministre de l'Agriculture à bord d'un avion du ministère des Transports; date du voyage et noms des passagers: question no 833 – M. Argue. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 327. – Doc. parl. no 150b.

Rapport du ministère des Transports pour l'année 1961-1962, 208. – Version anglaise. – Doc. parl. no 150 *(imprimé)*.

Voir aussi **Commissions royales d'enquête.**

Transport aérien:

Voir **Fonctionnaires de l'Etat.**

Transport aérien, Loi sur le, – (Bill modificateur):

Loi modifiant la Loi sur le transport aérien. – Bill C-58: présentation – le ministre des Transports, et 1re lecture, 59.

Voir aussi **Avions. – Garde côtière du Canada (Services de). – Toronto (Port de). – Viscount (Avions).**

Transport des citoyens âgés:

Loi autorisant les citoyens âgés à circuler gratuitement sur les chemins de fer du Canada. – Bill C-95: présentation – M. Berger, et 1re lecture, 360

Transports et chemins de fer (Bill modificateur):

Loi modifiant la Loi sur les transports et la Loi sur les chemins de fer (Transporteurs par eau de la Colombie-Britannique). – Bill C-84: présentation – M. Barnett, et 1re lecture, 311.

Travailleurs agricoles:

Voir **Assurance-chômage (Loi modifiant la Loi sur l') (Bill C-110).**

Travaux municipaux d'hiver, Programme des:

Contribution fédérale aux travaux d'hiver exécutés par les municipalités de la province de Québec; méthode de versements et municipalités auxquelles on a refusé certains paiements: *question no 504 – M. Bourbonnais. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 195. – Doc. parl. no 201.

Enquêtes sur les plaintes ou les irrégularités relatives aux clauses des ententes concernant les travaux d'hiver, exigeant un salaire minimum: question no 1136 – M. Perron. – Ordre de la Chambre, 426.

Installations destinées uniquement aux sports, construites grâce au programme des travaux d'hiver en 1961-1962; sommes affectées à ces travaux et prévisions pour l'année 1963: question no 590 – M. Roxburgh. – Ordre de la Chambre, 213; dépôt de la réponse, 393, 411. – Doc. parl. nos 201a, 201b.

Liste de projets de travaux d'hiver dans les municipalités approuvés, entrepris ou parachevés en 1962; somme globale dépensée à cet égard par le gouvernement fédéral; participation financière aux trois échelons administratifs: question no 875 – M. McMillan. – Ordre de la Chambre, 347; dépôt de la réponse, 412. – Doc. parl. no 201c.

Projet de construction d'un bureau de poste à Saint-Paul-de-Grand'Mère; programme des travaux d'hiver prévu pour l'année courante dans la circonscription de Saint-Maurice-Laflèche: *question no 706 – M. Lamy. – Ordre de la Chambre, 276; dépôt de la réponse, 440. – Doc. parl. no 122d.

Travaux publics:

Annulation ou remise de projets de construction du gouvernement fédéral dans certaines régions de la circonscription électorale de New Westminster depuis le 17 juin 1962: question no 78 – M. Mather. – Ordre de la Chambre, 72; dépôt de la réponse, 209. – Doc. parl. no 207.

Annulation ou remise des projets de construction du gouvernement fédéral depuis le 18 juin 1962; emplacement et coût estimatif de ces projets; projets annulés ou remis auxquels on donnera

Travaux publics – *(fin)*
suite: question no 37 – M. Knowles. – Ordre de la Chambre, 69; dépôt de la réponse, 411. – Doc. parl. no 207a.
Emplacement, nature et montant des travaux entrepris, terminés ou présentement étudiés par le gouvernement fédéral dans la circonscription de Lac Saint-Jean; sommes dépensées par le ministère des Travaux publics dans chacune des dix provinces du Canada durant 1960-1961 et jusqu'au 1er novembre 1962: question no 1241 – M. Lessard (Lac-Saint-Jean). – Ordre de la Chambre, 428; dépôt de la réponse, 441. – Doc. parl. no 285.
Modifications au programme de construction du gouvernement fédéral dans la région de Saint-Jean-Ouest (Terre-Neuve); partie du programme exécutée: *question no 281 – M. Cashin. – Ordre de la Chambre, 131; dépôt de la réponse, 273. – Doc. parl. no 223.
Projets entrepris par le gouvernement fédéral de concert avec le gouvernement du Québec dans la circonscription de Chapleau en 1960-1961 et 1961-1962; quote-part financière du gouvernement fédéral: question no 498 – M. Laprise. – Ordre de la Chambre, 186; dépôt de la réponse, 295. Doc. parl. no 231.
Travaux en voie d'exécution pour le compte du gouvernement fédéral dans la circonscription électorale de Portneuf; noms des entrepreneurs et sommes allouées pour chaque entreprise: question no 318 – M. Frenette. – Ordre de la Chambre, 131; dépôt de la réponse, 260. – Doc. parl. no 219.
Travaux publics en cours dans la circonscription de Bonaventure; emplacements et montants de ces travaux; effets du programme d'austérité sur ces travaux: *question no 379 – M. Béchard. Ordre de la Chambre, 139; dépôt de la réponse, 260. – Doc. parl. no 220.
Travaux publics fédéraux prévus pour la circonscription de Dorchester dans le budget des dépenses de 1962-1963; projets en voie d'exécution; sommes affectées; observations reçues à ce sujet: question no 1028 – M. Boutin. – Ordre de la Chambre, 361; dépôt de la réponse, 440. – Doc. parl. no 282.
Voir aussi **Entrepreneurs préférés.**

Trust de l'Est Canadien, Le:
Loi concernant Le Trust de l'Est Canadien. – Pétition: rapport du greffier, 65; rapport de l'examinateur, 95. – Bill S-5, M. Morris: message du Sénat et 1re lecture, 146; 2e lecture après discussion et renvoi au comité permanent de la banque et du commerce, 189; rapport du comité, 297; comité plénier et 3e lecture, 323; sanction royale (le jeudi 29 novembre 1962), 336. 11-12 Elisabeth II, chapitre 24, Statuts du Canada, 1962-1963.

U

Ukrainian Canadian Foundation of Taras Shevchenko:
Voir **Fondation ukrainienne du Canada "Taras Shevchenko".**

Ukrainian National Federation of Canada, The:
Pétition – M. Mandziuk: rapport du greffier, 448.

UNICEF:
Voir **Produits laitiers.**

Union of Slavic Churches of Evangelical Christians and Baptists of Canada, The:
Voir **Slavic Churches of Evangelical Christians and Baptists of Canada (The Union of).**

Union soviétique:
Voir **Essais nucléaires. – Navigation hauturière.**

Universités du Québec:
Correspondance échangée entre le premier ministre du Canada et le premier ministre de la province de Québec, entre le 22 février et le 2 avril 1962, relativement aux subventions aux universités, 359. – Texte français. – Doc. parl. no 252.
Voir **Commission du Service civil. – Douane et accise (Bureaux). – Fonctionnaires de l'Etat.**

V

Vacances annuelles, Loi sur les, – (Bill modificateur):
Loi modifiant la Loi sur les vacances annuelles. – Bill C-61: présentation – M. Knowles, et 1re lecture, 63.

Vacances dans la représentation:
Annulation de l'élection de M. Richard Cashin, député du district électoral de Saint-Jean-Ouest (Terre-Neuve), 231-232.
Démission de l'honorable William Earl Rowe, député du district électoral de Dufferin-Simcoe, 443.

Vancouver (C.-B.), Ville de:
Détails d'ordre statistique relatifs à l'aéroport de Boundary Bay: question no 1041 – M. Laing. – Ordre de la Chambre, 376-377; dépôt de la réponse, 412-413. – Doc. parl. no 264.
Nombre des immeubles loués par l'Etat à Vancouver; loyer global versé en 1961; loyer global versé par la Société Radio-Canada: question no 1036 – M. Laing. – Ordre de la Chambre, 361; dépôt de la réponse, 440. – Doc. parl. no 283.
Ordre de la Chambre: Correspondance échangée entre le gouvernement et des personnes et des groupements relativement à l'institution d'un conseil consultatif local destiné à assister le directeur du havre à Vancouver. – Avis de motion portant production de documents no 51 – M. Douglas, 362; dépôt de la réponse, 422. – Doc. parl. no 267.
Voir aussi **Second Narrows (Vancouver, C.-B.) (Pont de).**

Vancouver Public Aquarium Association:
Requête sollicitant l'agrandissement de l'aquarium situé dans le parc Stanley de Vancouver, en provenance de l'association susdite; teneur de la réponse, montant et date de l'aide financière: question no 388 – M. Howard. – Ordre de la Chambre, 139; dépôt de la réponse, 214. – Doc. parl. no 209.

Vente coopérative des produits agricoles, Loi sur la:
Rapport concernant les conventions conclues durant l'année 1961-1962, 65. – Versions française et anglaise. – Doc. parl. no 5.

Vétérinaires:
Voir **Collège vétérinaire de l'Ouest du Canada.**

Vice-président des comités pléniers de la Chambre:
Nomination de M. Rémi Paul, député du district électoral de Berthier-Maskinongé-Delanaudière, au poste de vice-président des comités pléniers de la Chambre, 16.

Viscount, Avions:
Nombre et but de chaque vol effectué par les deux avions *Viscount* du ministère des Transports durant janvier, février, mars et avril, en 1960, 1961 et 1962; voyageurs à bord: question no 291 – M. Hellyer. – Ordre de la Chambre, 184; dépôt de la réponse, 373. – Doc. parl. no 150c.

Voie maritime du Saint-Laurent, Administration de la:
Budget revisé d'établissement pour l'année civile 1962, 327. – Texte anglais. – Doc. parl. no 168b.
Budget d'établissement pour l'année civile 1963, 466. – Texte anglais. – Doc. parl. no 168d.
Préparation des plans et devis de la voie maritime du Saint-Laurent; coût de ces plans; adjudicataires de contrats et montant de chaque contrat: *question no 412 – M. Perron. – Ordre de la Chambre, 185; dépôt de la réponse, 313. – Doc. parl. no 168a.
Travaux de dragage effectués dans le secteur canadien au pied de l'île Wolfe durant les deux dernières années; coût et adjudicataires de ces travaux; profondeur régulière du chenal; nombre de bateaux utilisant le chenal canadien: question no 1111 – M. Benson. – Ordre de la Chambre, 401; dépôt de la réponse, 430. – Doc. parl. no 168c.
Voir aussi **Welland (Canal de).**

Voies et moyens, Comité des:
Institution du comité, 62.
La Chambre se forme en comité des voies et moyens sans motion, 125, 134, 137, 138, 142, 146, 149, 187, 189, 190, 197, 208, 256, 264, 322.

Voies et moyens, Comité des – *(fin)*

Le comité des voies et moyens fait rapport de l'état de la question, 134, 138, 149, 187, 190, 197, 208.

Appel de l'ordre intitulé "La Chambre de nouveau en comité des voies et moyens" pour l'étude de certaines résolutions (figurant à la suite du *Feuilleton des avis* publié dans les Procès-verbaux du 27 septembre 1962), 133; appel au Règlement par M. Knowles, 133; décision de l'Orateur voir **Orateur (décisions et déclarations)**, 133-134.

Le comité des voies et moyens adopte et la Chambre approuve certaines résolutions: 125 (crédits provisoires – budget principal revisé de 1962-1963); 256-259 (impôt sur le revenu et impôt sur les biens transmis par décès); 264-267 (taxe d'accise et tarif des douanes); 322 (crédits provisoires – budget principal et budget supplémentaire (A) de 1962-1963); 418 (crédits provisoires – budget principal et budgets supplémentaires (A) et (B) de 1962-1963).

Volailles:

Quantité de volailles importées à des fins de consommation dans chaque province; provenance des importations et sommes globales versées par les importateurs: *question no 421 – M. Drouin. Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 195. – Doc. parl. no 144b.

Votation avec inscription des noms:

Adresse en réponse au discours du trône:

Rejet du sous-amendement de M. Thompson (pour: 30; contre: 233), 38-40. – (Le mardi 2 octobre 1962).

Rejet du sous-amendement de M. Lewis (pour: 118; contre: 140), 43-45. – (Le jeudi 4 octobre 1962).

Rejet de l'amendement de M. Pearson (pour: 118; contre: 140), 45-46. – (Le jeudi 4 octobre 1962).

Rejet de l'amendement de M. McEachen (pour: 116; contre: 137), 54-55. – (Le mardi 9 octobre 1962).

Adoption de la motion de présentation de l'Adresse à Son Excellence (pour: 136; contre: 108), 60-61. – (Le jeudi 11 octobre 1962).

Bill d'intérêt privé, émanant du Sénat:

Rejet de l'amendement de renvoi à six mois de la 2e lecture du Bill S-12, Loi constituant en corporation l'Allstate Life Insurance Company of Canada (pour: 20; contre: 153), 335-336. – (Le jeudi 29 novembre 1962).

Bill d'intérêt privé (bill de divorce), émanent du Sénat:

Adoption de la motion de 2e lecture du Bill SD-12, Loi pour faire droit à Alethea Sarah Ivy Fowler, (pour: 111; contre: 12). – (Le mardi 4 décembre 1962).

Décisions de l'Orateur:

Ajournement de la Chambre en vertu de l'article 26 du Règlement:

Appel de M. Martin (Essex-Est), au sujet de la décision de l'Orateur portant qu'on ne peut interjeter appel d'une décision rendue aux termes de l'article 26 du Règlement: non-maintien de la décision (pour: 104; contre: 122), 462-463. – (Non-maintien, sur division, de la décision de l'Orateur relative à l'absence d'urgence de la motion d'ajournement de M. Pearson.). – Le jeudi 31 janvier 1963.

Appel de l'ordre du jour:

Inadmissibilité d'une certaine question de M. Martin (Essex-Est): Maintien de la décision (pour: 147; contre: 85), 101-103. – Le mercredi 17 octobre 1962.

Inadmissibilité d'une certaine question de M. Fisher: Maintien de la décision (pour: 130; contre: 103), 103-104. – Le mercredi 17 octobre 1962.

Bill d'intérêt public d'initiative ministérielle:

Motion de 3e lecture du Bill C-94, Loi établissant un Office d'expansion économique de la région atlantique: Maintien de la décision de l'Orateur concernant l'irrecevabilité d'un amendement à la motion (pour: 113; contre: 90), 387-388. – Le mercredi 12 décembre 1962.

Bill d'intérêt public d'initiative parlementaire:

Motion de 2e lecture du Bill C-11, Loi modifiant la Loi sur la route transcanadienne (Grandes routes du Canada): Maintien de la décision de l'Orateur concernant l'inadmissibilité du

Votation avec inscription des noms – *(fin)*
bill (pour: 195; contre: 14), 147-148. – Le jeudi 25 octobre 1962.

Décisions du président du comité plénier:
Confirmation, par la Chambre, de la décision rendue par le président du comité plénier, lors de l'étude du Bill C-63, Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation (pour: 206; contre: 14), 85. – Le mardi 16 octobre 1962.

Subsides, Motions visant les:
1re motion du ministre des Finances:
Rejet du sous-amendement de M. Thompson à la motion de M. Pearson (pour: 113; contre: 121), 216-217. – Le mardi 6 novembre 1962.
Rejet de l'amendement de M. Pearson à la motion principale (pour: 108; contre: 121), 217-218. – Le mardi 6 novembre 1962.

2e motion du ministre des Finances:
Adoption du sous-amendement de M. Thompson à l'amendement de M. Pearson (pour: 142; contre: 111), 472-474. – Le mardi 5 février 1963.
Adoption de l'amendement modifié de M. Pearson à la motion principale (pour: 142; contre: 111), 474-475. – Le mardi 5 février 1963.

W

Welland, Canal de:
Avis d'expropriation adressés à des personnes, sociétés ou municipalités relativement aux terrains requis pour le jumelage des écluses du canal de Welland; détails relatifs à ces avis: question no 745 – M. McNulty. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 304. – Doc. parl. no 236.

Werner-Gordon Lakes:
Voir **Routes d'accès aux ressources.**

Weymontachie, Réserve indienne de:
Voir **Indiens.**

Whiteley, M. A.S.:
Date d'admission de M. A.S. Whiteley au service civil et postes successivement occupés (en tenant compte des diverses commissions) jusqu'à sa nomination à la Commission sur les pratiques restrictives du commerce; participation à des conférences internationales ou à d'autres réunions: *question no 162 – M. Lewis. – Ordre de la Chambre et dépôt de la réponse, 73-74.

Wilson Boxes, Limited:
Voir **Commission sur les pratiques restrictives du commerce.**

Winnipeg, Canal régulateur de crue de la région métropolitaine de:
Accord conclu entre les gouvernements du Canada et de la province du Manitoba en vue de l'aménagement du canal, 49. – Doc. parl. no 184.

Winnipeg, Commission scolaire de:
Voir **Tabac.**

Y

Yukon, Territoire du:
Ordonnances édictées par le commissaire en conseil et sanctionnées (chapitres 1-27) les 30 avril et 11 mai 1962, (chapitre 1) le 5 juillet 1962, (chapitre 1) le 24 juillet 1962, 18. – Texte anglais. – Doc. parl. no 121.
Ordonnances (chapitres 1 à 18) édictées par le commissaire en conseil et sanctionnées le 3 décembre 1962, 429. – Texte anglais. – Doc. Parl. no 121a.

Z

Zone de pêche de douze milles:
Voir **Protection des pêcheries côtières (Loi modifiant la Loi sur la).**